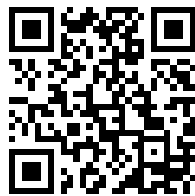

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

Google™ books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

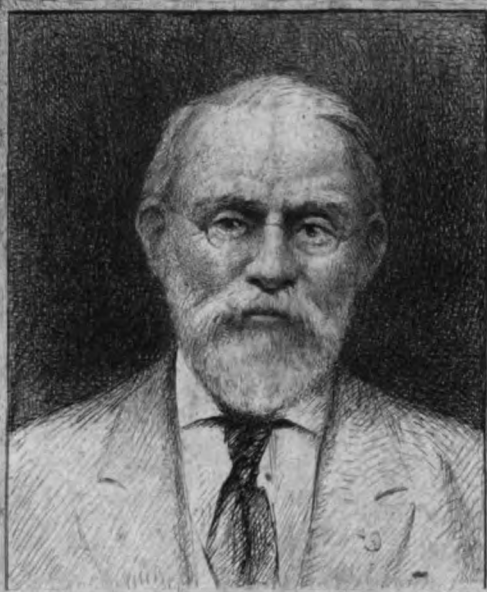
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 376551



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY



Handwritten signature or initials in the top left corner.

AS
161
.R4565

6^{me} ANNÉE. — 1^{er} SEMESTRE

REVUE DU MIDI

RELIGION — LITTÉRATURE — HISTOIRE



NIMES

IMPRIMERIE GERVAIS-BEDOT, LIBRAIRE-ÉDITEUR

Place de la Cathédrale et rue des Halles

—
1892

74

Dunsmuir
High.
3-20-33
26766

UNE NOUVELLE ANNÉE

Voilà donc que la *Revue du Midi* commence sa sixième année. Six ans ! Pour un enfant c'est l'âge de raison ; pour une *Revue*, c'est tout au moins celui de la maturité, car les *Revue*s ont, sur les choses humaines, cet avantage, ou si l'on veut cette infériorité, que leurs destinées sont plus rapides. C'est ainsi qu'après cinq ans écoulés, les commencements de notre *Revue* ne nous paraissent plus déjà que comme un lointain souvenir. Ce n'est pas à dire, qu'à cette heure, nous surprenions en elle les rides d'une vieillesse qui s'accuse ou les symptômes de la caducité. Non, assurément. Mais enfin nous avons été jeune ; nous ne le sommes plus. La *Revue* a même eu ses temps préhistoriques pendant lesquels, pour parler comme la science, cellule embryonnaire, elle évoluait vers son organisme. En ces jours de nébuleuse, quand elle n'existait encore qu'à l'état de projet, son atmosphère était essentiellement variable : tantôt des rayons d'espérance, sous forme d'encouragements, de promesses et de sympathies flatteuses, venaient doucement la réchauffer : tantôt elle était brusquement refroidie par des indifférences inattendues ou de désolantes prophéties. En dépit de ces indécisions de la température ses éléments s'aggrégèrent. Elle parut.

Je le vois encore, notre cher premier numéro (janvier 1887), tout flambant dans sa couverture bleue, avec son programme, ses articles de fond, sa nouvelle, ses chroniques et ses pseudonymes et, à cette heure, quand je l'exhume du repos où il dort en tête de notre collection,

sa lecture ne laisse pas de m'apporter quelque agrément. On l'accueillit avec une certaine curiosité. L'effet attendu ne tarda pas à se produire. On nous fit des compliments sincères mais modérés, et avec une grande complaisance on s'empessa de nous instruire de nos défauts.

Malheureusement il en était que nous ne pouvions celer. On nous signala des lacunes involontaires mais regrettables dans le tableau des productions littéraires de la province, dressé par notre programme, inadvertance que nous devions expier par des ressentiments qui ne savent pas pardonner. On voua au ridicule notre honnête et candide nouvelle, si gracieuse cependant et si vraie dans sa simplicité, et de son titre, *les Tresses d'Angèle*, on fit, à notre confusion, de déplorables jeux de mots. Les lettrés, admirateurs de la grande prose du xvii^e siècle, froncèrent le sourcil à la lecture de notre Chronique parisienne, et Dieu sait si elle était pourtant, étincelante de verve et d'esprit. Des gens sérieux blâmèrent les pseudonymes sous lesquels s'abritait la modestie de nos plus jeunes collaborateurs. Bref, le lendemain de notre apparition ne fut pas précisément le lendemain de la victoire. Mais si quelques-unes de nos illusions s'étaient évanouies, notre œuvre en elle-même n'était pas discutée, on l'admettait; on reconnaissait son opportunité, on lui donnait le temps de se repentir et de se corriger: en un mot on s'intéressait à elle. Il n'en fallait pas plus pour stimuler notre courage naissant et éclairer notre horizon. Il fut donc décidé que nous vivrions.

Et depuis lors la *Revue du Midi* a vécu. Oh! bien modestement, mais enfin elle a vécu. Et nous ne pensons pas qu'elle ait été infidèle à son programme. Être utile à tous, ne nuire à personne, instruire et délasser, causer littérature et beaux-arts, glaner çà et là dans les champs de la science, suivre quelquefois un touriste dans ses excursions à travers les montagnes, se distraire par des fic-

tions où ne se retrouvent pas les laideurs de la vie réelle, narrer les légendes, causer choses du vieux temps, exprimer les impressions tristes ou joyeuses que les événements dont nous sommes les témoins font sur nos âmes, la *Revue* l'a voulu, l'a tenté, et nous oserons croire qu'elle a quelquefois réussi.

Toutefois nous n'allons pas jusqu'à affirmer que pendant ce premier lustre ses charmes soient allés grandissant d'année en année. Ne serait-ce pas nous flatter? Il y a tout d'abord un charme, et non des moindres, qui s'envole avec les années. C'est celui même dont nous parlions tout à l'heure et qui respirait sur notre premier numéro, celui de la jeunesse et de la nouveauté. On sourit facilement aux pages toutes fraîches d'une revue qui éclot. On tient compte aux auteurs de leur inexpérience; on excuse volontiers leurs imprudences et l'on applaudit sans peine à leurs saillies qui ont tout au moins le mérite de se montrer pour la première fois. Mais quoi? à regarder la même physionomie, quand bien même l'expression en soit mobile et variable, on se lasse enfin. N'est-ce pas la même personne que l'on a toujours devant soi? à la longue le spectacle devient monotone; l'attention faiblit, la sensation s'émousse et l'on se tourne d'un autre côté.

Si telle est la loi de nature, la *Revue* ne peut prétendre y échapper. Se corriger de certains défauts désagréables comme par exemple, la lenteur et l'irrégularité de sa publication, elle le doit et y prendra peine. Mais renier son âge, réformer ses traditions, changer ses mœurs, parler une autre langue, elle ne saurait. Comment empêcherait-elle que ses traits ne soient devenus familiers à ses lecteurs et que sa prose ou ses vers n'apportent à leurs oreilles des sons déjà connus et des impressions déjà reçues? Elle n'en voit pas le moyen. Mais elle sait aussi qu'on se fait de certaines présences d'agréables habitudes, et elle voudrait que la sienne fût de celles-là.

La *Revue* a un autre tort. C'est son vice d'origine. C'est une provinciale. Provinciale ! Cela dit tout et suffit auprès de bien des gens pour la déconsidérer : ils ne veulent pas en entendre parler davantage. Pour eux, tout ce que n'éclaire pas cet astre lumineux qui s'appelle Paris doit nécessairement rester dans l'ombre, ombre froide et désolée, où tout languit et s'étiole, loin des espaces ensoleillés où s'épanouissent les vrais talents et les natures généreuses. Une revue en province ! Cela fait pitié ! Quel public pense-t-elle réunir autour d'elle ? Que peut-elle apprendre, sinon ce que l'on sait déjà ? Elle aura beau se mettre en frais de science et d'esprit, ce sera misère et vanité réunies. Il lui manquera toujours un je ne sais quoi d'indéfinissable, je ne sais quelle grâce de distinction, de manières qui caractérise ce qui vient de la capitale. Alors même qu'elle présenterait du solide, de l'intéressant, du sérieux, de l'honnête, du curieux, même de l'éloquent, on n'estimera pas ce breuvage qui ne sera pas servi dans le fin cristal aux ciselures délicates et serti d'or qui étincelle aux rayons de la grande ville. On le dit, on l'affirme, et l'on n'a que trop raison ; car le moindre petit recueil périodique, venant de la capitale, trouve plus d'accueil en province que la modeste *Revue*, fille du sol et enfant de la contrée.

Eh bien ! après tout, cela n'est pas fait pour nous arrêter. Il nous suffit d'être entendu de chez nous, et cela contente notre ambition. Est-il donc téméraire de vouloir vivre sur nos propres terres et de les faire valoir à notre profit ? Encore que les limites en soient restreintes, ces terres sont assez fertiles pour exercer notre activité. Parler des nôtres et de ce qui nous regarde, inventorier nos richesses, rafraîchir nos souvenirs, étudier notre sol, déplorer nos pertes, signaler nos espérances, voilà notre tâche. Et si nous pouvions recueillir, ne serait-ce que dans le creux de la main, un peu de cette vie intellectuelle qui

sourd obscurément sur tous les points de la province, pour nous donner la satisfaction d'en jouir nous-mêmes, nous estimerions faire œuvre saine et utile.

Aussi bien a-t-on écrit un jour, en parlant de la *Revue*, qu'elle était un essai de décentralisation. Le mot est un peu gros, mais la pensée elle-même est l'expression de notre désir.—Oui, susciter les bonnes volontés, nous prouver à nous-mêmes que nous vivons; que, parce que nous habitons la province nous ne sommes pas forcément réduits à nous taire; que notre demeure, si elle n'est pas un palais, ne manque pas d'agréments, qu'on y rencontre les belles-lettres, que la science n'y est pas une inconnue; que la philosophie, l'histoire, la critique y tiennent quelquefois salon, et que nous savons même en quoi la poésie se distingue de la prose, tel a été notre but. Nos abonnés l'ont compris et nous ont été fidèles, et, en ce qui regarde nos collaborateurs, leur concours désintéressé, loin de tromper nos espérances, les a pleinement justifiées.

C'est pour cela que nous continuerons. Nous avons d'ailleurs des motifs plus hauts encore et plus graves de persévérer dans notre œuvre. Les causes que nous prétendons servir réclament toujours et plus que jamais des défenseurs. Nous disions, dans notre programme, que l'on marchait à l'assaut de la vérité. Depuis, ni le nombre, ni la qualité, ni l'ardeur des assaillants n'a diminué. La religion n'est pas moins outragée, l'histoire n'est pas moins travestie, l'érudition n'est pas moins faussée, les lettres ne sont pas moins perverties, le bon sens n'est pas moins méconnu. L'attaque paraît au contraire plus générale et plus pressante.

Dira-t-on qu'il n'y a rien à faire, pour nous, dans cette mêlée? Hélas! il y a trop à faire, et si nous avons un regret c'est bien celui de notre insuffisance. Combien de fois nous avons été tentés d'arrêter au passage tant d'affirmations odieusement gratuites, tant de théories mal-

saines, tant de perfides insinuations qui se répandent effrontément ou se glissent à la dérobée à travers les foules entraînées ou surprises ? Que de fois nous avons eu l'envie de rendre flèche pour flèche à l'ironie cruelle qui s'attaque à tout ce que nous aimons, à tout ce que nous respectons, de froisser les oripeaux d'une science menteuse, de la secouer sur ses tréteaux de théâtre. et d'étaler au grand jour de la justice et de la vérité l'hypocrisie de ses procédés et le plâtre menteur de ses personnages !

Bien souvent, nous nous sommes refusé la joie, car c'en est une, de montrer que s'il n'est pas impossible de faire rire un public ignorant aux dépens de la bonne cause, celle-ci avait largement de quoi répondre aux railleurs. Nous n'avions que l'embarras du choix entre les mille inepties audacieuses et les sottises pédantes qui s'offraient à nous, et si nous avons un remords légitime, c'est d'avoir laissé inutiles tant de traits que la raison, le bon sens, et pourquoi ne pas l'avouer ? l'indignation secrète excitée par les méfaits littéraires dont nous étions les témoins, mettaient à notre disposition. Il est toujours temps pour mieux faire, et quoique la *Revue* ne songe nullement à descendre casque en tête et la lance au poing dans l'arène où se heurtent les doctrines contradictoires qui agitent notre fin de siècle, elle ne voudra pas se faire adresser le reproche de rester indifférente à la lutte. Elle y prendra sa part plus active, s'il le faut, courtoise toujours, se tenant bien haut au-dessus des personnalités et n'attaquant, dans un livre qu'elle estimera mauvais ou dangereux, que les affirmations erronées ou leurs funestes conséquences. Surtout nous respecterons les droits de la vérité. Lors même qu'elle s'offrirait à nous sous des aspects inattendus qui découvriraient une position dont nous nous croyions jusqu'ici assurés, nous ne chercherons pas à étayer notre cause par des dissimulations peu dignes d'elle. Nous recevrons toujours la lumière de

quelque côté qu'elle nous vienne. Il n'est qu'une circonstance où nous nous maintiendrons dans notre ombre celle où la lumière ainsi acquise risquerait d'exciter des passions heureusement éteintes et de vieilles querelles assoupies.

Une autre partie de notre tâche appellera de notre part un redoublement d'attention, il s'agit des bons livres. Il en est qui se présentent d'eux-mêmes et que leur mérite aidé des circonstances met tout de suite en relief. D'autres, en plus grand nombre, sont moins favorisés. Ce sont des personnes généralement modestes, foncièrement honnêtes, instruites et connaissant suffisamment leur langue. Il ne leur manque qu'une chose : un public. Mais la *Revue* a son public, et très choisi, nous en sommes convaincus. Il ne nous saura pas mauvais gré, de lui présenter ces livres si estimables. Leurs qualités sont celles de la bonne compagnie, celle que l'on gagne à fréquenter. En les présentant, nous les peindrons tels qu'ils sont. Nous n'irons pas exagérer leur valeur. On nous accuserait de faire de la réclame. Nous ferons office de critique sincère. Plus que d'autres nos amis ont droit à ce que nous leur appliquions le salutaire principe de Boileau :

Aimez qu'on vous conseille et non pas qu'on vous loue.

Mais si tel est leur droit, notre devoir est de les aider à vaincre l'indifférence du lecteur avec d'autant plus d'empressement que la cause défendue par eux est également celle que nous servons.

Nous n'avons jamais dissimulé quelle était cette cause : c'est celle de la vérité telle qu'elle nous apparaît dans l'enseignement de l'Église catholique ; vérité large, lumineuse, qui appartient à tous les temps, qui n'est prisonnière d'aucun système politique, qui revêt les sciences, les lettres, les arts de leur dignité morale et de leur beauté sensible, vérité qui sauvegarde toutes les indé-

pendances et dont l'application peut seule nous donner la vraie liberté.

Dans la défense d'une cause, chacun apporte son tempérament. Celui de la *Revue* n'est pas de chercher de vaines querelles. Elle aime à rendre hommage au bien partout où il se rencontre. Elle n'ignore pas qu'elle vit dans la République des Lettres, la moins exclusive de toutes, où il est de tradition de traiter sur un pied d'égalité les opinions les plus diverses pourvu qu'elles soient honnêtes et convaincues, que nous ne devons pas suspecter, à moins de preuves évidentes, la bonne foi d'un adversaire, pas plus qu'il n'est autorisé à se défier de la nôtre, qu'il ne faut pas chercher à s'imposer, mais à se faire accepter, et que les aigreurs et les emportements sont des auxiliaires maladroits de la raison. Mais la *Revue* sait aussi que cette même raison a ses droits qu'il est juste de revendiquer, et qu'à les affirmer sans hauteur comme sans faiblesse on y gagne sinon de se faire applaudir, au moins de se faire écouter souvent, de se faire estimer toujours.

Que l'on ne s'étonne donc plus de nous voir vivre et persévérer dans notre programme. Il est agréable de vivre quand on a de bons motifs pour cela, et les nôtres nous paraissent de cette nature. Nous nous attendons à des objections. Elles s'étaient produites avant notre naissance : elles ne céderont pas devant nos cinq ans d'existence. On nous dira comme on disait alors à ceux qui préparaient nos destins : « A quoi bon ? Il y en a tant de ces recueils qui cherchent vainement à attirer l'attention. Le vôtre viendra s'ajouter au nombre. Cela fera un de plus, voilà tout ! Certes, vos intentions sont louables ; gardez-les dans leur pureté et ne les mettez pas à exécution. Vous n'avez rien pour vous faire écouter de ce qui platt aujourd'hui. Vous n'êtes ni impressionniste, ni moderniste, ni essayiste. Votre psychologie est aussi vieille

que la morale chrétienne ; vous ignorez les symboles ; vous n'oseriez reproduire le document humain ; vous ne savez même pas ce que c'est qu'un drame passionnel. Rien de moins suggestif que votre programme. Votre feuille s'en ira, comme toutes les autres, servir de jouet aux vents , *ludibria ventis*. Ecoutez votre classique tant aimé, et soyez assez sage pour garder le silence. »

Nous n'avons pas cédé, et nous n'en avons pas regret.

Certes , dans le firmament littéraire, qui s'étend sur notre province , le rayonnement de la *Revue* n'a ébloui personne. Mais si peu que nous ayons brillé, quelque humble qu'ait été notre lueur, elle a toujours indiqué la voie de ce qui nous a paru le beau, le bon, le vrai.

Il est possible que d'autres feux plus resplendissants aient le privilège momentané d'attirer les foules. Ce sont météores qui passent et s'éteignent , tandis qu'il ne cesse pas d'éclairer sa part de ciel et son coin d'horizon, ce rayon, si ténu qu'il soit , qui reflète la grande, la se-reine, l'immuable clarté, la clarté de la vérité.

C. FERRY.

DISCOURS

PRONONCÉ

Par Mgr de CABRIÈRES, évêque de Montpellier

A L'OUVERTURE DES ÉTATS LIBRES DU DAUPHINÉ,
TENUS A ROMANS EN DÉCEMBRE 1891

(suite et fin)

Le Concordat de 1801 obligea le Pape à agir en qualité d'administrateur universel des biens de l'Église : à la demande du Premier Consul, Pie VII déclara que, « ni lui, ni ses successeurs ne troubleraient les acquéreurs de biens ecclésiastiques. » N'était-ce pas là encore une reconnaissance explicite de la souveraine magistrature, exercée par le Saint-Siège pour la paix des consciences ?

Enfin, le serment de fidélité envers l'État, prescrit pour les Évêques et pour les ecclésiastiques du second ordre, par cela seul qu'il est énoncé et autorisé dans un contrat synallagmatique entre le Pouvoir spirituel et l'Autorité civile, emporte avec soi que jamais cette autorité ne commandera rien qui puisse être en opposition avec les lois de l'Église catholique : sans cela, le pouvoir national mettrait, volontairement et sciemment, les consciences chrétiennes dans le péril, ou de manquer à leurs engagements ou de trahir leur foi.

Aujourd'hui, du reste, tout serment politique étant aboli, cet article du Concordat n'a plus d'application.

Les catholiques, à tous les degrés de la hiérarchie, — le peuple comme le clergé — doivent au pouvoir établi une soumission qui n'implique pas nécessairement « la fidélité », dans le sens que l'on donnait autrefois à cette

expression. Elle désignait alors une sorte d'attachement intime et personnel, formé par les traditions, les souvenirs, les convictions réfléchies, et garanti par l'honneur. Nous ne devons ni conspirer en secret, ni combattre par passion. Liés à l'Église avant tout, c'est elle aussi que nous devons avant tout servir ; les protestations ne doivent s'élever, — de notre part, à nous, prêtres, — que lorsque la cause de l'Église ou celle des âmes sont en péril.

Nous taire alors serait une lâcheté devant les hommes, une faute devant Dieu. Je sais bien que, à l'heure même où l'on décrétait la Constitution civile du Clergé, une sorte de mot d'ordre, donné par une puissance occulte, recommandait, par la voix de Treilhard (1), de Mirabeau et par les clameurs de la foule ameutée autour de l'Assemblée Constituante, de lier le Clergé par un « salaire » qui remplacerait une part infime des revenus dont on l'avait dépouillé. Réduire les Évêques et les prêtres à l'état de « salariés », c'était déjà le rêve de ceux qu'animait l'esprit vraiment révolutionnaire !

Mais saint Paul qui reconnaissait la légitimité et même la nécessité des offrandes faites aux ministres de Dieu en compensation de leurs travaux, eût rougi d'appliquer à ses frères dans le sacerdoce une expression dont le sens est humiliant, puisque leur ministère est alors considéré comme un métier.

Rien, dans le texte du Concordat, n'autorise une interprétation blessante à propos du « traitement convenable » promis par l'État et qui, selon les termes exprès de la Constitution civile, à laquelle il doit être rapporté, fait partie de la dette nationale et doit être toujours payé intégralement, tel qu'il est dû (2).

(1) Séance du 17 décembre 1790.

(2) Art. I^{er}, tit. 3 de la Const. civ., 24 août 1790.

Aussi ne puis-je songer qu'avec une tristesse profonde à la vérité toujours actuelle de ces paroles de Lacordaire datées du 15 novembre 1830 : « Nous sommes payés par des gens qui nous regardent comme des hypocrites ou des imbéciles, et qui sont persuadés que notre vie tient à leur argent. Ils sont nos débiteurs, sans doute, et c'est le pire que, étant nos débiteurs, ils soient parvenus à croire qu'ils nous font une aumône, et une aumône absurde (1). » O grand homme, quelle eût été votre douleur, si l'on avait osé affirmer devant vous que le Concordat a fait de l'Église la servante de l'État (2) ! Servante à laquelle on paye son travail, si ce travail est fait au gré du dispensateur des fonds ! Et voilà pourtant le dernier mot de beaucoup de discours contemporains !

C. Une dernière conséquence du Concordat — et c'est la plus importante — c'est celle que le cardinal Consalvi eut le plus de peine à faire entrer dans le texte de l'instrument diplomatique de 1801 ; c'est que « la Religion catholique doit être librement exercée en France, et que son culte y sera public, à la seule condition de se conformer aux règlements de police que le Gouvernement jugera nécessaires pour la tranquillité publique. »

Liberté de la religion et publicité du culte ! Voilà les deux conditions, qui, depuis quatre-vingt-dix ans, ont permis à l'Église de Jésus-Christ de se maintenir dans les âmes, et d'y accomplir son œuvre d'apostolat et de miséricordieuse application des mérites divins du Rédempteur. On ne peut pas rejeter le Clergé hors des temples,

(1) *Mélanges catholiques*, extraits de l'*Avenir*, I, p. 221.

Voyez encore le beau passage, p. 204, se terminant par ces mots : « Ils n'ont pas besoin d'être justes, vous êtes payés. Ils n'ont point de comptes à vous rendre, vous êtes payés ! »

(2) Portalis, en 1801, disait au Conseil d'État que « les protestants professent unanimement que l'Église est dans l'État, et que l'on est citoyen avant d'être ecclésiastique ». M. Dide s'est souvenu, en 1891, de cet article de son symbole, et a même voulu y astreindre les catholiques.

reconnus « nécessaires » au culte. On ne peut pas empêcher la libre administration des sacrements ; on ne peut pas limiter la liberté de la prédication évangélique, c'est-à-dire l'enseignement de tous les dogmes du symbole et de tous les préceptes de la morale, — aussi bien de la morale publique, générale et sociale, que de la morale individuelle et privée — ; et toute parole d'instruction religieuse, qu'elle s'adresse aux enfants ou aux adultes, qu'elle soit une conférence ou un catéchisme, n'a pas d'autres juges que l'Église elle-même, par l'intermédiaire de ses légitimes pasteurs.

Vous le voyez, Messieurs : « Vu dans son ensemble et dégagé des considérations accidentelles de personnes et de circonstances, le Concordat de 1801 demeure une charte de liberté. La preuve en est dans l'union, satisfaisante en somme, entre l'Église et l'État, qui en est résultée jusqu'à nos jours... » « C'est donc dans un esprit large et conciliant que Gouvernements et Papes ont interprété et appliqué le Concordat, en cherchant tous, comme ils le devaient, à lui faire produire le plus d'avantages possibles pour l'Église et pour l'État. Il n'avait été conclu que dans ce but (1). »

Vous aurez remarqué que je ne vous ai parlé que du Concordat, et jamais des Articles organiques. Ceux-ci, liés au Concordat à l'insu du Pape, malgré les protestations du cardinal Consalvi, et bien que Talleyrand lui-même ait avoué plus tard qu'ils étaient contraires à la liberté et même aux principes du culte (2), ont été votés par le Corps législatif, en 1801. Ils sont donc une loi de l'État ; mais ils ne peuvent prétendre à notre respect ni à notre obéissance, comme si l'autorité spirituelle, — seule compétente en fait de religion, — les avait contre-

(1) M. L. Teste, article de 1882.

(2) Dom Chamard, *la Révolution, le Concordat et la Liberté religieuse*, p. 269.

signés. Nous ne pouvons que les subir, en insistant pour que, reconnaissant une erreur dont il n'a pas été originairement la cause, le Pouvoir actuel les revise et les mette en accord avec les principes de la doctrine catholique. Il le doit à nos consciences et à notre foi ; il se le doit à lui-même. puisqu'il veut bénéficier du véritable Concordat, et qu'il est par conséquent tenu de maintenir « strictement et loyalement », la liberté et la publicité de notre religion.

Je vous ai dit longuement, Messieurs, qu'elles me paraissaient être les principales conséquences de l'Acte concordataire de 1801.

Un mot maintenant sur son avenir.

III.

Un grand écrivain, devenu plus tard un grand évêque, disait le 28 décembre 1830 : « N'est-il pas naturel de penser que les Concordats vont finir, pour faire place à un ordre nouveau, qui soit plus en harmonie avec le nouvel état du monde (1)? » Et sa réponse, sans être très explicite, penchait vers l'affirmative.

Pour nous prononcer nous-mêmes avec certitude sur une si grave question sans être téméraires, il nous faudrait connaître des événements difficiles à prévoir ; il nous faudrait apprécier des circonstances délicates et très longues à énumérer.

Deux opinions sont en présence ; l'une en-dehors de l'Église, l'autre dans le sein même de l'Église.

En-dehors de l'Église, deux courants se dessinent : l'un, libéral et logique, tend à consommer la rupture complète et définitive de tous liens officiels entre l'Église et

(1) *Mélanges catholiques*, I, 169.

l'État. Comment un État qui développe chaque jour sa laïcité pourrait-il s'entendre avec l'Église ! « Ces rapports étaient concevables, légitimes, nécessaires, quand l'État était catholique. Peuvent-ils subsister maintenant que l'État a cessé de l'être, pour devenir athée, comme la Loi ? » Ces rapports répondaient à une situation qui n'existe plus, qui ne renaitra jamais. L'humanité ne rétrograde pas : son enfance a été religieuse ; sa maturité doit être affranchie, et elle l'est déjà dans le monde entier.

La sécularisation absolue devient un devoir pour tous les États. La conscience individuelle doit être laissée à elle-même. Il ne faut plus de religions qui prétendent à se faire reconnaître comme des puissances souveraines, indépendantes dans leur domaine. Ou, du moins, ces prétentions doivent être comme non-avenues aux yeux de la société civile.

Un autre courant s'accuse surtout dans les sphères politiques. Là, au contraire, on tient à maintenir strictement et rigoureusement le Concordat.

C'est un moyen de gouvernement. Par là, « on prolonge, et on aggrave la servitude de l'Église particulière dont on s'est fait le tuteur, et on atteint l'Église universelle elle-même, dont on paralyse l'action.

« Qui donc, du côté des adversaires de l'Église, conseillerait au Gouvernement de prendre l'initiative de dénoncer le Concordat, franchement, ouvertement ? Ne vaut-il pas beaucoup mieux le fausser, le démolir pièce à pièce, l'émietter, en annuler hypocritement les clauses favorables à la liberté du culte catholique en France, tout en usant rigoureusement, avec exagération, des avantages que cet acte a concédés au pouvoir civil ? C'est ce que l'on appelait l'autre jour, dans nos Chambres, « la pratique du Concordat. »

Quant à donner à l'Église la liberté dont elle jouit, par exemple aux États-Unis, on n'y songe point.

« *Si vous donnez la liberté complète à l'Église, si vous ouvrez le champ à l'esprit de domination qui est son essence, nous pouvons nous demander ce que deviendront les destinées, non pas du pays, mais de nos Institutions actuelles.* Si vous ne voulez pas lui donner la liberté — et quant à nous, nous ne la lui donnerons jamais — que ferez-vous ? » Ce que l'on fera : on appliquera le Concordat comme on le comprenait sous les anciens régimes. » On créera une confusion volontaire dans les esprits, en promettant de maintenir le Concordat, sans expliquer ce que l'on entend par « les lois du pays », en matière concordataire.

Lorsque nous parlons du Concordat, nous entendons l'acte signé par le Pape Pie VII et le Premier Consul, acte consenti au nom du clergé et des catholiques, par leur Chef spirituel.

Lorsque nos adversaires parlent des « lois du pays », en matière concordataire, ils songent uniquement aux articles organiques, que le Pape n'a jamais acceptés et ratifiés.

Ce sont ces articles que l'on conseille au Gouvernement d'appliquer strictement, parce qu'ils dénaturent le caractère du Concordat et parce qu'ils sont, non pas une œuvre de pacification, mais un instrument violent de despotisme et d'oppression.»

Dans l'Église, trois courants se sont prononcés assez nettement. On a entendu les rédacteurs de l'*Avenir* conseiller aux jeunes générations catholiques cette solution que Lacordaire proposait avec la vive éloquence de son âme, si prompte à l'indignation parce qu'elle était prompte à tous les sentiments élevés : « Nous sommes loin de toucher à l'œuvre du grand Pontife qui signa le Concordat de 1801 ; mais nous attaquons l'acte d'insigne mauvaise

foi par lequel on change, tous les ans, l'acquit d'une dette en un don : métamorphose, dont nous serons les victimes, jusqu'à ce que nous consommions le sacrifice entier de nos droits... Nos veilles n'auront d'autre salaire que leur indépendance ; et nous ne savons du lendemain qu'une chose, c'est que la Providence se lèvera plutôt que le soleil (1) ! »

La rupture volontaire du Concordat, ce serait la fin de la servitude, ce serait l'heure de l'affranchissement !

D'autres, persuadés que l'Église et l'État peuvent, encore aujourd'hui, marcher de concert, voudraient tout conserver du pacte réparateur intervenu entre le Pape et le Premier Consul, pourvu qu'on leur garantisse l'observation complète, c'est-à-dire loyale, du Concordat.

Enfin, ceux qui, sentant peser sur leurs épaules le fardeau de responsabilités de plus en plus lourdes, se tournent vers le Vicaire de Jésus-Christ et demandent à sa sagesse de leur indiquer la route à suivre.

Vous n'attendez pas de moi, Messieurs, que je vous indique avec certitude cette route ; mais il me sera bien permis de vous déclarer que, tout en étant évêques ou prêtres, nous demeurons des hommes, ayant au cœur des sentiments de fierté et d'honneur, auxquels nous ne permettons à personne de toucher. Jésus-Christ nous commande l'obéissance ; mais ce n'est plus obéir que de supporter des injures injustes autant que gratuites, et qui s'adressent moins à nous qu'à la cause elle-même dont nous sommes les représentants. Cette cause, nous lui devons de ne la laisser ni profaner ni avilir.

Les paroles de Mirabeau me reviennent à l'esprit. Irrité de la fière attitude des membres du Clergé, à l'Assemblée Constituante, pendant le vote sur la confiscation de leurs biens, il s'écriait, avec une envie qui devenait de l'admi-

(1) *Mélanges catholiques*, 206.

ration : « Nous leur avons pris leur argent, mais ils ont gardé leur honneur ! »

Je vous répéterai ce que disait le saint et illustre abbé Gerbet :

« Les Concordats furent un grand acte de sagesse, mais de cette sagesse qui cède à regret à la tyrannie des temps. Leur mérite se composa des malheurs qu'ils écartèrent. Fils d'une époque violente, ils naquirent sous des auspices funèbres, et les souffrances de l'Église couvrirent leur berceau d'un nuage. »

« Ils étaient destinés à répondre aux nécessités particulières d'une époque ; et tant que cette époque n'a pas été épuisée, la prudence commandait de ne pas hâter la lente agonie d'un ancien ordre de choses, jusqu'à ce que tout fût préparé pour un renouvellement... Jamais, dans le cours des longues épreuves du Pontificat Romain, il n'a été aussi manifeste que Dieu lui a donné plus que la vertu de patience : il lui en a donné le génie. »

« Si les nations, en effet, comptent par années, l'Église compte par siècles... Elle sait souffrir beaucoup du présent, parce que l'avenir, qui lui appartient, est déjà le présent pour elle.

« La Papauté d'ailleurs sollicite, de la part de ses fils, les gémissements qui l'éclairent, comme d'autres gouvernements implorent les flatteries qui les perdent. Toute plainte respectueuse adressée à Rome est un acte de foi dans sa justice ; tout cri d'alarme poussé vers elle, un hymne d'amour à l'unité catholique. »

Ces plaintes respectueuses, ces cris d'alarme, ne les avez-vous pas entendus, Messieurs ? Que dis-je, ne les avez-vous pas poussés vous-mêmes, voulant que le Souverain-Pontife ne soit pas renseigné seulement par ceux « qui réduisent la Concordat à n'être plus, entre leurs mains, qu'un instrument ingénieux, au moyen duquel on ravit de fait à l'Église tous les droits qu'on semblait lui

garantir ? » La presse catholique, par ses journaux et ses revues, retrace et complète aujourd'hui toutes les relations orales que les gouvernements entretiennent avec le Pape ; et jamais le Père commun des chrétiens n'a pu mieux savoir ce qui se passe dans chaque État ; il peut contrôler tout ce qu'on lui dit, et se faire à Lui-même une opinion plus sûre et plus exacte que toutes les informations officielles. Des réunions comme la vôtre apportent au Saint-Siège le plus précieux concours, ne serait-ce que par leurs comptes-rendus, où il peut trouver l'expression sincère et vivante des sentiments véritables des fidèles de chaque pays.

Et le mouvement de liberté que vous inaugurez, Messieurs, ne saurait être perdu pour la première des forces sociales, c'est-à-dire pour la Religion. Vous voulez renouveler et rajeunir le principe d'association ; vous appelez toutes les professions à se former en syndicats ; comment la religion catholique, inspiratrice et régulatrice des anciennes Corporations, des antiques Confréries, ne profiterait-elle pas, la première, de ce retour vers des institutions que son esprit et son influence avaient rendues si fécondes en grands résultats ?

Je terminerai ce discours en formulant des vœux, auxquels, je l'espère, vous voudrez bien vous associer.

Que l'Église soit mieux connue ! Que les préjugés semés et entretenus contre elle soient enfin dissipés ; et qu'on la voie telle qu'elle est, telle qu'elle fut toujours, « sagement libérale, amie du progrès, bonne aux peuples qui lui furent soumis ! »

Que son indépendance spirituelle soit assurée, et que tombent à terre tous les obstacles par lesquels on gêne sa marche et on essaye d'entraver son action ! Par-dessus tout, que sa hiérarchie soit libre de s'unir et de se concerter, revenant aux formes antiques des synodes ou des

conciles, où se sont posées les lois de la croyance aussi bien que celle de la discipline et des mœurs !

Pourquoi, à la fin de notre âge tourmenté, ne verrions-nous pas se réaliser le souhait d'un évêque distingué par sa science, par sa vertu, plus encore que par la haute situation à laquelle l'avait appelé la confiance de son souverain ? Le 26 mai 1826, Mgr Frayssinous exprimait, devant les Chambres, le désir de voir rétablir les anciennes « Assemblées du Clergé, » si célèbres en France depuis le xvi^e siècle. « Dans ces assemblées, disait il, les Évêques apprenaient à se connaître, et ils en sortaient avec des sentiments plus profonds d'estime et d'amitié réciproques... Par là ils établissaient entre eux une conformité de principes et de vues qui, sans cela, ne peut exister, et qui serait si précieuse ! »

Ah ! que ces vieux usages soient remis en honneur ! Aux heures de crise, alors, on n'entendrait plus seulement des voix isolées, qui se répondent, de distance en distance, comme se répète le cri d'une sentinelle à l'aspect du danger. On entendrait la voix unanime de l'Épiscopat, et cette voix si forte, si retentissante, personne ne songerait à l'étouffer. Ce serait la voix même de la Patrie, réclamant le droit de demeurer fidèle à sa vocation et à son titre de Fille aînée de l'Église : *Fata Gallix restituta !*

LES TROIS ÉGLISES PAROISSIALES DE LASALLE

« La ville de la Salle n'est pas ancienne, il est donc
« difficile de réunir des faits historiques la concernant ;
« aussi ceux qu'il y a sont-ils en très petit nombre (1). »

Lasalle a commencé au quartier de la Moutte. D'aucuns même croient y voir encore la première de ses maisons. La localité s'est peu à peu développée suivant la rue du Pont Vieux.

Bien des gens s'étonnent que le presbytère soit si éloigné de l'église actuelle ; ils trouvent plaisant qu'on ait relégué le curé à la campagne.

Ceux-là oublient que Lasalle, tout comme Paris, ne s'est pas bâtie en un jour, et que longtemps la Moutte et le Pont-Vieux furent les « deux bouts du pays » comme parle un acte du quinzième siècle. A cette époque, on le voit, le presbytère et « l'église y attenante » se trouvaient bien au point central.



La modeste église d'aujourd'hui n'est pas la première dans l'ordre des temps ; elle a eu des devancières,

Déjà, sous saint Louis, une vraie basilique, comme on en voyait à Saint-Jean du Gard, à Saint-Martin de Corconac, etc., pour ne citer que les voisine, s'élevait riche et gracieuse de cette chrétienté naissante.

Orientée comme toutes les églises de l'époque, plus

(1) Armand, cité par M. J. Gache.

grande que la seconde, dont nous donnerons un peu plus loin les dimensions, elle était surmontée d'un superbe clocher dont on voit encore les fondements ; à l'épaisseur des murs et à leur solidité, on peut juger qu'ils supportaient un véritable monument.

La piété des fidèles avait richement doté notre église, On y comptait quatre chapelles, dans les premières années du xvi^e siècle. A chacune d'elles étaient attachés des revenus considérables. Nous ignorons l'origine des deux premières, quant aux deux autres, elles avaient été fondées, l'une par Jean de Ulmo l'an 1500. Elle était dotée d'« une maison et une terre, acte reçu Pierre André, notaire de Lasalle, le 26 décembre 1500, à la charge de dire deux messes par mois : une des *Morts* et une de *Beata* (1).

L'autre avait pour fondateurs : Antoine Cros et Victoire Fromenta, son épouse. « Érigée *in honorem Dei et intermeratæ Virginis, per modum eleemosinæ*, l'an 1508, acte reçu par Lalmet, notaire à Sauve, le 12 juillet de lad. année. Deux messes par semaine, à perpétuité, le lundi, pour les *Morts*, le samedi de *Beata in Sabbato*. »

A cette fondation étaient affectés les revenus suivants : « Une maison sise à la Grand'Rue, confrontant la maison Barthélemy Rouquette et Antoine Fromenta ; plus une terre attenante à ladite maison ; plus un jardin confrontant vigne de Pierro Bayard, en chef, et les hoirs de Jean Bourdarié, du pied ; avec terres de Pierre de *Vallis Furcata*, du couchant, valla ou ruisseau au milieu ; de plus un chatenet dans le quartier de las Combes (2). »



Ces données, très incomplètes sans doute, prouveraient bien, néanmoins, que la foi était alors vivante, et

(1) Archives de l'Évêché.

(2) Archives de l'Évêché.

que les peuples, malgré ce qu'ont pu écrire certains auteurs intéressés, n'étaient point fatigués du joug de l'Église. Il est vrai, cependant, qu'une ère nouvelle allait s'ouvrir. La Réforme conçue dans le cœur « d'un moine à qui son vœu de chasteté pesait trop (1) » bouleversait déjà l'Allemagne. Encore un peu, et comme une trainée de poudre, les nouvelles doctrines allaient révolutionner la France.

On ne s'attend pas à trouver ici une étude sur les causes qui favorisèrent le protestantisme. Nous avons eu occasion de dire quelque chose ailleurs (2). Au surplus, ajouterons-nous, qu'un des principaux éléments de succès, fut le Johannot aux arguments frappants.

La Réforme fut brutale, inexorable, sanguinaire : *Crois ou meurs*, répétaient après Mahomet les apôtres du nouvel évangile. Les églises furent rasées, les presbytères pillés, les curés mis en fuite ou jugulés. Qui eût dit que le *libre examen* était le dogme favori de ces réformateurs ?

De pareils arguments devaient convaincre tout le monde. Aussi la localité de Lasalle passa-t-elle tout entière au protestantisme. On était en l'année 1559. Le service divin fut longtemps interrompu. Plus de curés ; à leur place des prédicants qui prêchaient une morale facile. Et afin que rien ne survécût de cet *ancien régime*, on livra aux flammes tous les actes de catholicité. Les plus anciens registres religieux sont protestants ; le premier est de 1561, sous ce titre : *Livre des baptêmes du consistoire de l'église de la Salle, commencé en octobre 1561 par moy Jacques Tourtelon ministre de la parole de Dieu dans le present lieu. Au nom de Dieu soit tout fait. Amen* (3).

(1) Drumont, *Fin d'un Monde*.

(2) Voir *Revue du Midi*, livraison de février 1888.

(3) Archives de la Mairie de Lasalle.

Le Protestantisme régna en souverain à Lasalle, jusqu'à la fin du xvi^e siècle. Ce ne fut que vers 1601 que le service catholique fut repris, dans un local d'emprunt, selon M. Goiffon, dans une des salles de la maison priorale, d'après M. de Freycinet, prieur, que nous citerons tout à l'heure.



La construction d'une église fut, dès les premiers jours, la grande préoccupation des curés. On se mit bientôt à l'œuvre ; mais soit manque de ressources, soit pénurie d'ouvriers, le modeste édifice s'éleva lentement et demanda bien des années. Le vénérable messire Antoine Alosgue l'avait commencé en 1603 ; ce fut son successeur, Georges de Freycinet, qui l'acheva en 1658. Nous sommes heureux de pouvoir donner l'acte de bénédiction de la nouvelle église. C'est un document précieux à plus d'un titre.

« L'an de Nostre Seigneur Jesus-Christ mil six cens cinquante huit et le vint et deuxième Janvier, jour de vendredi et feste de la chaire St-Pierre en Entioche, l'église parrochiale St-Pierre de la Salle-Salendrenque dans les Sevènes, au diocèse de Nismes a esté par nous soubsigné, bénite à l'honneur de Dieu soubz le titre de St-Pierre, la faculté nous ayant esté donnée par M. Abel Fatry, vicaire général de Monseigneur Anthime Denis Cohon, évesque dudit Nismes. La dite église n'est qu'une chapelle du costé de l'épitre de l'ancienne église qui feut mise res terre par la feueur des hérétiques Calvinistes, il y a environ cent ans ; et icelle chapelle en ayant pris trois ou quatre pans dans la nef de l'ancienne église, a esté bastie jusques à moitié des murailles par feu M. Anthoine Alosgue, presbtre de Sauveterre en Rouergue, nostre devancier fidèle ami et bienfaicteur, et par nous la dite chapelle a esté parachevée nonobstant, les persécu-

tions que nos pauvres paroissiens dévoïés du bon chemin nous faisaient, qui estaient cause que nous estions obligés à faire le service dans la sale de la maison priorale ; d'où nous sortimes le susdit jour en procetion, accompagnés de Messieurs Vaysse, prieur de Colognach et Raymond Barrau, prieur de S^e-Croix, Estienne Rochebaron et Pierre Doladille, tous deux de la paroisse de Mende, mes clercs, M. Louis Estienne, masson du diocèse de Toul demurant à Gange, qui estait icy pour bâtir le temple des hérétiques, et la divine providence fit qu'il eut plustot fait nostre église que le dit temple, et de plus deux frères nommés Rouvayrolis, natifs de Montpellier, beau-frères du sieur Fabre de Montredon, nous sortimes donc en procetion de la dite maison priorale, nous passâmes devant la maison des hoirs de Donadieu, au chemin de Calviac, au lieu de la Salle, passâmes à la croix de la reue où on estait fort surpris, nos pauvres paroissiens dévoïés n'ayant acoustumé de voir des procetions dans leur lieu, et on croyait que nous faisions cette dévotion particulière en considération de ceux de Nismes, qui estaient en apprehension d'estre punis pour le murtre qu'ils avaient fait de M. le Prévost de l'église cathédrale ; et deux gardes de M. de Bieules lieutenant pour le Roy dans la province ; ce qui estait cause que on voulait ce jour là, dans ce lieu, faire un prêche, ce qu'on ne fit pas, aucun ministre n'estant voleu venir pour prêcher nos pauvres dévoïés. Estant arrivés à nostre église ayant passé par la porte du cimetière que nos dévoïés nous tiennent par usurpation, nous fimes la dite bénédiction, et après célébrâmes la S^{te}-Messe du jour, de sorte que si la première qui se dit en cet oratoire, feut de S^t Pierre, la seconde feut de S^t Paul, d'autant que le dimanche après qui feut de la Sexagesime la messe se trouve de S^t Paul. En foy de ce me

suis signé, de Freissinet, prieur de la Salle-Salendrenque (1). »

*
* *

La nouvelle église ne connut jamais le luxe de l'ancienne. Elle était bénite depuis seize ans, et elle attendait encore un pavé. C'est Mgr Cohon qui nous l'apprend dans le compte-rendu d'une visite pastorale. « Le 13 octobre 1674, nous fûmes à la Salle. C'est un Prieuré-Cure d'environ 1300 livres de rentes : l'église est fort petite et n'est point pavée. Cette paroisse quoique très grande n'a pas plus de 50 à 60 catholiques presque tous pauvres. Il y a deux chapelles : l'une sous le titre de St-Pierre d'Aleyrac, et l'autre appelée du nom de Jacques Barnier, d'Anduze, son fondateur ; elles ont toutes deux beaucoup de rentes et de censives. Ce bénéfice est de la collation del'Évêque de Nîmes..... etc (2). »

Quoique petite, l'église était assez grande pour les catholiques qui venaient y prier. C'était bien, hélas ! le *pusillus grex* de l'Évangile ! Cependant la foi ancienne faisait tous les jours quelque conquête ; le retour au giron de l'Église romaine, la *sule vraie* selon le mot de M. de Freycinet, s'opérait insensiblement dans les rangs des égarés. Ce n'était pas toujours sans danger ; bien que la législation nouvelle protégeât le catholicisme, les protestants ne désarmaient pas ; ils ne connaissaient guère et pratiquaient encore moins cette tolérance que, dans la suite, ils ont invoquée tant de fois en leur faveur.

(1) Registre des baptêmes faits dans le lieu de la Salle, selon la forme de l'Église catholique, Apostolique et Romaine seule vraie, pour les bénéfices unis de St-Pierre dudit Lasalle et St-Monet de Salendrenque au diocèse de Nîmes tenu par moy de Freissinet, presbtre et prieur desdits bénéfices unis pour les années 1648, 1649, 1650, 1651, 1652, 1653, 1654, 1655, 1656, 1657, 1658, 1659, 1660, 1661.

(2) Archives de l'Évêché.

Dans la pauvre église à peine bénite, une tombe s'ouvrait pour recevoir une de leurs victimes.

« L'an de Nostre Seigneur Jesus-Christ mil six cens cinquante neuf et le vint et uniesme d'aoust, jour de vendredi, sur les cinq à six heures du soir, dans la maison claustrale est décédé dans l'union de la foy catholique apostolique et romaine, après avoir receu tous les sacremens requis et surtout fait une confesion générale de toute sa vie, Estienne Rochebavon, aagé de vint et quatre à vint et cinq ans, fils de Barthelemy Rochebavon et de Gabrielle Chastan mariés du lieu de Chastel-Nouvel en Gévaudan, paroisse de St-Gervais de la vile de Mande. Il servit ceste église durant six à sept ans, en qualité de clerc, où il souffrit assez de persécutions avec moy par les hérétiques calvinistes, surtout durant les trois dernières années qu'il s'estait apliqué à la levée du dixme. Il feut attendeu entre autres et persecuté par cinq masques, un jour d'hiver revenant de St-Hipolite, à la croix qu'on appelle du Redarès, lesquels tous enlevèrent son manteau avec celui de son compaignon et quelques armes qu'ils portaient, et l'auraient maltraité s'il ne se feut retiré dans un hameau. Peu de jours avant son trépas, il me dit que depuis cette attaque, il avait demuré dans le dégoût de toutes les choses du monde. Son corps est enseveli dans la chapelle, au fond, du costé de l'évangile à la bâtisse de laquelle il avait fort travaillé, car par la susdite persécution, il ne nous estait pas possible d'avoir aucuns matériaux à prix d'argent.

En foy de ce, me suis signé : De Freissinet, prieur des bénéfices unis St-Pierre de la Salle et St-Bonet de Salendrenque, diocèse de Nismes (1). »

(1) Extrait du registre des mors de la religion catholique apostolique et romaine, ensevelis au cimetière de St-Pierre de la Salle et St-Bonet de Salendrenque au diocèse de Nismes teneu par moy de Freissinet prieur des bénéfices unis, pour les années 1648, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61.



Cependant, sur la place principale de la ville, s'élevait un temple qui semblait insulter, par sa richesse et ses amples proportions, au dénûment de la petite église (1).

Afin que rien ne manquât à la magnificence du nouveau culte, une forte cloche venait d'arriver, et on pouvait lire sur l'airain nullement sacré, l'inscription suivante : « *Sit nomen Domini benedictum*. Cette cloche a été achetée par les habitants de Lasalle qui font profession de la religion prétendue réformée, et ce pour leur usage particulier, en l'année 1672, sous le quatrième consulat d'André Coste, Jean, Cor. M. F. »



Mais le règne de l'erreur allait finir. Déjà dans les conseils du Roi, on songeait à révoquer l'Édit de Nantes. Quelques hésitations faisaient ajourner cette mesure, quand un événement, demeuré assez obscur, dessilla tous les yeux, et hâta la date de la révocation.

C'était le 6 mai 1678. Dans une ville voisine de Lasalle, à Saint-Hippolyte-du-Fort, « le curé M. Darvieu portait le saint viatique à un malade, quand tout à coup il est assailli, lui et sa suite, et cruellement battu par une troupe de huguenots qui proféraient les plus horribles blasphèmes contre la divine Eucharistie. Ce fait eut un

(1) Le temple actuel occupe l'emplacement de l'ancien. Le 20 août 1822, le Conseil municipal fut saisi d'une demande de construction d'un temple. « Le désir du Consistoire était que le nouveau temple fût construit sur les fondements de l'ancien qui avait été autrefois bâti par les Protestants et à leurs frais, sur un terrain par eux acheté suivant des titres authentiques en 1656. »

Le Conseil accueillit la demande du Consistoire, et s'obligea à imposer extraordinairement la commune jusqu'en 1838. (Archives de la mairie de Lasalle).

immense retentissement en France ; et plusieurs historiens y ont vu une des causes qui décidèrent Louis XIV à révoquer l'Édit de Nantes. Quoi qu'il en soit, cette sacrilège attaque fut jugée par divers tribunaux, et amena un arrêt du Conseil d'État, daté du 23 février 1681, qui interdisait à jamais, à Saint-Hippolyte, l'exercice public de la religion prétendue réformée, et ordonnait que, sous un mois, le temple serait démoli et l'emplacement occupé par une croix en réparation du crime commis contre le Saint-Sacrement (1).

Le temple de Lasalle ne tarda pas à partager le même sort. Un arrêt de l'intendant Daguesseau le fit démolir en 1684. Les matériaux, qui provenaient de l'ancienne église, servirent, quelque temps après, à la construction de l'église actuelle. C'était justice.

Quant à la cloche, on se rappelle encore son inscription ; il eût été difficile de la catholiciser. Aussi fut-il décidé qu'elle servirait désormais d'horloge ; et cet office, elle le remplit encore aujourd'hui.

La démolition des temples était un acheminement vers la révocation. Déjà, en prévision de troubles, on avait envoyé à Lasalle deux compagnies de soldats. Enfin, l'heure sonna, le 22 octobre 1685, dans des vues surtout politiques, l'Édit de Henri IV fut révoqué. Ce fut un grand événement à Lasalle ; la construction d'une église sur un point central fut aussitôt projetée, et les terrains nécessaires acquis, « par acte reçu Bouzanquet, notaire, le 17 juillet 1786 (2). »

Deux années s'étaient à peine écoulées et une église modeste mais convenable, de style roman, proclamait sur la grande place de la ville les droits imprescriptibles de la vérité.

(1) Goiffon, *Dict.*

(2) Délibérations du Conseil municipal.



Un des premiers actes accomplis dans cette église, fut la création d'un bureau de bienfaisance pour Lasalle et Saint-Bonnet.

Le 6 septembre 1688, Mgr François de Saulx, docteur en Sorbonne, « nommé pour l'évêché d'Alais, faisant sa visite dans la paroisse de Lasalle et Saint-Bonnet, prieurs unis, ayant convoqué dans l'église les principaux habitants du lieu, a établi un bureau de charité qui prendra soin désormais de tous les pauvres de ladite paroisse, tant sains que malades, et sera composé de Directeurs qui se conformeront aux Règlemens imprimez et autorisez par mondit Seigneur, et expliquez à l'Assemblée par les P. Jésuites, missionnaires du Prélat. Le bureau sera composé d'un secrétaire, un receveur, un distributeur du pain, un directeur des passans, un directeur des pauvres honteux, un directeur des malades, et un garde meubles (1). »

Aujourd'hui le Bureau de bienfaisance fondé par un évêque et dirigé, à l'origine, par des prêtres, est au pouvoir des protestants. C'est en vain que parmi les membres, on chercherait le curé de la paroisse. *Sic vos non vobis.*

C'était peu de créer des bureaux de charité, il fallait pourvoir à leur entretien. Or les années étaient quelquefois mauvaises, et les secours manquaient. Dans ce but, l'évêque d'Alais se concertant avec l'autorité locale en 1708, « fit imposer en faveur des pauvres, deux deniers sur chaque livre de viande, mouton, brebis, bœuf, vache, cochon, qui se vendrait dans la localité, pour être employés aux nécessités des indigens (2). »

Mais n'anticipons pas sur les événements. On sait que

(1) Archives de la mairie de Saint-Bonnet.

(2) Délib. du Cons. munic. du 17 oct. 1708.

les premières années du XVIII^e siècle furent troublées et souvent ensanglantées. Nous ne pouvons omettre quelques faits dont le territoire de Lasalle fut le théâtre.

*
* *

L'an 1702, un engagement des plus meurtriers eut lieu aux portes mêmes de la ville, entre les Camisards et les troupes royales. Les miquelets commencèrent l'attaque, Laporte qui commandait les protestants, se défendit vaillamment ; et tirant parti des difficultés du terrain, il resta maître du champ de bataille, non pas sans perdre un grand nombre des siens (1).

Les hostilités reprirent au mois d'avril de l'année suivante. Toutes les localités voisines se réfugiaient à Lasalle, la ville était fortifiée, on veillait jour et nuit ; les travaux de la campagne étaient abandonnés ; deux laboureurs avaient été assassinés, en plein jour, dans leur champ ; le presbytère venait d'être saccagé, l'église vieille souillée ; les charretiers hésitaient à s'aventurer sur les grandes routes « par crainte des fanatiques, » et pour comble de maux, les grains commençaient à manquer. C'était le règne de la terreur. Toute vie semblait suspendue à un fil.

Sur ces entrefaites, Cavalier, usant d'un stratagème qui lui avait si bien réussi à Sauve, se présente, à la tête d'un détachement, sous les murs de Lasalle, on l'accueille comme un libérateur ; mais on ne tarde pas à s'apercevoir que c'est l'ennemi qu'on a introduit dans la place.

Nous laissons la parole à un protestant, Court de Gebelin : « Le lieu de Lasalle, au-dessus d'Alais, fut encore plus maltraité ; cet endroit était rempli de catholiques, toujours prêts à faire du mal et aux Camisards et aux protestants(2). Cavalier, qui était en train de faire des re-

(1) Armand, cité par J. Gache.

(2) Une centaine de catholiques pouvaient-ils faire beaucoup de mal à 1500 protestants ?

présailles et qui voulait en user avec vigueur sur un lieu dont les mauvaises dispositions lui étaient connues, s'avisa d'une ruse. Il rangea à la tête de son petit bataillon, tout ce qu'il eut de soldats en habit d'ordonnance, avec des cocardes blanches au chapeau. Habillé lui-même en officier, il s'avance à leur tête vers le village, persuadé que dès qu'il serait aperçu, on ne manquerait pas de prendre le change et de venir à lui. Sa conjecture ne pouvait être plus juste. Les plus zélés parurent en foule ; ils se félicitaient d'un secours si peu attendu, et dont ils espéraient tirer grand parti pour des expéditions qu'ils avaient méditées. Chacun racontait ses bonnes aventures, et c'était à qui vanterait le mieux ses services contre les protestans. Un bolteux se distingua entre tous ; rien n'égalait ses exploits passés ; il avait, à lui seul, fait arrêter plusieurs prédicans, il était dans le cas d'indiquer les meilleures maisons huguenottes, les plus suspectes, et où il y avait le plus à prendre ; on n'avait qu'à le laisser faire et marcher sur ses indications. Mais quelle dut être sa surprise, lorsque un des soldats de Cavalier lui dit d'un ton haut : As-tu achevé ? Oui, répliqua le harangueur, en ajoutant d'une voix tremblante : Pourquoi me faites-vous cette question ? La réponse fut aussi prompte que terrible. Bientôt ce malheureux et une quarantaine de ses compagnons furent passés au fil de l'épée. Un châtiment si redoutable fit trembler tout le canton, et laissa entrevoir à ceux qui n'y furent pas enveloppés, quel était le sort qui les attendait, s'ils avaient l'imprudence de se laisser surprendre, ou s'ils ne changeaient de conduite. Pour les convaincre encore mieux, Cavalier fit les plus fortes menaces.

« Au bruit de ces expéditions, de Planque, brigadier des armées du Roi, accourut contre les Camisards, avec un détachement de douze cents hommes. Il les joignit au

Collet de Dèze et leur présenta la bataille (avril 1703) (1). »

Dans les premiers jours du mois d'août de la même année, Rolland voulut tenter la même aventure ; mais la ruse fut découverte cette fois. La garnison, forte de quatre compagnies, se comporta bravement. Déjà la première barrière était forcée par les assaillants, quand, reprenant le dessus, les troupes repoussèrent l'attaque, après un combat de deux heures qui coûta la vie à une quinzaine d'hommes.



Le bruit de la fusillade avait enfin cessé. Elle semblait finie, cette guerre d'extermination, où des mains françaises versaient à flot un sang français, lorsque, le 18 janvier 1704, une action décisive, une vraie bataille s'engagea entre les « rebelles et les troupes royales ». Le lieutenant-colonel Montblanc arrivait avec un détachement composé, selon Court de Gebelin, de deux bataillons, et d'après Louvreleuil, de deux cents hommes. Arrivé au passage étroit du col de Mercou, Montblanc se voit, avec son escorte, cerné par les troupes de Roland. La partie n'était pas égale. Le lieutenant voulut du moins mourir en brave. Après des prodiges de valeur, le détachement périt en entier avec son chef. Les Camisards, d'après Brueys, étaient au nombre de douze cents.

Un armistice fut signé au mois de mai. Ce furent les préliminaires de la paix. « Il y eut, à partir de ce jour, entre les deux partis, échange de bons procédés, ce qui amena, raconte Court de Gebelin, un fait assez singulier. Trois officiers du régiment de Blaisois étaient en visite à Lasalle ; ils désiraient se rendre à Anduze le 20 mai. Les routes étant occupées par les religionnaires, ils cou-

(1) *Histoire des troubles des Cévennes sous le règne de Louis XIV*, par M. Court, n° 2114, Bibliothèque de la ville de Nîmes.

raient grand danger. Pour l'éviter, ils s'adressèrent directement à Roland, et lui demandèrent une escorte pour les accompagner. Celui-ci, flatté de cette marque de confiance, s'empessa de mettre à leurs ordres un détachement à l'aide duquel ils firent leur route sans être inquiétés (1). »

Le calme se rétablit peu à peu. Puis il fallut relever les ruines. Deux cent-trente trois églises avaient été brûlées. Seule, dans le canton, celle de Lasalle avait échappé à la fureur des fanatiques, grâce aux fortifications qui la protégeaient. Des cérémonies expiatoires assez solennelles eurent lieu à Soudorgnes, à Sainte-Croix, à Colognac, à Vabres, à Thoiras. Le 19 novembre 1713, c'était le tour de l'église de Saint-Bonnet. « Polluée par les fanatiques révoltés dits Camisards, le 5 janvier de l'an mil sept cens trois, et ne s'y estant fait aucun service depuis ce temps là, la dite église a esté réconciliée par nous François Massabieau prieur, en ayant obtenu la permission de M. l'abbé de Mérez vicaire général d'Illustrissime et Révérendissime messire Jean-François-Gabriel d'Hennin-Lietard, second évêque d'Alais, assisté de messire Jacques Massabieau prêtre curé et archiprêtre de la Salle, et de sieur Jean Alibert, régent des écoles du lieu. S'il manque quelque acte de baptême, ou mariage, ou mortuaire, dans les registres de cette paroisse, on pourra les trouver dans ceux de la paroisse de la Salle, où le service a été fait depuis ce temps là.

« Signé : MASSABIEAU prieur (2). »

•
* * *

On remarquera, dans cet acte, le titre nouveau donné au curé de Lasalle : il n'est plus prieur, mais archi-

(1) *Histoire des troubles des Cévennes.*

(2) Archives de la Mairie de Saint-Bonnet.

prêtre. C'est qu'un événement considérable s'était produit depuis peu. L'union du prieuré de Lasalle à la mense du collège d'Alais venait de s'effectuer. Voici dans quelles conditions : « Le jeudi 29 novembre 1708, monsieur de Bagars premier consul a instruit la communauté d'une requête présentée à Monseigneur l'évêque d'Allez, aux fins de procéder à l'union du prieuré-cure du présent lieu à un collège qu'il établit pour *l'instruction des enfants du diocèse qui doivent y être élevés gratis*, et qui pourront être reçus dans le Séminaire s'ils ont les dispositions nécessaires à l'Etat ecclésiastique, et être entretenus aussi gratis, jusqu'à ce qu'ils aient été promus aux ordres sacrés et ensuite pourvus ; et comme il s'agit de répondre devant le commissaire qui a été député par mondit seigneur l'Evêque, sur lad. union, il est nécessaire de délibérer.

« La Compagnie, après avoir entendu la lecture de la requête, a délibéré et donné pouvoir à MM. les consuls de comparaitre devant le dit sieur Commissaire, pour délibérer au nom de la Communauté, qu'elle loue et approuve l'union du bénéfice et prieuré de la Salle à la mense du collège, croyant que le dit établissement est très utile au général du Diocèse et en particulier à la Communauté (1). »

On voit que la gratuité de l'enseignement n'est pas de création moderne, et que longtemps avant la naissance de la République, l'Église savait donner aux pauvres, sans qu'il leur en coûtât un denier, et l'instruction et l'entretien. Est-ce sa faute, si la Révolution, en la dépouillant de ses revenus, lui a ôté toute possibilité de continuer ses bienfaits à l'indigent ?

Ce qui n'est pas moins digne de remarque, c'est le soin que l'on apportait dans le choix des maîtres. On se

(1) Délibération du Cons. muic.

serait bien gardé de confier les enfants au premier bréveté venu ; on s'informait de ses mœurs, on voulait connaître ses précédents. On n'est pas si difficile aujourd'hui. Ainsi le 18 mars 1705, le Conseil municipal de Lasalle « Considérant que le sieur Alibert était plus habile écrivain que Mirval, qu'il était très capable d'enseigner le latin, l'arithmétique, la lecture, le catéchisme, l'ortographe, que d'ailleurs il était d'un bon exemple par son exactitude aux devoirs de religion, sa manière de parler toujours sage, prudente et chrestienne, et par sa fuite des cabarets, délibérait que Monseigneur l'évêque d'Allez serait supplié d'agréer que le dit sieur Alibert régit à l'avenir, les écoles de la Salle, les sachant écrire ayant signé. »

Il est juste d'ajouter que le Conseil se repentit un moment de l'adhésion qu'il avait donnée au projet d'union, comme étant nuisible à la Communauté, à l'église et aux pauvres de la paroisse : « A la Communauté qui allait être exposée à la nécessité de recourir à des expédians pour faire subsister un curé qui ne saurait vivre, selon son état, avec la portion qu'on lui donne (1), et avoir à l'avenir pour curés que des sujets médiocres, à cause de la modicité des revenus, quoique ce lieu soit un bourg considérable qui a besoin d'un pasteur de mérite ; à l'église qui manque déjà des ornements nécessaires, ceux qui y sont estant entièrement déchirés, et hors d'état de servir avec décence, étant à remarquer qu'il y a environ deux ans, il fallut avoir recours à la charité de certaines personnes pour faire des aubes et des nappes pour l'autel, sans quoi on ne pouvait pas dire la messe ; aux pauvres enfin qui se trouvent privés de secours qu'ils ont droit de prétendre d'un prier qui est obligé de les secourir de ses revenus.

(1) Le traitement, à cette époque, était de 1,200 livres, et le Conseil le déclarait insuffisant. Aujourd'hui, le curé perçoit 1,200 francs, c'est-à-dire à peu près 500 livres d'alors ; et on le dit riche... *ô tempora !*

« Pour cet effet, il est donné charge et pouvoir à maître Jacques Massabieau prêtre et curé de ce lieu, de, au nom de la Commission, poursuivre la cassation du dit décret devant tel tribunal qu'il appartiendra (1). »

Le décret fut maintenu par toutes les juridictions compétentes. Néanmoins, Monseigneur l'évêque d'Alais voulut rassurer la municipalité. Il dissipa toutes les craintes d'abord par la promesse de ne laisser sans secours aucun pauvre de Lasalle, promesse qui reçut le jour même un commencement d'exécution (2), ensuite par la nomination d'un archiprêtre distingué entre tous, latiniste consommé, comme le témoigne « un acte descriptif de donation d'un riche ornement, brodé en 1752 par madame la Dauphine, acte formulé en très bon latin, et légalisé l'année même, par Monseigneur Vivet de Monclus (3). » Enfin l'administration diocésaine acheva de conquérir toutes les sympathies de la Communauté de Lasalle par un envoi considérable de chasubles, chapes et linges d'autel, dont plusieurs avaient un grand prix.

★★

Heureux temps, où des consuls défendaient les intérêts de l'église, où ces mêmes consuls convenaient d'agir auprès de M. le Commandant « pour faire mettre en prison la jeunesse qui s'anivre ou qui blasphème dans les rues ou au cabaret (4)! »

Le pouvoir civil et l'autorité religieuse se prêtaient un mutuel secours. Les deniers publics servent, aujourd'hui,

(1) Délibération du 6 novembre 1712.

(2) id. du 14 juin 1713.

(3) Cet ornement existe encore. Quant à l'acte où il est décrit, on peut en lire une copie dans le Registre de catholicité de la paroisse de Lasalle, année 1877.

(4) Délibération du 23 décembre 1720.

sûrtout aux amusements, aux dissipations profanes, au triomphe de la mauvaise cause; alors on les consacrait fréquemment aux besoins de l'Église. Une mission prêchée par quatre P. Jésuites eut lieu au mois de janvier 1726; la municipalité, de son plein gré, voulut en faire les frais. Elle donna même une forte somme d'argent pour l'achat « d'une grande croix de bois qui fut plantée au-devant de l'église avec les instrumens de la passion, le tout se montant à la somme de 189 livres 5 sols. »

Un autre jour, c'était le 29 septembre 1729, un accident survient à la cloche de l'église, et la met « hors d'état de pouvoir être entendue des habitants; » immédiatement, le conseil municipal décide à l'unanimité, et aux frais de la ville, la refonte de la cloche. On s'adresse à un fondeur de Milhaud. Un mois après une nouvelle cloche, du poids de huit quintaux soixante dix-sept livres, prenait la place de l'ancienne (2).

Cependant on savait mêler l'agréable à l'utile. Les réjouissances publiques avaient une bonne part aux largesses de la municipalité. Le 20 septembre 1744, pour ne citer qu'un exemple, le Conseil général « délibère que tous les membres assisteront en corps à une messe en l'honneur de la convalescence du Roy; que de plus, il sera fait un feu de joie et d'artifice et des illuminations, et que il coulera, pendant ce temps là, et bien avant dans la nuit, *des fontaines de vin !* »

*
* *

Si l'harmonie régnait entre les deux autorités religieuse et civile, des chocs se produisaient quelquefois entre les soldats et les habitants, entre les chefs militaires et les gouverneurs de la ville.

(1) Archives de la mairie. Délibération du 5 février 1726.

(2) *ibid.* Délibér. du 11 octobre 1729. Cette cloche a disparu à la Révolution.

Un jour une cérémonie religieuse réunit à l'église le monde officiel de la localité. Le commandant prétendait à la première place ; le consul, peu délicat, se la donna à lui-même. Ce fut la cause d'un conflit qui, peu de jours après, amena une scène plaisante. On nous pardonnera de la reproduire ici. Le second consul va nous la raconter : « Le dimanche 3 février 1754, M. Antoine Fourestier représente au Conseil général assemblé que, le sieur Jean Bellon, premier consul, a été arrêté hier, à huit heures du soir, et conduit en prison par ordre de M. Lacombe, commandant les deux compagnies du régiment de Normandie qui sont icy en garnison, et comme c'est une entreprise dont il faut porter plainte, il demande qu'il soit délibéré sur ce qu'il y a à faire, pour obtenir l'élargissement dudit sieur consul et la réparation que le cas mérite.

« Tout le monde a été d'avis de s'informer exactement du fait et de toutes les circonstances, afin d'exposer la pure vérité ; et cet examen fait avec toute l'exactitude possible, il demeure constant que, hier à sept heures du soir, M. Lacombe ayant fait venir M. Duchâtelier, sergent, l'envoya audit sieur Bellon pour lui demander deux chevaux qui fussent prêts aujourd'hui matin, car il voulait aller à Montpellier. Le consul obéit sur le champ en délivrant deux billets adressés à deux particuliers pour fournir leurs chevaux. En cela, il suivit l'usage pratiqué de tous les tems. Le sergent prit les billets, moyennant quoi le consul crut avoir satisfait. Mais bientôt après, il eut ordre d'aller parler à M. Lacombe ; et l'ayant trouvé chez M. Marion, bourgeois, il lui demanda ce qu'il souhaitait. — C'est pour avoir des chevaux, dit-il, je ne veux pas que mon sergent les procure, c'est à vous de les faire amener. Vous êtes pour m'obéir, et moi pour vous ordonner. Le consul lui répliqua qu'il avait commandé deux chevaux, et qu'il croyait pouvoir s'en tenir là, à moins que M. le

Commandant ne lui montrât des ordres supérieurs.—Non, dit-il, ce n'est que par mon ordre; vous êtes un raisonneur; et sur le champ, il fit saisir ledit sieur Bellon et le fit mener en prison. Le consul passant devant la porte d'Auban, serrurier, lui dit d'aller sonner la cloche pour faire assembler le Conseil politique. (C'est la fonction d'Auban à qui la communauté donne des gages pour cela). M. Lacombe qui suivait, apprenant qu'on voulait sonner la cloche, ordonna de battre la générale, et de mettre ce B.... là en prison; il y eut un soldat qui cria: il faut lui f.... un coup de fusil, désignant le sieur Auban. La générale fut battue; les habitants émus allaient dans la rue pour en savoir la cause; ils trouvèrent des sentinelles de distance en distance qui les arrêtaient, ne voulant point permettre d'être deux ensemble. Il y avait un certain nombre de personnes à veiller, comme c'est l'ordinaire chez M. le baron de Lasalle. M. Lacombe y entra d'un air hautain, et demanda: Qu'est-ce qu'on délibère ici? Rien, lui dit-on, on est étonné que le consul soit en prison. Oui, dit-il, il y est par mon ordre, on n'a qu'à venir maintenant ici, je suis prêt. Il entendait par là ses deux compagnies sous les armes disposées à suivre ses ordres, ayant le fusil chargé et la bayonnette au bout. Cet appareil jeta l'alarme dans l'esprit de beaucoup, et surtout des femmes; mais elle fut bien augmentée quand une heure et demy après, on vit arriver la compagnie du régiment d'Aumale qui est en garnison à Cognac, et qui avait quitté son quartier pour venir, tambour battant, joindre les deux autres... Alors le second consul croyant qu'on respecterait son chaperon, se hasarda, accompagné de deux bourgeois, d'aller aux cazernes pour demander à voir son collègue et savoir s'il pourrait lui envoyer dans la prison, du feu et autres secours nécessaires à un homme attaqué de la goutte. M. Lacombe refusa de laisser apporter du feu. D'autre part, M. Degerre, officier de

la Compagnie de Monoblet, nous ordonnait de nous retirer, n'étant pas permis de s'assembler, et actuellement pendant la présente délibération, le même M. Degerre dit, sur la place, que la communauté ne peut pas s'assembler sans que le commandant y soit en tête; que s'il commandait, il ferait mettre aux cachot tous ceux qui sont dans l'hôtel de ville. Les habitants sont alarmés de tout ce mouvement militaire, et offensés dans la personne de leur consul mis injustement en prison.

«En conséquence, l'Assemblée députe noble Louis Deshours, seigneur de Calviac, et M. Caumel, bourgeois, pour aller à Montpellier, informer Mgr le Maréchal duc de Richelieu des faits ci-dessus constatés et demander à Sa Grandeur de vouloir bien accorder sa protection à la communauté et lui rendre justice contre le sieur Lacombe et autres étrangers officiers qui quittent leurs quartiers pour se rendre icy. »

On jugea l'affaire à Montpellier, et la solution fut le retrait des troupes de Lasalle. Jamais mesure ne fut plus agréable à la population.



Pour revenir à notre église, l'évêque d'Alais la visita le mercredi 29 juin 1768. Après une inspection des plus minutieuses, il enjoignit « aux fruits prenants de faire de redorer le second calice, et de se pourvoir, dans l'espace de trois mois, d'une pierre sacrée, la présente demeurant interdite après l'expiration de ce délai. » Il ordonna eucore l'érection d'une croix en pierre dans le grand cimetière, et la fermeture de la porte « qui s'ouvrait de l'église dans le petit cimetière, ajoutant qu'on pourrait transporter contre cette porte murée, dans l'enfoncement du mur, le confessionnal qui se trouvait auprès du baptistère, après l'avoir fait réparer..... »

L'ordonnance épiscopale fut exécutée de point en point.

Aujourd'hui encore, on peut voir le confessionnal occuper l'embrasement de la porte murée. Quant au cimetière, depuis longtemps déjà il a changé de destination. C'est aujourd'hui une place publique, théâtre ordinaire des divertissements, des promenades, des bals. On ne se doute guère, à Lasalle, que l'on danse sur des tombeaux.

Près de la porte murée, au pied même de la chaire qu'il avait illustrée, repose la dépouille du vénérable archiprêtre messire Pierre François Blanchier. Il mourut en 1773, à l'âge de quatre-vingts ans, dont plus de cinquante avaient été consacrés à l'église de Lasalle. M. de Solier, prieur de Cognac, présida les funérailles, et l'archiprêtre de Sumène, M. Rollender, fit l'éloge du défunt.



Depuis bien des années, la paroisse était desservie par deux prêtres : le curé et un vicaire. Ce dernier était logé près de l'église, et recevait de la municipalité une indemnité de logement. Le chiffre de ce crédit avait été fixé, le 11 février 1739, à la somme de 36 livres, et les motifs de la délibération et du vote étaient ainsi exposés :

« Comme la maison presbytérale est située hors du lieu, il est bon qu'il y ait un prêtre plus à portée de secourir ceux qui pourraient en avoir besoin, surtout pendant la nuit ; le Conseil délibère que 36 livres seront annuellement votées pour le secondaire qui pourra trouver aisément, pour cette somme, un logement dans ce lieu. » Assurément la mesure était sage.

Cet état de choses dura jusqu'à la Révolution. Mais en 1781, le Conseil, résolu à entrer dans la voie des économies, réduisit le crédit à la somme de trente livres. Le secondaire, M. Boulet, réclama. On ne voulut rien entendre. En désespoir de cause, le jeune prêtre prit le parti d'en référer à l'intendant. Sa requête était parfaite-

ment conçue. Il montrait que dans des temps déjà anciens, où la vie était plus facile, ses prédécesseurs percevaient trente-six livres, et qu'il était contre toute logique « de diminuer le crédit, alors que les dépenses en tout genre devenaient plus considérables. » La requête fut agréée de l'Intendant.

C'était un soufflet pour la municipalité. Elle essaya de s'en venger, en déversant abondamment sa bile sur le jeune ecclésiastique. Un de ses membres s'oublia jusqu'à dire que c'était *un boulet attaché au Conseil*. Apprenant cette plaisanterie, M. Boulet prit sa plus belle plume et écrivit au maire la lettre suivante :

« Monsieur,

« On a dit, et vous l'avez entendu, que j'étais attaché au Conseil ; mais qu'est-ce qui pourrait m'attacher à vos conseillers ? leur esprit ? A eux tous, ils n'en ont pas pour un ; leur cœur ? Personne n'ignore qu'ils n'en ont que pour eux ; leurs services ? Il est vrai qu'ils nous font non pas le mal qu'ils voudraient, mais le bien qu'ils ne voudraient pas. Sachez que je ne m'attache pas à des ignorants, à des égoïstes, à des sectaires et soyez assurés que j'ai pour vous tous les sentiments qui vous sont dus.

« J.-F. BOULET. »

Cette lettre mit les torts du côté de son auteur, et compromit pour jamais sa cause. Blessé dans son amour-propre, le Conseil s'adressa immédiatement à l'évêque d'Alais, demandant le départ de M. Boulet, et exigeant une réparation.

Dans un long mémoire rédigé à cet effet, le maire, M. Gervais, affirme « que l'indemnité votée suffit pour le logement ; que, d'autre part, ce logement est très convenable, qu'il consiste : 1° en une chambre au second étage, sur le derrière, où il couche, qui est plafonnée, éclairée, vitrée et d'ailleurs descente, donnant sur un jardin et une prairie, et dans laquelle il y

a une cheminée et des étages pour tenir des livres ; 2° en une grande chambre, sur le devant, au même étage, éclairée par deux fenêtres, et qui sert de cuisine ; 3° en un cabinet plafonné au même étage, éclairé par une fenêtre donnant sur la rue, dans lequel est le lit de la tante ; 4° en un autre petit cabinet où il tient ses provisions ; 5° en un autre appartement fermant à clé, dans lequel il tient son verre et autres choses, et 6° en un galetas, sur sa chambre, dans lequel il peut tenir du boy.

« Que M. Boulet n'est point livré dans cet appartement aux intempéries de l'air, et n'en réclame que par le désir qu'il a de tracasser une communauté qui, avant lui, a été toujours en paix avec ses vicaires ; que sa réclamation relativement à sa tante est aussi inepte que ridicule, que l'état de cette vieille personne descendue du climat rude des montagnes du Gévaudan ainsi que son goût ne lui font pas désirer d'être mieux logée, de quoi Sa Grandeur serait parfaitement convaincue, si cette personne se présentait à elle.....

« Qu'il sera encore mis sous les yeux de Sa Grandeur tout ce que la Communauté supporte pour les secours spirituels : elle paye 2,950 livres de dime ; les terres de l'Eglise valent 1,000 livres de revenu ; elle entretient une maison presbytérale qui exige de temps en temps des réparations coûteuses, et qui est une des plus belles habitations du pays ; elle paie le casuel, elle impose annuellement 58 livres en faveur d'un missionnaire qui prêche le carême, et 100 livres pour les gages du secondaire, plus 30 livres pour son logement.

« Qu'il ne serait nullement juste d'augmenter encore ses impositions pour donner au vicaire le moyen de loger au gré de sa fantaisie, des parentes ou des domestiques auprès de lui. Qu'en conséquence Sa Grandeur daignera prendre parti pour la Communauté en donnant un autre vicaire à la paroisse et en ordonnant à M. Boulet les satisfactions que le Conseil a droit d'en attendre.....»

Le surlendemain le Maire lisait à ses conseillers la lettre suivante :

« Alais, le 1^{er} novembre 1781.

« J'ai reçu, Monsieur, en l'absence de Monseigneur, le mémoire que vous lui avez adressé. Nous désapprouvons les termes peu mesurés dont s'est servi M. Boulet. Lui-même en a convenu et il les désavoue. C'est avec une vraie satisfaction que nous vous faisons part de ses sentiments. Nous vous prions d'engager le Conseil de votre Communauté, à se contenter de cette réparation. Au reste M. Boulet doit quitter incessamment la Salle et être remplacé.

« J'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre très humble serviteur.

« CLÉMENTEAU, vicaire général (1). »

•
* *

On était à la veille de la Révolution. L'épreuve allait commencer pour notre église; comme ses devancières du xii^e et du xvii^e siècles, elle devait avoir des jours de deuil. Déjà on voyait les prières alterner, dans l'enceinte sacrée, avec les bruyantes délibérations politiques. Le premier pas était fait dans la voie de la laïcisation, on ne tarda pas à en faire un second. Un jour le District « ordonna au curé de Lasalle de chanter un *Te Deum* en action de grâce de l'heureuse convalescence du roi ». La Municipalité se rend à l'église suivie de la presque totalité des citoyens non catholiques. Le *Te Deum* chanté, une voix se fait entendre, *horresco referens* ! celle du pasteur protestant. M. Molines, procureur de la Commune.

Voici son discours :

« Messieurs,

» Un père de famille qui, après un long voyage, porte

(1) Toutes ces pièces sont à la mairie de Lasalle.

dans son souvenir, en dirigeant ses pas vers ses foyers, l'image des périls qu'il a courus, rentre dans sa maison. les retrace à sa famille attentive qui l'entoure et qui pleure, et cette peinture renforce pour tous le sentiment de leur sécurité actuelle, et embellit d'un nouveau charme cette douce fête de la nature.

« Tel est le spectacle qu'offre cette assemblée dans sa presque totalité. Il en est peu d'entre vous, j'en suis sûr, qui aient su jusqu'à quel point la vie du bon roy a été menacée. J'en juge par les pleurs que vous n'avez pas versés, par les alarmes que vous n'avez pas montrées et qui se concentraient dans les cœurs des bons citoyens que la renommée avait instruits.

« Messieurs, apprenez avec terreur que la main de la destruction s'est appesantie sur les organes du meilleur des rois ; que déjà la mort étendait vers le trône ses ombres funestes ; mais apprenez avec ravissement que ces dangers ne sont plus, que la santé, d'une main bienfaisante, a déblayé la carrière de la vie sous les pas du plus chéri des rois et que la Providence voulant conserver à vingt-cinq millions d'hommes un père, à tous les rois un modèle, a ordonné à la nature de respecter les jours de Louis XVI.

« Déjà sur cet événement intéressant la religion a fait retentir les voûtes de son temple de cet hymne antique destiné à peindre un grand bienfait et à exprimer une grande reconnaissance. Bientôt la religion le fera répéter, cet hymne aux échos de nos déserts. Ces spectacles religieux, s'ils se reproduisent sous des formes différentes, sont consacrés par les mêmes intentions, animés du même zèle et dirigés vers le même objet. Le *civisme* va devenir le culte de tous les bons Français, et cette immense famille, après que chaque individu aura rendu au Grand Être *le culte que sa raison lui prescrit*, se réunira, pour se prosterner en commun devant l'autel de la Patrie (1). »

(1) Registres de 1790 et 1791.



Le mot était lâché, la *raison* commençait à prendre la place de la Révélation, et le *civisme* allait devenir le culte des Français.

Encore un peu, et on saurait bien se passer de ces fantômes de curés constitutionnels ; et les confessionnaux seraient convertis en guérites ; et les chaires ne serviraient plus qu'à la lecture des lois ; et les églises seraient transformées en marchés ; « ainsi le peuple viendrait acheter sa nourriture là où depuis des siècles il allait avaler le poison. » Lettre d'André Drumont, représentant du peuple dans le département de la Somme, 23 janvier 1794 (1).

La ci-devant église de Lasalle devint le *Temple de la Raison*, et aux solennités augustes de nos pères succédèrent les simagrées impies des sans-culottes.

Le deuil dura une douzaine d'années. Un confesseur de la foi, M. Coste, vint mettre fin au veuvage de notre église en 1803.



Mais que de ruines amoncelées ! Le Conseil municipal, sur les instructions du Préfet du Gard, vota des fonds pour les réparations les plus urgentes. On consulta le curé qui, après avoir témoigné sa reconnaissance, se borna « à demander que les fonts baptismaux fussent rétablis dans l'état primitif. et que la nef fût blanchie, le chœur l'ayant été depuis peu de temps. »

Le Conseil était disposé à voter un supplément au curé et à faire des achats pour le service du culte « mais, dit le compte-rendu de la séance du 18 floréal, an XI, accoutumé depuis plusieurs années à vivre avec un moindre revenu que celui qu'il a à présent, notre digne pasteur

(1) *Univers*, 25 janvier 1889. Edition semi-quotidienne.

se contente de son traitement, et il déclare, en outre, que le service peut se faire décentement quant à présent avec les ornemens et vases sacrés existants. »

Dès que les réparations furent terminées, M. Coste prit solennellement possession de sa cure. Il fut installé le 20 nivôse an XII (11 janvier 1804), par M. Cavalier, curé de Saint-Hippolyte, délégué de M. Armand Desporcellets, doyen de l'arrondissement du Vigan. Ce fut une fête mémorable pour les catholiques. La foi n'avait point péri dans la tempête révolutionnaire, et le sacerdoce, appauvri par le malheur des temps, n'avait rien perdu du respect et de la vénération des peuples. On regardait le prêtre comme l'incarnation vivante de la religion ; et la religion, on venait d'en faire la douloureuse expérience, est la condition du bonheur ici-bas.

L'église de Lasalle est sortie peu à peu de l'état de misère où l'avait plongée la tourmente révolutionnaire.

Elle s'est embellie successivement d'un clocheton (1) ; d'une boiserie qui a séché un peu ses murs encore bien humides ; enfin des peintures où un artiste pieux a essayé, sans trop d'insuccès, de reproduire les fresques de Saint-Paul.



L'étude des monuments religieux offre, avec un vif intérêt, un aliment bien substantiel pour la foi. Là se traduisent au jour le jour, les luttes et les triomphes de la cause chrétienne. Comme ces pierres parlent ! et avec quelle éloquence elles proclament la perpétuité de l'Église : *Heri, hodie et in sæcula*.

G. FESQUET.

(1) Le Conseil municipal vota en 1811, 500 francs pour cet objet.

MARGUERITE¹

A MA FILLEULE MARGUERITE B...

« A ras du parc Mireille passe. »

(MISTRAL).

Dans un grand parc ombreux, tout plein de fleurs écloses,
Entre les sapins noirs et les berceaux de roses,
Une enfant de six ans aux radieux regards
Courait, chantait, jouait, ses longs cheveux épars,
Et comme un papillon, quand l'aube est revenue,
Tous les matins, du parc arpentait l'étendue,
Elle pouvait ainsi folâtrer seule, à l'air,
Mais sans jamais franchir le grand portail de fer
Qui faisait de l'enclos spacieux la limite
C'était là pour l'enfant la barrière interdite.

Un jour, un de ces jours néfastes à jamais,
Où le fruit défendu, pour nous, a plus d'attraits,
S'approchant du portail elle entrouvre la grille
Et s'échappe à la hâte, et la petite fille
Fière de son péché disparaît dans les champs
Sans craindre les taureaux ni les hommes méchants.
Que devint-elle alors, ainsi seule, sans guide ?
Hélas ! rendant toujours sa course plus rapide,

(1) Pièce qui a obtenu un accessit au concours littéraire des fêtes Lamartiniennes célébrées à Marseille, le 21 septembre 1891.

Elle courut bien loin, derrière la maison,
Quelle n'aperçut plus, bientôt, qu'à l'horizon.
Pourtant la peur, parfois, traversait sa jeune âme,
Et ce vaste ciel bleu, que le soleil enflamme,
Lui semblait, par moments, pâlir comme le soir,
Quand sur son cœur passait quelque chose de noir,
Mais l'enfant oubliait l'effroi que l'étendue
De la plaine jetait dans son âme éperdue,
Dès qu'un nouvel objet venait charmer ses yeux.
C'est ainsi qu'un bosquet désert, silencieux,
Plein de buissons en fleurs, et de mûres sauvages,
Sut bientôt l'attirer dans ses épais ombrages ;
Et sans qu'elle songeât alors à s'effrayer
Sous ces obscurs rameaux que le vent fait ployer.
Les oiseaux chantaient là si bien au sein des branches ;
Les papillons croisaient dans l'air leurs ailes blanches ;
Les mille insectes bleus couraient sur le gazon ;
L'arbuste balançait un morceau de toison ;
Le vent du soir jetait ses plus jolis murmures ;
Puis le buisson poudreux recélait tant de mûres !
Et l'enfant, remplissant de fruits son tablier,
Chantait, et cette fois semblait tout oublier.
Tout à coup, entendant comme un pas derrière elle,
Effarouchée, ainsi que l'humble tourterelle
Que le plus léger bruit, soudain, fait tressaillir,
Elle se retourna, mais faillit se mourir
De peur..... quand elle vit un homme au dur visage
Là, debout, s'apprêtant à barrer le passage.
La pauvre enfant poussa son cri de désespoir :
Mère, au secours !... Mais l'homme au grand méchant œil noir
S'approcha d'elle ainsi qu'un serpent qui fascine
Un oiseau.... Puis, faisant sa voix douce et caline,
Lui dit : « Va ne crains rien, viens plutôt avec moi.
« Il est tard, la nuit tombe, il faut rentrer chez toi.
« Je vais t'y ramener.... Veux-tu donc que je fasse,
« Moi, du mal à l'enfant que maintenant j'embrasse ?....
Et le fourbe, parlant ainsi presque tout bas,
Posa sur ce front d'ange un baiser de Judas.

L'enfant, qui savait bien qu'une seule caresse
De sa mère est toujours un signe de tendresse,
Le crut, et dans sa main mit sa petite main,
Pour en faire son guide et suivre son chemin.
Ils marchaient donc ainsi dans le plus grand silence,
L'homme hâtant le pas, et l'œil en vigilance
Pour voir si nul par là, ne l'avait aperçu,
Et n'allait point, de loin, le suivre à son insu.
Mais du bosquet, bientôt, il franchit la limite.
Soudain, comme un amas de guêpes qui s'agite,
Accoururent vers eux des enfants demi-nus,
Fourmillant dans ce lieu désert, près d'un talus
Devant lequel était une longue voiture.
Le ravisseur, montrant l'enfant, leur dit : Capture !
A ce mot, aussitôt, parut tout un essaim
De femmes, qui portaient d'autres enfants au sein,
Et d'hommes s'empressant dans leur farouche joie
De repaître leurs yeux de cette jeune proie.
La pauvre enfant perdue à leur aspect trembla,
S'écriant à son guide : Emmène-moi de là.
Mais lui, lui, le grand chef de la tribu cynique,
Ne répondit que par un rire satanique,
Et, donnant à la troupe un ordre du regard,
La troupe, sur le champ prépara le départ.

Deux grands maigres chevaux, broutant l'herbe sauvage
Près d'un ruisseau bourbeux qui faisait leur breuvage,
Furent à la voiture aussitôt attelés,
Et les bohémiens en foule rassemblés.

Lorsque l'enfant se vit dans la maison roulante
Enfermée, au milieu de la troupe ambulante,
Seule, parmi ces gens hideux, enguenillés,
Que le hâle a bronzés, que le vice a souillés,
Elle comprit son sort, et la terreur dans l'âme,
Jeta des cris d'horreur devant la bande infâme.
Mais nul ne compatit à son chagrin navrant.
Tout à coup, retentit un cri plus déchirant....

C'est que là-bas, bien loin, dans le fond de la plaine
Où le soleil couchant en boule d'or se traîne,
Le regard de l'enfant venait de découvrir
Le portail, qu'elle osa, dans la journée, ouvrir,
Et la tour du château d'un rayon embrasée.
Mais la tribu, qui sur les pleurs était blasée,
Se lassa de ces cris perçants de désespoir,
Et le chef, saisissant, dans sa rage, un mouchoir,
En serra de l'enfant la belle lèvre rose.
Et la pauvre petite, ainsi, la boucle close,
Ne sut plus que tomber à ses pieds, à genoux,
Mains jointes, essayant de fléchir son courroux.

C'était horrible à voir que cette enfant volée,
A jamais, maintenant, à la troupe enrôlée !
Ses boucles de cheveux, de leurs plis ondoyants,
Encadraient son beau front, et ses yeux larmoyants,
Aussi bleus que le ciel, imploraient l'œil farouche
Du tyran qui venait de lui fermer la bouche.
On eût dit le tableau d'un ange dans l'enfer !
De l'ange du martyre aux pieds de Lucifer !
Tout à coup le bourreau, redoublant de colère,
Plongeant ses yeux de feu, que la fureur éclaire,
Dans ceux de sa victime, aux doux regards sereins,
Brandissant un bâton, abattit ses deux mains.
Et l'enfant, pâlisant, tomba sans connaissance,
Évanouie, aux pieds de ce tigre en démenée.
Et quand, longtemps après, son bel œil ingénu
Se rouvrit... il ne vit qu'un pays inconnu.

Mais, là-bas, au château, dans la riche demeure,
Que se passa-t-il donc ce jour là, depuis l'heure
Où l'enfant qui devait rentrer ne rentra pas ?
La scène de douleur qu'on eût pu voir là-bas,
On la devine trop... laissons-en la peinture ;
Les tourments de l'angoisse horrible qui torture
Le cœur... ayant fondu sur les pauvres parents
De celle qu'emmenait la tribu des tyrans,

De cet agneau ravi par un loup au bois sombre,
On commença partout des recherches sans nombre.
Partout, de tous côtés, et sans cesser jamais ;
Les parents voyageant, eux aussi, longtemps... Mais
Bien des jours, bien des mois vainement se passèrent ;
Des ans même, des ans lentement s'écoulèrent,
Sans jamais apporter un seul rayon d'espoir.
Le château n'avait plus rouvert son portail noir,
Quand un jour, tout à coup, on y vit apparaître
Un grand landau fermé, qui ramenait peut-être,
L'enfant perdue... O joie !... Hélas, non, ô douleur !...
Les parents rentraient seuls, blanchis par le malheur.
La mère, succombant à l'angoisse incessante,
Revenait sous ce toit navrant, presque mourante,
D'où bientôt le trépas, la frappant de sa faux,
L'emporta pour toujours vers le champ du repos.

Et l'infortuné père ?... Il vit, il vit encore ;
Venez voir, au moment où le couchant colore
De son rayon d'adieu le faite du donjon,
S'avancer un vieillard regardant l'horizon.
C'est lui... son grand chagrin l'a fait vieux avant l'heure.
Il ne sort que le soir de sa morne demeure,
Pour venir errer là, près du portail de fer,
Où l'entraîne, à cette heure, un souvenir amer.
Un serviteur soutient sa marche qui chancelle ;
Puis l'assied sur un banc, près de la grille... celle
Que sa fille entr'ouvrit pour ne rouvrir jamais ;
Et le vieillard, alors, jette un long regard. Mais
Un long regard éteint et stupide... sans vie...
Il est fou... sa raison, hélas ! lui fut ravie,
Le jour où Dieu vint prendre, ô dernière douleur !
Celle qui partageait son immense malheur.
Il est fou !... Maintenant dans son cœur insensible,
Rien ne réveille plus sa douleur indicible
Rien, si ce n'est pourtant le vague souvenir
Qui le fait tous les soirs au portail revenir.

Et l'on raconte aussi que son œil s'illumine
Quand il entend, par là, quelque voix enfantine.
Mais bientôt tout éclair s'éteint dans ce regard.
Hélas ! c'est que le bruit qu'écoute le vieillard.
Ce n'est rien que la voix des enfants du village,
De quelques gamins blonds passant près du grillage
Furtivement; chacun craintif comme un filou,
Et se disant, entre eux, tout bas : Viens voir le fou.

Dix ans sont écoulés depuis cette démente,
Et l'antique château dort de ce long silence
Que le vent gémissant de l'hiver trouble seul
Dans ces tours où le lierre étend son vert linceul.

Mais voilà qu'un matin, tout à coup, il tressaille
Sous le bruit effrayant et sourd de la mitraille.
Ses échos réveillés dans les murs du donjon,
Répercutent le bruit sinistre du canon.
Hélas ! c'est que la guerre, au fond de cette plaine,
Soixante-dix, la guerre implacable de haine,
Assassine furie, écumante de sang,
Allonge à l'horizon, là-bas, son bras sanglant.
Elle est là, rugissante, horrible, incendiaire,
Transformant sous ses pas le sol en cimetière ;
De son souffle, autour d'elle, exhalant la terreur,
Et souillant notre France en lui broyant le cœur.

Mais, ô miracle!... Alors que le manoir résonne
A la voix du canon formidable qui tonne,
L'infortuné vieillard, montrant une lueur
De raison,... et, soudain sortant de sa torpeur,
Ordonne que sur l'heure on crée une ambulance
Au château... Puis, rentrant dans son morne silence,
Il dirige ses pas vers le portail de fer
Où la guerre rugit, de loin, comme l'enfer,
Et durant tout le jour, ainsi seul, immobile,
On le vit rester là, le vieux baron débile,
Au front courbé, fixant ses grands yeux noirs éteints,
Sur ses prés et ses champs par le combat atteints.

Parfois, quand redoublait le bruit de la mitraille,
Tressaillant, il semblait vers le champ de bataille,
Où flottait son drapeau, vouloir marcher aussi.
Et son morne regard, tout à coup éclairci,
Suivait, avec envie, au fond de cette plaine,
Les bataillons français se battant dans l'arène ;
C'est que cet homme, ainsi ployé par la douleur,
Fut aussi, lui, soldat français au vaillant cœur :
Dans ses veines coula jadis le sang d'un brave.
Jamais à sa valeur rien ne mit une entrave,
Jusqu'au jour où, frappé des boulets ennemis,
Hors de combat, hélas ! jeune encor il fut mis.
Voilà comment, sentant que l'on souillait sa France,
Il frissonnait encore au sein de sa démence.

Mais vers le soir, à l'heure où l'ombre monte,... enfin
Finit à l'horizon ce long orage humain.
Et la nuit étendit son voile funéraire
Sur ce champ de la mort labouré par la guerre,
Alors, comme au château revenait le vieillard,
On vit à l'horizon, à travers le brouillard,
Quelque chose pareil à l'aile des mouettes,
Qui semblait s'approcher.... et de blanches cornettes,
Flottant au vent du soir, apparurent soudain.
Deux sœurs de charité, jeunes, le front serein,
Les yeux baissés, disant tout bas une prière,
S'avançaient lentement, portant une civière
Sur laquelle gisait un grand jeune homme blond,
Un artilleur, avec un bandeau sur le front ;
Vaillant Français tombé sous la dernière balle,
Comme l'arbre qu'abat la dernière rafale.
Sitôt que le brancard fut vu, les serviteurs
Accoururent en hâte, au devant des deux sœurs,
Et le pauvre blessé de leur mieux entourèrent
Des soins les plus actifs que leurs cœurs leur dictèrent.

Ce fut dans le salon d'en bas, plus aéré,
Le somptueux salon au vieux plafond doré,

Que l'artilleur français, sur un grand lit de sangle,
Fut déposé.... Pendant ce temps, du fond de l'angle
Noir de l'appartement, le malheureux vieillard,
Debout, sur le blessé fixait son long regard.
Le mal étant assez grave pour qu'il en meure,
Et prêtre et médecin furent mandés sur l'heure ;
Et le Dieu des combats la vint fortifier
Sur le seuil de la mort, cette âme de guerrier,
Que l'ange du trépas ravissait à la terre !
C'était navrant pourtant de le voir là, sans mère,
Ce valeureux jeune homme agoniser tout seul,
Et que des inconnus allaient mettre au linceul !...
Mais beau de contempler cet enfant de la France,
Soldat à peine encor hors de l'adolescence,
Au grand front balafre par le fer ennemi,
Le relevant parfois soudain, ce front blêmi,
Et cherchant du regard le crucifix d'ivoire,
Immoler à ses pieds sa jeunesse.... et sa gloire
Acquise en ce grand jour sur le champ des combats,
Et l'âme résignée, attendre le trépas !...

Quel spectacle imposant, en ces lieux, à cette heure ;
Que ce soldat mourant dans l'antique demeure
De l'étranger !... Auprès du lit agenouillés
Priaient les serviteurs, les yeux de pleurs mouillés ;
Tandis que sur les murs les portraits de famille,
De fiers et vieux croisés, à l'armure qui brille,
Semblaient s'être groupés tout autour du guerrier,
Comme s'ils venaient voir mourir un chevalier.
Un seul de ces portraits, d'un grand et sombre voile,
Restait enveloppé... Mais, semblable à l'étoile,
Que le nuage cache à demi dans les cieux,
Paraissait à travers, laissant voir les grands yeux
Azurés d'une belle enfant au doux sourire....
Soudain, le moribond, comme entrant en délire,
Sur le tableau voilé fixant son œil hagard,
Frémit... puis y plongeant un plus profond regard,

Murmure d'une voix tremblante : Marguerite !...
A ce nom comme un saule à moitié mort, qu'agite
Un vent d'orage... Au fond du somptueux salon
Le vieux père, à son tour, tressaille d'un frisson.

Ah ! c'est que ce doux nom, coïncidence étrange,
C'était aussi celui de sa fille... Cet ange
Aux cheveux blonds, ravi si tôt à son amour,
Et dont le portrait seul lui restait en ce jour.
Et chacun a frémi, de même, à la parole
Du mourant... Mais ce nom, qui tout à coup s'envole
De sa lèvre expirante, est, sans doute, celui
D'une sœur qu'un portrait lui rappelle aujourd'hui.
N'importe, haletant chacun attend encore,
Le mot révélateur, faible lueur d'aurore,
Dans ce mystère affreux du départ de l'enfant ;
Mais ce mot, arrêté, dans un râle étouffant,
Ne s'exhalera plus de cette lèvre blême....
La mort va la sceller du silence suprême !

Non... Dieu ne le veut pas... Devant le crucifix,
Comme un père éploré quand va mourir son fils,
Le vieillard, qui n'a pas désappris la prière,
Vient prosterner son front près du lit funéraire,
Et demander à Dieu d'arracher au tombeau
Celui que le trépas a marqué de son sceau.
Et voilà que le ciel, à sa voix défaillante,
Va se laisser fléchir... De la lèvre expirante
Le souffle qui s'exhale est moins précipité,
Et dans les yeux éteints renaît une clarté.
Enfin voilà la mort, la mort, fantôme horrible,
Qui semble reculer... et sa main invisible
N'étreint plus le malade autour duquel, soudain,
La vie, en souriant, jette un rayon serein.
Elle l'a reconquis !... Dieu ne veut pas qu'il meure ;
La joie est peinte au front de chacun... Mais, sur l'heure,
Après de ce chevet un grand calme est prescrit,
Le silence imposé se fait autour du lit.

Seuls, près de l'étranger qui sans cesse sommeille
Vont rester le vieillard et l'humble sœur qui veille ;
Car le vieillard n'a pu s'éloigner du blessé,
Depuis qu'un nom si cher par lui fut prononcé.
Sa raison, quelquefois, semble même revivre.
Sur le front du jeune homme, ainsi que dans un livre
Ouvret... où son regard voudrait lire ce nom,
Il laisse ses grands yeux toujours fixés... Mais, non,
Il ne le saura pas... Rien ne fera plus naître
Dans l'esprit du soldat ce souvenir, peut-être
Le plus cher à son cœur... Car le docteur a dit :
« Aucune émotion ne doit troubler l'esprit
« Du malade, longtemps, » et la sœur prévoyante
A, tout à fait, voilé la tête souriante,

Oui, mais le temps qui fuit, suprême guérisseur ,
Que la jeunesse peut aider de sa verdure,
Va faire épanouir une convalescence
Précoce... et le château, provisoire ambulance ,
Verra dans quelques jours disparaître celui
Pour lequel, en ces murs, l'existence a relui.
La plaine ravagée est déserte, .. la guerre,
Plus loin, sous d'autres cieux, a porté sa colère.
La route qui conduit à l'hôpital voisin
Est libre..... L'Allemand a disparu..... Demain
L'hôte de ce château, quand paraîtra l'aurore,
Y sera donc porté, convalescent encore,
Pour rejoindre, là-bas, d'autres soldats blessés,
Que la mort à la vie a comme lui laissés.
Et sa mère, sa mère, accourra palpitante,
A ses côtés, après cette mortelle attente ,
Pour l'étreindre, ce fils, sur son cœur déchiré,
Et baigner de ses pleurs son beau front balafré.

L'heure de ce départ a sonné... l'aube pâle
Jette sur le château son grand rayon d'opale ;

Et déjà tout le monde est sur pied dans ses murs.
Au sein du grand salon rempli de clairs-obscurs,
Image du bonheur mêlé de tristesse,
La plus inénarrable émotion oppresse
Tous les cœurs... l'officier n'a-t-il pas dit un nom,
Un jour, un nom sacré qui donna le frisson ?
Et tandis qu'il s'en va, lui, riant d'espérance,
Mais l'âme débordant d'une reconnaissance
Qu'il exhale envers tous, au moment des adieux,
Une angoisse indicible assombrit tous les yeux.
Mais voici que soudain un ange tutélaire,
La sœur de charité, qui, tant de fois fit taire
Les serviteurs, jadis, quand ils voulaient savoir
Ce qu'était ce nom dit devant le tableau noir,
S'approche maintenant de la toile voilée,
Silencieuse, ainsi que vers un mausolée,
En tenant d'une main le père aux cheveux blancs,
De l'autre l'artilleur pâle, aux pas chancelants,
Et, relevant vers Dieu ses deux chastes paupières,
Murmure à demi-voix ses ardentes prières,
Puis, d'un prompt mouvement, dévoilant le tableau,
Découvre à tous les yeux ce front d'enfant si beau.
Soudain, un cri perçant résonne : Marguerite !...
L'étranger a redit le nom... Le cœur palpite
A chacun... Le baron, sur le champ a blêmi...
Quand la voix du soldat, étranglée à demi,
Enfin, laisse tomber ce mot : Ma fiancée...
L'assistance frissonne, et tous, l'âme oppressée,
D'un immense bonheur poussent les cris joyeux,
Et des larmes sans fin coulent de tous les yeux.

Sur le champ, donc, pour tous s'éclaircit le mystère :
L'enfant vit, on le sait, à cette heure,... et le père,
O miracle !... semblant d'un rêve s'éveiller,
Tel l'aveugle qui sent ses yeux se dessiller,
Sentant de sa raison la lumière renaître
Comprend tout... Un frisson ébranle tout son être,

Et sur son cœur, où passe un vent du paradis
Il étreint l'étranger en l'appelant : Mon fils !

Un silence émouvant succède à cette scène....
Des sanglots étouffés le bruit s'entend à peine
Dans la salle, et longtemps le pâle fiancé
Demeure dans les bras du vieux père enlacé ;
Mais pourtant, cette joie, un instant contenue,
Éclate avec transports.... La raison revenue
Soudain au pauvre fou sortant de sa torpeur,
Met le comble chez tous à l'immense bonheur ;
Et chacun, maintenant, veut connaître l'histoire
De Marguerite... Aussi, quand à son auditoire
Haletant,.. L'étranger eut, plusieurs fois, redit :
« Là-bas, avec ma mère, en Bretagne, elle vit. »
Voici le long récit, que de sa voix émue,
Enfin, il commença sur cette enfant perdue.

« Marguerite, un beau soir, était assise en pleurs
« Au bord d'un blanc chemin, près d'une haie en fleurs,
« A l'ombre des grands murs d'une vieille masure
« Autour desquels venait de camper la voiture
« De noirs bohémiens, qui, depuis le matin
« De ce jour même, avaient repris le grand chemin,
« Et s'en allant là-bas sur la route déserte
« L'avaient laissée ainsi, seule et de peur inerte.

« Elle était là, tremblant de froid et de frayeur,
« Quand je la rencontrai, moi, reprit l'artilleur,
« Car, c'est moi, qui rentrant ce soir là de la chasse,
« Trouvai sur cette route où personne ne passe
« A cette heure... l'enfant gémissante et pieds nus,
« Vers laquelle, pressant ma marche, j'accourus
« Ses habits en lambeaux, ses cheveux en désordre,
« Et ses petites mains que l'on voyait se tordre
« Sous l'étreinte sans nom d'un affreux désespoir,
« Lui donnaient un aspect qui faisait mal à voir.

« Une cruche, un pain blanc, avec une écuelle
« De soupe,... qu'à coup sûr, on laissa là pour elle,
« Me firent soupçonner que c'était à dessein
« Que l'enfant fut jetée ainsi sur le chemin.
« De mille questions accablant la petite,
« Je n'en pus rien savoir que son nom : Marguerite.
« Alors, prenant l'enfant par la main,... de nouveau
« Je suivis le chemin qui conduit au château,
« Tandis que mon vieux chien, qui marchait par derrière,
« Lui léchait ses pieds nus traînant dans la poussière.
« Ma mère, veuve, et seule, hélas ! presque toujours,
« Car elle ne m'avait qu'en congé quelques jours,
« Y demeurait,... étant de tous la providence
« Aux environs... Aussi savais-je bien d'avance
« Que ma petite épave arrachée à l'écueil
« Trouverait auprès d'elle un sympathique accueil.

« De quels soins, en effet, ne fut pas entourée
« La fillette..... Qui put, sur le champ rassurée
« Par cet œil maternel, répondre aux questions
« Qu'avec hâte, ma mère et moi, nous lui posions,
« Elle me répéta son nom et dit son âge :
« Dix ans... Son œil candide encor, son doux visage
« Et ses grands yeux d'azur, aux regards innocents,
« Nous firent soupçonner qu'elle fut, dans le temps,
« Par les bohémiens volée à sa famille.
« Mais l'enfant assura qu'elle était bien la fille
« De ces gens en haillons qui voyagent toujours ;
« Mais qu'ils l'avaient laissée ainsi sur leur parcours,
« Parce que, disait-elle, ayant été malade,
« Elle ne pouvait plus ni chanter sa ballade,
« Ni faire des paniers, ni les porter,... enfin,
« Rien de ce qui jadis était un gagne-pain
« La maladie ayant altéré sa mémoire,
« Sans nul doute... elle avait oublié son histoire :
« Et nous crûmes ainsi que c'étaient ses parents,
« Voilà ce qu'aujourd'hui clairement je comprends.

« Ma mère, en pleurs, baisant l'humble bohémienne
« Me dit : Elle est à moi désormais... En chrétienne
« Je vais donc l'élever... Puis nous lui donnerons,
« Plus tard, un peu d'argent, et nous la marierons
« A quelque brave gars de l'un de nos villages.
« J'adhérerai de grand cœur à ses projets si sages.
« Et quinze jours après, au moment de partir,
« Mon congé terminé, pour rentrer à Saint-Cyr,
« Je disais à ma mère, en me séparant d'elle :
« Que Dieu vous vienne en aide en une œuvre si belle !

« En effet, Dieu, bientôt, secondant ses efforts ,
« Mit le comble à ce vœu que nous formions alors :
« Marguerite devint l'enfant la plus charmante
« Que l'on pouvait rêver... Douce, modeste, aimante,
« Elle faisait de tous la joie et le bonheur
« Par les dons réunis de l'esprit et du cœur.
« Et lorsque je revins, plus tard, près de ma mère
« Je trouvai la fillette une enfant exemplaire.

« Mais je ne la vis plus de quatre ans... Car j'étais,
« Depuis lors, officier en Afrique,... et jamais
« Je ne pus, de ce temps, revenir en Bretagne.
« Ma mère ayant placé sa petite compagne
« Dans un couvent voisin pour l'y faire élever,
« Auprès de moi, l'hiver, vint habiter Alger.

« Enfin, lorsque plus tard je rentrai dans ma terre,
« Quand nous allâmes voir notre pensionnaire
« Au bourg proche de nous, dans son humble couvent,
« Quelle fut ma surprise, alors en retrouvant,
« Cette enfant jeune fille, et si grande et si belle !
« Et sachant quelle était de toutes le modèle.
« Je sentis, sur le champ se graver en mon cœur
« Son image... et dès lors je devins tout rêveur.

- « Ma mère, devinant cet amour près de naître,
- « Inquiète, et voulant au plus tôt le connaître,
- « Me dit soudain, un jour, que c'était le moment
- « De songer, tous les deux, à l'établissement
- « De l'orpheline,.. et qu'elle avait, pour elle, en vue
- « Un garçon doux et sage auquel, l'heure venue
- « Où Marguerite allait sortir de pension,
- « On ferait, sans retard, sa proposition.
- « Je pâlis, et fixant un long regard sur elle,
- « Je la vis, elle aussi, d'une pâleur mortelle.
- « Elle venait de lire en mon cœur, par mes yeux.
- « Regardant, aussitôt, les portraits des aïeux,
- « Mains jointes, elle dit : Une bohémienne !...
- « Dont vous avez formé l'âme, ainsi que la mienne
- « O ma mère !... repris-je, en baisant son beau front
Qu'on voyait s'incliner sous le poids de l'affront.
- « Elle se tut, nos cœurs battaient dans le silence
- « A l'unisson... Mais non de la même souffrance.
- « Tout à coup, réfulant un sanglot étouffant,
- « Elle saisit ma main et me dit : Pauvre enfant !...
- « Puis, indiquant du doigt, le portrait de mon père
- « Me dit : Le voudrait-il, lui ?... Mais vous êtes mère,
- « Vous,.. et vous comprendrez, ajoutai-je à mon tour,
- « Qu'il est né dans mon cœur un véritable amour,
- « Pour n'en pas deviner l'intensité, vous même,
- « Vous connaissez trop bien, mère, celle que j'aime.
- « Je suis mère, dit-elle, hélas ! pour mon malheur
- « Aujourd'hui... Car j'en ai la faiblesse du cœur,
- « Ne trouvant point en moi la force nécessaire
- « Qui mette à cet amour étrange une barrière,
- « En te disant : Jamais tu ne rabaisseras
- « Ton nom... Je le défends... Hélas ! je ne l'ai pas
- « Ce courage... et je dois voir déchoir notre race.
- « Mais le temps, dont le souffle au fond du cœur efface
- « Tout amour sans racine éclos, un jour d'un rien,
- « Du moins, pour t'éprouver, doit passer sur le tien.

« Je m'inclinai devant ce désir légitime,
 « Mais mes yeux, trahissant mon sentiment intime,
 « Lui dirent, d'un regard, de ne point espérer
 « De voir jamais en moi cet amour s'altérer.

« Après quoi de longs jours, des semaines passèrent
 « Sans reparler de rien;... et deux mois s'écoulèrent
 « Même ainsi... mes deux de congé;... puis... soudain,
 « Quatre ou cinq jours avant mon départ,... un matin
 « Appelé par la guerre au seuil de l'Allemagne,
 « Je quittai brusquement ma mère et ma Bretagne. »

L'artilleur sur ces mots suspendit son récit,
 Et fixa longuement le tableau,... puis reprit :
 « Et voilà donc enfin comment le Providence
 « M'a conduit sous ce toit, pour me mettre en présence
 « Du père de l'enfant volée et du portrait,
 « Où je la revois là, petite, trait pour trait.
 « Ineffable bonheur auquel je ne puis croire ?
 « Mais à vous, maintenant, de me conter l'histoire
 « Du temps passé... Comment vous la prit-on ainsi !
 « Ah ! parlez... » Sur le champ l'étranger sut aussi
 La disparition de l'enfant dans la plaine,
 Et l'affreuse douleur, et la recherche vaine.
 Alors les pleurs baignant à nouveau tous les yeux,
 Qui d'un commun instinct s'élevaient vers les cieux,
 La sœur de charité commença la prière
 Sublime... que redit tout chrétien : Notre père.
 Et le Pater, ainsi, lentement récité
 Par tous, fut dans le ciel par les anges porté
 Comme remerciement à ce Dieu de clémence
 Qui fait germer la joie au sein de la souffrance.

Puis l'étranger partit... Mais le soir de ce jour,
 On vit partir aussi l'heureux père à son tour.

Accourant au-devant de ce revoir suprême
Avec sa fille au loin, en Bretagne... lui-même
Il alla donc enfin dans ses embrassements,
Lui dire du passé tous les événements ;
Et tout en l'étreignant sur son cœur, bénir celle
Qui l'avait abritée à l'aile maternelle.

Trois mois après, un jour, au portail du château
Enguirlandé de buis, .. on voyait de nouveau
Marguerite, l'enfant volée, .. en robe blanche,
D'oranger couronnée, .. et, comme un lis qui penche,
Au bras d'un artilleur, la cicatrice au front.
Et tous deux, radieux, contemplant dans le fond
De la plaine... le ciel flamboyant de lumière,
Où le soleil de pourpre achevait sa carrière,
Et tandis que leurs yeux se plongeaient dans l'azur
Devant cet horizon si riant et si pur,
Leurs deux cœurs se disaient, dans un muet langage :
« De l'avenir... pour nous ce beau ciel est l'image ! »

PAULE-MARIE.

LES ANGES ROSES

(suite)

Peu d'instants après, un superbe landau attelé de deux chevaux de grande allure arrivait à fond de train.

Sur le siège à housse étaient deux domestiques poudrés et d'une absolue correction dans leurs riches livrées.

Tandis que la comtesse Kourieff, la princesse Sophia et M. Kourieff en descendaient, le vicomte de Terrebrune, un camélia blanc à la boutonnière, se précipitait au devant d'eux et offrait son bras à Mme Kourieff.

La princesse tout en gravissant les marches de l'escalier, recouvert d'un tapis et décoré de massifs d'arbustes, paraissait chercher quelqu'un des yeux, et une ombre de tristesse se répandait sur sa physionomie à mesure que son regard cherchait davantage et ne découvrait rien.

— Seriez-vous indisposée ? lui demanda son beau-frère qui la conduisait.

— Je ne me sens pas bien ; je ne sais pas si je pourrai chanter ce soir, dit-elle.

Lorsque les belles étrangères entrèrent dans la salle du concert, toutes les conversations s'interrompirent, tous les yeux se tournèrent vers elles comme pour analyser et juger en dernier ressort ces dames dont la présence à Cannes avait déjà fourni un thème très vaste aux caquetages élégants, mais que seuls quelques rares privilégiés avaient pu approcher.

Dès que le comte de Kernoët les aperçut, il s'empressa d'accourir auprès d'elles.

Comme il s'avavançait, l'aspect attristé qu'avait pris un instant la figure de Sophia, ainsi que fuit la brume devant le soleil, se changeait en un sourire triomphant.

— Merci, Monsieur André, lui dit-elle ; j'ai eu bien peur ; je ne vous voyais pas... Je pensais que vous n'aviez pu venir.

— Ne vous l'avais-je pas promis ? murmura le jeune homme.

A neuf heures précises, le concert commença.

L'orchestre joua une ouverture médiocrement écoutée.

Malgré l'habitude qu'elle avait déjà du monde et l'assurance que lui avait donné son genre d'éducation, à mesure qu'elle voyait se rapprocher le moment où elle devait chanter, la princesse se sentait toute troublée, toute émue et son regard avait un éclat fiévreux.

— Monsieur André, dit-elle, voudrez-vous m'accompagner jusqu'à la scène ?

— Je n'en ai pas le droit, Mademoiselle, cet honneur est réservé aux commissaires de la fête.

Une jeune Anglaise roucoulait en ce moment une romance langoureuse pour la plus grande satisfaction de madame sa mère. Monsieur son père, lui aussi, donnait des signes non équivoques de son contentement. Tout le reste de l'auditoire chuchottait discrètement, de crainte de bâiller en écoutant, — ce qui, à un concert de charité, eût été très sévèrement jugé, — et attendait la dernière note du dernier couplet pour l'applaudir bien fort.

Au fond de la salle, M^e Bontemps causait avec Amalric de Montgenet, et le reporter du *Moniteur hivernal*, qui avait eu maintes fois, malgré son jeune âge, l'occasion d'apprécier combien la fréquentation du notaire était fertile en renseignements précieux, se tenait invariablement dans son sillage, un carnet à la main, préparant ses matériaux pour le compte-rendu de la grande soirée.

— Bontemps, quelle est donc cette miss ? demanda Montgenet.

— Miss Mary Alton.

— Combien ?

— Cinq cent mille francs... jour de mariage, et en plus, comme vous pouvez le constater, des romances mélancoliques... un répertoire inépuisable !

— Il faudrait voir Terrebrune, ajouta Amalric. Lui seul, à ma connaissance, serait capable d'affronter cet avenir mélodique.

— Ah bien, oui !... protesta le Benjamin du journalisme local. Il a autre chose que ça à faire, le vicomte !... On dirait que vous tombez du ciel, ma parole ! N'avez-vous pas, cette après-midi, entendu annoncer son mariage avec la princesse russe. Il a une rude veine, celui-là ! Ah ! quelle vie enragée il va mener ! Et avec ça, elle n'est pas mal... mais là, pas mal du tout, la petite Toison d'or... Un galbe renversant ! Mazette ! C'est une autre affaire que votre poétique fille d'Albion, en même temps clair de lune et boîte à musique.

— Vous vous hâtez peut-être un peu, fit remarquer M^e Bontemps en souriant, de conclure cette union.

— Ne faites donc pas attention, mon cher, dit de Montgenet. Ces publicistes en œuf ne doutent jamais de rien.

Les applaudissements venaient d'éclater dans la salle, et le clair de lune anglais, pour nous servir de l'expression du reporter, escorté par un des organisateurs du concert, venait de regagner sa place, automatiquement, les yeux fixés au sol !

— Ah ! ah ! je ne doute de rien ? s'écria le journaliste, voyez-donc qui donne la main à la princesse pour arriver jusqu'à la scène !

Le vicomte de Terrebrune avait sollicité l'honneur de conduire la princesse, et personne n'avait osé en contester le droit à l'intrépide sauveur de la gracieuse jeune fille.

Sophia, plus émue que jamais, était réellement ravissante dans son trouble.

André de Kernoët, pâle, nerveux, envahi par une anxiété douloureuse, la suivait des yeux. Comme étranger à la foule qui l'entourait, il s'absorbait, sans s'en rendre compte, dans sa contemplation ; il n'avait plus conscience de son être et sa vie semblait suspendue.

Lorsque la jeune fille s'avança sur la scène, toute rougissante et paraissant, d'un regard humble, demander grâce pour sa témérité à cette brillante salle dont ses yeux troublés lui reculaient les murs à l'infini, une unanime salve d'applaudissements retentit.

La princesse avait choisi la délicieuse mélodie qui rend si touchante la poésie d'Émile Souvestre : *Le Nid*.

Sa voix faible, tremblante d'abord, devint bientôt sûre, chaude, vibrante.

Sophia, étrangère aux procédés des grands chanteurs, se laissait guider par son goût d'une parfaite sûreté, mais ce qui rendait son chant irrésistiblement sympathique, c'était son timbre doux et frémissant, sonore et voilé qui s'emparait de l'âme en caressant l'oreille. Les doctes en musique eussent éprouvé peut-être plus de plaisir à suivre les savantes vocalises d'une cantatrice illustre, abordant les difficultés pour les vaincre en se jouant, mais ceux, et ils sont nombreux, qui, moins initiés aux secrets de l'art, moins avides de virtuosité, s'il m'est permis de m'exprimer ainsi, écoutent non avec l'esprit, mais avec le cœur, ceux-là étaient complètement sous le charme.

Aussi, quand sa voix mourut sur ces mots, pleins d'une si touchante mélancolie :

Ah ! faut-il tant de place
Pour aimer un jour et mourir ?

Tout le monde applaudit avec le franc enthousiasme qui naît toujours d'un sentiment vrai.

Le chant de la princesse, plus que tous les autres auditeurs, avait ému André de Kernoët.

Tandis que Sophia, entourée d'admirateurs qui se pressaient pour la complimenter, allait reprendre son fauteuil, le comte, la tête en feu, se glissa jusqu'à une porte de la salle et se réfugia sur la terrasse.

La foule avait déjà déserté les abords du cercle nautique.

La nuit était admirablement belle et calme :

André se sentit mieux dans cet air pur qui baignait son front brûlant.

Il s'accouda à la balustrade et chercha à rassembler ses pensées.

— J'ai été lâche jusqu'à ce jour, se disait-il, oui... lâche ! J'aurais dû la fuir... Je cherchais à me tromper moi-même sur mes sentiments. Amitié !.. Sympathie !.. Ah ! oui... lorsqu'un orage gronde dans mon cœur, lorsque ma poitrine bondit à éclater !.. C'est ma faute, certainement. Suis-je autrement fait que les autres hommes ? Les lois qui les courbent pouvaient-elles épargner mon front ?.. Comment aurais-je pu résister à son charme, à sa grâce, à sa beauté ! Et quand j'aurais dû l'éviter à tout prix, j'ai vécu de sa vie de tous les jours, presque de toutes les heures. Oh ! je souffrirai ! je souffre cruellement, mais j'aurai du courage. — On chante encore... Elle est heureuse, elle ! Elle se grise de son succès... elle n'aura même pas remarqué ma fuite. Et que suis-je, après tout, pour elle ? Un jeune homme inconnu hier, ignoré demain, qu'on a accueilli, choyé, à une heure d'isolement et d'ennui. D'ailleurs sur beaucoup n'avais-je pas un avantage ? Étais-je de ceux qui pouvaient grossir les rangs de cette cohorte redoutée de prétendants ? Allons donc ! poursuivait André en laissant éclater un rire navrant comme un sanglot, est-ce qu'entre elle et moi ne se dresse pas ma pauvreté ? Dût la douleur me broyer l'âme, Sophia ne

saura jamais mes pensées, mon rêve, mes souffrances... Kernoët, le cœur et le front haut ! C'est le devoir.

La nuit était obscure.

Dans le ciel, d'un bleu presque noir, d'innombrables étoiles scintillaient, paraissant s'agiter en des mouvements étranges et mystérieux.

Quand les chants du concert se taisaient, au-dessus du murmure sourd des conversations, arrivait jusqu'à la terrasse déserte le mugissement rythmé des lames se brisant sur les rochers de la jetée.

Depuis une demi-heure déjà le comte de Kernoët était sorti de la salle dont l'atmosphère de joie banale l'étouffait, lorsque une petite main se posa sur son bras, tandis qu'une voix bien douce et bien connue lui disait :

— Que faites vous là, Monsieur André ?

— Vous !.. Vous ici ?.. s'écria le comte de Kernoët.

Mais reprenant aussitôt possession de lui-même, il ajouta :

— Je me suis senti mal... Oh ! pas grand chose ; un peu de migraine seulement. Je suis venu ici, au grand air, et je me sens déjà beaucoup mieux.

— Cette fraîcheur de la nuit est délicieuse, dit la princesse ; il fait réellement trop chaud en dedans.

— Mais ne craignez-vous pas de prendre mal... avec cette robe ouverte ?

— Non, non, Monsieur André ; ne vous inquiétez pas, je me sens fort bien ici,

— Allons ! se dit André, j'avais pris la résolution de ne plus la voir ; puisqu'elle est venue me trouver, je ne puis honnêtement lui fausser compagnie, mais à partir de demain ce sera bien fini, conclut-il en poussant un profond soupir.

— Vous souffrez davantage, Monsieur André ? demanda la princesse.

— Non ! non !... Au fait, si... cette migraine...

— Lorsque j'ai eu chanté, je vous ai cherché des yeux; j'ai regardé, examiné, sondé tous les coins de la salle... personne ! J'ai profité d'un moment de repos, du désordre général, pour me glisser sur la terrasse. Oh ! je vous ai reconnu tout de suite, Monsieur André, malgré l'obscurité... Vous n'aimez pas le chant ?

— Si, Mademoiselle ; beaucoup... Pourquoi me faites-vous cette demande ?

— Alors vous n'aimez pas ma voix ?

— Votre voix ? Mais je la trouve... je ne comprends pas votre question.

— Si je vous parle ainsi, c'est que tout le monde m'a complimentée, beaucoup.. beaucoup trop certainement, et que vous ne m'avez pas dit un seul mot.

— Je ne croyais pas que vous attachiez un si grand prix aux éloges.

— Cela dépend de qui ils viennent,.. je déteste les banales louanges de la foule.

— Je vous en prie, Mademoiselle, rentrez, dit André qui avait peur, au coufs que prenait la conversation, de se trahir. Vous prendrez mal. D'ailleurs, si certaines personnes vous apercevaient ici, seule, causant avec moi, vous pourriez avoir redouter leurs médisances.

— Il est possible qu'au point de vue de vos mœurs ce que je fais puisse paraître un peu risqué pour une jeune fille. Si cela est, excusez-moi. Je pensais pouvoir causer, dans un lieu public, avec un galant homme sans avoir à redouter que la calomnie vienne entacher mon honneur de femme. D'ailleurs, vos mœurs, je ne suis pas obligée de les accepter dans toutes leurs exigences, mais, comme ma présence paraît vous importuner, je me retire.. Adieu, monsieur de Kernoët.

— M'importuner !.. vous ! s'écria André avec feu, laissant éclater dans ces mots le cri de ses douleurs. Vous ne le pensez pas ?.. Oh ! dites-moi, Sophia, que vous ne le pensez pas !

— Pourquoi me fuir ? Pourquoi me renvoyer alors ? dit la princesse.

Et tandis que dans son œil humide brillait un regard heureux, elle pensait :

— Je ne me trompais pas , il s'est trahi. Pauvre André, il voulait me cacher ses sentiments ,... mais pourquoi ?

Les premiers accords de l'orchestre annonçaient la reprise du concert.

— Maintenant on s'apercevrait de mon absence, dit la jeune fille... Ma sœur serait inquiète. Serrons-nous la main comme de bons amis... voulez-vous, Monsieur André ? Là ! je vais rentrer... Au revoir, au revoir bientôt.

— Au revoir, Mademoiselle, balbutia le comte de Kernoët à qui l'émotion serrait la gorge.

Il suivit des yeux la princesse qui s'éloignait, légère, joyeuse, et lorsqu'elle eut disparu il reprit lentement , à pied, le chemin de Montgrand, la tête brûlante, le cœur déchiré, sentant son âme succomber sous le poids des lassitudes de la vie.

Le vicomte de Terrebrune, un peu rassuré sur les suites du récit fantaisiste que le *Moniteur hivernal* avait reproduit, s'était montré, ainsi que nous l'avons vu au commencement de la soirée, fort empressé auprès des dames russes ; il avait commencé un siège en règle et comptait en mener rapidement les diverses opérations.

Depuis la promenade aux îles, s'il fuyait son ami de Léoville, il négligeait étrangement M^e Bontemps.

Le notaire, malgré sa chère manie d'aristocratique fréquentation, était un homme d'un esprit fort lucide, il voyait très clair dans le jeu du vicomte, se rendait parfaitement compte du peu d'empressement que celui-ci mettait à le rencontrer, et nous savons déjà quel tour de sa façon il lui ménageait.

A côté de ses qualités, nombreuses à coup sûr, à côté de son innocent dada de distinction, le tabellion possé-

dait un défaut , un bien vilain défaut !... Hélas ! la perfection n'est pas de ce monde !

M^e Bontemps était vindicatif à l'excès.

S'il rendait volontiers service, s'il était , suivant une expression célèbre, de bonne composition, il n'oubliait jamais une blessure, voire même une égratignure faite à son amour-propre.

Pendant que la princesse s'était esquivée, au moment du repos, pour aller à la recherche de M. de Kernoët , Mme la comtesse Kourieff était devenue le centre d'un groupe nombreux, et le notaire , voyant Terrebrune s'éloigner en compagnie de M. Kourieff, était venu, lui aussi, présenter ses hommages à sa riche clientèle.

— Que m'annonce-t-on, chère Madame, dit-il, après l'avoir saluée, notre modeste cité serait-elle assez heureuse pour voir la gracieuse princesse Sophia aliéner sa liberté en faveur d'un de nos amis ?

— Laissez-moi , Monsieur , douter du bien fondé de vos informations, répondit-elle. En vérité , jusqu'à présent, rien ne m'autorise à le supposer.

— Mon Dieu ! Madame, reprit Amalric de Montgenet, qui faisait partie du cercle réuni autour de Mme Kourieff, les esprits sont prompts et les langues agiles ; après le service que le vicomte de Terrebrune a eu la bonne fortune de rendre à mademoiselle votre sœur...

— Vous voulez sans doute, Monsieur, parler de son accident de cheval ?

— Effectivement, Madame.

— Je vous ferai remarquer alors que , si la princesse Sophia devait se laisser conduire au mariage par le sentiment de la reconnaissance, messieurs de Kernoët et de Léoville devraient figurer au premier rang de ses préférences.

— Comment ! ces messieurs en étaient ? s'écria Amalric ; ne faites vous pas erreur, Madame la comtesse ? Ter-

rebrune, d'après ce qu'il a dit au moins, était seul, et avec lui l'organe du Cannes élégant, le *Moniteur hivernal*, raconte que le vicomte a été entraîné par le cheval de la princesse sur un parcours d'un kilomètre ; il n'a échappé à une mort imminente que par le plus grand des hasards.

— Certainement, ajouta M^e Bontemps ; c'est au moins ce que tous ces messieurs ont pu lire.

— En effet ! affirmèrent tous les auditeurs, qui avaient lu avec frémissement l'article du journal du cru.

L'orchestre en ce moment ouvrait la seconde partie du concert.

Chacun regagna sa place.

Sophia, toute rose, toute rayonnante de joie, était à peine réinstallée dans son fauteuil, lorsque M. Kourieff et le vicomte de Terrebrune rentrèrent.

— Vous êtes-vous amusée ce soir, Mademoiselle ? demanda ce dernier en s'asseyant auprès de la jeune fille.

— Oh ! beaucoup, je vous assure , Monsieur , répondit-elle. Ce concert est charmant, je suis très heureuse d'y être venue.

La comtesse, au contraire, depuis la conversation que nous venons d'entendre était rêveuse.

Comment ! M. de Terrebrune aurait sauvé sa sœur ? Mais alors, ce qu'avait raconté le capitaine était complètement faux ? M. de Kernoët , qui s'était laissé remercier sans la moindre ostentation, c'est vrai, mais aussi sans la plus légère protestation , et M. de Léoville qui, lui, avait rejeté le vicomte de Terrebrune au dernier plan, dans son récit de l'accident, étaient tous deux d'affreux imposteurs, et leur mensonge était d'autant plus odieux qu'il devait masquer un but intéressé ?... Et pourtant tous ces messieurs avaient été unanimes , tous avaient dit que M. de Terrebrune avait sauvé lui-même, au péril de ses jours, la vie de la princesse ; ils avaient même parlé

d'un journal... Elle n'avait rien vu, elle ; sa sœur non plus : la pauvre enfant était évanouie... Enfin, elle veillerait !

Le concert terminé, le comte Kourieff demanda sa voiture, et Terrebrune, toujours empressé, reconduisit la princesse.

— Sophia, dit la comtesse, tandis que le landau entraîné rapidement par ses superbes trotteurs prenait la route de la villa des Roses, voudriez-vous causer un instant avec moi, ce soir ?

— Oh ! bien certainement, Doxia ; je vous l'aurais demandé... Je vous ferai une confidence... peut-être ! Je suis très contente.

Bientôt la voiture roula sur le sable fin de la principale allée du parc et vint, par une courbe savante, s'arrêter devant le péristyle de l'élégante habitation.

Mme Kourieff prit à peine le temps de remplacer par un léger peignoir sa toilette de soirée, et alla frapper à la porte de l'appartement de sa sœur.

— Entrez, Doxia ; entrez... Je vous attends, dit la princesse.

Sophia, après avoir renvoyé sa femme de chambre, s'était pelotonnée sur un divan, en face d'une fenêtre grande ouverte, par laquelle lui arrivait, avec les vagues murmures de la mer, fraîche et chargée du parfum des orangers, une brise délicieuse,

Ce charmant réduit, ou plutôt ce nid de colombe, était mystérieusement éclairé par une lampe en verre de Bohême légèrement teinté de bleu et suspendue au plafond ; elle répandait une lumière sereine comme les reflets paisibles et argentés de la lune, amie des rêveurs.

— Asseyez-vous là, très près de moi, ma grande sœur, dit la jeune fille en attirant Mme de Kourieff, sur le divan. Et maintenant, ajouta-t-elle après l'avoir longuement embrassée, dites-moi bien vite... bien vite... quel grave sujet vous amène.

— Vous-même, Sophia, n'aviez-vous pas une confiance à me faire ?

— Oh ! curieuse ! s'écria la jeune fille ; plus tard... après vous.

— Comment trouvez-vous le vicomte de Terrebrune, ma chère enfant ! demanda brusquement la comtesse.

— Mais... Je le trouve comme tout le monde,.. comme tant d'autres, qui m'accablent ou m'ont accablée de compliments dans l'espoir trop peu voilé d'acquérir des droits souverains sur ma fortune.

— Bien vrai !... bien vrai !... Il ne vous platt pas un tout petit peu ?

— Je vous l'assure, ma Doxia... ou plutôt il me déplait. A quel propos cette question ? Est-ce que ce monsieur vous aurait déjà fait des ouvertures à mon sujet ?

— Non, non, Sophia ; pas précisément, mais ce soir dans les salons du cercle le bruit courait qu'il se mariait.

— Hé bien, tant mieux, si ça lui convieut. Laissons-le faire, mon Dieu !

— Attendez... Attendez que j'aie terminé, ma chérie. Le bruit courait qu'il se mariait avec vous.

— Et c'est à vous qu'on a dit cela ?

— A moi-même.

— Mais c'est affreux de marier les gens ainsi sottement ! s'écria Sophia en bondissant sur le divan. Qui peut donc faire circuler de pareilles nouvelles ?

— Calmez-vous, dit la comtesse Kourieff. Peut-on empêcher les gens de bavarder ?

Pauvre André ! pensait la princesse, on a dû lui rapporter cet affreux mensonge... Voilà pourquoi il était triste. C'est infâme !... Voilà pourquoi il me fuyait..., c'est bien naturel puisqu'il m'aime. Mais aussi, s'il m'avait interrogée, s'il m'en avait dit le moindre mot, je l'aurais rassuré. Non, non ! je lui aurais crié bien haut : Je ne veux pas de ce monsieur ; ce n'est pas lui que j'épouserai, il me déplait, il m'agace. je le déteste, je le hais.

— D'ailleurs, reprit Mme Kourieff, ce mariage paraissait très naturel à tout le monde.

— Ah ! ah ! Et comment cela, s'il vous plaît ?

— Tout simplement parce que le vicomte vous aurait rendu un service signalé, et qu'à défaut de sentiment plus tendre, la reconnaissance vous engagerait à accueillir favorablement sa démarche.

— Un service?... Le vicomte ?

— Sans doute.

— A propos de mon accident de cheval, probablement ?

— C'est cela même. Écoutez-moi avec un peu de patience, ma bien chère enfant. Je dois vous dire d'abord que les renseignements que nous donna M. le capitaine de Léoville ne se rapportent en rien à ceux qu'on m'a fournis ce soir, lesquels sont reçus au cercle nautique comme étant d'une incontestable authenticité. — M. le vicomte de Terrebrune, seul, se serait jeté à la tête de mylord Goddam et, en courant lui-même les plus grands dangers, ne serait parvenu à se rendre maître de l'animal qu'après un parcours considérable. Cette version a même été reproduite, paraît-il, par un certain journal local dont je n'ai pas retenu le nom.

— Et M. de Kernoët, et M. de Léoville, quel rôle ont-ils joué, d'après ces messieurs si bien informés ?

— On ignorait jusqu'à leur présence auprès du vicomte en ce moment.

— Le capitaine aurait donc menti ?

— D'après ce récit...

— Hé bien non, Doxia, dit la princesse en se levant, ceux qui ont menti sont ceux qui ont ainsi parlé. M. de Kernoët est l'honneur même : il n'eût pas reçu le merci que je lui donnais, si ce merci eût dû s'adresser à un autre. Je crois M. de Léoville un homme franc, loyal...

— Certes, dit la comtesse, c'est aussi mon opinion jusqu'à preuve du contraire.

— Rien n'a pu me faire supposer chez lui le moindre calcul, la moindre vue intéressée, poursuit Sophia, donc il n'aurait eu aucun avantage à nous tromper ; donc, aurait-il eu pour le faire le plus puissant mobile, il n'aurait pas faussé la vérité. A défaut de témoins, les caractères parlent... Ils ne trompent pas !

— Je vous crois, ma chère Sophia ; je pense comme vous... Pourtant il me faudra demander à M^e Bontemps des explications à ce sujet.

— Ah ! M^e Bontemps, l'homme qui ne peut voir que la bonne compagnie, a trempé lui aussi dans ces renseignements ?

Il n'a fait que confirmer, fort discrètement d'ailleurs, ce qui se disait.

— Je l'aime peu, votre notaire,.. très peu.

— Vous n'aimez personne, petite folle.

— Ma grande sœur, dit la princesse en se rasseyant, vous êtes très méchante, vous me calomniez.

— Est-ce bien vrai ?... Qui aimez-vous alors ?

— Vous, vous le savez,.. vous plus que tout au monde.

— Et puis ?

— Et puis Pierre, qui est très bon.

— Et puis ?

— Je ne sais pas, dit Sophia toute rouge, en se blotissant comme un enfant dans les bras de sa sœur.

— Voyons, ma chérie, dit la comtesse en l'embrassant, faites-moi votre confidence, dites-moi ce gros secret que vous m'avez annoncé.

— Hé bien ! André, dit la princesse à l'oreille de sa sœur, M. André m'aime,.. aujourd'hui j'en suis sûre.

Le capitaine de Léoville n'avait pas été des derniers à abandonner le cercle nautique.

Il était rentré tranquillement chez lui à pied, jouissant de la paix et de la fraîcheur de la nuit.

Au moment où il allait se mettre au lit, il aperçut, sur

le guéridon banal qui ornait sa chambre d'hôtel, un journal. Il le prit. La bande portait exactement son adresse.

C'était le *Moniteur hivernal*.

Ses yeux tombèrent immédiatement sur le fameux article du petit reporter, qu'une main vigilante avait soigneusement marqué au crayon rouge.

— Ah ! ah ! dit-il après l'avoir lu attentivement, c'est ainsi que ce cher vicomte se permet d'habiller sa coura-dise en mousquetaire de carnaval ?... Je l'avais averti pourtant, le pauvre garçon, de n'employer dans sa campagne à la conquête d'une dot, que des armes loyales. Il ment..... Tant pis pour lui ! je ne serai pas son complice.

Cela dit, le capitaine souffla sa bougie, et s'endormit du sommeil paisible que goûtent les hommes vertueux.

(A suivre)

LES ÉVÉNEMENTS DU MOIS

L'année 1892 n'a pas fait trop bonne figure à nos « honorables » du Palais-Bourbon ni à nos « vénérables » du Luxembourg. A l'encontre de tous les usages et au mépris de toutes les traditions, la nouvelle année a trouvé députés et sénateurs assis sur leurs fauteuils ou leurs chaises curules, en face de leur pupitre surchargé de besogne. Il le fallait bien, car l'année 1891 avait fini, sans que notre Parlement eût tout-à-fait achevé sa tâche. On était en retard d'un petit mois qu'on a dû prendre sur l'année 1892 et c'est ainsi que ce terrible passage d'une année qui finit à une année qui commence n'a pas été remarqué. C'était même à croire que l'année 1891 continuait toujours. Heureusement la vie civile et sociale se reconnaît à d'autres marques : les visites du Jour de l'An ont été là fort à propos pour nous rappeler qu'il y avait un chiffre à changer dans le millésime.

Parmi ces visites, il faut surtout mentionner celles du Corps diplomatique à M. Carnot, Président de la République. Elles ne sortent pas, il est vrai, de la banalité obligée des visites officielles, mais elles ont un caractère de solennité et une importance apparente dont les autres sont dépourvues. A la tête de tous les ambassadeurs des puissances, Son Exc. le Nonce apostolique, doyen reconnu du corps diplomatique, a eu l'honneur de présenter les vœux de ses éminents collègues et les siens au Chef de l'Etat qui habite l'Elysée. Mgr Ferrata on a profité pour témoigner de ses sentiments de sympathie pour la personne de M. Carnot. M. le Président de la République a répondu en exprimant son espoir en la paix et la concorde de tous les peuples ; il a été heureux de présager une année pacifique, toute consacrée à l'étude des intérêts économiques et à la solution des problèmes sociaux. M. Carnot a dû certainement montrer plus de confiance qu'il n'en avait en réalité. A moins que la grandeur n'aveugle tout à fait son esprit, il doit bien se rendre quelque compte de l'instabilité de la situation actuelle et des périls que nous réserve un prochain avenir. Parce que M. le Président de

la République est bien logé et bien assis à l'Elysée, ce n'est pas une raison pour que tout aille le mieux dans le meilleur des mondes : depuis douze ans qu'une République athée et franc-maçon-nique travaille à saper les fondements de la Société, en faisant à l'Eglise une guerre incessante, en chassant Dieu de l'école, de l'hôpital, de la caserne, des lois et des mœurs, il n'est pas étonnant, au contraire, que l'avenir ne nous ouvre aucun horizon qui nous puisse rassurer : tout est troublé dans le présent, tout est incertain pour l'avenir ; et il nous semble entendre chaque jour quelque craquement nouveau qui présage les plus terribles catastrophes. Allez donc rassurer les esprits avec vos solutions des problèmes sociaux et vos études des questions économiques ! Une société sans Dieu va forcément aux abîmes.

Et ce ne sera ni la Chambre des Députés, ni le Sénat qui pourra enrayer ce mouvement de plus en plus accéléré. On dirait même que notre Parlement prend à tâche de compromettre davantage notre confiance et notre sécurité ; il ne laisse échapper une seule occasion de tracasser les catholiques et quand aucune occasion ne se présente, il en invente volontiers. Qui pourrait le croire, si le fait n'était aussi patent ? Nos législateurs n'ont qu'un seul objectif, une préoccupation unique : ils veulent détruire l'Eglise. Voilà donc la besogne à laquelle ils sont attelés avec toute l'ardeur dont ils sont capables ! Le bien du pays, la pacification des esprits, la sécurité des affaires, la stabilité des institutions nationales, tout cela n'est rien à leurs yeux ; il leur serait même peu fâcheux d'entrevoir quelque nouvelle invasion, pourvu que « le Cléricalisme » fût vaincu et terrassé. C'est le programme de la Franc-Maçonnerie, qui est cosmopolite et peut-être même plus allemande que tout autre chose. Mais c'est en vain que la franc-maçonnerie elle-même met en œuvre toutes ses puissantes ressources : elle nous rappelle la fable du *Serpent et de la Lime* : elle n'a pas plus de venin et pas de meilleures dents que le serpent, elle n'aboutira pas mieux à user la lime qui restera intacte. D'autres avant elle s'y sont essayés et n'ont pas réussi : pour être nouveaux, mieux étudiés, plus habilement combinés, ses procédés n'auront pas un meilleur succès et l'Eglise comptera un triomphe de plus.

Les députés étaient donc à leur poste au moment où commençait l'année : le Sénat, indocile, leur avait imposé cette corvée et ils avaient l'air de la subir avec assez de résignation. Leur principal travail était toujours l'étude du budget : étude qu'ils

pouvaient être obligés de recommencer, si le Sénat jugeait à propos de ne pas approuver toutes leurs décisions. C'est bien, en effet, ce que le Sénat a cru devoir faire : il a modifié certains articles qui ont dû revenir à la Chambre des députés, puis retourner au Sénat. Ce va et vient, ce chassez-croisez a été aussi de rigueur pour en finir avec la loi du tarif douanier : les Chambres se font aussi mutuellement la leçon et puis s'adoucissent pour se céder mutuellement ; on appelle cela « l'équilibre parlementaire : » cette belle dénomination cache une triste réalité ; c'est « comédie parlementaire, » qu'il faudrait dire ; le mot serait moins gracieux, mais il exprimerait mieux « la chose. »

Et le 11 janvier au soir, presque à la dernière heure, est venu le ministre qui a lu un décret prononçant la clôture de la session.

Puis, le lendemain, 12, s'est ouverte, en vertu même de la Constitution, la session du Parlement.

Que l'on vienne maintenant se moquer du Parlement de l'antique Bysance, que ces ridicules fictions parlementaires font si bien revivre à plaisir ! Comme la France a lieu d'être fière de ses députés et sénateurs qui sont si préoccupés du souci de respecter scrupuleusement leur Constitution, qu'ils ferment ce soir leurs Chambres rien que pour les pouvoir rouvrir demain ! Nous n'eussions jamais supposé tant d'esprit dans nos législateurs et vraiment ce sont de bien grands hommes !

Donc la session extraordinaire ayant pris fin, le 11 janvier, à minuit, la session ordinaire a pu s'ouvrir le 12, bon matin. Et ce passage d'une session à une autre a eu lieu, heureusement, sans encombre : l'aiguilleur était à son poste, et le train a pu entrer en gare sans dérailer. C'est beaucoup par ce temps d'accidents mortels !

Ce qui a permis aux deux aînés du Sénat et de la Chambre des députés de nous débiter leur petit boniment de présidents provisoires. Le vénérable M. Kiener, sénateur des Vosges, y a mis une certaine réserve, une mesure raisonnable ; la haute Chambre n'a pas eu trop à subir de leçons et d'avis. A la Chambre des députés, l'honorable M. Pierre Blanc, député de la Savoie, a tenu à profiter le plus possible de son fauteuil ; il y était bien mollement assis, et pour la vieillesse, les moëlleux coussins ont des charmes irrésistibles. M. Blanc n'en finissait pas avec ses bons conseils, ses avis très discutables, ses paroles patriotiques et ses dithyrambes républicains. M. Floquet devait trépigner à

sa modeste place de député, impatient de remonter sur ce fauteuil qui semble lui appartenir à jamais de droit.

A l'heure opportune, M. Floquet a été réélu président de la Chambre, et M. Le Royer a reçu du Sénat l'autorisation de reprendre sa place. Ainsi tout va pour le mieux : voilà comment, du 11 au 12 janvier, rien n'a été changé dans notre Parlement ! La France peut respirer à son aise : le train parlementaire a pu repartir avec ses mêmes machinistes.

Parmi les projets soumis à la discussion, mentionnons la proposition relative aux erreurs judiciaires ; le projet relatif au centenaire de la fondation de la première République, le 22 septembre prochain ; la loi concernant la répression des fraudes dans la vente du beurre. Rappelons aussi le vote par les députés en faveur d'une Commission de 33 membres, pour la révision des services administratifs, et le vote par les sénateurs de la loi soumettant la comptabilité des fabriques paroissiales au contrôle des Conseils municipaux : les efforts de MM. Lucien Brun et Buffet n'ont pas eu plus de succès au Luxembourg que l'éloquence du regretté Mgr Freppel au Palais-Bourbon. C'est toujours la même guerre qui se poursuit contre toutes les libertés de l'Eglise.

A signaler spécialement les deux séances de la Chambre des députés, où se sont fait remarquer M. Fallières, par le dépôt de son projet sur....., ou plutôt contre la liberté d'association, M. Constans, par sa scène de pugilat dont M. Laur a été la victime. La proposition de loi concernant les associations est un étranglement en règle de toute association religieuse : M. Fallières ne prend même pas la peine de déguiser ses intentions ; il tient l'engagement pris par le ministère de réglementer le droit d'association, et il donne satisfaction entière aux radicaux. M. Hubbard, le fougueux député de Seine-et-Oise, la mouche du coche, voulait même renchérir sur le « libéralisme » du gouvernement : il demandait l'urgence sur ce projet ; on lui a fait comprendre qu'il était bien trop pressé ; qu'il ne fallait pas trop de zèle ; que, du reste, le projet n'était ni imprimé, ni distribué... ; d'aucuns ajoutaient : pas même formulé ; suivant ceux-ci, M. Fallières n'aurait déposé sur le bureau qu'une main de papier blanc, juste pour tenir parole à la majorité, à qui on avait promis de déposer le projet dans le mois de janvier. Nous n'en croyons rien. Le projet était bel et bien rédigé, mais cela suffisait pour le quart d'heure, et la discussion viendrait mieux plus tard. Au-

trement orageuse fut la séance où M. Laur voulut essayer d'interpeller, en demandant la permission de faire le jour sur quelques faits et gestes de M. Constans. Soulevé par ces vives provocations, l'honorable ministre bondit jusqu'à la tribune et se dirigeant droit vers l'orateur, lui octroya deux retentissants soufflets dont les joues de M. Laur, innocentes victimes, s'empressèrent de rougir. O honte ! ô déshonneur ! L'enceinte du Parlement est profanée : elle est transformée en une ignoble arène pour le plus ignominieux combat. Et c'est un ministre qui donne ce scandale ! Il serait impossible de décrire le désarroi, le trouble qui suivit cette odieuse scène. Le président Floquet ne crut pas mieux faire que de se couvrir, comme si le dieu qui présidait à cet olympe voulait voiler sa face attristée ! Pauvre Jupiter, impuissant à rien obtenir..., sinon que le coupable, M. Constans, fût récompensé par la majorité d'un complaisant satisfecit. La victime y a été pour garder soigneusement le dépôt reçu, pour fournir matière à de nombreux calembourgs, et pour dépenser en pure perte ses démarches, ses menaces et son papier à lettre. M. Laur a été traité comme un simple moine, dont on dédaigne les plaintes, et qu'au besoin on expulse sans façon. Fallait pas qu'il y aille.

Là-dessus, la Chambre des députés a cru le moment opportun pour se donner les vacances dont ses membres fatigués avaient grand besoin ; elle a pris congé le 23 janvier jusqu'au 16 février. C'était bien un peu tard, mais elle n'a rien perdu pour attendre. Le Sénat n'a eu garde de l'en blâmer, il s'est accordé le même congé et cette fois, du moins, les portes du Palais-Bourbon et du Luxembourg ont été sérieusement fermées. C'est bon une fois, une fiction ; la réalité, c'est encore mieux !

Pour faire contrepoids aux tristesses dont nous afflige le Parlement et pour répondre à ses attaques sans cesse renaissantes contre l'Eglise, la France catholique nous fait assister à bien des spectacles encourageants et nous fait entendre de bien nobles paroles. Le plus important de ces événements religieux est la « Déclaration des Cardinaux », exposé clair, précis, exact de toutes les vexations dont l'Eglise de France a été l'objet et la victime de la part du gouvernement de la République. C'est une belle page d'histoire contemporaine rappelant, avec toute l'autorité des augustes signataires, tous les faits de la persécution religieuse de la fin du XIX^e siècle par la franc-maçonnerie officielle ; elle se termine en traçant aux catholiques les devoirs que

leur impose cette situation difficile et douloureuse faite à l'Église. Ce document voudrait être reproduit en entier : citons en les lignes qui le résument :

« On a dit, du haut de la tribune française, au nom du gouvernement : « La République est pleine d'égards pour la religion; aucun gouvernement républicain n'a eu la pensée de froisser en quoi que ce soit la religion ou de restreindre l'exercice du culte. Nous ne voulons pas et le parti républicain tout entier ne veut pas être représenté comme ayant, à aucun moment, voulu empiéter sur le domaine religieux et attenter à la liberté des consciences. »

« Ce qui est malheureusement vrai, c'est que depuis douze ans le gouvernement de la République a été autre chose qu'une personnification de la puissance publique. Il a été la personnification d'une doctrine et d'un programme en opposition absolue avec la foi catholique. et il a appliqué cette doctrine, réalisé ce programme, de telle sorte qu'il n'est rien aujourd'hui, ni personnes, ni institutions, ni intérêts, qui n'ait été méthodiquement frappé, amoindri et autant que possible détruit,

« L'athéisme pratique est devenu la règle d'action de quiconque en France porte un titre officiel et la loi de tout ce qui se fait au nom de l'État... »

Suit la nomenclature des principaux actes par lesquels s'est signalé l'athéisme du gouvernement républicain et les cardinaux ajoutent :

« Nous le demandons à tout homme impartial, quelles que soient ses croyances ou ses opinions religieuses ; peut-on, après cet exposé, qui est loin d'être complet, affirmer que le gouvernement républicain n'a jamais eu la pensée de froisser en quoi que ce soit la religion ou de restreindre l'exercice du culte? Qu'à aucun moment il n'a voulu empiéter sur le domaine religieux et attenter à la liberté de conscience? »

Les éminents protestataires indiquent ensuite les devoirs que nous avons à remplir dans les circonstances actuelles et ils concluent en ces termes :

« En résumé : respect des lois du pays, hors le cas où elles se heurtent aux exigences de la conscience ; respect des représentants du pouvoir, acceptation franche et loyale des institutions politiques, mais, en même temps, résistance ferme aux empiètements de la puissance séculière sur le domaine spirituel ; dévouement actif et généreux aux œuvres qui ont pour objet de

fournir à la société chrétienne les éléments de sa vie propre, notamment aux œuvres d'enseignement, d'apostolat et de charité; enfin, fidélité au devoir électoral, dont l'accomplissement par tous les gens de bien assurerait une représentation nationale vraiment conforme au vœu du pays, et capable d'opérer dans la législation les réformes nécessaires à la paix publique.

« Tels sont les devoirs qui s'imposent, à l'heure actuelle, à la conscience et au patriotisme de tous les catholiques français. En terminant cet exposé, qu'il nous soit permis d'exprimer un regret : celui d'avoir été contraints par la gravité des circonstances à occuper l'opinion des légitimes griefs des pasteurs de l'Eglise à l'égard de ceux qui font entrer dans la politique des pensées hostiles à la religion. Les droits de l'Eglise que nous défendons ne sont, entre nos mains, qu'une condition de l'accomplissement de nos devoirs. »

Toute la presse conservatrice a fait le meilleur accueil à ce document, dont tous les termes sont si justes, dont l'ensemble est si mesuré, dont la portée est si grande par l'accent de vérité qui s'en échappe et par la force des conclusions qui s'en dégagent. L'épiscopat tout entier s'est empressé d'y adhérer et l'on peut dire aujourd'hui que l'entente et l'unité sont faites dans le camp catholique pour combattre avec plus d'efficacité tous ses ennemis. Le terrain est déblayé : il n'y a plus maintenant que francs-maçons d'un côté, et catholiques de l'autre. L'opinion publique est éclairée : elle sait à quoi s'en tenir sur la guerre hypocrite qui était faite au catholicisme ; les masques sont déchirés et c'est désormais la lutte ouverte. Ce n'est pas à dire que nos ennemis, démasqués jettent bas les armes ; au contraire, cette franche « exposition » de leur attitude, cette dénonciation de leur hypocrisie, en les irritant, peut provoquer un redoublement de colère et une aggravation de la persécution, mais il vaut mille fois mieux avoir affaire à un franc ennemi, et à souffrir, à être victimes, il faut, au moins, avoir l'avantage de n'être ni jouets, ni dupes.

Les autres faits religieux les plus saillants sont les réceptions du clergé par les évêques à l'occasion du Jour de l'An ; ces sortes de solennités ont offert à l'épiscopat l'occasion d'exprimer les craintes les plus vives, et malheureusement les plus fondées au sujet du sombre et douloureux avenir qui nous attend. Toutefois, nos évêques ne désespèrent pas de la France catholique ; la persécution n'aura qu'un temps ; elle retrempera nos courages et préparera un éclatant triomphe. Il faut en attendant, prier beaucoup, être unis et agir.

C'est ce programme qu'a développé le Congrès régional des cercles catholiques d'ouvriers, tenu à Bordeaux le 14 janvier, sous la présidence de Mgr Lecot. Le Congrès s'est gardé de s'occuper de politique ; il a concentré tous ses efforts à convaincre les catholiques de la nécessité de réagir contre les doctrines anti-religieuses et anti-sociales, de propager les œuvres de moralisation. Le P. Didon a essayé de faire sortir le Congrès du cadre que celui-ci s'était tracé, en préconisant une action qui paraissait se rapprocher trop d'une action politique et dont la tendance était surtout favorable à la République. Mais M. de Mun a protesté contre cette sorte de trahison et l'éminent dominicain a dû, en publiant son discours, modifier quelques-unes de ses assertions les plus hardies. Est-il donc si nécessaire de ménager cette « bonne » république qui, au moment même où des esprits conciliants cherchent les moyens de rapprochement et de paix, ne sait pas mieux répondre à ces avances loyales que par de nouvelles vexations ? Témoin M. Fallières qui inaugure la nouvelle année par une retenue de traitement dont il frappe l'évêque de Carcassonne, sous prétexte que ce prélat est allé à Rome sans l'autorisation du gouvernement : guerre mesquine et maladroite qui discrédite de plus en plus la République et qui attire aux auteurs de pareils actes des réponses aussi nobles et aussi sanglantes que celle de Mgr Billiard : « J'aime mieux un peu moins d'argent et un peu plus d'honneur. »

A rapprocher de cette réponse épiscopale la lettre si digne et si énergique de Léon XIII à M. Grévy, qui date de 1883, mais que la presse a reproduite seulement il y a quelques jours. L'auguste Pontife rappelle dans cette lettre les actes de persécution religieuse dont le gouvernement républicain s'était déjà rendu coupable et supplie le Président de la République d'user de son crédit et de son autorité pour engager son gouvernement dans une meilleure voie : c'était le cri d'un père ému au spectacle douloureux des maux que souffraient ses enfants et à la pensée des épreuves plus douloureuses qu'il entrevoyait dans l'avenir. M. Grévy avait bien d'autres préoccupations que celle d'écouter les protestations d'un vieillard : il s'abrita derrière son irresponsabilité et se borna à promettre quelques efforts. On sait à quoi s'est borné ce témoignage de bonne volonté du beau-père de M. Wilson : il avait assez à penser à lui et aux siens.

Il ne faut attendre du secours que du Ciel, et nos prières doivent monter plus ardentes que jamais vers Celui qui abaisse et

relève à son gré les peuples. L'épiscopat nous y invite par les lettres les plus pressantes : si les prières officielles sont supprimées, c'est un motif de plus pour que les catholiques sincères et fidèles prient davantage ! Quand fut-il plus nécessaire d'appeler les lumières d'En-Haut sur les travaux de nos législateurs et de réclamer la protection divine en faveur de nos œuvres pour la prospérité de l'Eglise et le salut de la société ?

Signalons, comme de bon augure, l'arrêt de la Cour de cassation déboutant le fisc de ses poursuites contre les congrégations et bornant les droits d'accroissement à une déclaration unique par la maison-mère. C'est encore assez draconien comme ça, mais c'est une victoire de la justice sur l'oppression et il faut s'en réjouir.

Félicitons-nous aussi de la décision du comité électoral de Lanillis qui, par 87 voix contre 27, offre la candidature à la députation dans la 3^{me} circonscription de Brest, à Mgr d'Hulst, l'éminent conférencier de Notre-Dame, pour recueillir la succession de Mgr Freppel. C'est une tâche difficile qui incombe au recteur de l'Institut de Paris ; nous sommes convaincus qu'elle ne sera pas au-dessus de ses forces et, bon gré mal gré nos démocrates libre-penseurs devront encore subir les éloquentes protestations qu'une voix épiscopale fera entendre du haut de la tribune contre les procédés franc-maçoniques de la majorité républicaine. Nous faisons des vœux pour que le scrutin du 6 mars donne la victoire au digne candidat si bien choisi par les catholiques bretons.

Le nécrologe du mois de janvier est malheureusement plus fourni qu'on ne pouvait le redouter, même avec les craintes qu'inspirait l'épidémie presque générale de la grippe. Le *Sacré-Collège* a été surtout éprouvé par la mort de trois de ses membres ; d'abord le cardinal Agostini, patriarche de Venise : il était né à Trévise le 31 mai 1825, nommé évêque de Choggia le 27 octobre 1871, promu archevêque de Venise le 22 juin 1877, enfin revêtu de la pourpre cardinalice le 27 mars 1882 ; puis le cardinal Simeoni, préfet de la propagande, né à Paliano, dans le diocèse de Palestrina, le 12 juillet 1816, il avait été créé cardinal *in petto* le 15 mars 1875 et publié le 17 septembre suivant ; enfin le cardinal Manning, archevêque de Westminster : l'éminent prélat était né à Totteridge le 45 juillet 1808 au sein de la religion protestantes mais son esprit droit, son âme candide et son vaste savoir lui firent comprendre qu'il se trouvait dans la fausse religion ; c'est

en écrivant ses *Pensées à l'usage de ceux qui pleurent* que le révérend archidiacre de Cherchester entrevit la pleine lumière et bientôt après il abjurait l'erreur pour se faire catholique : c'était en 1850. Manning succéda, en 1865, au cardinal Wisemann sur le siège de Westminster ; il fut promu au cardinalat le 15 mars 1872.

L'épiscopat français a été aussi cruellement éprouvé par la mort de deux de ses membres : Mgr Thibaudier et Mgr Gay. Mgr Thibaudier, archevêque de Cambrai, était né à Millery (Rhône), le 30 septembre 1823, et avait été nommé évêque *in partibus* le 15 mars 1875 ; puis promu à l'évêché de Soissons le 20 juin 1876 et à l'archevêché de Cambrai le 14 février 1889. Mgr Gay, évêque titulaire d'Anthédon, était né à Paris le 1^{er} octobre 1815, et avait été, comme évêque auxiliaire, associé, par Mgr Pie, à l'administration du diocèse de Poitiers... Mgr Gay est renommé par les excellents ouvrages de spiritualité qui ont été goûtés d'un si grand nombre de fidèles.

Parmi les autres pertes qu'a essuyées l'Eglise, mentionnons celle du R. P. Anderledy, supérieur général des Pères de la Compagnie de Jésus ; il était né en Suisse, le 3 juin 1819, et était à la tête de la Compagnie de Jésus depuis le 11 mai 1883.

A signaler encore la mort de M. Oscar de Vallée, sénateur inamovible ; il était né à Paris en 1821, et s'était fait inscrire sur le tableau de l'ordre des avocats à Poitiers et à Paris ; il fut élu député de Rocroi en 1876 et sénateur inamovible en 1878.

Enfin, rappelons la mort, en Angleterre, du duc de Clarence, petit-fils de la reine Victoria, et dont la perte a été si douloureusement ressentie par le Royaume-Uni tout entier, qui a porté le deuil, et la mort du khédive Mohamet Tewfik, qui était né le 10 novembre 1852, et avait succédé à son père, après l'abdication de celui-ci, le 8 août 1879. Son fils aîné, qui étudiait à Vienne, rentré aussitôt en Egypte, a été reconnu khédive, par un firman du sultan : Abbas-Bey, né le 14 juillet 1874, est à peine majeur.

31 janvier 1892.

NEMAUSUS.

REVUE BIBLIOGRAPHIQUE

Une Grande Œuvre à Paris. *L'Orphelinat d'Auteuil et l'Abbé Roussel*, par le Chanoine E. GUERS, in-22, XLVIII, 326 pages, illustré, Auteuil.

Ce livre est écrit à la louange d'une œuvre à laquelle s'est intéressée une légion de vaillants écrivains. Le chanoine Guers a rappelé, coordonné ce qu'en avaient dit Paul Féval et Maxime du Camp, M. Antonin Rondelet et M. de Pontmartin, Saint-Genest dans le *Figaro*, et Alexandre Dumas dans le *Rapport sur les prix de vertu*. Il a fixé les témoignages de l'admiration générale dont la presse s'est fait l'écho, à plusieurs reprises, notamment en 1878. Il a cité beaucoup les autres, même lorsqu'il eût pu, sans fausse prétention, essayer de mieux dire par lui-même. Il paraît avoir pris pour guide, en ses études économiques, M. Le Play, et, en sociologie, M. de Tocqueville. Nous regrettons qu'il n'ait pas même nommé Bossuet, dont le socialisme — tout évangélique et charitable — exposé dans le Panégyrique de saint François, le sermon sur l'éminente dignité des Pauvres, et le sermon pour le troisième mardi du carême, eût pu fournir à son récit un magnifique fondement doctrinal. Nous y aurions vu pourquoi l'État échoue nécessairement dans l'adoption des orphelins, pourquoi Nicolas de Myre et Vincent de Paul y ont si fort réussi. Nous eussions mieux compris ces Constitutions apostoliques que l'auteur cite avec beaucoup d'à-propos comme des monuments de la sollicitude ecclésiastique en faveur des délaissés.

Nous aimons le tableau réaliste de l'abandonnement, aujourd'hui si commun, des enfants par leurs parents. L'auteur n'a eu, pour choisir ses traits, qu'à lire l'abbé Lachaud, MM. Léon Faucher, Hickson, Grimm, Maxime du Camp, les rapports de l'Assistance publique, du Conseil municipal de Paris et des Congrès catholiques. Nous lui signalons également le *Combat contre le vice* de M. le comte d'Haussonville. De ces documents accumulés se dégagent des vues profondes et humoristiques sur l'oublieuse et inattentive société parisienne. On voudrait ici pouvoir taxer l'auteur, ami des enfants, d'une pieuse exagération. Mais n'a-t-il pas pour garants ces hommes éminents, du Mesnil, Rochard et tant d'autres que l'insalubrité des logements ouvriers, en particulier, ont émus ? N'a-t-on pas vu l'élite sociale et la masse populaire, ces deux foyers de la charité publique, prodiguer leurs sympathies et leurs aumônes à l'œuvre d'Auteuil ; M. de Villemessant et Mme Bücheron méritent une place d'honneur, la première peut-être, dans la liste de ses

bienfaiteurs. S'il faut en citer d'autres, parmi les plus illustres nous nommerons, après les archevêques de Paris, le comte de Chambord et le Pape lui-même, Gounod, qui donna la musique du cantique de la première Communion, le comte de Noë (Cham) et Robert-Houdin, qui lui firent souvent les honneurs, celui-ci de ses féeries, celui-là de ses caricatures de génie.

En signalant la large part prise par M. de Villemessant à la souscription de 1877, l'abbé Guers n'a pas voulu faire une réclame au *Figaro* : il a payé simplement une dette sacrée de reconnaissance.

Au milieu et au-dessus de ces grandes figures se détache celle du très méritant fondateur et directeur de l'Œuvre, M. l'abbé Roussel. Si son œuvre elle-même ne nous l'eût déjà fait aimer, le récit discret de sa vocation sacerdotale et charitable, de sa vive foi, de ses épreuves victorieusement soutenues, nous l'eût rendu sympathique autant que vénérable,

L'auteur est lui-même doué d'une pitié immense pour les malheureux. Cela se sent rien qu'à l'émotion de son ton général, à la grâce avec laquelle il décrit l'orphelinat modèle d'Auteuil; à la complaisance avec laquelle il énumère les pieux exercices qu'on y fait, à l'allure enfin toute militaire de certains récits enlevants, écrits comme on monte à l'assaut, ou comme on traverse l'Allemagne à la recherche des prisonniers français.

Nous avons loué l'abbé Guers à l'occasion de son livre sur les prisons allemandes. Nous louons sa nouvelle œuvre, qui n'a de défauts que ceux de ses qualités : un ton un peu oratoire, dans l'*Introduction* notamment, et dans l'*Epilogue*, où il est plus de mise ; quelques expressions emphatiques, des négligences, lieux communs et inconséquences de style, très clairsemés d'ailleurs et qu'une nouvelle édition fera certainement disparaître. Nous aimons enfin jusqu'à ces digressions d'un caractère épisodique, telles que l'histoire de Notre-Dame-des-Victoires, la fondation de la conférence de Saint-Vincent-de-Paul, la dissertation, si utile, sur la presse, la trop longue notice sur Mme Bûcheron. Pleins d'intérêt en eux-mêmes, ces récits retardent légèrement la marche d'un livre dont le sujet passionne et dont la forme générale saisit et enlève.

E. BOUISSON.

Le Propriétaire-Gérant,
GERVAIS-BEDOT.

Nîmes. — Imprimerie Gervais-Bedot, place de la Cathédrale.

CARDINAL MERMILLOD

La mort frappe à coups redoublés sur le Sacré-Collège et le vide se fait de jour en jour plus grand autour du Souverain-Pontife, qui ressent de toutes ces pertes la plus vive et la plus profonde affliction. De même que la France pleure un grand nombre de ses pontifes, Rome porte le deuil de plusieurs de ses éminents princes de l'Église : hier, c'était la mort du patriarche de Venise, de l'archevêque de Wesminster, du Préfet de la Propagande ; aujourd'hui ce sont les funérailles de l'ancien évêque de Lausanne et de Genève tout récemment à peine revêtu de la pourpre cardinalice. Mais la perte du cardinal Mermillod ne sera pas seulement ressentie dans la ville des Papes et au Vatican : elle atteint et émeut pour ainsi dire l'Église tout entière ; ce deuil s'étend partout où l'apôtre exilé fit entendre les accents de son ardente parole et offrit le spectacle de sa courageuse et héroïque résignation. Il nous semble que cette mort nous frappe nous-même plus douloureusement, parce qu'il nous a été donné de voir plus souvent au milieu de nous celui qui fut le curé de Notre-Dame de Genève et l'évêque d'Hébron ; d'entendre plus souvent aussi cette parole vibrante qui compta presque ses triomphes par le nombre de ses discours.

Aujourd'hui ces yeux si doux et si vifs à la fois se sont fermés ; cette bouche, que semblait toujours effleurer le sourire, ne s'ouvrira plus ; ce front si pur, si calme, reflétant d'une belle âme, est voilé des ombres qu'y a répandues le trépas et ce visage si animé, si expressif a dû laisser

sa sérénité et sa vie céder la place à la glaciale et austère majesté de la mort. C'est encore une grande figure qui disparaît de la scène du monde, où elle a jeté le plus lumineux éclat. Nous avons le devoir de la saluer, tandis que le cercueil qui doit nous dérober à jamais ces chères dépouilles mortelles est encore ouvert ; mieux encore, nous avons une dette de gratitude à lui payer, nous, enfants de ce diocèse, que Mgr Mermillod voulut bien honorer d'une affection toute particulière. Plaise à Dieu que notre modeste plume soit au niveau de notre tâche et ne se montre pas trop inhabile soit à traduire les sentiments de notre cœur reconnaissant, soit à obéir aux élans de notre sincère admiration.

Un protestant a dit de Mgr Mermillod : « C'est un homme qui sent, qui aime et qui croit. » Jamais homme ne fut mieux défini. Cet apôtre, victime de son dévouement à l'Église, cet orateur si essentiellement éloquent, c'était bien, en effet, l'âme la plus tendre, la plus douce, la plus aimante, la plus forte : au contact de l'épreuve qui ne s'éloigna jamais, sa sensibilité, son amour et sa foi ne firent que se développer. Là est le secret de cette sympathie universelle qui s'attachait à cet apôtre et à cet orateur, de cette ardeur irrésistible qui lui gagnait toutes les âmes. Nous le disons, pour l'avoir éprouvé nous-même et pour l'avoir constaté autour de nous : c'est pourquoi dans le cours de cette étude, à notre humble jugement sur l'apôtre et l'orateur, nous serons autorisés à ajouter les souvenirs personnels qui nous rendent plus chère et plus vénérable la mémoire du cardinal Mermillod.

I

Le berceau de la famille Mermillod est en Savoie ; par son origine, l'illustre cardinal appartenait donc à la France, à laquelle il était lui-même si attaché par le cœur

et dont il parlait si bien la langue. Une branche de cette famille était allée se fixer à Carouge, petite ville près de Genève, et c'est là que vint au monde Gaspard Mermillod, le 22 septembre 1824. Sa première éducation fut l'œuvre d'une mère chrétienne et pieuse, qui se plut à façonner surtout le cœur de ce fils, l'objet de sa plus vive affection : elle le forma à la vertu et jeta en lui ces germes de sentiments nobles et élevés qui orneront, un jour, par leur riche épanouissement, cette âme d'élite. Nous l'avons vu pour Mgr Freppel : l'illustre évêque d'Angers avait aussi reçu d'une excellente mère cette première impulsion qui donne l'élan à toute une vie et la jette dans la voie qu'elle doit suivre. L'heureuse influence du foyer ! Qui pourra en dire et toute la douceur et tout le prix ! Nos plus grands docteurs et nos plus grands saints doivent à l'amour et à la piété d'une mère, ceux-là la révélation et l'essor de leur génie ; ceux-ci, la précocité ou la constance de leur sainteté. Qui nous rendra cette salutaire éducation de la mère chrétienne ? Les générations contemporaines, hélas ! ne la connaissent pas et notre société malade ne souffre que de cette lacune qui pourrait lui être fatale.

Le modeste instituteur de Carouge apprit au jeune Mermillod les premiers éléments de la grammaire. A treize ans, la mère crut son fils assez fortement trempé pour lui faire affronter sans péril le contact et la société des nombreux élèves du collège mixte de Genève. L'élément protestant y dominait, mais le jeune élève de Carouge eut bientôt fait de prendre position et d'imposer le respect de la minorité catholique : sans avoir ni ambitionné, ni cherché cet honneur, le nouveau venu fut déclaré chef de la petite bande, qui, sous sa conduite, prudente et énergique à la fois, « soutenait la lutte avec un entrain, une constance, une vigueur que nul revers ne pouvait parvenir à affaiblir ou à décourager. »

Il ne s'agissait pas seulement de querelles de parti ou de simples luttes pour l'emporter en thèmes et en versions ; cette jeune et noble phalange s'exerçait à des combats autrement sérieux : elle visait à la conquête des âmes ; le triomphe pour elle était d'avoir réussi à ramener un camarade à la vérité et d'en avoir accompli la conversion au catholicisme. C'était le noviciat où l'âme de notre apôtre se formait pour le ministère qui devait remplir son existence et où il révélait déjà cette fermeté et cette douceur qui faisaient le fonds de ce grand caractère. *Veritas et misericordia* : telle est, on le sait, la devise qui orne son écusson épiscopal ; ce fut le programme de toute sa vie et il ne s'en est pas écarté un seul jour.

Il était en troisième quand sa famille jugea opportun de lui faire quitter le collège mixte de Genève pour l'envoyer au Petit-Séminaire de Saint-Louis du Mont, près Chambéry. Son intelligence et son cœur s'y développèrent plus rapidement ; ses progrès dépassèrent toutes les espérances et à peine âgé de quinze ans, il entra en rhétorique. Le jeune littérateur obtint les plus honorables succès : il s'essaya même alors dans la poésie par une belle pièce de vers adressée à un poète exilé et qui lui valut les suffrages les plus flatteurs. Aussi ne tarda-t-il pas à attirer et à fixer sur lui l'attention du vénérable archevêque de Chambéry et en particulier celle du chanoine Rendu, inspecteur des études de l'établissement : deux protecteurs qui avaient su pénétrer dans cette âme et en deviner toutes les richesses ; ils s'attachèrent au jeune rhétoricien, qui reçut de cette paternelle condescendance les plus salutaires encouragements.

Sa rhétorique achevée, le séminariste de Saint-Louis du Mont devint à Fribourg élève des Pères Jésuites, qui lui enseignèrent la philosophie et l'histoire ; ses professeurs furent le célèbre Père Rotheuflue et le Père Freudenfeld, pour lesquels Mgr Mermillod conserva tou-

jours la plus haute estime, et la gratitude la plus vive. L'année suivante, obéissant à l'appel de la grâce, il entra au Grand-Séminaire de Fribourg, où, pendant quatre ans, il eut pour professeur de théologie le Père Roh, « unanimement proclamé, en Allemagne, comme le premier orateur catholique du temps présent. »

L'évêque de Lausanne et Genève, en résidence à Fribourg, distingua bientôt le jeune clerc que la Providence lui envoyait ; à sa première entrevue avec le nouveau séminariste, Mgr Marilley « l'illustre prisonnier de Chillon, le glorieux exilé de Divonne, » se sentit naturellement incliné à une affection toute spéciale. » C'est Dieu qui ménage ainsi à leur insu la rencontre des âmes, en les attirant invinciblement l'une vers l'autre pour les unir dans les mêmes sentiments et parfois dans les mêmes destinées. Le saint confesseur de la foi ne pouvait certes alors prévoir que ce séminariste deviendrait son fils adoptif et qu'il en ferait un jour son auxiliaire « le compagnon de ses labeurs, le bras droit de ses œuvres. » Mais, dès ce moment, il le prit sous son affectueuse protection et le suivit de son regard attentif et paternel.

Cependant Mgr Marilley devait céder à un autre, au chanoine Rendu, élevé alors aux honneurs de l'épiscopat, la satisfaction de conférer le sous-diaconat à l'abbé Mermillod. La cérémonie de l'ordination eut lieu à Annecy, et ce fut sur le tombeau même de saint François de Sales que le futur évêque de Genève devait recevoir les prémices des Ordres Sacrés qui l'attachaient pour jamais au service du Seigneur. Deux ans après, par dispense d'âge, le 24 juin 1847, l'abbé Mermillod était ordonné prêtre à Fribourg, par Mgr Marilley.

Son évêque n'avait pas attendu cette date et cette ordination pour mettre à l'épreuve le zèle et les talents de son protégé. Dans l'intervalle du sous-diaconat à la prêtrise, il avait confié au jeune abbé la mission d'évan-

géliser les classes ouvrières de Fribourg, et il s'était applaudi du succès qui avait couronné les premiers essais de l'orateur. On le vit bien quand le jour où l'abbé Mermillod était ordonné prêtre, Mgr Marilley prit pour texte de son allocution ces paroles de l'office de la fête de saint Jean : « Le Seigneur a rendu ma parole semblable à un glaive perçant, il m'a tenu en réserve comme une flèche choisie. Il m'a tenu caché dans son carquois et m'a dit : Israël, vous êtes mon serviteur, je vous ai établi pour être la lumière des nations et le salut que j'envoie aux extrémités de la terre. »

Le vénérable pontife se croyait déjà autorisé à lire ainsi dans l'avenir : le présage ne devait pas tarder à se réaliser.

N'omettons pas ici une particularité qui révèle un des plus beaux traits du noble caractère de l'abbé Mermillod : le nouveau prêtre, que son dévouement filial au Saint-Siège unissait déjà si fort à la Papauté, voulut laisser passer, sans célébrer la sainte Messe, les quelques jours qui suivirent son ordination jusqu'au 29 juin, pour se réserver de monter à l'autel, la première fois, en la grande solennité de la fête de saint Pierre.

L'abbé Mermillod est nommé vicaire de la paroisse Saint-Germain, la seule établie à Genève : il avait pour curé l'abbé Dunoyer qui avait si dignement succédé à l'illustre et pieux M. Vuarin, « cet homme étonnant, suscité au milieu de la tourmente pour reconstruire le christianisme au sein de la réforme et de la révolution. » M. Vuarin, M. Dunoyer, l'abbé Mermillod : trois hommes providentiels, tous trois de Genève, et qui ont successivement travaillé à relever dans leur pays natal cette foi catholique dont la Genève protestante croyait avoir entièrement triomphé. Sous le ministère paroissial de ces saints pasteurs, l'Église aura vu de beaux jours et aura compté les plus glorieux triomphes. La persécution

pourra venir encore ; — et son retour ne devait pas se faire longtemps attendre — le troupeau, formé par les leçons et les exemples de tels chefs sera prêt à résister à toutes les séductions et à toutes les menaces.

Nous n'avons pas à nous étendre sur les œuvres de zèle que l'abbé Mermillod accomplit à Genève pendant son vicariat : le fait le plus saillant de ces dix années de son ministère et sur lequel nous devons nous arrêter un moment est la construction de *Notre-Dame de Genève*. C'était de l'audace, d'entreprendre une telle œuvre devant laquelle M. Vuarin lui-même avait reculé. M. Dunoyer crut que le moment favorable était venu pour l'essayer : Dieu lui avait donné pour faire réussir son projet, un précieux auxiliaire qui devait l'encourager et l'aider efficacement. Tandis que le vénéré pasteur restait attaché au bercail pour remplir les formalités préliminaires ou surveiller les travaux, le jeune et courageux vicaire allait sous tous les cieux solliciter la charité des fidèles et recueillir les plus abondantes aumônes : l'abbé Mermillod se fit le quêteur de Notre-Dame et c'est grâce à ce puissant concours que la construction put se poursuivre sans interruption et s'achever dans l'espace restreint de six années. L'église Notre-Dame s'éleva — ironie de la Providence ! — sur les anciens remparts construits par ordre du roi de Prusse, au temps de saint François de Sales, pour protéger les protestants contre l'envahissement des catholiques : le grand Conseil avait ratifié la concession de cet emplacement, le 2 novembre 1850.

La solennité de la consécration eut lieu le 4 octobre 1857. M. le curé Dunoyer célébra la messe ; l'abbé Mermillod, à qui revenait l'honneur de prendre la parole, se surpassa lui-même dans le développement de cette pensée : Notre-Dame est un acte de liberté et de nationalité. « C'est toujours ce cœur chaud, dit un témoin, cette âme et cette voix sympathique que la France connaît et qu'elle envie

à Genève. Son discours n'a été qu'un élan d'enthousiasme... ; il l'a dit avec une émotion, avec une chaleur tellement communicative qu'il n'y avait bien réellement dans l'assemblée qu'un cœur et qu'une âme, puisque l'âme de l'orateur avait passé dans celle de ses auditeurs. »

Et M. Desbassayns de Richemont cite à l'appui de son témoignage les paroles suivantes qu'il a saisies pour ainsi dire au vol : « Nous avons voulu notre part d'air et de lumière au soleil ; nous avons par nos seuls efforts accompli un grand acte que vous saurez respecter. Si jamais le vent de la persécution soufflait un jour, si de nouvelles oppressions voulaient nous spolier encore, si d'injustes agressions voulaient nous exclure du droit commun, si une nouvelle intolérance tentait d'enlever à ces murailles un infime fragment, de ravir à ces colonnes, ne fût-ce qu'un peu de sable, songez que ce grain de sable ne tomberait pas à terre sans rebondir jusqu'à vos fronts pour les stigmatiser, jusqu'au drapeau de la liberté pour le flétrir : c'est la gloire de Genève que vous auriez souillée, c'est sa liberté qui tomberait sous vos coups vaincue et déshonorée. » A ces paroles, l'orateur sentit comme un frémissement qui montait de tous les cœurs jusqu'à lui et il ajouta ; « Vous faites écho à mes paroles ; je vous remercie de ce sympathique frémissement ; il me prouve que je puis placer ce monument sous la garde des hommes de cœur et j'espère qu'il y en aura toujours à Genève. L'étranger, qui de loin verra resplendir le clocher de Notre-Dame, dira avec enthousiasme : je vais dans un pays libre, dans une cité qui respecte les droits sacrés de la conscience catholique. »

On sait, hélas ! comment l'avenir devait tromper de si douces et si légitimes espérances : la terre de liberté est redevenue la terre du fanatisme et la persécution reprenant son odieux empire, confisquera au profit de l'hérésie cette magnifique église de Notre-Dame, après avoir chassé de son sanctuaire le pasteur et le troupeau.

Le talent oratoire de l'abbé Mermillod était alors développé et mûri par dix années d'exercice. Ses débuts à Notre-Dame des Victoires, au Carême de 1851, avaient été un véritable triomphe : ils révélèrent sa voie au jeune prêtre de Genève qui, à dater de ce jour, ne cessa de monter en chaire pour évangéliser et conquérir les âmes. Il était d'avis « qu'un prêtre de Jésus-Christ doit ne se reposer jamais ».

L'abbé Mermillod se livra à tous les genres de prédication ; il n'y en eut aucun où il ne se montra vraiment supérieur. « Aucun orateur, dit avec raison M. de Vanssay, ne reçut à un plus haut degré le don de pénétration, d'intuition, nous oserions presque dire de fascination. Mgr Mermillod n'est jamais monté dans la chaire de vérité pour parler *devant* un auditoire, mais toujours *à son* auditoire et grâce à cette incomparable facilité qui lui permet d'en saisir, avec la rapidité de l'éclair, la physionomie et les exigences, nul n'établit plus vite entre l'orateur qui s'abandonne et l'auditeur qui se livre ce courant sympathique sans lequel le discours le plus fleuri, les périodes les plus étudiées, n'auront jamais le pouvoir d'illuminer une intelligence ou de faire tressaillir une âme. Le naturel, la spontanéité, l'élévation de la pensée, le charme de la diction, la finesse de la saillie, la chaleur de l'accent, le bonheur de l'expression, la justesse du trait donnent à son éloquence je ne sais quoi d'irrésistible qui vous charme et vous subjugue. La pensée jaillit lumineuse et forte, colorée et neuve, trouvant toujours pour sa manifestation une parole entraînante, mais avant tout une parole sacerdotale. Cette éloquence pleine de poésie, de feu et de tendresse, a horreur du lieu commun et de l'expression vulgaire. Dans les hardiesses de l'improvisation la plus chaleureuse, elle saura se maintenir aussi loin des périls de la routine que des périls de la témérité. »

« Doué d'un extérieur qui gagne tout d'abord l'auditeur, dit un autre écrivain, il a un son de voix qui répond à cette première impression et va aux fibres directes du cœur. Ce timbre, un peu voilé, mais qui dans l'action prend de l'ampleur et de la sonorité, est celui qu'il faut à ces pensées douces, mystérieuses et parfois à ces jets lumineux, à ces éclosions soudaines d'idées, à ces élancements de l'âme. Son geste mesuré ou rapide, sobre ou impétueux qui semble se promener sur le clavier des passions depuis la mélancolie et la tendresse jusqu'à l'enthousiasme ou à l'indignation et parfois au dédain, son geste expressif sculpte toujours son idée ou ses sentiments, tant ils jaillissent de sa nature elle-même, et sont attachés au fond de son être. Il possède à un degré exceptionnel trois choses qui font un orateur de premier ordre : la clarté de la pensée, la puissance de la parole, la force du sentiment. »

Il serait difficile de donner la liste de toutes les prédications de Mgr Mermillod ; il fut, sans contredit, l'orateur qui s'est le plus prodigué ; même avec une santé en apparence délicate, il a fourni la plus laborieuse carrière oratoire, sans que ses forces parussent en être diminuées, sans que son talent en souffrit la moindre éclipse ; on eût dit au contraire que sa santé se retrempait dans ces incessants labeurs : chaque prédication était pour lui comme un renouveau de jeunesse et au lieu d'affaiblir son essor, elle donnait à cet aigle un élan plus vigoureux qui le faisait planer plus haut.

Il resta toujours fidèle à sa devise : « Un prêtre de Jésus-Christ ne doit se reposer jamais. »

Nous avons parlé de sa première station de Carême à Notre-Dame-des-Victoires. L'abbé Mermillod a prêché aussi plusieurs fois la station quadragésimale à Sainte-Clotilde, où la renommée de sa parole attira toujours l'élite de la société parisienne et lui valut chaque fois un

nouveau succès. Parmi les autres stations à signaler, rappelons celle de Saint-Louis-des-Français à Rome, en l'année même où parut la brochure *Le Pape et le Congrès* en 1859 ; tout ce que la colonie française comptait d'esprits distingués, toute l'aristocratie romaine et étrangère se pressait autour de la chaire pour goûter cette parole si animée et si pénétrante.

A Turin, Mgr Mermillod prêche le Carême devant le roi Emmanuel et sa cour ; le charme et la force de son éloquence lui font si bien pardonner la franchise apostolique de son langage, qu'il gagne les sympathies de Cavour lui-même et se l'attache à jamais, malgré le contraste de leurs idées respectives. A Vienne, il évangélise, dans l'église des Écossais, la jeunesse des hautes classes de l'Autriche, l'élite des savants et de l'armée, l'empereur et sa cour : là aussi l'enthousiasme déborde de toutes les âmes et ce nouveau succès met le sceau à la réputation de l'éminent orateur.

Ce fut cette année même que l'auguste et bien aimé Pie IX voulut élever l'abbé Mermillod à l'honneur de l'épiscopat : c'était la récompense des travaux apostoliques de l'infatigable missionnaire en même temps qu'un témoignage de la plus paternelle affection du Souverain Pontife pour ce fils privilégié. Au Consistoire qui suivit les fêtes de la béatification de la B. Marguerite-Marie, le curé de Genève fut préconisé évêque d'Hébron. *in partibus infidelium*, « nommé auxiliaire en résidence à Genève de sa Grandeur Mgr Marilley, évêque de Lausanne et Genève. » Une autre faveur non moins précieuse était réservée au nouveau prélat : le 25 septembre 1864, il recevait, des mains mêmes de Pie IX l'onction sainte qui sacre les pontifes de l'Église catholique. Mgr Mermillod a raconté cette grande et émouvante scène, en rappelant les paroles mémorables que lui avait dites alors le Saint-Père : « Pour vous, mon Fils et maintenant mon Frère, ... allez, montez

sur le siège de saint François de Sales, allez vers cette Genève qui n'a pas craint de s'appeler la Rome protestante. Portez-lui le trésor de mon amour, convertissez-la. »

Il n'a pas dépendu de l'évêque de Genève de réaliser jusqu'au bout l'espérance de Pie IX; il a mis, du moins, à l'accomplissement de cette tâche tout ce qu'il avait de forces physiques et d'énergie morale; il s'est usé à remplir la mission qui lui avait été confiée « de par la grâce de Dieu », car il avait pour devise celle de saint François de Sales : « Souffrir et s'immoler » et encore dans son testament, où il a consigné sa douleur de n'avoir pu « convertir » la Genève protestante, il a voulu léguer à ses prêtres qui lui survivent le soin d'achever son œuvre. Cette recommandation spirituelle est le seul héritage que laisse le cardinal Mermillod, avec le souvenir de ses triomphes oratoires et ses innombrables œuvres apostoliques.

Nous venons de parler des stations de Carême prêchées par Mgr Mermillod; il faut bien dire un mot de ses nombreuses retraites données aux membres des conférences de Saint-Vincent-de-Paul et en général aux œuvres des hommes : à Paris, à Marseille, à Tours, à Toulouse, à Besançon, à Dijon, à Aix, à Poitiers, à Autun; puis en Suisse, en Italie, en Allemagne, en Belgique; il était là dans son élément, disant à son sympathique auditoire qui frémissait sous sa parole ardente et convaincue : « Messieurs, soyez des hommes de foi et des hommes de cœur. » et on lui répondait tantôt par des larmes, tantôt par des ovations enthousiastes.

Mais il s'adresse aussi volontiers aux classes populaires; il aime sincèrement l'ouvrier et si sa parole avait pu être entendue de tout ce peuple que le socialisme cherche à égarer et à pervertir, la question ouvrière eût été bien vite et bien sûrement résolue; il disait : « A l'Eglise, seule, est réservée l'œuvre de la réconciliation, parce que

seule elle peut donner à l'ouvrier les trois choses dont il a besoin : la science de la vie, le courage de la vie, l'honneur de la vie. » Avec quel zèle il se livra à cette œuvre, convaincu que « le peuple est à qui lui parle ! »

Au début même de sa vie sacerdotale il avait voulu parler au peuple par la presse, par le journal : pourquoi le journal, dans un siècle où le journalisme est une puissance, ne serait-il pas, aux mains du prêtre, un auxiliaire précieux et sûr ? Le jeune vicaire de Saint-Germain fonda une feuille bi-hebdomadaire, l'*Observateur catholique*, et là, toujours sur la brèche comme le dit si bien M. de Vanssay, l'abbé Mermillod se montra « un polémiste étincelant, un tacticien consommé, organisant la résistance et dirigeant l'attaque ». Le journal ne suffisait même pas à sa verve si active et si féconde : les petites brochures se multipliaient à l'envi, malgré toutes les menaces, et complétaient l'œuvre de l'*Observateur*. Puis viennent les *Annales catholiques* de Genève, où pendant dix ans, le jeune écrivain poursuit la lutte contre l'intolérance et l'oppression. C'est de cette revue mensuelle qu'un éminent théologien disait à cette époque : « J'ai trouvé ce journal plein d'esprit catholique, très opportun dans nos mauvais temps, savant, spirituel, profond. »

L'abbé Mermillod avait encore le temps d'écrire des livres, tels que celui qu'il publia sur la *Perpétuelle virginité de la Mère du Sauveur*, « monument de la plus étonnante érudition » ; il soutenait pendant six grosses heures une discussion publique avec quatre ministres protestants sur l'exposition de la règle de la foi catholique, conférence contradictoire tenue à Véronne et dans laquelle les arguments du jeune apologiste furent jugés si décisifs que ses adversaires se refusèrent à tenter une seconde séance ; il préparait et prêchait, aux dames de Lyon, ses admirables conférences, d'abord, sur l'*Intelligence et le gouvernement de la Vie*, ensuite sur la *Vie*

surnaturelle, qui laissèrent dans les âmes des impressions profondes et qui, reproduites par la sténographie et publiées en deux volumes, pourront continuer longtemps à porter les mêmes heureux fruits ; il semait partout ces discours de circonstances, ces panégyriques dont fourmillent nos sermonaires contemporains. Hier il relevait de sa parole les solennités des fêtes en l'honneur de sainte Françoise-d'Amboise, à Nantes ; celles de sainte Germaine-Cousin, à Toulouse ; de saint Martin, à Tours ; de Mgr Daveluy, à Amiens ; de Jeanne-d'Arc, à Orléans ; de saint Hilaire, à Poitiers ; aujourd'hui il plaide à Paris, du haut de la chaire de Sainte-Clotilde, la cause de l'Irlande persécutée et de la Pologne meurtrie.

C'est dans ce discours en faveur de l'Irlande que l'abbé Mermillod » incarnant ce peuple infortuné dans un homme, comme une nation s'exprime par un fait », rappela à son auditoire la scène émouvante de cet ouvrier qui accablé de dettes et effrayé de la prison allait voter contre O'Connell ; il le montre arrêté par une femme amaigrie qui lui crie, à l'instant où il va jeter dans l'urne son suffrage inspiré par la peur : « Malheureux, que fais-tu ? Souviens-toi de ton âme et de ta liberté. » « Cette femme, ajoute l'orateur, c'est la femme de ce malheureux Irlandais. A cet accent magnanime, il brise son cœur de père et d'époux et, d'une main fière, il vote pour O'Connell. Tranquille, il reprend le chemin de sa prison : l'âme de l'Irlandais se sent libre sous les chaînes de sa captivité. Cette chrétienne héroïque est la sublime personnification de l'Irlande catholique qui, par une féconde alliance de sa foi et de son patriotisme, sacrifie tout à Dieu, à la religion, à la patrie. »

Ne résistons pas au désir de citer les paroles, si opportunes encore aujourd'hui, dont l'orateur faisait suivre cette saisissante prosopopée : « Plus que jamais il importe de redire cette parole admirable de courage, à cette heure où

les consciences se tarifient, où les âmes deviennent vénales, où la force a ses triomphes, où les caractères et les peuples ont l'opprobre d'obéir au succès ; à l'heure de ces abaissements indignes, oui, il faut le dire, et le redire encore : La vérité seule rend libre ; ce qui maintient debout, en face de toutes les faiblesses, de toutes les lâchetés, de tous les énervements, l'indépendance de l'homme et sa grandeur, c'est la sainte Eglise catholique. Cette femme immortelle répète à tous, princes et peuples, individus et nations, ce mot : « Souviens-toi de ton âme et de ta liberté. »

On sait quel triomphe obtint cet éloquent plaidoyer pour « ce peuple en haillons » qui tendait la main à l'Europe : l'or et l'argent, les bracelets, les colliers, les bagues, tout tombait pêle-mêle dans la bourse des quêteuses ; un ouvrier y jeta sa montre, en s'écriant : « On n'a pas besoin de savoir l'heure quand un peuple meurt de faim. » Rien n'exprime mieux le saisissement de tout un auditoire ; ce mot, qui a été si souvent répété, restera comme le témoignage d'une des plus belles victoires de l'éloquence chrétienne.

En avons-nous fini avec les travaux de cet apôtre inépuisable « qui ne se reposa jamais » ? Et nous n'avons rien dit de ses retraites pastorales données dans plus de cinquante diocèses de France et de l'étranger, ni de toutes ces préfaces ou introductions qu'il a envoyées à la demande de cent auteurs pour aider au crédit et favoriser la diffusion de leurs ouvrages, ni de ces lettres innombrables de félicitations, d'encouragements, de condoléances que ces relations si étendues lui faisaient pour ainsi dire un devoir d'écrire chaque jour. Mais il faut nous borner ; nous avons dépassé déjà les limites que nous nous étions tracées pour rappeler les œuvres de Mgr Mermillod comme apôtre et orateur ; bien que notre modeste travail reste incomplet, nous devons

consacrer les pages qui suivent aux souvenirs personnels qui nous attachent par des liens plus intimes à cette chère et illustre personnalité.

II

Au mois de juin 1862, Mgr Plantier, de grande et vénérée mémoire, se trouvait sur les bords du lac de Genève, à Hermance, où M. le comte Humbert de Cabrières lui offrait la plus douce hospitalité. Il y reçut une lettre de M. l'abbé Mermillod, invitant à monter dans la chaire de Notre-Dame de Genève « l'illustre conférencier de Notre-Dame de Paris, le courageux Pontife qui défend la vérité devant l'hérésie, et les droits de l'Eglise devant les périls qui la menacent », Mgr Plantier se rendit volontiers à cet appel et, le 7 juillet suivant, il prononçait en pleine Genève, un discours d'apologie et de controverse sur l'état actuel du catholicisme et du protestantisme ; c'était bien saisir le sujet opportun et prendre hardiment le taureau par les cornes. Ce discours n'est qu'un « simple parallèle entre les doctrines de la foi catholique qui est la vraie lumière et celles du protestantisme qui n'est que ténèbres. » Mais « ajoute M. l'abbé Clastron, l'effet de ces paroles fut si consolant que M. le vicaire général de Genève et l'abbé Mermillod multiplièrent leurs instances pour obtenir de Mgr Plantier la promesse de venir faire, l'année suivante, une série de conférences à Genève. » C'était bien flatteur pour « cet évêque venu de la Genève française et qui avait été admis à se faire entendre librement au sein de la Rome protestante. » Mais Mgr Plantier dut se dérober à cette invitation si pressante qui, en l'obligeant à s'imposer de nouveaux labeurs, l'eût aussi contraint à priver son troupeau d'une partie de son temps et de ses forces.

Cette rencontre de ces deux âmes, ménagée par la Pro-

vidence, fut le point de départ d'une amitié aussi profonde que durable. Mgr Plantier avait promptement pénétré dans le cœur de M. l'abbé Mermillod et y avait découvert tous les trésors dont il était plein. D'autre part, le nouveau curé de Genève, au contact de ce courageux et saint Pontife, avait compris tout ce qu'il y avait de grand et de noble dans cet esprit et dans ce caractère : il leur suffit, à tous deux, de se connaître pour s'estimer et s'aimer.

Notre diocèse devait profiter de ces affectueuses relations. Nîmes n'était pas une ville inconnue pour M. l'abbé Mermillod ; il y comptait, dans la personne du R. P. d'Alzon, un sincère et loyal ami, qu'il avait secondé dans la fondation de l'Œuvre si salubre, et aujourd'hui si française, de Saint-François de Sales, et maintes fois, soit avant, soit depuis la visite de Mgr Plantier à Genève, l'éloquent apôtre avait reçu, à l'Assomption, l'hospitalité la plus gracieuse. Nous nous souvenons, en particulier, d'une de ces visites où l'héroïque proscrit fit entendre, dans la chapelle du Collège, les accents émouvants de sa voix, nous exhortant à garder notre foi ardente et à nous retremper dans la pratique de la prière ; il nous semble encore entendre retentir à nos oreilles ces paroles qui terminèrent son allocution : « Un peuple qui croit et qui prie est un peuple qui est sauvé. »

Mgr Plantier devait nous valoir des visites plus fréquentes de la part de M. l'abbé Mermillod ; il l'appela une première fois à Nîmes, pour la retraite pastorale de 1868. Le clergé presque tout entier, attiré par la renommée du prédicateur, voulut y prendre part : ce fut une des retraites les plus suivies, les mieux goûtées et surtout les plus fructueuses. Nous étions charmés, captivés par cette parole chaleureuse, vivante et en même temps fraternelle et affectueuse. « Quelle finesse dans les aperçus ! quelle délicatesse dans les peintures ! quel mélange charmant d'esprit, d'aimable enjouement, de grâce et de bonté at-

tachante ! On ne se lassait pas d'entendre cet intarissable causeur ; on était comme fasciné par ce langage harmonieux qui avait toute la grâce et l'onction de celui de saint François de Sales, et, dans le ravissement de notre âme, il nous semblait que la parole ne pouvait pas atteindre une plus grande puissance. »

Citons encore ces lignes du même article de la *Semaine religieuse*, qui achèvent le portrait fidèle de ce maître dans l'art oratoire : « Sa parole coule d'abord limpide et abondante..., mais peu à peu le visage s'émeut, la parole s'anime, le mouvement qui agite l'âme monte et éclate en accents pathétiques sur ses lèvres frémissantes. Bientôt cette voix qui vient d'éclater s'attendrit ; ce n'est plus la tempête qui secoue avec force : c'est la brise qui rafraîchit. Alors, l'orateur, se faisant tendre et suppliant, mettant des larmes dans sa voix et l'onction la plus suave dans son langage, conjure, sollicite avec d'affectueuses instances, et l'auditoire vaincu, subjugué, cède sans effort à ces touchants appels. »

Le souvenir de cette retraite était encore tout vivant dans ce diocèse, quand nous parvînt, quatre ans après, en 1872, la douloureuse nouvelle de la proscription de Mgr Mermillod par le fanatisme protestant. Nos cœurs en furent émus, et tandis que nous étions de nouveau réunis pour la retraite pastorale, nous voulûmes, par une protestation unanime, exprimer à l'illustre Évêque d'Hébron toute notre admiration pour la grandeur de son caractère ; notre adresse était accompagnée d'une aumône qui devait permettre à l'illustre exilé de subvenir à ses besoins personnels et de soutenir ses œuvres. L'Évêque de Nîmes y joignit son offrande et aussi l'expression de ses ardentes sympathies : « Vous aviez déjà, lui écrivait-il, l'éloquence et le cœur d'Athanase ; aujourd'hui, vous partagez l'honneur de ses épreuves. Vous méritiez que l'arianisme moderne et la révolution vous donnassent cette gloire. »

Ce fut pour l'Évêque de Nîmes et l'Évêque d'Hébron une occasion nouvelle d'échanger les lettres les plus affectueuses. Mgr Mermillod répondit à Mgr Plantier, en le remerciant avec effusion « d'avoir envoyé à l'Église de Genève une fraternelle aumône qui la soutient, et un éclatant hommage de sympathie qui l'honore. » Mgr Plantier tint à cœur de lui renouveler ses sympathies et ses encouragements ; il lui écrivit, au début de l'année suivante, une longue lettre, où nous lisons entr'autres choses : « Courage, vénéré Seigneur, après le Vatican, vous et Mgr de Bâle, vous êtes le plus grand spectacle que présente l'Europe, et si votre magnanimité n'est pas sans angoisses, elle n'est pas non plus sans consolation. Pie IX vous bénit de cette main sous laquelle l'univers catholique se courbe avec amour. Votre clergé reste fidèle et votre peuple, inébranlable. La France vous ouvre son âme hospitalière, et si vous la parcouriez, vous recevriez partout un accueil triomphal... »

Ce fut à la suite de ces événements que l'Évêque d'Hébron voulut bien revenir parmi nous pour nous apporter l'expression de sa vive gratitude, et qu'il se plut à faire entendre sa parole, dans la chapelle de l'Assomption, d'abord, aux élèves du Collège, ensuite aux hommes de tous rangs, accourus pour l'applaudir. « Loin de prêcher la vengeance, dit M. l'abbé Clastron, il demandait l'union et la prière, » il excitait les âmes à se montrer dignes d'elles-mêmes et de leur passé : « Fils de Nîmes, s'écriait-il, croyez bien que la France attend de vous de grandes choses. Partout les regards sont fixés sur votre cité, sur ce foyer de foi qu'y excite le souffle d'un vaillant docteur. »

Mgr Mermillod était encore à Nîmes, l'année suivante, le 19 mars 1874 : il assistait le nouvel évêque de Montpellier, Mgr de Cabrières, que sacrait Mgr Plantier : Timothée créé pontife par Paul. Mais sa santé, épuisée

par tant de travaux et d'épreuves, ne lui permit pas de nous faire entendre sa parole. Ce fut la dernière visite que l'Évêque d'Hébron faisait à Mgr Plantier ; ils ne devaient plus se revoir qu'au lieu même de la récompense , pour prendre chacun sa part de cette gloire céleste que leur ont si bien méritée leurs travaux , leurs souffrances et leurs vertus.

La mort de Mgr Plantier ne pouvait briser les relations si étroites qui unissaient l'Évêque d'Hébron au diocèse de Nîmes : elles avaient été consacrées aux jours de l'épreuve, et rien ne pouvait plus en compromettre la fidélité. Mgr Besson, qui hérita de l'estime et de la sympathie de son vénéré prédécesseur pour Mgr Mermillod, eut bientôt l'occasion de rappeler au milieu de nous l'illustre orateur. Le 28 octobre 1877 devait avoir lieu la consécration de la nouvelle église de Saint-Baudile. Mgr Besson, qui excellait dans l'art de rehausser l'éclat de nos fêtes religieuses, voulut inviter à prendre part à cette solennité tous les prélats qui lui étaient unis par quelque lien d'affection , de gratitude et d'estime ; la plupart furent heureux de pouvoir répondre à son fraternel appel , et de ce nombre fut Mgr Mermillod.

Nous n'avons pas évidemment à retracer ici le spectacle si imposant que présenta, en ce jour de fête, notre cité catholique : Nîmes jouissait encore de la liberté religieuse et nos boulevards purent deux fois se prêter volontiers au majestueux défilé du cortège épiscopal, précédé de deux cents prêtres et suivi de tous les fonctionnaires, représentant la ville, la magistrature, l'armée et l'administration. Notre cité en pleine possession d'elle-même avait vu se lever un de ses plus beaux jours et tous ses habitants confondus dans la même joie et la même fierté, se pressaient sur le parcours de la procession pour prendre part à cette solennité et saluer nos hôtes illustres. Son Eminence le cardinal Cave-

rot, archevêque de Lyon et primat des Gaules, officiait, assisté de onze pontifes : Nosseigneurs Dubreuil et Forcade, archevêques d'Avignon et d'Aix ; nosseigneurs Place, Mermillod, Fava, Legain, de Cabrières, Fonteneau, Terris, Bonnet et Besson, évêques de Marseille, d'Hébron, de Grenoble, de Montauban, de Montpellier, d'Aggen, de Fréjus, de Viviers et de Nîmes. La cérémonie de la consécration s'accomplit avec toute la solennité de nos rites sacrés ; elle eut son épilogue le soir, à vêpres, au milieu de la même pompe et du même empressement des fidèles : la grande attraction de cette seconde partie de la fête était l'allocution de Mgr Mermillod à qui revenait bien l'honneur d'être l'orateur de cette grande journée. L'attente de l'immense auditoire ne fut pas trompée : l'Evêque d'Hébron se montra à la hauteur de sa tâche et digne de sa renommée « Qu'est-ce qu'une église ? C'est d'une part le foyer de l'unité de Dieu avec les hommes ; d'autre part, le foyer d'unité des hommes entre eux. » Telles furent les deux pensées que développa l'éminent orateur avec une logique, une force et une élégance admirables. « Plusieurs fois, dit la *Gazette de Nîmes*, l'auditoire a été tellement saisi par cette parole enlevante que, s'il n'eût été retenu par le respect pour le Saint-Lieu, il eût couvert de ses applaudissements la voix de l'orateur. L'évêque exilé a été beau surtout, quand, parlant des bienfaits que Dieu nous prodigue dans ses temples et des malheurs qui tombent sur une nation lorsque les églises sont profanées, il nous a montré le prêtre de Jésus-Christ emportant dans les plis de son manteau l'honneur de la famille et la liberté de la foi. » Instinctivement la pensée de tous les auditeurs se porta sur le noble et courageux proscrit, victime de l'intolérance des sectaires et qui, chassé de son église profanée, rappelait au monde l'état de trouble et d'anarchie où la persécution religieuse avait jeté la ville de Genève. Ce n'est jamais en

vain qu'on veut arracher la foi à un peuple : avec sa foi, on lui ôte la paix du cœur, l'honneur du foyer, le respect de l'autorité et jusqu'à la sécurité de la rue. Monseigneur Mermillod était bien en vérité « ce prêtre de Jésus-Christ » qui personnifiait « l'honneur du foyer et la liberté de la foi. »

Grâce au concours d'une main alerte, d'une intelligence sûre et d'une mémoire fidèle, le discours de l'Évêque d'Hébron pût être reconstitué non seulement dans l'enchaînement des idées, mais même dans le style et les propres expressions de l'orateur. La *Gazette de Nîmes* publia ce texte *in-extenso* et c'est là que nous avons pu relire, après quinze ans—*grande mortalis ævi spatium*—cette page d'éloquence qui a réveillé en nous les mêmes émotions et les mêmes enthousiastes. Citons-en au moins la péroraison qui peut avoir encore aujourd'hui son actualité :

« C'est une église que vous venez de consacrer ! Laissez-moi vous en féliciter. Vous y viendrez tous, vous surtout les ouvriers et les pauvres, vous y entrerez avec fierté ; vous y viendrez chercher les consolations. Dieu descend pour vous attendre et à travers ces vitraux et du fond de ces tabernacles vous entendrez les grandes harmonies du ciel... »

« Ce spectacle redouble notre confiance. J'y vois maintenant deux grands signes d'espérance : d'une part, ces évêques illustres qui sont les pasteurs des peuples, et qui rappellent la fécondité de l'Église, la perpétuité du dévouement ; d'autre part, ces soldats, ces magistrats, tout ce peuple qui donne de si éclatants témoignages de sa foi.

« Saluons l'avenir : nous ne sommes pas de ceux qui croient aux ruines. Fils du passé, hommes du présent, ayons confiance. Nous avons vu crouler l'empire romain ; nous avons baptisé les barbares ; nous avons parlé avec

indépendance à Louis XIV; nous n'avons pas été effrayés des rires de Voltaire; nous n'avons pas reculé devant les échafauds.

« Et nous sommes debout ! Debout attendant des temps nouveaux, avec nos églises, nos écoles, nos asiles de malades, nos universités; nous sommes debout, demandant la liberté de chanter dans nos églises, de défendre les droits des âmes, de rendre la terre digne de l'hospitalité qu'elle offre au Très-Haut, et, le regard fixé sur les splendeurs de l'éternité, de dire à tous les échos, ces deux paroles qui renferment tous nos vœux pour ce peuple et pour cette cité : Gloire à Dieu au plus haut des cieux, et paix sur la terre aux hommes de bonne volonté ! »

Mgr Besson se chargea d'être auprès de l'éminent orateur l'interprète de notre admiration et de notre gratitude. L'Evêque de Nîmes, qui était aussi poète à ses heures, s'acquitta de cette tâche délicate au cours d'un dialogue en vers qu'il mit sur les lèvres des élèves de sa maîtrise et où il rappelait les œuvres et les mérites de chacun des prélats; arrivant à Mgr Mermillod, le poète salue cette chaire de Saint-Baudile, désormais célèbre et il s'écrie :

Cette chaire sacrée

S'est d'un seul coup de maître à jamais illustrée.
L'apôtre de Genève y monta le premier
Et son cœur à nos cœurs s'est donné tout entier :
Car il sait faire entendre au peuple qui l'admire
La voix de l'éloquence et celle du martyr !

Cinq ans plus tard, le 25 octobre 1882, de nouvelles solennités rappelaient à Nîmes Mgr Mermillod et sa voix retentit dans notre cathédrale restaurée. L'avant-veille dans la petite église de Chusclan, Mgr Besson, en présence de 15 évêques, prononçait son éloquent panégyrique du Père Bridaine; le lendemain de la consécration de la cathédrale, à la cérémonie funèbre de la translation des res-

tes de quelques-uns de nos évêques, Mgr de Cabrières devait redire les gloires des pontifes qui ont illustré le siège de Nîmes : à l'évêque d'Hébron était réservé l'honneur d'occuper la chaire des Fléchier et des Plantier, le soir même de la consécration de la cathédrale. Ces fêtes ne purent être accompagnées de l'éclat extérieur qu'avaient eu celles de Saint-Baudile : au nom de la liberté qui siégeait à l'Hôtel-de-Ville, les sectaires, qui devaient le pouvoir au sectionnement le plus arbitraire « firent défense à Dieu et à ses pontifes » de paraître sur nos boulevards : c'est à peine s'il fut permis au cortège épiscopal de franchir le seuil du palais de nos évêques pour pénétrer aussitôt dans la cathédrale. Toute la pompe de nos fêtes dut se concentrer à l'intérieur de l'édifice sacré et de la demeure épiscopale. Les évêques présents cette fois étaient le cardinal de Bonnechose, archevêque de Rouen ; nosseigneurs Forcade, Langénieux, Ramadié, Hasley, Foulon, archevêques d'Aix, de Rennes, d'Albi, d'Avignon et de Besançon ; nosseigneurs Mermillod, Grimaudias, de Cabrières, Vigne, Terris, Boyer, Theuré, Billard, Fiard, évêques d'Hébron, de Montpellier, de Digne, de Fréjus, de Clermont, d'Hermopolis (Monaco), de Carcassonne et de Montauban.

Ce fut en présence de cet important cénacle d'évêques, au milieu d'un immense auditoire, groupé à rangs pressés autour de la chaire et remplissant la vaste nef, la chapelle du Saint-Sacrement et les tribunes, que Mgr Mermillod prit la parole. A sa vue, un frémissement de sympathie passa comme un courant électrique à travers tous les cœurs : on allait donc entendre encore cette voix éloquente dont les triomphes ne se comptaient plus.

Après avoir payé à chacun des pontifes présents le juste tribut de ses hommages et célébré les gloires du nouvel édifice, l'évêque d'Hébron aborda le sujet de son discours en indiquant aussitôt les trois pensées princi-

pales qu'il devait développer : Une église cathédrale est un foyer de vie surnaturelle pour un peuple, une école et un témoin de la vie nationale, un lien et un symbole pour la vie de l'humanité. Qu'on nous permette de résumer en quelques mots les considérations si judicieuses, si vraies, si instructives et si poétiques qui formèrent la trame de ce remarquable discours.

Une cathédrale est le foyer de la vie surnaturelle d'un peuple, parce qu'elle a une chaire, d'où descend la lumière, la chaire principale de l'évêque, docteur de son diocèse ; parce qu'elle a un trône, d'où part la puissance, trône où siège et demeure l'évêque, chef de son troupeau ; parce qu'elle a un autel, où l'évêque consacre les prêtres : la foi, la pureté, le sacrifice, voilà bien les trois éléments de la vie surnaturelle d'un peuple. La cathédrale est encore l'école et le témoin de la vie nationale : c'est dans les cathédrales que la France a reçu le baptême de la main de nos évêques et qu'elle a puisé cette vie et cette force qui l'ont élevée au rang de fille aînée de l'Église. Quel riche pinceau que celui de ce grand orateur, retraçant à grands traits les principaux événements de notre histoire religieuse et nous montrant les évêques sacrant nos rois, extirpant les hérésies, triomphant des barbares ! Avec quelle éloquence il redisait les merveilles accomplies depuis le Concordat par l'épiscopat contemporain, la résurrection complète de la vie catholique et de la civilisation chrétienne ! Enfin, une cathédrale est le lien et le symbole de la vie de l'humanité. La cathédrale relie l'évêque au Pape : la mesure de l'obéissance du prêtre à son évêque est la mesure de la soumission de l'évêque au chef de l'Église. L'évêque a sa cathédrale, le Pape a cette grande Église que Jésus-Christ a fondée et dans laquelle vient habiter l'humanité tout entière : Rome a sa chaire qui est celle de Pierre ; son trône qui est celui du pouvoir suprême ; son autel qui est la communion des saints.

Mgr Mermillod termina en félicitant Mgr Besson pour le grand acte de courage et d'espérance qu'il venait d'accomplir : l'évêque de Nîmes avait montré ce qu'un évêque peut entreprendre sur le sol mouvant du présent lorsqu'il espère en l'avenir.

Nous ne voulons pas nous répéter en redisant le merveilleux effet que produisit ce discours magistral de l'évêque d'Hébron : Mgr Mermillod occupa la chaire pendant plus d'une heure, mais il y avait une telle pénétration d'esprit et de cœur entre l'orateur et son auditoire, influence mutuelle et irrésistible des âmes qui se captivent et qui se livrent, que ni l'auditoire ne se doutait de la course rapide du temps, ni l'orateur ne sentait la fatigue qui épuisait ses forces.

Ce devait être la dernière fois : dix ans séparaient encore Mgr Mermillod de la fin de sa course terrestre et ils devaient être remplis par de nouveaux travaux apostoliques et par d'autres éclatants triomphes, mais Nîmes n'eut plus l'occasion de le revoir et de l'entendre. Nous n'avons pas cependant à nous plaindre : la part que nous a faite dans la distribution de ses faveurs l'illustre évêque d'Hébron est assez belle pour que nous nous en montrions satisfaits ; le souvenir en restera gravé profondément dans nos cœurs et notre cité catholique — qu'on a voulu aussi appeler « la Genève française » — comptera toujours parmi ses titres de gloire l'honneur d'avoir reçu dans ses murs et d'avoir entendu la grande voix de l'apôtre éloquent, évêque de cette Genève qui a la prétention de s'appeler « la Rome protestante. »

III

Trois événements principaux marquèrent la fin de la vie de Mgr Mermillod : il nous faut les rappeler au moins sommairement.

Le 16 mars 1882, l'évêque d'Hébron était transféré au siège de Lausanne et Genève. Les négociations entamées et suivies par Léon XIII avec le conseil fédéral avaient amené cet heureux résultat et Mgr Mermillod eut enfin la consolation de rentrer dans sa patrie. Le fanatisme haineux et obstiné lui interdira toujours l'entrée de la ville de Genève, mais le nouvel évêque pourra visiter son diocèse, parcourir les campagnes, évangéliser son peuple, bénir les foyers, attirer à lui les pauvres et les enfants ; il pourra imprimer l'essor à la vie paroissiale presque éteinte, organiser des missions, s'entretenir avec son clergé, fonder des œuvres, élever des écoles, agrandir son séminaire et le doter d'une belle bibliothèque, offrir sa ville de Fribourg aux membres du Congrès eucharistique et y fonder cette université catholique qui en est la gloire.

Le troupeau de l'évêque de Lausanne et Genève était depuis sept ans l'objet des soins les plus attentifs et du plus paternel dévouement, quand l'occasion s'offrit à sa piété filiale de témoigner à son Pontife toute la force et toute la sincérité de son amour. Le canton de Fribourg célébra, avec tout l'élan de son cœur et toute la solennité que réclamait la circonstance, le jubilé épiscopal de Mgr Mermillod ; toutes les paroisses rivalisèrent d'ardeur et de générosité pour fêter un anniversaire si joyeux et pour honorer le vénéré Pasteur qui était l'objet de cette solennité. Tous les cœurs battaient à l'unisson, animés de l'admiration la plus vive et la plus sincère gratitude. Quelle consolation pour l'évêque de Genève ! Quelle joie pour son cœur ! Quel dédommagement pour tous ses labours et pour toutes ses épreuves ! Quelle récompense de son dévouement ! Et l'univers catholique s'unit à ces fêtes du canton de Fribourg et de toute la Suisse. Des félicitations arrivèrent de toutes parts à Mgr Mermillod, de tous les diocèses de la France, de

Rome, de l'Allemagne, de l'Autriche ; les nombreux amis et admirateurs de l'évêque de Genève tenaient à cœur de prendre une large part à cette fête de famille.

Une récompense plus haute encore était réservée à l'illustre pontife, Léon XIII voulut manifester publiquement en quelle particulière estime il tenait l'évêque de Genève et il le revêtit de la pourpre des princes de l'Eglise. Mgr Mermillod fut créé cardinal dans le consistoire du 23 juin 1890, du titre des S. S. Nérée et Achillée. De nouvelles fêtes célébrèrent cette promotion qui produisit dans toute l'Europe le même élan d'enthousiasme et de joie. Désormais l'évêque de Genève allait consacrer à l'Eglise universelle toutes les ressources de ses talents, de son érudition et de son expérience.

Hélas ! Dieu ne devait pas lui en laisser le temps. L'aurole dont le Souverain Pontife venait d'entourer le front de l'évêque de Genève était comme le symbole de cette couronne éclatante que Dieu allait placer bientôt sur la tête de son élu. A peine s'étaient éteints les derniers échos des fêtes cardinalices que la santé de l'éminent prince de l'Eglise, déjà ébranlée, inspirait les plus sérieuses craintes ; ce fut le point de départ de ces alternatives si fréquentes de bien et de mal qui venaient tour à tour alarmer ou rassurer le monde catholique. Un instant nous avions aimé espérer qu'un séjour prolongé sous le ciel natal rétablirait entièrement une santé si chère ; l'amélioration fut sérieuse, en effet, et l'auguste malade put reprendre avec quelque confiance le chemin de Rome. Ce n'était que l'effet d'une nouvelle illusion : le cardinal Mermillod ne tarda pas à comprendre qu'il devait renoncer à toute espérance ici-bas ; le mal était revenu plus fort, plus obstiné que jamais et ses progrès étaient rapides ; le malade plein d'une sainte résignation et d'une foi vive demanda les derniers sacrements ; puis, après avoir reçu la suprême bénédiction que lui envoyait avec

tout son cœur le Souverain Pontife douloureusement affligé, le cardinal Mermillod rendait sa belle âme à Dieu. C'était le 23 février, à onze heures et demie du matin.

Nous n'avons pas à dire avec quel sentiment de profonde et douloureuse émotion cette nouvelle a été accueillie à Rome, en France, partout où s'était étendue la renommée de l'illustre évêque de Genève. Cette mort a été un deuil universel pour le Sacré-Collège et pour l'Eglise; cette perte est une des plus sensibles et qui cause le plus de regrets; pour la Suisse catholique, c'est un père qu'elle pleure et dont la place, devenue vide, sera difficile à remplir.

Cette terre natale, ce cher diocèse a été la suprême préoccupation de ce cœur dévoué et fidèle; les épreuves mêmes qu'il avait subies n'avaient fait que resserrer les liens déjà si étroits qui l'unissaient au sol de Genève et voici quel a été le dernier élan de sa tendresse.

Après avoir rappelé, dans son testament spirituel, le seul qu'il ait pu écrire puisqu'il devait mourir pauvre des biens terrestres, tous les bienfaits et toutes les grâces qu'il doit à la bonté de Dieu, ce saint évêque ajoute avec le sentiment de la plus profonde humilité :

« Que n'ai-je employé ces dons à convertir les âmes, à ramener mes chers frères protestants, mon bien-aimé pays de Genève à l'unité du vrai bercail sous le seul vrai pasteur ! Je n'étais pas digne de cette grâce ; les bons prêtres de Genève rempliront cette mission en tout zèle et en toute prudence ».

Et plus loin, parlant de ce double amour, « qui a été l'ardeur de sa vie dès sa jeunesse, la flamme de son existence » : l'amour de la sainte Eglise et l'amour de sa patrie, il ajoute :

« Ma patrie, que j'ai appris à chérir dès mes premières études, dans son histoire, dans son indépendance et ses libertés ! Si malgré moi, j'ai heurté les préjugés de mes

concitoyens , qu'ils ne voient dans mes actes que l'expression de ma confiance en leur sens pratique et en leurs généreux sentiments de respect pour notre foi et nos droits. L'aurore de ce retour m'apparaît à l'horizon; que Dieu hâte cette heure de paix et de prospérité ! »

Tel est le dernier cri du cœur de l'apôtre ! Il s'est offert en holocauste, il s'est immolé pour son peuple : Dieu agréera son sacrifice et réalisera ses vœux les plus chers

Pour nous, nous ne pouvons nous éloigner de ce cercueil sans demander au saint pontife défunt de nous continuer encore, au-delà de la mort, cette affection si sincère et si ardente dont son cœur débordait pour notre chère France et pour notre diocèse. Nous déposons à ses pieds, comme un tribut de notre vénération et de notre reconnaissance, ces humbles pages consacrées à rappeler ses œuvres, ses mérites et ses vertus. Sa mémoire nous restera toujours chère. Qu'en retour il obtienne, du Dieu qui l'a couronné: pour chacun de nous, la constance dans la foi qui rend invincible ; pour notre pays, cet esprit de sagesse et de justice qui relève les peuples en les faisant chrétiens.

F. CHAPOT.

Nos lecteurs nous sauront gré de donner pour digne couronnement à l'article qui précède les passages principaux du testament de Mgr Mermillod :

Ceci est l'expression de mes dernières volontés :

Au nom de la Très Sainte-Trinité, au nom du Père et du Fils et du Saint-Esprit ;

Au nom de mon doux Sauveur et Maître Notre Seigneur Jésus-Christ.....

J'accepte volontiers la mort, comme expression de la souveraineté de Dieu sur moi et expiation de ma vie, me résignant à la ma-

ladie, aux infirmités, et les unissant aux mérites de la passion et de la mort de mon divin Rédempteur et unique Médiateur, le Seigneur Jésus.

Je remercie Dieu de m'avoir fait naître et grandir dans le sein de la sainte Eglise catholique, apostolique et romaine, seule véritable épouse et Eglise de Jésus-Christ ; je le bénis de m'avoir appelé à défendre les prérogatives du Vicaire de Jésus-Christ au concile du Vatican, et de m'avoir fait l'honneur de pouvoir donner mon *placet* à son magistère infaillible ; j'en éprouve la plus vive confusion et la plus tendre reconnaissance, comme d'avoir été choisi, malgré toute mon indignité, pour être prêtre, évêque, cardinal de la sainte Eglise. Ce sont là des dons purement gratuits de la Providence qui a guidé tous mes pas. Que n'ai-je pu employer ces dons à convertir les âmes, à amener mes chers frères protestants, mon bien aimé pays de Genève à l'unité du seul vrai berceau sous le seul vrai pasteur ! Je n'étais pas digne de cette grâce ; les bons prêtres de Genève rempliront cette mission en tout zèle et toute prudence.

Je n'ai jamais voulu, je le crois du moins, blesser ni humilier personne ; je demande pardon à ceux que j'aurais froissés, peînés, scandalisés ; qu'ils prient pour ma pauvre âme. Je dois surtout témoigner ma reconnaissance à tout le clergé de mon ancien diocèse, surtout à celui du canton de Genève, aux prêtres qui ont préféré subir la spoliation, la perte de leurs traitements, l'expulsion de leurs églises et de leurs demeures, plutôt que de trahir la foi. Ils ont été unanimes devant la persécution *tanquam acies bene ordinata* ; grâce à leur zèle et à leur pacifique résistance, unis à ceux de leurs fidèles dévoués, la vie catholique s'est développée à travers tous les obstacles.

Je ne puis oublier devant Dieu les bienfaiteurs généreux qui, de toutes parts, nous ont soutenus de leurs prières et de leurs aumônes dans nos luttes et notre pauvreté.

.

**Codicille ajouté à mon Testament, du 27 juillet 1891
à Monthoux.**

Je désire que ma sépulture soit simple ; que l'on ne mette ni

fleurs, ni couronnes, ni bouquets sur mon cercueil, que l'on se conforme aux règles de la sainte liturgie.

Je ne sais où Dieu m'appellera à lui ; si c'est à Rome, je prie les RR. PP. Chartreux de me donner l'hospitalité de la tombe dans leur caveau au *Campo Verano*, s'ils n'y voient aucun inconvénient. Si je meurs près de Genève, je désire être placé dans le caveau funéraire de Monthoux, ou près de mes parents dans le cimetière de Carouge, sous une simple pierre.

Une simple inscription indiquant ce que j'ai été, avec une très courte épitaphe : *Dilexit Ecclesiam*, sera très suffisante et dispensera des pompeux éloges qui masquent trop souvent le néant du tombeau. On peut y ajouter la prière : *Requiem æternam dona ei Domine.*

LA GUERRE AUX JÉSUITES SOUS LOUIS XV

Le xviii^e siècle fut pour l'Église un siècle de combats.

Une milice entre toutes est assaillie avec violence. Contre elle, jansénistes, parlementaires et philosophes forment une masse compacte. Mille tirailleurs ont été lancés pour inquiéter les Jésuites et préparer la lutte suprême. Les bataillons se sont organisés derrière les *Provinciales*.

Pourrait-on l'oublier ? Clairvoyants et disciplinés, les membres de la Compagnie de Jésus ont toujours monté la garde contre les erreurs ; ils n'ont pas combattu le seul protestantisme, mais encore le gallicanisme, le jansénisme et le cartésianisme, ils ne se sont point laissé séduire, comme certains clercs réguliers ou séculiers, par de spécieuses nouveautés. Les vieux principes sont les leurs et ils restent les défenseurs intrépides de l'Église catholique et du Pontife romain.

Les réformateurs le savent, et, si les jansénistes sont assez enclins par eux-mêmes à combattre les Jésuites, les philosophes sont là pour les aiguillonner encore ; ils flattent l'orgueil de l'hérésie, ils élèvent ses pamphlets jusqu'aux nues, en un mot, ils les utilisent pour faire la grande trouée. De leur côté, les gallicans voient dans la Compagnie de Jésus l'indomptable adversaire, et, soutenus par Choiseul et par Mme de Pompadour qui ont presse de faire diversion aux désastres de la guerre, ils se concertent avec tous les ennemis de la célèbre Société.

On n'a pas cessé de mettre en circulation les accusations les plus ignobles et les plus burlesques contre les Jésuites. Les *Provinciales* ont fait école. Que les princes soient impudiques, les vrais coupables ce sont les Jésuites. Qu'il se trame une conjuration, la main des Jésuites doit s'y trouver : une duchesse d'Orléans regrettera de manquer de preuves pour impliquer la Compagnie dans la conspiration de Cellamare ! La même duchesse, à la mort de Mme de Maintenon, accuse la marquise et le Père Lachaise d'être la cause de tout.

Les Jésuites ne sont pas seulement des conspirateurs, des persécuteurs, des régicides, ils sont des empoisonneurs : souvenez-vous de la mort de la fille de Mme de Pompadour et de celle de tel évêque ennemi de la Société ! Ils sont des incendiaires : vous l'entendrez dire parce qu'un incendie aura dévoré le palais d'un prélat plus que suspect de jansénisme, Samuel de Verlharnon ; et ne devaient-ils pas empoisonner Louis XV en lui donnant la communion, comme si le roi adultère communiait ?

Les calomnies jetées à pleines mains dans les pamphlets et les libellés préparent le public à se détacher des Jésuites. Boucher, Pinot, Lepage maltraitent de leur mieux la Compagnie. D'Alembert se réjouit de « voir les pandours (jansénistes) détruire les troupes régulières « (jésuites) : quand la raison n'aura plus que les pandours « à combattre, dit-il, elle en aura bon marché. » Les jansénistes établissent un atelier dans le couvent des Blancs-Manteaux, à Paris : on y falsifie les écrits des Pères ennemis et on y arrange les faits.

Une affaire malheureuse vient donner des armes aux sectaires. Le Père La Valette, procureur des missions à la Martinique, se livrait au commerce. Les Anglais ayant capturé, comme ils firent d'autres navires marchands français, plusieurs de ses vaisseaux, infligèrent des pertes

énormes au Jésuite spéculateur. Dans sa détresse, celui-ci tire une lettre de change sur le Père de Sacy, son confrère, demeurant à Paris. Deux négociants de Marseille font présenter cet effet, qui est protesté. Aussitôt un grand scandale se fait autour de cette aventure. Les Jésuites, en cette circonstance, aussi maladroits que malheureux, ne savent pas arranger une affaire que la haine envenime jusqu'à la rendre mortelle. Et le Parlement de Paris condamne l'Ordre à payer toute la faillite.

Le concert des accusations montait en un terrible crescendo. Plus que jamais les calomnies s'entassaient violentes, insensées. Des moines et des clercs unissent leurs voix à celles des jansénistes, des parlementaires, des philosophes, des esprits forts, des libertins de toute espèce. Des Bénédictins de Saint-Maur, Dom Minard et dom Clémencet manifestent dans des livres menteurs leur inimitié contre la Société. Gouget, Condrette, Barral, Gourlin, Guidi lancent mille libelles ; par leurs écrits, par leurs discours, par leurs comptes-rendus, par leurs lettres, ils poussent à la destruction des Jésuites. On essaye d'acheter les plumes de Diderot et de Rousseau, tous les deux refusent leur concours à une œuvre de lâcheté. Un conseiller au Parlement, Roussel de La Tour, secondé par dom Minard et dom Clémencet, compose un pamphlet : *Extrait des assertions pernicieuses ou dangereuses que les Jésuites ont enseignées,...* fatras indigeste et calomnieux qui n'a d'égal que les *Monita secreta* ou *Advis secrets*.... réédités dans cette lutte acharnée, comme tant d'autres mensonges dont on déshonore l'histoire.

Entre tous se distingue l'abbé-chanoine Chauvelin. Sa haine ardente lui inspire de dénoncer au Parlement de Paris les Constitutions de la Société. Sur le champ, les magistrats ordonnent un examen. Quelques mois plus tard, le chanoine renouvelle sa dénonciation, et, malgré les ordres du roi, le Parlement prononce une injuste

sentence contre les opinions pernicieuses qui constituent l'enseignement de la Société ; plusieurs ouvrages des Jésuites sortis on ne sait d'où sont condamnés au feu.

La même peine va frapper les défenses de la Compagnie que publient ses amis, et les magistrats croient flétrir ainsi le Père Cl. de Neuville, les évêques de Grenoble, de Lavaur, d'Uzès, de Saint-Pons, du Puy. C'est en vain que la majorité des évêques, et, à leur tête, de Beaumont, archevêque de Paris, intervient en faveur des Jésuites, le Parlement n'écoute ni le roi ni le clergé. A ses propres condamnations, en vertu de la solidarité fraternelle et politique qu'il a su établir entre les divers Parlements de France, il faut ajouter celles des Parlements de province.

Marie Leczinska est inquiète ; elle prévoit que la guerre aux Jésuites ira loin, elle dit au duc de Choiseul : — Promettez-moi que l'affaire des Jésuites n'ira pas jusqu'à leur destruction. — Sa Majesté, répond le ministre, demande un miracle. — Eh bien, poursuit la reine, faites ce miracle, et vous êtes mon saint.

Choiseul ne voulait pas être un saint, il lui suffisait d'être un philosophe. Ce ministre traduisit un jour la peur qu'il avait de la sainteté par ce mot qu'il osa dire au Dauphin : « Monseigneur, j'aurai peut-être le malheur « d'être un jour votre sujet, mais je ne serai jamais votre « serviteur. » Ne fallait-il pas être philosophe pour montrer une pareille insolence vis-à-vis de l'héritier du trône, même ami des Jésuites ? Et puis, Choiseul était alors le favori de la Pompadour.

Ministre et favorite se prêtaient également au grand coup contre les Jésuites. Le premier agissait par goût et par entraînement philosophique ; la seconde par rancune.

Les Jésuites n'étaient-ils pas, aux yeux de la marquise, les protégés du Dauphin qu'elle détestait comme le vice hait la vertu ? N'avaient-ils pas l'appui de l'Archevêque de

Paris, qui poussait la sévérité jusqu'à lui refuser de laisser dire la messe chez elle ? N'avaient-ils pas refusé eux-mêmes l'absolution à la maîtresse royale ? N'avaient-ils pas trouvé insuffisante une pénitence qui la laisserait dame du palais ? N'étaient-ce pas des Jésuites surtout qui prêchaient avec une audacieuse liberté contre les désordres de la Cour et les scandales du roi ? Ne rit-elle pas à leurs dépens avec le roi qui dit : Il sera plaisant de voir en abbé le Père Perusseau.

Le ministre qu'une telle femme protégeait pouvait-il se dispenser de prendre part à la guerre ? Choiseul, d'ailleurs, ne songeait pas à se tenir à l'écart de la bataille : le ministre insolent à l'endroit du Dauphin pouvait être méprisant à l'égard du Pape et persécuteur contre les Jésuites. De son mieux, il seconda le Portugal, l'Espagne et les diverses branches de la famille de Bourbon dans leur entreprise contre la Compagnie de Jésus. Il fut l'allié des Pombal, des Charles III, des Tanucci, etc.

Pendant que Pombal, s'érigeant en juge de la foi, attribue des ouvrages qu'il fait écrire par des amis grassement payés, à des Jésuites et les accuse de complot contre le roi afin de prendre leurs biens et leurs vies, pendant que le ministre de Portugal condamne au feu le Père Malagrida dont il fait, c'est le mot du pape Clément XIII, un nouveau martyr de l'Église (1761). Choiseul voit d'un œil complaisant les Parlements poursuivre en France l'œuvre de la haine janséniste et sectaire et il plaisante l'impuissance des résistances épiscopales. Cependant un seul évêque, Fitz-James, de Soissons, est pour la suppression des Jésuites dans l'assemblée générale du clergé (1764) ; cinq prélats demandent quelques modifications de leur règle, et quarante-cinq réclament avec instance leur conservation.

Mais, par la mort du maréchal de Belle-Isle, les Jésuites ont perdu leur meilleur protecteur dans le conseil du

roi, où ils n'ont plus que trois soutiens : le prince de Soubise, profondément dévoué ; M. de la Bourdonnaye qui est à cor et à cri pour leurs intérêts ; le Dauphin qui veut sauver avec eux le principe d'autorité et répète volontiers le mot attribué au général de l'Ordre, Ricci, et au Pape Clément XIII (*Sint ut sunt, aut non sint!*). Louis XV, lui, laisse violer ses ordres et mépriser ses commandements, et pendant qu'il hésite, le Parlement délibère et décrète.

Le 1^{er} avril 1762, par ordre du Parlement de Paris, quatre-vingt-quatre collèges sont fermés ainsi que tous les noviciats du ressort. Un oratorien joyeux de l'affaire écrit : « Voilà un poisson d'avril de dure digestion pour les bénits Pères. Si les arêtes ne les étranglent pas tout à fait, elles les incommoderont furieusement. » Le peu charitable religieux aurait bien fait de prendre sa part de cette parole de Voltaire : « Tous ces imbéciles qui croient servir la religion, servent la raison sans s'en douter, ce sont des exécuteurs de la haute justice pour la philosophie dont ils prennent les ordres sans le savoir. »

Enfin le 6 août (1762), le Parlement, toutes Chambres assemblées, rend à l'unanimité aux applaudissements d'une foule passionnée, l'arrêt qui frappe à mort la Compagnie de Jésus en France ; les Jésuites sont dépouillés de tous leurs biens et leur société est dissoute.

Le 12, Diderot annonce la nouvelle à Mlle Volland : « Voilà, mon amie, le billet d'enterrement des Jésuites. » A la même date, Mme Geoffrin communique ses impressions au célèbre Paciaudi : « On crie l'arrêt du Parlement, et chaque crieur l'assaisonne de différentes épithètes suivant leur caractère ; les uns disent des injures, les autres des plaisanteries. » D'Alembert exulte : « C'est proprement la philosophie qui, par la bouche des magistrats a porté l'arrêt contre les Jésuites... Je vois



« d'ici les jansénistes mourant l'année prochaine de
« leur belle mort, après avoir fait périr cette année
« les Jésuites de mort violente. Je vois la tolérance
« s'établir, les protestants rappelés, les prêtres mariés,
« la confession abolie et l'infâme écrasée sans qu'on s'en
« aperçoive... Ce ne sont pas les jansénistes qui tuent
« les Jésuites, mordieu, c'est l'Encyclopédie. » N'est-ce
pas la révélation de toutes les menées et de toutes les
ambitions philosophiques? Nous verrons comment la
tolérance réalisera ses vœux.

Le coup frappé par le Parlement de Paris retentit douloureusement dans l'Église. Le Pape Clément XIII proteste et la presque unanimité de l'épiscopat prend la défense de la Société mise au ban du royaume. A l'évêque de Soissons qui publie un véritable acte d'accusation contre les vaincus, répliquent de nombreux mandements parmi lesquels celui de l'archevêque de Paris est une puissante et bonne action.

Le Parlement condamne le Pape et les évêques comme il a condamné les Jésuites. Telle est la tension des rapports que, les ouvriers craignant la rigueur des magistrats, ce n'est pas sans peine que Mgr de La Mothe, évêque d'Amiens, parvient à faire imprimer un mandement dans lequel il donne une adhésion énergique à l'archevêque de Paris. Le saint évêque fit entendre cette plainte : « Tel est, mes Très Chers Frères,.. tel est l'es-
« clavage des évêques de France, qu'ils ne peuvent rien
« publier pour le maintien des droits les plus légitimes
« de leur saint ministère sans s'exposer eux et les per-
« sonnes qu'ils emploient à tout ce que peut produire
« de violent l'autorité séculière. » Le Parlement répondit en faisant brûler sa lettre pastorale. Une plaisante consolation était réservée au vaillant évêque, et la duchesse de Villars lui écrivit : « Il vaut mieux être brûlé
« en ce monde qu'en l'autre. »

Était-il possible de défendre des religieux coupables , d'après l'arrêt du Parlement , « d'avoir enseigné de tout « temps et persévéramment, avec l'approbation de leurs « supérieurs et généraux : la simonie , le blasphème, le « sacrilège, la magie et le maléfice, l'astrologie , l'irréli- « gion de tous les genres, l'idolâtrie et la superstition , « l'impudicité, le parjure, le faux témoignage, la préva- « rication des juges, le vol, le parricide, l'homicide , le « suicide, le régicide ? » On se demande pourquoi ces accusations burlesques ne furent pas saluées par un immense éclat de rire. Le Parlement ne pouvait-il donc pas s'éviter une aussi fastidieuse énumération, et dire : Les Jésuites sont coupables de tous les crimes possibles et impossibles ?

Le 1^{er} décembre 1764, la signature du roi de France consacrait toutes ces sottises ; il est vrai que, pour une fois, cette signature valait à Louis XV soixante millions.

Peu de temps après, le clergé de France, dans son assemblée de 1765, se prononçait en faveur des condamnés. Une autre voix s'élevait du fond de l'Italie : un évêque remarquable par sa science et sa sainteté, Alphonse de Liguori, gémissait sur le sort des persécutés : « Les jan- « sénistes et tous les novateurs, disait-il , voudraient « anéantir cette Société pour renverser le boulevard de « l'Église de Dieu. Contre de tels ennemis , où trouver « des athlètes vigoureux comme ceux que la Compagnie « seule peut donner ? » et lorsque Clément XIII confirme, par une bulle (1765), l'Institut et la Compagnie de Jésus, le saint évêque est dans la joie ; il en bénit le Père commun des fidèles qui a consolé le saint Ordre et le console lui-même.

Mais à quoi cet acte du Pape aboutira-t-il ? Ne sera-t-il pas non avenu pour les ennemis des Jésuites ? Et pensez-vous qu'il y aura relâche dans la persécution pour un écrit du souverain Pontife ?

Depuis des années déjà, le Portugal a chassé les Jésuites, la France vient de suivre cet exemple. L'Espagne est à l'œuvre maintenant, et toutes les branches de la maison de Bourbon s'attachent à la poursuite des fils de Saint-Ignace. D'Aranda, ministre de Charles III, les calomnie auprès de son roi, une émeute qui éclate à Madrid et une lettre adroitement exploitée contre eux fait du roi Catholique, hier ami de ces religieux, leur ennemi le plus obstiné.

Le roi Catholique et le roi Très-Chrétien battent, pour les philosophes, les murs de la citadelle et détruisent, pour le compte des ennemis de l'Église, la troupe d'élite.

Les quatre branches de la famille des Bourbons demandent la suppression des Jésuites. Chacun s'efforçant de prendre des arrhes, Choiseul s'empare d'Avignon et du Comtat. Toutefois, on désespère d'obtenir le résultat désiré sous le pontificat de Clément XIII; on guette la mort du souverain Pontife, et l'on veille pour les préparatifs du prochain Conclave. Aussi, quand disparaît Clément XIII, l'assaut devient-il furieux autour du Vatican. L'élection du nouveau Pape est travaillée de toutes façons. Les Cours alliées multiplient les exclusions, la question qui prime tout est celle de la suppression des Jésuites. La France, par l'organe du cardinal de Bernis, jette les yeux sur Ganganelli et le pousse à faire une déclaration qui assurerait la mort de la Société de Jésus; lorsqu'on se croit autorisé à pouvoir compter sur le candidat préféré, Ganganelli est élu par 46 suffrages sur 47 votants.

Par une cruelle anomalie, dans cette lutte mémorable les souverains catholiques, débauchés ou faibles, entraînés par des maîtresses effrontées ou joués par des ministres prévaricateurs, se laissent pousser à une odieuse persécution qui, à travers un Ordre religieux, frappe le Saint-Siège et l'Église, et le plus implacable ennemi est le mo-

narque le plus chrétien, le religieux Charles III d'Espagne, tandis que se lèvent seuls, pour le salut de la Compagnie la plus militante de l'Église, le plus philosophe et le plus immoral des rois, Frédéric II, la plus impudique et la plus sectaire des impératrices, Catherine II.

Clément XIII, en face de la coalition, a maintenu les droits du Saint-Siège et défendu son honneur ; mais il n'a pu renverser les obstacles dressés par le monde autour de la chaire apostolique, pour empêcher l'œuvre de l'Église ; il n'a pas été assez fort pour avoir raison des inimitiés et des haines chaque jour plus pressantes, et il laisse à son successeur, saint comme lui, une tâche trop lourde pour ses faibles épaules.

Ganganelli, devenu pape sous le nom de Clément XIV, ne peut oublier les bruits du Conclave qui l'a élu, les menées contre les Jésuites qui l'ont agité, et les tristes manœuvres des cardinaux achetés ou défaillants.

Cette élection réjouit Charles III, qui écrit à Louis XV :
 « Nous avons un pape ; nos cardinaux et nos ministres à
 « Rome paraissent contents de ce choix. C'est leur concours
 « principalement qui a contribué à son élection. Je désire
 « ardemment que ce nouveau pontife se détermine à étein-
 « dre l'Ordre des Jésuites. »

Alphonse de Liguori est affligé. « Tout n'est qu'intri-
 « gues, dit-il, de la part des jansénistes et des incrédules.
 « S'ils parviennent à renverser la Compagnie, leurs désirs
 « seront accomplis ; et si ce boulevard vient à tomber,
 « quelles convulsions dans l'Église et dans l'État ! Les
 « Jésuites une fois détruits, le Pape et l'Église se trou-
 « vent dans une situation bien plus fâcheuse ; les Jésuites
 « ne sont pas le seul point de mire des jansénistes, ils
 « n'en veulent à la Compagnie que pour frapper plus sû-
 « rement l'Église et les États. »

Hélas ! Clément XIV est déjà le prisonnier des représentants des cours bourbonniennes. Le cardinal de Ber-

nis le harcèle de politesses de grand seigneur et de rondeurs calculées ; le cardinal Orsini, excité par Tanucci, fait craindre des éclats au Pape hésitant ; le cardinal de Solis, les ministres Azpuru, d'Azara, plus rudes, menacent et disent plus brutalement le fait. Choiseul lui-même, enchaîné aux Bourbons d'Espagne par le pacte de famille, écrit à de Bernis de hâter la solution et de donner au Pape deux mois pour en finir. « Les Jésuites, écrit-il confidentiellement, me persécutent depuis dix ans. Je les donne à tous les diables. J'y joindrai votre pape s'il ne m'en débarrasse pas ! »

Tout cela effraie le faible pontife, qui cède toujours quelque chose, et recule davantage quand on le pousse vivement.

Tout à coup Choiseul est disgracié, Charles III en querelle avec l'Angleterre, quelques acteurs violents disparaissent ; on dirait que la question des Jésuites va s'endormir ; elle se réveille plus ardente que jamais.

Dom Joseph Monino vient à Rome mener la dernière attaque. De Bernis reçoit du duc d'Aiguillon, successeur de Choiseul, l'ordre de l'appuyer énergiquement. Le ministre du Portugal a dit plaisamment : « Aux conférences des quatre cours, on s'asseyait autour d'une table ; Bernis disait : *Per omnia sæcula sæculorum* ; Orsini et Azpuru répondaient ; *Amen*, et la séance était levée. »

Monino n'était pas un homme à laisser traîner les choses tout le long des siècles. Dès d'abord il déclare brutalement au Pape que « ce qu'on n'obtient pas par la douceur, on tentera de l'obtenir par la rigueur ! »

Clément IV fléchit lentement, il descend de concessions en concessions, de faiblesses en faiblesses. Tout son fonds de résistance est placé dans les délais, les attermoissements, l'imprévu. Les remparts sont écroulés autour de lui, la place est démantelée, peut-il sauver encore les défenseurs indomptables ? Est-ce pour les sauver qu'il

les persécute lui-même ? Pourquoi infliger des humiliations inutiles ? Les Jésuites sont soumis à de fâcheuses enquêtes, le Collège romain est fermé, la sécularisation commencée dans quelques diocèses. L'ennemi s'arrêtera-t-il parce qu'il voit licencier quelques bataillons d'élite ?

Monino est toujours pressant, toujours pressé lui-même par son monarque ; il trace au Pape un plan d'extinction de l'Ordre ; le Pontife en tire un Bref qu'il revoit et retouche sans fin. L'attente est générale, l'heure fatale approche, on le sent, on le voit aux dommages irréparables subis par la forteresse.

Joseph II écrit en secret : « Nous serons enfin débarassés de cette race et nous pourrons dire en prenant « leurs biens : *Rediit ad Dominum quod ante fuit suum!* »

Signé le 21 juillet, le Bref mortel fut publié le 16 août 1773, il commençait par les mots : *Dominus ac Redemptor noster* et supprimait la Compagnie de Jésus.

Les philosophes étaient satisfaits, ils venaient de dire : « Les voilà qui font leurs paquets, le plus difficile sera « fait quand la philosophie sera délivrée des grenadiers « du Fanatisme... »

Pour nous, nous saluons avec fierté les grenadiers qui savent mourir et non se rendre.

Louis BASCOUL.

L'ESJOUISSANCE DE NIMES

Une restauration, ou, si l'on préfère, une réorganisation s'imposait fatalement. Au milieu de ces luttes, de ces discordes infinies, tout avait souffert et le désarroi était arrivé à un tel degré que le désir de s'instruire trouvait difficilement à se satisfaire. A parler en toute sincérité, l'existence de l'Université était purement nominale ; le collège lui-même, bien que moins désorganisé, avait du plomb dans l'aile. Rien ne marchait à souhait ; tout, au contraire, laissait à désirer. Je ne fais pas seulement allusion à la classe de philosophie où un Écossais, Patrice Tod (1), un bénédictin défroqué, Charles Rozel, avaient tour à tour réuni quelques rares auditeurs, j'ai encore en vue les basses classes dont la situation n'était guère plus florissante.

Cet état ne saurait surprendre le lecteur. Le tumulte n'a jamais été et ne saurait être propice aux études. Quelle qu'en soit l'origine, qu'il vienne du dehors ou du dedans, qu'il tienne à la politique ou à des causes plus intimes, il a une action néfaste ; il trouble les esprits et les distrait de leurs occupations habituelles. L'étude réclame impérieusement le calme et la tranquillité ; aussi, au point de vue des progrès de l'instruction, ces guerres collégiales ont-elles entraîné des conséquences désastreuses. Elles ont fait déguerpir les élèves ecclé-

(1) En dépit de la brièveté de son séjour, il conserva quelques relations à Nîmes et fut à Paris le précepteur de Robert Delacroix. (V.-J. Ménard, 1556, f. 30. «Règlement de comptes avec la mère de son élève, Marie Arnaud, veuve Bernard Delacroix. »

siastiques (4) ; elles ont amené aussi la retraite des élèves laïques. En un mot , les classes eussent été vides sans les élèves originaires de la cité , sans les rares pédagogues qui leur servaient de précepteurs et qui, d'après les règlements en vigueur , étaient tenus d'assister aux leçons des régents.

Quelques reproches doivent semblablement être adressés à la municipalité, car si elle a été très affectée de la désertion du collège, elle n'a pas fait tout ce qui dépendait d'elle pour en enrayer les progrès. Loin de là, elle a manœuvré si maladroitement qu'elle pourrait être inculpée d'avoir concouru à la situation par ses économies intempestives, par sa négligence à combler les vides advenus. S'il faut la féliciter d'avoir su équilibrer son budget, on lui sait moins de gré des réductions successives qu'elle a apportées au chapitre de l'instruction publique. Elle est sortie des limites permises en réduisant à trois cents livres les gages des régents, qui s'élevaient précédemment à sept cent cinquante livres. Ce n'est pas tout. Dans son désir d'économie, elle devient injuste et oublie les services rendus. Ainsi Adam Fontaine et Jacques Legrand qui doivent la régence à la *dispute* sont, au bout de deux ans d'exercice, réduits chacun de dix livres et doivent se contenter : l'un de quarante-cinq, l'autre de trente-cinq. Quant à Pierre de Barris, qui était sorti de Vauvert, il a vingt-cinq livres de traitement :

(4) Aux débuts du collège, clercs, prêtres et mêmes jeunes chanoines en suivaient les leçons. Le dernier acte qui en fasse foi est le testament de Pierre Arbosset, prêtre et écolier du Castanet, paroisse de Chambon, Collet de Dèzes (1547, E. 289, f. 56). Il a pour témoins : Antoine Verdilhian et Pierre Pascal, de Saint-Privat de Vallougue ; Jean Deleuze, de Saint-André de Lancise ; Ant. Pagès, paroisse de Malbosc ; Jean Ribot, du lieu de la croix Favède, paroisse de Laval, près du Gardon, Pons du Solier, d'Uzès ; Etienne Ostaly de Saint-Martin de Bobaulx ; Nicolas Cays, de Tarascon ; Lois Forment, de Naves, au diocèse d'Uzès, tous habitants et étudiants à Nîmes. A dessein, ces noms ont été relevés, afin de donner un aperçu des régions où se recrutaient les écoliers du collège.

aussi demande-t-il un supplément de ressources aux transcriptions qu'il excute pour les notaires (1).

A s'en référer à cette conduite, on serait porté à croire que municipalité et conseil sont gagnés par le découragement et regrettent les sacrifices que leur amour pour l'instruction les a portés à s'imposer. Cependant cette manière de voir ne saurait être adoptée, tant elle est contraire à la justice, tant elle les calomnie en pure perte. Nos ancêtres sont, en effet, plus déconcertés que découragés. L'avortement de leurs projets, la ruine de leurs espérances les ont, je l'accorde volontiers, profondément contrariés. Mais cette déconvenue n'a en rien altéré leurs convictions. Ils sont disposés à de nouveaux sacrifices, et loin de rester tranquilles, ils demandent tantôt une université de droit, tantôt une université de médecine.

Vu la proximité d'Avignon et de Montpellier, dont les six évêques de la sénéchaussée se prévalaient pour colorer leur refus de doter l'Université ez arts, ces propositions étaient lancées en pure perte ; aussi ne sont-elles rappelées que pour montrer l'état d'affolement auquel étaient arrivés quelques conseillers. Par bonheur, tous ne pensaient pas ainsi, et c'était la majorité la plus saine, la plus éclairée et surtout la mieux avisée. Quelle nécessité de solliciter de nouvelles lettres patentes dont l'octroi était plus que douteux ? Pourquoi ne pas se contenter de celles qui avaient été déjà accordées ? N'était-il pas préférable de demander au roi les ressources nécessaires au bon fonctionnement de l'Université dont il avait à son avènement renouvelé les privilèges ? Sans doute elle avait médiocrement prospéré ; elle n'avait pas répondu à l'attente générale ; mais son échec incombait moins au mi-

(1) Pierre de Barris prit un tel goût à ces travaux, qu'il devint peu après *praticien*. Il avait sans regret renoncé à la tâche ingrate de l'enseignement.

lieu qu'aux conditions déplorables dans lesquelles avait eu lieu le recrutement des professeurs. N'ayant d'autres ressources que celles que lui fournissait la cité — le diocèse n'avait pas tardé à supprimer les six cents livres votées au début — force lui avait été d'offrir de modestes gages aux régents et de se contenter des candidats qui avaient été évincés par les villes voisines. C'était là la raison de son inferiorité, c'était là l'explication du petit nombre de ses élèves. Pour relever le niveau des études, pour changer la face des choses, il suffisait de doter l'établissement de revenus certains. Il pourrait alors choisir des régents doués d'une instruction sérieuse, car il se trouverait en mesure de les rémunérer plus convenablement.

Tels furent en substance les arguments que fit valoir à la cour de Henri II le syndic du collège, Alexandre de Pully. A en juger par le résultat; il dut les présenter avec éloquence, car plus heureux que ses devanciers, il obtint tout ce qu'il pouvait désirer. Par lettres patentes, données à Reims, le 23 octobre 1552, il fut ordonné aux commissaires chargés d'installer le présidial et d'assigner les gages des officiers de ce tribunal, d'imposer sur les mêmes choses et denrées où seraient assignés ces gages, la somme de douze cents livres pour le salaire des régents et l'entretien du collège. Enfin le 5 mars suivant, de nouvelles lettres patentes, données à Saint-Germain en Laye, venaient compléter les premières; elles autorisaient le prélèvement de cette somme, au moyen d'une imposition d'un denier maille sur chaque quintal de sel qui serait vendu aux greniers de Nîmes, de Beaucaire et du Pont-Saint-Esprit (1).

Alexandre de PULLY, auquel revient tout l'honneur de ces démarches, était par la naissance étranger à la cité,

(1) *Arch. mun.* II, 2^{me} partie. Ce portefeuille contient les lettres de François I^{er} et de Henri II relatives au collège.

mais il la chérissait d'un amour filial tout comme s'il y avait vu le jour. Le Comtat Venaissin semble avoir été son pays d'origine ; il y a du moins de nombreuses attaches, qui donnent appui à cette hypothèse. C'est à Avignon qu'il a pris femme, c'est en cette ville qu'il va chercher des prêteurs ; enfin, c'est un bourgeois de Carpentras qui l'institue juge de la seigneurie de Lirac. Docteur ez-droits de l'université d'Avignon, il était venu s'établir comme avocat et n'avait pas tardé à se signaler par son éloquence et son habileté de jurisconsulte. Les preuves en abondent ; témoins ses achats en 1547, l'appel qui est fait à ses lumières par la communauté de Montpezat, et les paroles d'un notaire qui le qualifie « fameux avocat auquel plusieurs gens avoient recours. »

A ses qualités professionnelles Pully joignait l'amour des lettres. Il cultivait même les Muses comme Jehan d'Albegas et à ce que nous apprend *La Croix du Maine*, il avait fait imprimer un poème intitulé *l'Uranie*. La pièce suivante confirme le fait, mais si, à raison de son objet, elle a dû être reproduite, elle n'est pas d'une facture telle qu'elle autorise à regretter la perte du poème qui l'a précédée. A parler en toute sincérité, c'est de la prose en vers et son seul mérite est d'être signée par un des bienfaiteurs de la cité.

Alexandre de Sully, premier consul et avocat à la court présidiale de Nismes à M. Ferrand Debes.

Plus grief supplice a le droict ordonné
Contre celui, qui dedans la matrice
Meurdrit l'enfant, n'estant pas encor né :
Que s'il estait ja testant la norrice.
Ainsi doit-on par rigueur de justice
Diligemment perdre et exterminer
Ceulx qui ces jours taschoient contaminer
Nostre collège : avant qu'il fust en estre
Mais toy (Debez) qui nous as ja faict naistre
Par ton discours doctement recité,

Ledit collèe et université
 Devant le temps par ce tu fais entendre
 Que pour ton bien tu seras incité
 A l'avenir plus grand chose entreprendre.»

La reconnaissance des Nimois ne fit pas défaut au restaurateur de l'université, mais il ne lui fut pas donné d'en jouir de longues années. Il mourut en mai 1556 dans sa maison de la place de la Salamandre, faisant héritier sa veuve Florie des Marins. Il s'ensuivit un procès entre celle-ci et les neveux Jean et Loïs de Pully, s^m de Vaulgarin, hommes d'armes de la compagnie du roi de Navarre (1) qui étaient « ses plus prochains lignagiers. »

XIX.

Par la création du présidial, par la dotation de l'Université, la ville se trouvait au comble de ses désirs. A la tristesse uscédà la joie et ces deux événements si avantageux à la cité, donnèrent naissance à une curieuse brochure à laquelle il sera fait de nombreux emprunts.

Roy tres christian, graces rends de ne croire
 A ces meschants qui corrompent ma gloire
 Par faulx escrits, par iuiques rapports
 Dont ont seté tous mes membres discords.
 Celle je suis qui ne contredis point
 Aux dicts de Dieu et aux tiens d'un seul point,
 Celle je suis qui me voudroy offrir
 Pour Dieu et toy cruelle mort souffrir
 Christianne suis, j'ai esté et seray,
 Françoisse suis et Françoisse mourray.
 Oncques ne fus (hélas) luterianne ;
 Mais du vray Christ, vraye fille christianne
 Point de Luther, la voye je ne tiens
 Mais du vray Dieu, qui console les siens.

(1) Accord du 25 septembre 1557. La veuve compte aux neveux 500 liv.
 (Pierre Poreau, f. 97).

Ces vers marquent une date, la substitution du français au latin. C'est une nouveauté de voir un régent rompre avec la tradition, rendre ses pensées en la langue nationale; aussi pour cette raison, faut-il se montrer plein d'indulgence pour son inexpérience et les nombreuses incorrections de son langage. Mais trêve de réflexions, continuons nos emprunts à Ferrand de Bez et voyons ce qu'il dit aux consuls en leur adressant la VII^e ode des *Epodes* d'Horace.

.....
 Tels n'estes point que ces Romains : le bruit
 De vos grands faicts par tout le monde bruit;
 Nismes beaucoup vous doit et si debvra
 Tant que le ciel Languedoc couvrira.
 Car ou estoit la science incogneue,
 Par vous de tous est maintenant cogneue,
 Nismes desja à s'esjouir commence,
 De voir du Roy envers nous la clémence
 La vostre aussi, qui l'a moult excité
 A nous donner cest Université
 Laquelle un jour en si grand bruit sera,
 Que de tous lieux chascun abondera
 Pour estudier. Jamais Rome superbe
 Ne florit tant : près elle, ce n'est qu'herbe.

.....
 Oncq' les Cesars, empereurs magnanimes
 Ont faict fleurir Rome aux arts : comme Nismes

.....
 Par nostre Roy est aujourd'hui en pris
 Oncques n'y eut de si gentils espritz :
 Ce qui estoit, le temps passé obscur,
 Maintenant est très facile et très pur :
 Et n'y a nul, voyant la façon bonne,
 Que grand merveille a part soy ne se donne,
 En Nismes sont de très doctes regents
 Et escoliers sans cesse diligents :
 Lesquels tousjours diligemment entendent
 A quelle fin les disciplines tendent.

Doncq' maintenaut chascun graces vous rend
 De ce grand bien duquel grand fruit on prend
 Vous suppliant de vouloir prendre en gré
 L'escrit présent à Nismes consacré.

Cette pièce aux consuls, dont les passages les plus saillants ont été rapportés, est le morceau capital de l'*Es-jouissance de Nismes*. Les pièces qui suivent ou précèdent, quoique de moindre étendue — il en est qui comptent à peine quelques vers — ne sont pas cependant dépourvues d'intérêt, car, malgré leur extrême concision, elles nous remettent sous les yeux les divers membres d'une société disparue. Assurément il en est peu qui puissent être reproduites en entier, mais il n'en est pas qui ne fournissent quelque renseignement utile ou curieux.

Là réside le principal et non l'unique mérite de cette revue. L'encens banal n'y est pas prodigué; il est brûlé avec une modération à laquelle les poètes nous ont peu habitué. En général de Bez se montre sobre d'éloges hyperboliques et garde une réserve dont il faut lui savoir gré. Il est tout au plus quelques exceptions. Ainsi l'avocat Tannequin RAYMOND (1), qui deviendra maître des requêtes de la reine mère et juge royal à Uzès, est qualifié de « divin oracle de la cité et de nostre université et de la communauté le souverain propugnacle »; ainsi le médecin Pierre FAZENDIER (2), qui restera un modeste praticien, est porté aux nues « pour son art très précieux qui à la fin l'éternizera ». A mon sens, ces exagérations sont voulues; elles traduisent une vive et profonde reconnaissance.

(1) Frère d'un chanoine de la Cathédrale, il avait épousé Jeanne Aubert, et possédait la seigneurie de Brignon.

(2) Ce fils aîné du dernier greffier de l'officialité était bachelier en médecine de Montpellier (22 mars 1525); il avait voyagé, était à Paris et en Bretagne. Il épousa Madeleine Rozan et Tista le 31 décembre 1558 (Guillaume Duchamp, f. 47). Il fut enseveli en l'église Saint-Thomas, au tombeau de ses prédécesseurs.

On ne saurait dire si de Bez a été malade, tandis qu'il est hors de doute qu'à son arrivée à Nîmes il a eu besoin d'un avocat. La pièce au lieutenant criminel Jean ROBERT le laisse entendre et doit à ce titre être signalée, car elle raconte une aventure dont il a failli être victime. En voici un court extrait :

. Vray qu'à toy suis tenu,
D'avoir mon droict, selon Dieu, maintenu
Ces jours passés ; quand il t'a pleu ranger
Ceux qui vouloient battre un pauvre estranger
Injustement ; un qui point ne desire
Le mal d'autrui, un qui ne sçait mesdire,
Un qui ne veult servir qu'aux neuf Muses
Sans s'amuser aux finesses et ruses
Du monde fin : point n'ay lentendement
A decevoir quelqu'un meschamment.
Comme plusieurs, je ne porte point d'armes
Pour faire peur ou donner des alarmes
Aux escoliers. , . . .

Ses livres, ses labeurs, son style « encor menu, » voilà les armes du poète ; il n'en a pas d'autres pour se défendre contre les batteurs d'estrade et les coureurs de nuit. Quant à ses mœurs, elles sont pures et honnêtes, ainsi qu'il s'en explique dans une pièce dédiée au lieutenant général, Jean d'ALBENAS :

Rien ne liras des amours insensées
D'hommes lascifs, femmes malavisées :
De tels propos, je ne vueil point souiller
Le jeune esprit des enfans : mal parler
Est deffendu : point un Susarion (1)
Imiteray : la sainte opinion
De Dieu, j'ensuis : la parolle lascive
Des bonnes mœurs de l'ame est corrosive.

(1) D'après la tradition, il serait le premier qui importa la comédie chez les Athéniens.

Tout mon but est à la jeunesse tendre
 Civilité et vertu faire entendre :
 Le bon maintien en table, et la manière
 Au Dieu des dieux de faire la prière.

.....

Dans les dernières pages de l'*Esjouissance*, le poète se tait et donne, suivant l'usage, la parole à ses élèves. Mais ceux-ci, au lieu d'imiter leur maître et le premier consul Alexandre de Pully, recourent à la langue de Virgile, qui leur est plus familière que le français. Ces strophes, ces distiques ne sont ni bons, ni mauvais, mais intéressent par les noms de ceux qui les ont signés. C'est Jean Richier qui, au sortir de l'adolescence, sera ravi à l'affection des siens ; c'est Guy Rochette et Robert Grégoire, qui seront assassinés dans la triste journée de la Michelade ; c'est Robert d'Albenas, qui épousera Louise de Buys et remplacera, en 1572, son père le lieutenant général ; c'est enfin Robert de Bega, neveu d'un protonotaire apostolique dont la destinée est restée inconnue.

Telle est, dans ses traits essentiels, l'*Esjouissance de Nismes* (1). Deux raisons m'ont déterminé à lui faire de nombreux emprunts : la première, c'est qu'elle est l'ouvrage le plus ancien publié à l'honneur de la cité ; la seconde, c'est qu'elle ne se trouve aujourd'hui qu'à la Bibliothèque de l'Arsenal, et que, partant, elle est ignorée de la plupart de mes compatriotes. Quant à celui qui a tressé cette première couronne poétique, il suffira de dire qu'il a séjourné durant trois années scolaires (1552 à 1555) au Collège, et de renvoyer à la Bibliothèque de l'abbé Gouget (t. XIII, p. 149) ceux qui désireraient connaître à fond tout ce qu'on sait de ce modeste régent.

(1) Cet ouvrage est d'un intérêt tel que la municipalité devrait en faire exécuter une copie.

XXI

Suivant l'expression du poète , la ville est fondée à se réjouir. Tout marche à souhait. Université et Collège renaissent sous les meilleurs auspices. Ils n'ont pas seulement des revenus assurés , ils sont encore à la veille de posséder un principal duquel on dit des merveilles. Baduel y a pourvu, et sur le point de s'expatrier , il écrivait à Guillaume Tuffan : « J'agirai de manière à prouver à vous et aux autres que ce n'est pas le seul désir de vous obliger qui me fait souhaiter votre arrivée , mais l'intérêt de la ville où nous sommes nés tous les deux , des lettres qui sont notre passion commune, et de l'éducation de la jeunesse, pour laquelle je vous ai toujours connu les plus grandes aptitudes de caractère et de savoir. »

D'après ce fragment de lettre, emprunté à la remarquable étude d'un digne prêtre , le regretté abbé Azaïs (1) , Tuffan avait dû faire ses premières études à Nimes ; mais contrairement à ce que dit son auteur, c'était la seule attache qu'il eût avec la cité. En effet, une pièce dont l'authenticité ne saurait être récusée (2), nous apprend avec une rigoureuse précision la filiation et le lieu de la naissance. D'après ce document, Guillaume était fils de Jean Tuffan et d'Antonie Ginhoux, habitant « le lieu dit le *mas des Tuffans*, maison des Fumades, paroisse d'Alzon ou

(1) *Mémoires* de l'Académie de Nimes, 1878, p. 173. C'est l'étude du collège depuis sa création à l'époque présente.

(2) Ce précieux renseignement est consigné dans le contrat de mariage. Il épousa le 29 octobre 1558 (J. Ménard, f. 332) Léonarde , fille de Jean Baudan, consul de l'année précédente et de sa première femme, Catherine Favier. Elle eut, avec 1.050 livres de dot, une chaîne d'argent pesant quatre onces, deux anneaux d'or, l'un tortis, l'autre avec une médaille tenant lieu de pierre, cinquante livres pour les robes , avec une canne de velours et cinq pans de satin pour les garnir.

Auzon, au diocèse d'Uzès. » Il semble avoir été le premier né d'une famille nombreuse, parmi lesquels sont venus à âge mûr deux filles et deux fils, Jean et Simon.

Au moment où eurent lieu les pourparlers, Guillaume Tuffan était maître ez arts et principal au collège de Narbonne; aussi, avant d'abandonner ce poste, prit-il ses précautions. Il exigea que la ville, par un contrat solennel (15 avril 1553), s'engageât à lui conserver sa vie durant les fonctions de principal. Quant aux conditions stipulées, elles étaient de nature à le fixer. Il aurait six cents livres de gages par an, outre cela, pareille somme de six cents livres, qu'il emploierait soit à payer les gages des autres professeurs, soit à faire les réparations d'entretien nécessaires au collège, de laquelle somme il rendrait compte chaque année aux consuls. La ville lui remettrait tout l'argent qui pourrait être recouvré du collège, la moitié devant être employée à l'achat de gros meubles, et l'autre moitié pour faire ses provisions. En retour, il s'engageait à tenir des régents et professeurs habiles, savoir : un professeur de philosophie, un professeur de mathématiques, un professeur de langue grecque et quatre autres régents, qui tous seraient ses commensaux et habiteraient dans le collège.

Deux points importants se dégagent de ce traité ; c'est d'une part l'abdication de la municipalité, de l'autre l'élévation du principal qui devient en fait l'unique directeur du collège. C'est là le point qui prime tous les autres. Au lieu d'être soumis aux caprices des consuls qui se renouvellent chaque année, il échappe à leur action, car les fonctions qui lui sont concédées ne doivent prendre fin qu'avec la vie. Il cesse d'être un modeste subordonné, il devient un véritable supérieur. En cette qualité, il a la haute main sur tout ce qui touche au collège ; il choisit les régents ; il les renvoie à son gré ; il fixe le taux de leurs gages, il administre et régit l'établisse-

ment à sa volonté. La municipalité n'a plus à s'occuper du personnel, de la discipline ; elle borne son action au contrôle des dépenses, pour le reste, elle s'est déchargée de tout souci et se repose en l'honnêteté, en la vigilance du principal.

Tuffan semble avoir pleinement mérité la confiance dont il a été investi. Sans doute, peu de choses ont transpiré de son administration, mais étant donné le caractère de nos ancêtres, le silence qui règne à cet endroit équivaut à un véritable éloge. On est d'autant plus fondé à l'interpréter ainsi que l'abstention du Conseil politique est plus apparente que réelle. En effet, il ne tient qu'à moitié ses engagements, il est aux écoutes et vienne une occasion, il la saisira aux cheveux. Nous sommes tentés de le féliciter de cette intervention, car, sans cela, cette période heureuse n'aurait pas d'histoire.

Le collège comptait parmi ses maîtres un excellent professeur de mathématiques dont les élèves suivaient assidument les leçons. Ayant appris, raconte Ménard, que ce professeur devait quitter la chaire à la fin de l'année solaire, ils présentèrent une requête au consul de ville pour obtenir qu'il fût maintenu jusqu'à ce qu'il eût achevé de leur exposer la théorie des planètes, les tables astronomiques d'Alphonse, qui avaient été dressées en 1254 à Tolède, ainsi que l'introduction aux éphémérides, qui avaient pour objet de déterminer pour chaque jour le lieu de la planète dans le zodiaque. Cette requête fut prise en considération et le Conseil vota le maintien de ce professeur. Combien cette démarche est touchante ! Elle fait honneur aux élèves de cette époque ; elle atteste, avec leur attachement pour le maître, un véritable amour pour la science.

D'autres circonstances font l'éloge du principal, et en particulier la transformation du collège qui est son œuvre. Grâce à l'habileté de sa direction, aux excellents col-

laborateurs dont il a su s'entourer, il a changé la face des choses et donné à cet établissement une prospérité insolite. De tous côtés, les élèves affluent, le local devient insuffisant, et force est à la municipalité de l'agrandir en lui annexant plusieurs maisons voisines (1).

Tel est le bon renom du collège, que les élèves ne se recrutent pas seulement dans le ressort de la sénéchaussée, mais encore dans les provinces avoisinant le Languedoc. Il en est même qui ont vu le jour en des provinces plus éloignées. Ainsi Louis David, demeurant au collège des arts, est natif de Bonneval près Orléans (2), Robert Ymbert, s^r de Sebuclh, Julien Danin, s^r du Peron, qui se donnent réciproquement leurs biens, sont du diocèse de Coutances au pays de Normandie, ainsi que Jacques Langlois, natif de Cherebours, qui leur sert de témoin (3).

La Renaissance, si elle a poussé de toutes ses forces à l'instruction du peuple ne s'est guère occupée d'améliorer le sort de ceux qui l'enseignaient. A leur endroit, la générosité était inconnue. Les municipalités marchandaient à qui mieux mieux leurs services, et si les gages des professeurs étaient plus élevés que ceux des régents, les mieux payés n'avaient pas une position bien digne d'envie. Aux professeurs de notre époque qui sont tentés de se plaindre, il est bon de mettre sous les yeux ce qu'é-

(1) *Arch. mun.*

(2) Lansard, 1557, f. 436.

(3) E., 351, f. 59, 78 et 79, 1554. Les témoins, tous escoliers, sont : Jean Farges, de Massilargues-lez-Anduze ; J. Morgues, régent, Pierre Trucan, de Béziers ; Jean Lasalle, de Thiviers (Limoges) ; Antoine Romain, du diocèse d'Embrun ; Lois Froment, de Naves, au diocèse d'Uzès ; Honorat Thuard, de Gonfaron, au diocèse de Fréjus ; Antoine Borrel, de Brezet, au diocèse de Turin ; Claude Margues, de Salhac, diocèse d'Embrun.—Ces actes, passés dans la maison du conseiller Jean Poldo Albenas, sont suivis de quelques lignes signées et écrites de sa main, par lesquelles il déclare connaître les testateurs.

taient leurs aînés dans la carrière. Quoiqu'ils rendissent les mêmes services et conduisissent aux mêmes fins, ils étaient traités d'une façon moins juste et moins équitable. Leur vie se passait à voyager. Ils changeaient toutes les années de collège, et trouvaient partout plus de peines que de profits.

La considération, quoiqu'elle ne coûte rien, était souvent refusée à leur personne, et il n'y avait guère que les lettrés et les gens de distinction qui les traitassent avec estime et tinssent à honneur leur compagnie. Autre était la conduite des gens mal élevés. Ils les considéraient avec dédain ; ils affectaient de les mépriser et les appelaient par dérision *grimaulx*, c'est-à-dire mauvais écoliers. La résignation avec laquelle l'un d'eux fait connaître ce sobriquet, la réfutation tout à la fois plaisante et comique qu'il en donne, autorisent à croire qu'il lui était arrivé pire.

Les régents, logés au collège et nourris à la table du principal, avaient les avantages et aussi les inconvénients de l'internat. Si par ce fait ils étaient affranchis des préoccupations de la vie matérielle, ils jouissaient en retour d'une demi indépendance et étaient soumis à une sujétion qui pouvait compromettre leur dignité. Leur appartement se réduisait à une chambre meublée d'un lit, d'une table et banc; quant à leur menu, il avait quelque chose de monastique. Plusieurs s'en sont plaints et l'un d'eux, Ferrand de Bez, s'est fait l'écho de ses doléances dans une pièce qui nous a été conservée.

En régentant, je perds mon temps et age
Sans esperer icy quelque avantage :
Cette douleur, malgré mes dents, je porte ;
Donc je voudrais que régence fut morte,
Car dessus moy fait tomber maint orage,
Subornement m'a fait un grand dommage ;
Mais faux rapport m'a bien fait davantage.
Voila comment mon cœur se desconforte
En régentant.

Pour caqueter, on met en la cage,
 Puis a midy, j'e pour mon pasturage
 Trois œufs, un pain, du vin avecque eau forte,
 Puis un tançon (1) mon pauvre cœur supporte.
 Voila le gain qui navre le courage
 En régentant.

Dans nn autre rondeau, dédié à un de ses compagnons de labeur, j'allais dire d'infortune, les mêmes plaintes se retrouvent, car si le milieu a changé, la condition du régent ne s'est pas améliorée. La mesure est comble ; la patience est à bout. Il est à la veille de renoncer à la profession, car, dit-il, quelle que soit l'exactitude apportée à l'accomplissement de ses devoirs, on ne peut y acquérir le moindre honneur. « J'estime, ajoute-t-il, Cicéron et Virgile ; mais je ne vois que du temps à perdre à lire et à expliquer Donat. »

Notre principal traite-t-il différemment ses subordonnés ? Se conduit-il autrement que ses collègues ? C'est surquoi on ne saurait répondre, tant les ténèbres règnent sur ce point. Il est seulement un fait certain, c'est qu'il remplit ses engagements, mais rien ne nous indique le nom patronymique de ses dévoués collaborateurs. Une enquête à travers les minutes notariées de l'époque a été cependant faite, mais si elle a servi à sortir de l'oubli une masse de maitres d'écoles, elle n'a révélé qu'une douzaine de régents. Assurément le résultat est maigre, mais à tout prendre, il n'est pas dépourvu d'enseignement.

Cette enquête dépose tout à la fois en faveur du principal et du personnel enseignant. Suivant une vieille tradition, les engagements contractés ont la durée de l'année

(1). Réprimande.

scolaire et l'année suivante doit s'ouvrir avec un personnel nouveau. Or aujourd'hui ce renouvellement est simplement partiel. Par suite d'une entente préalable, la plupart des mandats sont renouvelés avant leur expiration. Que les régents aient perdu de leur humeur vagabonde, je l'accorde bien volontiers, mais à titre de [réciprocité on voudra bien m'accorder que si les régents sont satisfaits, il doit en être de même du principal, car sans cela il eût opposé à leur demande une fin de non-recevoir.

Enfin, contrairement à ce qui avait lieu précédemment, le célibat a cessé d'être une règle sans exception. Parmi les régents qui ont séjourné dans la cité, il en a été relevé quatre qui ont pris femme, soit avant leur venue, — Girard Gilibert, professeur de philosophie, natif du Moulins au diocèse d'Autun, avait épousé à Arles Philippine Ricard; — soit pendant leur séjour, — Jean Morgues épousa Catherine Jacques, Guillaume Teissier épousa Pascale Bernarde, Claude Maffred épousa Étiennette Dulau. — Cette conduite n'est pas un simple indice d'un changement subi dans les mœurs, elle atteste l'amélioration survenue dans la condition du régent.

XX

La prospérité du collège ne flattait pas seulement l'amour-propre des habitants, elle concourait encore — ce qui ne gâtait rien — à accroître leur aisance. Les nombreux étrangers qu'il attirait éprouvant des besoins dont la satisfaction se traduisait pour maints intérieurs en une série de petits gains. Libraires, tailleurs, marchands étaient, sans contredit, ceux qui étaient le plus souvent mis à contribution, mais n'étaient pas les seuls à participer à la moisson. La ville tout entière se ressentait de cette affluence ; elle en bénéficiait à tous les points de

vue, et il est grandement regrettable que nous n'ayons pu établir année par année la progression suivie par les recettes des droits de l'équivalent.

Le régime de l'internat, tel que le comprend notre époque, c'est-à-dire le casernement des élèves, les grandes études, les grands dortoirs, la discipline sévère, n'est pas encore inventé ; mais il serait erroné d'en conclure que les élèves étrangers soient tout à fait livrés à eux-mêmes. S'ils jouissent d'une plus grande liberté que leurs descendants, ils reçoivent une éducation morale qui les met à l'abri de maints dangers. De leur côté, les pères de famille s'évertuent à leur créer des guides, des mentors et, à défaut des précepteurs que tous ne sont pas en position de donner à leurs enfants, ils délèguent leurs pouvoirs à une personne qui soit à même de les exercer. De là des modes divers, dont le moins bon est incontestablement préférable au régime de l'internat, sous lequel ont vécu la plupart de nos contemporains.

Le mode qui s'en rapproche le plus est l'internat de famille. Il est tout à la fois un des privilèges du principal et la source la plus importante de ses revenus. J'ignore si, comme par le passé, la viande qu'il consomme à sa table est affranchie des droits de l'équivalent, mais j'ai de fortes raisons d'en douter. Entre autres arguments, on peut se prévaloir du prix de la pension, qui est plus élevé que dans les autres pensions de famille. En effet, s'il varie suivant l'âge des écoliers,—il oscille de cinq livres dix sous à sept livres dix sous le mois (1) ; — il faut aussi tenir compte des soins plus spéciaux que reçoit l'enseignement de l'élève. Même à table, on ne perd pas le temps. Toujours quelque avertissement, quelque leçon, quelque exercice accompagnent le repas.

(1) Sabatier, 1565, f. 283. Tuffan constitue procureur, le 29 octobre, pour recouvrer 309 livres dues par les hoirs de Jean de Bossugues, procureur du Roy de Montpellier (Étude de M^e Grill).

Les maitres écoliers avaient, cela va de soi, des prétentions plus modestes ; aussi, les familles, obligées de compter, les mettaient-elles assez souvent à contribution. Ainsi, le 22 mai 1556, un d'eux, Antoine Romain, donne quittance au tuteur de Pierre Galian, de Beaucaire, de cent quarante-neuf livres, pour « norriture, doctrine, accoustrements et fournitures faictes » durant trente-deux mois, commençant le 21 septembre 1553, et finissant à la date indiquée (1). Or, même en ne défalquant pas le coût des habits et fournitures, le prix du mois scolaire ne dépasse pas quatre livres deux sous.

S'il est dur d'envoyer ses enfants au loin, il n'est pas à la portée de toutes les bourses de leur donner des précepteurs. Pour parer à ce double inconvénient, plusieurs parents s'associent et remettent en commun leurs enfants au même maitre écolier. On n'a pu découvrir le chiffre des dépenses entraînées par cet arrangement ; on voit seulement que le maitre remplit un double emploi, est en même temps qu'il fait répéter les leçons, il acquitte les dépenses des élèves qui lui sont confiés. C'est ce que nous apprend la quittance suivante, et comme elle renseigne sur le coût mensuel de la nourriture, il est opportun d'en donner une analyse détaillée.

Le 7 janvier 1556 (1557), Loïs Forment, écolier de Naves, chargé de Jean, Claude et Baptiste, fils de Jacques Ysard, de Villefort, écuyer, seigneur de Crussolle, de Michel, fils de Vidal-Vidal, d'Antoine, fils de Michel Molhe, d'Antoine, fils d'autre Antoine Ducros, seigneur de Montredon, soit en tout de six enfants, paye à Jeanne Rovièrre, « femme d'Antoine Romain, escolier en medecine, tout ce qu'il peut devoir, tant pour luy que pour lesdits enfants du service et advivres (*sic*), par elle à eulx prestés, à raison de trente-cinq sols le moys pour icelluy Baptiste,

(1) Jean Mombel, 1556, f. 36. *Contrats perpétuels* (Étude de M^e Degors).

et quant à tous les autres, à raison de quarante sols le moys, commençant pour Forment, Jean et Claude Ysard, Vidalet Molhe, au quinzième octobre jusqu'au quinzième janvier, et quant audit Ducros, le quinzième novembre au quinzième janvier, qui sont deux moys (1). »

Mais le mode qui a les faveurs du public est celui qui s'est conservé en Angleterre, c'est-à-dire l'externat au sein d'une famille honorable. Ce mode, très rare aujourd'hui, est, au milieu du xvi^e siècle, extrêmement commun. L'idéal pour les parents habitant les environs est de trouver une famille alliée ou tout au moins amie qui veuille recevoir le jeune écolier, qui surveille ses actes et rende compte de sa conduite. En dédommagement, ils serviront à celle-ci une pension soit en denrées (blé, vin, huile), soit en espèces monnayées. Bientôt, la porte, ouverte aux amis, le fut également aux étrangers, et l'offre de l'hospitalité aux jeunes écoliers entra dans les mœurs.

Toutes les classes de la société prirent part à cette généreuse émulation. Le Présidial lui-même n'y resta pas étranger, et fut représenté par les conseillers Jean Poldo d'Albenas et Pierre de Malmont. Par le fait de la concurrence, les écoliers eurent des pensions à tous prix ou, comme on disait alors, assorties à la qualité de leur personne. Quant aux précepteurs qui accompagnaient les fils de famille, ils étaient pour la plupart des étudiants assagis par l'âge, plus dénués de ressources que d'instruction.

Les sympathies de la génération actuelle pour les idées et les œuvres de la Renaissance ne sont un mystère pour personne, mais si le fait ne prête pas à controverse, il ne s'ensuit pas que les causes en soient faciles à trouver. Les expliquer par l'étude et le raisonnement serait, ce me semble, grandement errer, car bien que cette époque ait inspiré d'assez nombreux travaux, le meilleur de tous

(1) Jean Mombel, 1556, f. 199. *Contrats non perpétuels*. — Jean Bèdes, escolier, demeurant à Nîmes, est témoin de la quittance.

a compté un nombre de lecteurs moindre que le plus mauvais des romans à la mode. En tous cas, quelque expansive qu'ait été son action, elle ne saurait, à elle seule, expliquer les nombreux points de contact existant entre l'esprit de cette période et l'humeur inquiète et agitée de nos contemporains.

Une explication scientifique qui me répugnerait moins serait de voir dans cette sorte de conformité les effets de l'atavisme physiologique. De même qu'on voit de temps à autre des enfants ressembler davantage à leurs aïeux les plus reculés qu'à leurs parents immédiats, de même il peut se rencontrer des générations qui, bien que séparées par plusieurs périodes, arrivent à se ressembler par certaines particularités physiologiques, par certains traits littéraires, artistiques et passionnels. Tel est, ce me semble, le cas de la génération présente. Elle a beau être la fille directe du XVIII^e siècle, elle n'en a pas moins avec la société de la Renaissance un sérieux air de famille.

Qu'on ne s'y méprenne pas. La constatation de ce fait démographique n'implique nullement la négation des progrès accomplis. De ce que, à certains égards, il y a eu évolution rétrograde, il ne s'ensuit pas qu'elle ait entraîné un réel mouvement de recul. Le retour vers le passé a été partiel et circonscrit. Les modifications que la culture plus grande des esprits a fait naître, les changements que les événements politiques ont successivement entraînés, les développements vertigineux qu'ont subis les diverses branches de l'industrie, les transformations qu'ont apportées les découvertes de tous genres en ont mitigé les effets et atténué les conséquences. Il en est résulté une moindre ressemblance, des dissemblances même, mais celles-ci ne sont pas de telle nature qu'il faille oublier les analogies et méconnaître une incontestable filiation.

Parmi les exemples de cette filiation, l'un des plus sai-

sissants est fourni par l'histoire de l'instruction primaire. La Renaissance ne se borne pas à lui imprimer un élan vigoureux, à créer des écoles dans les plus modestes villages, elle a encore sur ce point des idées neuves, extrêmement originales. Quoique émanées de gens qu'il est de bon ton de qualifier d'arriérés, elles sont saines, vraiment judicieuses, et fort analogues à celles qui sont présentement en faveur. Qui s'en serait douté ? La fameuse loi, qui régit aujourd'hui l'instruction, s'y trouve à l'état embryonnaire, sinon dans la totalité de ses articles, du moins dans ce qu'ils contiennent d'essentiel.

L'analogie n'est pas cependant complète. Nos ancêtres sont trop passionnés pour l'instruction pour regarder à la provenance, à l'habit du maître. Ils aiment trop sincèrement la liberté, pour ne pas laisser à chacun la liberté de l'enseignement, le choix du professeur ; mais sauf cette différence qui doit être inscrite à leur éternel honneur, ils se comportent comme le feront leurs descendants. Tout comme eux, ils ont des écoles gratuites et connaissent le principe de l'obligation en matière scolaire. Dans plusieurs villes et même dans quelques villages (1), les gages du précepteur de la jeunesse sont préle-

(1) Aux noms des lieux précédemment indiqués doivent être ajoutés les suivants, énumérés par ordre alphabétique. — Bernis : Roques Guillaume 1545, E. 137 f. 23. — Antoine de Palma, qui teste le 9 juin 1561. (Poreau f. 249). — Blauzac : Fontarèches Jacques (Sabatier, 1560, f. 31, Malian, 1561, f. 310). — Caveirac : Radel Aymès, du diocèse de Langres. (Mombel, 1556, f. 24). Pinet André de Saint-Privat de Vallongue. (Mulian, 1562, f. 274). — Générac : Lacoste Pierre (Poreau, 1561, f. 302). — Marguerittes. — En 1525, exécuteur des tailles de ce lieu produit cinq quittances faites par les recteurs de l'école. (Guill. Deplanis, f. 144). — Milhau, Fabre Jean ou Faure, régeut des écoles. (Ménard, 1556, f. 869). — (Grimaldi, 1557, f. 266). — (Giraud de Felga del Foy en Gascogne. (Sabatier, 1562, f. 314). — Montfrin : Orgon Antoine. (Étienne Pinholis, 17 août 1530, f. 130). — Pas besoin de dire qu'il n'a été dépouillé qu'une partie des minutes notariées de Nîmes.

vés sur les fonds de la communauté(1). Quant au principe de l'obligation, il est adopté en 1560 par les États d'Orléans. Chose tout à la fois fréquente et significative : c'est la noblesse et non le tiers-état qui s'en fait la promotrice. C'est elle qui demande que les pères et mères soient tenus, sous peine d'amende, d'envoyer leurs enfants à l'école, et qu'ils y soient contraints par les seigneurs et les juges ordinaires. On ne saurait être plus explicite ; aussi faut-il doublement regretter que les guerres de religion aient empêché la réalisation de ce vote.

La Renaissance touche à sa fin, mais à la veille de disparaître, elle s'est donné un magnifique linceul. Par ce vote, elle a affirmé à nouveau sa passion pour la liberté, son amour pour l'instruction, et laissé des germes féconds destinés à lui survivre.

« Par suite du malheur des temps, de la direction nouvelle, imprimée aux esprits, les idées de la Renaissance prirent fin avec elle et furent, durant plusieurs siècles, complètement abandonnées. Jusqu'au ^{xvii}^e siècle, personne ne s'occupa d'art, d'architecture, et c'est seulement à notre époque qu'on s'est préoccupé de faire revivre et de mettre en pratique ses vues sur l'instruction populaire. Dans ces dernières années, on a cependant prétendu que la Réforme avait fait quelques tentatives dans ce sens, et l'on s'est plu à la représenter comme ayant accompli l'œuvre que ni l'Église romaine, ni la royauté n'avaient pu concevoir, comme ayant organisé un système général d'instruction publique. Il est plus aisé d'avancer une pareille

(1) Ou bien par des legs fait par des prêtres à Marguerites, l'archidiaque dans son codicille du 13 avril 1589, François Ménard, f. 1592, « veut que les restes de la pension soient délivrés pour l'avancement des études de tel enfant du lieu qui voudroit aller continuer ses études hors du lieu pourveu que l'enfant soit propre et capable pour apprendre les lettres suivant l'attestation que le maître en fera et au cas où led enfant ou ses père et mère n'auroient moyen l'entretenir en ses études sans vendre ou distraire et aliéner leurs fonds ».

proposition que de l'établir sur des fondements solides. Il est certain qu'en Allemagne et dans les autres pays qui l'adoptèrent, la Réforme donna une impulsion considérable au développement de l'école populaire à la *Wolksschule*, mais tout en reconnaissant les services qu'elle a rendus dans ce sens, nous devons constater, ajoute M. Buisson (1), que sa pensée et son but, en créant les écoles, ne différaient point, quant au fond, de ceux de l'Église du moyen âge. La doctrine chrétienne demeura pour elle le principe et la fin de toute science ; l'école, telle que la voulaient Luther et ses disciples, eut, avant tout, pour mission de mettre les fidèles en état d'aller chercher dans la Bible les vérités nécessaires à leur salut. L'instruction populaire profita indirectement du zèle avec lequel les réformateurs enseignèrent à lire aux multitudes, mais il serait contraire à la vérité historique de prêter à ces initiateurs une conception démocratique de l'instruction et des vues d'émancipation intellectuelle qui leur sont restées étrangères. »

L'étude des documents originaux, ainsi que mon enquête qui a porté sur une contrée inféodée de bonne heure au calvinisme, confirment de tous points cette appréciation. Pour les réformés, l'école est une succursale du temple, un moyen commode et sûr de propager la pure doctrine de Calvin. En conséquence, le magister est le second, le vrai coadjuteur du ministre ; c'est à lui qu'incombe la prière du soir, et après le prêche, il doit entonner le psaume qui clot la cérémonie. Là, est son rôle principal, tandis que l'instruction donnée aux enfants est la partie accessoire : il leur apprend la lecture, l'écriture et les premières règles de l'arithmétique. En un mot, c'est tout comme autrefois, et avec la meilleure volonté du monde on ne saurait voir dans cet enseignement primaire un progrès quelconque.

(1) *Dictionnaire de pédagogie* (article Instruction, t. II, p. 1366).

Concurremment, les goûts ont changé, et à l'amour des belles-lettres qui a caractérisé la Renaissance, a succédé sinon le dédain, tout au moins une sérieuse indifférence. Loin de s'inquiéter, comme par le passé, des chaires qui sont vacantes, loin de combler au plus tôt les vides, on a l'air de s'en réjouir ; car déjà germe le secret dessein de transformer l'université des arts en université de théologie

Par un singulier retour des choses, la théologie est redevenue à la mode : elle a conquis les faveurs du plus grand nombre, elle est la passion prédominante, elle trouble et agite toutes les cervelles.

Pas n'est besoin de dire que le principal échappe à cet engouement, mais il en subit le contre coup. Consulté sur l'opportunité de la mesure, sa réponse aux consuls trahit le mécontentement du lettré ; avec logique et bon sens, il a beau exposer en excellents termes les raisons qui militent contre une université de théologie, il perd son temps et ses peines et ne rallie personne à ses idées. Les déboires qu'il a subis, les reproches qui ne lui ont pas été ménagés l'ont profondément découragé. Dans son aigreur il s'en prend à tout le monde et décoche des traits sur les prêtres, sur les ministres qui cherchent à le supplanter, sur les jeunes gens « qui toujours veulent vouler plus hault qu'ils ne peuvent et prétendent gouverner les aultres devant qu'ils se puissent regir eulxs-mesmes », mais le point sur lequel il insiste en particulier c'est la difficulté de se procurer des régents. « Il est bel a veoir qu'elle sera toujours plus grande à ung principal qu'elle n'a esté par le passé, pource que tous les plus scavantz regentz et pedagogues laissent de jour en jour leur charge qui est pénible, abjecte et de nul advancement pour se mettre au maistier que s'ils n'avancent davantaige les hommes pour le moings est-il honorable et Dieu graces sans dangier. Bref, le principal de collège, principalement

hors depaïs, ung conun serviteur de tous, et comme ung asne commun mal embasté et aymé d'aucun, à qui plus il face de service, pour ce que si il ne veult charger sa conscience, tumber tost en diffame et ruyne, avec la charge d'une grande familhe qui est suffisante pour bien grever ung homme. Il faut que nuict et jour il soit sur ses pieds, jusques à frauder sa nature du sommeil et repos necessaire, s'il veult suffire a l'institution de la jeunesse, laquelle ne consiste, comme celle d'un jurisconsulte, théologien ou medecin, en une certaine sorte de lettres et livres ains en ung meslange de grammairiens, poètes, historiens, philosophes grecs et latins; il fault qu'il soit le dernier couché, le premier levé, ayant tousjours tendu son esprit, comme ung arc, subject a fere plus de disputes de lettres que ung secrétaire ung grand seigneur; subject a respondre des fautes des regentz, des serviteurs, des disciples, non seusement domestiques ains des estrangiers. subject a soubstenir la charge, maintenant d'ung malade, maintenant d'ung absent ou aultrement empesché et souvent pour la difficulté de trouver ung régent pour quelque haulte classe, subject de jointer le joing à fere sa charge ung mois et deux, et ce nonobstant fere non moindres despens à le chercher ou envoyer querir deçà, delà, qu'il seroit à le nourrir et salarier s'il l'avoit, et pendant ce temps, bon Dieu, quel bruict par toute la ville, du desordre du collège, de l'avarice du principal, et maulvais mesnagement, il n'est chauderonnier, ni foulon, qui n'entend mieulx la charge et nese vante mieulx la pouvoir fere celui qui là sur le doz, qui se consume pour la bien fere(1). — Lettre aux consuls, à la date du 29 décembre 1561.

Les troubles religieux achevèrent l'œuvre de la destruction et des huit classes qu'avait comptées l'Université

(1) *Histoire de Ménard*, t. IV; — *Preuves*, p. 198.

depuis 1553, et il n'e subsista que celle des commençants, confiée à un ancien régent (1). Quant au principal, après sa démission, il se retira dans une maison qu'il avait acquise (2). C'est là qu'il s'éteignit, le 31 mai 1572 (3), désillusionné, accablé par la tristesse et les regrets.

Docteur PUECH.

(1) Jean Mathieu de Belveser (diocèse d'Uzès), qualifié écolier, dans un acte du 17 juillet 1557 (Grimaldi, f. 532), devint, en 1561, praticien (Ménard, f. 57), et en remplit les fonctions jusqu'à l'époque où la classe primaire lui fut confiée. Il vivait le 10 août 1566).

(2) De l'avocat Guillaume Martin, sise près du collège, au devant de l'Orne (sic), au prix de sept cents livres (J. Ménard, 1561, f. 446).

(3) Tuffan laissa trois filles ; Claudie épousa Jacques Cassagne, trésorier du domaine et a été la grand'mère de la future victime de Boileau.

LES ANGES ROSES

(suite)

CHAPITRE VII

Madame la Comtesse de Kernoët avait déjà remarqué que son fils, d'habitude si ouvert, si franc, si bon, était, depuis quelques jours, sombre, taciturne, malheureux.

A toutes ses avances, il avait répondu vaguement, et fuyant, au premier prétexte, la présence de sa mère, il retournait sur la montagne, dans ses solitudes aimées, courait, se fatiguait, cherchait dans la lassitude corporelle la paix et l'oubli.

Lui dont la figure s'illuminait de joie naguère à la vue de la princesse russe, évitait aujourd'hui de la rencontrer avec un soin extrême. La promesse qu'il s'était faite, malgré ce qu'elle lui avait coûté de déchirantes angoisses, il l'avait tenue, et, depuis le concert de charité du cercle nautique, il n'avait pas adressé la parole à Sophia.

Lorsqu'il l'avait vue de loin, en compagnie de sa sœur et au Comte Kourieff, gravir le sentier rocailleux qui menait à Montgrand, au lieu de bondir à leur rencontre ainsi qu'il le faisait jadis, il s'enfonçait sous bois, se dirigeait vers quelque cime inexplorée en précipitant sa course, et le soir, quand il revenait à l'heure du dîner, prendre sa place à table, en face de sa mère, son regard était, plus que d'habitude, chargé d'amère tristesse.

Tout avait contribué à donner aux sentiments, d'abord pleins de charme, que la princesse avait inspirés à André de Kernoët, cette puissance étrange, cette exaltation qui

parfois a enfanté des actions héroïques, qui bien souvent aussi a causé d'insondables douleurs.

Il est de mode aujourd'hui, il est parait-il spirituel, de tourner agréablement en dérision cette naïveté d'âme qui se livre entièrement. Elle est rare, en effet, dans une société sceptique et blasée, et beaucoup ne la raillent que parce qu'incapable d'en subir les effets, ils ne peuvent même la concevoir. Mais si, pour en retrouver l'épanouissement éclatant, il faut remonter aux siècles où la foi germait dans tous les cœurs, aux âges où notre société, dans son enfance pure, croissait à l'abri des souffles destructeurs qui passent sur notre civilisation corrompue, et flétrissent, dessèchent toute chose respectable et sainte, il est encore, perdus dans votre monde vénal, vestiges des siècles morts échappés comme par erreur à la faux des ans, des cœurs vaillants qui auraient battu à l'aise sous l'armure des preux, et qui ne peuvent se faire à notre atmosphère de vapeurs délétères, des cœurs, enfin, jeunes, forts, dont certains sentiments s'emparent comme le germe qu'apporte le vent s'établit dans les terrains vigoureux et vierges pour y devenir arbre et forêt.

Telle était l'âme du jeune Comte de Kernoët.

De plus, il vivait depuis un certain temps dans un isolement presque absolu.

La paix de sa vie, le calme qui était l'élément dans lequel se mouvait son être, laissaient à la pureté de ses pensées, à la vigueur de ses facultés, toute leur énergie, tout leur ressort.

Et c'est dans cet état de jeunesse absolue, qu'était apparue à André, tout neuf, tout vaillant de sentiment, non pas une de ces élégantes poupées au visage plus ou moins joli dont la grande occupation en ce monde consiste à discuter chiffons et à se tenir scrupuleusement au courant de toutes les variations de la mode, mais une jeune fille d'une ravissante beauté, d'une grâce indiscutable,

d'une intelligence rare et dont le cœur — André, malgré sa modestie n'avait pu se le dissimuler — semblait tout disposé à répondre aux avances du sien.

Il s'était laissé aller d'abord à la douceur de son nouveau genre de vie sans réfléchir, sans interroger l'horizon pour savoir où le conduisait cette route semée de fleurs, comme le nautonier imprudent, bercé doucement par les flots, s'endort à leur bruit caressant sans s'inquiéter si au bout de sa course un abîme inconnu n'engloutira pas sa frêle nacelle.

Soudain, il s'était réveillé ; devant lui il avait vu le goufre béant.

Il aimait Sophia ! Sophia, la Toison d'or ! le lingot d'or ! le ruissellement de millions ! et cet amour qui eût rempli son âme d'ivresse si, elle pauvre, il avait pu lui offrir une fortune à partager, se dressait maintenant devant ses yeux comme une chose monstrueuse. Il entendait déjà les spectateurs le saluer premier dans cette course à la richesse, il voyait le vieil honneur des Kernoët tomber en loques, déchiré par la médisance et l'envie, et tandis que ces pensées lui brûlaient le cerveau, son cœur ne pouvait chasser l'image rayonnante et maîtresse de la princesse Sophia.

Il n'avait pas hésité pourtant ; quand le devoir lui avait dit : Halte ! il s'était arrêté, dût le sol qu'il foulait l'engloutir.

N'est-ce pas été un crime, en effet, de laisser cette sympathie que lui témoignait la jeune fille se métamorphoser dans son cœur en un sentiment plus impérieux ?

Sophia, très peinée d'abord de ne plus voir André et pensant que son éloignement avait pour cause les bavardages du casino, avait amèrement porté plainte à Mme la Comtesse de Kernoët contre les intempérances de langue dont elle avait été l'objet et lui avait déclaré bien haut

qu'en tout cela il n'y avait rien, rien absolument de fondé ; elle avait même ajouté qu'elle le détestait, ce monsieur de Terrebrune, et ne voulait plus le voir.

Hélas ! malgré cette déclaration si formelle, que Mme de Kernoët certainement avait rapportée à son fils, André restait toujours invisible et la petite princesse poussait souvent de gros soupirs lorsqu'elle était seule, en se demandant pour quelle raison, alors que tant d'autres jeunes gens s'étaient montrés si empressés autour d'elle, si avides de lui plaire, le seul qu'elle se sentît disposée à accueillir favorablement mettait tous ses soins à l'éviter, et, à force de soupirer ainsi devant cette énigme indéchiffrable, la pauvre enfant ne savait à quel saint se vouer.

Et pourtant André l'aimait ; il ne le lui avait pas dit, certes ! mais de cela elle était sûre, elle n'en pouvait douter.

Mme de Kernoët était très affligée.

Pour elle aussi, la conduite de son fils était tout à fait incompréhensible. A plusieurs reprises elle avait tenté de pénétrer le mystère de sa transformation, de soulever le voile de ses douleurs pour les panser d'une main légère ; André s'y était toujours refusé, se reufermant dans ses souffrances et, pour ainsi dire, s'y complaisait.

Elle était trop clairvoyante pour ne pas s'être aperçue de l'impression profonde que Sophia avait produite sur lui, mais la princesse elle-même paraissait voir André avec plaisir, et sa manière d'être avec lui n'était pas de nature à décourager ses espérances. Ce n'était certainement pas de son côté qu'on pouvait rechercher la cause de l'amère mélancolie du comte. La physionomie de la princesse, si joyeuse d'habitude, ne laissait-elle pas voir un gros chagrin, maintenant, lorsqu'elle venait à Montgrand et que son regard anxieux, parcourant la terrasse,

n'y apercevait que Madame de Kernoët ? Et le matin, lorsque la châtelaine de Montgrand — car, ainsi que la jeune fille en avait témoigné le désir, la charitable dame la conduisait auprès de ses pauvres — venait la prendre avant de faire ses visites aux indigents, avec quel intérêt Sophia ne demandait-elle pas des nouvelles de M. André et ne se plaignait-elle pas de son étrange disparition ?

Cet état de choses durait depuis une dizaine de jours quand un matin, après déjeuner, la comtesse, voyant le visage de son fils encore plus que de coutume chargé de sombres nuages, résolut d'en obtenir à tout prix une explication.

— Permits-moi de m'emparer de ton bras pour faire une courte promenade dans le bois, lui dit madame de Kernoët.

— Je suis à vos ordres, ma mère, répondit le jeune homme.

Ils marchèrent quelques instants en silence.

— Plusieurs fois, mon enfant, commença enfin la comtesse, j'ai cherché à t'interroger sur la cause de ces peines que tu voudrais en vain me cacher. André, c'est mal de me faire un mystère de tes chagrins. Quels qu'ils soient, je dois, je veux les connaître... N'aurais-tu plus confiance en moi ?

— Ma mère, je vous en supplie !... protesta M. de Kernoët, ne parlez pas ainsi ; vous avez toute ma tendresse, autant, plus que jamais, mais de grâce ! N'insistez pas.

— N'espère pas cela ; je te l'ai dit, André, je veux ton secret, .. oui, je le veux, mon cher enfant, parce que je veux voir ta tristesse, qui me rend moi-même bien malheureuse, prendre fin.

— Hélas ! soupira le jeune homme.

— Aurais-tu appris, demanda la comtesse, au sujet de la princesse Sophia ou de sa famille, quelque fâcheuse nouvelle ? Aurais-tu découvert dans leur passé quelque tache... quelque honte ?

— Mais, ma mère, pourquoi cette question ? Qui peut vous faire penser ?

— Que tu aimes la princesse ?.. Enfant ! ton visage est-il de ceux qui mentent à leurs sentiments ? Ne suis-je pas habituée depuis longtemps à y lire les moindres agitations de ton cœur ? Qu'elle jeune fille d'ailleurs serait plus digne de toi ? Elle est belle parmi les belles, gracieuse parmi les plus gracieuses. Dans mes rêves les plus ambitieux, jamais je n'eusse osé espérer pour toi femme aussi accomplie, car elle possède, ce que je prise au-dessus de la beauté et de la grâce, une âme aimante et dévouée, ardente au bien, ouverte à tous les sentiments généreux et nobles.

— Hé bien, oui, ma mère, ce que longtemps j'ai voulu me cacher à moi-même s'écria André avec emportement, ce secret que nul autre monde ne doit pénétrer, je vous le confie à vous : j'aime Sophia !... Je l'aime de toutes les puissances de mon âme. Comment cela s'est-il fait, mon Dieu ? Je l'ignore... mes yeux l'ont trouvée, charmante d'abord, et puis je l'ai vue bonne... Je l'aime, voilà pourquoi je la fuis et ne veux plus la voir ; voilà pourquoi je suis malheureux. . Oh ! | oui... bien malheureux !

— Mais elle t'a donc repoussé ?

— Non, certes ! Elle ignore mon amour et jamais un aveu ne sortira de mes lèvres.

— Je ne te comprends pas, André.

— Vous, ma mère, vous ne me comprenez pas ?

— Je l'avoue, mon enfant. Voyons, tu n'attends pas qu'elle fasse une démarche auprès de toi, la chère petite ? Et, dans ce cas encore, conviens que tu lui rendrais la tâche difficile, car avec elle, depuis le fameux concert du cercle nautique, on croirait que tu joues à cache-cache.

— Vous ne savez donc pas, ma mère, que Sophia possède une fortune d'au moins vingt millions ?

— C'est beaucoup en effet, mais enfin, connaissant le caractère de cette jeune fille comme je le connais, je ne pense pas qu'elle attache une importance prépondérante aux questions d'argent, et si cela était, tu n'aurais pas à le regretter, car elle ne serait pas digne de toi.

— Ce n'est pas là ce que je crains, ma mère.

— Qu'est-ce donc alors, mon cher André ?

— Je crains que la foule dont les yeux sont attirés par l'éclat de ces monceaux d'or tant convoités et que je maudis, moi, ne me montre au doigt et ne crie sur mon passage, ainsi qu'elle le fait pour Terrebrune et ses pareils : Voilà le coureur de dots ! Je crains qu'en cet amour fatal on ne voie un calcul vil ; et si l'on ne peut m'accuser de vendre mon nom, la princesse est de race aussi grande, aussi ancienne que moi, pourrai-je empêcher les indifférents de mettre en doute la noblesse de mes intentions, puis-je défendre aux curieux de me couvrir de leurs sarcasmes méchants, de me cribler de leurs traits envenimés ?

— Tu t'exagères, mon cher André, la valeur de tes scrupules. Qui donc, d'ailleurs, pourra jamais se dire à l'abri des atteintes des mauvaises langues ? N'as-tu pas prouvé la hauteur de ton âme, [ton désintéressement, certes ! bien méritoire ? Pour toi le passé est le garant du présent et met ta conduite hors de suspicion.

— Non, non ! jamais je n'ouvrirai mon âme à la princesse, .. Et si elle venait à avoir cette pensée affreuse, épouvantable, que sa fortune a pesé de quelque poids dans mes démarches ? Ne m'a-t-elle pas dit cela de Terrebrune ?

— André, n'as-tu jamais eu l'idée qu'elle-même pût t'aimer ?

— Oh ! non... non ! cela n'est pas... cela ne peut pas être. Vous supposez que tout le monde a vos yeux pour me voir, ma mère. Dans l'isolement des premiers jours,

elle accepta comme ami l'homme que le hasard mettait sur sa route; elle est bonne, elle m'a témoigné de la bienveillance, mais un monde nous sépare. Comment m'aurait-elle choisi, moi, pauvre, obscur, dans la foule élégante, heureuse, qui l'entoure d'hommages ? Encore, non ! Cela ne peut pas être.

— Mon enfant, en ces questions une femme est toujours plus clairvoyante qu'un homme, de plus, quand cette femme est mère et qu'il s'agit de son fils, elle se trompe bien rarement. Ta tristesse m'a fait trop de mal pour que je n'aie pas cherché à en deviner la cause, pour que je n'aie pas essayé de sonder les sentiments de celle qui, bien involontairement sans doute, m'en paraissait être le sujet. Ou je me trompe fort, mon cher André, ou la princesse accueillerait avec empressement, avec bonheur, tes avances. Elle ne tient nullement à la fortune; elle veut être aimée pour elle-même et par un honnête homme. Je l'ai vue de bien près ces derniers jours, et plus je l'ai étudiée dans l'intimité de nos promenades matinales, plus j'ai senti s'accroître pour elle mon estime, ma tendresse. J'ai la conviction qu'elle est toute disposée à répondre à tes sentiments. Supposons maintenant pour un instant que ma manière de voir soit juste, que Sophia t'aime; une misérable et chimérique frayeur du « qu'en dira-t-on » te fera-t-elle broyer le cœur d'une pauvre jeune fille en refoulant toi-même au fond de ton âme en pleurs des sentiments que Dieu approuve et que ta mère bénit ?

— Mais mon nom qu'on salira, ma mère. L'honneur de mon nom ?

— Le nom que tu portes, je l'ai reçu avant toi et son honneur m'a toujours été cher. Lorsque, en persistant à servir un gouvernement impie, tu aurais pu imprimer à ce nom une souillure, tu t'es démis de tes fonctions. Si tu ne l'eusses fait je t'aurais dit : Mon fils, romps avec ces gens-là, le devoir te l'ordonne. Si je t'eusses vu recher-

cher une personne indigne de notre alliance, je me serais encore dressée devant toi, j'aurais invoqué le devoir et le respect dû aux ancêtres, mais quand je vois une jeune fille en tous points accomplie, que le ciel dans sa bienveillante sollicitude semble avoir envoyée sur tes pas pour jeter dans ta vie un rayon de soleil, qui elle-même aimante, pure, franche, te tend amicalement la main, tu me parles de son or, de ses trésors, de ses millions, et tu trembles qu'on ne t'accuse de calcul bas, d'intrigue méprisable, d'intérêt vil ? Hé bien, j'en atteste ce nom que tu mets en avant, une injure pareille ne peut atteindre un Kernoët.

— La comtesse et son fils s'étaient assis sur des pierres polies par le temps, dans une clairière entourée de bouquets de chênes verts.

André, le front moins sombre, avait écouté sa mère attentivement, et maintenant silencieux il réfléchissait.

Il resta quelques minutes plongé dans ses pensées, puis il reprit, plus calme :

— Je vous remercie, ma mère ; vos paroles m'ont fait du bien. Pourtant j'ai besoin de mettre un peu d'ordre dans mes idées... Nous reprendrons cette conversation un de ces jours.

— Ne te décideras-tu pas à te rendre à la soirée de la Villa des Roses ?

— Quand a-t-elle lieu ?

— Demain.

— Non !... non, je ne puis y aller.

— Ton absence causera beaucoup de chagrin à la princesse... Si tu savais comme elle a insisté auprès de moi, pour que je te décide à y paraître ! Elle aurait besoin de te voir, m'a-t-elle dit, de te demander certains renseignements, et la pauvre enfant, en me parlant ainsi, paraissait avoir le cœur bien gros et il m'a semblé voir passer des larmes dans ses beaux yeux.

— Je vous en prie, ma mère, assez... assez !... J'irai, si je me sens assez de force pour cela... je verrai... Le vent se lève : ne voulez-vous pas que nous rentrions ?

— Rentrions, mon cher André... Allons ! n'y aurait-il pas moyen d'abandonner cette mine tragique et de sourire un peu ? Grand enfant, si Sophia te voyait cette vilaine moue, elle serait capable de te trouver affreux et c'est alors, ma foi ! que tu aurais tout lieu de ne pas être content.

Nous avons vu le capitaine de Léoville, sous l'influence heureuse d'une conscience paisible, s'endormir d'un sommeil calme et profond après avoir pris connaissance de l'article du *Moniteur hivernal* relatant et exaltant l'héroïsme jusqu'alors inédit du viromte de Terrebrune ; nous savons également que la lecture de cette prose peu véridique l'avait amené à prendre une résolution grosse de menaces pour les projets matrimoniaux du conteur fantaisiste.

Quand le capitaine avait une fois décidé une chose, il ne l'examinait plus, ne la discutait plus, il marchait bravement à son exécution comme il aurait marché à l'ennemi. Mais si Léoville ne déviait pas plus de la route tracée qu'un boulet de canon, comme il était loin d'être un oison, en officier qui sait à quoi tient le sort des combats, il voulait choisir son champ de bataille.

Plusieurs fois, depuis que le journal de Cannes lui avait ouvert sur le caractère et la brillante imagination du vi-comte des horizons nouveaux, il avait aperçu ce dernier, de loin, à la promenade, au concert ou au cercle, toutes fois l'occasion favorable qu'il cherchait pour son escarmouche semblait le fuir et la Fortune, déesse volage, capricieuse et affreusement aveugle, semblait avoir pris sous son égide, son adorateur fidèle, Terrebrune.

Nous l'avons vu, le Cercle nautique était à Cannes le centre principal. le foyer de la vie élégante, et pour cette

raison nous sommes obligés très souvent d'en prendre le chemin afin d'y rejoindre nos amis ou nos connaissances.

Le jour même ou Mme de Kernoët avait voulu, presque par violence, pénétrer les chagrins de son fils, c'est-à-dire, ainsi que nous l'avons appris par elle, la veille du jour où devait avoir lieu à la Villa des Roses une soirée des plus brillantes — les personnes bien informées l'assuraient au moins, — dans un des salons du Casino, un groupe de jeunes gens, parmi lesquels nous trouverons des figures connues, discute sur les magnificences annoncées et probables de la fête du lendemain.

— Je vous en prie, cher M. Bontemps, disait le jeune collaborateur du *Moniteur hivernal*, vous qui savez tout et plus encore, racontez-nous ça ; je vous écoute toujours avec profit, ma parole !

— Vous m'agacez enfin, naïf adolescent, répondit le notaire importuné par l'obstiné reporter. Laissez-nous un peu la paix avec votre feuille de chou. •

— Bontemps, dit Almaric de Montgenet, vous n'avez qu'un moyen, je ne dirai pas pour lui fermer la bouche... non, au contraire ! mais pour obtenir cette paix désirez : offrez-lui un cigare.

— Tiens ! parce que j'ai été indisposé l'autre jour, j'avais mangé des œufs brouillés aux truffes à mon déjeuner, voilà. C'est très indigeste les truffes !... Le cigare ne m'a jamais fait mal... Vous avez du feu, mon cher ?

Et pour convaincre les incrédules, le petit homme alluma un gros cigare.

— Au fait, Terrebrune, fit observer Amalric, vous devez avoir des trésors de renseignements à nous donner... n'êtes vous pas le chevalier de la princesse aux cheveux d'or ?

Le vicomte, depuis le concert de charité, s'était pré-

senté deux fois à la villa de la presqu'île de la Croisette.

La première, le concierge lui avait dit que les maîtres de céans étaient sortis.

La seconde, Madame la comtesse Kourieff, seule, l'avait reçu, avec une politesse froide, glacée, qui avait jeté comme une douche sur les chères illusions du soupirant, et fait naître, à leur place, les réflexions les moins flatteuses.

Quoique ses espérances fussent singulièrement affaiblies, vu l'importance de l'enjeu, il avait résolu d'engager une dernière partie pendant cette soirée qui servait d'aliment à la conversation ; mais si ses visées ambitieuses avaient subi un rude échec il était parfaitement décidé à le laisser ignorer à ses aimables camarades de plaisir, qui lui eussent peut-être ri au nez sans trop de gêne.

Une chose toutefois le consolait presque et l'engageait à ne pas renoncer encore à son entreprise : le malencontreux article du *Moniteur hivernal* n'avait pas éclaté comme une bombe dans ses jambes, et aujourd'hui, pensait-il, la mèche était éteinte, personne assurément n'y pensait plus, et si, d'ici de là, quelque allusion pouvait y être faite, ce serait assurément à son avantage. Ah ! quelle peur il avait eue que ce sauvage de Léoville en eût connaissance ! Enfin le danger était conjuré, grâce à sa bonne chance et aussi au soin qu'il avait pris de l'aider en achetant quatre cents numéros invendus.

— Quels renseignements voulez-vous donc que je vous fournisse ? répondit Terrebrune à son interlocuteur. Je sais que la soirée sera brillante, que ces dames, comme toujours, feront les honneurs de leurs salons avec un tact parfait et une aménité charmante ; je sais, en outre, que j'y serai et que je me propose d'y prendre infiniment de plaisir.

— A propos, mon petit journaliste, reprit Amalric, avez-vous pu procurer à Monsieur le capitaine de Léoville, le fameux numéro du *Moniteur hivernal* ?

— Messieurs, je n'y comprends rien... c'est à y perdre les modestes rudiments de latin qui pourraient encore m'être restés fidèles... je ne puis pas m'expliquer ce succès renversant !.. j'ai couru chez tous les dépositaires, je n'ai pu trouver la moindre trace du numéro susdit.

— Quel journal demandait Léoville ? dit le vicomte anxieux au notaire.

— Précisément, mon cher, il voulait lire l'article qui vous concerne... vous savez : « Nous sommes fier d'avoir pu presser la main vaillante, etc. » Ah ! c'était joliment tourné... c'était tapé !

— Eh ! vous autres tous, s'écria le reporter rayonnant, vous entendez le notaire ? Vrai, mon cher Bontemps, parfois vous êtes un peu grincheux, mais parfois aussi vous avez du bon, je le constate avec impartialité.

Et le petit homme, glorieux comme un paon, continua de plus belle à tirer d'énormes bouffées de son gros cigare.

Le vicomte, en apprenant que le capitaine de Léoville s'était mis en quête du récit fantaisiste où lui, le pacifique Terrebrune, était élevé tout uniment au rang de héros, sentit une sueur froide lui courir dans le dos, tandis que son visage blême d'habitude prenait des teintes verdâtres du plus fâcheux effet.

— Justement, reprit le notaire, le voici, ce cher capitaine. Le proverbe a raison... quand on parle du loup...

Léoville, en effet, s'avancait, un sourire satisfait et railleur sur les lèvres.

— Bonjour ! Bonjour ! Messieurs, dit-il en réponse aux souhaits de bienvenue qui accueillirent sa présence. — Terrebrune, je suis heureux de te trouver ici.

— Capitaine, intervint le notaire, serait-il indiscret de vous demander la cause de votre gaité, car... si je ne me trompe...

— Dites ! capitaine ; dites ! prièrent des voix nombreuses.

— Figurez-vous, Messieurs, que je viens de lire la chose la plus drôle , la plus invraisemblable, la plus fausse qu'ait jamais, dans ses colonnes, insérée un journal, sans en excepter l'*Officiel*.

— Bon ! pensa le vicomte, maintenant nous y sommes. Ah ! Léoville, si d'un mot je pouvais te faire disparaître pour toujours, comme tu ne serais pas longtemps là !

Mais il n'avait pas ce pouvoir, le vicomte, et ne pouvant escamoter l'incorrigible gêneur, il jugea qu'il serait opportun de s'éclipser lui-même, il manœuvra donc aussi habilement qu'il lui fut possible de le faire pour s'éloigner sans attirer l'attention.

Hélas ! l'œil inexorable du capitaine suivait sa retraite avec une observation décourageante.

— Ne pars pas, Terrebrune, dit Léoville.

— Je ne pars pas précisément, balbutia le pauvre garçon, mais je me sens mal à l'aise,... j'aurais besoin de prendre l'air.

— Une chaise !... Faites passer une chaise ! demanda le notaire... Merci ! Là ! mon cher, asseyez-vous, reposez-vous un peu,... ce ne sera rien,... dans un instant vous serez frais comme une rose.

Tout en parlant, Bontemps poussait l'infortuné patient sur la chaise qu'il venait d'installer au centre du groupe des causeurs, en face du capitaine. Lui-même s'accoudait au siège, se constituant tout à la fois garde-malade et gendarme.

Le malheureux Terrebrune faisait peine à voir ; il avait dit vrai : il était fort mal à l'aise. Ah ! qu'étaient devenus les grands airs d'antan ? Elle était loin son épée de pourfendeur !

Le capitaine continua :

— Figurez-vous, Messieurs, que je viens de lire dans

le *Moniteur hivernal* — dans un numéro, par parenthèse, qu'il n'est pas facile de se procurer, je vous jure ! — un article qui fait le plus grand honneur à l'imagination de son rédacteur...

— Voudriez-vous, capitaine, faire allusion au récit où est relaté l'admirable dévouement du vicomte, notre ami ? demanda le jeune reporter toujours heureux de jouer un rôle.

— Précisément, Monsieur.

— Alors, ménagez ma modestie, capitaine ; c'est moi qui suis l'auteur de la narration qui vous intéresse.

— Hé bien, Monsieur, je suis enchanté de cela. J'aime à voir en face ceux dont j'apprécie les œuvres. Je vous répéterai donc que si je prise à leur juste valeur vos brillantes facultés d'invention, je ne puis que déplorer votre façon cruelle de torturer la vérité.

— Comment, Monsieur ! mais mon récit est de tous points authentique.

— Voilà cependant ce que je ne puis admettre.

— Me permettez-vous, capitaine, de vous demander pourquoi ?

— Oh ! c'est trop juste.

— J'écoute.

— C'est tout simplement parce que j'ai été moi-même, comme Terrebrune... je puis même dire plus que lui, un des témoins de l'accident.

— Oh ! oh ! racontez-nous ça, capitaine, s'écrièrent tous les auditeurs, tandis que les regards railleurs convergeaient vers le vicomte.

— De l'air !... De l'air !... J'ai besoin d'air, murmura celui-ci, en essayant de se lever.

— Oui, oui, mon cher ami, dit le notaire en le maintenant sur sa chaise. Garçon,.. vite ! vite ! Apportez un éventail... Là ! Nous allons vous en donner de l'air, et sans que vous vous dérangiez le moins du monde.

Ce tabellion avait la rancune féroce.

— Puisque vous désirez, Messieurs, poursuivit de Léoville, que je vous dise le fait tel qu'il a eu lieu, je consens à le faire en deux mots, sans phrases périodiques, sans le moindre ornement d'imagination ; tout le monde n'est pas aussi richement doué que vous, ajouta-t-il en se tournant vers le journaliste en herbe.

■ Celui-ci, qui pourtant ne doutait jamais de rien, commençait, tout en fumant son énorme cigare, à mettre en suspicion la véracité du vicomte.

Le capitaine reprit :

— Terrebrune que voilà, et qui se gardera bien de démentir mes paroles, le comte André de Kernoët et moi, nous trouvions sur la route à quelques centaines de mètres de Cannes, quand le bruit cadencé du galop d'un cheval emballé arriva jusqu'à nous. Le cheval lui-même apparut bientôt. Kernoët se mit d'un côté de la route, je me plaçai de l'autre ; lorsque l'animal fut à notre portée, nous nous élançâmes vers lui et fûmes assez heureux pour prévenir un accident. Voilà tout. Je n'ajouterai qu'un mot : Soyez, Messieurs, bien persuadés que l'intérêt de la vérité m'a uniquement engagé à rectifier la version du *Moniteur hivernal*. Si même j'avais été seul à jouer un rôle dans cet incident, je me serais tu. Des circonstances particulières, que je n'ai pas à révéler, m'ont fait un devoir de démasquer une imposture.

— Ah ! mais, capitaine, protesta le petit journaliste, je n'accepte pas ce mot pour moi,... j'en appelle à ces Messieurs ; je n'ai fait que rapporter à peu près textuellement ce que nous a dit ici M. de Terrebrune. Ah ! mais,... faut pas de ça !... Je ne suis pas un imposteur, moi !

— C'est donc vous, Monsieur, dit Léoville au vicomte atterré, qui avez inventé cette historiette pour votre plus grande glorification ?

— Bah ! une plaisanterie,... murmura Terrebrune.

— Une plaisanterie qui aux yeux de certaines personnes a pu me faire passer pour le menteur vaniteux que vous êtes. — Ces personnes, d'ailleurs, je me charge de les renseigner à votre sujet. — Vous aviez bien prévu les conséquences de ce que vous appelez en ce moment une plaisanterie, puisque vous aviez pris soin d'accaparer tous les numéros invendus.

— Ce n'est pas moi,... je le jure ! bégaya le vicomte.

— N'essayez pas de nier ; mes renseignements sont exacts, je les ai pris moi-même. Vous êtes allé au bureau du *Moniteur hivernal*, vous avez couru chez tous les vendeurs, je le sais. Et maintenant, Monsieur, vous oublierez les relations amicales que nous avons pu avoir jusqu'à ce jour.... Que cette leçon vous serve, je le souhaite !

— C'est indigne ce que vous faites-là , Monsieur , s'écria le vicomte, essayant de se relever sous le talon qui l'écrasait.

— Vous trouvez ? dit le capitaine, hé bien, je consens à vous accorder une réparation par les armes, s'il vous reste encore assez de cœur pour me la demander, et aussi si vous trouvez des témoins pour vous suivre sur le terrain. J'ai l'honneur de vous saluer, Monsieur.

Et le capitaine de Léoville se retira en paix avec sa conscience.

— Ah ! mon cher bon, murmura un des excellents amis de Terrebrune à l'oreille de son voisin, je ne donnerais pas mon après-midi pour cinquante louis. Regarde donc... En fait-il une mine ce cher vicomte !

— C'est un fort galant homme, ce capitaine de Léoville, reprit Amalric de Mongenet, je me sens tout disposé à l'aimer ; c'est tout naturel : je déteste les fats, les vaniteux et les menteurs.

— Par ma foi, mon cher ami, dit le notaire à son in-

consciente victime, vous voilà exécuté proprement, selon les règles de l'art.

— Où est donc passé notre bouture de publiciste ? demanda Amalric, il nous faut une rectification dans le *Moniteur hivernal*.

— C'est trop juste, approuva-t-on ; on n'induit pas les gens en erreur avec une pareille désinvolture.

— Mais où est-il donc passé, l'enfant ? lorsqu'on n'a que faire de lui, il est toujours dans les jambes de tout le monde, et pour une misérable fois qu'on aurait besoin de lui il serait introuvable !

— Il fumait un cigare, je crois, demanda Amalric.

— Certes !... Un cigare plus gros que lui, répondit-on.

— Alors, inutile de le chercher, Messieurs ; à l'heure actuelle, il est malade.

En ce moment on venait de découvrir le jeune homme enfoncé, perdu dans un fauteuil, le visage blanc comme celui d'un trépassé, le front baigné d'une sueur glacée.

— Ah ! mon petit, ricana de Montgenet, nous avons mal au cœur, hein ? Nous avons encore voulu fumer un cigare ?

— Non,.... non, bégaya le reporter, ce n'est pas le cigare.,.

— Vous avez mangé des truffes ?

— Non,.... non ! protesta-t-il de nouveau, ce ne sont pas les truffes.

— Ah ! mon Dieu ! mon Dieu ! Qu'est-ce que ça pourrait bien être ? demanda Amalric avec un grand sérieux. L'émotion peut-être de voir souffrir ce pauvre Terre-brune ?.. Vous êtes si sensible !

— Oui, c'est cela,... balbutia l'infortunée victime du gros cigare, en poussant un retentissant soupir. Je suis très sensible et ça m'a fait mal.

Profitant de l'éloignement momentané des témoins de la scène désastreuse dont il avait fait les frais, le vicomte se leva.

— Voulez-vous m'accompagner jusque chez moi, Bon-temps, dit-il au notaire.

— Certainement, répondit celui-ci, j'aurais à faire,... beaucoup à faire ! Mais je suis votre ami, moi, vous le savez !... Je ne vous abandonnerai pas en un pareil moment... Je suis fidèle dans l'adversité.

Et bras dessus bras dessous, ils sortirent du cercle nautique et prirent, en suivant le boulevard de la Croisette, le chemin du logement qu'habitait Terrebrune.

Le visage convulsé par une rage sourde, l'ex-lion parisien était en proie aux plus amères réflexions. Il rumina dans sa pensée les plus atroces moyens de vengeance, il eût voulu voir le capitaine de Léoville torturé, écartelé, brûlé vif ; tout supplice lui paraissait trop doux pour punir celui qui venait le rendre ridicule aux yeux de tous.

La fureur maintenant succédait chez lui à l'abattement, et son regard lançait des flammes de haine.

Le notaire, dont la plus douce satisfaction remplissait le cœur, surveillait du coin de l'œil son compagnon.

— Nous allons voir aujourd'hui, se disait tout bas le tabellion, s'il sait se battre, ce pourfendeur de gens paisibles, de notaires inoffensifs ! L'occasion est belle pour nous montrer ce grand courage... Brave capitaine, va !... Comme il vous l'a traité !... Il m'a procuré une des plus charmantes heures de mon existence. Ah ! si jamais il se marie ici, Léoville, et que je dresse le contrat, si je lui prends un sou d'honoraires je veux être pendu ! Voilà un homme, lui ! Parlez-moi de ça : c'est franc, loyal et toujours poli... avec ceux qui ne lui marchent pas sur le pied, bien entendu. Oh ! oh ! poursuivit-il, en remarquant les métamorphoses qui s'étaient opérées dans la physionomie du vicomte, est-ce que réellement il aurait du courage ? Est-ce que mon Terrebrune se battrait ? Après une grande

joie , ça me serait là un grand étonnement... Encore un instant, et nous saurons à quoi nous en tenir.

Ils étaient arrivés chez le vicomte.

Celui-ci introduisit Bontemps dans le salon banal attendant à sa chambre à coucher, et tandis que le notaire prenait place dans un vaste fauteuil, Terrebrune, nerveux, agité, continua à marcher à grands pas avec un faux air de fauve prêt à bondir contre les parois de sa cage.

— Maintenant, commença le tabellion, que nous voici, non seulement à l'abri des regards profanes, comme on chante dans *Faust*, mais surtout à distance prudente des oreilles curieuses, causons, si vous le voulez bien. D'abord, calmez-vous, mon cher : la colère est l'ennemi né des décisions sages. Asseyez-vous là... bien. A présent, dites-moi ce que vous comptez faire.

— Ce que je compte faire ? demanda le vicomte.

— Mais, sans doute. Vous ne pouvez pas rester sous le coup de la flétrissure que le capitaine vous a infligée en présence de l'élite de la colonie..., en face de Cannes..., de la France..., du monde entier ! car enfin, notre société nous offre des échantillons de toutes les nations du globe.

— Vous ! vous me conseillez de me battre en duel ? dit Terrebrune qui, tout en rêvant vengeances atroces et supplices inénarrables, ne pouvait envisager sans frissonner, malgré toute sa jactance fanfaronne et sa bravoure de salon, un duel sérieux, comme ne pouvait manquer de l'être une rencontre avec Léoville.

Il savait pertinemment que le capitaine était de première force à l'épée et faisait mouche au pistolet neuf fois sur dix, à vingt pas.

— Oui, répondit le notaire, moi, et pourtant vous le savez, je suis l'ennemi du duel ; je le considère comme un combat immoral, bon pour les peuples barbares, indigne des nations civilisées, mais dans l'espèce, pour me servir

de notre langage à nous , il ne s'agit pas de moi, homme de lois, c'est vous qui êtes en cause , vous gentilhomme , et partant de race guerrière , amoureuse des combats et friande de vaillants coups d'épée. D'ailleurs, vous me l'avez raconté maintes fois : vous vous êtes battu souvent comme un preux, comme un héros. Que dirait-on aujourd'hui lorsque vous êtes insulté publiquement, mis au défi de croiser le fer, si vous reculiez ?... On dirait tout simplement : le vicomte de Terrebrune va sur le terrain lorsqu'il est certain d'y trouver un adversaire moins fort que lui , mais quand il doit y rencontrer une lame solide, éprouvée, cette lame lui produit l'effet que le cigare opère chez le petit reporter... : elle lui donne mal au cœur.

— Sacrebleu , Bontemps !... Vous penseriez ? s'écria le vicomte, en marchant furieux vers le tabellion.

— Doucement ! Permettez ! Je me fais en ce moment l'écho des futures interprétations qui ne pourraient manquer d'accueillir charitablement votre reculade... Moi , mon cher ami, je suis en dehors de tout cela, je ne considère que votre propre intérêt ; veuillez ne pas le perdre de vue. Et, tenez ! trouvez-moi, si vous le pouvez , une autre solution ?

Le vicomte de Terrebrune, tout en écoutant Bontemps, semblait poursuivre une idée.

Tout à coup il s'arrêta ; sa résolution était prise.

— Merci, mon cher notaire, dit-il , vous avez raison : je dois me battre, et je me battrai. Demain, nous prendrons nos dispositions pour cela.

M^{re} Bontemps se retira.

— Diable ! diable ! pensait-il , tout en cheminant vers son étude , il paraît bien décidé... Hé bien, vrai ! je ne l'aurais pas cru, après cette petite histoire qu'un de ces soirs me racontait Amalric de Montgenet.

A suivre.

Paul DAX.

LES ÉVÉNEMENTS DU MOIS

Deux faits importants dominent toute la chronique du mois de février ; l'Encyclique à la France et la crise ministérielle ; encore même se réduisent-ils à un seul, car le second n'est que la conséquence ou le corollaire du premier.

L'Encyclique de Léon XIII « aux archevêques et évêques, au clergé et aux catholiques de France » est un des documents les plus considérables du Pontificat actuel, qui est cependant si riche en documents de la plus sérieuse portée. Le Pape se préoccupe, avec raison, de la situation de plus en plus critique où se trouve, au point de vue religieux, notre malheureux pays et il voudrait rendre à l'Eglise de France sa paix et sa liberté. Il ne peut pas intervenir dans nos querelles politiques, et il est obligé d'accepter la forme gouvernementale qui est établie ; il nous engage même à laisser de côté, nous aussi, la question constitutionnelle qui nous divise et à nous joindre tous ensemble sur le terrain législatif, où nous pouvons unir nos esprits et concentrer toutes nos forces. La législation est hostile à l'Eglise : il importe donc d'obtenir qu'elle soit améliorée et tous nos efforts doivent tendre à établir un courant favorable à cette amélioration, à obtenir que les législateurs fassent meilleure besogne. On veut nous opprimer ; notre chef nous dit : Unissez vous pour vous défendre. La France doit rester chrétienne et elle le sera, si tous les catholiques, oubliant les causes de leurs discordes, s'unissent pour obtenir la liberté de l'Eglise qui est le gage de la liberté des individus, des familles et de la société. Catilina est à nos portes : catholiques, unissons-nous à cette heure de péril pour défendre nos foyers et nos autels ; il ne s'agit pas d'autre chose en ce moment, courons aux armes pour triompher de nos ennemis ; nos armes ce sont : la presse, les conférences, c'est l'union, surtout ; nos ennemis sont les révolutionnaires, les francs-maçons, tous ceux qui ont juré la mort de l'Eglise. Ils sont unis, eux, et très étroitement pour nous nuire ; leur cri de ralliement est : Guerre au catholicisme ! Guerre à la religion. Eh bien ! unissons-nous aussi pour

répondre à leurs attaques et repousser leurs coups, pour les réduire à l'impuissance et pour les vaincre ; notre cri de ralliement doit être : Guerre à la libre-pensée ! Guerre à la franc-maçonnerie.

Voici, du reste, le résumé de cette Encyclique que tous nos lecteurs connaissent peut-être déjà, mais qui veut être toujours méditée et qui doit avoir une place dans la chronique de cette Revue.

Le Saint-Père commence par prôner le bienfait de la pacification, en repoussant tout germe de dissentiments politiques et par protester de son intention sincère de mettre au-dessus de tout la gloire seule de Dieu et de l'Eglise, dédaignant toute pensée de calcul humain. Il en arrive au point capital qu'il expose et traite ainsi qu'il suit :

» Si chaque forme politique est bonne pour elle-même et peut être appliquée au gouvernement des peuples, en fait, cependant, on ne rencontre pas chez tous les peuples le pouvoir politique sous une même forme ; chacun possède la sienne propre.

» Cette forme naît de l'ensemble des circonstances historiques ou nationales, mais toujours humaines qui font surgir dans une nation ses lois constitutionnelles et même fondamentales, et par celles-ci, se trouve déterminée telle forme particulière de gouvernement, telle base de transmission des pouvoirs supérieurs.

» Inutile de rappeler que tous les individus sont tenus d'accepter ces gouvernements et de ne rien tenter pour les renverser ou pour en changer la forme. De là vient que l'Eglise, gardienne de la plus vraie et de la plus haute notion sur la souveraineté politique, puisqu'elle la fait dériver de Dieu, a toujours réprouvé les doctrines et toujours condamné les hommes rebelles à l'autorité légitime.

» Par conséquent, lorsque les nouveaux gouvernements qui représentent cet immuable pouvoir sont constitués, les accepter n'est pas seulement permis, mais réclamé, voire même imposé par la nécessité du bien social qui les a faits et les maintient, d'autant plus que l'insurrection attise la haine entre citoyens, provoque les guerres civiles et peut rejeter la nation dans le chaos de l'anarchie.

» Et ce grand devoir de respect et de dépendance persévéra tant que les exigences du bien commun le demanderont, puisque ce bien est, après Dieu, dans la société, la loi première et

dernière. Par là s'explique d'elle-même la sagesse de l'Eglise dans le maintien de ses relations avec les nombreux gouvernements qui se sont succédé en France en moins d'un siècle, et jamais sans produire des secousses violentes et profondes.

• Une telle attitude est la plus sûre et la plus salutaire ligne de conduite pour tous les Français dans leurs relations civiles avec la république qui est le gouvernement actuel de leur nation.

• Loin d'eux ces dissentiments politiques qui les divisent; tous leurs efforts doivent se combiner pour conserver ou relever la grandeur morale de leur patrie...

• Mais une difficulté se présente : « Cette république, fait-on remarquer, est animée de sentiments si antichrétiens, que les hommes honnêtes, et beaucoup plus les catholiques, ne pourraient consciencieusement l'accepter. »

• Voilà surtout ce qui a donné naissance aux dissentiments et les a aggravés. On eût évité ces regrettables divergences si l'on avait su tenir soigneusement compte de la distinction considérable qu'il y a entre pouvoirs constitués et législation. La législation diffère à tel point des pouvoirs politiques et de leur forme que, sous le régime dont la forme est la plus excellente, la législation peut être détestable ; tandis qu'à l'opposé, sous le régime dont la forme est la plus imparfaite, peut se rencontrer une excellente législation

• Qu'en France, depuis plusieurs années, divers actes importants de la législation aient procédé des tendances hostiles à la religion et par conséquence aux intérêts de la nation, c'est l'aveu de tous, malheureusement confirmé par l'évidence des faits.

• Nous même, obéissant à un devoir sacré. Nous en adressâmes des plaintes vivement senties à celui qui était alors à la tête de la république.

• Ces tendances cependant persistent, le mal s'aggrave et l'on ne saurait s'étonner que les membres de l'épiscopat français, placés par l'Esprit-Saint pour régir leurs différentes et illustres Eglises, aient regardé encore tout récemment comme une obligation d'exprimer publiquement leur douleur touchant la situation créée en France à la religion catholique.

• Pauvre France ! Dieu seul peut mesurer l'abîme de maux où elle s'enfoncerait si cette législation, loin de s'améliorer, s'obstinait dans une telle déviation, qui aboutirait à arracher de l'esprit et du cœur des Français la religion qui les a faits si grands !

« Et voilà précisément le terrain sur lequel, tout dissentiment politique mis à part, les gens de bien doivent s'unir comme un seul homme pour combattre par tous les moyens légaux et honnêtes ces abus progressifs de la législation.

« *Le respect que l'on doit aux pouvoirs constitués ne saurait l'interdire ; il ne peut imposer ni le respect ni l'obéissance sans limite à toute mesure législative quelconque édictée par ces mêmes pouvoirs.*

« Qu'on ne l'oublie pas, la loi est une prescription ordonnée selon la raison et promulguée pour le bien de la communauté par ceux qui ont reçu à cette fin le dépôt du pouvoir ; en conséquence jamais on ne peut approuver des points de la législation qui soient hostiles à la religion et à Dieu.

« Les principes qui doivent régler notre conduite envers Dieu et envers les gouvernements humains étant ainsi définis, aucun homme impartial ne pourra accuser les catholiques français si, sans épargner ni fatigues, ni sacrifices, ils travaillent à conserver à leur patrie ce qui est pour elle une condition de salut, ce qui résume tant de traditions glorieuses enregistrées par l'histoire et que tout Français a le devoir de ne pas oublier... »

Le Saint-Père en vient ensuite à deux autres points connexes entre eux et qui, se rattachant de plus près aux intérêts religieux, ont pu susciter parmi les catholiques quelque division ; l'un d'eux est le Concordat qui pendant tant d'années a facilité en France l'harmonie entre le gouvernement de l'Église et celui de l'État.

« Sur le maintien de ce pacte solennel et bilatéral, toujours fidèlement observé de la part du Saint-Siège, les adversaires de la religion catholique eux-mêmes ne s'accordent pas. Nous avons voulu recommander aux catholiques de ne pas provoquer de scission sur un sujet dont il appartient au Saint-Siège de s'occuper.

« Nous ne tiendrons pas le même langage sur l'autre point concernant le principe de la séparation de l'État et de l'Église, ce qui équivaut à séparer la législation humaine de la législation chrétienne et divine. Nous ne voulons pas nous arrêter à démontrer ici tout ce qu'a d'absurde la théorie de cette séparation, chacun le comprendra de lui-même.

Notre Saint Père termine ainsi : « Nous avons expliqué, Vénérables Frères, d'une manière abrégée mais nette, sinon tous, au moins les principaux points sur lesquels les catholiques français et tous les hommes sensés doivent pratiquer l'union et

la concorde pour guérir autant qu'il est possible encore les maux dont la France est affligée et pour relever sa grandeur morale. Ces points sont :

La religion et la patrie ;

Les pouvoirs politiques et la législation ;

La conduite à tenir à l'égard de ces pouvoirs et à l'égard de cette législation ;

Le Concordat ;

La séparation de l'État et de l'Église.

« Nous nourrissons l'espoir et la confiance que l'éclaircissement de ces points dissipera les préjugés de plusieurs hommes de bonne foi, facilitera la pacification des esprits, et, par elle, l'union parfaite de tous les catholiques pour soutenir la grande cause « du Christ qui aime les Francs ».

« Quelle consolation pour notre cœur de vous encourager dans cette voie et de vous contempler tous répondre docilement à Notre appel !

« Vous, vénérables frères, par votre autorité et avec le zèle si éclairé pour l'Église et la patrie qui vous distingue, vous apporterez un puissant secours à cette œuvre pacificatrice.

« Nous aimons même à espérer que ceux qui sont au pouvoir voudront bien apprécier Nos paroles, qui visent à la prospérité et au bonheur de la France... »

Nous voilà donc fixés ; les positions ne sauraient être mieux définies ; les deux armées sont en rang de bataille.

A la parole du Souverain-Pontife, tout malentendu s'est dissipé ; nulle équivoque n'existe plus. La presse catholique a reçu la lettre papale avec tout le respect qu'elle méritait et le mot d'ordre de Léon XIII est devenu son programme.

Faut-il ajouter que l'émotion a été aussi profonde parmi nos adversaires qui n'ont pu pardonner au Pape de protester contre les lois de persécution dont ils sont les auteurs. Ils lui auraient su gré de proclamer le respect à la Constitution et au gouvernement établi. Mais comme l'Encyclique a touché à ce qui est, non pas « l'Arche sainte » mais le radeau sacrilège de leur législation, Léon XIII leur a paru se mêler de ce qui ne le regardait pas et ils ont crié à la domination cléricale, à l'ingérence étrangère et mille balançoires du même genre.

D'autant mieux que le document pontifical est survenu à l'heure d'une crise ministérielle ; il a produit l'effet d'un coup de tonnerre et il a été comme le signal d'un sauve-qui-peut géné-

ral. Le désarroi était complet ; les esprits bouleversés n'y voyaient pas clair et M. Carnot lui-même ne savait plus de quel bois faire feu.

Cette crise ministérielle s'ouvrait au lendemain même de la reprise des travaux parlementaires. Rien ne semblait menacer l'existence d'un ministère qui détenait le pouvoir depuis deux ans et qui pouvait espérer le conserver encore quelques mois, au moins jusqu'aux prochaines élections municipales. Mais l'imprévu, n'est-ce pas l'élément même de notre condition politique actuelle? On avait à délibérer sur la demande d'urgence que formulait M. Hubbard pour la discussion du projet de loi relatif — pour nous servir de l'euphémisme ministériel — à la liberté (?) des associations. Les radicaux voulaient discuter immédiatement cette loi qu'ils se chargeaient bien, au cours des débats, d'embellir un peu plus à leur gré et se plaisaient à considérer comme le prélude de la séparation de l'Église et de l'État. Le ministère consentait à l'urgence, mais se refusait à envisager sa loi comme le faisaient les radicaux. M. de Freycinet avait fort à faire pour être compris de ses alliés compromettants. D'autre part, il parlait assez pour que la Droite ne se méprit pas sur ses intentions: il était bien évident, en effet, que, le projet de loi étant ce qu'il est, l'urgence devait signifier que le ministère ne reculait pas devant un nouvel acte de persécution contre l'Église ; M. de Mun le déclarait ouvertement :

« Le vote de l'urgence, quoi que vous disiez, implique nécessairement cette idée que votre politique, celle de la majorité, s'inspirera désormais, de plus en plus, d'une pensée de lutte contre l'Église catholique. Si ce n'est pas cela que vous voulez, il faut le dire nettement et déclarer que vous repoussez l'urgence, parce que vous ne voulez pas entrer dans cette voie : alors vous aurez créé une situation nette. »

Mais M. de Freycinet ne pouvait s'affirmer de cette façon : il voulait ni trop déplaire à la droite, ni trop complaire l'extrême-gauche, et le résultat fut que l'extrême-gauche et la droite, à la fois mécontentes pour des motifs opposés, se rencontrèrent dans l'urne pour donner un blâme au ministère. Comme celui-ci avait posé la question de confiance, M. de Freycinet et ses collègues allèrent porter leur démission au Président de la République.

La crise était ouverte. Elle est restée dix jours à se fermer... Et encore est-elle bien fermée ? M. Carnot, un peu pris à l'improviste, manda à l'Élysée les ministres démissionnaires, puis les présidents de la Chambre des Députés et du Sénat, puis, les

présidents des diverses Commissions, puis ceux-ci, puis ceux-là, puis d'autres encore ! En avons-nous vu défiler dans les colonnes de nos journaux, de vénérables et d'honorables, consultés sur le moyen de fermer la crise et de former un ministère ! C'était à qui donnerait les détails les plus minutieux et les plus précis : M. X... a été vu à l'Élysée, à deux heures vingt minutes ; M. Trois-Étoiles en sortait à trois heures cinq minutes ; M. un tel a eu avec M. Carnot un entretien qui a duré près de trois quarts d'heure ; il est sorti rayonnant et a pris un coupé se dirigeant vers le quai d'Orsay ; M. un tel autre a entretenu le Président de la République presque une heure moins un quart ; on a remarqué sa mine un peu déconfitée, et son coupé, qui a été filé, l'a reconduit à son propre domicile. Et c'est avec de semblables commérages que la presse a amusé les lecteurs pendant dix jours. Quelle impatience, chaque matin, pour dévorer ces tartines de chronique sur les allées et les venues de tous ces personnages plus ou moins singuliers que M. Carnot consultait pour le plus grand bonheur de la France !

Enfin, le 28 février, tout était fini. *L'Officiel* publiait la liste du nouveau ministère, qui s'appelle « le ministère Loubet ; » en voici la composition : MM. Loubet, président du conseil, ministre de l'intérieur ; de Freycinet, à la guerre ; Ribot, aux affaires étrangères ; Cavaignac, à la marine ; Develle, à l'agriculture ; Viette, aux travaux publics ; Ricard, à la justice et aux cultes ; Rouvier, aux finances ; Roche, au commerce, Bourgeois, à l'instruction publique.

C'est un peu le même ministère que le précédent : ou il n'a aucune signification, ou il signifie que rien n'est changé. La présence de M. de Freycinet indique que le même esprit inspirera le cabinet du 28 février, et que nous sommes toujours « à la guerre. » On a prétendu que M. Loubet serait modéré : rien ne le prouve, et tout, au contraire, semble faire présager qu'il ne le sera pas. La modération est-elle de mise avec les Freycinet et les Bourgeois ? En réalité, c'est le radicalisme qui triomphe. Une autre réflexion qu'inspire la formation du cabinet Loubet, c'est que le président du conseil a fait preuve de peu de délicatesse dans le choix de son ministre de la justice et des cultes : M. Ricard est un protestant tout aussi sectaire que M. de Freycinet, et c'est lui qui va présider à la direction du clergé catholique, à la nomination des évêques !

La crise ne nous aura apporté qu'une consolation : celle de voir

renverser MM. Constans et Fallières, les deux auteurs de la loi contre les congrégations religieuses. Ils méritaient ce châtiment, et il leur est d'autant plus douloureux, à M. Constans surtout, qu'il lui est infligé par son plus odieux adversaire, M. de Freycinet.

La chute complète de l'ancien ministre de l'intérieur a provoqué une véritable fureur dans le camp de ses nombreux amis : ils ne peuvent supporter ce coup qui les frappe au cœur et qui humilie si profondément leur patron et protecteur. Ils crient : « A l'injustice ! à l'ingratitude. » Quel crime, en effet, de chasser ainsi du pouvoir celui qui a délivré la République du cauchemar du Boulangisme et qui tenait les anarchistes en respect ! Avec Constans on pouvait envisager sans trop d'effroi les prochaines élections municipales. Quelle imprévoyance et quelle maladresse de se priver de son expérience, de son habileté, de toutes ces fécondes ressources, à la veille des plus grosses complications !... Mais M. Constans est toujours hors du cabinet, et il y restera !

Les deux autres ministres qui ont été éliminés sont MM. Barbey et Yves Guyot. Le seul des deux à plaindre est le dernier qui était déjà si bien accoutumé à inaugurer les voies ferrées : c'est très douloureux, pour ce bon ministre-voyageur, de périr ainsi victime d'un déraillement du train ministériel ! Qu'il s'en prenne donc à l'aiguilleur, M. de Freycinet, dont la manœuvre est cause de ce malheur !

Il nous reste maintenant à voir le ministère Loubet à l'œuvre. Les Chambres se sont ajournées au jeudi 3 mars : peut-être le jour des Cendres inspirera-t-il à nos nouveaux maîtres des pensées plus salutaires et surtout plus pacifiques ?

Groupons ici les autres faits secondaires que nous offre le mois de février. La Ligue pour le repos du dimanche a tenu ses solennelles assises sous le patronage de M. Jules Simon et la présidence de M. Léon Say : il serait à souhaiter que cette œuvre, si bien motivée dans le discours de M. l'abbé Garnier, recrutât les plus nombreux et les plus zélés adhérents. La Société générale d'Agriculture s'est réunie encore cette année, comme elle le fait depuis près d'un quart de siècle et, dans neuf séances bien remplies a examiné tous les desiderata de la population agricole en même temps qu'elle s'est appliquée à rechercher les moyens de remédier à tous les maux dont souffre l'agriculture française. Ces vœux doivent appeler l'attention du gouvernement. A

Angers, le service de quarantaine pour le repos de l'âme de Mgr Freppel a été célébré le 9 février; le panégyrique de l'éminent évêque a été prononcé par Mgr Gonindard, coadjuteur de l'archevêque de Rennes. Lourdes a célébré de bien belles fêtes, le 10 et le 11, pour l'inauguration de l'office propre de l'Apparition; elles ont été présidées par S. E. le Cardinal Langénieux et le discours de circonstance a été prêché par Mgr Germain, évêque de Coutances. Limoges a eu aussi ses solennités à l'occasion du Congrès régional des Cercles catholiques d'ouvriers, du 17 au 21. M. de Mun a pris la parole: il n'a pas craint de déterminer les conditions de la lutte actuelle entre les francs-maçons, d'une part, et les catholiques, de l'autre « Il faut, a-t-il dit, à l'heure présente être catholique ou être socialiste, être pour l'Eglise ou pour la Révolution. »

La mort a fait encore de trop nombreuses victimes dans les rangs du clergé. A Rome a succombé à de longues souffrances S. E. le cardinal Merilod, l'héroïque et éloquent évêque de Genève. Quelle perte pour l'Eglise et pour le Sacré-Collège! La France, elle aussi, pleurera ce prince de l'Eglise qui l'aimait et qui l'a évangélisée avec tant de dévouement. A Rome encore, et au Vatican, est mort Mgr Boccali, l'auditeur de Sa Sainteté, jeune et saint prélat, que Léon XIII aimait d'une affection toute paternelle et qu'il a pleuré comme un père pleure un fils de prédilection.

En France, l'épiscopat a perdu encore deux de ses membres : Mgr Péronne, évêque de Beauvais, et Mgr Jacquenet, évêque d'Amiens. Ces morts portent à huit le nombre de nos évêchés vacants.

A l'Extérieur il n'y a qu'agitations et troubles : la misère en Italie, où sévit aussi d'une crise financière; en Espagne les anarchistes lèvent la tête; Berlin est mis en émoi par la révolte des socialistes; les grèves s'étendent en Angleterre; il n'y a pas jusqu'à la pacifique Athènes où le renvoi des ministres par le roi ne soulève les esprits et ne mette toute la Grèce en ébullition Quel bel avenir se prépare pour l'Europe !

NEMAUSUS.

29 Février 1893,

CHRONIQUE RÉGIONALE

Marseille , Février 1892.

* * Le chroniqueur revient de loin, pour reprendre sa chère tâche. Les lecteurs de la *Revue du Midi* lui pardonneront son long silence. Quand on revient de si loin, —et qu'on a failli ne pas revenir,—l'excuse est toute naturelle. Je n'aurais pas mieux demandé qu'on eût le droit de la trouver mauvaise.

Sans autre préambule que cette invective rancunière, lancée en trait de Parthe à l'influenza, je reprends ma chronique.

* * Nous sommes tous ici en sainte liesse. Une de nos compatriotes, la conseillère la plus écoutée de notre grand Belsunce, la sœur en religion et en sainteté de Marguerite-Marie, la gloire de la Visitation marseillaise, Anne-Madeleine Remuzat, vient d'être déclarée Vénérable.

Mgr l'Évêque de Marseille, à qui cette cause tient tant à cœur, a consacré sa Pastorale de Carême à annoncer ce sujet de joie à ses diocésains.

L'héroïcité des vertus de la nouvelle Vénérable, son rôle providentiel pendant la peste, les révélations qui en firent, à Marseille, l'émule de sa sœur du «cher Paray», les miracles qui s'opèrent par une intercession dont l'auteur de ces lignes a éprouvé la salutaire efficacité, tout nous fait espérer que la parole de Léon XIII sera vérifiée à la lettre :

— Je veux la béatifier avant trois ans !

Quelle allégresse, ce jour-là, dans le diocèse consacré le premier au Sacré-Cœur de Jésus !

* * Avez-vous remarqué comment la Déclaration des Cardinaux français d'abord , puis la parole solennelle et irréfutable du Pape sont venues réjouir nos âmes , en confirmant la noble initiative de notre vaillant Archevêque métropolitain ? La *Revue du Midi*, par une plume plus autorisée et moins tenue à la réserve que la mienne, a rendu hommage à cette vaillance, qui a obtenu de si grands résultats. Ici, je ne puis ajouter qu'un mot : la colère de la secte contre le pieux et charitable prélat est un indice sûr de l'effet de son action.

* * Il est trop tard, d'ailleurs, pour revenir sur cet épisode. Mais, si la maladie n'avait fait tomber la plume de mes mains, avec quelles délices elle eut tracé ici les *Souvenirs intimes du procès de Mgr l'Archevêque d'Aix*. Le lecteur, je crois, s'y fût délecté. L'actualité passe vite malheureusement, et ces *Souvenirs*, gardés en portefeuille, sont de l'histoire.

* * La mort aussi va vite. Pendant mon voyage au long-cours vers les portes du tombeau, elle a frappé durement dans les rangs du clergé marseillais.

C'est d'abord un bon petit curé de banlieue , très modeste, mais si pieux que sa mémoire vivra en bénédiction parmi ses bons paroissiens de Saint-Patrice , à la Croix-Rouge. L'abbé EXDIN appartenait à l'une des plus anciennes familles de la jolie petite ville de Cassis, chantée par Mistral. Un de ses ancêtres, consul de Cassis , avait joué un rôle fort curieux dans un procès de magie , raconté dans les *Récits de Veillées ciotadennes*.

Après le curé de la Croix-Rouge, ç'a été le tour du grand curé de Saint-Cannat (les Prêcheurs). Le chanoine GONDRAU était, depuis la mort du regretté chanoine

Timon-David (1), le doyen de nomination du vénérable Chapitre. Il était curé de l'importante paroisse décanale de Saint-Cannat, depuis plus d'un tiers de siècle. Les pieux serviteurs de Notre-Dame du Très-Saint-Rosaire n'oublieront pas son zèle extraordinaire pour cette admirable dévotion. Les chantres non plus n'oublieront pas la belle voix du vénérable curé, qui les dominait sans peine aux processions, où l'entendre faisait le bonheur des témoins enthousiasmés de cette plénitude de timbre.

*. Un autre curé-doyen, celui des Aygalades, a succombé presque en même temps, c'est l'abbé CONVERS. Celui-là avait laissé en ville et au Roucas-Blanc de vivants souvenirs de son zèle pour la conversion des hommes. Énergique et spirituel, il est mort, pour ainsi dire, debout, face à la mort qui l'a terrassé.

Au moment où j'écris ces lignes, on annonce la mort imminente du curé de la Major, le chanoine BROUSSET. J'avais donc raison de dire que la cruelle a frappé aux sommets du clergé marseillais, sans épargner cependant les humbles et les religieux, comme ce bon Père oblat qui, venu à Marseille pour honorer les funérailles de l'un des siens, est mort, rapidement enlevé par la terrible épidémie, à mon sens plus dangereuse encore que le choléra, qui a frappé partout, sans distinction de quartiers, de milieux ni de conditions climatiques. On a calculé que, si tous ne sont pas morts, tous à peu de chose près ont été frappés. La statistique médicale constate que près de 80,000 malades ont été visités par nos docteurs. C'est presque le quart de la population. La proportion est de nature à faire redouter le retour du mal mystérieux, dont le microbe échappe jusqu'ici au microscope de nos savants.

E. A. C.

(1) L'anniversaire de cette mort sera célébrée avec solennité et honorée de la présence et de la parole de Mgr de Cabrières, ami du défunt.

LES CLOCHES

O Cloches, j'aime bien vos grandes envolées,
Qui font tout frissonner, dans les airs radieux ;
Vos voix, qui vont frapper jusqu'aux portes des cieux
Et jettent à genoux les foules affolées.

O Cloches, pleurez donc pour ces femmes voilées,
Qui n'ont plus, désormais, des larmes dans les yeux !
Portez, vers le Très-Haut, les éternels adieux ,
Les sanglots et les pleurs des âmes désolées !

O Cloches, sonnez donc de votre voix d'argent,
Quand, sous les grands arceaux, apparaît un enfant !
O Cloches, sonnez donc sous les voûtes magiques !

Sonnez dans le ciel bleu le deuil et les amours !
O Cloches, sonnez donc ! sonnez, sonnez toujours !
Que les anges, là haut, entendent vos cantiques !

THÉO.

REVUE BIBLIOGRAPHIQUE

H. BAZIN. — **VILLES ANTIQUES : Nîmes gallo-romain.**

Un vol. in-8°. — Nîmes, 1891.

Les principales librairies de la ville ont mis en vente le remarquable ouvrage de M. Bazin, naguère Censeur du Lycée, et aujourd'hui Proviseur à Tulle, sur *Nîmes gallo-romain* (1 vol. in-8°). Il est difficile de trouver un travail à la fois aussi savant et aussi littérairement composé. Trois cents pages environ offrent, avec une puissance de condensation hors de paire, l'histoire de nos souvenirs antiques.

L'auteur présente, d'abord, à grands traits, tout ce que l'archéologie et l'érudition contemporaines ont établi de définitif, relativement à la *période celtique* et à la *romanisation* de notre cité (p. 1-20). Il aborde, ensuite, la triple étude des *Monuments* (1^{re} partie, p. 21-118), de la *Population volco-romaine de Nîmes, d'après les inscriptions* (2^e partie, p. 119-198), et de notre *Musée archéologique* (3^e partie, p. 199 à la fin). — Chacune de ces *Sections*, en même temps qu'elle constitue une œuvre à part, se relie admirablement aux autres, qu'elle complète et achève.

Les *Monuments*, successivement passés en revue et décrits avec un charme de style qui n'ôte rien à la valeur de l'enquête, sont : l'*Enceinte*, les *Portes*, la *Tour-Magne* (ch. I^{er}), les *Aqueducs* (ch. II), la *Promenade de la Fontaine et les environs* (ch. III), la *Maison-Carrée* (ch. IV), l'*Amphithéâtre* (ch. V), et les *Fragments divers* (ch. VI). — Sur tous ces sujets, M. Bazin nous apporte le dernier mot de la critique, et, par un heureux choix de détails, confère à ses pages un intérêt *anecdotique* autant qu'*historique*.

La *Topographie* du vieux Nîmes une fois faite, nous arrivons à la *Statistique* de la colonie, dans une série de tableaux où la main de l'agrégué de l'Université et du docteur ès-lettres apparaît incessamment. Selon M. Bazin, l'*Épigraphie nîmoise a un caractère ori-*

ginal (ch. I^{er}), qui nous amène à connaître également et les *Magistrats de la haute administration romaine* (ch. II), et l'*Activité commerciale et industrielle* (ch. III), et les *Cultes* (ch. IV), et les *Familles* (ch. V) de la cité. On devine ce que ces divers cadres permettent de grouper de curieux et d'originellement piquant.

Enfin, la consciencieuse promenade à travers le *Musée archéologique* éclaire pleinement les points qui pouvaient demeurer encore obscurs dans l'esprit des lecteurs. Elle nous place tour à tour en face des *Débris architecturaux* (ch. I^{er}), des *Statues et bas-reliefs* (ch. II), des *Autels* (ch. III), des *Tombeaux* (ch. IV), etc., etc.

Nous possédions jusqu'ici des recherches partielles, des *monographies* aussi précieuses qu'importantes sur telle ou telle de nos « *grandes Ruines*. » Mais ce qui manquait à notre science locale de ce siècle, c'était un essai *bref et démonstratif*, qui dégagât du fouillis des *mémoires*, des *articles de revues* et de *journaux*, les maîtresses-lignes de notre histoire et de celle de nos richesses, presque uniques au monde.

« C'est par milliers, dit ailleurs M. Bazin, qu'il faut compter les publications archéologiques ; les inscriptions ont été soigneusement recueillies et exactement interprétées ; les collections se sont considérablement augmentées, et les objets les plus rares ont été mis au jour avec de doctes commentaires. — Le moment n'est-il pas venu de tirer profit de tant de documents accumulés, et, après tant d'efforts d'analyse, de faire œuvre de synthèse ? Synthèse prudente, bien entendu ; car une généralisation trop hâtive expose à beaucoup d'erreurs. Mais, à la condition de procéder avec lenteur et ville par ville, on peut commencer déjà à établir les bases d'une histoire de nos origines nationales. » (*Vienne et Lyon gallo-romains*. Paris, imprimerie Nationale, 1891. *Préface*).

L'auteur a réalisé, pour Nîmes non moins que pour les deux autres villes dont il a scruté le passé, le but qu'il entrevoyait. Nos compatriotes, même instruits, ignorent à peu près entièrement les traditions de leur cité natale. Le livre de M. Bazin formera, pour eux, le meilleur et le plus sûr des guides. — Quant aux quelques savants qui ont approfondi leur Nîmes antique, ils avaient besoin de fixer le résultat de leurs travaux ; et pour cela, ils devaient per-

pétuellement recourir à des multitudes d'écrits anciens ou modernes. Le volume que nous signalons leur épargnera désormais cette peine. Classique et portatif tout ensemble, il devient, en quelque sorte, l'ouvrage de chevet de chacun de nous. *Touristes*, à travers nos rues et nos places, nous aimerons à nous y renseigner; *archéologues*, nous y puiserons la moëlle de la science générale et locale sur notre beau et glorieux passé.

C. de B.

Il est bien tard pour parler des *Livres d'Etrennes* : cependant, je serais coupable, si je ne signalais, au moins d'un mot, chez Hachette, la continuation du *Tour du Monde*, du *Journal de la Jeunesse* et de la *Géographie de Reclus*, avec les mêmes observations et réserves que l'année dernière. — Chez Mame, de fort jolies publications, comme l'*Homme aux mains de verre* qui fera les délices des lecteurs jeunes et... vieux ; l'*Histoire de la Bible* avec des illustrations qui *éclairent* véritablement le texte ; *Le Japon*, un livre d'actualité s'il en fut. — Chez Didot, la continuation de *Walter Scott* illustré.

A. R.

Le Propriétaire-Gérant,

GARVAIS-BEDOT.

Nîmes. — Imprimerie Garvais-Bedot, place de la Cathédrale.

LA NARBONNAISE SOUS L'EMPIRE

I. — POLITIQUE ROMAINE APRÈS LA CONQUÊTE

Le peuple romain avait eu besoin de bien peu d'efforts apparents pour vaincre les populations gauloises habitant le vaste territoire qui allait former la nouvelle province connue dans l'histoire sous le nom de Narbonnaise. Cinq ans et quatre généraux y avaient suffi. Il est vrai que l'un d'eux, Domitius Ahénobarbus, fut un des meilleurs hommes de guerre de la République et que sous ses ordres servait une armée des plus complètes et des mieux organisées que la République eût jamais levées. Le contraste n'en demeure pas moins très grand entre l'effroi qu'inspirait aux armées romaines le seul nom de Gaulois et la rapidité avec laquelle fut consommée la défaite des Allobroges et des Arvernes.

C'est qu'en réalité les Romains ne combattaient pas seulement avec la lance et le glaive ; une politique supérieure, une diplomatie tenace, une véritable nuée d'espions et de négociateurs soigneusement embrigadés précédait et accompagnait leurs légions. Ils n'entrèrent dans la Gaule transalpine et n'engagèrent la lutte décisive en l'an 126 av. J.-C., que comme contraints et forcés par les appels réitérés de leurs fidèles alliés, les Massaliotes. Mais depuis longtemps leurs émissaires avaient préparé le terrain, étudié le pays, exaspéré les anciennes rancunes et surexcité les jeunes ambitions. La Gaule avait bien une certaine unité flottante de langage,

de mœurs et de croyances ; mais elle était divisée en une série de petits clans, méfians les uns des autres, toujours prêts à recourir aux armes pour vider leurs querelles, et, lorsqu'ils étaient vaincus, à appeler à leur aide les étrangers, Germains ou Italiens, pour se venger de leurs vainqueurs. Plus morcelé encore était le terrain qui s'étendait des Alpes aux Pyrénées ; là, de rivière à rivière, de montagne à montagne, les tribus étaient ennemies et se heurtaient les unes contre les autres : la race ligurienne, qui a laissé des traces si profondes dans notre ethnographie méridionale, avait été réduite mais non absorbée et formait la couche dernière sur laquelle étaient construites toutes ces petites républiques gauloises aux noms bizarres et aux frontières incertaines ; les nationalités se confondaient étrangement ; tout au long de la Méditerranée, de lentes infiltrations phéniciennes et hellènes avaient successivement pénétré l'humus primitif et constitué comme une sorte de population internationale et neutre ; sur les hauts plateaux, les Ligures s'étaient maintenus presque intacts et sans mélange ; dans les plaines, ils s'étaient si bien mêlés à leurs envahisseurs que les anciens géographes ne s'y reconnaissaient plus et avaient dû inventer, pour les désigner, une appellation assez impropre d'ailleurs, celle de Celto-Ligures. Les rudes guerriers venus du Nord, les Gaulois, à la fois féroces et généreux, à l'âme ardente, faciles à amuser et à séduire, prompts à l'action et à la retraite, d'une intelligence rapide, mais naïve, s'étaient amollis au contact des douces choses du climat méditerranéen et de la civilisation hellénique. Ils étaient encore de vaillants soldats, mais des soldats établis et plus désireux de jouir que de marcher à de nouvelles conquêtes. Celle qu'ils avaient faite était déjà si belle ! Les historiens nous transmettent des récits quasi fabuleux de leur luxe, de leurs chars de guerre fastueusement décorés, aux roues cerclées d'or, et de leurs

armures somptueuses. Les découvertes d'objets appartenant incontestablement à la période gauloise vient confirmer ces renseignements et témoigne d'un état de civilisation assez avancé ; les torques ou bracelets dont se décoraient les hommes comme les femmes, les agrafes des manteaux connus sous le nom de fibules sont souvent d'une forme élégante, originale, couvertes d'ornements gravés avec goût et parfois même avec une préoccupation visible de trouver des motifs nouveaux de décoration. La religion druidique, qui aurait pu servir de lien entre ces diverses peuplades et de frein réactionnaire, ne paraît pas avoir exercé une grande influence dans la vallée du Rhône. Les monnaies gauloises portent bien l'empreinte de quelques divinités nationales, mais plus souvent encore elles reproduisent sous une forme grossière les types grecs. Les Volkes Arécomiques, demeurés les plus purs de tout mélange étranger et en communication constante par les débouchés des Cévennes avec les Arvernes, semblent avoir adoré spécialement les divinités des sources et des forêts ; mais rien ne révèle chez eux la persistance de certaines coutumes barbares, telles que les sacrifices humains, qui au dire de Cicéron étaient encore pratiqués en Gaule au temps de César. Il est vrai que Cicéron est une bien mauvaise langue dès qu'il s'agit de nos aïeux.

Le plus grand danger pour les Romains était que les faibles tribus celtiques contre lesquelles ils avaient tenu leur première campagne n'appelassent à leur secours leurs congénères plus puissants du Centre et du Nord. Ils parèrent fort habilement à cette menace de plusieurs manières, et leur politique sur ce point peut encore fournir d'utiles enseignements en matière de colonisation. D'abord ils s'assurèrent la neutralité et peut-être plus encore, des peuplades moins directement intéressées dans le bassin du Rhône, des Volkes par exemple qui, comme nous l'avons vu, ne prirent aucune part à la première campagne. Ils

étendirent même leurs négociations au-delà du cercle qu'ils voulaient occuper et nouèrent avec la grande tribu des Éduens, rivaux jaloux et frémissants des Arvernes et des Allobroges, une alliance étroite et poursuivie avec assez de ténacité pour que César pût encore s'appuyer sur elle et s'en servir comme d'un des facteurs les plus puissants de ses succès. Enfin, et ce n'est pas un des moindres chefs-d'œuvre de leur habileté politique, ils n'usèrent de leur victoire qu'avec une extrême modération. Leur principal objectif était de s'assurer le libre et assuré chemin de l'Espagne ; ils feignirent vouloir tout d'abord borner leur ambition à ce simple résultat. A peine Domitius a-t-il vaincu, que ses successeurs reviennent sur leurs pas et semblent reculer. C'est à sa fidèle alliée, Massalie, que Rome abandonne en apparence les fruits de la victoire ; c'est pour elle qu'elle paraît avoir triomphé. On lui abandonne une partie des territoires nouvellement conquis ; on l'encourage à étendre le réseau de ses comptoirs commerciaux ; on lui attribue tout le long de la mer une bande riveraine d'environ 3 à 4 kilomètres de largeur, à la seule charge d'y entretenir une chaussée en bon état. L'aigle romaine replie ses serres ; prenons garde toutefois qu'elle retient bien ce qu'elle réserve à leur étreinte. Les emplacements des établissements militaires destinés à garder la voie Domitienne et à servir de point d'appui aux légions, sont si habilement choisis qu'ils peuvent se suffire à eux-mêmes et servir au besoin à une double fin. La forteresse d'*Aquæ Sextiæ* (Aix) commande la rive gauche de la Durance, annule l'importance stratégique du comptoir grec de Cavaillon, maintient sous le joug les Salyens, mais elle est, en outre, assez rapprochée de Massalie pour servir de base d'opération contre elle, si jamais elle devenait adversaire ; ce n'est point non plus vers la grande cité phocéenne que va se diriger la voie principale d'Italie en Espagne, mais sur un autre point de

la côte fort habilement choisi. Il y a sur les bords du Rhône, à deux ou trois lieues de son embouchure et non loin de la branche de la Durance qui aboutit à Ernaginum, un monticule isolé qui commande la plaine de la Camargue et abrite un port fluvial large et commode ; c'est le bourg celtique d'Arr-leith, l'ancienne Théliné des Phocéens. Les Romains s'y établissent et en font Arelate (Arles) la future rivale de Massalie. C'est à ce point qu'ils soulèvent l'une à l'autre les voies Aurélienne et Domitienne et qu'ils y placent le centre de leur viabilité. Au-delà du Rhône, en plein pays celtique, à mi-chemin de l'Italie et de l'Espagne, ils fondent en 118 leur première colonie, Narbonne. C'est l'établissement le plus menacé, comme aussi le plus important ; aussi mesurent-ils la grandeur de l'effort à l'intérêt décisif du but à atteindre. Ce ne sont plus quelques militaires isolés envoyés en grand'garde ; c'est une colonie entière de citoyens et de Latins qu'ils y installent à demeure, toute une ville pouvant se suffire à elle-même et entourée d'importantes fortifications, en état de subir un siège assez long pour que les secours aient le temps d'arriver ; et pour mieux la protéger, ils poussent leurs avant-postes jusqu'à Toulouse, où ils mettent une petite garnison. Ainsi installés, ils tiennent bien leur route et sont assurés même contre une trahison toujours possible, quoique peu probable, des Massaliotes.

Toute cette organisation est essentiellement militaire. Ne nous demandons pas encore quel est le régime imposé par les Romains à ces nouvelles possessions. Les administrateurs n'existent pas, ce sont les commandants des détachements et des troupes qui tiennent garnison ou battent la campagne pour réduire les quelques bandes de guérillas encore en armes. Si les textes et les monuments lapidaires sont muets sur cette période, les monnaies nous permettent d'arriver à cette conclusion, que la plupart des tribus gauloises ont conservé leur indé-

pendance et leur autonomie. Les monnaies des Namasa-tes sont particulièrement instructives sur ce point. Comme on discerne très bien les pièces frappées par l'atelier monétaire de Nîmes tandis que cette ville se trouvait sous la domination de Marseille après la maladroite cession de Pompée, on est autorisé à rapporter à une époque antérieure toutes celles qui n'ont pas le même type, les pièces portant au revers des chevaux en course ou des bouquetins, par exemple, au-dessus de rameaux ou de roues à quatre rayons. Quelques-unes de ces monnaies sont imitées des deniers romains ; l'une d'entre elles porte même le revers de la famille Plancia. Mais les légendes qu'elles offrent ne permettent pas de douter que le peuple qui les frappait avait conservé son autonomie. Remarque importante d'ailleurs, la roue à quatre rayons est un emblème religieux d'une très grande importance chez les Gaulois ; c'est l'emblème du Dieu qui lance le tonnerre. Or, précisément sur certains monuments épigraphiques se rattachant aux traditions celtiques et retrouvés sur notre territoire, on voit reproduite cette roue caractéristique. Il y a donc tout lieu de conclure que les monnaies frappées sous cette empreinte sortaient d'un atelier exclusivement gaulois, qui subissait une influence étrangère artistique, mais gardait son autonomie. Ce que je dis des monnaies arécomiques pourrait être étendu à bien d'autres anciennes monnaies de la Gaule méridionale, dont les emblèmes peuvent être rattachés et datés au second siècle avant l'ère chrétienne, et dont quelques-uns même trahissent l'imitation des deniers romains, tandis que les légendes sont écrites en caractères bizarres, rappelant les sigles runiques, dont la lecture n'est point encore très certaine.

Quoi qu'il en soit, la province romaine n'était encore à ce moment qu'à l'état tout à fait embryonnaire. C'était lentement, soit en les laissant s'user eux-mêmes dans des

discussions intimes, soit en faisant peser sur eux l'effrayante masse de son écrasante supériorité, que Rome absorbait ces peuples et les faisait siens par les mœurs, la langue et la civilisation.

II. — L'INVASION DES CIMBRES ET DES TEUTONS. — MARIUS.

Cette invasion des barbares du Nord, qui mit presque à merci le monde civilisé et par contre-coup précipita à Rome la chute de la République, fut le premier événement qui apprit aux Gaulois de la Narbonnaise jusqu'à quel point leurs destinées étaient désormais unies à celles de leurs conquérants. L'appellation de Cimbres et de Teutons ne traduit pas avec exactitude la composition des hordes innombrables qui marchèrent à l'assaut de l'Italie et de la Gaule vers la fin du II^e siècle avant l'ère chrétienne. Sans doute les deux tribus germaniques qui portaient ce nom, dont le dernier est demeuré même caractéristique de toute une nation, formaient bien le noyau des envahisseurs ; mais elles n'en étaient point le seul élément. Toutes les petites tribus gênées et misérables qui se trouvaient sur leur chemin ; tout ce qui était mécontent, indiscipliné, pauvre ; tous les *outlaws* de l'époque, tous les bannis en quête d'aventures se joignirent à eux et grossirent le flot toujours roulant qui menaça d'engloutir la fortune romaine ; ce fut moins une expédition militaire qu'une invasion sociale, une émigration armée de gens qui vivaient mal chez eux et voulaient obtenir par la force une situation meilleure. Les Celtes, en réalité, n'avaient pas fait autre chose quelques six cents ans auparavant ; seulement c'étaient des gens arrivés, qui eurent grand peur en voyant poindre ces nouveaux venus dans lesquels ils reconnaissaient des frères jadis laissés en arrière. La première fois que les Cimbres se

rencontrèrent en Gaule avec une armée romaine, commandée par M. Junius Silanus, ils demandèrent tout d'abord une assignation de terres où ils pourraient s'établir en paix. Ce ne fut qu'après le refus de leur demande qu'ils en vinrent aux mains et remportèrent une victoire facile d'ailleurs. Les six années qui suivent jusqu'à l'arrivée de Marius offrent aux regards de l'historien un spectacle assez étrange. Ce ne sont que marches et contre marches, allées et venues sans but apparent, sans logique, sans direction déterminée. Qu'on imagine, aux lointaines limites de notre territoire africain, une tribu guerrière se précipitant sur les oasis occupées par nos avant-postes, soulevant sur son passage et attirant à elle tous les mécontents, tantôt avançant et tantôt reculant sans raison connue, marchant au hasard et suivant l'impulsion du moment, souvent victorieuse, mais dépourvue de ressources suffisantes pour tirer parti de ses succès, épuisant le territoire où elle s'est arrêtée, et se remettant en route sous la seule impulsion d'un incompréhensible caprice, et l'on aura quelque idée des marches et contre marches auxquelles se livrèrent les Cimbres pendant cette période. Les Helvètes, les plus mal partagés des Gaulois au point de vue de la résidence, se joignirent les premiers à eux; puis les Allobroges, dont la fidélité était toujours chancelante, firent à leur tour défaut aux armes romaines; enfin les Volkes Tectosages entrèrent à leur tour dans le courant. La ville fortifiée de Toulouse se révolta et égorga sa garnison. La ténacité romaine ne se démentit pas en cette circonstance et ne fit pas défaut à ceux des Gaulois demeurés fidèles qui avaient mis en elle leur confiance. Les envois de troupes se multiplièrent. Un nouveau général, le consul Q. Servilius Cæpion, dégagea le territoire des Volkes et reprit Toulouse, malheureusement il gâta sa victoire par le pillage éhonté des trésors accu-

mulés dans le sanctuaire de l'Apollon gaulois. L'or de Toulouse ! Ces mots passèrent en proverbe pour caractériser les malversations frauduleuses et les consciences achetées. Mais ces efforts étaient insuffisants. Les Arécomiques, les Cavares, les colonies marseillaises, menacés directement par cet ennemi insaisissable, les tribus indépendantes alliées, telles que les Helvètes et les Éduens, demandaient du secours à grands cris. En 109 av. J.-C., le consul G. Mallius Maximus se porte au-devant des hordes cimbriques qui dévastaient tout à leur aise la Gaule centrale; il reprend le plan de campagne suivi par Domitius Ahénobarbus et qui lui avait si bien réussi; concentre ses troupes à l'abri du réseau d'étangs et de rivières qui entoure Avignon, et s'élève le long de la vallée du Rhône en suivant les lignes de faite des hauteurs. Mais les Romains ont le grand tort de diviser leurs forces; une partie de leur armée demeure sur la rive droite du Rhône. Une erreur de tactique vient achever de compromettre leur situation; au moment où leurs armées étaient parvenues sur les hauteurs qui dominent Orange, le commandant de l'aile gauche, de l'autre côté du Rhône, Cæpion, le vainqueur de Toulouse, veut avoir tout l'honneur d'une victoire facile; il attaque sans entente préalable avec le général en chef et est complètement battu. Mallius est attaqué ensuite, dans une fausse situation, ayant le Rhône à dos. Les deux armées romaines sont ainsi surprises en détail et complètement détruites; quatre-vingt mille hommes restent sur le terrain; les bagages sont pillés, les ponts rompus et l'arc triomphal élevé par Domitius Ahénobarbus voit passer sous sa voûte les barbares vainqueurs chassant devant eux les fils de ces soldats dont il magnifiait les exploits.

Ici se place dans la marche en avant des tribus germanes un brusque arrêt dont la raison nous demcure inconnue. Maîtres d'Orange, ils n'avaient qu'à se laisser

descendre dans la vallée du Rhône pour piller les riches comptoirs échelonnés jusqu'à la mer et menacer Massalie elle-même. Au lieu de suivre cette voie si naturelle et de retirer de leur victoire un profit si facile, ils tournent court brusquement, traversent les Cévennes et s'en vont batailler contre les peuplades aquitaines et ibériques. Je n'essayerais pas d'expliquer cette étrange volte-face ; je demanderais seulement la permission de m'en souvenir quand j'étudierai les positions et les dates de fondation des villes fortifiées de la Narbonnaise. Comme les barbares, si belliqueux qu'ils fussent, éprouvaient d'innombrables difficultés à faire des sièges et qu'ils ne possédaient pas l'art de construire des machines de guerre, il est permis de retenir leur inexplicable retraite comme une présomption que les Romains avaient dû construire tout un réseau de forteresses dans les vallées du Bas-Rhône et de ses affluents. Une seconde raison que l'on peut invoquer, et celle-ci est confirmée par des témoignages historiques, c'est la fidélité intéressée d'ailleurs des diverses tribus de la province. Lorsqu'en effet Marius, rappelé au consulat par acclamation populaire, franchit les Alpes en 104 pour prendre possession de son gouvernement, il trouva déjà rassemblés des secours de toute nature. Il semble même que les Allobroges, peu satisfaits de la manière dont les avaient traités les hordes cimbriques, soient revenus à de meilleurs sentiments et lui aient envoyé leurs contingents auxiliaires. On sait comment Marius prenant la ligne d'Arles à Massalie pour base d'opérations, réorganisa son armée, et soit pour la fortifier, soit plutôt pour s'assurer un ravitaillement plus direct et un réembarquement plus facile dans le cas où il serait resserré dans ses retranchements et obligé de combattre le dos contre la mer, fit creuser le fameux canal qui porta son nom, et permettait aux flottes alliées d'éviter la difficile navigation des embouchures du Rhône. Nous discutons

encore sur la direction et le tracé exact de la *Fossa Mariana*, et il est probable que ce problème de géographie historique ne sera jamais complètement éclairci, si profondes sont les modifications que dans cette nature mouvante le temps a apportées à l'état des lieux. Tout au contraire, il nous est facile de retrouver dans les environs d'Aix le champ de bataille sur lequel Marius infligea aux barbares une éclatante défaite et vengea les aigles romaines de l'insulte subie à Orange. Mommsen a raconté dans une page presque poétique avec quelle émotion il parcourut, son Plutarque à la main, les alentours du mont Sainte Victoire, reconnaissant les moindres détails topographiques si exactement donnés par l'historien grec et revoyant pour ainsi dire tous les incidents de la journée où pour la première fois l'armée romaine sentit passer dans ses rangs le frisson d'enthousiasme personnel à son général victorieux qui prépare et fait les dictatures. Toute cette campagne de Marius a été trop souvent et trop bien racontée pour que j'aie besoin d'y insister. Il importe seulement d'en retenir un point essentiel pour la topographie de cette région, c'est que dans cette longue guerre cimbrique, les champs de bataille où ont eu lieu les chocs décisifs ont été à peu près les mêmes que ceux où se déroulèrent les incidents de la conquête Romaine. Orange n'est qu'à quelques kilomètres de Vindalium, théâtre du premier exploit de Domitius, et c'est précisément au même endroit, à la station d'Aix, que les Salyens et les Cimbres furent vaincus à 79 ans de distance. Les barbares venant du Nord ont suivi à rebours le même chemin que les Romains remontant au Nord. Les quelques myriamètres carrés qui enferment le confluent de la Durance et du Rhône et forment aujourd'hui le département de Vaucluse et l'arrondissement d'Aix ont été vraiment pendant toute l'antiquité la clef du Midi. Le vainqueur, une fois maître de ce pays où souffle le mistral, n'avait plus, semble-t-il, beaucoup à faire pour étendre sa domination jusqu'au versant des Pyrénées. Trois

cents ans plus tard, les Vandales reprendront le même chemin que leurs ancêtres barbares, rencontreront aux mêmes endroits les troupes romaines dégénérées ; mais cette fois-ci ils passeront victorieux et se répandront sur tout le littoral méditerranéen. Les Cimbres étaient venus trop tôt ; mais leur tentative servit doublement dans nos pays la cause de la civilisation, et par l'impulsion qu'elle donna à la romanisation de la province et par l'effroi salutaire que son échec sanglant inspira aux turbulents voisins qui auraient été tentés de suivre leur exemple.

III. — LES PRÊTEURS. — LE PROCÈS DE FONTEIUS

C'est assez l'usage que la communauté des périls encourus entre gens qui se sont battus ensemble et les uns pour les autres resserrent les liens antérieurs et crée une intimité bien difficile à rompre désormais. Romains et Gaulois sortirent de l'épreuve beaucoup plus intimement unis qu'ils ne l'avaient été jusqu'alors. Ce fut comme un sentiment d'allégresse générale, de soulagement profond pour eux d'être débarrassés d'un danger qui pesait également sur tous et avait fait un instant égaux devant la menace d'une ruine prochaine, les vainqueurs et les vaincus. Il se produisit à ce moment dans cette contrée cette expansion du commerce et de l'industrie qui suit invariablement les grandes crises. Une circonstance vint encore aider cette favorable disposition des esprits. Les guerres civiles qui éclatèrent entre Marius et Sylla eurent pour premier théâtre les provinces orientales. La Gaule méridionale jouit pendant quelque temps d'une tranquillité relative, et put développer sa prospérité naissante à l'abri des discordes et des troubles. Il y eut à ce moment une véritable invasion de négociants et de citoyens romains dans la Narbonnaise ; les relations d'affaires entre elle et l'Italie se

multiplièrent de plus en plus. Le réseau de la vicinalité fut complété et agrandi ; un nouveau défilé à travers les Alpes fut ouvert dans la Tarentaise ; de nombreux contingents gaulois allèrent servir à titre d'auxiliaires dans les armées romaines. On vit des Celtes aux blonds et longs cheveux, au langage rauque, au costume étrange, fréquenter le Forum et s'installer dans la grande ville. Les poètes comiques nous ont transmis l'expression de l'étonnement nuancé de moquerie et d'un reste d'effroi, avec lequel la plèbe voyait circuler les fils de Brennus autour de ce Capitole que leurs pères avaient assiégé.

Ce fut la lune de miel de l'occupation romaine dans la Narbonnaise. Elle ne dura pas longtemps. Dans la province des Gaules, comme dans toutes les autres, les gouverneurs envoyés par l'oligarchie exercèrent les plus dures exactions et exaspérèrent les populations. La Narbonnaise, avait été réunie à la Gaule cisalpine, et, formait avec elle une seule province sous l'autorité d'un préteur. Or pour la plupart des fonctionnaires romains, les gouvernements étaient un moyen de se rembourser des dépenses faites à Rome pour capter la faveur du peuple et de se ramasser un pécule suffisant pour l'avenir. L'aristocratie romaine était une force sociale en décadence ; elle avait encore la force du nom et des traditions, mais elle était en proie à des discordes intestines, et ses membres n'étaient plus dominés par le souci des intérêts généraux, mais par l'âpre égoïsme et l'ambition personnelle la plus exaspérée peut-être que l'histoire sociale ait jamais enregistrée.

Sur la liste des préteurs de la Narbonnaise nous relevons cependant les noms de quelques hommes dont la réputation de vertu et d'austérité était au-dessus de tout soupçon : Celui de M. Porcius Caton, qui administra la province dans une période comprise entre les années 100 et 90 av. J.-C. ; en l'année 90 C. Cæcilius ; en l'an 83, C.

Valérius Flaccus ; en 78, L. Manlius, qui se distingua par la rapidité avec laquelle il vint au secours de Pompée, mal engagé dans la guerre contre Sertorius ; en 78, M. Æmilius Lépidus, qui eut pour successeur Fontéius, que son procès a tristement immortalisé.

M. Fontéius était issu d'une de ces vieilles familles bourgeoises des environs de Rome qui s'étaient poussées, à force de courage et de persévérance, dans les rangs de l'aristocratie romaine. Son père avait été tué au commencement de la guerre sociale à Arpinum avec le proconsul Q. Servilius dont il était le lieutenant. Lui-même avait servi avec distinction en Espagne et en Macédoine. Il n'était probablement ni meilleur ni pire que la plupart des optimates de Rome que le suffrage de la plèbe romaine et les intrigues du forum élevaient aux honneurs. Lorsqu'il prit possession de son commandement en 76 av. J.-C., Pompée guerroyait encore dans l'Ibérie contre Sertorius. Il y avait entre l'Espagne et l'Italie des mouvements de troupes incessants ; il fallait réunir de grands approvisionnements pour subvenir aux besoins de l'armée, qui venait généralement prendre ses quartiers d'hiver autour de Toulouse ; les voies Domitienne et Aurélienne, sur lesquelles circulaient sans cesse les convois militaires, avaient besoin de fréquentes réparations. Tous ces grands mouvements d'hommes et de munitions de toute nature ; les importants maniements de fonds qui les accompagnaient ; la nécessité d'exercer de fréquentes réquisitions étaient autant d'occasions favorables, d'incitations presque irrésistibles à des perceptions illégales et des abus de pouvoir trop communs pour exciter beaucoup l'indignation du Sénat. Fontéius dépassa la mesure et se compromit assez gravement pour que ses anciens administrés pussent trouver à Rome même un patron qui poursuivît leur ancien préteur. C'était là, on le sait, le principal, disons même le seul moyen pour les provin-

ciaux de se faire rendre justice. L'ambition des jeunes aristocrates s'efforçant de se construire une fortune politique sur les débris de celles qu'ils renversaient au moyen des accusations de péculat était la garantie d'ailleurs précaire du bon accueil de leurs revendications. Ce furent naturellement les Allobroges, que nous trouvons toujours au premier rang de l'opposition, qui prirent l'initiative de l'accusation contre Fontéius. Un certain M. Plétorius, dont l'histoire n'a pas gardé d'autre souvenir, se porta leur avocat et patron. Cicéron défendit Fontéius ; il était passé dans les rangs de l'aristocratie, et ce fut pour lui l'occasion de faire oublier auprès de ses nouveaux alliés ses fulminantes et démocratiques Verrines ; ce n'était pas d'ailleurs pour l'embarrasser. Malheureusement le plaidoyer qu'il prononça pour Fontéius ne nous est parvenu qu'incomplet, à l'état fragmentaire, de telle sorte que nous ne pouvons pas nous faire une idée bien précise de ce que nous appellerions aujourd'hui le dossier de l'affaire. On croit savoir que Fontéius fut acquitté. Ce qui nous reste cependant de la défense de Cicéron n'est pas pour nous donner une très bonne idée de sa cause. Il y a beaucoup de remplissage, d'assez mauvaises plaisanteries sur le langage et l'attitude un peu frustes des plaignants, des hors-d'œuvre sur les ancêtres et les parents de Fontéius et des lieux communs qui dénotent l'avocat embarrassé. Au total, c'est un assez médiocre plaidoyer de cour d'assises, destiné à embarrasser des jurés recueillis par le sort et à agir sur leurs esprits plutôt par d'adroites diversions que par l'enchaînement des arguments. Mais supposons pour la gloire de Cicéron que le hasard a détruit précisément les passages les plus prenants de son discours.

Quoi qu'il en soit, le procès nous importe peu. Ce qui nous intéresse davantage, ce sont les développements auxquels s'est livré l'avocat de Fontéius, et qui, complè-

tés par d'autres fragments de ses œuvres, nous donnent un tableau plus flatté sans doute qu'assombri de la situation de la province de la Narbonnaise. Tel qu'il est, cependant, il est loin d'être encourageant, et il suffit de le parcourir pour avoir assez exactement l'idée d'un pays exploité et envahi par les agioteurs et les agents d'affaires. Nombreux sont les citoyens romains établis en Gaule; mais l'énumération des principaux métiers qu'ils exercent nous permet de présumer qu'ils devaient apporter une rare âpreté au gain dans leurs relations avec les habitants. Ce sont des publicains ou des fermiers d'impôts et toute la légion de recors et d'auxiliaires véreux qu'ils traitaient après eux; des commerçants en troupeaux, ces *pecuarii*, dont les spéculations sont demeurées tristement célèbres dans l'histoire économique du temps et sur lesquels Cicéron lui-même nous a transmis des détails peu édifiants; ce sont des négociants en vin qui venaient disculper Fontéius du reproche d'avoir prélevé à son profit des impôts illicites sur le transport des liquides et qui avaient sans doute participé à cette fraude pour monopoliser le commerce. Tout ce monde s'agite dans un milieu où le droit de la force s'exerce dans toute sa rigueur. Les réquisitions sont taxées à un taux exorbitant, exigées avec une implacable dureté. Tantôt c'est du blé qu'il faut fournir à l'armée de Pompée; tantôt des contributions en argent qu'il faut verser au fisc pour payer la solde arriérée; ici des prestations en nature pour la réparation de la voie Domitienne; là des contingents auxiliaires, de la cavalerie surtout, qu'il faut enrôler pour les guerres que la République soutient alors dans toutes les parties du monde. Cicéron fait gloire à son client d'avoir exigé des Gaulois tout ce qu'ils pouvaient fournir. C'était le droit et même le devoir de l'avocat de tenir ce langage; mais combien laisse-t-il supposer d'exécutions arbitraires et d'excès de pouvoir?

Fontéius d'ailleurs n'était pas seulement soutenu par les émigrants latins et par les Grecs de Massalie; il comptait parmi ses clients et ses témoins à décharge un certain nombre de Gaulois appartenant aux plus grandes familles de la contrée. Il y avait, en effet, une faction toute dévouée aux Romains et qui mettait en eux sa plus entière confiance. C'est dans ses rangs que, quelques années plus tard, César va recruter la partie indigène de son état-major, ses négociateurs les plus adroits et les plus dévoués, ceux qu'il enverra dans les tribus gauloises indépendantes pour semer les divisions et neutraliser les efforts de Vercingétorix et de ses partisans. Ils sont de longue date les amis obséquieux des gouverneurs romains et l'étaient de Fontéius comme ils seront ceux de César. Ne nous hâtons pas de crier au scandale et de prononcer le mot de trahison qui n'aurait pas de signification à cette date et dans ce milieu. L'idée de patrie était absolument absente de l'âme des Gaulois de cette époque, et l'on aurait probablement fort étonné l'Allobroge Indutiomare, l'accusateur le plus acharné de Fontéius, si on lui avait parlé de l'indépendance nationale. Les habitants de la Narbonnaise se sentaient libres lorsqu'ils n'étaient point inquiétés dans la propriété de leurs terres et ne demandaient pas davantage. La tribu était le seul lien social, et elle était généralement divisée en deux factions : l'une s'appuyant sur les Romains ; l'autre leur faisant de l'opposition jusqu'au moment où elle reprenait l'influence. Toute cette agitation était de simples querelles intérieures dont un gouverneur habile se servait pour asseoir définitivement l'influence de la République et s'assurer à lui-même une clientèle fidèle qui pouvait le protéger contre les jalousies du forum. Les Gaulois qui attaquent Fontéius appartiennent aux tribus restées indépendantes, les Allobroges et les Volkes Arécomiques; ceux qui le défendent sont des membres de ces petites

tribus groupées autour des établissements romains ou des individualités puissantes par leur fortune, mais sans mandat déterminé. Un des plus forts ciments, qui réunit les âmes et fait les nations, la communauté de religion semble avoir presque complètement fait défaut. Demandez à nos celtisants les efforts laborieux et non encore couronnés de succès qu'ils sont obligés de faire pour réunir et coordonner les données éparses qu'ils recueillent çà et là sur les différents cultes gaulois. Il suffit au contraire de quelques stèles athéniennes pour savoir ce qu'était Minerve et avec quelle ardente inspiration toute la cité communiait dans le culte qu'on lui avait voué.

Au point de vue de l'administration intérieure, les fragments du plaidoyer pour Fontéius confirment les détails que nous connaissions déjà. La Narbonnaise, rattachée à la Gaule cisalpine, n'avait pas paru être une province d'administration assez difficile pour être confiée à un personnage consulaire. Elle n'avait de valeur réelle, je suis bien obligé de revenir sur ce point qui explique la conduite de Pompée et contient en germe toute la politique de César, que comme un passage entre l'Espagne et l'Italie. Il y avait bien encore çà et là quelques tribus montagnardes à soumettre, quelques soulèvements partiels à réprimer; mais les Romains laissaient parfaitement tranquilles les tribus de la grande Gaule indépendante et se bornaient à l'assimiler le plus étroitement possible à la partie restreinte de territoire qu'ils occupaient. Il ne faut pas prendre au pied de la lettre les éloges emphatiques que Cicéron décerne à son client pour ses victoires en Gaule, et les prétendus périls que faisaient courir à la République les excursions à main armée tentées sur le territoire de la province par des bandes affamées. En réalité, la Narbonnaise tout entière était parfaitement pacifiée, sinon complètement colonisée, et une bonne gendarmerie locale suffisait pour y maintenir la plus absolue tranquillité. Le

procès intenté par Indutionnare et ses compagnons en est une preuve concluante. On ne s'amuse pas à plaider à quelques deux cents lieues de chez soi, quand on croit avoir les moyens de se faire justice à soi-même par les armes. Le préteur était donc le maître absolu sur le territoire confié à sa garde, dans la limite de ses attributions. Ses lieutenants, choisis par lui, étaient ses représentants et ses auxiliaires. Une indépendance relative, mais encore très grande, était laissée aux tribus qui conservaient leur individualité et formaient les unités administratives. Les forces romaines occupaient seulement leurs colonies et leurs citadelles. Dans le reste du pays circulaient librement les trafiquants et les colons émigrés de l'Italie, qui s'installaient à leurs risques et périls dans les endroits où ils croyaient pouvoir saisir la fortune. Les tribus avaient à payer des contributions en nature ou en argent assez mal définies, et à fournir des contingents auxiliaires pour les armées romaines, qui faisaient une si terrible consommation d'hommes. La peine de la confiscation des terres était suspendue sur la tête de ceux qui auraient été tentés de se révolter ou de se soustraire aux obligations imposées par le conquérant : c'était une menace quelquefois, mais rarement exécutée. Ce qui faisait le plus réellement son iniquité, c'est qu'elle restait soumise à l'arbitraire le plus absolu. Le plus grand souci du préteur était de tenir en balance toutes ces peuplades, de les opposer les unes aux autres, de faire en un mot de la politique de résident général. A ses *Legati* de s'occuper des détails de l'administration ; chacun d'eux exerçait son autorité sur une partie du territoire, à leurs côtés fonctionnait un service financier sur lequel nous avons peu de détails, mais qui se centralisait entre les mains d'un questeur. Les bureaux du gouvernement étaient déjà considérables, les archives étaient très bien tenues. Cicéron y puisa de nombreux documents pour la défense de Fontéius, et il est probable que

son adversaire y avait recueilli, de son côté, des documents favorables à l'accusation, comme en témoignent les plaidoyers contre Verrès.

Au demeurant, les Romains se tenaient dans la Narbonnaise en gens qui ne voulaient pas se créer des difficultés. Il semble que Cicéron invoque surtout en faveur de son client cette raison qui lui paraît décisive et sur laquelle il revient à plusieurs reprises, que les juges romains, en le condamnant, paraîtront céder à la crainte inspirée par les Gaulois. Quand des gens se répètent à eux-mêmes avec tant d'insistance qu'il ne faut pas avoir peur, c'est qu'ils sentent le besoin de se rassurer tout au fond contre leurs propres inquiétudes. Bien qu'ils eussent conquis facilement la Narbonnaise, les Romains ne se souciaient nullement de se mesurer avec les grandes tribus du Centre et du Nord. Ils semblent même avoir respecté les Arvernes, dont ils n'avaient pas envahi le territoire après la sanglante défaite infligée à leur roi Bituit. Si le Sénat avait été le seul maître de suivre sa [politique en Gaule, il se serait probablement contenté de fortifier de plus en plus la voie Domitienne, de la protéger en prolongeant le plus loin possible des avant-postes et qu'il aurait attendu du temps seul et de la force insensible des choses l'entrée des autres Gaulois dans l'orbite de l'influence romaine. Mais il fallait compter avec l'inquiète cupidité des marchands et des émigrants qui poussaient toujours en avant vers les régions inconnues où ils espéraient gagner de l'argent. De plus les Gaulois eux-mêmes entraînaient les Romains à se mêler de leurs affaires. La conquête des Gaules pouvait donc être retardée, elle l'aurait été sans nul doute si l'aristocratie avait gardé le pouvoir; elle ne pouvait être évitée. L'ambition de l'homme extraordinaire qui devait incarner en lui le type de l'autorité la plus absolue précipita le dénouement, et pour être le premier dans cette bourgade de Latium devenue la grande

cité par excellence, Rome, bouleversa toute la Gaule et mit enfin directement en présence le monde civilisé et le monde barbare.

(A suivre)

GEORGES MAURIN.

NOTES SUR LE FORT SAINT-ANDRÉ

Le fort Saint-André à Villeneuve-lez-Avignon, qui a été compris dans le déclassement des forteresses, est fièrement campé sur le Mont-Andaon. Deux tours massives dorées par les feux de l'ardent soleil du Midi flanquent la porte d'entrée. Le mur d'enceinte est encore debout.

Saint-André abrite derrière ses murailles l'église de Notre-Dame-de-Beauvesert, la grotte de sainte Cazarie, l'ancien monastère des Bénédictins.

I

Notre-Dame-de-Beauvesert, contemporaine de Charlemagne était l'église paroissiale du Bourg-Saint-André avant la fondation de Villeneuve. Elle a résisté aux ravages du temps qui ronge la pierre et ébranle les assises les plus solides. Le mistral qui souffle avec fureur sur cette cime élevée et qui secoue les pans de mur des maisons en ruine a été impuissant contre elle. L'église est dans un état complet de conservation. Elle a gardé ses madones du XIII^e siècle et le rétable de son autel orné de délicates peintures.

II

Cazarie, princesse espagnole fuyant le monde, vint se réfugier au VI^e siècle dans une grotte de Mont-Andaon. Elle y vécut dans la pratique austère de toutes les vertus. Elle fut ensevelie dans cette grotte. L'église paroissiale de Villeneuve possède le crâne de la sainte recluse.

III

Dès le VII^e siècle une colonie de Bénédictins vint s'établir à côté du tombeau de sainte Cazarie. Les Sarrasins massacrèrent les religieux et détruisirent le monastère. Quand le chêne de la forêt est abattu, qui espère de le voir reverdir ? Mais les plantations de Dieu ne meurent pas comme celles de l'homme. L'arbre monastique tombe; s'il est arrosé par le sang des martyrs, un germe nouveau surgit des racines et l'arbre antique reparaît avec ses feuilles, ses fleurs, ses fruits.

Après l'invasion sarrasine, le monastère fut rétabli. Il eut encore à subir l'invasion hongroise au X^e siècle. Mais l'évêque d'Avignon, Warnérius, répara les ravages des barbares et releva avec les murs la discipline monastique. Ce fut une pépinière de saints. Au milieu du XI^e siècle, un moine de l'abbaye fut placé malgré ses résistances sur le siège abbatial. A sa mort, l'Église le plaça sur un siège plus élevé, sur ses autels, c'est saint Pons.

IV

En 1292, un pariage fut conclu entre l'abbé de Saint-André Bertrand de Laudun et le roi de France Philippe-le-Bel. « Depuis longtemps, les abbés de Saint-André sentaient le besoin de se donner un protecteur assez puissant pour les défendre contre les envahissements de leurs voisins les Avignonnais. Les rois de France de leur côté cherchaient à fortifier la ligne du Rhône, frontière sur ce point du royaume ; le 11 juillet 1292, le sénéchal de Beaucaire, Adam de Montcéliard, délégué du roi Philippe-le-Bel, conclut avec l'abbé de Laudun un pariage en vertu duquel le roi et l'abbé posséderaient conjointement la seigneurie (1). » L'historien Ménard énumère les articles de ce traité (2).

(1) Chanoine Goiffon, *Villeneuve et son abbaye*.

(2) *Hist. de la ville de Nîmes*, t. I.

1° Le roi possédera en partage avec l'abbé et les religieux la juridiction civile et criminelle du château et du village de Saint-André ainsi que du village des Angles, sauf pour les crimes qui comportent la mort ou mutilation des membres, dont la connaissance appartiendra au roi seul, sous la condition néanmoins que si ces deux genres de peines sont converties en amendes, les religieux en auront la moitié, et que, dans le cas de confiscation des biens immeubles, cette confiscation sera tout entière à leur profit.

2° Le roi possédera aussi en pariage avec les religieux tous les fiefs et les arrière-fiefs qui sont de leur mouvance, situés dans l'étendue du territoire de ces deux villages, ainsi que les cens, les lods et ventes, les pâturages, les fours pour le pain, les fours à chaux et les carrières.

3° Le roi, de son côté, associera les religieux pour la moitié du village et du territoire de Tavel et de tous les droits et revenus qui en dépendent, sauf la connaissance des crimes qui emportent la peine de mort ou la mutilation des membres et les autres droits qui peuvent appartenir au roi, à raison de la souveraineté de son domaine, ce qui lui demeurera entièrement réservé pour en jouir seul, ainsi que de la tour de Tavel et ses dépendances.

4° Les religieux laissent au roi la liberté de faire bâtir une forteresse près de leur monastère, de choisir aussi le sol qui sera convenable dans le vieux port pour y bâtir une seconde forteresse et de mettre dans l'une et dans l'autre une telle garnison qu'il jugera à propos, avec cette condition que les clefs des portes de Saint-André et des Angles seront gardées par une même personne, au nom du roi et du monastère, en temps de paix comme en temps de guerre, et que cette personne pourra permettre l'entrée de ces lieux à ceux qu'elle trouvera bon, en temps de paix seulement ; mais qu'en temps de guerre l'entrée

ne pourrait en être permise que par celui qui aurait la garde du village de Saint-André.

5° Le roi ne pourra transmettre ses droits en ce pariage qu'à celui qui lui succédera sur le trône de France, ni obliger les religieux à en faire un partage.

6° Les fonds que les religieux possèdent en propriété leur demeureront, soit qu'ils les gardent, soit qu'ils viennent à les inféoder.

7° Il y aura une cour et des prisons communes pour les villages de Saint-André et des Angles; cette cour sera composée d'un juge et d'un viguier, avec un notaire ou greffier, lesquels seront nommés en commun par le roi et par l'abbé; si le roi et l'abbé ne peuvent s'accorder dans la nomination du viguier et du juge, le roi les nommera une année et l'abbé la suivante; au surplus, ce sera le viguier et le juge qui nommeront les autres officiers de cette cour.

8° Les habitants de Saint-André et des Angles ne pourront être actionnés en d'autre cour qu'en celle-là, soit pour les affaires civiles, soit pour les affaires criminelles.

9°. Les officiers et les gens du monastère, ainsi que les châtelains royaux et les gens de la cour commune ne pourront être jugés que par cette cour, s'ils viennent à commettre quelque délit, excepté le châtelain et les sergents préposés à la garde du château du roi et à ses gages.

10° Si l'on fait un sceau, il sera commun et ce sera la cour commune qui le tiendra.

11° Toutes les proclamations se feront par cette cour, au nom du roi et de l'abbé.

12° Aucun des religieux ne pourra bâtir sans le consentement exprès du roi, de l'abbé et de toute la communauté.

13. Les religieux ne payeront point de droits de four-

née pour le pain qui se cuit pour eux aux fours communs, non plus que le châtelain ni les autres officiers du château pour le leur.

14° A chaque mutation du sénéchal, les habitants de Saint-André et des Angles seroient tenus de prêter un nouveau serment de fidélité entre les mains de cet officier, au nom du roi, et de même à chaque mutation d'abbé, un pareil serment entre les mains du nouvel abbé.

C'est en vertu de ce traité que fut bâti le fort Saint-André.

V

Singulière destinée que celle de ce Mont-Andaon. Au ^{vi} siècle, il abrite dans une de ses grottes les vertus de Cazarie, fille d'un roi espagnol. Pendant dix siècles il est habité par de savants et pieux Bénédictins qui prient, déchiffrent les manuscrits et sauvent nos richesses littéraires au milieu du bruit des armes des archers préposés à la garde du fort.

La Révolution les chassa de leur couvent où ils voulaient vivre et mourir. Le monastère fut saccagé, plus tard la bande noire le démolit pour en vendre les matériaux.

Divers propriétaires s'installèrent successivement dans les murs que la bande noire avait respectés au milieu du site le plus ravissant que l'imagination puisse rêver.

L'un d'eux s'est acquis une triste célébrité comme duelliste, c'est Martial Fayot.

Il naquit à la Roche-sur-Yon. En 1815 on l'appelait déjà Fayot le petit chapeau.

Il y avait alors à Paris, dans la maison de Staub le tailleur, une salle d'armes très suivie. Fayot s'y rencontrait avec Duménil (de Caen) et Floquin (de Marseille) lequel fut depuis incorporé en Westphalie dans les Mameluks du roi Jérôme. MM. de Bondy, Donadieu, Charlemagne

et Godard, ces deux derniers maîtres d'escrime y venaient aussi. Telle était la galerie admise à contempler Fayot, bien moins dans l'exercice émouvant des armes que dans la verve mordante de ses récits.

Il tua en duel le jeune Saint-Marcellin, ce fut un glas funèbre qui attrista tous les plaisirs de Paris. Fontanes, le grand maître de l'Université, contremanda un bal qu'il donnait à toute la diplomatie. Chez les universitaires on appliqua à Saint-Marcellin ces vers charmants de Virgile :

Purpures veluti cum flos succisus aratro
Languescit moriens, lassove papavera collo
Demisere caput, pluvia cum forte gravantur.

On mit Fayot en prison ; mais il fut bientôt relâché.

Nous ne raconterons pas l'histoire de ses duels ; elle serait trop longue.

Diverses pérégrinations signalèrent la vie de Fayot ; à Saint-Pétersbourg il fut reçu par l'empereur Nicolas ; le bruit de son duel avec Saint-Marcellin n'était pas éteint. Ce fut chez le peintre Laduner que l'empereur vit Fayot pour la première fois et qu'il lui parla comme à un lion du moment.

En 1836 il se retira à Villeneuve. Dans ce fort Saint-André, au milieu de ces ruines qui ont pour festons naturels des figuiers, des câpriers tordant leurs bras vigoureux sous un ciel torride, il vécut avec les autruches de son parc et les oiseaux de sa volière.

Il fit bâtir une tour avec un escalier extérieur qui conduisait à une plate-forme. C'est sur le haut de cette tour que Fayot sablait mélancoliquement le champagne au souvenir du perron de Tortoni d'où, autrefois, du haut de son lorgnon, il regardait les béotiens du boulevard prendre des glaces. Devenu aveugle, il prit une dame de compagnie qui lui faisait la lecture.

Homme du monde, il accueillait avec politesse un

vicaire de la paroisse qui, soucieux de l'avenir éternel du vieux duelliste, cherchait habilement à le ramener aux pratiques religieuses. Il mourut le 10 juin 1859.

Depuis vingt-cinq ans, un essaim de religieuses victimes s'est fixé dans les cellules de l'ancien monastère, saintes filles qui prient pour le monde qui ne prie pas et se mortifient pour ceux qui s'endorment dans les plaisirs.

J. CARRIERE,

Curé doyen de Villeneuve-les-Avignon.

LES RÉFUGIÉS FRANÇAIS

EN ALLEMAGNE

I

Lorsqu'on parcourt l'Allemagne, on est frappé du grand nombre de noms français, dont les titulaires appartiennent au Parlement, à l'armée et surtout à l'industrie et au commerce. Les noms illustres n'y sont pas rares et les autres y font bonne figure par la situation sociale de ceux à qui ils appartiennent. D'où viennent donc ces compatriotes, devenus à la longue, les meilleurs sujets des souverains allemands ? Si l'on interroge les protestants français, ils ne manqueront pas de vous dire que *tous*, sans exception, sont les descendants des réfugiés de la révocation de l'Édit de Nantes. Hélas ! on connaît tout le mal qu'a produit pour le pays cet acte impolitique de Louis XIV ; mais, il ne faut pas croire cependant que l'Allemagne seule ait bénéficié de l'émigration des protestants de France. La Hollande, la Suisse et l'Angleterre en ont eu chacune leur part. Et chose curieuse, en Allemagne il y a moins de protestants portant des noms français, que de catholiques ayant des noms de même origine. Évidemment cela ne vient pas de conversions de réfugiés protestants français. La cause en est seule à l'émigration en 1792-1793 de plus de cent cinquante mille royalistes, persécutés par le gouvernement révolutionnaire de cette époque. Après avoir fait plusieurs recherches à ce sujet dans les archives de Cologne,

Coblentz, Mayence et Berlin, après avoir interrogé quelques catholiques d'origine française, entre autres un membre du Parlement, qui porte un nom cher au comte de Paris, j'ai acquis la certitude que sur les cent cinquante mille émigrés de la Révolution, près de quarante mille n'étaient pas retournés dans leur patrie et avaient servi comme soldats ou ouvriers en Allemagne tandis qu'après la révocation de l'Édit de Nantes, à peine si vingt-cinq mille Français étaient devenus Allemands, Parmi les noms français portés par des catholiques dans l'armée, quelques-uns méritent d'être signalés. Ce sont ceux de : de Talleyrand, de Polignac, d'Haussonville, de François — un général de François fut tué à Spickeren — Brune de Monts, Artois, Boisserée, de Moy, Meurin, de Mongelas, Reverchon, Sarrazin, de Vezin, de Villers, de Garnier, de Locquenghien (de Bretagne), adjudant de l'empereur Guillaume; Raymond de Baux, Dussart de Vigneuil, Bataille, comte Chamaré d'Arbuval, de Bray, Parmentier, Destouches, etc.

Le centre catholique a toujours compté des noms français parmi ses membres, le baron de Savigny, d'Haussonville, Marbé, de Grand-Ry, Sarrazin, etc.

En général nos historiens français sont à peu près unanimes à faire ressortir tout ce qu'il y avait d'anti-patriotique de la part des émigrés d'avoir combattu dans les rangs des armées prussiennes ou autrichiennes. Je partage certes leur opinion. Il est toujours pénible de voir des Français dans les armées étrangères, tirer contre leurs compatriotes. Mais, je trouve que ces mêmes historiens ont été singulièrement indulgents pour les émigrés protestants de la révocation de l'Édit de Nantes. Est-ce que ceux-là aussi n'ont pas servi dans les armées étrangères et ne se sont pas battus contre des Français, et l'on sait avec quel acharnement ? Jean Cavalier, muni d'un brevet de colonel, leva même un régiment de pro-

testants français et reçut l'ordre d'aller servir en Espagne où il figura à la mémorable bataille d'Almanza. Bizarerie du sort, le général de Berwick, né Anglais, chassé de son pays par une révolution et naturalisé Français y luttait contre le marquis de Ruvigny, protestant français de naissance, devenu anglais à la suite de la révocation de l'Édit de Nantes. Dans cette bataille acharnée, le régiment de Cavalier se trouva à un moment de l'action, en face d'un régiment français catholique. Les Français, animés par la passion religieuse se reconnurent, fondirent avec ardeur les uns sur les autres et tel fut leur acharnement que, sans se servir de leurs armes à feu, ils se prirent corps à corps et s'égorgeaient avec rage. Trois cents à peine survécurent des deux régiments ; celui de Cavalier fut presque entièrement détruit. Le souvenir de cette mêlée sanglante revenait parfois à l'esprit du maréchal de Berwick. Il en parlait comme un des plus tragiques épisodes de sa vie de soldat. Les réfugiés français sont donc aussi coupables que les émigrés, sous ce rapport, et Cavalier aussi condamnable que le prince de Ligne ou Condé. Après les jours difficiles, ils auraient pu, les uns et les autres, retourner dans la mère-patrie. C'est, du reste, ce qu'ont fait quelques-uns d'entre eux, malheureusement trop rares, surtout parmi les réfugiés protestants. En tout cas, on ne peut pas blâmer davantage les victimes de la Révolution que celles de la révocation de l'Édit de Nantes. La Terreur a été pour les royalistes et les catholiques une persécution autrement rapide et violente que les tracasseries et les actes blâmables du roi Louis XIV et de ses conseillers. Quoi qu'il en soit, l'émigration française en Allemagne n'a rien produit de bon pour notre pays. Elle n'a servi qu'à introduire à l'étranger, notre industrie, nos arts et notre esprit militaire, en même temps qu'à infuser à la race germanique, suffisamment de sang latin pour la tirer de l'apathie rêveuse dans

laquelle elle se laissait vivre. Elle a été une véritable invasion d'intelligences dans un pays à moitié civilisé. Une invasion de peuple latin a, du reste, toujours été une excellente chose pour le pays envahi, tant au point de vue des arts qu'à celui de la civilisation. Est-ce que les Flandres auraient produit tant d'artistes de toutes sortes, sans la conquête espagnole, qui y a laissé aussi tant de chefs-d'œuvre, en même temps que des types si beaux ?

Rome, qui sait lire dans l'avenir, comprit vite tout le parti que la partie protestante de l'Allemagne pouvait tirer de l'émigration française et quelles graves conséquences cette émigration produirait un jour pour sa politique, qui s'appuyait surtout sur la maison d'Autriche. La papauté fut loin de saluer avec joie la révocation de l'Édit de Nantes. Elle pressentait que ce serait tôt ou tard une cause de faiblesse pour la France catholique. Le Saint-Siège garda donc le silence sur cet événement, bien qu'il frappât des huguenots. Est-ce parce que Louis avait cherché à empiéter sur l'Église romaine ? Est-ce pour tout autre motif ? Ce qu'il y a de certain, c'est que la cour de Rome fit sentir à plusieurs reprises son mécontentement. Les événements et l'histoire donnèrent raison à la papauté, à laquelle répugnait par-dessus tout la politique de persécution et de violence, elle qui s'était fait à Rome même, en plein moyen âge, la protectrice des juifs.

II

La révocation de l'Édit de Nantes frappa les réformés comme un coup de tonnerre, quoiqu'ils pressentissent cependant cet acte d'autorité. Beaucoup d'entre eux, les nobles en particulier, se flattaient toujours de l'espoir

que le gouvernement de Louis XIV reviendrait à de meilleurs sentiments et n'oserait pas, lui à la tête de la civilisation, fouler aux pieds les droits de l'humanité. Mais les démarches qu'ils tentèrent furent vaines. Les prédicateurs réformés durent quitter la France en quatorze jours. Après l'expiration de ce délai, les ministres protestants qui étaient restés et qui ne se soumettaient pas à l'Église catholique étaient envoyés aux galères. Mauvais procédé pour ramener au giron de la vérité religieuse de braves gens qui pour la plupart ne demandaient qu'un autre genre de persuasion. Ce n'était pas avec des dragons ou des geôliers qu'il fallait les convertir, mais avec des prédicateurs habiles, tels que l'héroïque abbé du Chayla, si calomnié par les historiens protestants, par des livres de propagande, par des institutions charitables, par l'exemple de toutes les vertus et de toutes les charités que savent si bien donner, à notre époque, les saints et les saintes qui font la gloire de l'Église catholique. En un mot, c'était le système de Fénelon qu'il fallait adopter et non celui de Le Tellier, de M^{me} de Maintenon et de Bâville. Il est probable aussi que si Colbert eût vécu, l'Édit de Nantes n'aurait pas été révoqué et la politique de persuasion aurait remplacé la politique de violence. Colbert qui savait bien que la richesse nationale ne s'accroît que par l'agriculture, l'industrie et le commerce et que les protestants brillaient surtout dans la seconde de ces branches, soutenait particulièrement les réformés. Il ne trouvait pas qu'ils fussent la plus mauvaise partie de la nation et redoutait toujours pour le pays leur émigration à l'étranger. Malheureusement ses craintes étaient fondées.

Mais ce n'est pas de la révocation de l'Édit de Nantes que date l'émigration française en Allemagne. Dès 1637, des calvinistes inquiétés dans leur pays, s'étaient expatriés en Brandebourg sous la conduite de l'ambitieux

Louis de Beauveau, noble de l'Anjou, qui n'avait pu jouer au Rohan, dans sa province. En 1682, Beauveau obtint du Grand Électeur, la fondation du premier consistoire.

Quelques années plus tard, le 29 octobre 1685, au plus fort de la persécution religieuse, parut l'édit de Postdam, qui était une véritable invite aux protestants français de venir s'établir dans la Marche de Brandebourg. C'était aussi une réponse à la révocation de l'édit de Henri IV. L'édit de Postdam était fondé sur les commandements de l'Église réformée et sur l'humanité aussi bien que sur une sage et habile politique. Il brilla pour les protestants français, au milieu de la nuit de l'affliction et du malheur, comme une étoile d'espérance, à l'orient lointain, et les convia à s'expatrier. L'édit de Postdam constitue un grand acte politique de la part du véritable fondateur de la Prusse. Aucun prince d'Europe, en effet, ne connaissait mieux le caractère et les qualités des réfugiés français que le Grand Électeur Frédéric-Guillaume, et par suite n'était plus en état d'apprécier les services innombrables qu'ils pouvaient rendre aux pays qui leur donneraient asile. Il avait vu de près ceux qui s'étaient réfugiés dans ses États, bien avant la révocation de l'Édit de Nantes. A cette époque il entretenait un envoyé à la Cour de Versailles. Par ses connaissances étendues, par son activité et par son zèle pour les intérêts de son pays et de sa religion, celui-ci devait servir un tel maître et secondar ses projets. Cet envoyé était M. de Spannheim, qui rédigea, en secret, un rapport détaillé sur l'état de la France à cette époque. Ainsi apparut l'édit de Postdam.

On doit considérer cet édit comme la première époque de l'histoire des réfugiés et comme le fondement de tous les privilèges qu'ils obtinrent et dont ils jouissent encore aujourd'hui. Cet édit, dont le texte est un peu long pour être rapporté ici, leur souhaite la bienvenue et « offre aux-

ditions Français persécutés une retraite sûre et libre dans toutes les terres et provinces de la domination de Frédéric-Guillaume, et leur accorde des privilèges pour les soulager et pour subvenir en quelques sortes aux calamités avec lesquelles la Providence divine a trouvé bon de frapper une partie si considérable de son Église. » Les articles 1, 2 et 3 constituent une sorte de règlement pour l'émigration et assignent aux réformés tel lieu qu'ils jugeront le plus propre pour leur profession, soit dans le pays de Clèves, de Marche, de Ravensberg, de Minde, ou dans ceux de Magdebourg, de Halberstadt, de Brandebourg, de Poméranie et de Prusse, dans les villes de Stendal, de Werbe, de Rathenow, de Brandebourg, de Francfort-sur-l'Oder, de Magdebourg, de Kœnigsberg, de Halle et de Calbe.

L'article 4 nous fait connaître les privilèges accordés aux émigrants.

Les biens, les meubles, les marchandises et denrées qu'ils apportent avec eux en venant, ne seront assujettis à payer aucuns droits ni péages, et seront exempts de toutes charges et dispositions de quelque nature qu'elles soient.

L'article 5 leur accorde les maisons vides ou abandonnées et des matériaux de toutes sortes pour la construction de ces immeubles, les exemptant pendant six ans de toute imposition, réquisition ou logement de soldats.

L'article 6 leur concède des terrains dans les villes, avec dix ans de franchise.

L'article 7 les honore du droit de bourgeoisie.

L'article 8 favorise l'établissement de leurs manufactures par des franchises et une aide pécuniaire.

L'article 9 s'applique aux paysans, auxquels on donne des terres en friche, ainsi que cela a été fait précédemment pour un grand nombre de familles suisses venues habiter le Brandebourg.

A l'égard de la juridiction, l'article 10 leur permet de choisir quelqu'un d'entre eux, qui ait le droit de terminer les différends à l'amiable, sans aucune formalité de procès; et si ces différends arrivent entre Allemands et Français, ils seront jugés conjointement par les magistrats du lieu et par celui qui aura été choisi pour cela, parmi ceux de la nation française, ce qui aura lieu aussi lorsque les différends qui arrivent entre des Français seulement ne pourront pas être vidés par la voie d'un accord amiable.

L'article 11 s'exprime ainsi : « Nous entretiendrons un ministre dans chaque ville et ferons assigner un lieu propre pour y faire l'exercice de la Religion en français, selon les coutumes et avec les mêmes cérémonies qui seront pratiquées jusqu'à présent parmi eux en France. » Cette faveur subsiste partout. On peut s'en rendre compte facilement à Berlin où les réfugiés français ont une fort belle église dans la Françoisischestrasse.

D'après l'article 12, les nobles pouvaient jouir de tous les privilèges qu'ils avaient en France.

L'article 13 nous apprend que les Français faisant profession de la religion romaine ne pourront prétendre en aucune manière à ces droits.

Enfin l'article 14 établit des commissaires dans chaque province pour renseigner les réformés français sur tout ce qui peut concerner leur établissement.

L'édit de Postdam, indique, chez son auteur, un profond sentiment diplomatique. Que n'en avons-nous pas fait de semblable en France, pour attirer chez nous les catholiques anglais persécutés par Cromwell, les Irlandais ou les Polonais, victimes les uns et les autres de l'intolérance grecque ou huguenote ? Cet édit fut surtout inspiré à Frédéric-Guillaume par un puissant calcul politique, par la confiance qu'il avait dans le génie de la race française. Il ne se trompait pas.

Avant de le publier, il crut devoir faire des représen-

tations à la cour de Versailles et à Louis XIV en particulier — dont il était du reste l'allié — sur les violences de la persécution et sur les conséquences qui en résulteraient pour la France. Mais lorsque la cour du grand roi lui eut répondu avec légèreté et folie, quand il vit que l'oppression des consciences continuait et qu'enfin l'édit protecteur de Nantes était révoqué, il fit paraître l'édit de Postdam et excita résolument les sujets du roi de France à quitter leur pays et à prendre le chemin de l'exil. C'est de cette époque là que date l'antipathie de nos anciens alliés de la guerre de Trente-Ans, pour la France. Brunswick imita en 1792, Frédéric-Guillaume. Lui aussi, invitait les royalistes à s'expatrier : malheureusement beaucoup répondirent à son appel, mais sans apporter avec eux, comme les protestants réfugiés, leur fortune et leurs biens. La Révolution, plus cruelle que Louis XIV, s'efforçait de leur enlever tout moyen de subsistances.

La cour de Versailles reçut l'édit de Postdam d'une façon assez irrévérencieuse. On l'appelait « un édit de de paille » dont les promesses ne seraient pas tenues par l'Électeur. Cet édit fut répandu en France, et y fut accueilli avec confiance par les réformés. Il contribua à relever leur courage et à développer le désir qu'ils avaient d'émigrer. Ah ! si Richelieu, Mazarin ou Colbert avaient vécu !

III

Par la révocation de l'Edit de Nantes, les protestants avaient perdu simultanément leur existence politique et religieuse. S'ils voulaient s'expatrier, ils devaient le faire en secret et les passages de la frontière étaient soigneusement occupés et gardés. Un acte des *Dragons de Villars* nous donne une idée des transes de ces émigrants.

On saisissait ces fugitifs et on les jetait en prison. La tour de Constance à Aiguesmortes est pleine de souvenirs de ce genre. Jamais semblable dureté n'avait été déployée contre les Juifs. Ferdinand-le-Catholique lui-même n'en avait pas fait autant contre les Maures en Espagne. Ces actes despotiques produisirent des effets opposés à ceux qu'on attendait. La douceur et la bonté auraient pu arrêter l'émigration, mais non la rudesse et la violence ! C'est ce que Fénelon essayait en vain de faire comprendre à la Cour.

La France perdit ainsi plus de deux cent mille de ses meilleurs et de ses plus industrieux enfants. Plus de six cents pasteurs quittèrent la patrie et se dirigèrent vers la Suisse, la Hollande et l'Angleterre. Les plus patriotes restèrent en France et luttèrent dans les Cévennes avec Jean Cavalier et Roland, comme plus tard les Vendéens dans le Bocage pour leur roi et leur foi avec Charette, Cathelineau, La Rochejacquelein.

Ceux qui restèrent en France formèrent ce que les protestants appellent un peu trop pompeusement « l'Église du Désert ». On désignait sous ce nom les assemblées religieuses tenues dans des lieux solitaires. Souvent elles furent le théâtre de scènes sanglantes. Un tableau célèbre, fort répandu à Nîmes, nous donne une idée de ces assemblées. Il représente un prêche au milieu d'un paysage sauvage des environs de Nîmes, du lieu dit Lèques, situé derrière le cimetière protestant de cette ville, non loin de la Grotte des Fées, dont l'entrée a été murée par l'ordre de Bâville et n'a pas été rouverte depuis. L'Église du Désert dura jusqu'à l'édit de tolérance de Louis XVI. Un petit nombre de réfugiés et quelques personnages de haut rang, qui avaient rendu de signalés services, furent seuls autorisés à ne pas quitter leur patrie. De ce nombre furent l'amiral Duquesne et le maréchal de Schomberg, qui plus tard cependant émigra en Brandebourg, après

avoir lutté en Portugal pour affermir la maison de Bragance et avoir pris une part importante à la révolution anglaise de 1688 qui détrôna Jacques II. Le marquis de Ruigny obtint aussi de la bienveillance du roi, la permission de ne pas s'exiler ; malgré cela, nous le trouvons combattant les Français à Almanza et en 1695 en Italie. A cette classe de réfugiés appartenait aussi la princesse de Tarente, Amélie de Hesse, dont le mari, cédant aux prières de la Cour, était entré dans le sein de l'Église catholique. Elle devint à Francfort-sur-le-Mein, la protectrice des Vaudois établis à Dornholzhausen, près de Homburg.

Les réformés , pour passer à l'étranger , se servaient surtout de déguisements. Les uns se déguisaient en chasseurs, en prêtres catholiques, en paysans, en conducteurs de bestiaux, en portefaix, en soldats allant rejoindre leur corps dans les Pays-Bas. Plusieurs se cachaient, pour se rendre en Angleterre, parmi les balles de marchandises et les tas de charbons des navires en partance, ou s'enfermaient dans des tonneaux vides ; d'autres se retiraient dans les cavernes voisines de la Savoie , de l'Italie ou de la Suisse , attendant le moment favorable pour franchir la frontière. Quelques uns affrontèrent la tempête sur de faibles esquifs. Plusieurs bâtiments chargés des réfugiés furent pris par les corsaires, et les fugitifs, exposés sur le marché d'Alger , devinrent esclaves. Notre compatriote, M. Delort, peintre distingué, a trouvé là le sujet d'une de ses meilleures toiles. Un certain nombre périt en mer , tandis que d'autres, jetés par la tempête en Espagne et en Portugal, y furent saisis et livrés à l'Inquisition. Souvent on voyait un paysan de belle apparence qui servait de guide, monté sur un beau cheval et couvert d'un riche vêtement, comme s'il eût été un grand seigneur , tandis qu'un noble, cheminant à côté du cheval , portait la valise, servait à table, mangeait à la cuisine, couchait à l'écurie et étrillait le cheval. Les femmes s'habillaient en

honnnes, en marchandes et même en laquais. Il n'était pas d'essai auquel on ne se livrât pour tromper les gardes. Il est surprenant que, malgré la grande vigilance du gouvernement, un nombre aussi considérable de fugitifs pût franchir heureusement la frontière. Mais, d'une part, les serviteurs du pouvoir, les officiers de terre et de mer, aussi bien que les intendants des provinces, ne furent pas inaccessibles à l'influence de l'argent, puisqu'on rapporte que quelques émigrés payèrent leur liberté quatre, six et jusqu'à huit mille livres. D'autre part, les fugitifs trouvèrent chez plusieurs de leurs frères catholiques de la sympathie et du dévouement. Ceux-ci ne se bornèrent pas à les cacher et à favoriser leur fuite : ils reçurent leurs biens en dépôt et leur en firent, plus tard, fidèlement la remise, soit en argent comptant, soit en marchandises, dans les pays où ils s'étaient retirés. Tant le sentiment de charité est une des grandes qualités des catholiques.

IV

Voilà les fugitifs par centaines de mille en-dehors des frontières. Que vont-ils devenir ? Que devait être leur existence ? Au nombre des mesures adoptées par Frédéric-Guillaume pour subvenir aux besoins des plus pauvres, était une subvention de deux gros par tête et par jour pour leur vie matérielle quotidienne. Cette ressource, qui serait très insuffisante aujourd'hui, suffisait très bien à cette époque.

Voici, à cet égard, un très curieux tableau de ce qu'une famille de cinq personnes consommait par an pour les premiers besoins de la vie :

En 1500,	5	thalers	5	silbergros,	8	pfennig	(le thaler vaut 3 f.75).
En 1550,	33	thalers	3	—	4	»	»
En 1600,	63	»	3	—	4	»	»
En 1650,	82	»	1	—	4	»	»
En 1700,	123	»	3	—	4	»	»
En 1750,	150	»	0	—	0	»	»

Les magistrats de tous les lieux que les émigrés traversaient avaient reçu l'ordre formel de les recevoir le mieux possible ; mais, dans plusieurs localités, ils ne furent pas reçus avec la cordialité et la sympathie que réclamaient leur position et l'humanité. On doit attribuer cela au caractère germain, à la haine nationale produite entre les Allemands et les Français par des guerres multipliées, et aux mœurs rudes de l'époque. La haine sectaire entre calvinistes et luthériens y contribuait aussi. L'envie et la jalousie pouvaient également y avoir une grande part. Les soins minutieux avec lesquels le Grand Électeur faisait tout préparer pour la réception de ses nouveaux sujets, les avantages qu'il leur assurait, les préférences qu'il leur manifestait, pouvaient paraître injustes aux habitants du pays. Mais Frédéric-Guillaume connaissait le cœur humain. Il savait bien que l'on n'abandonne pas sans regret les lieux où l'on est né, et que les Français en particulier, qui avaient dû quitter leur belle patrie pour la froide Allemagne du Nord, pays à moitié sauvage, se trouveraient malheureux et ne resteraient pas, si tout n'était ordonné de manière à les y attacher. Les promesses faites furent donc ponctuellement tenues. La plus petite infraction à ces promesses aurait facilement découragé les émigrés et ils se seraient dirigés vers d'autres parages.

Pour ces motifs les colons ne furent pas dispersés dans le pays, mais autant que possible réunis en grosses colonies à Berlin, à Magdebourg, à Prenzlau, à Francfort-sur-l'Oder, à Lippstadt, à Clèves, à Wesel, et dans les campagnes à Granzow, à Chorin, à Zechin, à Wuhlenbeck, etc. Ils ne furent ainsi ni gênés dans leurs habitudes, ni troublés dans leurs mœurs et leurs usages. Ils conservèrent leur manière de se vêtir, leur langue et leur genre de vie. Ils demeurèrent Français jusqu'à ce que le temps les eût modifiés peu à peu.

Quelque remarquables que fussent toutes ces mesures

et ces dispositions , elles n'auraient pas suffi pour attacher les réfugiés d'une manière durable, et afin d'obtenir ce résultat il était nécessaire que l'électeur fit naître en eux un amour sincère de leur nouvelle patrie. Il fallait subvenir aux besoins des malheureux, s'occuper des civils, des militaires, des savants, des négociants, des agriculteurs, des manufacturiers. Les ressources étaient médiocres et l'argent était la chose la plus nécessaire. On fit des souscriptions qui produisirent des sommes assez rondes. On ramassa en trois ans cent mille thalers, qui servirent à fonder une caisse de secours. La stabilité de la caisse fut assurée par la cotisation que chacun prélevait sur la pension ou sur les gages qu'il recevait. Comme ce prélèvement était de 5 0/0, cette caisse reçut le nom de Chambre du sol par livre. Le but de la caisse était de soutenir les réfugiés aussi longtemps que les moyens de subsistance qu'ils obtiendraient, soit par une pension, soit par des gratifications de l'électeur, ne s'élèveraient pas à trois cents thalers par an. Plus tard, cette caisse fut supprimée.

Les réfugiés appartenant à la noblesse, à la science ou aux arts, furent ceux qui causèrent le plus de préoccupation à l'électeur. Les militaires lui en occasionnèrent beaucoup moins ; il leur ouvrit les rangs de son armée, en augmentant sensiblement le nombre de ses soldats. Tous les officiers français furent placés dans son armée avec un grade immédiatement supérieur à celui qu'ils avaient. Ils constituèrent des compagnies de nobles et de cadets. Ceux qui étaient incapables de servir furent pensionnés ; s'ils n'étaient pas militaires, mais nobles, ils étaient traités comme gentilshommes de cour. Lorsqu'ils avaient assez de connaissances ou de capacité acquises, ils recevaient une position dans les ambassades. Il était pareillement rempli de sollicitude pour les juristes et les diverses professions dans lesquelles se distinguaient les

réfugiés. Les prédicateurs, placés à la tête des communautés, recevaient dans les villes 300 thalers, dans les campagnes 150. Sa femme, Dorothée fit bâtir dans la Dorothéestrasse un hôpital, appelé la Maison française, qu'elle dota d'un fond particulier. Aujourd'hui cet hôpital, dénommé l'hôpital français, est situé 129, Frédérickstrasse, dans un enclos habité par une colonie française, ayant à sa tête MM. Petit-Jean, Laget, Clément, Humbert, etc.

(A suivre)

ADOLPHE PIEYRE,
ancien député.

LE CHEVALIER DE GANGES

N'avez-vous pas lu l'histoire de la marquise de Ganges ? Du moins, n'avez-vous pas entendu parler de ce drame ? Il eut, au ^{xvii}^e siècle, un retentissement européen, et son fatal dénouement épouvanta la petite ville de Ganges, dans la soirée du 17 mai 1667 !

Depuis lors, les chroniques, les histoires, les biographies, les romans, les manuscrits, les pièces inédites ont tour à tour essayé de faire la lumière et de déterminer la part de responsabilité qui revient à chacune des personnalités engagées dans cette cause tristement célèbre. Si l'empressement a été égal de part et d'autre, le succès n'a pas été le même pour tous !

Alexandre Dumas avait là une belle occasion d'intéresser et de séduire son monde aux dépens de la vérité. Il n'a eu garde d'y manquer, dans ses *Crimes célèbres* ! Quel merveilleux conteur, mes amis ! et comme il sait, avec art,

d'une plume légère

Mêler le grave au doux, le plaisant au sévère

offrant ainsi à ses lecteurs (ce sont ses propres expressions) la comédie après le drame.

Quand Dumas chausse ses grandes bottes de sept lieues, il y a plaisir vraiment à le voir cheminer à travers la forêt historique. Avec lui on a toujours des sensations terribles ; on pleure, on frémit, on a peur, on se sent emporté dans une course vertigineuse. Malheureusement lui aussi passe toujours à côté, et Petit-Poucet échappe et se sauve toujours.

Notre intention n'est pas de donner ici une nomenclature complète des ouvrages parus sur la *Marquise de Ganges*, soit au XVIII^e siècle, soit de nos jours. Signalons seulement aux amateurs la bonne *Histoire de la Marquise de Ganges*, que publia, en 1810, un écrivain plus autorisé, car il était de la famille celui-là, le comte de Fortia d'Urban. Nous leur recommandons surtout l'excellente notice du premier président Aragon (1).

Avec la précision et la sûreté du coup d'œil d'un magistrat rompu aux affaires, l'auteur, d'un mot, résume et juge tous les travaux antérieurs ; puis, sans s'y attarder cependant, il expose le côté historique de la question, et il fait revivre sous nos yeux, avec autant d'impartialité que de charme et de puissance, le drame tout entier.

Tout en restant véridique, il sait nous intéresser à cette infortunée Marquise, expiant par une mort cruelle les dons de la fortune et de la beauté. Il nous montre sa répugnance visible à venir habiter le château de Ganges, répugnance suffisamment expliquée par l'attitude de ses deux beaux-frères, l'Abbé et le Chevalier de Ganges, qui avaient jeté sur elle un œil de convoitise.

On a peine à croire, avec lui, à cette association dépravée des deux frères pour séduire leur belle-sœur et déshonorer le chef de la famille. On finit cependant par se rendre à l'évidence des faits et par reconnaître que la maison de Ganges (2) reçut cet outrage de ceux-là même qui devaient maintenir intact l'éclat du blason.

(1) *Diane de Joannis, marquise de Ganges, sa vie, sa mort tragique*. d'après des documents en grande partie inédits. — Chez Coulet, éditeur, Montpellier, 1881.

(2) Cette maison, déjà seigneuriale au XIII^e siècle, était, sous le nom de Vissec de la Tude, une des plus considérables du Languedoc. — La baronnie de Ganges venait d'être érigée en marquisat en 1665, par Louis XIV.

« Dans la soirée du 17 mai 1667, une femme à peine
« vêtue, les cheveux épars, l'air égaré, appelant au
« secours, courait nu-pieds, affolée, aux abords du
« château de Ganges..... C'était la Marquise elle-
« même ! On l'entendait pousser ce cri plusieurs fois
« répété : « Je suis empoisonnée ! au secours ! » En la
« voyant dans cet état de désordre, des passants la firent
« entrer chez un voisin, un sieur des Prats, où la dame
« Brunelle, femme du pasteur de la localité, lui remit du
« contre-poison, dont elle avala une certaine dose. L'Abbé
« (on l'appelait ainsi par habitude, quoiqu'il ne fût pas
« même ecclésiastique) et le Chevalier, informés par
« Depéret de l'évasion de la Marquise, survinrent aus-
« sitôt comme pour la protéger, disant qu'elle était at-
« teinte de vapeurs hystériques ; mais il n'était guère
« possible de se méprendre sur leurs sentiments ; ils
« l'avaient réellement empoisonnée. Le Chevalier, voyant
« que le breuvage administré n'avait pas produit tout son
« effet, ne dissimula plus. Il poursuivit sa belle-sœur,
« l'épée à la main, dans la maison où elle s'était réfugiée,
« lui en porta plusieurs coups, malgré l'intervention,
« trop tardive, des personnes présentes, et s'éloigna
« avec son frère dès qu'ils crurent l'avoir achevée. Ils
« disparurent aussitôt pour ne plus revenir. »

La Marquise demanda et reçut les derniers sacrements.
Elle succomba le 5 juin 1667, pardonnant « à tous ses
« ennemis, qui voulaient lui ravir l'honneur et la vie, et
« prenant Dieu à témoin de l'innocence de sa conduite. »

Grâce à l'inertie inexplicable de la justice locale, les
deux meurtriers purent se soustraire aux poursuites dont
ils allaient être l'objet. Ils réussirent à gagner le littoral
par des chemins détournés, faisant halte momentanément
au château de Soubeyras, dans la commune de Gorniez
(Hérault), et s'embarquèrent au Grau de Palavas.

Un arrêt du Parlement de Toulouse les condamna, par
contumace, à être roués.

« Les deux assassins avaient quitté la France, ajoute
« M. Aragon, et le bruit courut qu'ils s'étaient réfugiés à
« Venise, où ils auraient pris du service pour cette Répu-
« blique, alors en guerre avec les Turcs. On prétendit que
« le Chevalier avait été tué au siège de Candie (1669) (1). »

Puis il fait justice en quelques mots des **racontars** plus ou moins vraisemblables imaginés sur la fin des deux criminels par tous les romanciers, familiers avec les **dé-** nouements de mélodrame.

Qu'il nous soit permis maintenant de compléter son captivant récit par cette page extraite des *Mémoires de la marquise de Dax d'Axat*, dont nous avons publié ici même quelques fragments.

... Les gorges de Saint-Georges (2), que nous avons eu le plaisir de visiter naguère, distantes de trois kilomètres d'Axat, seraient de rudes cellules pénitenciaires. Leur profond silence, interrompu par les seuls mugissements de l'eau, la rareté du soleil, leur hauteur extraordinaire feraient sûrement un repentant ou un désespéré. C'est un spectacle véritablement grandiose !

De l'une de ces gorges profondes, on aperçoit encore aujourd'hui les restes de la petite chapelle de Vayra et de l'Ermitage qui s'y trouvait annexé.

« Il y a bien longtemps de cela, vers la fin du règne
« de Louis XIV, les pâtres qui seuls fréquentaient ces
« cimes froides et désertes virent un homme se diriger
« vers la chapelle, déjà abandonnée à cette époque. Cet
« homme était de grande taille; il portait la tête haute
« et marchait fièrement. Revêtu d'un froc de capucin, il

(1) M. de Barrau dit que l'Abbé fut tué d'un éclat de bombe et que le Chevalier périt dans une mine que l'on fit sauter. — *Documents historiques et généalogiques sur les familles du Rouergue*.

(2) Canton d'Axat, départ., de l'Aude. — Ces gorges, bien connues des touristes, sont une des curiosités remarquables de l'Aude. Non loin de là se trouve le fameux défilé de Pierre-Lisse.

« en maintenait le capuce rabattu sur son visage, si bien
« que les pauvres pâtres eurent peur !.

« A plusieurs reprises, ils le surprirent essayant de
« relever les pierres des murs écroulés de la chapelle.
« Il s'y prenait maladroitement, et ils comprirent bien
« vite, à ses mains blanches et fines, qu'elles n'étaient
« point accoutumées au travail.

« Peu à peu les pâtres s'enhardirent; ils lui offrirent
« et leur aide et le lait de leurs chèvres. Par un signe
« il accepta, et c'était toujours avec de l'or qu'il les
« payait.

« Parfois ils le voyaient prosterné et se frappant ru-
« dement la poitrine. Ces choses arrivèrent aux oreilles
« de l'Évêque d'Alet qui manda l'étranger mystérieux
« devant lui (car tous les ermites lui devaient obéissance).
« Celui-ci ne tint aucun compte de l'ordre reçu et il
« continua sa triste vie de solitaire.

« A quelque temps de là, Mgr d'Alet, venant faire sa
« visite pastorale dans la contrée, et prévoyant qu'il y
« avait peut-être là quelque mystère qu'il pouvait im-
« porter d'éclaircir, envoya ses deux grands vicaires
« auprès du nouvel ermite de Vayra. Il ne leur fut point
« possible de voir son visage. Il leur dit cependant qu'il
« obéirait, mais à la condition qu'il ne parlerait qu'avec
« Monseigneur et qu'il conserverait son capuce baissé.

« Tout ceci accordé, l'inconnu se rendit au château du
« seigneur d'Axat dont l'Évêque était l'hôte. Il fut aus-
« sitôt introduit dans une des salles du manoir. Sans nul
« doute, qu'il y eut quelques curieux aux portes, car on
« entendit de douloureux sanglots.

« L'entretien fut long. L'ermitte sortit chancelant et le
« visage du Prélat reflétait un mélange de pitié et d'hor-
« reur.

« Personne n'osa interroger l'Évêque, mais huit jours
« plus tard, de retour à Alet, il reçut un billet qui le

« déliait de la parole donnée. L'ermite était parti; nul
« ne le revit depuis.

« C'était le *Chevalier de Ganges*, l'un des assassins de
« la belle et malheureuse marquise de Ganges, sa belle-
« sœur, dont l'émouvante histoire fit tant de bruit alors. »

L'événement dont nous avons résumé les péripéties
n'est point oublié dans la contrée qui en a été le théâtre.
On montre encore à Ganges la fenêtre par laquelle sauta
la pure et courageuse jeune femme pour échapper à la
fureur de ses meurtriers.

Le souvenir de la Marquise y est toujours vivant et à
l'état d'apothéose.

D. E.

UNE MESSE DE MORT

Une cloche tintait, au milieu du silence,
Comme un dernier adieu d'un ami bien-aimé :
Une foule nombreuse, aux habits noirs, s'avance,
Pénètre dans l'église et s'incline, en présence
D'un autel allumé.

Pendant ce jour de deuil, la vieille cathédrale,
Couverte de draps noirs, de larmes tachetées,
Avait l'air d'une veuve, à la figure pâle
Lorsqu'elle vient, le soir, sangloter sur la dalle
De tombeaux dévastés.

Autour du monument, des torches grimaçantes
Jetaient une lueur au reflet effrayant,
L'air était sillonné de folles épouvantes :
On sentait que la Mort, sur ses ailes puissantes,
Planait en ce moment.

Et je vis s'avancer un vénérable prêtre,
Aux longs cheveux blanchis, se recueillant tout bas.
A mes regards troublés, je crus voir apparaître
L'ange, envoyé par Dieu. Je sentis tout mon être
S'effondrer sous mes pas.

J'entendis une voix qui sortait de la tombe,
Jeter, en frissonnant,
Ces funèbres couplets et la feuille qui tombe
Tremble moins sous le vent :

Lorsque l'ange qui sonne l'heure,
Près du trône de l'Eternel
En détournant son œil qui pleure,
Jettera son cri dans le ciel,

Le temps, jusqu'au fond des abîmes
Tombera des plus hautes cimes,
Renversé par l'Éternité;
Et la Mort, au visage blême,
Vomissant son dernier blasphème,
Croulera dans l'immensité.

Le ciel, ainsi qu'un léger voile,
Tout d'un coup, le déchirera;
Dans le firmament, chaque étoile
A ce signal, se brisera.
La terre frémit d'épouvante;
Les planètes sont dans l'attente
Et la mer rugit de terreur.
Et, partout, dans les cimetières,
Les morts, couverts de leurs suaires,
Marchent en frémissant de peur.

Jusqu'au fond des noirs mausolées
A retenti le cri puissant.
Et de grandes ombres voilées
Le soulèvent, à chaque instant,
Mais, hosannah ! le ciel s'incline;
Les anges et la cour divine
Apparaissent, étincelants.
O Dieu ! je tremble et je frissonne,
Comme, sous la brise d'automne,
Les grands peupliers, aux spectres blancs.

Je suis saisi d'inquiétude :
Diront les morts dans leurs linceuls,
Je vois, sans nulle incertitude,
Ma vie, aux sinistres écueils.
Soyez juge plein de clémence ;
Voyez mes pleurs et ma souffrance,
Et n'écoutez que mes sanglots.
Détournez vos yeux de ma vie,
Mon Dieu ! De mon âme meurtrie,
Les remords s'échappent à flots.

Le peuple répétait, d'une voix unanime :

« Pitié, pitié, pour nous.

« Oubliez, ô mon Dieu ! l'horreur de notre crime

« Et votre ardent courroux. »

Puis l'orgue aux longs accords, triste, pleurait dans l'ombre,
Pour les agonisants,

Une douce prière et des sanglots sans nombre ;

Je voyais, devant moi, comme une image sombre
Des derniers jugements.

Le prêtre s'avança, fit brûler de la myrrhe ;
La fumée, à flocons, s'éleva lentement,
Comme on voit s'envoler, sur des ailes d'argent,
La prière qu'au soir, un jeune enfant soupire.

Et puis, il répandit, autour du monument
Des gouttes d'eau bénite,
Symboles de ces pleurs, qui coulent si souvent,
Pour s'effacer si vite.

Et longtemps, je restai la tête dans les mains,
Pleurant sur mes douleurs, en proie aux noirs chagrins,
Et voyant passer l'ombre
De tout ces vieux amis que j'avais tant connus ;
Et mon cœur s'enfonçait dans les chemins perdus
D'un passé triste et sombre.

Quand je revins à moi, je ne vis qu'un valet
Enlevant les tentures.
Alors, je m'éloignai, lentement, à regret,
Mais mon âme, souvent, remontait, en secret,
Vers ces splendeurs si pures.

THEO.

LES ANGES ROSES

(suite et fin)

CHAPITRE VIII

Le lendemain soir la villa des Roses étincelait de lumières.

Des cordons de feu couraient sur sa façade dessinant les courbes gracieuses de son élégante architecture. Dans le parc une illumination vénitienne, aux mille couleurs, répandait une clarté fantastique.

Le navigateur arrivant d'une rive lointaine sur ce point de la Côte d'Azur, eut cru voir émergeant des flots, quelque'un de ces jardins enchantés que les poètes ont naltre, dans leurs contes, sous la puissante baguette des fées bienfaisantes.

Les salons avaient été transformés en bosquets de palmiers, d'orangers et de lauriers roses. Deux orchestres, dissimulés dans des massifs de verdure, jetaient tour à tour leur appel aux danseurs.

Le comte et la comtesse Kourieff, outre les notabilités locales, avaient compris dans leurs invitations toute la colonie des hivernants.

La fête s'annonçait superbe.

Il était grand temps d'ailleurs qu'elle eut lieu.

Les couturières avaient été surmenées, les femmes de chambre avaient passé plusieurs nuits blanches, les maris, devenus commissionnaires, couraient vingt fois par jour chez la modiste, bref, la situation était tellement tendue et les sourds murmures tellement menaçants qu'il eut été excessivement dangereux pour la paix sociale de

retarder de quelques heures seulement le bal si anxieusement attendu.

Déjà les équipages arrivaient nombreux, les salons commençaient à se garnir.

Les dames rayonnaient et oubliaient facilement dans leurs triomphantes toilettes tous les graves soucis auxquels avait donné lieu l'enfantement de ces chefs-d'œuvre.

Quelques maris, parmi les moins robustes, tout heureux qu'ils étaient d'avoir atteint le terme de leurs travaux, ne pouvaient parvenir à faire disparaître de leur physionomie l'air fatigué, consterné, imprimé à leur front par leurs exténuants labeurs.

La princesse Sophia, déjà très entourée, était pâle, nerveuse et ne parvenait qu'à grand peine à donner convenablement la réplique à ses interlocuteurs tandis que son regard, à travers les groupes, à chaque instant plus nombreux, interrogeait fiévreusement la porte d'entrée.

Mme la comtesse Kourieff, s'apercevant du malaise de sa sœur, s'approcha d'elle.

— Souffrez-vous Sophia ? dit-elle.

— Un peu, répondit la princesse. Ce ne sera rien j'espère,

Et elle ajouta, de façon à ne pas être entendue de ceux qui les entouraient :

— Vous n'avez pas aperçu M. de Kernoët ?

— Il ne viendra pas, dit Doxia. Je viens de recevoir un billet de Montgrand... Mme de Kernoët nous prie de l'excuser ; M. André est indisposé... elle est vivement contrariée.

— Je vous remercie, murmura la princesse.

— Pauvre petite sœur ! pensait Mme Kourieff en s'éloignant, elle l'aime c'est certain, et elle souffre... Il faudra que j'en reparle à Pierre : il est grand temps que ça finisse !

M^e Bontemps, comme de juste était au nombre des invités, il avait même été un des premiers rendus.

Il avait été promptement accosté par ses amis du cercle Nautique qui n'avaient pu causer avec lui depuis l'instant où ils l'avaient vu disparaître, la veille, protégeant la retraite du vicomte de Terrebrune, et il était devenu le centre d'une conversation en apparence fort animée.

— Oui, messieurs, c'est incroyable ! affirmait-il ; nous oublions trop souvent les admirables préceptes de la sagesse des nations : il ne faut pas se fier aux apparences !

— Voyons, mon cher notaire, dit Amalric de Mongenet ; assez de sentences, si vous le voulez bien, et racontez-nous ce départ.

— Oh ! c'est bien simple, reprit le tabellion. Comme vous pûtes le voir hier, j'accompagnai Terrebrune chez lui. Je l'avoue, jusqu'alors j'avais eu une certaine amitié pour lui et cette exécution, parfaitement justifiée d'ailleurs, m'avait fait peine. Certes, je ne puis qu'approuver le capitaine de Léoville, j'ai pour lui la plus profonde estime et la plus vive sympathie ; mais les notaires abhorrent les procédés violents et, quoique homme du monde, je n'en suis pas moins notaire. Malgré l'éloignement invincible que j'éprouve pour ces sortes de choses, quand le vicomte me demanda si, à mon avis, il devait exiger une réparation par les armes, ma réponse, vous pouvez le penser, fut très nette,

— Mon cher, lui dis-je, je ne suis pas un gentilhomme, moi ; je ne me suis jamais vanté d'avoir pourfendu mon semblable ; je suis un homme de loi, un notaire paisible, mais si jamais, foi de Bontemps ! quelqu'un s'avisait de me traiter de la sorte, je me battrais, mille diables ! je me battrais !.. Serait-ce au sabre !.. Serait-ce à la dynamite !..

— Bravo ! Bontemps, s'écria de Mongenet, voilà une bonne parole... Au fait ! vous êtes officier...

— Oui... oui ! dit Bontemps, officier ministériel. Ne plaisantons pas, s'il vous plait, je parle sérieusement.

— Poursuivez donc, cher monsieur, intervinrent les auditeurs, nous mourons d'impatience...

— Quand Terrebrune vit que je me prononçais d'une façon aussi catégorique, il s'élança dans mes bras, me pressa sur son cœur et me pria d'aller le trouver ce matin pour nous occuper des démarches à faire. Ce matin, ainsi que vous le supposez, je n'ai eu garde de manquer, au rendez-vous. Je me suis présenté chez M. de Terrebrune et j'ai appris qu'hier soir même il avait bouclé ses malles et était parti pour une destination inconnue, sans faire le moindre adieu, sans la moindre indication.

— Hé bien, soupira le petit reporter du journal local, ce n'était pas la peine assurément de me mettre en frais de lyrisme pour célébrer sa bravoure. Encore une de mes illusions qui s'envole !

— Vous voilà, vous ? dit Amalric. Et cette émotion s'est évanouie ?

— Certainement... je vais très bien aujourd'hui.

— Parfait ! Toutefois vous êtes trop sensible : méfiez-vous des gros cigares !

— Vos railleries me laissent indifférent, monsieur, répondit d'un ton majestueux le jeune journaliste.

— Je serai désolé qu'elles vous produisissent l'effet du tabac.

— Voilà, messieurs, reprit Bontemps, comment on se se trompe parfois sur le caractère de certains hommes.

— Ce que vous nous avez raconté là, ajouta de Montgenet, n'a rien qui me surprenne.

— Ah ! oui, vous ! vous qui connaissiez les antécédents de ce matamore !.. de ce fier-à-bras. Ah ! si à l'heure qu'il est il me menaçait d'un duel !

— Comment !.. il vous a attaqué !

— Non ! non !.. Permettez : il m'avait laissé entendre

qu'il provoquait les gens à tout propos... et ça m'est très difficile à digérer, car, somme toute, ce fanfaron a caponné... honteusement caponné !

— Je vous répète que je n'en suis nullement étonné.

— Parbleu ! après l'histoire que vous m'avez racontée.

— Quelle histoire ? demanda-t-on de toutes parts. Mon-genet, dites-nous ça.

— Mon Dieu, messieurs, est-ce bien loyal, lui absent, de renouveler un de ses vieux méfaits ?

— Bah ! mon cher, fit remarquer benignement le notaire, ces messieurs en savent déjà assez pour être édifiés sur son compte. Une pécadille de plus ne rendra pas leur jugement plus sévère.

— Parlez ! Parlez ! Almaric, s'écria-t-on.

— Vous le voulez ?... Soit ! Voici le fait. Il y a deux ans, le vicomte de Terrebrune, se trouvait un soir, à Paris, dans un théâtre de second ordre. Pendant un entr'acte, je ne sais à quel propos, il échangea quelques paroles assez vives avec un officier de spahis de passage dans la capitale. Aux paroles vives succédèrent les injures. Il y eut échange de cartes. Lorsque les témoins du militaire, se présentèrent, le lendemain, rue Desaix, chez le lieutenant Édouard de Langle — tel était en effet le nom et l'adresse que portait la carte remise par le vicomte de Terrebrune... Ne riez pas, messieurs, s'il vous plait ! — un homme abasourdi fut le lieutenant qui se voyait ainsi en face d'un duel dont il ignorait absolument l'origine avec un personnage aussi complètement inconnu. Les explications furent longues, pénibles. Le spahi avait donné des instructions sévères à ses témoins. Enfin, l'erreur de personne étant bien constatée, ceux-ci se retirèrent bredouilles, après s'être excusés naturellement. L'officier insulté revint furieux dans le théâtre où avait eu lieu l'altercation pendant huit jours consécutifs, sans retrouver son prudent adversaire. L'histoire s'ébruita,

mais on aurait toujours probablement ignoré le nom du monsieur qui avait ainsi trouvé un emploi d'une incontestable utilité aux cartes déposées chez lui par ses amis, si le hasard n'avait trahi Terrebrune. Un camarade du lieutenant Édouard de Langle, qui sans être lié avec lui connaissait notre vicomte de vue, avait assisté à la dispute et à l'échange de cartes, et c'est par lui qu'a été découvert le pot-aux-roses. Heureusement le spahi voguait déjà vers l'Afrique. Voilà, messieurs, comment, je vous le répète, le départ précipité de notre peu belliqueux héros ne m'étonne pas le moins du monde.

— Pas bête tout de même, Terrebrune, murmura le petit journaliste.... il me faudra faire un choix parmi les cartes des amis... Tiens, parbleu ! ça peut servir en voyage... On ne sait pas ce qui peut arriver !

— N'avez-vous pas remarqué, fit observer un des causeurs, que la princesse, ce soir, a une physionomie affreusement triste ?

Vous croyez ? demanda Bontemps.

— Parfaitement ! dit un autre. J'ai même été frappé de sa pâleur... Après ça ! Il n'y aurait rien de fort étonnant, tout le monde parlait déjà de son mariage avec le vicomte... Cette brusque disparition me paraît plus que suffisante à expliquer son mécontentement.

— Hum ! grommela le notaire, cette hypothèse me paraît fort invraisemblable.

— Quoiqu'il en soit, les prétendants peuvent considérer la place comme libre, fit remarquer de Mongenet; avis aux amateurs !

— Il a raison ! j'y penserai, se promit le petit homme aux gros cigares. Bah ! qu'est-ce que je risque ? Dans un instant j'irai l'inviter à danser.

— Et moi, messieurs, intervint le notaire, je vous engage à ne pas faire de trop beaux rêves. Sous peu vous pourriez apprendre le mariage de la fée aux millions avec le prince Charmant.

— Le nom du prince charmant, Bontemps ? Dites-nous le nom de ce prince charmant.

— Messieurs, vous êtes trop curieux.

— Son nom ? son nom ?

— Cherchez.

— Voyons, cher monsieur, reprit le reporter, est-il ici ? Serait-ce un de nous ?

— Soyez en paix, naïf adolescent, vous n'avez rien de commun avec lui.

Et pour échapper aux questions provoquées par la curiosité qu'il venait d'allumer, le tabellion tournu les talons à ses amis et courut au-devant du comte Kourieff auquel il n'avait encore pu présenter ses hommages.

Après avoir dansé un instant, pour qu'on ne remarqua pas trop son chagrin, la princesse Sophia, sous prétexte de fatigue, se dirigea vers un salon dans lequel elle avait vu, un moment auparavant, le capitaine de Léoville se réfugier.

Peu de personnes s'y trouvaient.

Le capitaine, seul, accoudé à une fenêtre ouverte, contemplait, au-delà du parc à l'illumination féérique, le spectacle éternellement ravissant, des rayons de la lune se jouant sur les flots moirés.

La princesse marcha droit à lui.

— Bonjour, capitaine, dit-elle, me permettez-vous de troubler votre solitude ? J'ai une foule de choses à vous dire.

— A moi, princesse ?.. Vous m'étonnez vraiment.

— A vous, monsieur, reprit-elle. Et d'abord je commencerai par vous faire un reproche.

— Parlez bien vite, mademoiselle; j'ai hâte de pouvoir me disculper.

— Vous être trop négligent à l'égard de vos amis et nous en sommes, nous, par droit de reconnaissance... Vous nous avez oublié, ce qui est fort mal, car, moi, je désirais beaucoup vous voir.

— Je suis heureux, princesse, de pouvoir vous affirmer mon innocence ; à deux reprises, je me suis présenté à la villa, et chaque fois ma mauvaise fortune a voulu que vous fussiez sortie.

— Très bien ! maintenant, avant d'aborder la question que je désire vous faire , laissez-moi vous affirmer que j'ai en votre loyauté, en la véracité de vos paroles, la plus absolue confiance, vous m'entendez ?

— Je vous entends et je vous remercie.

— Au concert de charité, organisé par le cercle nautique, plusieurs messieurs, paraît-il , parlèrent à ma sœur de mon accident de cheval, et ce qu'ils dirent,... ajouta la princesse, en hésitant...

— Ce qu'ils dirent, termina Léoville , ne ressemblait nullement à ce que je vous avais raconté , n'est-ce pas, mademoiselle ? Et sans vouloir supposer encore que j'ai menti, vous êtes trop charitable pour cela...

— Je vous répète, capitaine, que j'ai une entière foi en vos affirmations, et ce qui le prouve, c'est que je m'adresse à vous pour connaître l'origine de la seconde version si flatteuse pour M. le vicomte de Terrebrune.

Il répugnait à Léoville qui, la veille, en face et devant des hommes , avait si magistralement exécuté ce pauvre garçon, de dévoiler maintenant sa bassesse à cette jeune fille dont il s'était vanté de rechercher la main.

— Ce que je vous ai raconté est la vérité , princesse , dit-il ; je n'ai jamais menti.

— J'en suis persuadée , monsieur , toutefois, ce n'est pas répondre à ma question...

— Tenez, mademoiselle, reprit Léoville , je n'aime pas à parler de gens qui ne m'entendent pas , quand je n'ai pas à en dire du bien ; mais aujourd'hui, ma foi, tant pis ! Vous avez le droit de le savoir, d'ailleurs, puisque l'affaire vous concerne. Le récit qu'on a fait à Madame votre sœur était dû à l'imagination de M. le vicomte de Terrebrune :

un journal même, le *Moniteur hivernal*, l'avait reproduit. Dans quel but le vicomte avait-il ainsi dénaturé la vérité ? Je ne veux pas le rechercher. Dans tous les cas, son stratagème était peu adroit.

— Oh ! son but je le devine sans peine... Il ne s'est pas présenté aujourd'hui, et je le regrette, car je lui aurais fait comprendre combien il me déplaisait de le voir intriguer autour de ma personne d'une façon aussi compromettante.

— C'est moi, je le crois, qui vous ai privé de ce plaisir, princesse. Il m'appartenait un peu de ne pas laisser outrager la vérité, puisque j'étais un des témoins de l'accident.

— Dites plutôt un de mes sauveurs.

— De plus, poursuivit le capitaine, j'ai horreur des basses intrigues ; aussi, pour en finir une fois pour toutes avec cette histoire, dès que j'ai eu entre les mains le numéro du journal qui célébrait l'héroïsme fantaisiste du vicomte, j'ai cherché l'occasion de rééditer en sa présence et en public le récit que j'eus l'honneur de faire à vous et à Madame votre sœur. Le délit avait été public, la réparation devait l'être. Cette conjoncture désirée s'offrit hier. Je pense, mademoiselle, que vous serez délivrée pour longtemps de ses importunités, car on m'a appris, il n'y a qu'un instant, son départ de Cannes.

— J'aurais donc toujours, dit Sophia, à vous remercier d'un nouveau service ?

— Ne vous pressez pas, mademoiselle ; ce n'est pas pour vous, c'est bien pour moi que j'ai opéré cette fois-ci... Il ne me souriait nullement de passer pour un menteur.

La fête était dans tout son éclat.

Les joyeux murmures, les accords enlevants de l'orchestre arrivaient par ondées sonores, apportant ces émanations parfumées, faites de mille senteurs, qui se dé-

gagent, comme d'un parterre de fleurs, des tourbillons d'un bal aristocratique.

— Vous ne dansez pas, mademoiselle ? demanda le capitaine, après un moment de silence.

— Non, ... non ! j'ai assez dansé, répondit Sophia, un peu impatiente.

Une question lui brûlait les lèvres.

— Monsieur, reprit-elle tout-à-coup, y a-t-il longtemps que vous n'avez vu M. le comte de Kernoët ?

— Quatre ou cinq jours, répondit Léoville ; je le trouvais fort triste.

— Vous êtes son ami, je crois ?

— J'ai pour lui la plus grande sympathie et la plus profonde estime.

— Et vous n'avez pu savoir, poursuivit Sophia, quelle était la cause de cette mystérieuse douleur ?

— J'ai pris la liberté d'interroger Mme de Kernoët, elle ne m'a répondu qu'un mot...

— Ce mot serait-il trop indiscret de vous le demander ?

— C'est bien délicat, princesse ; je ne sais pas vraiment si je n'abuserai pas de la confiance qu'on m'a témoignée.

— Oh ! parlez, monsieur, ne craignez rien, s'écria vivement la jeune fille.

Son émotion, l'anxiété de son regard frappèrent l'officier.

Rapide, éblouissante, une pensée lumineuse éclaira son esprit. Subitement il entrevit la vérité, entière. La conversation dans laquelle André lui avait confié ses idées sur l'impossibilité pour lui d'un mariage, lui revint en mémoire.

— C'est bien cela, pensa-t-il ; je ne me trompe pas. Hé bien ! si je puis lui donner un coup de main à cet honnête homme, je le ferai de bien bon cœur.

— Je vous en prie, capitaine !.... insista la jeune fille.

— La comtesse m'a donné à entendre qu'un amour malheureux ne serait pas étranger aux chagrins de son fils.

— Ah !... fit la princesse , devenue fort pâle. La personne qu'il aimerait aurait alors repoussé ses avances ?

— Permettez, mademoiselle, je n'ai pas dit cela.

— Mais c'est tout comme ,... puisqu'il aime et qu'il souffre.

— Pour beaucoup, reprit l'officier, pour la plupart des hommes , il en serait ainsi , et votre raisonnement serait d'une logique irréprochable ; pour André , il est un cas que vous n'avez pas envisagé : celui où pauvre, il aimerait une femme riche.

— Hé bien !

— Hé bien ! jamais Kernoët , saurait-il d'en mourir , n'ira dire à cette femme : Voulez-vous de moi ?

— Et pourquoi ? demanda la princesse , dont les joues avaient repris leurs teintes roses aux dernières paroles du capitaine et dont le regard maintenant brillait d'espérance. Il ne lui était jamais venu à l'esprit qu'une question d'argent pût être soulevée entre elle et le comte de Kernoët , elle pourtant dont les jolis yeux bien clairvoyants avaient su nettement découvrir sous les paroles emmiellées d'une foule de soupirants la recherche avide de ses millions, et quand Léoville, d'après les confidences de Mme de Kernoët, avait laissé entrevoir un amour malheureux, Sophia s'était senti froid au cœur en pensant qu'une autre femme pouvait être aimée d'André.

— Vous me demandez, répondit le jeune homme, pourquoi Kernoët, dans ce cas , n'avouerait jamais ses sentiments ? Parce qu'André, mademoiselle, est un vrai gentilhomme dont la loyauté, pour tous, doit rester au dessus du soupçon , parce qu'il ne veut pas qu'en discutant ses actes , on incrimine ses pensées ; parce qu'il re-

doute pour son honneur la morsure de la calomnie et ne veut pas qu'on dise : Kernoët est un malin ,... il a su épouser des millions.

— A présent, je comprends, murmura la jeune fille.

— Parbleu ! c'est la mode aujourd'hui, princesse. Le mariage est une affaire commerciale. Comment ! une affaire ? C'est bien souvent une filouterie. Tous les stratagèmes, toutes les ruses sont de bonne guerre pour conquérir la fortune convoitée. Le jeune homme qui se présente offre un touchant modèle de toutes les vertus , c'est aujourd'hui un petit saint , mais le diable n'y perdra rien ; demain son règne recommencera. On prend des renseignements, on s'adresse au premier venu ; on ferait bien souvent de s'enquérir de ce donneur d'avis lui-même, qui est parfois un complice. Les tromperies, les mensonges s'élèvent, autour de la proie poursuivie, en barricades épaisses, et lorsque M. le curé de la paroisse et M. le maire, ayant reçu les serments réciproques, ces barrières tombent, quand la vérité se montre, la jeune femme, si elle est pieuse, pleure et demande à Dieu de la consoler de ses illusions perdues, de son amour trahi ; si elle n'a pas de religion, elle se jette à corps perdu dans le tourbillon du monde et demande à ses plaisirs bruyants une compensation pour ses rêves évanouis. Voilà, mademoiselle , ce qu'ont fait du mariage les exploiters de dots. André de Kernoët ne veut pas être confondu avec eux.

— Je veux vous croire , monsieur , dit Sophia ; vous êtes son ami , vous devez connaître ses sentiments. Mais ne trouvez-vous pas que ses craintes sont exagérées ?

— Si, mademoiselle ; pour moi, ses terreurs n'ont pas de raison d'être ; pour moi, pour tous ceux qui connaissent la noblesse de son caractère...

Hé bien ! que lui importe le jugement de ceux qui ne peuvent l'apprécier ?

— Je suis de votre avis , mais ou je le connais mal, ou il n'osera jamais ouvrir son cœur à une jeune fille que la fortune séparera de lui, de peur d'être , lui aussi, soupçonné de calcul, et, certes ! en ses paroles, à lui, une femme pourrait croire, avoir foi en ses serments, livrer son âme entière à la loyauté de son amour.

— Et si cette jeune fille l'aimait ? demanda Sophia , d'une voix tremblante.

— Si cette personne l'aimait et me faisait l'honneur de me consulter, voici quelle serait ma réponse : Mademoiselle, le comte André de Kernoët est un des hommes que j'estime le plus au monde ; mieux que tout autre, il réunit les qualités qui doivent garantir à une femme la sécurité de son honneur ; je réponds de son honneur comme je pourrais répondre du mien. Réfléchissez que dans le choix d'un mari résident toutes les félicités ou tous les malheurs que l'existence vous réserve. Maintenant, à vous d'agir, mademoiselle. L'enjeu est assez considérable , il me paraît , pour vous autoriser à piétiner un peu sur les usages reçus. Vos actions, avant de relever des hommes, relèvent de votre conscience et de Dieu. D'accord avec eux, tâchez de défendre votre amour , votre avenir, votre bonheur.

— Merci , capitaine , merci ! s'écria la petite princesse, devenue tout-à-fait joyeuse. Vous êtes un excellent ami que je n'oublierai jamais. Voulez-vous me donner le bras pour revenir au salon ?

— Avec plaisir, mademoiselle.

— Dansez-vous, monsieur de Léoville ?

— Rarement... , le moins possible.

— Et si je vous priais bien fort de me faire danser ce soir, me refuseriez-vous ?

— Vous n'aurez nullement besoin de me prier beaucoup pour cela , répondit en souriant le capitaine , j'en serai très heureux..., au risque de me créer un nombre illimité de jaloux.

— Ce que vous redoutez peu, n'est-ce pas ?

— Je déplorerai leur erreur.

— Tiens ! tiens ! dit le petit reporter, qui venait de courir pendant une grosse demi-heure, cherchant la princesse d'un groupe à l'autre, pour lui procurer l'avantage de danser avec lui. Voyez donc , Bontemps, la princesse arrive au bras du capitaine de Léoville... Est-ce que Terrebrune aurait déjà un successeur ? Ah ! mais... ce serait un malin, ce capitaine !... N'est-ce pas, cher notaire, que ce serait un malin ?

— Bon ! Bon !... Laissez-moi tranquille, mon garçon, répondit le tabellion, en lui tournant le dos.

Et il continua à absorber avec délices un verre de champagne glacé.

— Pas de veine ! poursuivit le petit journaliste. Je m'y suis mis trop tard ; une autre fois , j'ouvrirai l'œil... Après tout, comme medit maman, j'ai bien le temps de me marier.

Et pour éloigner à jamais son rêve d'une seconde , il avala un verre de punch, — son troisième déjà, — au risque d'être affreusement malade.

Ce soir-là, après le diner , Mme de Kernoët n'était pas sortie sur la terrasse ; l'air était frais, presque froid dans ces régions élevées.

D'ailleurs, sous prétexte d'aller à l'affût, André, au sortir de table , avait jeté un fusil sur son épaule et s'était éloigné à grands pas.

La comtesse, assise devant la cheminée de la salle à manger , poursuivait un travail de couture pour les pauvres, tout en pensant, le cœur saignant, aux chagrins de son fils.

La bonne Suzon allait d'un côté et d'autre , desservant la table et poussant , de temps en temps , de retentissants soupirs.

Madame de Kernoët, plongée dans ses sombres ré-

flexions , ne portait aucune attention aux gémissements sonores de la vieille fille.

Celle-ci, désespérant de voir sa maîtresse l'interroger sur les bruyantes manifestations de sa tritesse, et ne pouvant se résigner à garder plus longtemps le silence qui l'oppressait comme un fardeau , se décida enfin à parler.

— Jésus , Maria ! dit-elle, si c'est , Dieu ! possible qu'une personne avisée comme M^{me} la comtesse ait pu recevoir dans son château des femmes pareilles ! Ah ! ce n'est pas moi qui m'y serais trompée à leurs diableries et à leurs singeries de Satan ! Des coureuses qu'on n'a connues ni d'Ève ni d'Adam, qui viennent de chez les Cosaques... à ce qu'on m'a dit ! Est-ce qu'on n'a jamais vu des bonnes chrétiennes, baptisées dans une église du bon Dieu conduire des voitures avec quatre chevaux, comme des postillons de diligence ? La prochaine fois qu'elles viendront faire leurs sorcelleries à Montgrand je sais bien où je jetterai de l'eau bénite, moi.

— De qui veut-tu donc parler, ma chère Suzon ? demanda M^{me} de Kernoët.

— Madame, le sait bien, de ces aventurières qui sont venues tout bouleverser ici. Ah ! ma bonne sainte Anne d'Auray ! Nous étions trop heureux avant leur arrivée, M. André était toujours de bonne humeur, toujours content, il ne me rencontrait jamais sans me dire quelque parole d'amitié, et maintenant on dirait que le pauvre cher monsieur ne sait quasiment plus parler.— Madame en pensera ce qu'elle voudra, mais Suzon est une honnête fille qui ne dit pas grand chose souvent mais qui a des yeux pour voir et n'a jamais passé pour une sotte...

— Personne n'est d'humeur à contester tes qualités, ma bonne Suzon, interrompit la comtesse, et moi moins que tout autre, mais je ne sais vraiment où tu veux en arriver... Voyons ! explique-toi.

— Tout le monde sait, poursuivit la fidèle Bretonne, que je ne manque pas de sens et que j'y vois clair quand il s'agit de ceux que j'aime.

— Oh ! certes, je sais combien tu nous est dévouée, ma chère Suzon.

— Hé bien, personne ne m'ôtera de la cervelle que ces femmes de Cosaques ont fait un pacte avec Lucifer et qu'elles ont jeté un sort à M. André.

M^{me} la comtesse de Kernoët, malgré la douleur profonde qu'elle ressentait, ne put s'empêcher de sourire devant l'aveu de la naïve Bretonne, au grand scandale de celle-ci.

— Vous aussi, Jésus, Maria ! s'écria-t-elle, vous une sainte du bon Dieu, vous riez de ça, madame ?

— Sans doute, je ris et ces dames, si elles l'entendaient, riraient encore plus fort que moi. M^{me} la comtesse de Kourieff et sa sœur, la princesse Sophia, sont d'excellentes catholiques, ce qui est assez rare, du reste, chez ces Russes que tu gratifies bénévolement du nom de Cosaques ; elles aiment le bon Dieu autant que nous et n'ont pas, je te prie de le croire, le moindre rapport avec messire Lucifer.

— Je sais le respect que je dois à madame, continua Suzon nullement convaincue ; puisque c'est là son avis, je me tais. Suzon n'a pas reçu d'éducation, c'est vrai bien sûr, mais c'est une fille de jugement et elle n'est pas arrivée à son âge pour garder les yeux dans sa poche.

— Dis-moi donc ce que tu as remarqué de si étrange ? demanda M^{me} de Kernoët.

— Madame a-t-elle bien examiné le regard de cette princesse ?

— Certainement et je trouve qu'elle a de fort beaux yeux.

— Ah ! ma bonne sainte Anne d'Auray ! soupira la

brave fille en hochant la tête, lorsque je suis vis-à-vis d'elle il me semble toujours apercevoir des flammes bleues comme celles de l'enfer !

— Est-ce tout ? dit la contesse qui contenait, à grand peine, son hilarité pour ne pas exciter de nouveau la colère de Suzon.

— C'est bien là quelque chose déjà, répondit celle-ci, car, ainsi que m'enseignait ma pauvre défunte grand mère, les yeux en disent souvent plus long que la langue, mais c'est bon !.. madame sans doute n'a pas bien remarqué ses cheveux ?

— Ses cheveux aussi ? Et que trouves-tu donc à cette chevelure, une des plus belle que j'ai vue de ma vie ?

— Belle ? Pour ça, Seigneur Jésus, je ne sais pas ce qu'on peut trouver de beau à des cheveux... ce que je sais bien c'est que quand le soleil les chauffe, ces cheveux, il en sort des flammes dorées qui éblouissent... Bien sûr je ne voudrais pas y mettre le doigt, alors. Tout ça, madame, ce n'est pas naturel, voyez-vous ? Pour qu'on voit des diableries comme ça, il faut que Satan s'en mêle...

— Et tu n'as pas aperçu autre chose ? interrogea la comtesse que les terreurs de la vieille Suzon amusaient malgré tout .

— Autre chose ?... On n'en finirait pas si l'on voulait tout dire !.. Tenez ! c'est comme ses pieds... je ne crois pas qu'elle en ait, des pieds. D'abord elle a des souliers ou n'entrerait pas quasiment mon gros orteil ; ils seraient tout au plus bons à chausser une poupée et avec ça cette princesse, comme vous l'appellez, vous grimpe les rochers, vous escalade les sentiers où les chèvres seules peuvent passer, elle court sur les pierres, à travers les buissons, on ne la voit pas seulement toucher terre... Et puis à quoi bon défiler toutes ces litanies, Seigneur Jésus, ma bonne mère ! Est-ce que M. André est le même

homme depuis que ces étrangères sont venues dans le pays ? Lui qui avait bon appétit et qui trouvait tout bon, le cher monsieur, il ne fait pas plus d'attention à ma cuisine que si on lui servait à tous les repas une miché de pain et une carafe d'eau !

— Mon pauvre André ! murmura M^{me} de Kernoët retombant dans ses pensées tristes, lui si bon ! si plein de cœur !

— Ah ! madame, quand je vois des machinations comme ça, s'écria Suzon exaspérée, je crois que je ferais des malheurs !

— Calme-toi ! calme-toi ! ma bonne Suzon. Au lieu de voir le diable partout et certainement là où il n'est pas, prions Dieu et tu verras qu'il mettra ordre à toutes nos affaires. Surtout... tu m'entends, n'est-ce pas ? ne va pas parler à M. André de la princesse Sophia comme tu viens de le faire.

— Ah ! je m'en garderai bien, Jésus Maria ! Le pauvre monsieur est ensorcelé !... N'empêche pas, poursuit la brave Bretonne en retournant à sa cuisine que j'ai mon idée et lorsque les Cosaques viendront elles feront connaissance avec l'eau bénite du bon Dieu.

André rentrait en ce moment.

— Te voici déjà de retour ? lui dit sa mère.

— Oui, je me suis senti fatigué, répondit le jeune homme, et je suis rentré.

— Veux-tu, mon ami, que nous fassions ce soir notre prière ensemble ? demanda la comtesse.

— Je le veux bien, ma mère, dit André.

M^{me} de Kernoët et son fils s'agenouillèrent,

Quand la prière fut terminée, la comtesse embrassa longuement son fils.

— Allons nous coucher maintenant, dit-elle. Bonsoir, André !.. Dieu nous protégera.

Le lendemain, après le déjeuner, la petite princesse,

très sérieuse, très préoccupée, entraîna le comte et la comtesse Kourieff dans le parc et lorsqu'ils furent dans une allée bien touffue, bien sombre, bien solitaire :

— La ! leur dit-elle, nous serons fort bien ici pour parler d'affaires graves.

— Jurez-moi auparavant, petite sœur, qu'il ne s'agit pas de conspiration contre un régime établi demanda le comte Pierre auquel le visage de Sophia, où l'importance de la circonstance et sa mutinerie habituelle s'alliait très drôlement, donnait une grande envie de rire.

— Pierre ! s'écria la princesse rouge d'indignation, vous êtes un méchant !... Vous me plaisantez toujours... j'ai [besoin 'pourtant aujourd'hui de toute ma présence d'esprit, allez !

— La, la ! Ne vous mettez pas en colère ; je vous donne toute mon attention, ma chère Sophia.

— Il y a de cela quelques jours, reprit la princesse, je vous avais fait comprendre, je crois, que M. le comte André de Kernoët ne me déplaisait pas.

— Oui, convint le diplomate, nous étions allés même jusqu'à supposer qu'il vous plaisait beaucoup.

— Et nous n'avions pas tort, n'est-ce pas, Sophia ? ajouta la comtesse.

— Certes, non ! dit la jeune fille rouge comme un coquelicot, mais pas de colère cette fois. D'ailleurs, Doxia, depuis lors je vous l'ai prssque avoué. J'ai eu l'occasion, ajouta-t-elle, de m'assurer que lui-même avait pour moi une certaine sympathie.

— Je vous connais bien, dit le comte, pour supposer que vous vous prononcez ainsi, petite sœur, sans avoir de bonnes raisons pour cela, laissez-moi pourtant vous faire une objection : André de Kernoët, depuis un certain temps, se fait invisible, nous évite même ; avouez que cette attitude se concilie assez peu avec les sentiments dont vous parlez.

— Ah, oui ! fit Sophia, les apparences semblent en effet vous donner raison, moi-même je ne savais que penser de cette obstination à nous fuir et cela m'a fait bien souffrir, allez !

— Et maintenant ?.. demanda Mme Kourieff.

— Maintenant je sais pourquoi M. André qui m'aime,..

— ça se voit n'est-ce pas, Doxia, lorsque quelqu'un nous aime ?

— Certainement, ma chère enfant... pourtant vous auriez pu vous tromper... prenez bien garde, au moins ?

— Oh ! non, non ! j'ai bien vu, ma grande sœur. M. André m'aime beaucoup ! S'il ne me l'a pas dit, s'il paraît s'éloigner de nous, comme on fait pour les gens dont on a horreur, c'est par délicatesse. Le pauvre jeune homme ! Oui, Pierre ; oui, Doxia, par pure délicatesse.

— Vraiment je ne comprends pas, ma chère Sophia, dit la comtesse ; veuillez-nous expliquer un peu cette délicatesse qui pousse M. de Kernoët à la sauvagerie.

— Hé bien je suis riche, très riche même à ce que vous dites... Tenez, je suis prête à la maudire cette grosse fortune !.. quand je pense qu'elle a failli faire naître entre M. André et nous un irréparable malentendu.

— Voyons ! petite sœur, racontez-nous vite cette chose inouïe, incroyable, interrogea Pierre Kourieff ; comment cette fortune aurait pu mettre obstacle à votre mariage ?

— Ah ! Doxia, je suis bien heureuse, je vous assure, s'écria la princesse en se jetant dans les bras de Mme Kourieff. Je vous avais toujours dit que je ne voulais pas être épousée pour mon argent, cette fois je suis bien certaine que c'est moi, moi uniquement qu'on aime. Figurez-vous que M. André, épouvantablement chatouilleux sur le point d'honneur, recule devant l'idée d'un mariage

avec moi dans la crainte d'être accusé de calculs intéressés.

— Le cas est rare, dit le comte. Mais qui a bien pu vous raconter pareille chose ?

— Quelqu'un qui le sait apparemment, Pierre ; qu'il vous suffise d'apprendre le fait et d'être sûr de son authenticité : si M. de Kernoët s'est éloigné de nous, s'il a pris soin de me taire ses sentiments, c'est qu'il ne veut pas être mis dans la foule des chercheurs de dots ; il ne veut pas qu'on dise de lui : c'est un malin, ce monsieur ! il épouse les millions de la princesse ; en un mot ce qui attirait les autres, l'écarte lui et c'est pour cela que je l'ai choisi.

— Et je vous approuve Sophia, reprit le diplomate ; personnellement André m'est très sympathique de plus, je puis vous l'avouer, j'ai pris, de mon côté, certains renseignements...

— Ah ! ah ! fit Sophia avec un sourire moqueur, voulez-vous me dire, monsieur mon beau-frère, le résultat de vos investigations particulières ?

— Excellent, ma chère sœur ; excellent de tous points, sauf bien entendu la situation financière.

— Oui ! oui ! je sais cela, Pierre... Tant mieux ! André lui aussi verra clairement que je ne le prends pas pour ses écus.

— Là dessus le moindre doute lui est interdit.

— Parfait !

— Vous auriez pu faire évidemment beaucoup mieux sous le rapport de l'argent...

— Soit ! je vous l'accorde, je suis absolument de votre avis, mais comme c'est là la dernière question qui puisse m'occuper, ne serai-je pas bien folle de lui accorder, dans mes décisions, quand le bonheur de toute ma vie est en jeu, une telle importance qu'elle put balancer toutes les autres ? Franchement vous, Pierre, un homme de

cœur et d'honneur — car je vous connais bien et, quoique nous soyons souvent en guerre, je rends ample justice à la noblesse de votre caractère — vous ne pouvez pas ne pas apprécier en ce monde autre chose que les jouissances de la richesse.

— Je suis payé pour ça, dit le comte en pressant la main de sa femme.

— Donc vous m'approuvez.

— Oui, petite sœur ; jje ne suis pas assez l'ami du positivisme mercantile qui est devenu le grand mobile des sociétés modernes pour refuser mon assentiment à vos généreuses idées.

— Certes, ma Sophia bien-aimée, ajouta Mme Kourieff vous méritez d'être heureuse et je me trompe fort ou M. de Kernoët sera le meilleur des maris ; il est digne de vous.

— Oh ! il vaut mieux que moi ! protesta la princesse.

— Bon ! bon ! dit Pierre Kourieff en riant, 'admettons que vus l'un par l'autre vous êtes tous les deux parfaits ; tout cela ne me montre pas comment nous pouvons trancher cette situation... car enfin je ne puis me résoudre à aller tout bonnement demander la main de ce jeune homme pour ma belle-sœur, ce serait trop drôle, ma foi !

— Comment faire ? dit Doxia réfléchissant.

— Oui, comment faire ? soupira la princesse toute perplexe.

— Je pourrais demain, commença le comte, charger..

— Non ! non ! pas demain, l'interrompt vivement Sophia, aujourd'hui... aujourd'hui ! il faut que tout soit décidé ce soir. Nous allons partir pour Montgrand... Vous nous accompagnerez. n'est-ce pas, Pierre ?.. Merci ! Pendant que vous causerez avec Mme de Kernoët je prendrai André à part et...

— Et vous lui demanderez sa main ? ajouta le comte.

- Pierre, nous allons nous brouiller !
- Je vous prie, Sophia !
- Vite ! vite ! méchant... allez demander la voiture.

CHAPITRE IX

Tandis que la voiture du comte Kourieff se dirigeait rapidement vers Montgrand, la princesse Sophia sentait peu à peu sa vaillance faiblir, son cœur battait non avec une précipitation inconnue et une sueur froide glaçait son front à mesure que la distance diminuait entre elle et celui en qui, dans la chaste éclosion de son âme à l'amour, elle avait placé toutes les joies de son avenir.

— Grand Dieu ! pensait-elle, si je m'étais trompée ?... Si je m'étais méprise sur ses sentiments ?... Si M. André allait ne pas m'aimer ? Oh ! j'en mourrais de confusion et de douleur aussi, je crois !

— Ma chère enfant, lui dit la comtesse en remarquant sa pâleur et son trouble, vous souffrez... voulez-vous que nous ajournions notre visite ?

— Non, Doxia, répondit la jeune fille ; allons toujours ! c'est inouï ! je me croyais brave et voilà que je me sens très émue, ajouta-t-elle en essayant de sourire ; vous me viendrez en aide, n'est-ce pas, ma grande sœur ?

— Rassurez-vous, ma Sophia.. Nous sommes là, Pi err et moi... Nous ne vous abandonnerons pas.

— Prenez mon bras, lui dit le comte Kourieff en la descendant de voiture, vous êtes toute tremblante !

— Oui, Pierre, j'ai le cœur serré et il me semble que les sanglots me montent à la gorge.

— Bon ! dit le diplomate en riant, vous verrez que lorsque nous retournerons à la villa vous serez gaie comme un pinson, et vous égrenerez tous vos refrains échos de la route.

Mme la comtesse de Kernoët et son fils en sortant de table étaient allés faire une promenade à travers les sentiers voisins de leur demeure.

La petite princesse, comme l'avant-veille, étant l'unique objet de leurs pensées, avait été de nouveau le sujet de leur conversation.

La mère avait repris ses arguments.

André avait paru s'y rendre.

Ils revenaient à pas lents, silencieux, quand soudain, devant eux, leurs visiteurs se montrèrent sur la terrasse.

M. de Kernoët fit un brusque mouvement qui révélait son évidente intention de disparaître, mais sa mère le retint.

— Je t'en supplie, André, lui dit-elle, reste avec moi, qui sait si cette journée ne nous ménage pas quelque surprise !... Il serait bien temps, mon Dieu ! que cette situation prit fin.

Et Mme de Kernoët s'avança rapidement vers les dames russes.

Sophia faisait vraiment peine à voir tant son émotion était grande, et André, à sa vue, sentit son sang lui refluer au cœur.

La comtesse de Kernoët serra la main à Mme Kourieff et, comme elle se tournait vers Sophia, la petite princesse se précipita dans ses bras en éclatant en sanglots, en gros sanglots longtemps contenus.

— Qu'avez-vous, mon enfant ? s'écria Mme de Kernoët.

— Rien ! rien ! Madame, murmura d'une voix entrecoupée la jeune fille ; ça a été plus fort que moi... ça m'étouffait !... ça me suffoquait !... ce sont les nerfs...

— Pauvre sœur chérie ! disait Mme Kourieff en embrassant Sophia ; calmez-vous... Là ! c'est passé, n'est-ce pas ? Madame, ajouta-t-elle en s'adressant à la comtesse de Kernoët, je vous la laisse... je vous la confie un moment pendant que nous allons causer avec Monsieur votre fils ; vous permettez ?

— Faites ! faites, Madame !... Suzon, portez-nous des sièges.

— M. André, dit Doxia en s'adressant au jeune homme qui muet, la mort dans l'âme, contemplait cette scène sans pouvoir proférer un mot, sans avoir la force de faire un mouvement, M. André, voulez-vous m'offrir le bras ?

— Je suis à vos ordres, madame, répondit le comte en cherchant à surmonter son trouble.

— Vous nous accompagnerez, Pierre ? demanda-t-elle à son mari.

— Volontiers, dit M. Kourieff.

Et tous trois laissant la princesse aux soins de Mme de Kernoët s'éloignèrent, tandis que Suzon disposait sur la terrasse les sièges réclamés par sa maîtresse, là même, sous le même ombrage, où pour la première fois, riieuse, charmante et folle, Sophia avait pris tant de plaisir à goûter le lait de la chèvre de Montgrand.

Tout en faisant sa besogne, la brave bretonne marmotait entre ses dents :

— Jésus ! Maria ! ma bonne mère ! nous allons bien voir si toutes ces diableries d'enfer pourront résister à l'eau bénite du bon Dieu !

Quand elle eut rangé ses chaises autour d'un guéridon rustique, elle retira un petit flacon de sa poche et, d'un œil surveillant Mme de Kernoët pour ne pas en être aperçue, de l'autre gardant sa fiole, elle aspergea consciencieusement chaque siège, et elle ajouta, son opération terminée, comme exercice final.

— Sainte Anne d'Auraz, faites que Satan s'éloigne de nous... *Retro Satanas.*

Lorsque les promeneurs furent à une distance suffisante de la princesse pour que leurs paroles ne pussent arriver jusqu'à ses oreilles, Mme la comtesse Kourieff regarda André de Kernoët bien en face et lui dit :

— M. André, nous avons, mon mari et moi, à vous de-

mander certaines explications, mais vous allez nous promettre tout d'abord de nous répondre avec la plus entière franchise.

— Cette promesse, Madame, répondit le jeune homme, ne me coûte guère ; je n'ai jamais menti.

— Je vous crois reprit Doxia. Cette clause acceptée, vous allez nous dire pourquoi brusquement, sans aucun motif, à notre connaissance au moins, vous avez rompu tous rapports avec nous qui vous considérons comme un ami, comme un excellent ami, et remarquez qu'en m'exprimant ainsi j'use d'euphémisme en votre faveur, car pour être absolument vraie je devrais vous demander : pourquoi nous fuyez-vous ? Il n'y a qu'un instant encore, en nous apercevant, votre premier mouvement a été pour nous éviter.

— Je vous en prie, Madame ! répondit André fort mal à l'aise... Soyez persuadée que je garderai le souvenir le meilleur, le plus doux de nos relations. Vous êtes les seules personnes pour lesquelles j'ai rompu momentanément avec mes habitudes de réclusion, de sauvagerie, si vous préférez. Qu'y a-t-il d'étonnant à ce que le sauvage retourne à son bois, à ses rochers, à sa solitude ? Les chemins où nous parcourons la vie nous ont fait rencontrer un jour, mais ils ne sont pas parallèles, ils ne peuvent se confondre. Si j'avais cotoyé plus longtemps la voie brillante que vous a tracée la fortune, plus tard ne m'eût-il pas été trop pénible de m'en éloigner ?

— M. André, dit Mme Kourieff, soyez entièrement franc. Nous appartenons au même monde, la plus grande partie de votre vie s'est écoulée au milieu de tous les raffinements du luxe et vous êtes, je crois, aussi bien inaccessible aux regrets de ce passé d'opulence qu'aux vertiges que procure à certains la vue de l'or. Toute question d'argent doit donc entre nous être rejetée.

La comtesse Kourieff se tut un instant, tandis que le

pauvre jeune homme, comme pour ponctuer ce silence, poussait un soupir navrant.

— Tenez, poursuivait Doxia, je veux être tout-à-fait bonne pour vous. Les confesseurs indulgents, pour ménager cet amour-propre inséparable de l'humanité dont certains pénitents ne peuvent se défaire même au tribunal divin, les interrogent et n'exigent d'eux qu'une affirmation suivie de repentir. Je vais les imiter. — Il m'a été dit ceci : M. André de Kernoët qui est un gentilhomme d'une délicatesse exagérée — je suis très modérée, Monsieur, en me servant de cette expression, car, j'aurais bonne envie de qualifier autrement cette réserve ! — M. André, m'a-t-on déclaré, ne veut plus vous voir parce qu'il aime la princesse Sophia ; est-ce vrai ?

— C'est vrai, murmura M. de Kernoët en courbant la tête comme un coupable.

— Avouez, reprit Doxia, que voilà une façon toute nouvelle et fort originale d'aimer les gens : Je vous aime, donc : Bonjour ! Portez-vous bien !.. Nous ne nous verrons plus.

— Ah ! si vous saviez comme j'ai souffert ! balbutia le comte de Kernoët.

— Tant pis pour vous, monsieur, dit Mme Kourieff, vous l'avez bien voulu !.. Le malheur eut été fort petit si vous aviez été le seul puni pour votre faute.

— Et pouvais-je continuer à vous voir ? s'écria André. Pouvais-je laisser s'enraciner dans mon âme ces sentiments que vous avez découvert et que j'aurais désiré cacher au monde entier ?

— Ah ! oui, nous voilà arrivés à la question brûlante, à l'obstacle insurmontable, reprit la dame russe. Si la source qui m'a fourni mes renseignements est bonne, et jusqu'à présent je n'ai pas lieu de supposer le contraire, les millions de Sophia auraient effarouché votre rigide délicatesse ?

— Je n'ai que mon honneur, madame.

— Jusqu'à présent, mon cher André, j'ai laissé ma femme vous catéchiser sans l'interrompre, dit Pierre Kourieff, maintenant laissez-moi vous répondre. — En fait d'honneur j'ai la prétention d'être assez bon juge, j'aime à penser que vous n'en doutez pas.

— Certes !.. acquiesça le comte de Kernoët.

— Hé bien, reprit le beau-frère de la princesse, dans le cas qui nous occupe, l'honneur n'est nullement en jeu.

— Comment !.. La clameur publique ne m'accusera-t-elle pas de n'avoir recherché votre alliance que pour refaire ma fortune ? Pour redorer mon blason, selon l'expression en usage ?

— Ce que vous redoutez donc, mon cher ami, c'est qu'on puisse voir, de votre part, dans ce mariage, un calcul, des vues intéressées !

— C'est cela même, dit André.

— Et n'avez-vous pas prouvé que vous n'êtes pas à vendre ? Que votre conscience est au-dessus de l'argent ? Nul honnête homme ne laissera jamais planer sur vous un soupçon injurieux. Vous êtes d'excellente noblesse, nous le sommes également. Sans doute je comprendrais vos scrupules si cette dot qui vous cause de si étranges frayeurs devait être le prix d'une mésalliance, mais tel n'est pas le cas, mon cher André, vous ne pouvez exiger que ma charmante belle-sœur, sous prétexte d'établir entre vous une irréprochable égalité, fasse cadeau de ses millions au vicomte de Terrebrune ! Voyons ! ce que je dis vous paraît-il vrai, vous paraît-il sensé ?

— Je suis obligé d'en convenir, monsieur, répondit André, je n'ai rien à objecter.

— Parce que, votre cause est mauvaise, mon ami, et je vais vous le démontrer. Vous vous faites du mariage une idée qui n'est pas de mode aujourd'hui, idée que j'ap-

prouve entièrement d'ailleurs : vous pensez que le mariage, clef de voute de la Société chrétienne, doit être amené par des sympathies réciproques et s'élever au-dessus d'un contrat pécuniaire ou de certaines conventions complètement étrangères au but sacré qui lui est assigné dans l'existence de l'humanité. Mais que faisiez-vous, mon cher André, en vous absorbant dans votre terreur du qu'en-dira-t-on ? Vous tombiez en plein dans le gouffre que vous vouliez éviter. Vous faisiez abstraction de vos sentiments — de ces sentiments que vous venez de nous avouer — du chagrin que vous deviez nécessairement causer à ma belle-sœur. — Sophia a beaucoup de... penchant pour vous, vous ne pouvez l'ignorer, car la pauvre enfant laisse lire sur son visage jusqu'aux moindres attractions de son cœur — ma femme et moi, nous vous avons témoigné toute l'amitié que nous inspirait pour vous la noblesse de votre caractère et vous, foulant aux pieds toute autre considération, vous n'avez aperçu qu'une chose : la dot, l'argent ! N'est-ce pas nous estimer peu nous-mêmes que d'accorder à une question aussi secondaire, une importance prépondérante ? Voyons ! mon cher ami, vous êtes coupable, très coupable, avouez-le.

— Excusez-moi, monsieur, mais je crois que je rêve, balbutia le jeune homme.

— M. André, reprit la comtesse en souriant, mon mari vous a suffisamment démontré vos torts, je pense : il reste maintenant à votre confesseur le devoir de vous infliger la pénitence.

— Soyez persuadée, madame, protesta M. de Kernoët, que si j'ai péché c'est d'une façon complètement inconsciente.

— Je veux bien l'admettre, monsieur, reprit Doxia, mais la réparation que je vous demanderai sera douce. Vous m'obéirez, n'est-ce pas ?

— Je vous le promets, madame.

T. XI, 3^e liv., mars 1892.

49

— Bon, j'ai votre parole. Nous allons revenir sur la terrasse, vous tâcherez de vaincre votre émotion car vous me paraissez en avoir une très forte dose ; vous vous avancerez vers ma petite sœur et lui direz de votre voix la plus caressante : Mademoiselle, je vous prie de me pardonner les fautes que je puis avoir commises à votre égard ; elles sont fort graves, je le sais, mais vous serez indulgente et, pour me prouver que votre souvenir n'en gardera pas la moindre trace, veuillez m'accorder votre mignonne et blanche main.

— Mais c'est trop de bonheur ! s'écria André. Monsieur, dit-il au comte Kourieff, à ma place que feriez-vous ?

— A votre place, je me laisserais faire heureux.

— Et vous pensez, madame, reprit-il, en s'adressant à Doxia, que la princesse ?..

— Mon Dieu ! monsieur mon beau-frère ; faites donc ce que vous venez de me promettre... ma petite sœur vous attend.

Quand les promeneurs se retrouvèrent sur la terrasse en présence de M^{me} de Kernoët et de la princesse, le visage de la jeune fille était radieux. La châtelaine de Mongrand avait su lui conter sans doute de bien douces choses qui avaient chassé loin les larmes et les sanglots.

— Mademoiselle, lui dit André dont la voix, malgré la recommandation de M^{me} Kourieff, tremblait fort, voulez-vous être ma femme ?

— Puisque ma sœur le veut ? répondit Sophia dont les belles couleurs étaient revenues, et s'élançant dans les bras de sa sœur elle lui chuchota à l'oreille : Merci !

.....

Un mois après ce qui restait encore à Cannes de la colonie des hivernants accompagnait aux pieds de l'autel la princesse Sophia.

Tandis qu'agenouillés devant le prêtre, la jeune fille et André échangeaient leurs serments éternels, tout au fond de l'église, à l'écart de la foule brillante, Suzon — parée pour cette grande solennité d'une superbe jupe et d'un triomphant bonnet, qui depuis nombre d'années sommeillaient dans une malle poudreuse — s'absorbait, posternée sur les dalles, dans sa fervente et naïve prière.

Comme d'habitude, pour que le bon Dieu sans doute lui accordât une attention particulière, elle s'adressait à lui à demi-voix.

— Jésus ! Maria ! mon bon sauveur ! lui disait-elle, je vous remercie du fond du cœur pour le secours que vous nous avez accordé. Que serions-nous devenus, sainte Vierge, ma douce mère, sans votre sainte eau bénite !

.....

Un an s'est écoulé.

M^e Bontemps est toujours le notaire élégant, admirablement renseigné sur toutes choses, que nous avons connu. Il salue toujours, selon ses principes, les levés de soleils. Quand les hasards de la conversation amènent sur ses lèvres le nom du vicomte de Terrebrune, il ne manque jamais de s'écrier :

— Terrebrune, ce misérable pourfendeur !

En revanche lorsqu'il parle d'André, il dit avec emphase :

— Mon excellent et honorable ami, M. le comte de Kernoët

Terrebrune vient de se marier à Paris.

Il a épousé, pour l'expiation de ses péchés, une vieille dame acariatre et jalouse, qui, après avoir ramassé, en vendant des gants, une fortune assez importante, a voulu devenir vicomtesse.

L'ex-lion Parisien, tenu en laisse comme un petit caniche par sa femme, maigrit à vue d'œil et ceux qui l'en-

turent pensent qu'il ne pourra pas résister longtemps à son nouveau genre de vie.

Le capitaine de Léoville vient de demander, à la prière d'André et de Sophia, et d'obtenir un congé de six mois, qu'il doit venir passer au milieu d'eux.

Le château de Montgrand, déjà restauré en partie, dépouille peu à peu son aspect sauvage pour revenir à la majesté de son opulente grandeur.

Par une chaude après-midi de mars 1882, nous trouvons, comme au commencement de ce récit, André de Kernoët et sa sœur assis à l'ombre des vieux pins. Entre eux deux, les yeux pleins de bonheur, est venue s'asseoir M^{me} André, comme dit la bonne Suzon, et la mère et le fils de la jeune femme sont heureux, et tous les regards se portent caressants et émus vers les genoux de l'aïeule — car M^{me} de Kernoët depuis un mois est grand'mère, — de l'aïeule qui endort en le contemplant avec ravissement un de ces beaux petits anges roses auxquels jadis elle souriait dans ses rêves d'avenir béni et dont son cœur évoquait l'apparition fugitive dans l'azur profond des cieux.

FIN.

LES ÉVÈNEMENTS DU MOIS

Le ministère Loubet a parlé. M. le Président du conseil et M. Ricard ont lu, le premier à la Chambre des députés, le second, au Sénat, dans la séance du 3 mars, la Déclaration désirée avec une si vive impatience. Ce document a été ce qu'il pouvait être, en l'état : bien naïf eût été quiconque se fût attendu à un autre programme ministériel. La crise avait été *personnelle* et non politique, ni doctrinale : débarrassé des individualités qui ne plaisaient plus, ce nouveau ministère n'avait aucune raison de ne pas penser comme le ministère précédent. Voyez plutôt :

- Notre politique aura pour premier objet la défense de toutes les lois républicaines. Au premier rang de ces lois, nous plaçons la loi militaire, *loi de patriotisme* et d'égalité, et la loi scolaire, source de tous les développements de l'esprit national et *garantie fondamentale de la liberté* des consciences. Nous en poursuivrons la ferme application.....

- Les rapports de l'État et de l'Église ont donné lieu à des incidents et à des débats où la complexité des questions posées n'a pas permis peut-être une lumière suffisante. Voici les principes qui nous guideront sur ce point :

- Nous ne croyons pas avoir mandat de préparer la séparation des Églises et de l'État. Il n'y a pas, dans la Chambre, et nous ne pensons pas qu'il y ait dans le pays une majorité pour l'accomplir. Notre devoir est donc de maintenir avec fermeté la législation concordataire. Nous l'appliquerons dans son véritable esprit.

- Le Concordat assure aux ministres du culte une situation et des droits particuliers. Mais, en revanche, à quelque degré de la hiérarchie qu'ils appartiennent, il leur impose des obligations rigoureuses. Non seulement ils doivent, comme tous les citoyens, l'obéissance aux lois nationales, mais il leur est imposé, en outre, de se renfermer dans les fonctions de leur ministère et de se tenir absolument à l'écart des discussions et des luttes de parti...

» Nous n'hésiterons pas à exiger de tous le respect de ces obligations....

» La volonté nationale a donné une telle force à la République, que ses adversaires semblent aujourd'hui résignés à l'accepter. Nous nous réjouissons du mouvement qui, en dehors des calculs intéressés des partis, porte vers elle les masses du suffrage universel et nous nous efforcerons, par un large esprit de sagesse et de tolérance, de donner chaque jour davantage le sentiment que la République est pour tous une garantie de sécurité et de liberté.

» Mais les évolutions des partis politiques ne sauraient nous faire abandonner aucun de nos principes. Pour nous, la République n'est pas seulement une forme de gouvernement; elle représente : *l'ensemble des institutions nées de la Révolution française*. Elle a pour condition d'existence la souveraineté du suffrage universel, toujours plus libre et plus éclairé, et l'indépendance absolue de la société civile. Elle a pour but la répartition, de plus en plus équitable, des charges et des avantages communs, l'élévation progressive de tous à un degré croissant de bien-être matériel et moral.

» Ce n'est pas seulement pour le parti républicain que nous voulons gouverner; c'est pour le pays tout entier. Mais c'est avec le parti républicain et par lui que nous comptons réaliser ces idées qui forment son patrimoine traditionnel. Nous demandons donc à tous les républicains de s'unir à nous, pour cette œuvre. Leurs divisions en compromettraient le développement. Leur union en assurera le triomphe et fondera définitivement la paix dans la République et la grandeur de la France dans le monde. »

Quelle différence y a-t-il entre ce langage et celui de M. de Freycinet? N'est-ce pas la même forfanterie républicaine et surtout la même attitude envers « les cléricaux »? On a lu ce que pense M. Loubet de la loi militaire, qu'il appelle « loi de patriotisme et d'égalité »; de la loi scolaire qu'il considère comme « la garantie fondamentale de la liberté des consciences » : ces deux lois qui sont pour tout esprit sérieux des lois d'exception, de tyrannie et de persécution. On a lu ce que veut faire M. Loubet pour le maintien du Concordat, qu'il interprètera et qu'il appliquera comme jadis l'interprétait et l'appliquait M. de Freycinet. On a lu ce dithyrambe en faveur « du large esprit de sagesse et de tolérance de cette république qui est pour tous une garantie

de sécurité et de liberté » ! Et l'on sait toutes les maladresses et toutes les vexations dont la république s'est rendue coupable en violant toutes les libertés et en compromettant la sécurité de tous. On a lu ces avances si fraternelles faites aux « réactionnaires » dont « les calculs intéressés » les portent à se résigner à accepter la république. Et M. Loubet déclare en même temps que « ces évolutions des partis » ne le décideront jamais à « abandonner aucun de ses principes ». Pour lui la république n'est pas « une forme de gouvernement » c'est « l'ensemble des institutions nées de la Révolution française » ; il dirait presque comme M. Clémenceau : c'est « le bloc » de la révolution. Nous voilà donc bien avertis : si nous voulons aller à la république, sachons d'avance qu'il nous faut l'accepter telle qu'elle est : pour nous recevoir, elle ne sacrifiera ni aucun pouce de terrain, ni aucune pierre de ses murailles. Étrange esprit de largeur et de tolérance ! Il y a donc loin du mot à la chose, comme des lèvres à la coupe !

Faut-il dire que cette « déclaration » si républicaine de M. Loubet a eu la malchance de ne pas plaire à la majorité des députés ? D'ici de là quelques maigres applaudissements ; des exclamations ironiques à droite ; des rumeurs à gauche, en un mot, très modeste succès. Et pour comble de malheur, M. Loubet est soumis aussitôt à l'obligation d'expliquer encore davantage la pensée du nouveau ministère : le voilà sur la sellette par l'interpellation Rivet, qui veut être fixé sur le rêve que caressait l'ancien cabinet « de réconcilier la République avec l'Église, d'accoupler des principes contraires : égalité et autorité, le dogme et la raison, le droit divin et les droits de l'homme. » M. Gaston Rivet demandait à M. Loubet si le nouveau gouvernement nourrit cette pensée.

M. Loubet s'en est défendu avec toute l'énergie dont il était capable ; il a cru même devoir accentuer encore davantage son programme en assurant que le projet sur les Associations n'était pas retiré et que la Chambre avait toute latitude à ce sujet. M. Ribot est intervenu au débat pour répondre à une question sur ses négociations avec le Vatican relativement, disait-on, aux catéchismes électoraux ; il a lu la circulaire qu'il avait adressée à notre ambassadeur près le Vatican et dans laquelle, intervertissant les rôles, il se plaignait « de la campagne entreprise par quelques évêques, » menaçant de « décliner la responsabilité de ce qui pourrait arriver si le clergé catholique conti-

nuait cette campagne : » il protestait, du reste, du désir sincère du gouvernement républicain en faveur de la paix religieuse, » de son « profond respect des croyances et des droits de la conscience. » Cette communication n'a point paru tout à fait satisfaisante aux fauves de l'Extrême-Gauche qui ont continué à rugir, comme s'ils allaient se précipiter sur leur proie et la mettre en pièces. Le calme s'est fait pourtant et le débat s'est clos par un ordre du jour scindé en deux parts, dont l'une a été adoptée et l'autre retirée. Belle victoire, en vérité ! Rassurant début !

Une autre journée aussi triste que celle du 3 mars pour le nouveau ministère a été la journée du 10. Ce jour-là M. Reinach tracassait M. Loubet au sujet du rattachement des colonies au ministère de la marine et prétendait faire voter par la Chambre l'institution d'un ministère des colonies. La question financière n'en est pas une pour nos bons républicains : on trouve toujours quelques millions pour de nouvelles sinécures et pour être agréable à de nouveaux fonctionnaires. Mais la Chambre n'a pas voulu adopter le projet de M. Reinach qui s'est contenté d'avoir fait passer un mauvais quart d'heure à M. Loubet. Petite querelle d'amis ! Le plus clair, en tout ceci, c'est que M. Jamais est pourvu du sous-secrétariat de la marine, délégué aux colonies. Un protestant de plus dans un cabinet, où sur dix titulaires il y a déjà M. de Freyeinet protestant et MM. Ribot et Ricard mariés à des protestantes ! Nous ne voulons pas croire qu'il y ait calcul, mais remarquons cette coïncidence que MM. Ribot, Ricard et Jamais détiennent précisément les postes où leurs devoirs les obligent à être le plus souvent en rapport soit avec le Saint-Siège, soit avec le clergé, soit avec nos missionnaires.

Parmi les autres travaux de la Chambre des Députés, mentionnons la discussion sur la loi relative aux Conseils des prud'hommes : la Commission a fini par admettre les femmes à l'élection de ces Conseils et la Chambre la votera avec les autres modifications déjà adoptées. Les députés ont voté aussi la célébration solennelle du Centenaire de la fondation de la République : le 22 septembre prochain sera donc un jour de fête nationale et nous en aurons ainsi deux cette année, mais cette année seulement, car le 14 juillet restera toujours par excellence « la fête républicaine. »

Nous serions incomplets si nous ne rappelions le vote de la Chambre des députés pour la nomination d'un vice-président, en remplacement de M. Viette, devenu ministre. Ici cette ques-

tion secondaire a pris l'importance d'un gros événement : les partisans de M. Constans ont voulu profiter de l'occasion pour venger leur ami et tout avait été mis en œuvre pour faire réussir la candidature de M. Burdeau, le favori de l'ancien ministre. Le coup a réussi, mais il n'a pas porté. Le nouveau ministère ne s'en est pas autrement ému.

Enfin, saluons le nouveau député de Brest, Mgr d'Hulst qui a fait son entrée à la Chambre, escorté de M. de Mun, le 10 mars; il avait été élu le dimanche précédent par 11,403 suffrages, c'est-à-dire avec une imposante majorité, qui a d'autant plus surpris que Mgr d'Hulst n'avait aucun concurrent dont la présence eût pu animer la lutte électorale. Voilà donc le successeur de Mgr Freppel à son poste; nous lui souhaitons les succès oratoires les plus utiles à la cause de l'Église et de la liberté.

En même temps que l'éminent prélat, l'élu socialiste du Pas-de-Calais entrait aussi à la Chambre; le citoyen Lamendin n'a pas dû être plus agréable au ministère que Mgr d'Hulst; aux yeux des opportunistes ces deux succès des socialistes et des cléricaux sont également déplorables ! Pauvres opportunistes.

Au Sénat, séances bien pâles au début; la lecture de la Déclaration n'y a été l'objet que d'une demande de rectification pour un mot mal prononcé par M. Ricard. Et la salle s'est aussitôt vidée, les sénateurs voulant assister à la séance des députés dont on prévoyait l'importance. La Haute Assemblée semble avoir voulu se dédommager de son rôle secondaire, en se relevant par la discussion du projet de loi sur les universités régionales. Le débat s'est ouvert le 10 par un magistral discours de M. Challemel-Lacour, qui a duré trois heures. L'honorable sénateur a eu des mots méchants, très méchants à l'adresse des auteurs de ce projet; il a été habile et véhément, mais son éloquence a toujours son même caractère de tristesse et d'irritation; ses arguments n'étaient pas d'une grande force et ce n'est pas l'apologie de la révolution, dont il couronna son discours, qui lui assurera le triomphe. Le lendemain M. Bourgeois répondait à M. Challemel-Lacour et démolissait un à un tous ses arguments. Puis tour à tour sont venus M. Thézard, recteur de la Faculté de droit de Poitiers, et M. Rey, ancien maire de Grenoble plaidant *pro domo sua*; à la suite, M. Bardoux, rapporteur du projet, a essayé de justifier l'œuvre de la commission; enfin M. de Rozières, sénateur de la Lozère, a victorieusement répliqué à M. Bardoux. Le débat s'est clos sur

un contre-projet de M. Bernard donnant force de loi au décret de 1885 et accordant la personnalité civile à tous les groupes de Facultés. Après avis favorable de M. Jules Simon, le contre-projet a été renvoyé à la commission qui fera un nouveau rapport.

En dehors de ses séances publiques, le Sénat a trouvé occasion de faire parler de lui. C'est M. Lenoël qui s'est chargé d'attirer l'attention du public sur son discours de prise de possession de la présidence de la gauche républicaine sénatoriale. Est-il assez naïf, ce vénérable sénateur de la Manche? Croit-il bernier encore quelqu'un quand il ose déclarer que sous le gouvernement républicain « nul n'est inquiété pour ses opinions même religieuses » et que « la forme républicaine s'accommode seule à la Déclaration des droits de l'homme? » La joie de son fauteuil lui trouble l'esprit et lui fait perdre la mémoire. Les faits parlent assez haut [pour témoigner que c'est la religion surtout qui est « inquiétée » et l'histoire est là, d'autre part, pour rappeler qu'en tête de la fameuse Déclaration il y a cet article : « Le gouvernement français est monarchique. » Mais pour M. Lenoël tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes et il serait bien d'avis que « son fauteuil de président est le plus beau jour de sa vie ! »

Qui sait ce qu'il doit penser de ces explosions renouvelées et désastreuses dont le faubourg Saint-Germain, la rue Saint-Dominique et la caserne Lobau ont été le récent théâtre? Évidemment ce sont des ennemis de la république qui sont coupables de ces douloureuses catastrophes. On soupçonne les socialistes, mais on ne serait pas trop éloigné de présumer qu'il y a là dessous du « constansisme » et même du « cléricanisme ». Pourquoi M. Constans ne voudrait-il pas prouver qu'il est l'homme nécessaire et que son absence est l'occasion de troubles et de menaces? Pourquoi même les cléricaux n'essayeraient-ils pas de la terreur pour convertir le ministère à une politique plus calme et plus fraternelle? Ils sont si pleins d'illusions, ces bons républicains! Ils ont répété tant de fois que la république est la garantie de la paix et de la sécurité? Quel démenti, que celui de ces boîtes de dynamite, éclatant en plein Paris, sur la fenêtre d'une caserne et jetant l'émoi dans toute la France? Oh! c'est bien le cas de dire que celui qui sème le vent récolte la tempête. Les républicains ont beau vouloir donner le change par leur suppositions les plus saugrenues et les plus

invraisemblables; le fait est clair pour tout esprit réfléchi : la république a favorisé la licence qui dégénère en hostilité et la France est à l'heure actuelle comme sur un volcan. L'unique souci de la république a été d'inquiéter des moines, des religieuses; s'apercevra-t-elle à temps que le danger est ailleurs ?

Ce ne sont pas les avis qui lui manquent. La grande voix de Léon XIII retentit encore à nos oreilles, conjurant les chefs d'Etat de mettre un frein à la licence des mœurs, d'en finir avec leurs vexations contre la liberté de l'Eglise qui est la seule protectrice des nations. Que nos maîtres comprennent donc ces salutaires conseils et qu'ils les suivent. Leur salut et le salut du pays est à ce prix.

Les orateurs catholiques se prêtent courageusement à aider à l'efficacité de la parole apostolique. Les prêtres mêmes se jettent dans la mêlée, ne redoutant pas de se rendre dans les réunions contradictoires où ils soutiennent avec succès la cause de l'Eglise. A Paris, à la salle La Bourdonnays et à Montpellier, dans le vaste Hippodrome, l'abbé Naudet, missionnaire, de Bordeaux, tient vaillamment tête à Mme Léonie Rouzade et au citoyen Lafargue, en présence de 5,000 auditeurs. A Argenteuil et à Orléans ce sont les jeunes vicaires, Lecauchois et Delahaye, qui répliquent au citoyen Schacre, refusant de croire à la sincérité des Curés envers la République, et au député Pichon, patronnant la séparation de l'Eglise et de l'Etat. A Nantes, une réunion socialiste applaudit l'abbé Ménard qui préconise l'union du prêtre et de l'ouvrier; à Amiens, un discours sur le prêtre et l'ouvrier, par le chanoine Allard, obtient le plus brillant succès.

Mais le plus méritant de ces apôtres est l'infatigable et ardent abbé Garnier qui se multiplie pour la propagande du programme catholique. A l'importante réunion du Rocher Suisse, à Paris, il avait à lutter contre forte partie; le Socialisme et la République y avaient délégués leurs plus grosses têtes, les Martinet, les Schacre, les Lavy, les Hubbard. Aidé du curé Paturot, l'abbé Garnier s'est chargé de contrebalancer leur influence. Il était minuit quand la réunion a eu à se prononcer sur l'ordre du jour qui devait clore la discussion : l'ordre du jour Garnier invitait le gouvernement à revenir aux principes de la morale chrétienne; l'ordre du jour Martinet approuvait la conduite des députés socialistes et républicains luttant contre le cléricanisme. Le premier ne pouvait évidemment triompher, mais l'effet pro-

duit par l'éloquence de nos orateurs a été tel, que l'ordre du jour socialiste n'a pu réunir la majorité des suffrages. Le cléricalisme sortait à demi-vainqueur aux cris de : « Vive l'Église ! vive le Christ. »

Du reste cette intervention du clergé dans la lutte actuelle, comme la médiation du Souverain-Pontife, est vue d'un bon œil et désirée par des hommes qui ne sont pas précisément cléricaux. MM. Leroy-Baulieu et de Mazade dans la *Revue des Deux-Mondes*, M. de Vogüé dans le *Figaro* ne se cachent pas pour déclarer que l'Église seule est organisée pour résister au mal qui ronge la société et pour la sauver « et que la Papauté a été bien inspirée de prendre la tête du mouvement de réaction contre le socialisme, en rappelant à l'ouvrier que sa seule sauvegarde et la garantie de son bien-être sont dans la doctrine de l'Évangile sincèrement mise en pratique. De pareils témoignages ont leur importance : ils sont un symptôme de l'influence légitime qu'exerce l'action permanente de l'Église sur les esprits droits, dégagés de tout parti-pris et désireux de sortir de l'impasse fatale où nous accullent l'impéritie, la faiblesse et l'inconscience de nos hommes d'État.

N'omettons pas de signaler l'ovation dont a été l'objet M. de Mun, dans une réunion tenue à Rennes, sous la présidence de Mgr Gonindard ; l'éminent orateur catholique avait parlé de l'organisation des forces politiques en dehors des partis pour la défense des droits de l'Église et du peuple.

Cette organisation est en bonne voie. M. de Mun lui-même a encouragé la formation à Paris d'une « Ligue pour la propagande catholique et sociale » et il a bien voulu en accepter la présidence. Cette initiative sera imitée en province et des comités vont se constituer pour seconder cette propagande éminemment opportune.

Ici l'union de tous les honnêtes gens peut et doit se faire. Qu'il n'y ait point de malentendu : comme le dit la *Correspondance nationale*, dont on connaît les attaches et comme le répètent après elle, les monarchistes, il ne s'agit pas de renoncer à nos vieilles convictions et à faire litière du passé ; ce qu'il faut, ce qui suffit, c'est de se taire actuellement sur les questions politiques qui nous divisent. Posons-nous sur le terrain de la légalité, unissons-nous pour la lutte de nos libertés religieuses et la main dans la main, marchons hardiment au combat. Là est la pensée de Léon XIII, telle que l'exposait récemment Mgr de

Viviers, retour de Rome, là est la pensée des cardinaux. C'est aussi le sentiment de tous les conservateurs et de tous les catholiques. Quand notre union sera faite, la victoire ne se fera pas longtemps attendre. Ce qui fait la force de nos ennemis, ce sont nos querelles intestines ; oublions un moment la politique qui n'est pas en question et courons tous aux pompes pour éteindre l'incendie qui menace d'embraser la France et la société tout entière.

Un mot seulement sur quelques autres faits bons à signaler. A Notre-Dame, Mgr d'Hulst a repris ses conférences inaugurées l'année dernière ; les trois premières ont eu pour objet : la recherche de Dieu, le vrai Dieu, la foi en Dieu. Mais l'éminent orateur, accablé sous le poids de tant d'importants travaux, a été obligé de demander un suppléant pour la direction de l'Institut catholique de Paris. S. E. le cardinal Richard a nommé comme vice-recteur, M. le chanoine Pagnelle de Pallenay. Mentionnons, en passant, la fête solennelle que l'Institut catholique a célébrée, le 7, en l'honneur de saint Thomas-d'Aquin, sous la présidence de Mgr l'évêque de Tarentaise.

Ici trouve naturellement sa place, le succès que vient d'obtenir, en Sorbonne, un de nos jeunes licenciés du clergé de Nîmes, M. l'abbé Delfour, professeur de rhétorique au collège Saint-Stanislas. M. l'abbé Delfour a brillamment soutenu ses deux thèses du doctorat ès-lettres, dont le sujet était, pour le latin : *De narrationibus quæ sunt in sancti Augustini sermonibus* ; pour le français : *La Bible dans Racine*. Nous emprétons, peut-être, sur les droits de notre chroniqueur régional, mais il nous semble bien que cette bonne nouvelle est aussi un peu de notre ressort et en tous cas nous n'insistons tout juste que pour offrir au nouveau docteur nos plus cordiales félicitations.

Au dehors, notons surtout les fêtes célébrées au Vatican, les 2 et 3 mars, pour le double anniversaire de la naissance et du couronnement de Léon XIII. Le Souverain Pontife a prononcé en cette occasion, un éloquent discours, sur Innocent III, dont il a restauré le tombeau ; l'époque où vivait ce grand pape ressemble beaucoup à la nôtre et Léon XIII aime à s'appuyer sur le souvenir des triomphes que remporta alors l'Eglise, sur des ennemis plus redoutables, pour espérer en de meilleurs jours pour la société chrétienne. Que Dieu daigne ne pas faire trop longtemps attendre la réalisation de ces espérances !

Le seul fait politique important, autour de la France, est la crise ministérielle de Berlin. L'Empereur a eu la fantaisie de

retirer de la discussion la loi scolaire que le ministère avait élaborée et que soutenait même en beaucoup de points le centre catholique. Le ministre de l'Instruction publique s'est trouvé blessé de ce retrait, et a donné sa démission. M. de Caprivi, le successeur de M. de Bismarck, a cru aussi de sa dignité de se retirer et la question en est là. On avait dit qu'au chancelier de fer succédait un chancelier de paille: M. de Caprivi semble vouloir faire démentir ce pronostic; mais on pense que cette démission est pour la forme et que M. de Caprivi est prêt à la retirer. Mais ce sont querelles d'allemands dont nous n'avons que faire.

Parmi les morts illustres, deux sénateurs inamovibles : MM. Martel et Lalanne; le grand-duc de Hesse Louis IV, à qui succède son fils Ernest-Louis, âgé de vingt-quatre ans; Mgr William Smith, archevêque catholique d'Edimbourg (soixante-quinze ans) et le R. P. Marin de Boylesve, célèbre par ses nombreux et excellents écrits.

20 mars 1892

NEMAUSUS.

CHRONIQUE

Si la politique chôme, la chronique nimoise ne chôme pas. Le carnaval est une morte-saison pour la première et en général une excellente mine à nouvelles pour MM. les chroniqueurs.

A Nîmes cette période de gais plaisirs a été particulièrement brillante. Toute la presse a déjà parlé de l'intéressant bal travesti de M. Deleuze et de celui non moins brillant de M^{me} la générale Condren. La préfecture, cette année, n'a pas eu le monopole de ces fêtes, à cause d'une indisposition assez grave de notre aimable préfète.

Les amusements n'ont pas fait oublier les choses sérieuses. On sait joindre facilement à Nîmes l'utile à l'agréable. Il y avait foule à la Basilique-Cathédrale au service annuel de la Société La Croix-Rouge, à la tête de laquelle se trouvent les dames de la meilleure société de la ville. Mgr de Cabrières avait tenu à rehausser cette cérémonie par sa présence et y a prononcé un sermon très remarquable.

Deux journaux hebdomadaires, *l'Union Sociale* et le *Ralliement* ont fait leur apparition sur les boulevards de Nîmes. Ces deux organes bien intentionnés de l'opinion républicaine catholique ont un certain succès. Saluons-les en passant et applaudissons à leurs efforts de pacification et de propagande.

Dans le monde littéraire, je dois signaler l'apparition de *Nîmes-Gallo-Romain* par M. Bazin.

Une véritable épidémie de suicides a sévi sur notre

ville. Chaque jour la chronique locale nous apportait la nouvelle de la mort volontaire de quelque étranger venu à Nîmes pour en finir avec la vie. Le suicide étend partout ses ravages sans jamais se ralentir. Cela tient au scepticisme et aux mauvaises doctrines enseignées dans certaines écoles. Quel remède à opposer à cette épidémie morale ? La religion seule en connaît le secret. Le désir du néant convient aux scélérats, a dit Gresset, dans *Édouard III* et il ne convient qu'à eux seuls.

Les prédications du carême viennent fort à propos nous reposer un peu de la vie agitée du carnaval. Elles sont très suivies de tous côtés. Il semble que plus la religion est en butte aux attaques de la presse franc-maçonnique et athée, plus les catholiques aiment à se grouper autour de la chaire chrétienne. Du reste, les fidèles font bonne contenance devant les libres-penseurs. C'est ainsi que l'abbé Naudet, de Bordeaux, a trouvé moyen de se faire applaudir à Montpellier dans une réunion de cinq mille personnes, présidée par le député Lafargue. Nos félicitations à ce vaillant prêtre qui est en même temps officier dans l'armée territoriale.

Un excellent homme, M. Martin, vient de laisser à la ville une somme de 10,000 fr. à charge par elle d'en employer les revenus à décerner chaque année une médaille en or aux élèves les plus méritants de l'Assomption, de Saint-Stanislas ou du Lycée. Parions que le conseil municipal n'acceptera pas ce legs, inspiré par un esprit libéral et vraiment égalitaire. En tout cas l'exemple de M. Martin, qui n'a pas oublié les bonnes œuvres, mériterait d'être suivi.

Si vous le voulez bien allons là-dessus respirer à la Fontaine un peu l'air embaumé des senteurs printanières. Là bien des changements. On a fini par songer à notre merveilleuse promenade, chantée par Reboul, en français et par Roumieux en langue d'oc. De nombreuses

équipes y sont occupées à tracer un jardin d'hiver sur une des nouvelles terrasses, des artistes rocailleurs y exécutent une cascade avec grotte, des jardiniers y plantent des arbustes verts et des palmiers de différentes espèces qui font rêver à Nice et à Monte-Carlo. Tout cela sera une nouvelle attraction pour les étrangers et pour nos concitoyens qui ne fréquentent pas assez ce ravissant coin de Nîmes. Emettons en terminant le vœu que le prochain conseil municipal agrandisse la Fontaine derrière le Temple de Diane, afin d'isoler ce monument et de pouvoir construire une serre qui manque. Faisons des vœux aussi pour qu'on ouvre au public la grotte à côté du Temple et celle des Fées, située entre les chemins d'Alais et de Sauve.

Le monde artistique se remue. La chambre musicale donne de brillants concerts avec Mme Roger-Miclos, la Commission de Musique s'occupe aussi de l'organisation de l'orchestre municipal. Nos peintres préparent leurs envois au Salon. Notre Musée s'enrichit de quatre statues, d'après l'antique, d'une belle vue de Nîmes, par le regretté Lavastre, décorateur de l'Opéra de Paris, et d'un tableau d'Olive, qui n'est pas encore arrivé. Pendant ce temps, l'on prépare de tous côtés des monuments à nos hommes célèbres. Après le sergent Triaire, au Vigan, voilà le tour, à Pompignan, du colonel Bourras, du général Perrier et du naturaliste Quatrefages de la Roquette, à Vallerange. A Nîmes, il paraît que nous aurons aussi une bonne dose de marbres ou de bronzes. On parle toujours d'un monument à la gloire de la Révolution, dont le besoin ne se faisait pas du tout sentir, de la statue du R. P. d'Alzon, par Falguière, en cours d'exécution, et du monument à élever, dans la cathédrale, à Mgr Besson.

Quand donc verrons-nous, sur une de nos places, les images de l'historien Guizot et de l'illustre évêque Fléchier ? Les fumeurs réclament toujours la priorité pour

Nicot, et les journalistes, un petit brin de souvenir, à Bagnols, pour Rivarol. Voilà du pain sur la planche pour MM. les sculpteurs !

En attendant, la rue des Greffes n'est pas encore percée. Il faudra inventer une nouvelle chanson sur ce sujet, afin de hâter l'exécution de travaux qui seuls retardent la construction de la galerie Jules Salles, dont les plans sont fort beaux et dont la façade sera ornée de deux statues, de Léopold Morice.

Notre Grand-Théâtre, si habilement dirigé par M. Causse, qui n'est pas un directeur ordinaire, marche de triomphe en triomphe.

Le Cid et *Lohengrin* viennent de trouver un émule dans *Sigurd*, représenté jeudi sur notre première scène. L'accueil, quoique un peu froid, a été bon, ce qui veut dire que M. Causse peut compter sur cinq ou six représentations de l'œuvre de Reyer, un peu trop allemande et wagnérienne. La place me manque ici pour en analyser le poème, qui se résume dans une légende scandinave qu'on chantait jadis à la cour de Gunther, roi des Burgondes. Cette légende se résume en ceci : Bruneild, une walkyrie, fut autrefois chassée du ciel d'Odin, pour avoir trop aimé les combats et s'être mêlée sur la terre aux batailles des hommes. Dans un palais enchanté, que protège une mer de feu, elle dort le long sommeil qui fait son châtiment, jusqu'au jour où viendra le mortel qui doit la réveiller. Elle sera l'épouse de son libérateur et partagera désormais les destinées humaines. Sigurd, héros de race divine, entreprend cette œuvre, qui lui vaut la mort, en même temps que celle de Bruneild, mais en revanche le paradis d'Odin. Toujours sérieuse, noble parfois, l'œuvre de Reyer est un peu obscure. Il y a cependant, surtout au second acte, quelques échappées lumineuses et belles pages. Les personnages sont froids et la fable languissante.

L'ouverture fort bien rendue par l'orchestre, si habilement dirigé par M. Yerna, est pleine de charmes. Les airs qui ont le plus frappé le public sont ceux de « Teutadés veut du sang, » au second acte, qui est une magnifique invocation. L'idée religieuse et l'idée de la nature se mêlent et donnent l'impression d'un panthéisme grandiose. Les autres actes sont moins bons. A signaler cependant, au quatrième acte, le chant de détresse de Sigurd : « *O Brunehild, ô ma pauvre âme !* » En somme, si l'on peut marchander ça et là l'admiration à cet opéra, partout il force l'estime.

Je suis bien long, cher lecteur, et peut-être vous ai-je servi une trop grosse dose d'art et de musique. Dame ! à Nîmes, on aime ces choses-là, ce qui n'empêche pas les Nimois d'être suffisamment terre à terre pour songer aux choses pratiques, parmi lesquelles je leur recommande tout d'abord la quête en faveur de nos écoles chrétiennes et de nos établissements de charité. Les catholiques de Nîmes sont, du reste, charitables et généreux. La Saint-Joseph, aux Petites-Sœurs des Pauvres, où nous avons vu l'élite de nos concitoyens se faire les serviteurs des pauvres vieillards, le prouve suffisamment.

J. de FONTDAME.

REVUE BIBLIOGRAPHIQUE

Monseigneur FREPPEL, par Mgr RICARD, Prélat de la Maison de Sa Sainteté, vicaire-général honoraire de Mgr l'Archevêque d'Aix. -- Paris. Dentu, 1892. Prix : 3 fr. 50.

La série de nos grands Évêques contemporains n'est pas encore, grâce à Dieu ! interrompue, ni près de s'interrompre. Les Gerbet, les Salinis, les Dupanloup, les Pie, les Plantier ont de dignes émules, et à côté de ces grands noms on écrit volontiers celui de Mgr Freppel. La *Revue* a publié un modeste article biographique sur l'éminent et si regretté Évêque d'Angers ; il a pu suffire pour inspirer à nos lecteurs de connaître à fond ce beau caractère d'écrivain, d'évêque et d'orateur. Nous sommes heureux de leur annoncer que le portrait achevé de l'illustre prélat vient d'être tracé de main de maître : il est dû à la plume si exercée et si connue de Mgr Ricard, l'auteur apprécié des histoires de nos grands Évêques des xvii^e et xix^e siècles, l'historien du cardinal Maury et des principaux chefs de l'école lamennaisienne. *Mgr Freppel* est digne de figurer à côté de ses frères aînés ; il est au niveau de l'*Abbé Combalot* qui passe, à juste titre, pour le meilleur ouvrage de Mgr Ricard.

Ce livre, qui contient plus de 250 pag., est rempli des détails les plus neufs et les plus intéressants ; l'auteur a un talent tout particulier pour raconter les moindres faits de manière à captiver l'attention et à émouvoir ; il dépeint son héros par les actes qu'il a l'air de lui surprendre presque à la dérobée et le lecteur trouve dans cette révélation ce qui lui plaît, ce qu'il tient à connaître, ce qui lui permet de mieux apprécier l'homme dont il veut avoir une vraie notion. Mgr Ricard excelle surtout à enchâsser dans son récit des mots, des phrases qu'il emprunte, même aux plus humbles auteurs, en leur donnant un relief, que ces auteurs eux-mêmes — j'en ai fait l'expérience — sont tout étonnés de trouver à leur modeste prose.

Appuyons notre jugement du témoignage plus autorisé d'un de nos confrères de la presse catholique : « La grande figure du vaillant Évêque d'Angers, écrit le Directeur de l'*Echo de Notre-Dame de La Garde*, devait tenter la plume de l'auteur si goûté de l'*Abbé Combalot*. C'est la même verve, la même façon piquante de mêler l'anecdote aux tableaux et aux discussions critiques. Nous avons là un tableau en pied et bien vivant du grand Évêque d'Angers avec une foule de faits inédits ou peu connus sur la carrière parlementaire de Mgr Freppel. Aussi, à peine annoncé, ce livre

compte déjà deux éditions et il ne s'arrêtera pas en si bon chemin. Nous en avons pour garants la grandeur du héros et le talent du biographe. »

Le livre, orné d'un magnifique portrait de Mgr Freppel, s'ouvre par la « Genèse d'un grand Evêque, » où l'auteur nous parle de notre chère Alsace, du joli village d'Obernai, de l'édifiant foyer des Freppel, de l'adolescence et de la jeunesse de Charles-Émile. Puis Mgr Ricard nous montre successivement « le professeur » à Strasbourg, aux Carmes, à Sainte-Genève ; le docteur et l'apologiste à la Sorbonne ; le consulteur du Concile à Rome ; l'Evêque, dans les diverses fonctions de son ministère ; le patriote, pendant la guerre et après l'annexion ; le député de Brest, à la tribune du Palais Bourbon. Le livre se clôt sur le récit émouvant des derniers jours et par un appendice contenant : les obsèques, la translation du cœur de Mgr Freppel et le service de quarantaine.

L'œuvre est complète, on le voit ; rien ne manque de ce qui peut donner une idée juste de cet Evêque qui a joué un si grand rôle à la fin de notre siècle et à qui la France et l'Eglise ont rendu le plus sincère hommage. Remercions Mgr Ricard de nous avoir fait connaître ce noble caractère, cette intelligence d'élite et ce grand cœur. Nous souhaitons que son livre passe sous les yeux du plus grand nombre. De tels hommes sont l'honneur de leur pays et la gloire de leur siècle. Puisse Dieu leur susciter de dignes successeurs pour la défense de ses droits méconnus et pour l'édification des âmes !

F. C.

A TRAVERS L'ÉVANGILE.— Homélies et discours, par le P. P. LALLEMAND, docteur ès lettres, professeur à l'École Massillon. (Paris, Victor Retaux, 82, rue Bonaparte, in-16, 1892).

Il y a quelques années, alors que l'auteur du livre que nous avons plaisir à présenter à nos lecteurs, faisait ses premières armes à Notre-Dame-des-Champs, il reçut du vénérable abbé Cognat cet excellent conseil : « Mon cher enfant, prêchez donc l'*Évangile* ; vous serez original, Dieu bénira votre parole. »

L'orateur est resté fidèle à cet avis paternel, et nous l'en félicitons de tout cœur. Aussi bien en parlant de Notre-Seigneur aux auditeurs parisiens qu'il a su grouper autour de sa chaire, il ne pouvait moins faire que de les intéresser, puisque de tous les sujets dont on a coutume de les entretenir, c'est encore celui-là qu'ils éprouvent le plus. Et puis quelle révélation pour eux, quand après tant de dissertations savantes sur le socialisme, sur l'économie politique, sur la démocratie, — dont nous sommes loin de nier l'opportunité, encore qu'elles ne conviennent pas à tous les auditoires, — ils entendent raconter simplement quelqu'une de ces scènes évangéliques, ou commenter l'une de ces paraboles, où le

génie de l'Homme-Dieu s'est incarné tout entier, en même temps que les infinies miséricordes de son cœur. Nous ne parlons pas ici de la grâce spéciale attachée à toute parole empruntée au livre divin, et plus féconde mille fois pour le bien des âmes que les plus habiles spéculations de nos plus profonds penseurs.

Au mérite malheureusement trop rare d'avoir su mettre à profit le récit des Évangélistes, le P. Lallemand jouit celui d'avoir parfaitement rempli le but tout spécial des prédications qui lui étaient confiées. Pour répondre au désir de l'intelligent curé de la paroisse de Saint-Paul-Saint-Louis, il devait, pendant le petit quart d'heure dont il disposait après une des messes du matin, entretenir son auditoire d'une pensée chrétienne; supprimer par conséquent les longueurs, retrancher les inutilités; condenser dans une seule vérité la totalité d'une attention qui se disperse trop facilement; donner l'impression de l'*au-delà* à des âmes absorbées par les affaires, soucieuses du temps présent, responsables, dans le mouvement industriel et commercial qui emporte ces quartiers de Paris, d'intérêts financiers très considérables, et qui pourtant ne doivent point perdre de vue la chose *unique* : le salut.

De là la nécessité de s'astreindre à une allocution brève, saisissante et pratique. Quand nous aurons ajouté que chacune de ces homélies est un petit chef-d'œuvre d'exposition doctrinale, auquel ne manque ni la largeur des aperçus, ni le charme d'un style élégant et coloré, nous aurons dit tout le bien que nous pensons de ce nouveau recueil, appelé au même succès que les précédentes publications de l'éminent oratorien.

L'abbé S. G.

Le Propriétaire-Gérant,

Gervais-BEDOT.

Nîmes. — Imprimerie Gervais-Bedot, place de la Cathédrale.

VIENT DE PARAÎTRE

CATÉCHISME CHANTÉ

par le P. B. COUDERC, S. J.

2^e ÉDITION, REVUE ET AUGMENTÉE

Enseigner le Catéchisme par le moyen du chant entremêlé d'explications, est une excellente méthode : l'expérience tentée au moyen de la première édition de cet ouvrage, rapidement enlevée, vient de le démontrer une fois de plus.

Dans cette seconde édition impatiemment attendue les catéchistes et les enfants trouveront des améliorations très considérables et pour le texte et pour les airs plus nombreux et tous notés par d'habiles maîtres.

Pour mettre ce petit catéchisme à la portée de tous, l'éditeur, malgré l'augmentation du texte et de la musique, n'a pas hésité à en diminuer le prix.

Avec texte, musique et accompagnement, papier ordinaire 0,50

Avec texte et musique sans accompagnement, papier ordinaire 0,20

Le MUSÉE des ENFANTS

SOMMAIRE du N^o de Mars.

LA VIE DES SAINTS : Saint Jean-Joseph de la Croix, Franciscain. — À un enfant malade (poésie). — MON GRAND VOYAGE A DIX ANS : II^e partie : En voyage (*suite*). — Un loup de mer. — Pape et Trou-pier. — Une vengeance chrétienne. — LA FRANCE PITTORESQUE : La perte du Rhône. — Fleur à Marie. — Une station météorologique aux États-Unis. — Histoire d'un âne. — Légende chinoise. — Boîte aux jeux d'esprit. — Résultats du 22^e Concours Littéraire. — 3^e Concours d'Histoire Sainte.

GRAVURES : SAINT JEAN-JOSEPH DE LA CROIX (2 gravures). — UN LOUP DE MER (1 gravure-chromo). — LA FRANCE PITTORESQUE (1 gravure). — UNE STATION MÉTÉOROLOGIQUE AUX ÉTATS-UNIS (1 gravure). — HISTOIRE D'UN ÂNE (7 gravures). — 3^e CONCOURS D'HISTOIRE SAINTE (1 gravure).

SOCIOLOGIE CATHOLIQUE

Sous ce titre vient de paraître à Montpellier une nouvelle *Revue* destinée à la défense des intérêts sociaux au point de vue chrétien.

Cette *Revue* sera avant tout une revue de vulgarisation. — Avec quelques articles de fond, elle publiera chaque fois une chronique du mois donnant un résumé de tous les faits sociaux, un compte-

rendu de tous les ouvrages et de tous les articles de revue traitant de questions sociales.

Nous ne pouvons qu'engager nos lecteurs à s'abonner à la **Sociologie Catholique**.

Les abonnements sont reçus à Montpellier, 40, rue des Trésoriers-de-la-Bourse (Prix : 6 fr. par an).

Voici le Sommaire du 1^{er} Numéro :

	PAGES
La Question sociale et la Sociologie catholique	4
La Notion et l'Organisation du Travail.	12
Les Assurances ouvrières	24
Les Faits économiques et le Mouvement social	34
Chronique sociale du mois.	34
A travers les Revues.	49
L'Association catholique, le Bulletin de la Société de législation comparée, la Croisade pour la défense sociale et religieuse, l'Economiste français, le Journal des économistes, la Réforme sociale, la Revue de la jeunesse catholique, Civita catholica, Economic Review.	
Bibliographie.	56
Le Secret de Fourmies. le Mouvement socialiste en Europe, la Question ouvrière et sociale, Regards historiques et littéraires, le Rôle social des Universités, Socialisme, Communisme et Collectivisme, Lettre au Pape Léon XIII, les Réformes des Caisses d'épargne françaises.	
Académie des Sciences morales et politiques	62

CARNET D'UN MOINE, par le R. P. Dom Gérard van Caloen, Bénédictin, 4 vol. in-42 de 206 pages. Prix : 1 fr.

Le cloître est un lieu d'où l'on voit bien parce qu'on voit de haut, l'œil n'y est pas obscurci par les fumées et les poussières qui nous enténébrent à ras de terre ; son silence éveille la pensée, et celle-ci emprunte aux habitudes monastiques une sincérité d'accent, une sobriété d'expression, une simplicité d'allure qui l'a fait pénétrer dans l'esprit. Voilà bien ce qui caractérise ces notes, jetées sur un carnet sans ambition de devenir l'excellent petit livre qu'elles sont. Le moine y touche à bien des choses. Il parle de liberté malgré son vœu d'obéissance, de noblesse quoiqu'il ait renoncé à ses titres, de richesse, lui pauvre volontaire, mais sa triple abdication le rend bon juge de ce qu'il a sacrifié. — Il parle des enfants, en homme qui s'est voué à leur éducation, labeur ingrat quand les parents l'ont mal commencé. Il parle surtout de ce qu'il aime : de l'Eglise, du Pape, de la Croix, du cloître, de saint Benoît son bienheureux Père, et son langage, tout à l'heure énergique et concis comme celui d'un *maximiste*, devient harmonieux et presque lyrique pour célébrer le grand patriarche des moines.

LA MAIN DE DIEU, par J. M. A. Missionnaire apostolique. 4 vol. 44 gravures. — Prix 0,90 c.

Lactance a fait un livre *De la mort des persécuteurs* qui n'a pas été sans influence sur les progrès du christianisme au IV^e siècle. *La main de Dieu*, c'est le livre de Lactance continué jusqu'à nos jours ; continué par la justice divine qui, plus souvent qu'on ne le croit,

L'ACTION DU CLERGÉ

D'APRÈS QUELQUES PUBLICATIONS RÉCENTES

Parmi tous les problèmes que les agitations et les discussions de notre époque ont mis à l'ordre du jour il n'en est pas de plus intéressant, de plus grave, de plus débattu que celui de l'action du clergé. Ce qui donne à cet ordre d'idées et de faits une actualité particulière, c'est la réaction qui se produit en ce moment en faveur du sentiment religieux; c'est ce « mouvement néo-chrétien » dont un écrivain de talent vient de raconter l'histoire et de marquer les caractères (1). D'un côté, les nouvelles générations ne se trouvent plus à l'aise dans la froide prison du positivisme athée, et cherchent une issue vers l'air pur, vers l'idéal. De l'autre, les sages qu'épouvante la marée montante du socialisme, les économistes de la *Revue des Deux-Mondes* sont forcés de reconnaître que « la première pierre de la réforme sociale, c'est le décalogue..... qu'en dehors de l'Evangile la guerre des classes est inévitable..... que l'Eglise et la Papauté sont seules capables de s'interposer efficacement entre les deux armées prêtes à en venir aux mains (2). »

(1) *Le mouvement néo-chrétien* par Félix Klein. *Correspondant* du 10 février 1892.

(2) *L'évolution du St-Siège et l'enseignement social de Léon XIII* par M. Aurèle Leroy-Beaulieu. *Revue des Deux-Mondes*, 15 déc. 1891. Ce premier article, aussi remarquable par le fond que par la forme, a été suivi de deux autres qui ne le sont pas moins. Quelques aperçus contestables n'empêchent pas l'ensemble du travail de M. Leroy-Beaulieu d'être une œuvre d'une inspiration élevée et courageuse, d'un souffle puissant, d'une doctrine juste et forte que le style achève de mettre en relief.

La question religieuse en général agitant de plus en plus les esprits, le problème spécial de l'action du sacerdoce, de son rôle dans la crise morale, sociale, politique que traverse la France s'impose de plus en plus à l'attention publique. Plusieurs publications récentes ont touché à ce sujet capital. Aux violentes objurgations de Drumont dans le *Testament d'un anti sémite* ont succédé les froides constatations de Taine dans sa puissante étude sur la *Reconstitution religieuse de la France*. Après avoir entendu, avec la brochure : *Le clergé Français en 1890*, une élégie trop amère, trop pessimiste peut-être, mais si éloquente, si suggestive !... voilà qu'un coup de clairon a retenti à nos oreilles : c'est un *Appel au Clergé*, auquel l'auteur crie : *Debout !* avec une ardeur que plusieurs ont trouvée excessive. Voici maintenant les lumineuses pages de M. l'abbé de Broglie sur le *Présent et l'Avenir du Catholicisme*, en réponse aux articles de Taine, puis l'ouvrage si intéressant et si reconfortant de M. l'abbé Méric sur le *Clergé et les Temps nouveaux*.

Entre temps, grâce à des travaux publiés par des écrivains de valeur, non moins qu'à la facilité et à la fréquence des communications entre les peuples, on a beaucoup parlé, en France, des pacifiques conquêtes accomplies par le clergé des Etats-Unis et des victoires plus difficiles remportées par les clergés d'Allemagne et de Belgique (1). Des comparaisons ne pouvaient manquer de s'établir. Voilà, se dit-on, ce qu'a fait le Corps ecclésiastique dans ces divers pays ; voilà la situation qu'il occupe, la popularité dont il jouit, l'action qu'il exerce. En sommes-

(1) Voir les études sur le catholicisme aux Etats-Unis publiées par le vicomte de Meaux dans le *Correspondant* des 10 avril et 25 août 1890, 10 janv., 25 fév., 10 déc. 1891. — Voir aussi les nombreux ouvrages et articles de l'abbé Kannengieser sur le catholicisme en Allemagne.

Il vient de paraître, en outre, une brochure de M. l'abbé Décorsant : *Louis Winthorst en Allemagne et le rôle du clergé en France* ; une autre brochure de Boyer d'Agen : *Le clergé de France devant la République*.

nous là, en France ? Le catholicisme et ses organes attitrés tiennent-ils dans l'esprit public et dans la vie sociale la place prépondérante que leur assigne la tradition nationale et que réclame impérieusement l'avenir du pays ? La France est une nation d'essence chrétienne et catholique. Son Eglise a toujours été la plus active et la plus féconde de toutes les Eglises. Ses évêques et ses prêtres n'ont pas cessé de commander le respect, parfois l'admiration, non seulement aux autres Eglises de la chrétienté, mais encore aux hommes les moins suspects comme Taine. Les ressources et les moyens moraux dont le clergé dispose l'élèvent au-dessus de toute autre puissance. Or, peut-on dire qu'il y ait proportion, d'une part, entre l'institution, qui est grande, forte, respectée, et de l'autre, les résultats qu'elle produit, le rang qu'elle occupe parmi les forces agissantes du pays ? Si la disproportion est évidente, quelles en sont les causes extérieures et intérieures ? Tel sera l'objet de cette étude que je divise naturellement en deux parties : 1° Action du clergé aux Etats-Unis, en Allemagne et en Belgique ; 2° Action du clergé en France.

Il y a quatre ans, me faisant le faible écho de voix plus puissantes et plus autorisées que la mienne, je livrai au public, sur la nécessité de séparer l'action religieuse de celle des partis politiques, quelques idées qui depuis ont fait du chemin. Le Souverain Pontife vient de donner à cette thèse de la lutte catholique sur le terrain constitutionnel la plus haute de toutes les consécérations. Or, ma brochure sur l'union et l'organisation des catholiques me valut le plus doux de tous les reproches. D'aucuns trouvèrent que j'étais bien jeune !.... Hélas ! depuis lors je ne cesse de me corriger de ce charmant défaut, et je n'ai même plus besoin de me réclamer du mot de saint Paul : *Nemo contemnat juventutem tuam*. S'il me faut néanmoins une excuse, je l'emprunterai au dernier ouvrage de M. l'abbé Méric, et je di-

rai avec lui que, sans avoir la prétention de donner des conseils ni d'indiquer les chemins où il convient de s'engager à l'heure présente, il n'est pas défendu au prêtre, si obscur que soit, d'ailleurs, son ministère, de jeter un coup d'œil sur le champ de bataille où des intérêts si graves sont en jeu, et d'exprimer ses idées sans faiblesse comme sans présomption.

1°. — *Action du clergé aux États-Unis, en Allemagne et en Belgique.*

I.—C'est le Souverain-Pontife lui-même qui nous invite à regarder du côté des États-Unis. La préoccupation de l'Amérique se montre d'une façon très frappante dans ses derniers actes. On n'a pas oublié les déclarations faites récemment au rédacteur en chef du *Petit Journal* et qui ont été une sorte de préface de l'Encyclique.

« Je viens de recevoir, a dit entre autres choses Léon XIII, le président du comité d'organisation de l'Exposition de Chicago, qui demandait au Saint-Siège son adhésion et sa participation à cette grande œuvre américaine. Les États-Unis, qui sont en république, malgré les inconvénients qui dérivent d'une liberté sans bornes, grandissent tous les jours, et l'Église catholique s'y est développée sans avoir de luttes à soutenir contre l'État. Ces deux puissances s'accordent très bien, comme elles doivent s'accorder partout, à la condition que l'une n'empiète pas sur les droits de l'autre ; la liberté est bien réellement là-bas le fondement des rapports entre le pouvoir civil et la conscience religieuse. L'Église réclame avant toute autre chose sa liberté ; ma voix autorisée doit être entendue pour que son but et son attitude ne soient pas dénaturés par des attaques

mal fondées. Ce qui lui convient aux États-Unis lui convient à plus forte raison dans la France républicaine. »

Le *Moniteur de Rome* vient de publier un article remarquable sur Mgr Ireland, archevêque de Saint-Paul-de-Minnesota, qu'il appelle une des gloires les plus pures et les plus rayonnantes du catholicisme. Ce journal, qui reflète certainement ici les sentiments du Vatican, fait un long exposé de la politique religieuse du Saint-Siège aux États-Unis. Depuis que, sur les instances du cardinal Gibbons, Léon XIII a refusé de condamner les Chevaliers du travail, il a donné plus d'un fois des marques éclatantes de son attachement à la cause des ouvriers des deux mondes, et de son approbation à la direction imprimée par le clergé des États-Unis au mouvement catholique.

Mgr Ireland, ajoute l'auteur de l'article, est un des admirateurs les plus dociles de l'œuvre de rapprochement, de pacification de Léon XIII; il appartient par toutes les fibres de son cœur et de son intelligence à l'école du pontife romain; toute sa vie a été consacrée à mettre une force populaire au service des projets de Léon XIII. « Étendre l'influence de l'Église, en profitant des conditions de notre époque; poursuivre la grande tradition catholique; adapter l'inépuisable vitalité du catholicisme aux besoins nouveaux; faire œuvre d'apôtre et d'évangéliste; placer la religion au-dessus des partis politiques; unir et non diviser; rapprocher et point séparer; inoculer à la jeune République américaine la sève chrétienne et lui communiquer l'influence du Saint-Siège et de l'Église, comme Léon XIII s'efforce de le faire en France : voilà l'idéal de cet homme d'action. » Jamais, dit le *Journal des Débats* (1) qui analyse l'article en question, jamais l'œuvre des évêques américains

(1) Numéro du 6 mars 1892.

n'avait été l'objet d'une manifestation aussi enthousiaste que celle du *Moniteur de Rome*.

Pour apprécier cette œuvre, pour se rendre compte de la situation puissante que le catholicisme a conquise dans la République américaine, il suffit de se reporter aux fêtes splendides célébrées à Baltimore au mois de novembre 1889. Il s'agissait de fêter le centenaire de l'établissement de la hiérarchie catholique aux États-Unis. Le cardinal Gibbons avait convoqué tous les évêques de l'Union. Le cardinal Taschereau, du Canada, quelques évêques des autres contrées américaines, un délégué du Saint-Siège s'associaient à la solennité. « Quand on considère, disait, en parlant des évêques, un journal protestant, le *Herald* (1), quand on considère ce que sont ces hommes et le poste qu'ils occupent; quels vaillants soldats de la croix ils ont été avant d'être élevés, promus au premier rang; quel trésor d'expérience et de science ils possèdent; quelle influence ils exercent sur une large portion de notre communauté, influence qui s'écoule par le moyen du clergé jusqu'au peuple; quels instruments moraux ils ont à leur service pour diriger les pensées et les actions des laïques, on doit sentir, comme je le ressentis en leur présence, qu'il y avait là une assemblée d'hommes avec lesquels les bons aussi bien que les mauvais doivent compter. »

(1) Cité par l'*Univers* semi-quotidien du 9 décembre 1889, qui ajoute : « Il faut savoir gré aux journaux américains de leur tenue correcte en cette circonstance. Leurs correspondants entrent dans tous les détails et n'ont pas une parole blessante pour les catholiques. Les rédacteurs donnent leurs appréciations sur un ton fort convenable. En signalant les progrès merveilleux du catholicisme, ils rendent pleine justice au patriotisme des catholiques et, loin de s'affliger, en leur qualité de protestants, ils se réjouissent, dans l'intérêt du pays, de voir le catholicisme progresser rapidement. « Avant cinquante ans, dit le *Herald*, la majorité de la population sera catholique. » Nous en acceptons l'augure.

Des centaines de prêtres et des milliers de fidèles s'étaient rendus de tous les points de l'horizon. Les protestants eux-mêmes prirent part à la manifestation. Ce jour-là l'Église militante des États-Unis paraissait vraiment triomphante. A la messe pontificale du centenaire, Mgr Ryan, archevêque de Philadelphie, célébra ce triomphe. Il fit le tableau de l'Église aux États-Unis telle qu'elle était il y a cent ans et telle qu'elle est aujourd'hui. Durant cette période, la société catholique a passé de cinquante mille à dix millions d'âmes, et pour suffire à cette croissance, elle a bâti plus de quatre-vingt mille églises, plus de sept mille presbytères, plus de trois mille écoles; dans ces écoles, elle élève de six cent mille à sept cent mille enfants. Elle entretient quatre-vingts évêques, huit mille prêtres, vingt-sept séminaires, six cent cinquante collèges, treize mille instituteurs ou institutrices. Certes, ajoutait l'éloquent orateur, les catholiques américains peuvent se réjouir et chanter le *Te Deum*.

A l'office du soir, Mgr Ireland envisagea l'avenir : « La tâche du xix^e siècle, dit-il, a été de planter l'Église romaine aux États-Unis. La tâche du xx^e sera de rendre catholique tout le peuple américain. En avant l'Église et les catholiques ! L'avenir est à nous ! » Dès le lendemain, à la parole du clergé répondait celle des laïques. Le premier Congrès catholique, pareil à ceux de l'ancien monde, se tenait dans le nouveau, et ses membres, au nombre de mille cinq cents, revendiquaient hautement tous les avantages découlant pour les catholiques de la liberté religieuse inscrite en tête de la loi fondamentale.

Le 13 novembre, on inaugura solennellement l'Université catholique de Washington. Le gouvernement s'associa à la fête. On vit le secrétaire d'État, M. Blaine, s'asseoir à la table des cardinaux, et, vers la fin du repas, la musique jouant l'air national : « *Salut au Chef !* »

annonçait l'arrivée du président Harrison et de ses ministres. Son prédécesseur, son antagoniste, protestant comme lui, M. Cleveland, avait accepté d'assister à la pose de la première pierre, tant il importe à tous les partis de ménager désormais une communion longtemps méprisée et proscrite, aujourd'hui puissante et universellement respectée.

Or, si les catholiques occupent aux États-Unis une place qui grandit sans cesse, si leur nombre s'est prodigieusement accru depuis un siècle, si leur force morale est plus grande encore que leur proportion numérique, à qui revient le mérite de cette transformation ? Au témoignage de l'archevêque de Philadelphie, après la grâce de Dieu, c'est surtout à l'action du clergé. Au sein de la démocratie américaine, les ministres des différents cultes jouissent d'une considération et d'une influence très considérables. Mais, parmi les divers clergés, celui de l'Église romaine est le plus laborieux, le mieux obéi, le plus aimé. Les vertus qu'il pratique, la discipline qu'il accepte, l'activité qu'il déploie, l'autorité qu'il exerce n'ont de pareilles dans aucune autre communion.

Au moment, raconte M. de Meaux, où se débattait la déclaration de l'infailibilité du Pape, durant les libres et familiers entretiens qui s'engageaient autour du concile, le cardinal-archevêque de Dublin alléguait un jour, en faveur de la déclaration, la foi populaire de son diocèse. A quoi un évêque américain répondait : « L'argument de son Eminence ne porte pas, car les Irlandais tiennent pour infailibles, non-seulement le Pape, mais tous les prêtres. » Sous cette plaisanterie il y a une vérité incontestable. Les Irlandais, qui forment la principale part de la population catholique aux États-Unis, ont pour leurs pasteurs un attachement et une confiance absolue.

Ceux-ci obtiennent, au point de vue de la pratique religieuse, des résultats merveilleux. Dans le spectacle que cette

église nouvelle présente au monde chrétien, ce qu'il convient d'admirer par dessus tout, ce n'est pas le nombre, c'est la qualité de ses fidèles, c'est l'intensité de la vie religieuse. Là, dans ce corps grandissant, pas de membres morts, pas d'indifférents, comme en Europe, pas de catholiques de naissance et de nom qui aient cessé de pratiquer et de croire ; ceux-là sont sortis de l'Église ; ceux qui demeurent dans son sein lui appartiennent en esprit et en vérité. Les hommes pratiquent comme les femmes ; le catholique qui n'observe pas sa religion est une exception.

A New-York l'archevêque évalue à six cent mille les fidèles qui assistent à la messe : c'est à peu de chose près tout ce qui est en état de l'entendre. A Chicago, le dimanche, à six heures, il y a une messe d'hommes dans une église située près de la gare. Ce sont surtout les employés du chemin de fer qui la fréquentent. Ces pauvres gens viennent en costume de travail, et s'en vont de là droit à leur besogne.

La foi si vivante du clergé et du peuple est une foi conquérante. Des conversions s'opèrent parmi les protestants. A Baltimore, sur cent baptêmes, il y en a vingt d'adultes. Un illustre converti, le P. Hecker, a même fondé une congrégation spéciale, les Paulistes, dont l'objet principal est de ramener les protestants au giron de l'Église.

A propos de congrégations, il faut remarquer que les religieux des différents Ordres sont [pour le clergé séculier de précieux auxiliaires. Auxiliaires d'autant plus utiles qu'ils remplissent le ministère paroissial. Leurs résidences sont attachées, non pas à des chapelles particulières, mais à des églises paroissiales. La paroisse est le seul centre de vie religieuse. Ainsi, dans le quartier le plus riche et le plus élégant de New-York, tout près de la « cinquième avenue » une

grande statue dorée de saint François Xavier surmontant la façade d'une église des Jésuites, signale aux regards une paroisse considérable qui leur est confiée. Il n'est guère d'ordre ou de congrégation établis en Europe qui ne soient importés aux États-Unis. On trouve çà et là des Bénédictins et des Trappistes, des Dominicains et des Franciscains ; partout des Jésuites ; dans quelques séminaires les Sulpiciens ; dans les paroisses allemandes, les Rédemptoristes. Au milieu de cette société bruyante et affairée, il y a quelques cloîtres où prient et se mortifient les Carmélites. Les Ursulines, les Visitandines, les Dames du Sacré-Cœur élèvent les jeunes filles ; les Petites-Sœurs des Pauvres soignent les vieillards ; les sœurs du Bon-Pasteur se dévouent aux pécheresses. Les Petites-Sœurs de l'Assomption, fondées par le P. Pernet pour soigner gratuitement les malades pauvres à domicile, viennent de s'établir à New-York. Les milices les plus nombreuses et les plus actives ont eu leur berceau et gardent leur maison-mère en France ; par exemple les Frères de la Doctrine Chrétienne et les Sœurs de Saint-Vincent de Paul.

Trois causes contribuent à maintenir et à développer l'influence du clergé : il est très populaire, très uni et très actif. Très populaire, d'abord. Il sort du peuple, c'est parmi les ouvriers qu'il se recrute presque entièrement. De plus, les pasteurs se mêlent constamment aux fidèles, vivent de leur vie, entrent dans leurs intérêts, partagent leurs douleurs et leurs joies, épousent leurs sentiments nationaux. Le clergé n'ayant ni patrimoine accumulé de siècle en siècle, ni dotation fournie par le trésor public, attend du peuple seul sa subsistance. Il est loin de s'en plaindre. Dernièrement, le vénérable archevêque de New-York écrivait à M. de Meaux :

« Nous dépendons pour notre pain quotidien, de semaine en semaine, de la charité des fidèles ; la provi-

« dence de Dieu et la générosité du peuple ne nous ont
« jamais fait défaut. Ce système a ses avantages sans
« doute, mais il est précaire. Son grand avantage, à mon
« sens, c'est qu'il unit étroitement ensemble le prêtre et
« le peuple ; c'est que, grâce à lui, tous prennent inté-
« rêt au progrès de la religion. Quand un homme fait des
« sacrifices pour sa religion, il s'y attache ; il est plus
« disposé à y conformer sa vie. A ce point de vue, notre
« système est incontestablement bon. De plus, il rend le
« clergé, jusqu'à un certain point, dépendant du peuple
« et dès lors, crée un nouveau lien entre l'un et l'autre.
« Il en résulte un bien spirituel pour les prêtres ; ils de-
« viennent plus circonspects et plus attentifs envers ceux
« de qui ils reçoivent leur subsistance. Et nous sommes
« absolument libres vis-à-vis du gouvernement ; rien
« ne nous empêche de donner nos soins sans partage à
« notre troupeau. »

Dans son mémoire sur l'affaire des *Chevaliers du Travail* (1), le cardinal Gibbons montre les classes ouvrières, d'un côté détachées de l'Eglise en Europe, et se précipitant aux abîmes, de l'autre liées avec elle en Amérique et pouvant être préservées des excès. Et il ajoute : « Que l'Eglise elle-même se garde donc de les repousser, quand elles poursuivent l'amélioration de leur sort ; qu'elle ne se laisse pas soupçonner d'indifférence pour leurs progrès, de méfiance pour leurs sentiments, de rigueur et de dureté pour leurs démarches. Perdre le cœur du peuple, ce serait un dommage que l'amitié du petit nombre des puissants et des riches ne compenserait pas. Perdre l'influence sur le peuple, ce serait perdre tout l'avenir. Aux yeux de la démocratie américaine tout entière sans distinction de croyances, le plus beau titre de

(1) Le mémoire a été traduit en français et a paru dans l'*Association catholique* des 15 mai et 15 juin 1887.

l'Église catholique au respect, sa plus forte garantie contre la persécution, le gage le plus sûr de son droit de cité aux États-Unis, c'est d'être réputée « l'amie du peuple. »

L'union qui est si forte entre les fidèles et les prêtres ne l'est pas moins entre les prêtres et les évêques, qui sont du reste vraiment l'élite du clergé par la vertu, le zèle et le talent. Le mode de leur élection favorise cet accord. Lorsqu'un évêque meurt, l'archevêque de la province, ou le plus ancien évêque, si c'est l'archevêque qu'il y a lieu de remplacer, réunit sous sa présidence, dans la ville épiscopale, les principaux ecclésiastiques du diocèse, savoir : les curés inamovibles (on en compte un sur dix), les conseillers diocésains, (ils sont au nombre de deux ou de quatre, désignés par l'évêque, moitié à son choix, moitié sur la proposition de ses prêtres). Ainsi représenté le clergé diocésain indique trois candidats pour le siège vacant. La liste est adressée aux évêques de la province qui la discutent, la présentent à Rome avec des notes précises sur chaque candidat, et le Saint-Siège nomme l'évêque.

La plupart des prélats ainsi créés sont, non-seulement obéis, mais aimés. Les habitudes démocratiques, la simplicité cordiale des mœurs américaines, le labeur pressant et varié qu'il leur est imposé les rapproche sans cesse de leur peuple et les mêle constamment à leur prêtres. Le cardinal Gibbons n'a pas d'autre demeure que celle des prêtres qui desservent la paroisse de la cathédrale et vit en commun avec eux.

Le concert des évêques entre eux se maintient à son tour grâce à la fréquence des conciles, soit provinciaux, soit nationaux.

L'union avec le St-Siège achève de former et de maintenir ce merveilleux faisceau où s'accumule, en quelque sorte, toute la vertu agissante et conquérante du catholi-

cisme. Ce qu'est la résultante de toutes ces énergies ordonnées vers un même but et subordonnées les unes aux autres, ayant leur point d'appui et la garantie de leur efficacité dans la grâce de Dieu et l'action harmonique des hommes, qui le pourrait dire ? La vie circule puissante et active à tous les degrés de la hiérarchie : le pape et les conciles dirigent les évêques ; les évêques agissent sur les prêtres ; les prêtres entraînent les laïques.

L'union ne nuit pas à l'indépendance. Écoutez encore Monseigneur Ireland : « Laissez sa place à l'action de chacun. Le laïque n'a point besoin d'attendre le prêtre, ni le prêtre d'attendre l'évêque, ni l'évêque d'attendre le pape pour suivre sa propre voie. Les timides se meuvent en troupes, et les braves marchent en files. Lorsque des efforts combinés sont requis, soyons toujours prêts, et, en tout temps, prompts à obéir aux ordres donnés ; mais en ces dispositions il y aura encore un vaste champ pour l'action individuelle, et un grand bien peut être accompli par elle. »

L'activité, l'esprit d'entreprise, les initiatives hardies, le zèle à créer sans cesse de nouveaux foyers de vie religieuse, l'ardeur pour toutes les œuvres de charité et de propagande, tel est le trait caractéristique de tous les membres du clergé. Il faut lire le détail de leurs occupations dans le beau travail de M. de Meaux. Ce sont des hommes d'action plutôt que des hommes d'étude et de prière. Mais ils n'en gardent pas moins une fidélité exemplaire aux devoirs et aux lois fondamentales de leur profession. En un mot, rien n'est plus consolant, rien n'est plus réconfortant que le spectacle offert par le clergé dans ce monde jeune et robuste où s'élaborent les destinées futures du catholicisme et de la civilisation ?

Cependant l'action du clergé américain n'est pas circonscrite dans l'enceinte du bercail fidèle et sur le terrain exclusivement religieux. Elle déborde de la vie privée

dans la vie publique ; elle devient sociale ; elle répand sur toute la population américaine ses influences moralisatrices et ses bienfaits de toute sorte. Le mal social par excellence aux Etats-Unis, c'est l'ivrognerie. Ce vice est énergiquement combattu par l'Eglise. Tandis que les sociétés protestantes se bornent à réclamer des lois contre ce fléau, le clergé catholique l'attaque à sa racine ; il recommande l'abstinence volontaire. L'apôtre de la tempérance, le célèbre père Mathews est venu d'Irlande en 1849 ; il a passé deux ans aux Etats-Unis. Depuis lors, *le pledge*, l'engagement prêché par lui, se propage ; des milliers de fidèles, et même, dit-on, des protestants promettent, au pied de l'autel, entre les mains des prêtres, de s'abstenir, soit pour un temps, soit pour toujours, de toute boisson fermentée.

Aujourd'hui le Pierre l'Hermite de la croisade contre l'alcoolisme, c'est Mgr Ireland. Cette croisade fut prêchée à Baltimore, le dimanche après le Centenaire, dans une vaste salle de spectacle remplie, du parterre au faite, d'un auditoire composé de catholiques et de protestants. Le cardinal Gibbons présidait le meeting ; il y venait, dit-il, non pas seulement en qualité d'homme d'Eglise, mais de citoyen, soucieux du bien moral et de la prospérité de sa ville natale, en ami des pauvres et des travailleurs. Un prêtre anglais et un journaliste protestant parlèrent tour à tour, mais l'orateur de la circonstance fut Mgr Ireland.

J'ai eu le plaisir et l'honneur de voir l'illustre prélat, il y a quatre ans, chez son condisciple et ami M. l'abbé Germain, curé de Saint-Baudile. Au physique, il a une physionomie fortement accusée, des traits grands et expressifs, de larges épaules, la taille élevée, une voix vibrante et souple, un ensemble qui respire la noblesse en même temps que la simplicité. Au moral, c'est un esprit très élevé, avec une pointe d'originalité et de subti-

lité, une âme ardente, un caractère énergique et entreprenant, une nature puissante, faite pour agir sur les foules et pour commander. Son discours fut applaudi d'un bout à l'autre. Il prit à part les débitants de boissons, dénonça leur commerce corrompateur et déclara qu'il les poursuivrait de ville en ville, qu'il souleverait l'opinion, jusqu'à ce qu'il aurait obtenu gain de cause.

Un trait montrera l'homme. Lors de son séjour à Nîmes, il y a quatre ans, au premier repas, l'aimable amphytrion offrit du vin à son hôte. — « Je n'en prends jamais, répondit-il. » — « Mais comment ? Est-ce une raison de santé ? » — « Non, mon cher ami, mais le jour où je suis devenu président des Sociétés de tempérance d'Amérique, j'ai résolu ne boire jamais plus ni vin, ni liqueur, ni boisson fermentée d'aucune sorte. — « C'est très beau, répliqua le curé, et je ne peux qu'admirer votre résolution. Vous tenez à donner l'exemple. Mais ici, vous êtes loin de l'Amérique, vous êtes fatigué du voyage. Ne pourriez-vous pas vous accorder le *modicum vini* dont parle saint Paul ? » — Qu'importe, observe le prélat, que je sois en Amérique ou ailleurs. Ce n'est pas seulement pour les autres, c'est pour moi que je m'impose cette privation. »

Enfin, les intérêts moraux de la Société américaine ne sont pas les seuls à solliciter l'intervention du clergé : il s'occupe aussi des intérêts matériels. Il fonde des sociétés de secours mutuels et des sociétés d'assurances sur la vie. Citons, entre autres le *Catholic Benevolent Legion* qui, fondé en 1881, compte maintenant plus de 20.000 membres, étend son réseau sur quatorze Etats, et, en huit ans, a distribué, à la suite d'environ 500 décès, plus de 1.200.000 dollars. Mgr Ireland a fondé autour de sa ville archiépiscopale une douzaine de villages. Il colonise à sa façon, il traite avec des Compagnies ; outre les terrains cédés gratuitement pour l'église, le presbytère et l'école, elles mettent à sa disposition des lots à vendre pour les-

quels il se charge de trouver acquéreur dans un assez court délai, et que les compagnies s'engagent de leur côté à céder, à un prix fixé d'avance, aux familles désignées par lui . . .

Telle est l'Eglise catholique aux Etats-Unis, tels sont ses progrès, ses forces, ses moyens d'action, sa fécondité. Il y a cependant une ombre à ce magnifique tableau. L'action du clergé a produit des fruits merveilleux dans le domaine religieux et moral, elle obtient même des résultats sur le terrain social. Mais au point de vue politique, la situation des catholiques est nulle. Dans ce pays où tout procède de l'élection, presque aucun d'entre-eux ne siège aux assemblées, n'exerce les grands emplois; aucun n'est jamais porté par exemple à la présidence de la République, et, ce qui les touche davantage, l'instruction religieuse [est bannie de l'école officielle. Ils ont donc des griefs à faire valoir. Ils les ont exprimés dans le Congrès catholique de Baltimore. Ce Congrès marquera peut être leur avènement à la vie publique.

II. — Pour trouver des modèles de l'action du clergé dans la vie publique et sociale, c'est à l'Eglise d'Allemagne qu'il faut les demander. Tout le monde connaît aujourd'hui l'histoire du *Kulturkampf*, de cette lutte et de ce triomphe des catholiques dont on a dit : C'est la plus grande bataille qu'ait gagnée l'Eglise depuis Lépante.

Je voudrais seulement mettre en relief les principaux traits de la part qui revient au clergé dans cette page si glorieuse de l'histoire du catholicisme au XIX^e siècle. Sans doute les catholiques allemands ont eu la bonne fortune d'avoir à leur tête un chef incomparable, Windthorst. Mais, sans armée, le général le plus merveilleux est impuissant en face de l'ennemi. Or c'est le clergé qui a levé, organisé, formé les troupes pacifiques que la *Petite Excellence* a conduites à la victoire.

La lutte fut longue, opiniâtre, douloureuse dans ses pé-

ripéties diverses, glorieuse dans ses résultats, Elle dure encore, car les catholiques n'ont pas encore reconquis toutes leurs positions d'autrefois. Ils avaient contre eux le nombre, la loi, le fanatisme protestant, la haine du vieux catholicisme, l'esprit public, la bureaucratie la plus savante et la plus perfide, par dessus tout le Chancelier de fer avec sa puissance et son génie. Dès le commencement, Windthorst, qui voyait de haut et de loin, dénonça le but poursuivi : « Il s'agit, s'écria-t-il, d'une guerre à mort contre le catholicisme. Le schisme de Dellinger a échoué ; on veut à présent créer une église nationale, détacher les catholiques allemands du St Siège et les soumettre au knout de la police. » —

Je ne puis entrer dans le détail des lois tyranniques votées par le Reichstag allemand et le Landtag prussien pendant les années 1872, 1873, 1874, 1875 : loi scolaire qui chassait le prêtre de l'école, lois relatives à l'éducation du clergé, à la discipline ecclésiastique, à l'intervention de l'Etat dans la nomination de tous les curés, lois interdisant l'exercice des fonctions ecclésiastiques, enfin lois confisquant les traitements du clergé et expulsant tous les ordres religieux, sauf les Sœurs d'hôpital. Devant cette législation odieuse, élaborée et imposée par la franc-maçonnerie, que fit le clergé ? Deux alternatives se posaient devant lui : se soumettre, et par suite se laisser absorber par le protestantisme, ou bien résister jusqu'au martyre.

Dans un élan admirable, il prit sans hésitation le second parti et opposa un *non possumus* invincible aux prétentions de l'Etat.. Les évêques publièrent deux lettres pastorales collectives où ils déclaraient, dès le commencement, *qu'ils ne le cédaient à personne sous le rapport de la fidélité au Roi et à l'Etat, mais que clergé et peuple n'obéiraient pas à des lois contraires à la liberté de l'Eglise catholique.*

Qu'arriva-t-il alors ? Les séminaires et les couvents furent fermés, les biens ecclésiastiques confisqués, les prêtres jetés en prison ou envoyés en exil, La célébration de la messe et l'administration des sacrements étaient un crime digne des châtimens les plus sévères. Nouvelle protestation de l'épiscopat dans laquelle il adjure le troupeau fidèle de ne pas faiblir devant l'orage, de rester inébranlable dans le devoir, *sans manquer jamais ni au respect dû à l'autorité dans les choses permises, ni à la charité chrétienne*. La persécution redouble : elle ne sert qu'à retremper la foi et à redoubler la vigueur des persécutés. A chaque élection, le nombre des députés catholiques augmente, et, en 1889, il se produisit en Allemagne ce phénomène étrange que la proportion des députés du Centre était supérieure à celle de la population catholique.

Pour la première fois de sa vie Bismarck se reconnaît vaincu ; les prisons s'ouvrent ; la plupart des exilés rentrent dans leurs diocèses ; les biens confisqués sont rendus ; les lois odieuses sont rapportées. Sans raconter tout au long les diverses étapes de la retraite sur Canossa, qu'il me suffise de dire qu'au mois d'octobre 1875, un des persécuteurs s'écriait : « Il ne faut pas être prophète pour affirmer avec certitude que l'heure de Sedan a sonné pour la hiérarchie catholique. Dans trente ans au plus tard, les paroisses catholiques seront sans pasteurs et les églises seront fermées ! ». Or, quinze ans après, le prince-évêque de Breslau et l'archevêque de Cologne entraient au conseil d'Etat et étaient admis à la table de l'empereur, le clergé catholique était plus puissant que jamais, pendant que le Chancelier de fer était précipité du pouvoir et exilé à Friedrichsruhe.

Mais il faut redire une fois de plus que, durant les sept ans de persécution, le clergé fut magnifique d'abnégation, de constance, d'activité. C'était un spectacle bien

touchant que ces évêques et ces prêtres dépouillés de tout, qui ne sortaient de prison que pour vivre dans la pauvreté au milieu de leurs ouailles, et qui étaient de nouveaux arrachés à leur ministère sacré pour revoir la prison ou reprendre le chemin de l'exil.

Témoins émus de tant de scènes qui rappelaient les plus beaux jours du christianisme primitif, les fidèles redoublaient d'amour pour ces pasteurs au front desquels brillait l'aurole du martyr. Quels récits et quels enseignements dans les familles catholiques ! « Notre saint évêque, disait la mère, les larmes aux yeux, est là-bas, au loin, sur la terre d'exil. Notre bon curé vient d'être arrêté par les gendarmes, au milieu de la nuit, et conduit dans cette affreuse prison où sont déjà enfermés tant de prêtres !... Prions, mes enfants, prions pour l'Église et pour ses ministres ! » Et les petites mains se joignaient pieusement, et les yeux se levaient vers le crucifix, et une prière ardente s'élevait vers le ciel. Pendant ce temps le père, silencieux, crispait ses mains calleuses, et dans, un sanglot qui étreignait sa gorge, il s'écriait : « Les misérables ! Que leur ont-ils fait, ces hommes de Dieu, pour qu'ils les persécutent de la sorte ? Pour venger les victimes et faire céder les bourreaux nous combattons jusqu'à la mort ! Ils peuvent être sûrs que notre résistance sera invincible, et que le dernier mot ne leur restera pas ! »

Et le dernier mot ne leur est pas resté. Le clergé est demeuré maître du champ de bataille. Pourquoi ? Parce qu'il a travaillé, agi, combattu, souffert. Là est précisément la grande cause de sa popularité, de cette influence merveilleuse qui, après avoir tenu en échec l'homme le plus puissant de ce siècle, se montre, à cette heure, seule capable d'opposer une digue à la marée montante du socialisme. Les protestants reconnaissent que si, aux dernières élections du Reichstag, le Centre est resté « une tour inébranlable » et a même

su gagner des sièges, ce succès splendide a été en grande partie l'œuvre du clergé. Les socialistes ont déclaré, à leur tour, que, s'ils avaient échoué dans la plupart des régions catholiques, l'influence des prêtres en était uniquement la cause. En Allemagne, il y a cinquante ecclésiastiques qui appartiennent aux divers parlements de l'empire. *Cinquante députés prêtres* dans un pays dont les deux tiers de la population sont protestants ! — Si tant de prêtres et tant de laïques catholiques peuvent triompher aux élections, c'est que le clergé déploie sur ce terrain une merveilleuse activité. Est-ce à dire que l'Église soit transformée en club, la chaire de vérité en tribune aux harangues ? Non : dans le lieu saint, le prêtre demeure exclusivement l'homme de la prière. Mais, dès qu'il a quitté l'autel, il revendique tous ses droits de citoyen.

Les trois moyens principaux dont se sert le clergé pour garder son influence sont : la diffusion de la bonne presse, l'organisation des associations religieuses ou cercles, le maniement des œuvres sociales.

Mgr de Ketteler disait un jour : « Si saint Paul revenait sur la terre, il se ferait journaliste, » et, à l'appui de cette parole, l'illustre évêque de Mayence est resté lui-même polémiste infatigable jusqu'à la fin de vie. Dès l'apparition du *Kulturkampf*, le clergé comprit que la résistance serait impossible sans le secours de la presse, et il se fit journaliste. La presse catholique a triplé en vingt ans dans ce pays ; elle est devenue la première presse cléricale du monde et un instrument d'une force incalculable. Les catholiques y disposent de quatre cent cinquante organes, et on évalue à plus d'un million le nombre actuel, non pas des lecteurs, mais des abonnés. On trouve des membres du clergé à la tête de tous les grands journaux. Des centaines d'entre eux y défendent, avec de vaillants laïques, la cause de l'Église.

Au congrès catholique d'Amberg en Bavière, tenu en 1884, un de ces *presskaplan* (vicaires journalistes) comme les appellent les allemands, l'abbé Hitze, voulant mettre aux mains du clergé, avec l'arme de la presse, une autre arme non moins puissante, celle de l'association, fit adopter la motion suivante dans le sens de l'encyclique *Humanum genus* parue récemment : « La 31^e assemblée générale des catholiques recommande la création des cercles ouvriers chrétiens comme le moyen le plus efficace pour combattre le courant des idées impies et corruptrices du temps... » — « Messieurs, s'écriait le vaillant apôtre, pour résister au socialisme révolutionnaire et à l'impiété démoralisatrice, organisons nos ouvriers ; faisons en une armée bien disciplinée, bien équipée ; armons-nous avant que l'ennemi ne soit dans nos murs. Léon XIII a parlé : ses conseils sont des ordres pour nous. A l'œuvre ! »

Et, en effet, le clergé se mit à l'œuvre avec cette ardeur qu'il sait déployer quand les intérêts religieux sont en cause. Il fonda des associations ou cercles d'hommes partout. Au congrès de Bochum, en 1889, l'abbé Hitze constata que leur nombre était de 168, sans compter les cercles des jeunes gens. Toutes ces associations d'hommes comptent une quantité considérable de membres. Ainsi celle de Breslau et celle de Cologne en comptent trois mille chacune.

Dernièrement le curé d'une paroisse française voisine de Mulhouse me parlait des deux associations qui fonctionnent dans cette dernière ville, l'une pour les jeunes gens, l'autre pour les hommes, celle-là établie dans la paroisse St-Etienne par son éminent curé, M. l'abbé Winterer, député ; celle-ci fondée récemment par M. l'abbé Cetty, curé de la paroisse St-Joseph. Chacune d'entre elles compte un millier d'adhérents environ. Grâce à la générosité d'insignes bienrfaiteurs, le *Cercle-congrégation* des jeunes gens a pu se bâtir un local qui a coûté plus de cent mille

francs, et dont la grande salle peut contenir près de douze cents personnes. L'association est partagée en six sections, ayant chacune un comité de direction.

La direction suprême est confiée à un comité général qui se compose des membres éminents du cercle et de quelques personnages influents de la ville. Mais le maître ressort de l'organisation, c'est le directeur ecclésiastique, qui est un vicaire de la paroisse. Au reste, toutes ces œuvres d'hommes, remarque l'abbé Kennengieser, n'existent et ne prospèrent que parce qu'elle sont greffées sur la paroisse, parce que le clergé en est l'âme et la cheville ouvrière.

Le dimanche, à huit heures, les membres de la congrégation se réunissent à l'église paroissiale pour assister à la messe. On leur fait une petite instruction de dix minutes. Dans la journée ils se réunissent dans le local du cercle. Des jeux y sont établis ; la section de travail y vend de la bière, et la section de musique y exécute des morceaux. Les parents des jeunes gens sont admis dans le jardin les jours de fête. Jusqu'à ces derniers temps, plus de 4,000 jeunes gens ont appartenu au cercle de Mulhouse.

L'association des hommes de la même ville est partagée en vingt sections ayant chacune un conseiller à sa tête. Ces conseillers, choisis dans les divers quartiers de la paroisse, ont sous leurs ordres des sous-conseillers. Lorsqu'il y a un ordre à transmettre ou une réunion à convoquer, une ou deux heures suffisent pour que tout le monde soit prévenu. C'est grâce à cette organisation des hommes et des jeunes gens que la liste catholique a triomphé aux dernières élections municipales, et que, pour la première fois depuis la Réforme, il y a une majorité catholique au conseil municipal de Mulhouse.

Mais le grand moyen d'action du clergé catholique en Allemagne, ce sont ses œuvres économiques et sociales.

Quand le prêtre se présente au peuple pour l'enrôler sous les étendards de l'Église, il est sûr d'être écouté, car il peut lui dire : « Je suis ton ami et ton bienfaiteur. Toi, paysan, je t'ai arraché aux griffes de l'usurier ; toi, artisan, j'ai veillé sur ton adolescence, ta jeunesse a été l'objet de ma plus tendre sollicitude, je suis avec toi à tous les moments de ta vie. Et toi, ouvrier industriel, regarde les nombreuses institutions que j'ai créées pour toi ! Pour laquelle de ces œuvres me repousseras-tu ? » Et le peuple allemand ne repousse pas ses prêtres ; il les aime, il les honore, il les charge d'aller représenter à Berlin ses droits et ses intérêts.

« Il faut aller en Allemagne, disait un écrivain du *Journal des Débats* le 30 octobre 1891, il faut aller en Allemagne pour voir s'exercer en toute liberté et plénitude ce que nous appelons l'*influence cléricale*. Le prêtre y est intimement mêlé à la vie politique et sociale. Il ne débute pas par l'isolement et la claustration du séminaire. Il a étudié au gymnase, il a suivi les cours d'Université. Un chapeau à haute forme, une redingote longue lui composent, dans certaines provinces, un costume mixte entre la religion et le siècle. Dans sa paroisse, dans sa commune, il organise des cercles d'ouvriers, et là, sans l'intermédiaire de bourgeois laïques, il aborde directement devant eux les questions sociales : à la campagne, il groupe les paysans en Associations, *Beauernvereine*, s'occupe de leurs intérêts temporels, les protège contre les usuriers, dirige leurs procès, et consacre ainsi l'alliance de l'Église et du quatrième Etat. Le paysan, l'ouvrier catholique voient dans le prêtre démocrate leur meilleur ami, leur soutien naturel : le politicien leur est suspect. Ne serait-ce pas l'ambition, l'intérêt qui le pousse ? L'autorité du prêtre, presque toujours intolérable à l'homme qui vit uniquement pour les idées, leur est légère et bienfaisante, et ils lui prouvent leur con-

fiance, leur respect, leur attachement en l'envoyant siéger au Reichstag ou au Landtag. »

On le voit, ce n'est pas sans raison que les catholiques allemands, les prêtres en particulier, passent pour les champions les plus intrépides et les plus énergiques de l'Église et de la liberté. Le pape Léon XIII les a cités comme des modèles. Les catholiques de tous les pays peuvent puiser dans leur exemple des leçons de courage et se repéter le mot bien connu : *Si isti, cur non ego ?*

III. — Mais on me dira, peut être, que, si les clergés d'Amérique et d'Allemagne ont une telle puissance, si les catholiques sont si fervents et si vaillants dans ces pays, ils le doivent à leur situation de minorité. Un groupe restreint, un noyau fervent une fois solidement constitué possède une force morale beaucoup plus grande que sa proportion numérique. Le contact avec les dissidents beaucoup plus nombreux, la nécessité de vivre en face de l'ennemi, et de lutter pour vivre, donne à la foi une trempe plus forte. Il y a du vrai dans cette observation qui n'ôte rien, du reste, au mérite des vaillants chrétiens d'Amérique et d'Allemagne.

Mais voici maintenant un pays auquel elle ne s'applique pas, et qui, cependant, nous offre, à son tour, les plus nobles exemples : c'est la Belgique. Il faudrait un volume pour raconter l'histoire de l'action catholique en ce petit pays depuis 1830, et mettre en lumière la part et la place du clergé. Contentons-nous d'un épisode, le plus glorieux de tous (1). Nous sommes au mois de juin 1879. Les *libéraux*, arrivés au pouvoir, grâce à la division momentanée des catholiques, viennent de promulguer la loi de laïcisation scolaire, *la loi de malheur* ! Les

(1) Voir dans le *Correspondant* du 25 juin 1891 un remarquable article de M. Henry Boissard.

évêques publient coup sur coup deux mandements collectifs où ils condamnent le nouveau régime scolaire comme un attentat à la foi, à la piété et aux droits religieux du peuple belge. Il est interdit aux chefs de famille d'envoyer leurs enfants dans une école publique conforme à la nouvelle loi, s'il existe dans la localité ou dans le voisinage une école catholique, ou s'il leur est possible de pourvoir de quelque autre manière à l'éducation de leurs enfants... Il est *interdit* de concourir à l'exécution de la loi et d'accepter aucune fonction dans les écoles qu'elle a créées... En dehors de certains cas, *l'absolution sacramentelle devra être refusée à ceux qui n'observeront pas ces prescriptions*... Dans un avenir très prochain chaque paroisse devra avoir une école catholique parfaitement organisée, etc. » Le 14 septembre, une lettre du cardinal Deschamps, organisateur infatigable de cette héroïque résistance, résume toutes les mesures pratiques nécessaires pour assurer aux catholiques, comme on le leur avait promis, l'enseignement catholique dans chaque commune.

Le succès de la campagne menée par le clergé dépassa toute espérance. En peu de temps chaque localité eut son école, et les classes laïques furent désertées. Sous l'impression du souffle généreux qu'avait soulevé la lutte contre la loi maudite, toutes les autres œuvres s'animèrent d'une ardeur nouvelle. En dehors l'organisation générale des forces catholiques groupées sous l'étendard d'une immense *Association*, des cercles se fondèrent partout sous la direction du clergé. Les catholiques de l'endroit s'y réunissent; ceux des provinces voisines, ou même les étrangers de passage sont assurés de trouver là des amis et tous les renseignements qui peuvent leur être utiles. Ils peuvent y prendre leurs repas; dans quelques-uns même on tient quelques chambres à la disposition des prêtres en voyage. Les cercles n'ont rien de com-

mun avec l'*Association* qui a un but purement électoral, ni avec les cercles d'ouvriers organisés comme les nôtres. Des conférences populaires sont établies partout, des journaux sont fondés, les bibliothèques populaires et les sociétés de patronage se multiplient. Tant d'efforts ne pouvaient qu'être récompensés.

Aux élections suivantes, revanche éclatante des catholiques, qui s'empressèrent d'abroger la loi de malheur, et, depuis lors, le pouvoir est toujours resté entre leurs mains. Le parti catholique est demeuré uni dans la victoire comme il l'avait été dans la lutte; à chaque élection nouvelle sa situation s'est consolidée; il garde intacte la position qu'il a conquise à force de vigueur, d'activité, de persévérance et de sacrifices. Son mot d'ordre est toujours celui qu'il reçut de Montalembert dans un des Congrès de Malines: « *Aide toi, le ciel t'aidera*, c'est la vraie devise de la foi chrétienne, des gens de cœur qui croient au ciel et qui savent que, pour y avoir une place, il faut l'avoir gagnée. »

Au même Congrès, le grand orateur catholique prononça aussi ces éloquents paroles qu'il est bon de rappeler dans les circonstances présentes: « A mon sens, les catholiques sont partout, excepté en Belgique, inférieurs à leurs adversaires dans la vie publique, parce qu'ils n'ont pas encore pris leur parti de la grande révolution qui a enfanté la Société nouvelle, la vie moderne des peuples. Ils éprouvent un insurmontable mélange d'embarras et de timidité en face de la société moderne. Elle leur fait peur; ils n'ont pas encore appris ni à la connaître, ni à l'aimer, ni à la pratiquer... Quant à moi, plein de déférence et d'amour pour le passé en ce qu'il avait de bon, je ne méconnaissais pas le présent, et je cherche à étudier l'avenir. Je regarde devant moi et je ne vois partout que la démocratie. Je vois ce déluge monter, monter toujours, tout atteindre et tout recouvrir. Je m'en effraierais volontiers

comme homme, je ne m'en effraie pas comme chrétien ; car, en même temps que le déluge, je vois l'arche. Sur cet immense océan de la démocratie, avec ses abîmes, ses tourbillons, ses écueils, ses calmes plats et ses ouragans, l'Eglise seule peut s'aventurer sans défiance et sans peur.»

(*A suivre*)

E. SARRAN.

LES RÉFUGIÉS FRANÇAIS

EN ALLEMAGNE

(suite)

Frédéric-Guillaume fit distribuer aussi des subsides à tous les établissements de bienfaisance qui surgirent, comme par enchantement dans la colonie. Il institua pour les femmes d'une haute position, soit à titre d'institutrice d'enfants princiers ou comme dames de cour, des positions honorables ou des pensions. Le ministre Grunkow s'émut un jour de ses libéralités et des charges qu'elles créaient pour le Trésor : « Eh bien ! dit le prince, qu'on vende mon argenterie, car je ne puis laisser ces gens-là sans les secourir. »

Du vivant de Frédéric-Guillaume, les réfugiés avaient déjà trouvé l'occasion de montrer leur courage militaire, leur amour et leur attachement pour leur nouvelle patrie. L'empereur demandait des secours à l'Électeur contre les Turcs. On lui donna simplement le conseil d'enrégimenter les réfugiés français et de les employer à cette guerre, mais le prince repoussa cette proposition que beaucoup d'autres auraient adoptée comme un moyen de se débarrasser d'une troupe d'hommes dont les besoins étaient nombreux et les demandes difficiles à satisfaire. La réponse fut qu'il ne voulait pas qu'on pût dire de lui qu'il avait arraché les réfugiés à leur patrie, pour les exposer à la mort dans une guerre contre les infidèles. Il se contenta de permettre aux militaires de prendre part à cette guerre comme volontaires. La plupart surent faire usage de cette permission.

Malheureusement, Frédéric-Guillaume ne jouit pas longtemps du fruit de ses labeurs. Ce fruit fut recueilli par ses descendants. Il mourut trois ans après l'arrivée des réfugiés, le 29 avril 1688, non sans les avoir recommandés à ses successeurs. Leurs bénédictions et leurs larmes l'accompagnèrent au tombeau.

Son successeur Frédéric I^{er} continua son œuvre. Il régla par différents décrets en 1690, 1699, 1702 et 1705 leur cour judiciaire d'après le droit français. Il rendit la justice des colonies indépendantes des tribunaux allemands et plaça tous les réfugiés et leurs descendants, aussi bien que les étrangers, qui arrivaient plus tard sous la juridiction française.

Par l'édit de 1689, l'Église française conserva sous son gouvernement, la forme qu'elle a maintenue jusqu'à aujourd'hui. Cette Église est une copie de l'Église réformée de France. Le droit d'administrer les aumônes, la manière de rendre les comptes était réglé par l'édit de 1698.

Frédéric I^{er}, au moyen des réfugiés français, fut le véritable créateur de l'industrie, dans cette partie de l'Allemagne. Pour en assurer la prospérité, il sut habilement la protéger contre la concurrence étrangère. En bon protectionniste, il avait établi un droit d'importation de 10 0/0 sur les marchandises étrangères. Il éleva ce droit en 1692 et afin de mettre les pauvres et petits ouvriers à l'abri de l'usure des juifs, il fonda à Berlin et à Halle, une maison *d'adresse* ou de prêts sur gages, qui avait un but plus étendu que les monts de piété d'aujourd'hui.

Ce souverain créa pour les réfugiés un collège français à Berlin dans la Stralauerstrasse. Plus tard, en 1705, lorsque l'édifice ne suffit plus à sa destination, il fut transporté à Werder, autre quartier de Berlin, dans l'ancienne maison du général de Wangenheim, dans la

Niederlagstrasse. On citait à cette époque, entre 1690 et 1705 comme principaux professeurs de ce collège, MM. David Ancillon, historien (de Metz), directeur; Jean Sperlette, MM. les mathématiciens Naudé et Audouy, Etienne Chauvin (de Nîmes), François et Jacques de Gaultier, Jean Guy, David Monnot. Le Conseil académique était formé par MM. de Gaultier et de Beausobre, pasteurs, du conseiller d'ambassade du Han de Jandun, de MM. d'Ingenheim, Charles Ancillon, haut juge et des conseillers de justice Goffin et Drouet. Aujourd'hui ce collège a été rebâti sur les bords de la Sprée, non loin du nouveau palais du Parlement, qui n'est pas encore achevé. Le 2 décembre 1890, l'empereur d'Allemagne a assisté à la fête du bicentenaire de cette fondation, présidée par M. Béringuier, dont la famille est originaire des Cévennes.

C'est du règne de Frédéric 1^{er} que datent la plupart des établissements religieux des réfugiés en Allemagne : l'Eglise française, appelée communément le dôme français, fut construite en 1688 ; le cimetière français de Dorotheenstadt, où l'on remarque le tombeau du ministre d'État, Frédéric Ancillon, celui de Devrients, de Louis Ravené, etc. La maison des orphelins, fondée en 1720 dans la Charlottenstrasse, 55, sous le roi Frédéric Guillaume I^{er}, par Jacques Gailhac, Grandidier, Lejeune, Ribe, Pérard, Buyrette, de la Grivelière, Maillette de Buy, d'Alençon, Jordan, Lecoq, Causse, Forneret. Le baron Dankelman donna l'emplacement et le roi fit don des matériaux de construction. En 1737, M. d'Horguelin, banquier, fit don à cet établissement de 600 thalers. En 1783, Mme veuve Achard, née d'Horguelin (originaire de Châlons-sur-Marne), dont le père avait été banquier à Halle, Leipsick, et Berlin, fonda une maison qui reçut le nom de : Ecole de charité. Cette maison s'élève au coin des rues Française et du Margrave. Elle a été rebâtie

tout dernièrement et a fort belle apparence, grâce aux nombreux dons qui ont été faits pour cette œuvre. Parmi ces dons il faut signaler celui du médecin Samuel Duclos, qui laissa en 1749, à cet établissement le secret de sa poudre fébrifuge, dont la vente procura d'abondantes recettes à ces deux établissements. Le legs le plus considérable fut en 1761 celui de 17,801 thalers de la veuve du Bois et celui de 1784 du nommé Barthélemy.

En 1825, le premier de ces établissements avait élevé mille cinquante-sept orphelins; en 1884, il fut réuni à l'École de charité.

Le 16 juillet 1708, s'ouvrit aussi à Berlin la maison d'Orange, au n° 26 de la rue Dorothée. Cet établissement était destiné à servir de refuge aux cinq ou six cents Orangeois protestants, qui crurent devoir s'expatrier en 1702, lors de la réunion de la ville et de la principauté d'Orange à la France. On recueillit pour eux 180,000 thalers. Les premiers directeurs de cet établissement furent MM. de Lubières, d'Alençon, de Baufain, les avocats de Weert et Serres, le pasteur Petit.

En 1698, fut fondé l'hôpital français ou maison du refuge, 61 Frédérickstrasse, par MM. Jacques Bariac, le marquis de Rochegude et Frédéric de Lorient de la Grive-lière.

L'Hôpital des enfants ou Petit hôpital avait été créé en 1687. Il fut plus tard relié à l'hôpital de la Frédérickstrasse. On y admettait les enfants illégitimes, tandis qu'ils n'étaient pas reçus à la maison de charité et à celle des orphelins. Aujourd'hui l'hôpital français est une belle construction qui s'élève au milieu d'un vaste enclos, au 129 de la Frédérickstrasse.

Au collège français se rattachait le séminaire français de théologie, fondé en juillet 1770, sous la direction de M. Erman.

La pépinière ou établissement d'éducation pour les chantes fut créé en 1778 à côté de l'école de charité.

Enfin, en 1686, Jacob de Gaultier fonda la « Marmite » sorte de fourneau économique ayant pour but de procurer aux malades pauvres un bouillon fortifiant. A cette occasion la mère du roi, Sophie Dorothée, donna une riche souscription, ainsi que la femme du grand électeur, qui était une princesse de la maison d'Orange.

V

Sous le règne de Frédérick I^{er}, les réfugiés français combattirent malheureusement à plusieurs reprises contre leur ancienne patrie. C'est ainsi qu'ils firent tomber le préjugé que dans une guerre contre la France, ils ne prendraient les armes qu'à contre-cœur et avec mollesse. Dans la guerre de 1689 ou de la Ligue d'Augsbourg, l'armée que le prince forma en Westphalie était surtout composée de réfugiés. C'étaient les grands mousquetaires, les grenadiers à cheval, le régiment de Varennes, deux régiments commandés par Briquemault et plusieurs compagnies de cadets. Ces troupes étaient réputées chez les Allemands, par leur *furia* toute française et leur vaillance. Elles se distinguèrent au combat de Neuss, au siège et à la prise de Bonn ; mais elles furent battues dans les Flandres par les troupes de Louis XIV commandées par Luxembourg. De là, Frédéric I^{er} les envoya en Italie (1691) pour porter secours au duc de Savoie ; elles firent leur devoir, mais sans succès, après avoir été battues par Catinat à Orbassan. Leur chef était alors le général Cornuaud.

En 1697, après la paix de Ryswick, les réfugiés échouèrent dans une tentative qui avait pour but de rentrer dans leur pays, sans conditions.

Pendant la guerre de 1700 (guerre de la succession d'Espagne) qui eut lieu à la mort de Charles II d'Espa-

gne, nous voyons encore des régiments de réfugiés, conduits par Eugène de Savoie, Malborough et Dessau figurer à Hochstedt en 1704, à Cassano en 1705, à Turin en 1706, à Oudenarde en 1708 et à Malplaquet en 1709.

Comme on le voit les quinze mille soldats protestants français qui avaient émigré, trouvèrent facilement à mettre à profit leur activité guerrière. Avant la révocation de l'Édit de Nantes on faisait déjà grand cas en Brandebourg des vertus militaires des Français. Plusieurs de nos compatriotes, parmi lesquels Henri de Montgommery, de Chauvet, de Bellegarde, les capitaines Dollé, Daniel l'argentier, seigneur de Chesnoy, le major général de Hallard, Pierre de la Caue, les généraux de Briquemont et du Hamel (ce dernier catholique) avaient pris du service en Allemagne.

En France nous avons eu aussi quelquefois des généraux d'origine étrangère commander des troupes françaises. Les maréchaux de Berwick, de Saxe, le général Lückner, Poniatowski en sont les exemples frappants. Parmi les officiers réfugiés français, signalons : MM. de la Motte-Fouquet, de Beaufort, de Bauchardis, de la Meintaye, de la Salle, du Perrier, de Portal, de Montfort, de Saint-Blancard, de Saint-Maurice, de la Faye, de Souville, de Bragard, de Pelet, seigneur de Rocoules, de Montbran, de Saint-Bonnet, de l'Homme de Courbière, de Saint-Julien et un certain Froment, originaire d'Uzès, qui se signala dans maints combats, entre autres à Neutchtel, et reçut comme récompense un souvenir du roi de Prusse.

Les nobles pouvaient seuls servir dans les grands mousquetaires. Les compagnies de ce corps se composaient de soixante hommes. Un lieutenant avait 10 thalers par mois et de plus il y avait une indemnité de 4 thalers par trois hommes pour l'entretien des armes. Leur uniforme était

de drap écarlate, richement brodé d'or. L'inventeur de ce costume était un nommé Quentin, maître tailleur réfugié, natif de Montpellier. Aux deux compagnies de ce corps on en ajouta cinq autres à cheval, puis quatre de cadets. On jetait ainsi la base des futures maisons de cadets, réparties comme les écoles militaires dans plusieurs villes d'Allemagne.

Ainsi qu'on peut le voir par ces lignes les réfugiés protestants étaient devenus de véritables allemands. Aujourd'hui, je me suis convaincu par moi-même qu'ils étaient tout aussi patriotes que les plus exagérés patriotes de Germanie. Malgré cela ils ont parfaitement conservé leur langage et presque les coutumes françaises. Aucun d'eux ne demande à devenir français, bien que M. le sénateur de Pressensé, ait fait insérer dans la nouvelle loi de naturalisation un article, exemptant de tous droits et de toutes formalités les descendants de réfugiés français voulant retourner à la mère-patrie. C'est que ces derniers ont hérité des sentiments de haine de leurs pères pour le pays, d'où ils avaient dû fuir. En voici un exemple : Après la reddition de Metz, un homme d'État allemand, ayant sans doute du sang de réfugié dans les veines, interrogé sur le but que poursuivait la Prusse, répondit à un français : « Nous faisons la guerre à Louis XIV. » Il se croyait encore au xvii^e siècle, comme à Nîmes, quelques-uns de nos huguenots se croient encore au xvi^e siècle.

Deux descendants de réfugiés sont devenus ministres de la guerre, ce sont : les généraux Bronsart de Schellendorf et de Verdy du Vernois, qui commandent aujourd'hui chacun un corps d'armée.

Ce n'est pas seulement dans l'armée que les réfugiés français ont brillé. Lorsqu'on passe en revue les professions libérales, on les rencontre un peu partout.

Parmi les médecins, on cite Isaac Roussel, qui fut le

premier médecin de l'Hôpital français, Pierre Carita (de Metz), Paul Batigue (de Montpellier), Barthelémy Pascal (de Viviers), Daniel de Superville, créateur de l'Académie de Bareith. Les médecins français faisaient, à cette époque, à l'exemple de ceux de Paris, leurs visites à cheval. Un nommé François Charpentier arriva au grade de chirurgien général des armées. Jacques de Gaultier, de Montpellier, devint médecin de la Cour. Comme le nombre des médecins était considérable et que beaucoup d'incapacités exerçaient cet art au préjudice du peuple, on voulut remédier à cet inconvénient. Il fut décidé, par un décret de 1724, que le nombre des chirurgiens français à Berlin serait fixé à huit.

Les pharmaciens étaient aussi très nombreux. En 1723, leur nombre fut fixé à quatre pour Berlin. Drague, l'un d'eux, s'acquit une réputation extraordinaire par ses heureuses cures. Avant l'arrivée des réfugiés, les pharmacies brandebourgeois étaient fort mal achalandées. La première pharmacie créée en Allemagne fut celle de Halle, fondée en 1493. A Berlin, la première fut celle de Tonnenberg. La femme de l'électeur Joachim-Frédéric institua, en 1593, la pharmacie du Palais qui délivrait gratuitement des remèdes aux pauvres.

Plusieurs réfugiés furent investis de la fonction d'historiographes, entr'autres M. de Rocoules — originaire de Béziers — sous Frédéric I^{er} ; Antoine Teissier, de Nîmes, fils d'un receveur général du Languedoc qui traduisit en français les mémoires de Rocoules, sur la vie de Frédéric-Guillaume devint conseiller d'ambassade, Charles Ancillon, dont un descendant Frédéric Ancillon, fut directeur de police et ministre d'Etat, tandis qu'un autre éleva Frédéric Guillaume IV, et son frère qui devint l'empereur Guillaume I^{er} d'Allemagne. Étienne Jordan, l'ami du Grand Frédéric ; de Vignolles, créateur de la Chronologie biblique ; Isaac de Larrey, auteur des

Anuales de la Grande-Bretagne ; le jurisconsulte Savigny, dont l'aïeul organisa la landwehr et la landsturm ; des Jarriges, Dorville et Lombard qui devinrent grands chevaliers ; de nos jours, il faut citer Reyer et Muret, qui ont fait paraître des ouvrages écrits en allemand, sur l'histoire des réfugiés français, auxquels j'ai emprunté quelques-uns des renseignements qui font l'objet de cette étude.

Quelques pasteurs, d'origine française, devinrent célèbres ; ce furent Samuel Formey qui a laissé quinze cents sermons et six cents volumes, et qui fut un adversaire acharné de J.-J. Rousseau et de Diderot ; J. Pierre Erman, à Francfort-sur-l'Oder, le pasteur Bancelin, qui fut nommé inspecteur des étudiants. Disons en passant, qu'en 1698, Frédéric I^{er} érigea dans cette ville une chaire de langue française qui fut donnée à Jean Causse, originaire de Nîmes. A la fin du siècle dernier, un réfugié catholique de la Révolution, Adalbert Chamisso publia un volume de poésies et le singulier ouvrage intitulé : *Pierre Schelemith ou l'homme qui vend son ombre*.

C'est de l'arrivée des réfugiés que date l'architecture en Brandebourg. A cette époque, il n'existait à Berlin qu'un palais, le château du Grand-Électeur, vaste construction, sans style, qui s'élevait sur les bords de la Sprée. Dès qu'ils se furent établis à Berlin, les réfugiés construisirent un grand nombre de jolies habitations. Les architectes furent, du reste, singulièrement favorisés pour montrer leur talent, car, jamais depuis cette époque, aucune ville ne fournit, comme Berlin, l'exemple d'un accroissement aussi prompt. Quand les réfugiés arrivèrent en 1687, Berlin ne comptait que 20,000 habitants. En 1697, il y avait 4,292 réfugiés français, sans compter les militaires sur 22,000 âmes ; en 1698, 5,767 sur 22,400 habitants ; en 1699, 5,682 sur 25,000 ; en 1700, 5,327 sur 28,500 ; en 1701, 5,568 sur 31,000 et 5,689 sur

37,000 en 1703. En 1747, 5,800 sur 100,000 et en 1806, le même nombre sur 150,000 habitants. Aujourd'hui, ils sont toujours à peu près le même nombre, mais perdus au milieu d'une population de 1,700,000 âmes, sur laquelle il y a 150,000 catholiques et 80,000 juifs.

Quoiqu'il en soit, les réfugiés contribuèrent pour une bonne part à donner à Berlin un tout autre aspect. La Schlossfreihen, la Stechbahn, la Brondertrasse, le vieux Saint-Pétrikirschhof et le Mühlendamm, n'étaient presque habités que par des marchands et des artisans français ; un grand nombre s'établirent au faubourg de Leipsick. Les faubourgs du Roi, de Spandau, de Stralau, de Kôpnicker se remplirent de jardiniers français. Les architectes, d'origine française, furent vite recherchés ; parmi les plus renommés, il faut citer Abraham Quesney qui fit bâtir l'église de Frédérickstadt et la maison des orphelins français et Pierre Boynet ; à Königsberg, les frères Detan, Cayart et Bodt. Plus tard, ce furent des architectes réfugiés français et leurs élèves qui construisirent les palais de Postdam et de Sans-Souci.

Les réfugiés ne brillèrent pas dans l'art de la peinture, Frédéric II ne pouvant trouver parmi eux de peintres habiles appela à Berlin le peintre Antoine de Pesnes, qui était catholique. C'est que le culte calviniste est loin d'être favorable aux arts, tandis que le culte catholique, parlant davantage au cœur et aux sens a su donner aux édifices religieux une grandeur et une élégance dignes de la grandeur et de la supériorité de la véritable Eglise chrétienne. Calvin, du reste, plus sévère que Luther, rejetait du temple tout ornement, même l'autel et le baptistère. Zwingle allait jusqu'à bannir le chant du service divin. Naturellement cet exclusivisme ne pouvait pas être favorable à l'art. Il fut résolu au Synode de Verteuil, en 1567, que tous les artistes protestants qui se livraient à des travaux ayant trait à l'*idolâtrie* de l'Eglise

romaine seraient avertis, et s'ils n'obéissaient pas à ces injonctions seraient frappés de la censure spirituelle. La confection même des travaux d'art pour l'Eglise catholique était expressément défendue. Comme c'est libéral et bien digne de l'esprit sectaire de Calvin !

Bien que les peintres ne fussent pas de première valeur, on peut cependant faire mention de Henri Fermeu, des deux Huant, de Jacob Vaillant et de Ramondon, auxquels l'Électeur fit plusieurs commandes pour sa riche galerie de tableaux. Un portrait du Grand-Électeur fait par Ramondon, est cité comme étant une fort bonne toile.

Un certain nombre de réfugiés s'adonnèrent à l'instruction. Plusieurs devinrent même éducateurs de princes. Frédéric-Guillaume fit élever deux de ses fils par des réfugiés, MM. de Anché et Marconnay, et sa petite fille par Mlle de Ingheim, de Metz. Bientôt on ne trouva dans les bonnes familles de Berlin que des instituteurs et des institutrices d'origine française, tandis qu'aujourd'hui on n'y trouve que des cuisiniers français.

Parmi les percepteurs ou gouvernantes, de grandes familles berlinoises, citons Mlles Anne et Marguerite Varnier, MM. Charreton, de Combles, Portal, Barbot, de Bonafonds, Pellet et Mme la comtesse de Blesset ; mais au-dessus de toutes Mme de Rocoulle qui éleva Frédéric-Guillaume I^{er} et même un peu Frédéric-le-Grand. Mme de Rocoulle mourut en 1741 à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Un sieur Duhan, devint précepteur de Frédéric II auquel il fit connaître les chefs-d'œuvre de notre langue.

Quelques réfugiés ouvrirent aussi des écoles. Parmi les pensions signalons celles de Mlles Suzanne Jacobi, et Meynadier — qui mourut à Stettin, âgée quatre-vingt-douze ans, celle des deux demoiselles de St-Aubin;

une d'elles, Marie de Saint-Aubin, mourut en 1764 âgée de quatre-vingt-dix-sept ans; sa sœur était ordinairement appelée la jeune de Saint-Aubin quoiqu'elle eût plus de quatre-vingts ans. L'influence que ces établissements exercèrent sur les habitants de ce pays et sur la civilisation fut incontestable. Cette influence se fit encore sentir lorsque Frédéric II appela auprès de lui Voltaire, Maupertuis et quelques autres Français, et plus tard lorsque la Révolution jeta en Allemagne une multitude de Français, parmi lesquels notre compatriote, le spirituel et caustique Rivarol. La France semblait être pour le Brandebourg ce que la Grèce a été pour la Gaule et pour Rome. Déjà en 1611, les électeurs envoyaient en France leurs enfants. C'est ainsi qu'à cette époque on pouvait voir le Margrave Jean-Georges passer une année à l'Université de Saumur, où il vécut dans la plus grande intimité avec Duplessis-Mornay. Quelques années plus tard, en 1621, les deux fils de Jean Sigismond allèrent terminer leurs études à Sedan et Frédéric-Guillaume ne fut empêché d'aller compléter son éducation en France que par la Guerre de Trente ans.

Le mariage de l'Électeur avec Louise-Henriette d'Orange et sa parenté avec la famille ducale Dohnai, qui avait longtemps vécu en France ne contribuèrent pas peu à naturaliser les mœurs françaises à la cour de Berlin. Cependant quelques descendants de réfugiés français, crurent devoir par suite d'alliances, ou quand la langue allemande devint leur langue maternelle, changer leurs noms ou plutôt les allemaniser. C'est ainsi que Petit-Jean devint Kleinhans; Lacroix se changea en Kreuz, Poirier en Birnbaum, Lejeune en Yung, etc. En Hollande, il en fut de même. Par de nombreux mariages avec des Allemands, surtout chez les gens du peuple, il y en a qui furent perdus pour la colonie française.

En 1806, lors de l'invasion française, quand Napoléon

abolit le décret de banissement et rendit aux réfugiés le titre de citoyens français, avec la permission de rentrer en France, il y eut quelques colons qui en profitèrent. Si nous avions été vainqueurs en 1870, nul doute qu'un certain nombre n'ait suivi cet exemple.

Cependant l'amoindrissement de la colonie, produit par cette cause, fut très peu considérable et d'autant plus insensible qu'avec le temps beaucoup de familles allemandes s'incorporèrent dans la colonie. Il est remarquable que la colonie de Berlin se soit toujours maintenue à peu près à la même hauteur.

VI

Après avoir fait connaître ce que devinrent en Brandebourg les nobles, les militaires et les fils de la haute bourgeoisie, il me reste à examiner quel fut le sort de la moyenne bourgeoisie et du peuple.

Dépouillés peu à peu de tous leurs droits, éloignés de toutes les charges, les réformés de France s'étaient exclusivement adonnés au commerce et à l'industrie. Leurs fabriques, étaient en pleine prospérité, et la profonde chute industrielle qui suivit la révocation de l'Édit de Nantes, témoigne hautement de leur importance et de leur valeur. Avant 1685, les manufactures de soie, occupaient à Tours environ huit mille métiers, sept cents moulins, vingt mille ouvriers et plus de quarante mille personnes pour le dévidage. Le commerce que la ville faisait de cet article s'élevait à 10 millions de livres, chiffre énorme pour cette époque. Après la révocation, on ne trouva plus en activité que mille deux cents métiers et soixante moulins, encore était-ce dans toutes les provinces du royaume. Toutes ces fabriques s'étaient trans-

portées à l'étranger. Ce furent celles des frères Bosc, (de Nîmes), de Jean Raffinesque (d'Uzès), Jean Meffre (de St-Ambroix), André Valentin (de Nîmes) et Pierre Claparède (de Montpellier). A Halle, les fabriques de Gaspard Le Clerc et Abraham Valéry acquirent une réputation étendue. Les fabriques de drap fondées dans le Brandebourg par Le Coimte, Goulard et la Rivière et à Francfort-sur-l'Oder par Nicolas obtinrent une certaine célébrité. Les teintureries de Daniel-le-Cornu, d'Henri (de Nîmes), de Duclos (de Privas), de Bourdeaux (de Montpellier), de Boliat (de Metz), de Seber (de Mazamet), de Luc Cossart, de Cabanis (de St-Côme près Nîmes), de Lanis (de Montauban), de Grand (de Grenoble), se développèrent rapidement.

Un des plus beaux cadeaux que les réfugiés firent à leur nouvelle patrie, furent les métiers à bas, Ils furent introduits par des réfugiés originaires de St-Hippolyte (Gard) par Pierre Labry et Guillaume Vignerol. L'exportation d'un métier fabriqué par Pierre Labry, fut punie de confiscation et de 1,000 livres d'amende par un arrêté de 1659. Le nombre de paires de bas fabriquées à Magdebourg s'élevait à 18,000 douzaines par an.

L'industrie de la soie fut introduite en Brandebourg en 1682 avant la révocation de l'Edit de Nantes, par Jean Biet, qui obtint un secours de 5,000 thalers et un privilège pour la construction d'une fabrique qui passa en 1690 à Pierre Massonneau. On sait que la culture de la soie s'introduisit en France sous Louis XI mais avec peu de succès. Henri IV, Richelieu et Colbert sont les vrais créateurs de cette industrie qui enrichit encore une partie des Cévennes, du Dauphiné et plusieurs grandes villes, Lyon, Nîmes, etc. En 1791 Pierre Bourguignon créa une nouvelle fabrique en Brandebourg. Il faut citer la fabrique de velours d'Aiguillers, de Madeleine d'Yvoi, de Perreault, de Bourgeat, Pérard et Mangin; la fabrique de ru-



bans de Paul Lafargue, Mathieu Vernezobre et Louis Chamaret ; celles de passementerie de Jean Quesnoi, et des frères Bosc ; les fabriques de bas de soie de Henri Delon en 1711 et de François Duchesne ; celles de tapis de Pierre Mercier d'Aubusson , qui devint tapissier de l'électeur, et surtout de Charles Vignes, originaire du Bas-Languedoc, qui occupaient environ 250 ouvriers. L'industrie de la soie ne réussit cependant pas à merveille, parce que la matière première ne se trouvait pas dans le pays. On essaya des plantations de mûriers. Les premières plantations furent faites par un nommé Ducros (cévénol) à Guben ; par le général Roubillas et le lieutenant-colonel Rison sur les remparts de Peitz. Des plantations considérables eurent lieu dans le Brandebourg, et surtout à Coepenick par Jean Logier et Marie Colas. Les plantations résistèrent heureusement aux rudes hivers de 1709 et de 1740. On n'en trouve que très peu de traces aujourd'hui. Les mûriers ont dû succomber au froid très vif de ces parages.

En 1707, Frédéric I^{er} accorda à la société royale de Berlin le privilège exclusif de la culture des mûriers et de la soie et on lui livra les plantations de Coepenick, de Postdam, Spandau et Berlin, dont Logier, Bourget, Vacher, Merle, Bouvier, Franceson et Pont, eurent l'inspection immédiate. Malgré tout ces sacrifices l'industrie de la soie ne prospéra pas. Parmi les réfugiés qui s'occupèrent beaucoup des exploitations agricoles signalons les inspecteurs Barandon, les frères de la Rouvière, la veuve Barnouin et Pascal de Frugères.

Les grandes fabriques de soie de Gérard et Michelet, Baudouin et Bardin, Duchesne, Palmié et Boute poursuivirent avec succès cette industrie. En 1784 il y avait en Prusse 3 millions de mûriers qui auraient pu produire 50,000 livres de soie.

Les Allemands étaient plus avancés que les Français

dans la fabrication des toiles de lin, aussin se trouva-t-il personne parmi les émigrés qui se livrât à cette industrie. Mais l'art de teindre et d'imprimer les toiles et les indiennes inconnu aux Brandebourgeois, était très familier aux réfugiés. Malheureusement Frédéric-Guillaume I^{er} ennemi de toute superfluité, de tout luxe, défendit la fabrication de semblables étoffes. Mais les lois répressives du luxe sont impuissantes pour arrêter le torrent de la mode ! L'histoire de la République romaine nous le montre. Frédéric II rapporta l'interdiction de Frédéric-Guillaume I^{er}. Dès lors des fabriques de ce genre d'étoffes se créèrent aussitôt. Citons celle de Jean-Pierre de Plantier qui fut la première. D'autres suivirent son exemple, comme Étienne Dutitre et David Simon. Les fabriques de gaze d'Isaac Roger et Simon Challon ne purent se soutenir parce que ce genre d'étoffe n'était pas à la mode; mais plus tard, Palmié et Barez firent de grandes fortunes dès que ces étoffes furent à la mode.

La fabrication du papier fut importée par François Fleweton. L'entreprise réussit, car les chiffons ne manquaient pas. Un nommé Jean Perrin s'établit en 1721 à Stettin et obtint le privilège de fabriquer des cartes à jouer. En 1723, cette fabrique fut transportée à Berlin et l'introduction des cartes étrangères défendue.

La préparation de l'huile de lin et du colza était inconnue dans le Brandebourg. Elle y fut introduite par Philippe Petit et Jacques Lequoy, qui y établirent un moulin à huile. Jacques Bassenge et Jean Dupont lui succédèrent.

Les Brandebourgeois étaient inférieurs en tout aux étrangers, surtout à ceux d'origine latine, même dans les branches les plus simples de l'industrie. Il n'existait chez eux aucune fabrique de chandelles. Ils se servaient de lampes à huile de baleine et de bois résineux. Dans les grandes maisons on faisait usage de bougies, venant

de France et de Hollande. En France, au contraire, les règlements relatifs aux fabricants de bougies remontent jusqu'en 1061. On les appelait maîtres chandeliers-huiliers-moutardiers. Au commencement du siècle on comptait parmi les réfugiés quarante fabricants de chandelle. De ce nombre étaient Gaillard, Payot, Véri, Mathieu, Rey, Le Sage, Bertin, Jean David, etc. Un conflit s'éleva avec les fabricants d'origine allemande ; il fut vidé en 1752 au préjudice des colons et contribua à réduire le nombre des fabricants français qui ne voulurent pas se laisser inscrire dans la corporation des savonniers allemands. Il ne resta que Delpier, Giraud, Marsal, Rose, Tancre et la veuve Claude.

L'art de fabriquer les chapeaux fins paraît avoir été un secret des réformés en France. Il fut divulgué après leur départ et transplanté en Angleterre, d'où un Français appelé Mathieu le rapporta en France. Avant l'émigration on ne fabriquait dans le Brandebourg que des chapeaux grossiers; on faisait venir les fins de l'étranger. Denis Mallet, Grimaudet, Marsal et notamment Douilhac (originaire du Languedoc), établirent à Berlin des fabriques importantes. Ce dernier fabriquait les chapeaux de l'armée.

Le roi Frédéric-Guillaume I^{er} accorda une récompense importante à Douilhac pour la propagation de son industrie. Douilhac remercia le roi avec un esprit tout français: « Sire, quand vous me ferez compter la pension, vous enverrez des commissaires dans ma maison pour voir comment je dépense votre argent. Ils verront qu'à chaque dîner, je bois mon verre de vin, c'est là mon habitude, et ils raconteront à Votre Majesté que je bois à sa santé. » Comme à Berlin, Antoine Pelon, David Pernet, Helot et Le Clerc construisirent à Magdebourg des fabriques célèbres.

Les tanneries furent importées en Brandebourg par

des réfugiés. Citons celles de Michel Cassin, de Nissolè, de Lian, de Devrient, de Remy, de La Garde. A Magdebourg, celle de P. Crégut, (de Nîmes); à Prenzlau, celles de Sechehaye, de Salingre et d'Hennequin. Il est à remarquer que l'art de fabriquer le maroquin a été découvert par un Français, du nom de Cottenet, domicilié à Berlin. Les mégisseries n'eurent point de développement, cependant l'industrie des gants sous Frédéric I^{er} prit une grande extension. Ce souverain accorda aux gantiers réfugiés le droit de maîtrise. Les gantiers français de Berlin s'appelaient : Mazet (de Milhau), Meauze, Chonel et Erman; à Halle, Halberstadt, Magdebourg, il y avait Figuier, Dau, Plantier, Gabain, Claude, Lorphe-lin et Roland à qui furent remises les mégisseries de Perrin et de Plan à Magdebourg, ainsi que le matériel de Clément de Moret à Halberstadt.

Avant l'arrivée des réfugiés, il n'existait dans le Brandebourg qu'une seule verrerie à Grimnitz. Elle avait été fondée par l'Électeur en 1653, mais elle ne fabriquait que des vitres et des bouteilles. Un réfugié, du nom de Jean-Henri Moor, fonda sur les bords de la Dosse, une manufacture de glaces en même temps qu'une colonie française en cet endroit.

Nous trouvons encore plusieurs réfugiés à la tête des fonderies et des mines. Ce sont : Étienne de Cordier, nommé en 1691 directeur de toutes les fonderies et forges; Lejeune, Aureillon et Didelot qui gérèrent en 1711 les mines de cuivre et de laiton de Neustadt-Eberswalde. Jean Carita fonda à la même époque l'usine de cuivre et de fil d'archal d'Hygersmühle, Isaac Luber avec Demessy exploita une carrière d'alun près Freinwald.

Les ouvriers en métaux, originaires de France, devinrent célèbres. On cite parmi eux Samuel Coliveaux qui présenta à Frédéric II la première tabatière en or, fabriquée dans le pays et qui était un vrai chef-d'œuvre,

Daniel Baudesson, élève du précédent, s'acquit les bonnes grâces au roi par l'événement qui suit : L'ambassadeur français montra au roi une tabatière parisienne extrêmement belle, et parut insinuer qu'on exécuterait difficilement à Berlin un semblable travail. Le roi, un peu piqué, fit rechercher s'il n'y aurait pas un joaillier assez habile pour faire un ouvrage du même genre. On lui recommanda Baudesson. Celui-ci accepta la mission et la remplit si bien, que l'ambassadeur dû reconnaître que le prix appartenait au Berlinoise. Les frères Jordan et J.-François Reclam partagèrent avec Baudesson les bonnes grâces du roi, et furent nommés joailliers de la cour. François-Claude Thévemin, établi dans un édifice de la Jagerbrücke, une grande fabrique d'objets d'or et d'argent et d'articles de goût.

(A suivre)

Adolphe PIEYRE.

DE L'AMOUR DE L'ORDRE ET DE SON PRINCIPE ¹

MESSIEURS,

Je crois entendre une réserve très peu favorable à nos réflexions sur la Mesure :

« Dites de la Mesure tout le bien que vous savez et »
» que nous ne nions pas ; épuisez, en sa faveur, toutes »
» les formes de la louange ; exhortez-nous à la faire ré- »
» gner dans nos actes et dans nos discours, nous vous »
» écouterons sans déplaisir. Et pourtant vous ne ferez »
» pas que cette objection ne s'impose à notre esprit, »
» comme nous voyons que le vôtre n'y a pas échappé : »
» Mais n'est-il pas de circonstances où rien n'est plus »
» légitime que de sortir de la mesure ou de la violer ? »
» Est ce qu'il y aurait des hommes de génie, des chefs »
» d'œuvre et des découvertes, — vous en êtes d'ailleurs »
» convenu, — si la mesure était sans distinction, sans »
» exception, la loi universelle de tous les esprits ? Est-ce »
» que les héroïsmes , les dévouements, et même ces »
» heureuses témérités dont l'histoire est pleine ne sont »
» pas comme un défi perpétuel porté à la mesure et à »
» l'extrême rigueur de ses principes ! »

Pas autant peut-être qu'il paraît au premier abord. — Non, la mesure ne renonce à aucun de ses droits, elle n'efface aucune de ses règles. Ce n'est pas elle qui change, c'est nous qui passons, souvent sans nous en apercevoir,

(1) C'est le dernier caractère, selon nous, de l'esprit philosophique. La Lecture précédente avait pour objet : *La Mesure*.

d'un ordre à un autre, d'un ordre inférieur soumis à la mesure, telle que nous avons essayé de la décrire, à un ordre supérieur où la mesure serait nen'en plus avoir, si là encore, conseillère discrète et souvent écoutée, elle n'exerçait plus d'influence qu'elle n'en montre, et que n'en découvre une observation superficielle.

Qu'il y ait un ordre supérieur à celui au sein duquel nous pensons et vivons présentement, tous ceux qui ont réfléchi le savent d'une certitude absolue, et la multitude elle-même fait voir par ses jugements, ses sympathies, ses passions, son langage, qu'elle y croit et qu'elle y aspire. N'est-elle point, par exemple, comme fascinée par ceux qu'on appelle, à tort ou à raison, les grands hommes, grands capitaines, grands orateurs, grands poètes, grands politiques, grands conquérants ? Ces derniers surtout ne l'épouvantent jamais assez pour étouffer, à leur égard, son admiration et quelquefois son amour. Tout ce qui la dépasse l'attire, et elle ne cesse de protester par son goût de l'extraordinaire, du merveilleux, par son amour de tout ce qui est ou lui paraît grand contre cette existence vulgaire où on la croirait ensevelie. Ne disons rien des savants, des poètes dont les audaces, les écarts même, sont trop connus pour qu'on y insiste. Rappelons seulement que tout ce qu'ils ont découvert de plus inattendu, produit de plus beau, ils l'ont découvert ou ils l'ont produit en éclairant ce monde inférieur d'une lumière venue de plus haut, en le dépassant pour le mieux connaître ou pour l'embellir : allons droit aux philosophes. Tous ils savent le prix de l'ordre, et presque tous la distinction des deux mondes où il se déploie. Ils y pénètrent, mais à toutes les distances, à toutes les profondeurs, les uns s'aidant de la seule pensée, les autres appelant au secours de la pensée toutes les forces dont dispose l'imagination, quelques-uns encore mieux inspirés dépensant à ce travail, avec autant de hardiesse que de

mesure, tout ce qu'ils sont, tout ce qu'ils possèdent, pensée, amour, volonté : ceux-là seuls savent du Principe suprême de l'ordre tout ce qu'on peut savoir ici-bas.

L'antiquité, les temps modernes sont riches en esprits excellents qui, comme nous le disions de M. Caro, ont défendu avec sagesse, avec mesure, les vérités de l'ordre moral auxquelles ils étaient attachés de toutes les forces de leur raison et de leur cœur. Est-ce à eux cependant que va la renommée la plus universelle et la plus durable? leurs contemporains les ont lus, entendus, goûtés, comme nos successeurs accueilleront et encourageront de leurs applaudissements d'autres maîtres dont la raison éloquente défendra les mêmes vérités attaquées par de nouveaux adversaires. Les érudits et quelques hommes de goût étudieront encore, dans la suite des temps, leurs livres les mieux écrits : ailleurs on ne saura plus rien d'eux. D'où vient donc que parmi tant de noms injustement oubliés ou connus des seuls savants, quatre ou cinq noms de philosophes demeurent obstinément, toujours glorieux, toujours invoqués par les lettrés et les philosophes, par la foule de ceux qui se piquent de quelque culture? Est-ce parce qu'ils sont sans reproche et sans erreur que Socrate, Platon, Aristote, à leur suite Descartes, Leibniz (nous ne nommons que les philosophes purement philosophes), sont au premier rang des maîtres de la pensée? On ne l'a jadis dit. S'ils nous paraissent si grands, c'est que l'idée d'une grandeur infinie les éclairait et les dominait plus que tous les autres; c'est que l'audace, mais une audace tempérée par cette mesure d'ordre supérieur dont nous parlions, a fait partie de leur génie. Les polémiques de leur temps, s'ils n'y sont pas demeurés indifférents, ne les ont pas toutefois absorbés. Ils n'ont pas dédaigné les livres, mais ils ont voulu lire aussi dans la nature et dans leur âme. Respectueux du passé,—

Dcscartes fait exception, — ils n'ont pas cru qu'il possédât toutes les vérités, et c'est la vérité même qu'ils ont interrogée pour savoir davantage, et surtout pour mieux comprendre. Conquérants dans le monde de la pensée ils ont, mieux que les conquérants les plus célèbres, gagné leur gloire et ils gardent mieux leur Empire. Où règnent maintenant les successeurs d'Alexandre et de César, mais où ne règnent pas, dans l'univers civilisé, Aristote et Platon, surtout depuis que le christianisme a développé et purifié leurs doctrines !

Je sais qu'on a rangé quelquefois, mais à tort, parmi les maîtres de la pensée, des esprits d'ailleurs bien doués, dont l'audace avait rejeté le frein salutaire d'une mesure acceptée par les plus beaux génies. Gardons-nous de confondre, — qu'on nous pardonne cette comparaison, — les géants avec les dieux, ceux dont le prodigieux mais stérile effort entassait naguère encore montagnes sur montagnes, tandis que, sur les hauteurs de l'Olympe, ceux qu'ils prétendaient remplacer souriaient de les voir s'épuiser en orgueilleux défis pour retomber bientôt dans leur impuissance. L'avenir d'ailleurs se chargera, disons mieux, il s'est chargé d'opérer un discernement facile entre ceux qui solidement établis à la fois dans le monde visible et dans le monde invisible ont éclairé le premier des vives lumières du second, et ceux qui, semblables aux dieux des Épicuriens, se sont perdus sur les limites des deux univers, dans des espaces vides, *intermundia*, qui n'appartiennent ni à l'un ni à l'autre. Fichte, Schelling, Hegel, pour ne citer qu'eux, ont du moins fait voir, dans ce siècle qui semblait voué à l'étude des faits dits positifs, que l'esprit humain ne renoncera jamais à s'élever jusqu'à ces hauteurs où il espère trouver enfin, avec le dernier mot des choses, la formule de l'ordre suprême qui domine et unit entre eux tous les ordres d'ici-bas. N'oublions pas d'ailleurs que les positivistes et les trans-

formistes, joignons-y les évolutionnistes contemporains, obéissant tous, à leur insu, à la même tendance de notre nature, ou bien ont débuté, comme Darwin, par des idées générales et des conceptions infiniment plus vastes que les faits dont la connaissance leur était rigoureusement acquise, ou qu'ils ont fini, comme Auguste Comte, par un mysticisme aussi nuageux qu'inattendu, lequel n'a pas remplacé, un seul instant, l'antique et solide métaphysique.

On nous pardonnera de passer tout à coup, aidant l'association et son fil parfois si léger, d'œuvres purement philosophiques à un petit livre qu'aimait particulièrement Auguste Comte et où la philosophie se cache discrètement, bien qu'il y en ait beaucoup. La Psychologie, la Morale, la Théodicée, la Logique elle-même y pourraient faire plus que des cueillettes, d'amples moissons. On ne saurait nier que de tous les livres religieux *l'Imitation* ne soit le plus répandu, celui que lisent non seulement les chrétiens, mais les philosophes de toutes les Écoles (1) et même les hommes du monde, le livre auquel on a surtout recours aux heures d'épreuve, quand le besoin se fait sentir des sages conseils, des vraies et intimes consolations. Cet attrait presque universel, ce goût si constant pour le plus modeste des livres ne viendraient-ils pas, — nous laissons de côté les motifs d'ordre purement religieux, — de ce qu'il nous transporte au-dessus de la terre, sans nous la faire perdre de vue, de ce qu'il nous prend comme nous sommes, avec nos faiblesses et toutes nos misères, pour nous élever par degrés insensibles au-dessus de nous-mêmes. Dans les états qu'il décrit, dans les tableaux qu'il trace, si généraux qu'ils soient, chacun de nous trouve toujours quel-

(1) Il n'est pas rare que dans leurs réunions semi-religieuses, certains positivistes anglais fassent précéder de la lecture d'un chapitre de *l'Imitation*, le discours que l'un d'eux doit ensuite prononcer.

que chose de lui-même, de son passé, de son état présent, de ce qui lui est plus personnel. Les consolations qu'il nous offre, les avis qu'il nous donne, sont justement ceux que réclamait notre malheur ou notre épreuve ; les espérances qu'il fait briller à nos yeux sont celles que concevait secrètement, mais que n'osait s'avouer notre esprit. A part l'ordre des *purs abstraits* qu'il ne veut point connaître et dont il ne dit aucun bien (1), il est tour à tour dans tous les ordres, depuis le plus bas jusqu'au plus élevé, et tout ce qu'il va quérir pour nous dans le monde invisible devient aussitôt, pour notre pèlerinage dans le monde visible, une lumière, une force, un appui. Nous sommes si loin de nous perdre sur les hauteurs où il nous élève, et de nous y absorber avec tout notre Moi dans une contemplation sans conscience, que jamais nous ne sommes si maîtres de nous-mêmes, si dégagés des liens qui entravent notre liberté, qu'au jour et au lendemain de ces ascensions faites sans que nos pieds aient quitté la terre.

Ainsi le comprenait ce grand poète qui a traduit l'*Imitation* et qui a si bien dans quelques-uns de ses chefs-d'œuvre, mais surtout dans son *Polyeucte*, marié les deux mondes où notre âme voudrait habiter à la fois, celui qu'elle connaît et celui qu'elle entrevoit, celui où elle jouit et souffre tour à tour, et celui auquel elle aspire comme au séjour de la lumière sans ombre et de la paix sans inquiétude. N'est-ce pas d'ailleurs à unir harmonieusement, autant qu'il est donné au génie de l'homme, à fondre, pour ainsi dire, en un tout parfait, ce que voient nos yeux et ce que notre âme espère, le sensible et l'idéal, qu'aspirent poètes, peintres, musiciens, sculpteurs, tous les amants de l'art et du beau ? Les rangs que leurs contemporains, mais surtout la postérité, leur assignent, ne sont-

(1) Livre I^{er}, ch. III.

ils pas déterminés par la perfection plus ou moins grande avec laquelle ils ont, dans leurs œuvres, réalisé cette union, but suprême de l'art ?

Poètes et artistes vont à leur but par toutes les voies que la nature ouvre devant eux : si la réflexion leur est d'un grand secours, l'impulsion intérieure, qu'on la nomme instinct ou inspiration, leur est plus utile encore. Rarement il leur arrive de se demander quel est en lui-même dans sa nature propre, cet Idéal qui les dirige et les anime : infiniment petit est le nombre de ceux qui ont nié sa source divine. Hommes de réflexion avant tout, les philosophes, au contraire, s'efforcent de comprendre ce que les autres hommes se bornent à admirer. Ils cherchent les causes, et surtout ils veulent savoir s'il y a une cause suprême de l'ordre et de la beauté, si elle vit, si elle aime, si elle pense, si elle veut, si elle se confond avec le monde ou si elle s'en distingue. Les plus grands d'entre eux ont affirmé résolument son existence ; ils ont même dévoilé à l'univers reconnaissant quelques-uns de ses attributs : un petit nombre l'ont nié.

Est-ce lassitude d'entendre invoquer son nom par les petits et les humbles ; est-ce amour du nouveau, fût-il l'erreur ; est-ce désir de sonder l'insondable sans recourir au vulgaire bon sens : je ne sais, mais depuis de longues années déjà, une tendance trop nettement accusée de ceux qui croient s'élever au-dessus des autres hommes, en ne pensant pas comme eux sur l'âme et sur Dieu, a été ou de nier qu'il existât un Être suprême, ou de le remplacer par quelque chose qui ne fût pas lui, mais qui fit à sa place exactement tout ce qu'il fait. La liste serait longue, depuis l'*Absolu* jusqu'à l'*Inconnaissable*, des mots inventés par lesquels on a essayé, mais sans y parvenir, de faire oublier son nom. Remarquons, en passant, que la plupart d'entre eux sont simplement les qualificatifs par lesquels l'ancienne métaphysique désignait quelques-

uns de ses attributs. L'adjectif est devenu substantif, ce qui n'était qu'un rayon est devenu le soleil tout entier, du moins il le prétend : voilà le fond de tous ces grands changements. D'autres penseurs, plus fidèles à la raison et au bon sens ont continué d'affirmer que Dieu existe, et ils ont dit de lui, avec autant d'éloquence que de logique, à peu près ce qu'en avaient enseigné leurs prédécesseurs les plus illustres. Toutefois, plus préoccupés de réfuter leur adversaires que de faire pénétrer leur doctrine jusque dans les derniers rangs du peuple, ils se sont contentés, à peu d'exceptions près, d'être des savants, des professeurs, des écrivains de talent : ils n'ont pas voulu, à l'exemple des Alexandrins qu'ils connaissent pourtant si bien, devenir des apôtres. Quelques idéalistes enfin, à l'étranger et même en France, sans nier Dieu comme les athées, — assurément ils n'y songent pas, — sans affirmer et démontrer son existence comme la plupart des rationalistes de toutes les nuances, expliquent de nos jours, à l'envi des mathématiciens, l'univers et l'homme par des formules abstraites où Dieu n'est point nommé, bien qu'elles n'aient sans lui aucune valeur. Ils ne le suppriment pas, mais ils le prient d'attendre et ils le mettent à part du monde, son ouvrage : il est vrai qu'ils en retranchent du même coup la réalité et la vie.

Nous n'avons pas à vous entretenir de ces débats, à prendre parti dans ces querelles, ou plutôt notre parti est pris de demeurer jusqu'à la fin fidèle à l'esprit philosophique et de ne nous arrêter qu'au terme extrême où il nous conduit. Ce terme, c'est Dieu, non pas le Dieu-Nature des uns, le Dieu abstrait et presque évanoui des autres, le Dieu qui se confond avec le monde, ou le Dieu qui ne sait rien du monde, pas davantage le Dieu qu'on ajourne ou qu'on sous-entend, mais le Dieu Créateur, le Dieu Providence, le Dieu souverainement bon et partout présent, Dieu enfin, au sens à la fois populaire et profond

du mort. Sans ce Dieu vraiment Dieu l'esprit philosophique n'aurait plus ni point de départ assuré, ni règle certaine de son discernement, ni sommet auquel il puisse s'élever par degrés insensibles et sûrs. A quelque ordre de connaissances qu'il s'applique, il ne saurait plus s'il a devant lui des apparences fugitives ou des réalités durables, des êtres ou des ombres. Si ce n'est pas une Pensée infinie, éternelle, qui se reflète dans cette magnifique hiérarchie des êtres et des choses, dans ces ordres si exactement superposés et étroitement unis, si ce n'est pas une Volonté toute-puissante qui les conserve après les avoir créés, l'esprit philosophique a perdu sa lumière avec son objet. Il n'a plus rien à chercher, plus rien à discerner, car d'un monde auquel manquerait le Principe de l'ordre, c'est-à-dire au fond l'ordre lui-même, que dire de certain, et quelle science possible de ce qui s'écoulerait incessamment, sans que l'infailible garantie d'une sagesse et d'une puissance sans limites permette de chercher à cette incessante mobilité des choses son axe immobile, sa cause première, sa raison d'être, et d'affirmer son lendemain. Ce serait la mort de l'esprit philosophique, et, du même coup, celle de la raison.

L'un et l'autre ont besoin, pour éclairer leur marche, d'une lumière dont la source unique est en Dieu : on la chercherait vainement ailleurs. Mais si la raison de l'homme est dans une dépendance étroite de la raison divine, elle n'est pas, d'une manière moins intime, unie, dans la recherche de la vérité, à l'amour de la vérité. Ce don purement gratuit de la raison, tant d'efforts qu'on fasse pour s'en rendre compte par d'autres voies, s'explique par un amour désintéressé du Créateur pour sa créature, ou il ne s'explique pas du tout. C'est dire assez, sans qu'il soit besoin d'un long raisonnement, qu'en Dieu la pensée, la volonté, l'amour sont inséparables, et que ces attributs, dans les profondeurs de son être, s'unissent

aussi étroitement qu'ils se distinguent. Est-il donc surprenant que dans l'homme, être raisonnable et libre, cette même union de la pensée, du vouloir et de l'amour se fasse voir dans tous les états de son âme, dans tous les actes de sa vie, avec les séparations, il est vrai, et les altérations plus ou moins passagères que comporte sa nature d'être contingent et déchu (1).

L'esprit philosophique connaît cette loi universelle des âmes humaines; il s'y soumet de bonne grâce, et il la fait servir à la découverte de la vérité. Aspirant toujours à quelque chose de plus élevé, il n'a garde de s'attacher à cet ordre inférieur des phénomènes qui ne s'explique pas lui-même, bien loin d'expliquer ce qui le dépasse. Il l'étudie avec le plus grand soin, car il en sait l'importance, et il ne néglige, dans l'ordre des sciences physiques, astronomiques, naturelles, aucun des travaux dont s'honore notre siècle. Mais si, dans cette marche ascendante vers la vérité, il s'arrête, tout le temps qu'il faut, à chaque degré, c'est toujours au degré supérieur que tend son effort, c'est à l'ordre suprême, à son principe vivant, qu'il réserve le plus pur de son amour. Dans ce monde où la Providence a tout disposé, esprits et corps, dans une parfaite hiérarchie, les affections se subordonnent comme les connaissances, les premières se rattachant, si éloignées qu'elles en paraissent au premier abord, à l'amour du Bien et du Beau; les secondes se terminant, de vérités en vérités, au Dieu qui est la Vérité même. Cette marche ascendante et parallèle de la pensée et de l'amour, c'est la dialectique véritable. Les philosophes savent qu'elle ne date pas d'hier, et pourtant il s'en faut que tous lui soient fidèles. Ceux-ci renonçant de bonne heure à monter plus haut demeurent obstinément

(1) Platon, par une sorte de vague pressentiment, parle presque comme les docteurs chrétiens; il ne sait pas les vraies raisons, mais il constate les effets et il admet une déchéance originelle.

attardés à quelque degré inférieur; ceux-là corrompant en eux l'amour ou le laissant languir, deviennent incapables d'agir sur ceux dont l'esprit ne s'ouvre point, si leur cœur n'est, en même temps, touché. C'est l'état de ces multitudes avides pourtant de vérité, auxquelles les philosophes sont devenus, de nos jours, à peu près étrangers, parce qu'ils ne parlent plus la langue qu'elles entendraient.

Nous nous arrêtons ici, car nous ne pourrions que nous répéter nous-même, et revenir sur une thèse qui a été le point de départ de notre carrière philosophique (1). Nous demandons toutefois qu'on nous permette d'insister, en finissant, sur une distinction qu'un grand nombre d'esprits connaissent assurément, mais dont ils ne se servent, pour ainsi dire, point. Nous demeurons d'ailleurs pleinement dans notre sujet : les conclusions auxquelles nous allons aboutir par une autre voie sont précisément celles que nous venons d'énoncer.

Ce ne sont pas seulement les néologismes aussi prétentieux qu'inutiles de certains philosophes modernes qui prêtent à des interprétations fort diverses : ce sont les mots les plus simples en apparence, les plus familiers, dont le sens a besoin d'être expliqué, parce qu'il devient ou plus large ou plus étroit, selon les objets auxquels on les applique. Vouloir, en toute circonstance, leur attribuer exactement la même signification, c'est s'exposer à de graves erreurs. Au nombre de ces termes qui ont à la

(1) *La Méthode morale, ou de l'Amour et de la Vertu comme éléments nécessaires de toute vraie philosophie*, 1866. — Ce simple *Essai* a seulement indiqué et ouvert la voie où d'autres se sont ensuite engagés avec autant de résolution que de succès. Ce n'est que justice de nommer en première ligne M. Ollé-Laprune dont les deux excellents livres : *La Certitude morale* (1880), — *la Philosophie et le Temps présent* (1890) ont, pour ainsi dire, épuisé la question.

La Méthode morale forme aujourd'hui la première partie du livre : *De la Pensée*.

fois comme un élément fixe et un élément variable, il faut placer en première ligne celui de *démonstration* et celui de *vérité*. Il semble d'ailleurs que l'un des deux appelle l'autre par une sorte d'affinité naturelle : on les voit sans cesse unis dans les livres des savants et des philosophes. Essayons de voir ce qu'il en est par rapport au principe même de l'ordre, et par quelles nuances ils passent, quand ils vont des degrés inférieurs jusqu'au sommet, des faits, des lois, des théorèmes jusqu'à leur Principe.

« Alexandre est passé avec son armée en Asie ; il a
« détruit l'Empire des Perses ; il est mort à Babylone,
« à l'âge de trente-trois ans. — César a franchi le Ru-
« bicon à la tête de ses légions ; il a été assassiné en
« plein Sénat. — Napoléon I^{er} a été vainqueur à Aus-
« terlitz en 1805, vaincu à Waterloo en 1815 ; il est mort,
« le 5 mai 1821, dans l'île de Sainte-Hélène. — Tel gé-
« néral, dont on a beaucoup parlé, vient de se donner
« la mort à Bruxelles. » — Anciens ou récents, ces faits
« sont vrais ; on y croit sur le témoignage des histo-
riens ou sur celui des journaux, seule forme de démonstration qui leur soit applicable ; c'est à peine même si ce mot trouve ici convenablement sa place.

S'agit-il ensuite d'apprécier ces mêmes faits, de juger dans l'ensemble ou dans les détails la politique d'Alexandre, celle de César, celle de Napoléon, de comparer leur génie militaire, aussitôt les choses vont changer d'aspect. Celui que Boileau et Massillon traitent d'insensé, d'autres poètes, d'autres orateurs le proclament le plus illustre des conquérants et ils épuisent, en sa faveur, toutes les formes de la louange. Il n'est pas rare qu'on élève un jour jusqu'au nues celui que, dix ans plus tard, on accablait de ses invectives et de son mépris. On s'efforce de démontrer aux autres que soi-même on est dans le vrai, que les partisans de l'opinion contraire sont dans l'er-

reur. Nous entrons, avec ces questions de faits appréciés, de personnes jugées, dans le vaste champ des opinions dont on dispute, des démonstrations dont les éléments sont aussi nombreux que compliqués, dont la valeur absolue pour les uns, faible ou nulle pour les autres, dépend des lieux, des temps, de l'éducation qu'on a reçue, des préjugés, de la force ou de la faiblesse de l'esprit, de sa liberté ou de son esclavage, de ses lumières ou de son ignorance, ou, ce qui est pis encore, de son demi-savoir.

N'est-ce pas dire assez que l'âme tout entière à sa part et son intérêt dans ces jugements, que la volonté y joue son rôle avec le parti pris des uns, la mobilité et l'inconstance des autres, avec l'intelligente et ferme liberté d'un petit nombre, que toutes les affections, toutes les passions s'y rencontrent et s'y opposent : sympathie, aversion, amour, haine, ingratitude, reconnaissance, envie. La liste en serait longue, nous n'essayerons pas de l'épuiser.

La démonstration dans les sciences exactes est infiniment plus simple, on pourrait dire simple comme son objet. Ce n'est plus le vaste champ où se déploie, avec tout son cortège d'affections et de pensées mobiles, relatives, contingentes, la liberté humaine. Si le terrain est solide, s'il ne se dérobe pas sous les pieds, en revanche les limites sont resserrées, l'espace est étroit. Ici, comme d'ailleurs dans toutes les sciences proprement dites, aucune prise n'est laissée aux sentiments et aux passions : la volonté elle-même n'intervient que pour appeler ou fixer l'attention et souscrire avec l'intelligence, par une adhésion presque fatale, à la vérité perçue. Comme cette vérité est la vérité abstraite, et non la vérité vivante, tout ce qui vit en nous s'en désintéresse, à part le pur intellect. Les mathématiques, la géométrie, comme elles n'exercent aucune influence sur nos affections, sur nos mœurs, sur notre liberté, ne reçoivent non plus rien

d'elles. C'est la démonstration, si l'on veut, dans son extrême rigueur, mais aussi dans sa nudité, et même dans une sorte d'indigence, au moins quand on la considère par rapport à son objet. C'est encore la démonstration au service exclusif d'un pouvoir particulier de notre âme, et des notions absolues que notre esprit découvre et analyse en lui-même ; ce n'est pas du tout, comme quelques-uns ont tort de l'affirmer, le type accompli, le modèle parfait de la démonstration. Il lui manque, pour cela, d'appliquer toutes les forces de notre âme, toutes les ressources de l'expérience, à la découverte ou à la confirmation de vérités qui contribuent à notre perfectionnement moral et à notre bonheur.

Nous n'avons pas entrepris de passer en revue toutes les formes de la *démonstration*, tous les aspects de la vérité, et de les distinguer par leurs caractères particuliers : le travail serait infini, la tâche au-dessus de nos forces. A combien de choses, en effet, ne pourrions-nous pas appliquer ce mot *vérité*, — pour ne point parler de la *démonstration* dont les variétés sont fort nombreuses, — si nous ne craignons de rompre avec le commun usage, et de faire à la langue elle-même une sorte de violence ? Vérité, par exemple, cette illumination soudaine précédée, j'en conviens, par la connaissance des hommes et les leçons de l'expérience, qui découvre à l'homme politique, aux heures les plus critiques, la ligne qu'il faut suivre, le parti qu'il faut prendre, — au général d'armée sur le point d'entrer en campagne, les desseins de l'ennemi, et le plan qui doit assurer la victoire, ou, sur le champ de bataille, la manœuvre qui va, contre tout espoir, la rappeler sous ses drapeaux ! Vérité, le trait de lumière qui, au milieu d'une pénible étude de la cause et des faits, dévoile tout à coup à l'orateur le point faible de son adversaire, celui où doit porter l'effort de sa propre parole ! Vérité pour l'artiste et le poète la révélation qui,

après de longs tâtonnements, des ébauches commencées, abandonnées, reprises, lui fait voir, dans une vive lumière, le dessein de son œuvre, grandes lignes, proportions, action, caractères, et le ravit lui-même au spectacle entrevu des beautés qu'il va mettre au jour ! Si ces vérités-là sont, comme j'incline à le croire, malgré les protestations de l'usage, des vérités dignes de ce beau nom (particulières, personnelles, si l'on veut, mais pourtant des vérités), quel concours de toutes les puissances de l'âme, de toutes les leçons de l'expérience ne faut-il pas pour les faire éclore, sans parler de cette divine inspiration qui n'est peut-être, chez l'homme de génie, que l'amour du beau à sa plus haute puissance.

Si la vérité, pour se manifester à notre esprit, réclame un concours d'autant plus actif des forces intérieures qu'elle est plus haute, plus vaste, plus efficace aussi pour notre bonheur, que dire de la vérité qui domine toutes les vérités, la vérité de Dieu ? Le mot démonstration, quand il s'agit de lui, ne prend-il pas un sens plus profond ? Démontrer Dieu, c'est, sans doute, établir, par toutes les preuves que les plus beaux génies ont découvertes et fortifiées dans le cours des siècles, la réalité de son existence, mais n'est-ce que cela ? Peut-on séparer en Dieu son existence de sa nature, l'idée de Dieu de la connaissance de Dieu ? Or cette connaissance comporte un nombre infini de degrés, et, à la rigueur, la démonstration ne serait achevée que si on les avait tous gravis jusqu'au dernier. L'ambition de l'homme ne saurait aller jusque-là : les plus favorisés s'arrêtent ici-bas, les uns plus loin, les autres plus près du but : nul ne l'atteint. Seulement ceux-là s'en approchent davantage qui emploient pour connaître Dieu tout ce qui, en eux, se rapporte à Dieu, montre ou reflète Dieu, vient de Dieu, tandis que ceux-là courent risque de s'en éloigner qui ne connaissent qu'une voie et ne veulent qu'un appui.

La vérité de Dieu ressemble si peu aux autres vérités que notre esprit possède ou qu'il cherche, qu'on est surpris de ne point voir cette distinction plus souvent et plus rigoureusement établie par les philosophes. Ce que les hommes appellent vérité, dans leurs livres et leurs discours, qu'il s'agisse de sciences pures ou appliquées, de l'histoire naturelle ou de l'histoire des sociétés humaines, n'est jamais qu'une partie infiniment petite, qu'un point de vue très circonscrit du vrai : Dieu est la Vérité même. S'il n'était point, aucune vérité ne serait : par suite, tout ce qui est vrai, si on remonte jusqu'à son principe, prouve son existence. De tous les points du monde et de la science, de toutes ses lois comme de toutes les lois et de tous les pouvoirs de notre âme, un chemin s'ouvre jusqu'à lui. Il est bon, sans doute, il est excellent d'insister sur certaines preuves qui semblent plus rigoureuses, plus capables, dans leur sévère énoncé, de satisfaire les esprits les plus difficiles; mais, au fond, ces preuves, quand on les analyse et qu'on en met à nu les éléments, n'ont fait, on le reconnaît sans peine, que condenser et présenter, sous une forme didactique, tout ce que révèlent, dans les circonstances les plus différentes, par fragments et parcelles, aux intelligences les plus ouvertes comme aux moins favorisées, la nature et l'esprit, l'expérience et la raison.

Des vérités acquises par les leçons des maîtres, les recherches personnelles, le commerce de nos semblables, les unes s'arrêtent à la mémoire et ne la dépassent pas, les autres pénètrent dans l'entendement à toutes les profondeurs, mais elles sont à peu près sans action sur le cœur et la volonté. Bien différentes sont celles qui, atteignant jusqu'au point central de l'âme, parce qu'elles touchent à ses affections les plus nobles, à ses aspirations les plus hautes, à ses intérêts les plus sérieux, au lieu d'en effleurer légèrement la surface, s'unissent à elle et

la nourrissent. A plus forte raison l'idée elle-même de Dieu, si elle est pour l'esprit tout ce qu'elle doit être, si, en pénétrant dans l'âme, elle s'unit à toutes ses puissances, cette idée,— ce mot est-il encore le mot propre,— exerce sur elle une action à laquelle rien ne peut être comparé. Elle purifie nos affections à son religieux contact ; elle donne à l'amour du bien, par-delà toutes les formules abstraites, à celui du bonheur, au-dessus de tous les biens passagers, leur objet véritable, parfaitement bon, parfaitement beau. Elle fortifie la volonté, elle accroît en elle les impulsions généreuses, elle la dirige sans la contraindre, vers le Bien qui embrasse tous les biens. Elle étend son empire jusque sur les organes du corps qui profitent, c'est un fait d'expérience, du calme et de la force qu'elle communique à l'âme. Pour ceux qui sont arrivés à ce point, l'idée de Dieu n'est plus seulement une notion perçue par l'intelligence, c'est Dieu connu, manifesté, contemplé dans tout ce que nous sommes, dans tout ce que nous possédons de plus grand, de plus beau, la raison, le cœur, la liberté, la vie elle-même dont il est, pour l'univers entier, esprits et corps, la source unique et inépuisable. C'est aussi Dieu aimé de tout l'amour dont nous sommes capables, imité, comme l'entrevoyait déjà Platon, dans la mesure de nos forces.

A cette vérité de Dieu si peu semblable aux autres vérités qu'on décore de ce beau titre, correspond dès lors une démonstration dont on peut dire, pour mieux faire voir à quel point elle diffère des autres démonstrations, qu'elle est Dieu découvert à toutes les sources de notre être, à l'origine et au terme de toutes nos facultés, Dieu passant d'une présence en quelque sorte latente à une présence effective dans notre âme désormais sûre de lui comme d'elle-même, puisqu'elle se sent vivre, aimer, penser en Lui. Commencée par le bon vouloir et l'amour sincère de

la vérité, cette démonstration se continue, à travers toutes les épreuves auxquelles la soumet l'intelligence, par une perfection croissante des dispositions et des facultés qui ont présidé à sa naissance. Les sentiments s'épurent et s'élèvent, à partir d'un premier sentiment qui s'est détaché du périssable et du contingent pour se fixer à ce qui ne passe ni ne meurt. Les actes de bon vouloir s'enchaînent aux actes de bon vouloir, à partir d'une première et ferme résolution d'accepter la vérité, toute la vérité, avec ses dépendances les plus lointaines. Tout homme d'une volonté droite et d'une absolue sincérité, se proclamât-il athée, est sur la route qui conduit à la connaissance de Dieu (j'allais dire qu'il croit en Dieu d'une foi implicite), et il ne manquera d'y arriver que si sa volonté vient à défaillir.

Je vous ai conduits peu à peu, Messieurs, jusqu'au sommet, ou, si vous l'aimez mieux, jusqu'aux extrêmes frontières de l'esprit philosophique. Il s'expose à de lourdes chutes et à mille erreurs, s'il désespère de les atteindre, à plus forte raison s'il nie, lui qu'éclaire avant tout l'idée d'ordre, lui qui est esprit, qu'il y ait une cause intelligente de l'ordre, un principe infini de l'esprit fini, s'il refuse de l'aimer et de conformer son vouloir au vouloir divin. Aussi bien n'est-ce point à vous que je m'adressais, en insistant sur ce dernier point : je connais vos convictions aussi réfléchies qu'inébranlables. Je n'avais pas à les fortifier, encore moins à les faire naître ; il me reste à vous remercier de m'avoir suivi, dans les longs détours de ce vaste sujet, avec autant de sympathie que de sérieuse attention.

C.-C. CHARAUX.

UNE PARTIE D'ÉCHECS

NOUVELLE

C'était le 12 décembre 1833, au Club des Joueurs d'Échecs, à Paris. Les habitués arrivaient les uns après les autres, transis de froid, se frottant les mains et battant la semelle. Les tables se garnissaient peu à peu, et les parties commençaient. Il y en avait qui se contentaient de parier pour ou contre les joueurs ; d'autres jugeaient des coups en silence ; quelques-uns, les pieds sur les chenets d'une grande cheminée dans l'âtre de laquelle flambait un bois résineux, lisaient tranquillement le journal ou la revue. Parmi ceux-ci était un jeune homme de vingt-cinq ans à peu près, grand, brun, aux cheveux et à la barbe taillés à la Saint-Simonienne. Il lisait avec un sourire malin la *Quotidienne*, journal des regrets et des espérances légitimistes, la froissant même d'une main crispée.

— Tout doux ! mon beau jeune homme, lui dit aimablement et en lui prenant le journal des mains, un vieux monsieur, son voisin. Tenez, voilà *le National* dont j'ai assez à mon tour. Je vous abandonne la prose de votre ami Armand Carrel.

Notre jeune homme d'accepter la feuille avec empressement et reconnaissance. Il fut distrait de sa lecture attachante par l'entrée du Directeur de l'établissement, tenant en main et la brandissant sur l'assistance une grande lettre au timbre de New-York.

— Messieurs, dit-il, voici un partenaire que vous n'attendez pas.
T. XI, 4^e liv., avril 1892.

tendiez pas assurément. Une jeune héritière de New-York offre au moins anti-Yankée d'entre vous une partie d'échecs à travers l'océan, c'est-à-dire, par correspondance. Enjeu : un million. Comme vous voyez, c'est tout à fait américain. Cela est signé : Mary Mildington.

Ce fut une exclamation universelle.

— Si feu M. Casimir-Perrier, aussi grand financier que grand ministre, était encore de ce monde, nous lui passerions la partie, dit quelqu'un.

— Pas n'est besoin d'aller réveiller les morts pour si peu, dit gravement le jeune homme dont il vient d'être parlé : J'accepte, moi.

Tout le monde de le regarder avec stupéfaction.

Messieurs, fit observer le Président du Club, il y va ici de l'honneur du cercle tout entier. C'est lui que notre américaine défie ; c'est lui qui doit accepter ou refuser le défi en la personne d'un de ses membres. Telle est mon opinion. Je ne vois pas de raison sérieuse d'empêcher M. le comte de Tinson de tenter l'aventure, s'il se sent de force. Seulement, M. de Tinson étant nouveau parmi nous, n'y a pas encore fait ses preuves. Nous ne connaissons pas son talent. A mon avis, il devrait préalablement faire une partie avec le membre du Club réputé le plus fort. S'il gagne, il y aura lieu de l'autoriser à se battre avec l'américaine, au nom du cercle visé par elle.

Le Président ne pouvait mieux mieux dire ; et sans hésiter, le comte de Tinson engagea la partie avec le vieux baron de Scott, une manière de Philidor au xix^e siècle, que personne n'avait encore gagné au Club. La partie dura deux heures au milieu de l'attention générale, avec des péripéties qui agitaient l'assistance en sens divers, faisant tour à tour craindre ou espérer les partisans de l'un ou de l'autre joueur. Un moment le comte de Tinson

parut sur le point de perdre, ce qui lui aurait tiré peut-être une fière épine du pied, pensait plus d'un spectateur. Ressaisissant soudain tous ses avantages, notre jeune homme poussa hardiment sa dernière botte au roi qui fut reconnu *mat*. Grande émotion.

Le Club déclara que quand on avait gagné le baron de Scott, on pouvait se mesurer avec miss Mildington ; et l'on écrivit en conséquence à New-York.

Le comte de Tinson était orphelin par la mort de sa mère, arrivée depuis longues années, et par celle de son père, colonel de cavalerie légère, tué à la prise d'Alger. Chrétiens et royalistes, ses parents n'avaient cependant pu le soustraire à l'influence pernicieuse des idées qui avaient cours parmi les jeunes gens, sous la Restauration. C'était un grand admirateur de Courier et de Béranger ; sa religion consistait en préjugés contre le *parti-prêtre* et la *congrégation*. En politique, il inclinait vers la République ; et il avait pris part aux *Glorieuses*. Avec cela, humanitaire et même Saint-Simonien. C'était l'erreur de pas mal de cœurs généreux alors, lesquels, avec le comte de Tinson, ne pardonnaient pas à Louis-Philippe de n'avoir pas fait la République, où ils voyaient comme un acheminement à la réalisation de leurs rêves sociaux.

Le jeune de Tinson se consolait de cette bataille perdue par les paisibles batailles qu'il gagnait sur tous les échiquiers de Paris. Pas un café où il ne fût tenu pour le plus redoutable joueur aux échecs. Il avait hérité ce talent, tourné en passion, d'un de ses aïeux paternels, Jean de Tinson, une des étoiles de ce *Café de la Régence* où l'on jouait aux échecs comme on n'avait pas joué jusque là, en France, et comme on n'a pas joué depuis, à ce qu'on prétend.

Mais il était dit qu'en toutes choses, le jeune Tinson, qui appartenait d'ailleurs aux mieux titrés du noble faubourg, devait être une victime de l'atavisme. C'est ainsi

qu'il tenait encore de son grand père, André de Tinson, le culte de l'Amérique. Celui-ci avait pris part, comme beaucoup de grands seigneurs de son temps, à la guerre de l'indépendance, entraînés par Francklin et La Fayette. Les circonstances l'avaient conduit dans les Carolines, où il était devenu l'aide de camp du général Mildington. Ne sortant plus guère de son hôtel de la rue du Bac, dès les premières années de la Restauration, il dépensait son imagination, toujours ardente, à des récits interminables sur la guerre d'Amérique et l'Émigration dont il avait fait partie. Tout le monde de se sauver quand il entamait ses narrations. Seul, son petit-fils Léon, le Tinson de cette histoire, alors tout plein de l'*Atala*, de Chateaubriand, et des *Incas*, de Marmontel, prêtait une oreille attentive et toujours avide aux rabachages du bon vieillard. Des choses de l'Émigration, Léon s'en fût aisément passé ; mais celles d'Amérique l'occupaient dans ses rêves. Avec quel bonheur il voyait André de Tinson représenté sur cette tabatière qu'il avait laissée dans les Carolines, debout et montrant du doigt le vaisseau qui allait l'emporter vers de lointains rivages ; comme il aimait à se promener sur cette terre vierge encore où tout lui paraissait poésie et liberté ; combien il se plaisait à suivre par l'imagination son brillant aïeul chevauchant après le général Mildington, sous les murs de Charlestown ; surtout avec quel attendrissement, il voyait miss Edva, la fille du général Mildington, suivre son père sur les champs de bataille en qualité d'infirmière, et tomber à côté d'un blessé, dans un combat que Green livrait à l'anglais Cornwallis, non loin de Raleigh ! Hélas ! Cette miss Edva avait été promise à l'aide de camp français ; et peut-être que la présence du jeune officier dans ces rencontres terribles, dont le combat de Raleigh devait être pour elle la dernière, était-elle pour quelque chose dans l'héroïsme de la jeune fille...

Arrivé là de son récit, le bon vieillard ne manquait jamais de sortir de sa poche une belle tabatière en or sur laquelle était gravée l'image de sa fiancée, tombée au champ d'honneur ; et une larme venait mouiller ses yeux presque éteints. — Son père me donna ce précieux souvenir, disait-il, en échange d'un souvenir pareil où l'on m'avait peint partant pour l'Amérique. Moi, je garde religieusement ce présent ; l'autre, entre les mains de qui se trouve-t-il aujourd'hui ? Je n'ai plus eu de nouvelles de ces bons amis, voilà déjà bien des années.

Dans la partie d'échecs que le jeune comte avait acceptée un peu précipitamment, il entraît peut-être quelque chose des sentiments romanesques qu'il avait toujours partagés avec son grand-père. C'était l'Amérique, c'était un nom à lui connu et presque cher ! Il aurait pu se dire que ce nom était capable de lui porter malheur, comme à son grand père : il n'y pensa point.

— Si je perds, se disait-il, je liquide ma situation ; je touche 1,500,000 francs ; je pars pour New-York ; je paie ma dette ; et, avec les 500,000 francs qui me resteront, je me fais une fortune à l'américaine. Si je gagne, je pars quand même ; je vais toucher à New-York mon million ; et je m'enfonce dans les Montagnes Rocheuses pour y faire l'essai de la vie phalanstérienne. On n'est pas jeune pour rien ! J'inviterai miss Mildington à venir me voir dans cette nouvelle France de ma façon. Elle acceptera sans doute. Et si cette vie allait lui plaire, à ma petite Yankée ; et si une Mildington ayant désolé le grand-père, une autre Mildington allait faire la joie du petit-fils ! On en a bien vu d'autres dans les romans de Mlle de Scudéry. Mais l'Amérique est positive.

En attendant, la partie allait son train entre Paris et New-York, une partie dans laquelle on avait le temps de calculer ses coups d'un courrier à l'autre : grand espace, dirait Tacite, tout rempli de part et d'autre, d'espérance et de crainte. Un million ! Dame, ce n'était pas un sou,

même pour une américaine et un Tinson. Et puis, il y allait de l'honneur ! A Paris, comme à New-York, les journaux avaient parlé de l'humoristique cartel. Surtout le club des Echecs était préoccupé. A chaque courrier d'Amérique, Tinson allait rendre compte à ses confrères de l'état de la partie et recueillir les impressions de chacun. Au sortir du cénacle, il y avait des hauts ou des bas dans ses espérances. Plus qu'un autre, le baron de Scott suivait d'un œil anxieux les péripéties de la bataille. Son honneur était lié à celui du partenaire français. Quant au bon directeur de l'établissement, il ne mettait pas en doute le succès du leader du club. New-York ne pouvait pas triompher de Paris. Véritable ancêtre de *Bésuquet*, il voyait déjà son *Tartarin* scalpant le tête charmante de la petite Peau-Rouge, et le million américain se répandre en pluie d'or sur sa boutique. Son rêve ne devait pas être long.

Le 25 mars 1835, le matin vers dix heures, le domestique du comte de Tinson lui présenta son courrier sur un plateau d'argent, comme de coutume. Il y avait une lettre de New-York, d'une écriture bien connue. On l'ouvre, non sans émotion :

« *Roi Mat à Paris...*

« Ce n'est pas bien à vous, disait la lettre, de vous laisser battre par une femme, monsieur le Comte. J'ai bien cru être battue moi-même au dernier moment. Vous avez eu une distraction. J'en ai profité.

« Là se terminera notre longue correspondance. Je ne lirai plus, au bas de vos lettres très aimables, un nom qui m'intrigue. De votre côté, le mien ne vous dit-il rien ? L'Amérique et la France furent sœurs un jour sur les champs de bataille. Mais il peut y avoir plusieurs Tinson en France, comme il y a plusieurs Mildington aux

Etats-Unis. Pour si grand qu'il soit, le hasard n'aurait pas pu nous rapprocher ainsi ; et je ne crois pas que la Providence se plaise à ces jeux.

« Je ne vous en tends pas moins cordialement la main.

« Mary MILDINGTON. »

Comme bien l'on pense, l'échec consterna le club et prêta quelque peu à rire.—Comment va-t-il se tirer de là, se demandait-on ? Une jeune américaine serait assez excentrique pour avoir joué un million ; et cela, pour l'honneur seulement ; mais, d'autre part, Tinson est trop homme d'honneur lui-même pour ne pas y mettre son dernier sou.

— Si c'était moi, le perdant, je serais un homme fini, disait de son côté le baron de Scott ; mais ces jeunes gens, voyez-vous, ça a la vie dure.

Et un autre :

— On dit qu'il va porter lui-même son million à New-York ; s'il ne sort pas de là un roman, je donne ma langue aux chiens.

A quoi le Bésuquet du club répondit :

— Le roman est fait, voyez-vous. La Mildington va lui donner son reçu dans la tabatière que son grand-père a oublié par là-bas. C'est mon idée à moi.

L'idée ne fut point partagée par le club.

Quelques temps après, le comte de Tinson écrivait la lettre suivante :

« Mademoiselle,

« J'ai réalisé ma fortune et je pars pour New-York, le 20 juin, par le paquebot *Le Requin*. Mon projet, après vous avoir religieusement soldé ce que je vous dois, est de m'établir à New-York même, pour y faire fructifier ce

qui me restera de mon avoir. J'aurai là-bas des chances que je ne trouverais pas à Paris.

« Si donc, Mademoiselle, vous êtes privée de lire mon nom au bas de mes lettres, vous aurez l'avantage de me voir en personne quelquefois, dans le cas où cela pourrait vous convenir. Ce que vous me dites de nos noms m'a préoccupé moi-même aussi ; mais comme il y a plusieurs Tinson en France, il peut y avoir plusieurs Mildington aux États-Unis. Et puis, vous êtes à New-York ; et le Mildington de mon grand père était à Charlestown.

« Il est vrai, Mademoiselle, j'ai été, je suis vaincu par une femme ; mais quand les femmes sont charmantes comme vous me paraissent l'être, il n'y a que de l'honneur à être battu par elles.

« C'est dans ces sentiments que je vous prie d'agréer, etc.

« Comte DE TINSON. »

Le comte de Tinson avait absolument tout vendu, sauf les portraits de ses parents qu'il voulait emporter en Amérique, comme pour y vivre dans la compagne des siens. Il va sans dire que celui du grand père André de Tinson faisait partie de la collection. Ce portrait était celui-là même dont on avait pris une copie pour la mettre sur la tabatière laissée en Amérique. En le décrochant il admirait ce beau jeune homme au teint blanc et animé, à l'œil bleu et clair, à la chevelure poudrée.

— Le bon homme, se disait-il, comme il va revoir son Nouveau Monde avec plaisir !

Est-il besoin de faire remarquer que la tabatière portant l'image de la fiancée américaine ne fut pas oubliée ? Les princes d'Orléans n'ayant pas vulgarisé le cigare, par leur exemple, au point où l'on allait le voir bientôt, quelques uns de nos jeunes élégants prisaient encore. Et puis il semblait à l'exilé volontaire que cette figure charmante,

que ces yeux noirs qui s'étaient reposés sur l'un des siens, que cette bouche rose qui lui avait souri lui portaient bonheur à lui-même, le protégeraient...

Le grand-père André s'était embarqué à Saint-Malo ; il voulut s'y embarquer lui aussi. Au moment où il mettait le pied sur *Le Requin*, une grosse larme vint couler sur sa joue : regret du pays qu'on ne quitte pas impunément, incertitude d'une vie nouvelle, appréhension invincible des périls d'un long voyage sur ces flots qui, au témoignage d'Horace, supposent un cœur d'airain à qui les affronte.

Quand il vit la voile s'arrondir sous le vent, quand il sentit que le vaisseau s'ébranlait sous ses pieds, le Dieu de sa mère, longtemps oublié, lui revint en mémoire. Ayant entendu un des matelots de l'équipage se recommander sans respect humain à sainte Anne d'Auray, il s'associa secrètement à sa prière, et l'on partit.

De son côté, Miss Mildington ne devait pas tarder à recevoir la lettre lui annonçant la prochaine arrivée du comte. On la lui remit dans sa belle résidence d'été de Long-Island. Miss Mildington était orpheline aussi et maîtresse d'une immense fortune dont elle faisait un noble usage, à travers ses mondanités légèrement excentriques. Irlandaise d'origine, elle en avait la foi ardente et pieuse ; Américaine de naissance, elle en menait la vie libre et hardie en tout bien et tout honneur. Elle descendait des Mildington des Carolines par son père, et des Hovard, de Pensylvanie, par sa mère, tous catholiques. Deux Mildington, son grand-père et son grand-oncle, avaient servi, comme généraux, dans la guerre de l'indépendance ; et , suivant la coutume américaine , s'étaient perdus dans la foule, une fois la guerre terminée. Un des Mildington resta dans la Caroline du Sud, à Charlestown ; l'autre vint à New-York.

Une des singularités de miss Mildington ou, mieux,

l'une de ses passions était le jeu des échecs. Elle s'y était acquis une sorte de célébrité aux États-Unis; où les journaux s'emparent de tout et de tous. Son cartel parisien était connu et n'étonnait personne en un pays où l'on ne s'étonne de rien et où l'on ose tout. Elle jouait pour la gloire, et précisément parce qu'elle se savait remarquée. Ses gains allaient très-souvent aux pauvres ou aux œuvres de propagande religieuse, si nombreuses et si vaillantes dans la jeune Église catholique d'Amérique. Miss Mildington, sans être une beauté, était une charmante blonde, ni grande ni petite.

Miss Mildington était présentement tout occupée de la prochaine arrivée de son partenaire. Elle avait remporté d'autres victoires; aucune ne l'avait agitée comme celle-ci. Ce représentant d'un club de Paris, c'était pour ainsi dire Paris venant mettre à ses pieds la couronne qu'il porte avec fierté au milieu de toutes les capitales de l'univers. Tout New-York en parlerait. Et puis, sa curiosité féminine ne cessait pas d'être éveillée sur le nom de l'aimable vaincu. Lui-même se demandait ce que c'était que cette Mildington, un nom qu'il avait entendu prononcer bien des fois chez lui. Les romans de Féminore Cooper aidant, et elle en avait toujours un sur sa table, son imagination allait bon train.

Elle en était là lorsque, étant rentrée à New-York et se promenant dans la Nassaud-Street, elle entendit un vendeur de journaux crier : « Achetez le *Naufrage du Requin* ! » Ses genoux fléchirent; elle tendit une main tremblante au vendeur, prit le journal et lut :

« Le *Requin*, paquebot français, arrivait jeudi soir en vue de la baie d'Hudson, lorsque la tempête qui a mis en branle tous les vaisseaux de notre port lui-même l'assaillit. Il parut longtemps lutter contre l'ouragan, lui opposer les manœuvres les plus savantes et les plus hardies. Tout a été vain. Le paquebot a péri avec son

équipage, ses passagers et sa cargaison. Parmi ces passagers se trouvait, comme on l'avait annoncé, le comte de Tinson. On a vu quelques hommes essayer de se sauver à la nage et le capitaine, n'ayant pas voulu quitter son bord, disparaître avec lui dans les flots ! »

Miss Mildington jeta loin d'elle le journal qui fut ramassé par des enfants de l'école et lu, par eux, à haute voix, avec force éclats de rire. Cet âge est sans pitié.

Notre jeune fille de rentrer précipitamment chez elle, de se jeter dans un fauteuil et de fondre en larmes.

— Malheureuse, se disait-elle, c'est moi qui suis la cause de sa mort; car je l'ai provoqué au jeu follement; c'est moi qui l'ai précipité dans les flots; et peut-être, du sein des flots, dans les profondeurs de l'enfer! Oh! jamais plus je ne toucherai à ce maudit jeu; jamais, jamais plus il ne reparaitra dans ma maison! Pourquoi Dieu ne m'a-t-il pas punie moi-même; pourquoi a-t-il pris ce jeune homme ainsi deux fois victime, la mienne d'abord?

Et tombant à genoux, elle ajouta : « Mon Dieu ! si par un miracle de votre Providence, il était au nombre de ceux qui ont pu peut-être se sauver, je vous promets de réparer ma faute en lui faisant remise de sa dette. Et que si, ce que je crains, le point d'honneur ne lui permet point d'accepter, je fais vœu de dépenser tout de suite ce million en bonnes œuvres.

Les journaux du lendemain et des jours suivants furent remplis de détails relatifs au naufrage. Dans l'entourage de miss Mildington on se préoccupait beaucoup de savoir si son million n'avait pas sombré avec la cargaison. Les plus délicats, ceux surtout qui connaissaient mieux le cœur de la noble jeune fille, faisaient prendre chez elle des nouvelles du comte. Hélas ! de nouvelles, il n'y en avait pas à l'hôtel de la Nassaud-Street.

Un soir, un peu avant la nuit, un domestique entre dans le boudoir de Miss Mildington. Elle rêvait dans une demi-obscurité.

— Mademoiselle, dit-il, encore un de ceux, probablement, qui viennent vous demander des nouvelles des naufragés. C'est un jeune homme qui ne m'a pas donné son nom.

— Introduisez-le tout de même ; il vous le dira avant d'entrer.

— Mais, Mademoiselle, il ne se recommande pas précisément par sa mise qui est fort humble.

— Introduisez-le toujours; nous verrons bien. Si c'est l'aumône qu'il demande, je suis en passe de la lui faire.

Le domestique se décida, un peu malgré lui, à aller parlementer avec le personnage. Celui-ci parlait très bien l'anglais, quoique avec un léger accent.

— Monsieur est étranger ? lui demanda le domestique, curieux comme ils le sont tous ?

— Oui, et débarqué en Amérique depuis peu.

— Suivez-moi, dit le domestique.

Arrivés dans un premier salon :

— Qui dois-je annoncer, Monsieur ?

— Le comte de Tinson.

Le domestique fit un mouvement en arrière et regarda l'étranger de haut en bas.

— Eh quoi ! s'écria miss Mildington en lui ouvrant ses bras, vous ici, Comte !

— Moi ici, Mademoiselle, maltraité, mais vivant.

La jeune fille se laissa tomber d'émotion dans son fauteuil, ayant à peine la force d'indiquer un siège au visiteur.

— Et dire que c'est moi qui vous ai mis dans la gueule du monstre qui a failli vous engloutir ! Combien je suis coupable, Monsieur ?

En tout cas, Mademoiselle, répondit le Comte en lui baisant la main, qu'elle lui tendait comme pour lui demander pardon, vous ne seriez pas seule coupable. J'ai bien ma part de responsabilité dans ce funeste événement, n'est-ce pas ?

— Et comment vous êtes-vous sauvé ?

— A la nage, à la suite de deux matelots qui m'ont guidé et soutenu. Mais je n'ai sauvé que ma personne. Votre argent et le mien sont au fond de la mer. Me voilà votre débiteur insolvable, Mademoiselle.

— Dieu soit béni, Monsieur ! dit-elle en se levant avec une sainte fierté. Je vais donc réparer ma faute, accomplir un vœu que j'ai fait devant le Seigneur. Mon débiteur ! vous ne l'êtes pas après ce qui s'est passé ; c'est moi, bien plutôt qui suis votre débitrice. Combien vous restait-il pour vous-même ?

— Trois cent mille francs.

— Je vais vous les faire compter à l'instant même.

Tinson se leva à son tour.

— Mademoiselle, dit-il, votre sensibilité, votre générosité, votre grandeur d'âme me touchent et me confondent. Je vous admire, mais souffrez que je n'accepte pas.

— Et que deviendrez-vous donc, Comte, dans un pays où vous ne connaissez personne ?

— Je vous connais, vous, Mademoiselle ; et c'est assez. Mais comme je ne veux pas vous être à charge, la seule grâce que je vous demande, c'est de me recommander à un de vos grands journaux, pour y collaborer ou y être le correspondant du *National*, de Paris, journal de mon ami Armand Carrel. Le reste viendra par surcroît, avec la grâce de Dieu dont j'ai appris à me souvenir par une terrible expérience.

— Vous êtes chrétien, Comte ! s'écria la jeune fille, en lui prenant les mains.

— Je l'ai été ; j'espère le redevenir : il n'y a de lumière et de secours que là. Mes parents étaient très chrétiens.

— Eh bien, mais, Monsieur, je ferai très volontiers ce que vous me demandez, ajouta miss Mildington avec un

léger sourire , vous n'êtes pas bien exigeant. Seulement donnez-nous le temps de respirer. Vous êtes chez moi ; vous êtes mon hôte ; je ne vous laisse pas aller comme cela ; que dirait-on de miss Mildington ! Je vais vous faire conduire dans votre appartement ; vous avez besoin de repos.

Le Comte s'inclina, baisa une seconde fois la main de la jeune fille et suivit le domestique.

— Souvenez-vous, lui dit-elle en riant, qu'il y a quelque chose comme un demi-siècle, un Tinson fut l'hôte d'un Mildington, en Amérique.

— Je ne l'avais pas oublié, Mademoiselle ; mais c'était à Charlestown, et non pas à New-York ; et peut-être y a-t-il là le doigt de Dieu, tout de même, ajouta-t-il plus bas.

Les jours et les semaines se passaient sans que miss Mildington parût songer au journal auquel son hôte pourrait collaborer. Elle avait eu soin que le Comte trouvât dans son appartement une garde-robe bien fournie. Elle passait de longues heures à causer avec lui, surprise de son instruction, charmée de ses bonnes manières ; de trouver en lui comme un résumé de ce Paris qui a le talent de faire tourner tant de têtes ; de cette urbanité française dont un autre Tinson avait laissé un souvenir ineffaçable en Amérique. Elle lui faisait les honneurs de chez elle avec grâce et magnificence ; invitant à son occasion ; le présentant dans les principaux salons de New-York ; mettant sa gloire à le produire , bien plus qu'elle ne l'avait mise d'abord à le gagner.

Le Comte se laissait faire. Lui aussi était sous le charme ; et il se tâtait parfois pour savoir s'il ne rêvait point. Cependant la délicatesse, la conscience même lui faisaient un devoir de sortir de cette impasse. Miss Mildington n'eut pas de peine à deviner ce sentiment chez son hôte. Elle lui dit à brûle-pourpoint :

— Vous croyez sans doute, cher Comte, que je ne pense plus à votre journal ; que, nouvelle Calypso, je veux retenir malgré lui un nouvel Ulysse ? Détrompez-vous ! D'abord vous me paraissez beaucoup moins pressé qu'Ulysse, et obéir à une moins impérieuse destinée que la sienne. Nous ne perdons pas notre temps, toutefois. Savez-vous que j'ai employé tout ce temps-ci à préparer votre premier article au *New-York-Herald* ; et que, à vous lire, votre ami Carrel, ne sera peut-être pas mécontent de moi ?

— Je ne comprends pas, Mademoiselle.

— Oh ! vous comprenez bien un peu ! Mais c'est à moi de vous faire la lumière. Voyons, procédons à l'américaine :

— Qui êtes-vous ?

— Mais, Mademoiselle, je croyais vous l'avoir dit, fit le Comte en rougissant.

— Non, vous ne me l'avez pas dit, ou vous n'avez pas voulu ou osé me le dire. Eh bien, moi, voyez-vous, je l'ose et je le veux. Vous êtes le petit-fils, encore que vous ne lui ressembliez pas physiquement, de l'ancien aide de camp, de mon grand-père, du fiancé de ma tante Edva.... N'est-ce pas cela, Comte ?

Je voudrais que ce fût cela, certes ; mais nous sommes en Pensylvanie, je crois ; et ceux dont vous parlez étaient dans les Carolines. Il me semble vous avoir dit cela. Quel est donc ce mystère ?

— Il n'y a pas de mystère. Je suis tout bonnement la petite-fille de celui des Mildington qui vint, à la paix, s'établir à New-York, pays de sa femme. Suivez-moi, ajouta-t-elle.

Elle le conduisit dans une galerie de tableaux, dans laquelle elle avait eu ses raisons pour ne point l'introduire jusque-là.

— Tenez, connaissez-vous ce monsieur-là ? lui de-

manda-t-elle, en lui montrant une grande tabatière en or, ornée du portrait d'un beau jeune homme en costume Louis XVI.

— Mais c'est mon grand-père André de Tinson ; c'est la copie du portrait que j'ai dû laisser au fond de la mer !

Et lui montrant un délicieux pastel de jeune fille :

— Maintenant, connaissez-vous celle-ci ?

Le comte, exhiba lentement la tabatière du grand-père André :

— Et vous, reconnaissez-vous celle-là ? C'est tout ce que j'ai sauvé du naufrage, Mademoiselle ; il dépend de vous que ce soit assez, ajouta-t-il avec une sorte de fierté interrogatrice.

On échangea une poignée de main significative...

Le reste se devine. Quelque temps après, l'article dont miss Mildington avait dit qu'elle préparait la matière, paraissait sur le *New-York-Herald*, et il était envoyé au Club des Échecs, à Paris. Il disait le bonheur du comte et... de la comtesse de Tinson. Le *Bésuquet* du club ne pouvait s'en rassasier. A chaque membre qui entrait, il en faisait la lecture à haute voix, en cette soirée mémorable du 3 janvier 1836. Oui, il triomphait le directeur ; et il ne crut pas pouvoir mieux témoigner sa joie immense, aux membres présents du club, qu'en leur payant un punch monstre, portant, de groupe en groupe, la santé du jeune couple qui était, disait-il, l'honneur du cercle dans les deux mondes.

A. DELACROIX.

LES ÉVÉNEMENTS DU MOIS

La parole est à la dynamite. Nos ministres prennent grand souci de fermer les églises et d'imposer silence à nos évêques : pendant ce temps, les Ravachol et les Mathieu font sauter les maisons et les casernes, revendiquant le droit de refaire la société à leur guise. La police a été assez heureuse pour mettre la main sur le principal auteur de ces attentats : mais les anarchistes sont légion. Voici qu'à la veille même du procès de Ravachol, le restaurant Véry, où Ravachol fut arrêté, vient d'être la victime de la vindicte des anarchistes. Cette fameuse salle, où Lhérot avait accompli son exploit en dénonçant le coupable, est à jamais détruite : tout y est en lambeaux, en ruines et le propriétaire, grièvement blessé, médite à l'hôpital sur la triste célébrité que lui fit l'arrestation de Ravachol.

Le gouvernement ne sait plus où donner de la tête : il est comme affolé et pour n'avoir pas l'air de se refuser à sévir, il frappe à coups redoublés sur le clergé et les évêques. Des socialistes ont assailli les prédicateurs et provoqué de véritables émeutes au sein même de nos églises : ce ne sont pas eux les vrais coupables, ce sont les prêtres, qui prêchent et ne devraient pas prêcher. Le moyen est bien simple pour prévenir de semblables troubles : il n'y a qu'à fermer les églises, et les églises Saint-Merry, Saint-Joseph, Saint-Ambroise et autres ont été fermées. Belle victoire pour M. Loubet ! C'est un de ces coups de génie qui sont rares dans la vie d'un mortel et qui suffisent à conduire un homme à l'immortalité !

A la Chambre, Mgr d'Hultz a voulu demander compte au gouvernement de cette singulière attitude : son discours est d'une clarté et d'une énergie qui devaient avoir raison de tous les expédients et de tous les subterfuges du ministre. L'éloquent prélat aurait triomphé, mais pour conjurer sa défaite, le gouvernement a mêlé à cette question de la fermeture des églises la publication d'une lettre pastorale de Mgr l'Évêque de Mende relative aux élections municipales, et là, sur ce terrain

improvisé, grâce à la complicité de M. Jourdan, le député radical de la Lozère, le ministre Ricard s'en est donné à cœur joie contre le clergé et les évêques qu'il a représentés comme des rebelles à la loi.

Il vaut la peine, croyons-nous, d'insister sur cette séance et de consigner ici, à cette place, le résumé des discours prononcés par Mgr d'Hulst pour la défense de la liberté religieuse :

Messieurs, dans la séance du 26 mars, M. le Président du Conseil, répondant à l'honorable M. Delahaye prononçait ces paroles :

S'il se produit, comme on l'annonçait tout à l'heure, des conflits graves dans l'église Saint-Merry ou ailleurs, le ministre de l'intérieur, qui a la garde de la tranquillité publique, prendra les mesures nécessaires et n'hésitera pas à aller jusqu'au bout, jusqu'à la fermeture de l'édifice. (Très bien ! très bien ! à gauche).

A ce moment, M. Delahaye s'écriait de sa place : « Après ces paroles, vous aurez vingt manifestations. »

Cette prévision n'a pas tardé à se réaliser. Le dimanche, 27 mars, avait lieu dans l'église Saint-Joseph, des troubles analogues à ceux qui s'étaient produits dans l'église Saint-Merry.

Ces troubles n'avaient rien d'imprévu : M. le Curé de Saint-Joseph avait reçu plusieurs avis qui les lui annonçaient, et deux de nos honorables collègues dont je puis citer les noms, « M. de Kergolay et Desjardins, en sortant de la séance, samedi soir, avaient entendu deux messieurs qui descendaient des tribunes, se dire : « Eh ! bien, maintenant, nous irons à Saint-Joseph. »

C'était la conclusion naturelle des paroles de M. le Président du Conseil. (Marques d'assentiment à droite).

Dès le lundi 28, informé de ce qui s'était passé à Saint-Joseph le 27, l'honorable M. Delahaye demandait à interroger de nouveau M. le Président du Conseil sur les instructions qu'il avait données à la police.

M. le Président du Conseil répondait qu'il n'était pas suffisamment informé.

Vainement M. Delahaye s'efforça-t-il de lui représenter qu'on ne lui demandait pas une enquête sur les faits et qu'on l'interrogeait seulement sur les instructions qu'il avait données et sur les motifs qui les lui avaient inspirés.

Dans l'intervalle, M. Delahaye dut s'absenter. Alors, l'honorable M. Baudry d'Asson alla trouver M. le Président du Conseil pour poser la même question. M. le Président du Conseil demanda un nouveau délai.

Je demande aujourd'hui à M. le Ministre de l'Intérieur s'il est vrai, comme je crois en avoir la preuve, qu'il ait donné dans les commencements de cette période de troubles, aux agents de la police des instructions générales leur recommandant de maintenir l'ordre à l'extérieur, dans la rue, mais de ne pas intervenir dans l'intérieur des églises, même à la demande du clergé.

Pourquoi M. le Président du Conseil a-t-il donné ces instructions ; par quels principes juridiques ou administratifs peut-il les justifier ? (Très bien ! très bien à droite.)...

Donc, le lendemain de l'interpellation du 26 mars, à l'église Saint-Joseph, la prédication fut interrompue par un tumulte dont le signal fut donné par un coup de sifflet, bientôt suivi de deux autres, ce qui prouve qu'il y avait entente préalable. (Très bien ! très bien ! à droite — Interruptions à gauche).

Quelques-uns des perturbateurs voulurent se frayer un chemin jusqu'à la chaire et, pour s'ouvrir un passage, ils prirent des chaises, frappant d'estoc et de taille (Rires et interruptions à gauche). Ils arrivèrent jusqu'à la chaire.

Le prédicateur refusa de céder la place à ces apôtres d'un nouveau genre. Le curé envoya à l'officier de paix, qui était sur la place, une demande écrite, sollicitant l'envoi d'agents à l'intérieur de l'église pour rétablir l'ordre.

Un agent vint porter la réponse verbale de l'officier : « Nous ne pouvons pas, en vertu des ordres que nous avons reçus. »

Le lendemain devait commencer, dans cette même église de Saint-Joseph, une retraite pascalle pour les jeunes filles.... (Rires à gauche).

Le lundi, M. le curé fut appelé chez le préfet de police, qui lui dit : « Je vous avertis que des hommes de désordres ont annoncé l'intention de descendre de Ménilmontant et de Belleville (Exclamations ironiques à gauche).

« Il pourra se passer des choses extrêmement regrettables, et je vous préviens que nous ne pourrons pas intervenir dans l'intérieur de l'église, à cause des instructions que nous avons reçues. » (Exclamations à droite).

Et le curé de Saint-Joseph, sentant très bien la gravité de ce qui pouvait survenir, a supprimé les réunions.

Mgr d'Hulst montre ensuite comment, pour le même motif, les prédications ont dû être supprimées à Saint-Marcel, Saint-Merry, Saint-Ambroise, Notre-Dame de Lorette ; il rappelle les désordres de Marseille, de Nancy, de Beauvais, et prouve péremptoi-

rement le droit des curés d'appeler les agents de la paix pour rétablir l'ordre dans les églises.

Mais ceci n'allait pas à M. Loubet. Alors intervint le citoyen Jourdan,—un ancien enfant de chœur, devenu aujourd'hui enfant terrible, — qui a demandé à transformer la question en interpellation, fournissant ainsi au chef du cabinet le moyen de se tirer de son mauvais pas. Diversion a été faite; les églises ont été perdues de vue, et l'attention de la Chambre a été toute concentrée sur la lettre de Mgr l'Évêque de Mende. Cette lettre est ainsi conçue :

Monsieur le Curé,

A l'époque des dernières élections plusieurs de mes prêtres ont été inquiétés pour le langage qu'ils avaient tenu en chaire, sur ce sujet. Quelques-uns même ont vu leur traitement supprimé. Pour obvier à cet inconvénient je vous prie de lire en chaire la circulaire suivante sans y ajouter un mot de commentaire.

Votre bien humble serviteur.

† NARCISSE, évêque de Mende.

Voici la circulaire dont Mgr l'évêque de Mende ordonne la lecture en chaire :

« Nos très chers Frères, notre Saint-Père le Pape, ému de nos discordes politiques, plus ému encore de la guerre faite en France à la religion, nous engage à nous unir fortement pour soutenir les intérêts de Dieu, de l'Eglise, des âmes.

« Or, les conseils municipaux ont à connaître de beaucoup de choses qui concernent la religion, et plusieurs même dans notre Lozère ont pris des arrêtés contre la religion. Il est donc important que vous ne fassiez entrer dans la municipalité que de bons chrétiens.

« Vous devrez demander ou faire demander à chacun des candidats, de prendre l'engagement de soutenir en tout, dans le conseil, les intérêts de la religion ; si le candidat ne s'y engage pas nettement, vous êtes tenus, en conscience, de lui refuser votre vote.

« Sachez bien que si un candidat nommé par vous sans avoir fait cette promesse venait à proposer et faire adopter une mesure antireligieuse, vous seriez responsables de cette mesure devant Dieu, devant l'Eglise, devant votre conscience et vous devriez

vous accuser en confession d'avoir porté au pouvoir un persécuteur de l'Eglise.

« Donné à Mende, sous notre seing, le sceau de nos armes et le contre-seing du secrétaire général de notre évêché, le 7 avril 1892.
« † NARCISSE, évêque de Mende. »

Certes Mgr l'évêque de Mende ne faisait par cette lettre qu'user de son droit et remplir son devoir ; il ne condamnait ni République ni républicains ; il se bornait à rappeler ses diocésains à la pratique d'un vote intelligent et réfléchi, à la défense même de la religion par l'élection d'hommes religieux. M. Ricard ne l'a pas ainsi entendu et le voilà qu'il est parti en guerre contre Mgr de Mende et tout l'épiscopat.

Mgr d'Hulst a éloquentement répliqué en ramenant le débat à son origine et a terminé par une déclaration courageuse à laquelle tout le monde catholique a applaudi :

Dans la première partie de son discours, M. le garde des sceaux a répondu à l'honorable M. Jourdan qui parlait de ce qui n'était pas en question. (Interruptions à gauche.)

M. Jourdan était pressé de produire devant la Chambre le mandement de Mgr l'évêque de Mende. Il n'a pas pu supporter l'idée de se priver pendant quelques jours de cette satisfaction. Voilà pourquoi il est sorti de la question ; mais moi j'y rentre.

J'ai reproché au gouvernement de mêler deux choses qui doivent être soigneusement séparées.

M. le garde des sceaux, à propos des troubles qui ont eu lieu dans les églises, est venu se plaindre de l'attitude générale du clergé...

Quand même un prédicateur aurait eu le tort de sortir du domaine dans lequel il doit se maintenir, qu'en résulterait-il ? Que le gouvernement serait en droit de le poursuivre ? Peut-être. Mais il ne s'ensuivrait en aucun cas que tout citoyen eût le droit de venir dans l'église employer la violence. (Très bien ! Très bien ! à droite.)

L'ordre matériel doit être sauvegardé avant toute chose ; un gouvernement qui le laisse troubler, sous prétexte que ceux contre lesquels il est troublé peuvent avoir prêté à la critique, abdique son devoir le plus sacré ; c'est un gouvernement qui ne sert plus à rien. (Très bien ! très bien ! à droite. — Bruit à gauche.)

L'orateur établit ensuite qu'aucune provocation n'est venue du clergé.

Certes, les prédicateurs ont bien le droit de traiter les questions sociales qui touchent de si près aux questions religieuses ; mais dans la plupart des églises en cause, on traitait des sujets ayant trait à la nature de Dieu, à la nature de l'homme et au devoir pascal. Rien ne pouvait justifier la colère des perturbateurs.

Messieurs, ce n'est pas moi qui ai cherché à passionner le débat. On m'a dit : respectez-vous la loi ?...

Nous respecterons les lois justes, nous résisterons de toutes nos forces aux lois qui sont contraires à la loi de Dieu. Vous êtes la majorité. Vous pouvez faire des lois, et le gouvernement qui est votre image peut les appliquer. Nous subirons la violence. (Réclamations à gauche et au centre.)

M. le président. — M. d'Hulst, je ne peux pas vous permettre de dire que vous subirez la violence quand vous obéirez à la loi. Je serai obligé de vous rappeler à l'ordre. (Réclamations à droite. — Nouveaux applaudissements à gauche.)

Mgr d'Hulst. — Mes paroles sont les paroles les plus simples du monde. (Ah ! ah ! à gauche et au centre.)

Jamais vous n'obtiendrez des chrétiens qu'ils fassent autre chose que subir sous la pression de la contrainte et de la violence des lois qui blessent leur conscience. Je dis cela et je le dirai toujours et j'y conformerai toujours ma vie ; non seulement moi, mais tous ceux qui partagent ma foi, et je vous le répète. à cause de cela, nous aurons le dernier mot. (Vifs applaudissements à droite.)

La majorité radicale de la Chambre a donné raison au ministère, elle a même voté l'affichage du discours de M. Ricard, mais la ruse du ministre n'a pu tromper que ceux qui voulaient l'être ; pour les gens réfléchis — et ils sont encore nombreux en France — l'expédient Jourdan n'a pas réussi à laver le gouvernement de sa coupable inaction en face des émeutiers. Les *Débats* qui ne sont certes, ni réactionnaires, ni cléricaux, n'ont pas craint d'exprimer à ce sujet les judicieuses réflexions qui suivent :

On aurait pourtant aimé à être fixé une fois pour toutes sur les troubles dans les églises et sur les intentions du gouvernement à ce sujet. Des explications précises étaient d'autant plus nécessaires que celles qui ont été données, il y a quinze jours, ont manqué de netteté, et on en a vu les suites. Il fallait épuiser et liquider cette question. L'opinion publique commence à s'en émouvoir sérieusement. Elle avait besoin d'être complètement rassurée.

L'évêque de Mende et le département de la Lozère auraient pu avoir ensuite leur tour. Ils méritaient bien l'honneur d'un débat spécial. Mais on a préféré mêler deux questions, très différentes cependant. Il en est résulté que l'entretien entre ceux qui interrogeaient et ceux qui répondaient a manqué un peu de suite et que la discussion n'a pas brillé par l'unité. « Parlons de l'affaire de l'église de Saint-Julien, de l'affaire de la cathédrale de Nancy, de la cathédrale de Beauvais, disait M. d'Hulst. — N'aimeriez-vous pas mieux entendre la lecture d'une lettre pastorale de l'évêque de Mende ? » répondait M. le Garde des Sceaux. — Pourquoi la police s'est-elle montrée si peu empressée à intervenir lorsqu'elle en était requise par les curés, dont les églises étaient envahies ? reprenait l'honorable prelat. — J'ai dans mon dossier deux brochures d'origine cléricale et même épiscopale, où il est très mal parlé des lois scolaires ; je m'en vais les lire à la Chambre, ripostait M. Ricard. — Mais quelles mesures comptez-vous prendre contre les perturbateurs ? demandait M. d'Hulst. — Certes, ripostait le ministre, nous déférerons vigoureusement l'évêque de Mende au Conseil d'Etat, et nous suspendrons même son traitement avec la dernière énergie. » Ainsi se poursuivait la conversation qui ressemblait au jeu des propos interrompus.

On ne saurait peindre, en un langage plus vrai et plus spirituel, le plan stratégique du ministère dans cette lutte où il se voyait sur le point d'être battu : il est parvenu à éviter un désastre, mais ce sont de ces victoires qui valent des défaites.

L'affichage a eu lieu et on a pu lire sur nos murs la prose acrimonieuse et arrogante de M. Ricard. En beaucoup de villes, on a affiché, aussi, à côté du discours ministériel la lettre si juste, si patriotique de Mgr l'évêque de Mende, et le public intelligent a pu faire cette remarque :

Mgr l'Évêque de Mende fait un devoir à ses diocésains de bien voter, c'est-à-dire de voter pour des candidats qui défendent la religion.

D'autre part, le gouvernement déclare que ni lui, ni ses amis, ne sont hostiles à la religion.

Donc, la circulaire de l'Évêque de Mende ne vise ni le gouvernement, ni ses amis.

Pourquoi le gouvernement s'acharne-t-il à frapper l'Évêque de Mende ?

Et le public a raison. On ne saisit pas bien ici la logique gou-

vernementale : évidemment la dynamite a un peu troublé le cerveau de M. Ricard et de ses amis ; ils se sont dit : La dynamite nous menace ; vite, frappons sur les curés. Et aussitôt dit, aussitôt fait.

Mgr l'Évêque de Mende a été déféré comme d'abus au Conseil d'État : en attendant l'arrêt, son traitement est supprimé, et enfin le courageux prélat est condamné comme d'abus.

Mais, hélas ! la dynamite n'est pas satisfaite : elle continue son horrible besogne ! Vite, M. Ricard, n'y a-t-il pas d'autres coups à frapper ?

Heureusement, les Évêques de la province d'Avignon publient leur lettre pastorale collective sur les devoirs des catholiques à l'heure présente : protestation aussi digne que calme, aussi énergique qu'autorisée contre toutes les entraves opposées à la pratique de la loi de Dieu ! A peine connu, ce document a produit en France la plus vive impression ; les catholiques y ont applaudi, et la presse même la plus hostile a été loin d'être unanime à le condamner. M. Henry Maret, dans le *Radical*, trouve raisonnable que les Évêques se défendent, et il ose prédire au ministère que les Évêques, étant dans la logique, finiront par avoir raison.

« Il faut accepter, disent nos évêques, la forme actuelle du gouvernement... Ce que le Pape demande aux catholiques, c'est de ne point se perdre dans des disputes théoriques actuellement stériles sur le mérite de tel ou tel système politique.

Le devoir est ainsi très clairement indiqué. Le Pape a parlé. C'est fini....

Mais, ce devoir rempli, il y en a un autre à remplir aussi par les catholiques placés, depuis plusieurs années, en face de toute une série de lois mauvaises, impies, violatrices des droits les plus sacrés de la conscience et de la liberté chrétienne :

« Parler, écrire, agir contre les lois qui blessent notre croyance et l'intérêt de notre foi, c'est sans doute un droit et un devoir.

» Mais les paroles et les écrits seront moins que le vote, qu'il s'agisse des intérêts et des conseils de la commune, ou de ceux du département ou de l'État.

» Il est donc d'importance souveraine que chaque électeur émette son vote et l'émette de manière à servir le plus utilement possible les intérêts supérieurs du pays, du département ou

de la cité, parmi lesquels *la religion tient, de droit, le premier rang.*

» Lorsque leur abstention pourrait occasionner la nomination d'un candidat hostile à la foi chrétienne, ou lorsque, par une considération attachée à leur nom ou à leur situation, ils seraient capables d'exercer sur l'ensemble des votants une influence salubre au bien public, les électeurs commettent, en ne votant pas, une faute mortelle par elle-même. »

Ce sont les assemblées publiques, issues des votes populaires, qui font les lois; il faut pour que les lois cessent d'être impies et oppressives des consciences, que les majorités qui discutent ces lois soient changées. Voilà le but. Et pour l'atteindre, il « faut amener dans tous les corps élus, des hommes qui partagent et soutiennent les croyances catholiques, ou qui du moins sachent les respecter. Voilà le devoir rigoureux et universel, si important et si sacré que c'est à lui, seul, et à l'obligation d'en rendre possible l'accomplissement, que les partis politiques sont pressés et conjurés de subordonner leur action et leurs efforts. »

La Lettre pastorale fait ensuite aux fidèles l'obligation de continuer la lutte contre les écoles sans Dieu.

« Si les écoles gouvernementales et communales ferment leurs portes à l'enseignement chrétien, il faut établir des écoles où cet enseignement soit libre d'éclairer et de sanctifier les âmes. Il faut presser les parents d'y envoyer leurs enfants; il faut leur représenter que leur salut éternel, comme leur bonheur du temps dépendent de la fidélité qu'ils auront apportée à remplir, vis-à-vis de leurs enfants, ces obligations sacrées, dont rien ni personne ne pourra jamais les dispenser. »

La Lettre pastorale se termine par une condamnation nouvelle de la loi du divorce et par le panégyrique de l'Encyclique sur la condition des ouvriers

Un tel langage était bien fait, ce semble, pour mériter les éloges d'un gouvernement sérieux, avide de paix et de conciliation. M. Loubet est plus avide de contenter républicains et radicaux; il s'est empressé de déférer encore au Conseil d'Etat la Lettre pastorale des évêques de la province d'Avignon.

Obtiendra-t-il le résultat qu'il ambitionne : celui d'intimider l'épiscopat et de fermer la bouche aux évêques ? Jugez plutôt.

Voici l'archevêque d'Aix qui, parti le premier, emboîte maintenant le pas à ses éminents collègues:

..... « Les Français seront appelés, le dimanche 1^{er} mai, à remplir un mandat très important pour le bien de la commune, de la paroisse, de la France entière et par conséquent de la religion. Il est donc nécessaire que nous ayons tous une idée très exacte de l'étendue et de la gravité du droit que nous allons exercer; car c'est un droit et un devoir. Nous ne demandons à personne sa couleur politique, nous n'avons pas à nous occuper de cette question. Nous voyons les choses de plus haut, du haut de notre mission sainte qui prend ses inspirations dans la justice éternelle qui est Dieu lui-même, auteur de tout droit et sanction de tout devoir.

» En écrivant cette courte leçon, j'ai agi comme docteur et directeur des consciences *parce que mal voter est un péché*; je suis donc absolument dans mon devoir, qui est de vous conduire dans les voies du ciel.

» J'aurais tracé ces quelques lignes sous Louis XIV, sous la Convention, en face de Napoléon I^{er}, sous le grand turc, aussi bien qu'en France, en pleine démocratie républicaine..

» La leçon demeurera, malgré les attaques déloyales et intéressées des sectes impies; elle demeurera parce qu'elle est une vérité.

» Je demande à tous les degrés des représentants honnêtes, consciencieux et capables; c'est bien exigeant !!

Dans les innombrables programmes que j'ai lus, je n'ai pas rencontré un seul candidat qui ne se proclamât : honnête, consciencieux et capable. Mais on devrait me remercier, puisque je fais connaître la profession de foi de tous les aspirants aux fonctions électives. »

Puis, Mgr Gouthé-Soulard cite une partie de l'Encyclique du Pape et prouve qu'il est en conformité d'idées avec le Saint-Père sur un sujet aussi grave. Il cite encore le passage le plus sailant de « l'admirable lettre » des évêques de la province d'Avignon, et il y donne sa plus complète adhésion en invitant ses diocésains à la prendre pour règle de conduite.

Il ordonne ensuite à ses prêtres de lire en chaire un chapitre de son catéchisme traitant du droit et des devoirs du vote, mais sans le faire suivre d'aucun commentaire.

Enfin, il termine ainsi :

« Vous êtes de l'Église militante, et sans exagération, je ne crois pas qu'elle ait subi une guerre plus habile, plus satanique et plus rouée. On a juré sa ruine en haine de l'influence dont elle

jouit par le bien qu'elle fait. Cherchez, vous ne trouverez pas d'autres motifs... Nous avons défendu notre foi de chrétiens, Dieu nous ordonne de combattre ; il nous donnera sûrement la victoire, n'en doutez pas une minute. Mais il exige que nous lui prêtions notre concours... »

C'est une digne réponse à l'acte de persécution de M. Loubet : elle peut attirer le même châtiment à Mgr l'Archevêque d'Aix, mais l'éminent prélat a fait ses preuves et l'arrêt du Conseil d'État ne paraît devoir l'effrayer et l'émouvoir plus que celui de la cour d'Appel.

Voilà où nous en sommes à l'heure où la société se débat dans les étreintes de l'agonie : la dynamite est là qui guette le moment opportun de tout détruire et le ministère ne trouve qu'un moyen de lui barrer le passage : en supprimant la seule barrière qui pourrait l'arrêter, le respect sincère de la religion ! Pauvre France ! Quel avenir se prépare pour elle !

Nous ne saurions mieux terminer cet exposé de notre situation actuelle que par les réflexions suivantes publiées récemment par le journal *le Monde* : elles devraient être sérieusement méditées par nos ministres ; car c'est à eux que s'adresse d'abord l'auteur :

Qu'ils se reportent, dit-il à dix mois en arrière, peu après les grandes manœuvres, alors que retentissaient encor aux oreilles françaises les échos sonores des ovations et des fêtes de Cronstadt ; alors que quelques paroles polies et pacifiques à l'égard du Clergé semblaient promettre à l'opinion publique, avide d'y croire, l'abandon probable de la guerre à l'Eglise et l'inauguration prochaine de la politique d'apaisement et d'union !

Qu'ils se rappellent le sentiment de détente qui se produisait dans les âmes d'un bout de la France à l'autre, et comme la République y gagnait visiblement !

C'était, dans les régions du pouvoir, l'esprit de gouvernement se substituant à l'esprit de parti, la politique nationale à la politique sectaire.

C'était dans tout le pays, comme conséquence nécessaire, le désarmement de ces innombrables petits tyrans de village qui entretiennent contre la République une résistance exaspérée..

Et maintenant qu'ils comparent l'État de la France, il y a six mois, à l'état de la France actuellement ; qu'ils mesurent le chemin parcouru depuis les troubles si perfidement machinés par les sectaires de Rome, depuis l'humiliante circulaire de M. Fallières, faute lourde, d'où tout ce qui a suivi découle logiquement.

Qu'ils nous disent ce que la République a gagné à cette politique de capitulations sans fin, à cette soumission servile et basse aux exigences insatiables du parti radical, à ce déchaînement des passions révolutionnaires qui nous met à deux doigts de la guerre civile ?

Si, dans les régions du pouvoir, il est encore des hommes capables de voir et de comprendre, qu'ils regardent et qu'ils entendent ce que leur dit cette leçon de choses !

Et s'ils ont compris, qu'ils se hâtent d'agir ! Il n'y a pas de temps à perdre, si vraiment ils veulent épargner à la France le péril et la honte de quelque nouvelle éclosion césarienne. »

28 avril 1892.

NEMAUSUS.

CHRONIQUE RÉGIONALE

Nîmes, avril 1892.

Voici le mois d'avril, voici les premières feuilles ; voici les fleurs, — ce sont les cloches de Pâques qui ont fêté leur apparition. — En même temps qu'elles annonçaient la Résurrection du Christ, elles en saluaient le symbole dans le réveil de la nature jusqu'alors endormie dans la nuit de l'hiver.

Il semble bien que pareille saison ne devrait éveiller que des sentiments et des pensées de joyeuse espérance. Point. Ce ne sont pas les senteurs saines et fortifiantes des sillons labourés que nous respirons en ce moment : ce sont les odeurs de la dynamite. La brise ne vient pas à nous portant sur ses ailes les promesses du printemps ; ce qu'elle nous apporte de loin, c'est le bruit des explosions, le fracas des hôtels qui s'écroulent en un clin d'œil et le sourd grondement de l'orage social montant à l'horizon. On tremble dans la capitale ; on s'inquiète en province. Ceux qui donnaient si facilement un laisser-passer aux doctrines anarchistes se sentent médiocrement rassurés devant l'application de ces mêmes doctrines. Comme ils ont renversé la morale chrétienne, ils n'ont plus de barrière à opposer au torrent ; ils en appellent à la contrainte violente. Ce sont des palliatifs, et fort insuffisants. Cela n'empêchera pas le quatrième état de prévaloir et de couvrir la société de ses eaux profondes.

En attendant, il faut procéder à l'élection de nouveaux conseillers municipaux. Aucune affiche rouge, bleue ou

verte, ou cramoisie ou jaune n'est encore venue nous révéler les noms des candidats qui ont l'honneur de briguer les suffrages des Nimois. Elles ne sont pas encore sorties du laboratoire où les puissants de chaque parti les manipulent de façon à ce qu'elles puissent satisfaire le plus grand nombre possible d'appétits. C'est une triste chose, en réalité, vue de près, que ce tripotage électoral. Et cependant, c'est de là que dépendent les destinées de la patrie. Combien seraient sages les électeurs de la province si, mettant à profit les conseils qui leur viennent de leurs Evêques, ils choisissaient pour les administrer, en dehors de tout parti politique, des hommes soucieux de la religion, de la morale, de l'honnêteté chrétienne, loyaux serviteurs de la République, en tant que forme gouvernementale voulue par la nation, mais en même temps décidés à combattre légalement toute législation funeste à l'Etat et à l'Eglise et à la Patrie ! La lettre épiscopale du métropolitain d'Avignon et de ses suffragants ne dit pas autre chose, et elle le dit sans violence, sans amertume, en une langue parfaite de modération et de sincérité. On croit rêver, quand on apprend que des lettres écrites en pareils termes, et qui répondent d'ailleurs à de hautes obligations de conscience, exaspèrent nos gouvernants et leur mettent à la bouche les mots d'amende, de confiscation, de bannissement ! Dans cet ébranlement universel des consciences, quand toute notion de droit est prête à disparaître, quand tout s'écroule de ce qui donnait à la morale sociale et individuelle sa valeur et sa dignité et sa consistance, frapper aveuglément la religion, le seul allié qui conserve à l'autorité humaine quelque prestige, quelle incroyable aberration ! On en est là cependant. On a peur de cette voix de l'Eglise, comme si elle s'élevait pour renverser et non pour édifier, pour diviser et non pour unir, pour perdre et non pour sauver. Ce sont de ces erreurs lamentables qui seraient bien propres à nous

faire désespérer de la Patrie, si nous n'avions pas foi en la Providence.

Ce qui alimente cette foi, malgré tant de raisons de découragement, c'est la conviction que le sentiment religieux et chrétien vit encore au fond de bien des âmes. L'assiduité avec laquelle on a suivi dans notre cité les stations quadragésimales nous en a été une preuve. A la cathédrale, le P. Maurand a développé, dans de magnifiques conférences, la série des attributs divins et des devoirs qui en étaient pour nous la conséquence. A Saint-Baudile, Mgr Constans a réuni autour de sa chaire un populeux auditoire dont l'affluence n'a jamais faibli, qu'il a su retenir autant par le charme de sa parole que par la solidité et l'onction de sa doctrine. Les prédicateurs des autres paroisses ont recueilli les mêmes fruits, et le jour de Pâques a vu dans toutes les églises une véritable moisson de communions pascales.

Pendant que la vie chrétienne se manifeste ainsi dans notre cité, la vie littéraire, plus modeste, mais très réelle s'affirme également. Nous voulons parler du brillant succès remporté par M. l'abbé Delfour, professeur à Saint-Stanislas, dans sa soutenance de thèses pour le doctorat ès-lettres, à la Sorbonne. M. Delfour avait pris pour sujet de son travail : *la Bible dans Racine et les Narrations dans saint Augustin*. Il s'est tiré à son grand honneur de cette lutte, où il avait comme adversaires courtois, mais cependant très résolus, quelques uns des maîtres de l'érudition et de la critique moderne. Nous tenons à le féliciter ici de son triomphe, en attendant que la *Revue* présente à ses lecteurs, comme il le mérite, son bel ouvrage fort remarquable à maints points de vue.

Nous avons rendu compte, dans nos précédents numéros, des *Mémoires de Maury*. L'Académie-Française vient d'accorder un prix de 1,000 francs à Mgr Ricard, auteur de cette publication. Ainsi se trouve confirmé, par le plus

compétent et le plus haut des suffrages, l'éloge qu'en avait fait la *Revue*.

Ce n'est pas là la seule distinction qu'aient obtenue les lettrés de la Province. MM. Bondurand et Bardon ont été nommés membres correspondants du ministère de l'Instruction publique. Ces Messieurs font partie tous deux de l'Académie de Nîmes, et l'honneur légitime qui leur est accordé rejaillit sur la compagnie tout entière. Cette même compagnie a eu à déplorer la perte de M. Delépine, inspecteur honoraire de l'Université. M. Delépine était prosateur de bon aloi, poète agréable et causeur spirituel. Sa longue et honorable carrière dans l'Université, la variété de ses connaissances, la sûreté de son commerce que relevaient encore la politesse et l'urbanité des manières, lui avaient fait une large place dans l'estime et l'affection de ses confrères. Sa mort soudaine est une de celles qui laissent d'unanimes regrets.

Pour combler les vides faits par cette mort et la retraite de MM. Révoil et Carcassonne qui ont pris place parmi les membres honoraires, l'Académie a fait choix de MM. de Castelnau, Bruneton et Picard. Nous ne ferons pas l'éloge de ces Messieurs. Contentons nous de remarquer qu'en leur donnant ses suffrages, l'Académie s'est assurée des collaborateurs aussi aimables qu'instruits et dévoués aux belles-lettres et aux sciences qu'ils représenteront avec honneur dans la docte compagnie.

Les beaux-arts ont reçu un commencement de satisfaction. On est en train de percer la rue des Greffes. Bientôt donc la galerie Jules Salles sortira de terre. Si la beauté de l'édifice correspond aux lenteurs de l'entreprise, cette galerie sera, sans doute, un chef-d'œuvre ; tout est bien qui finit bien.

On avait répandu des bruits désobligeants sur le changement de notre garnison. Il paraît qu'ils étaient tout au moins exagérés. Nous avons l'espoir de conserver notre

régiment de ligne et notre école d'artillerie. C'eut été une cruelle déception pour cette pauvre ville de Nîmes qui s'était saignée à blanc dans le but de posséder une garnison, de s'en voir ainsi privée soudainement et sans compensation. Si cette injure lui est épargnée, réjouissons-nous. Mais souvenons-nous que les joies humaines sont de peu de durée, et essentiellement passagères. Ce maintien nous semble bien provisoire. Si l'artillerie fait actuellement notre orgueil, j'ai bien peur qu'il en soit d'elle comme de toutes les autres gloires. Elle disparaîtra de ce monde et il ne restera à Nîmes, pour se consoler, que ses monuments et son Conseil municipal.

FIDELIS.

Marseille, 25 avril 1892.

*** Pour éviter des périls dont la plus stricte candeur ne préserve pas toujours, j'ai dû renoncer à vous envoyer, le mois dernier, une chronique, où il eût fallu parler des prédicateurs du carême à Marseille.

Aujourd'hui, le carême est passé, et je peux me dispenser d'aborder ce terrain glissant. Tout au plus, me permettrai-je de dire que deux orateurs languedociens ont fait ici beaucoup de bien et produit grande impression.

Je veux parler de M. le chanoine Carrière, de Montpellier, dont les prédications ont été aussi goûtées à Notre-Dame-du-Mont, que les excellents recueils de discours imprimés sont justement appréciés des lecteurs.

Un mot enfin du prédicateur nimois dans la métropole d'Aix. L'archevêque et le chapitre ne tarissent pas d'éloges sur l'entrain et la verve étincelante de M. le chanoine Chapot. Je n'ai rien à ajouter aux appréciations

que la *Semaine religieuse* a déjà fait connaître aux catholiques de la région.

★ ★ Voici donc que les catholiques du Languedoc n'ont plus rien à envier aux catholiques de la Provence. Les sectaires, qui ont visé notre vaillant métropolitain, ont bondi sous les coups si justement et si sagement appliqués par l'épiscopat de la province avignonnaise. Nîmes et Montpellier sont compris dans une poursuite, qui montrera à l'Eglise de France un spectacle aussi consolant que celui du 24 novembre dernier. Gloire à Dieu et victoire à l'Eglise !

★ ★ Voulez-vous me permettre d'annoncer ici que la *Vie de Mgr de Mazenod* ne tardera plus guère à être livrée au public. Il était temps, après trente années et plus de discrète obscurité, de tirer cette grande figure du silence où la biographie, prodiguée à d'autres moins méritants, laissait le grand évêque qui a créé le diocèse actuel de Marseille et fondé cette apostolique Société des Missionnaires de Provence, aujourd'hui connue dans le monde entier sous son titre aimé de Congrégation des Oblats de Marie-Immaculée.

Le livre promet de piquantes révélations et justifiera son sous-titre : *La Renaissance catholique dans la première moitié du XIX^e siècle.*

E. A. C.

REVUE BIBLIOGRAPHIQUE

La Liberté de Conscience

sa nature, son origine, son histoire et sa pratique dans nos sociétés contemporaines, d'après les Encycliques de Léon XIII, par l'abbé CANET, hémouier de la Visitation de Mâcon, chanoine honoraire d'Autun, docteur en philosophie et ès-lettres de l'Université Catholique de Louvain.— Un vol. in-8 de 432 pages. Lyon, Vitte.

Le titre seul de ce livre en indique l'opportunité et l'importance ; il fait apparaître aussi la difficulté du sujet. Quand on se rappelle les malentendus sans nombre, les discussions oiseuses, les ignorances prétentieuses qui, à propos de la liberté de conscience s'entassent chaque jour dans les colonnes des journaux, dans les revues, dans les discours politiques, et même dans les écrits de longue haleine qui visent à la profondeur, on se dit que, pour traiter avec compétence, avec succès et d'une manière instructive et complète une pareille question, il faut être un maître, et joindre à la solidité des principes la force du raisonnement, la connaissance des faits, un ferme bon sens, et cela sans oublier l'esprit de conciliation et l'amour des âmes contemporaines. C'est heureusement cet ensemble de qualités, nous ne craignons pas de le dire, qui se trouve réuni dans le livre de M. Canet. Aussi bien est-ce l'ouvrage d'un homme qui, à son titre de docteur de Louvain, qu'il nous fait connaître, a joint, pendant de longues années (ce qu'il ne nous dit pas, mais qu'on pourrait deviner), celui de professeur de philosophie et de théologie dans un de nos grands séminaires. Personne n'était donc mieux préparé que lui à commenter magistralement sur un si grave sujet, les Encycliques de Léon XIII.

M. Canet nous fait d'abord connaître dans un prologue piquant quelle occasion lui a donné l'idée de son livre. En décembre 1888 un anonyme institua, sur la question de la liberté de conscience, un concours public auquel il affectait un prix de 15.000 francs. « Le but nettement avoué du fondateur était la glorification du célèbre centenaire de 1789. Il fallait avant tout affirmer, avec ou sans preuves, que l'affranchissement de la conscience humaine était l'œuvre de la Révolution française. » Dans ces conditions il n'était pas possible qu'un écrivain catholique pût remporter le prix. M. Canet se résolut cependant à concourir, ne fût-ce que pour avoir l'occasion d'exposer avec quelque étendue la doctrine de l'Eglise, en regard de la contradiction rationaliste. C'est ce qu'il a fait avec une grande modération, mais avec une grande force.

Son traité, fort bien divisé, forme quatre parties. La première

traite de la nature de la liberté de conscience, la seconde, de son origine, la troisième, de son histoire, la quatrième, qui n'est qu'un corollaire des précédentes, est cependant la plus importante à cause de son actualité ; elle a pour objet : la pratique de la liberté de conscience dans nos sociétés contemporaines.

Sur une pareille matière où les équivoques et les malentendus abondent, il était avant tout nécessaire de définir les termes. M. Canet raille à bon droit l'étrange oubli qu'a fait le rapporteur du concours auquel il a pris part (1). « Par un tour de force qui nous paraît à nous, vieux logicien ; tenir du prodige, il a pu et su écrire 72 pages d'*Introduction* sur la nature et l'histoire de la liberté de conscience dans les temps modernes, et 230 pages de critique sur les travaux du concours sans sentir le besoin de définir une seule fois, d'une manière rigoureuse et précise, ce qu'il entend par *liberté de conscience*. » Est-ce le droit à l'erreur ? Est-ce la négation du caractère obligatoire de la vérité une fois connue ? Est-ce la suppression nécessaire de toute sanction légale en matière religieuse ? Est-ce la confusion de la faculté d'errer qui est le triste, mais inévitable apanage de la liberté humaine, dans le monde présent, avec le droit à l'erreur qui équivaut à la suppression théorique et pratique de la distinction entre la vérité et son contraire, entre le bien et le mal ? Oui, à entendre les philosophes rationalistes et M. Marillier lui-même, c'est tout cela. Les libres-penseurs contemporains professent la tolérance universelle et absolue pour toutes les opinions et toutes les doctrines ; toutes ont le même droit à être soutenues et professées. Ils confondent, partout et toujours, la liberté morale avec la souveraine indépendance qui est le droit de tout faire, l'abus de la liberté avec son usage régulier, la simple *faculté* d'agir avec le *droit* à l'action. De là les théories erronées de la souveraineté de la raison de l'homme, du droit à l'erreur et au mal, de la morale indépendante, de l'impossibilité d'une révélation divine obligeant l'intelligence humaine, etc., etc., théories condamnées par la religion catholique, en cela d'accord avec la saine raison et les plus vastes génies de tous les siècles (p. 43). »

M. Canet, lui, parce qu'il est logicien avant tout, sent le besoin de donner de la liberté de conscience une définition nette et précise dont tout son traité justifiera la solidité et développera les conséquences légitimes. Il faut transcrire cette page capitale.

« La liberté de conscience, nous dit M. Canet, est un simple corollaire des trois affirmations suivantes :

« Il existe un Dieu créateur de l'humanité. Il y a une loi morale. Nous sommes tous personnellement libres. » L'homme est libre, il a donc la direction de sa vie : toute direction suppose une règle ; la règle de notre vie est la loi morale dont le caractère propre est d'obliger rigoureusement toutes les volontés. Au premier rang des prescriptions de la loi morale apparaît la religion. C'est-à-dire l'ensemble de nos devoirs envers Dieu, considéré comme créateur et souve-

(1) M. Léon Marillier, agrégé de philosophie.

rain maître de toutes choses. La liberté humaine, en tant qu'elle a pour objet ou pour but l'accomplissement de nos devoirs religieux, prend le nom de *liberté de conscience*. La liberté de conscience est donc le droit qu'a tout homme de diriger lui-même sa vie religieuse comme il dirige sa vie morale, publique ou privée, c'est-à-dire sous la responsabilité de son choix devant Dieu (p. 49).»

M. Canet a raison d'ajouter : « Est-il rien de plus logique, de plus clair et de plus simple ? D'où vient donc l'antagonisme pratique entre la libre-pensée spiritualiste et la doctrine catholique, alors que l'une et l'autre école sont d'accord sur les vérités fondamentales sur la loi morale et la liberté humaine ? Léon XIII en donne la raison. C'est que les philosophes séparés admettent « une fausse théorie sur la nature de la liberté. » Pour eux il n'y a pas de liberté sans indépendance de toute loi. Mais, nous dit l'Encyclopique *Libertas*, la liberté sans la loi ce serait le mouvement sans direction .. Rien n'est donc plus absurde que cette affirmation : l'homme est libre, donc il est affranchi de toute règle. C'est au contraire parce que l'homme est libre qu'il doit, par une détermination spontanée, s'enchaîner à la loi ».

Enchaîner librement sa conscience à une loi que la raison avoue et reconnaît obligatoire, c'est faire acte de liberté de conscience. C'est un acte tout intérieur, et, dans ces sens, la liberté de conscience est illimitée et absolue. Mais lorsque la vie religieuse se traduit par des actes extérieurs, paroles, écrits, cérémonies du culte, elle prend rang parmi les libertés publiques et sociales, et, à ce titre, elle requiert une nouvelle condition : « l'affranchissement de toute contrainte de la part de l'autorité politique. » Cette liberté, qui n'a rien de commun avec l'indifférentisme religieux ni le prétendu droit à l'erreur, est hautement louée par Léon XIII en ces termes :

« La liberté de conscience ainsi comprise, est une liberté vraie, une liberté digne des enfants de Dieu, qui a toujours été l'objet des vœux de l'Église. C'est cette liberté que les apôtres ont revendiquée avec tant de constance, que les apologistes ont si éloquemment et si vaillamment défendue dans leurs écrits, et qu'une foule de martyrs ont consacré de leur sang. Et en défendant ainsi la liberté apportée au monde par le Christ, ils glorifiaient Dieu et honoraient l'homme, proclamant la souveraine autorité de l'un et la grandeur vraiment royale de l'autre (p. 100).»

Les droits de la conscience humaine ainsi proclamés doivent être également chers à tout spiritualiste croyant à la liberté aussi bien qu'aux catholiques.

Incompétent au point de vue religieux, l'État n'est pas pour cela dispensé de protéger les intérêts religieux, puisque la liberté morale ne peut être complète qu'à la condition de la répression publique de l'erreur et du mal, dans la mesure où la réclame l'intérêt social et où la prudence la permet. Il est bien entendu que cette répression par l'État ne s'applique qu'aux actes extérieurs. Sur ce point, tout homme d'État, tout philosophe sérieux parle comme

l'Eglise et comme Léon XIII. Ecoutez M. Franck dans son traité *des rapports de la Religion et de l'Etat*. « L'Etat, dit-il, ne peut rester indifférent aux choses de la religion. Il va sans dire qu'il n'a pas qualité pour intervenir en matière de culte et de dogme ou pour résoudre des questions de théologie. Mais il n'a pas qualité non plus pour résoudre les questions littéraires, scientifiques, philosophiques, artistiques ; et cependant il se croit obligé de protéger les lettres, la philosophie et les beaux-arts. Il se tiendrait même pour déshonoré s'il ne le faisait pas. A-t-il donc moins d'intérêt à ne pas laisser périr dans son sein les idées religieuses ? Les idées et les mâles vertus qu'elles entretiennent dans le cœur humain, la charité, la piété filiale, la foi dans une éternelle justice sont-elles pour lui une moindre force que l'étude de la chimie, de la peinture... de la sculpture (p. 11).? »

Un publiciste américain, John Mooney, dans le tableau qu'il fait de la situation religieuse des Etats-Unis, établit les mêmes principes. Parlant au nom des catholiques il écrit : « L'Etat nous protège : c'est son seul droit, comme c'est son strict devoir. Par sa loi fondamentale, il reconnaît l'indépendance et la liberté de l'ordre spirituel, en même temps que son devoir de protéger et de défendre l'Eglise de tout son pouvoir... (p. 114.) »

Voilà donc la nature de la liberté de conscience bien définie : elle n'est pas l'indifférence doctrinale, elle n'implique en aucune façon le droit à l'erreur ; elle est simplement le droit pour l'individu raisonnable, de suivre sans entraves les impulsions de sa conscience, et comme elle est un droit qui s'exerce non seulement dans le for intérieur, mais par des manifestations extérieures, domaine où l'Etat a sa part de compétence, l'Etat a le devoir de la protéger dans la mesure marquée par la prudence, et qui peut varier avec les temps et les lieux.

Maintenant quelle est l'origine de ce droit de la conscience ? C'est la réponse à cette question qui fait l'objet de la seconde partie de notre traité.

Cette origine peut être étudiée en droit et en fait. En droit elle est divine ; en d'autres termes la liberté de conscience est de droit divin : en fait, elle a été introduite dans le monde par l'Evangile lorsqu'il a établi la distinction des deux puissances, et par l'Eglise catholique qui est la réalisation sociale de cette distinction.

Après avoir dissipé, en quelques pages, l'équivoque qui naît de ce mot : droit divin, interprété si faussement par la plupart des écrivains rationalistes, M. Canet fait voir que la négation de ce droit divin de la conscience, aujourd'hui si menacé, est tout simplement, sous le nom de droit nouveau, le retour à l'ancien Césarisme païen : système où, le spirituel et le temporel étant dans les mêmes mains, la conscience est nécessairement privée de toute liberté. Ce vieux droit ou plutôt cette antique négation du droit, en reparaisant aujourd'hui dans les lois révolutionnaires, peut cependant s'appeler nouveau en ce sens que c'est au *Contrat social* que la Révolution l'a emprunté. J.-J. Rousseau le formule en termes qui se passent de

tout commentaire : « Le contrat (social) dit-il, renferme l'aliénation totale de tous les droits personnels... aliénation absolue et sans réserve. Il renferme aussi l'engagement tacite que quiconque se refusera d'obéir à la volonté générale y sera contraint par tout le corps... Ce qui ne signifie autre chose qu'on le forcera d'être libre... Si l'Etat est tout, droit, pouvoir et loi, but et moyen, si l'individu n'est rien et ne peut rien, la législation est au plus haut degré de perfection qu'elle puisse atteindre (p. 140). »

On voit que ce droit « nouveau » semble calqué sur le droit de la *Cité antique* ainsi résumé par M. Fustel de Coulanges : « Dans la société gréco-romaine la liberté individuelle ne pouvait pas exister. Le citoyen était soumis en toutes choses et sans nulle réserve à l'Etat, l'âme du citoyen appartenait à l'Etat aussi bien que son corps. C'est pourquoi la famille n'avait aucun droit sur l'éducation de ses enfants ; l'école relevait de l'Etat seul qui en choisissait les maîtres. Il en était de même des croyances religieuses : chacun devait croire et se soumettre à la religion de la cité (p. 150-151). »

Ne dirait-on pas que cette description de la cité antérieure au temps de Solon et de Lycurgue a été empruntée, comme un idéal entrevu pour un prochain avenir, par tel de nos modernes défenseurs de la liberté de conscience et du progrès ?

C'est le contre-pied absolu de la doctrine que le Christianisme a fait, jusqu'ici, prévaloir dans le monde nouveau. Comme l'a dit excellemment Mgr Freppel : « La grande erreur de l'antiquité qui tend à devenir la grande erreur de nos temps modernes est l'omnipotence de l'Etat. Le Christianisme, ne l'oublions pas, est fondé sur la dignité de la personne humaine si longtemps méconnue et qui grâce à l'Evangile a désormais sa valeur propre, sa fin à elle et par conséquent ses droits individuels et la libre direction de sa vie, sous la loi divine, au lieu d'être absorbée comme à Athènes ou à Rome dans un tout impersonnel qu'on appelait la cité ou la patrie. Dans l'ancien monde, l'Etat était tout, dans le monde nouveau il n'est que le gardien du droit, *custos justitiae*. La loi générale pour nous est la liberté individuelle. » (p. 454.)

Aussi c'est cette notion même de l'indépendance de l'individu, dans le domaine réservé de la conscience, qui a fait le monde moderne sur les ruines de la Cité antique. Immense révolution ! Mais comment a-t-elle pu s'accomplir ? C'est ce que nous raconte M. Canet dans sa troisième partie qui a pour titre : *Histoire de la liberté de conscience*.

La liberté de conscience commence réellement avec la promulgation de l'Evangile. A partir de cette date, on peut suivre son histoire dans le sein de l'Eglise catholique, dans les écoles chrétiennes séparées, enfin parmi les représentants de la libre pensée. Dans l'Eglise catholique cette histoire embrasse quatre périodes, l'ère des Martyrs, celle des Césars Chrétiens issus de Constantin, le Moyen Age et les temps modernes. Nous ne suivrons pas l'historien dans ce court et émouvant récit, plein de faits et de témoignages empruntés surtout aux adversaires. Quelques ci-

tations suffiront. S'agit-il de l'ère des martyrs, qui fondent avec leur sang la liberté de conscience? Voici l'hommage que rend M. Boissier à la victoire qu'ils ont remportée sur la cruauté païenne. « Pourquoi cherche-t-on à en amoindrir l'importance? Cette victoire n'est-elle pas devenue la nôtre et celle de tout le monde civilisé? Pour le libre-penseur, comme pour le croyant, les martyrs chrétiens ont héroïquement défendu au prix de leur sang la dignité, la liberté et tous les droits imprescriptibles de la conscience. » Le même hommage n'est-il pas dû aux grands évêques du IV^e siècle dans leurs luttes contre les Césars chrétiens qui, sous l'impulsion de l'Arianisme avaient repris les prétentions des Césars de l'ancienne Rome? Au préfet Modeste qui le menace de la colère de Valens s'il n'abandonne la foi de Nicée, S. Basile répond : « Mon maître qui est plus grand que tous les princes de la terre me le défend. J'honore la dignité de l'Empereur, mais sachez-le bien, sa foi n'a pas plus de prix à mes yeux que celle de l'un de ses sujets. Ce n'est pas à lui, mais aux Conciles, qu'il appartient de déterminer ce qu'il faut croire. » S. Ambroise dira de même : « En matière de doctrine ce ne sont pas les Empereurs qui jugent, mais les évêques (p. 179). »

Arrivons au Moyen Age. Un catholique ne parlerait pas autrement des combats de la Papauté pour défendre les droits de la conscience que ne le fait M. Guizot. « Quand la liberté, écrit-il, a manqué aux hommes, c'est la religion qui s'est chargée de la remplacer. Aux X^e, XI^e, XII^e siècle les peuples n'étaient pas en état de se défendre et de faire valoir leurs droits contre la violence civile et politique de la féodalité. La religion intervint alors, au nom du ciel, dans la personne des papes. Elle sauva la civilisation et la liberté en sauvant l'indépendance de l'Eglise et des consciences (p. 183). » M. Emile Ollivier ne pense pas autrement. En rendant hommage au pape Léon XIII à propos de la dernière encyclique sur la condition des ouvriers, il rappelle à ce sujet les anciennes gloires de la Papauté : « La Papauté, dit-il, a été héroïque lorsqu'à Canossa elle humiliait l'arrogance de la force brutale, en la soumettant à la force morale du droit (p. 184). »

En arrivant aux temps modernes, M. Canet rencontre la grande et toujours difficile question de l'Inquisition. Le chapitre qu'il lui consacre est une des études les plus fouillées, les plus remarquables de son livre. C'est là surtout qu'il y avait des malentendus à dissiper, des préjugés à redresser. En faisant la part des abus et des violences qu'avec l'Eglise elle-même, l'historien catholique ne peut que déplorer, M. Canet s'applique à justifier cette définition autrefois donnée par le P. Lacordaire : « L'Inquisition est un tribunal établi autrefois par le concours de l'autorité ecclésiastique et de l'autorité civile pour la recherche et la répression des actes qui tendaient au renversement de la religion (p. 203). »

Ainsi il ne s'agit pas d'imposer la foi par la force. Toute la question est de savoir si un état social, fondé sur la religion, a le droit de défendre son principe contre ceux qui entreprennent de le ren-

verser. Ainsi posée la question est résolue d'avance par tout homme de bonne foi. Mais, ce principe admis, il faut encore tenir compte, pour expliquer l'Inquisition, des circonstances du temps, et des mœurs de l'époque où elle a régné. M. Canet montre fort bien comment l'établissement de lois répressives de l'hérésie — lesquelles n'ont, en aucune façon, entravé le développement des libertés civiles ni retardé le progrès des sciences et des arts, — répond, au XIII^e siècle, à une véritable nécessité psychologique et de plus à une vraie nécessité sociale. Dans les siècles socialement chrétiens, tout homme qui vient au monde, incorporé à l'Eglise par son baptême est vis-à-vis d'elle ce qu'est chez nous tout individu par rapport à la société civile. Chez nous, par le seul fait de sa naissance, nul n'est censé ignorer la loi de son pays et il s'expose à être frappé s'il la viole. De même, à cette époque, l'opinion universelle et incontestée voulait que nul ne fût censé ignorer les lois de l'Eglise qui étaient celles mêmes de la société où il était né. Les violer par un acte extérieur, c'était donc un attentat à l'ordre public, passible de peines qui n'étonnaient et ne révoltaient personne. Depuis la Réforme, cette situation a changé avec l'état social. M. Canet renvoie avec raison aux belles études de Mgr Ketteler, l'illustre archevêque de Mayence, dans lesquelles il fait voir comment, sans que les principes de l'Eglise sur la liberté de conscience aient changé, l'ancienne législation relative à l'hérésie a dû disparaître. Le tribunal de l'Inquisition espagnole n'est plus qu'un souvenir ; mais cette institution doit être jugée avec l'équité de l'historien impartial et non avec les passions ignorantes des sectaires. Cette qualité sera d'autant plus justement louée chez M. Canet qu'il ne se montre pas indulgent pour les apologistes à outrance qui prétendent justifier l'Eglise, ou plutôt les hommes d'Eglise par des assertions inexactes. Nous signalerons à ce sujet une longue note de la page 257, relative à certains cours d'histoire ecclésiastique en usage dans plusieurs séminaires. L'espace me manque pour suivre l'auteur dans l'histoire également intéressante qu'il nous donne de la liberté de conscience dans les Eglises protestantes et l'Eglise russe, et aussi chez nous à partir de la Révolution et de la constitution civile du clergé. J'ai hâte d'arriver, et seulement pour en dire quelques mots à la quatrième et dernière partie : *De la pratique de la liberté de conscience dans nos sociétés contemporaines.*

L'auteur appelle d'abord, et non sans fondement, notre attention sur les difficultés pratiques de la liberté de conscience. La raison en est tout entière dans les attaques de ses deux ennemis éternels : le Césarisme et le Rationalisme : le premier qui fait dériver tous les droits de l'Etat, le second qui, en proclamant le droit à l'erreur, arrive, par une conséquence logique, à admettre que tout ce qui s'appelle pouvoir et droit dans la société ne peut trouver son origine ailleurs que dans la collectivité, et par conséquent dans l'Etat son mandataire : de là, dans la pratique, union étroite de l'Etat et de la libre-pensée pour l'oppression des consciences. La guerre antique se poursuit aujourd'hui sur un terrain nouveau, ou plutôt sous des noms nouveaux : séparation de l'Eglise et de l'Etat,

enseignement de l'Etat, égalité civile, etc. Chose étrange : à l'heure présente, des deux pouvoirs qui sont en présence comme toujours, l'un proclame à pleine bouche le grand principe de la liberté de conscience : c'est l'Etat ; il parle comme parlait déjà la Convention au moment où elle décrétait la constitution civile du clergé et envoyait les prêtres à l'échafaud, l'autre, l'Eglise, sans avoir abdiqué son principe, c'est-à-dire le droit inaliénable et imprescriptible de la vérité, déclare par la voix de Léon XIII et de tous ses pontifes, ce que répétait hier encore Mgr Freppel : « qu'en fait aujourd'hui, la pratique sincère de la tolérance civile en matière religieuse est pour nous tous un devoir rigoureux de conscience (p. 45). » Ainsi, pratiquement, l'Eglise, semble avoir désarmé devant l'Etat, quoiqu'elle ne puisse reconnaître la liberté absolue des consciences ; l'Etat qui la proclame, qui s'en déclare le champion, la persécute dans les catholiques, avec un acharnement qui ne fait illusion à personne. Ce n'est pas dans un mandement d'évêque, c'est dans un écrivain de la *Revue des Deux-Mondes* que M. Canet relève des passages comme celui-ci :

« Si les libertés publiques courent un danger, ce qui les menace ce n'est assurément ni la théorie ni la royauté de droit divin. L'écueil pour elles, aujourd'hui comme aux premiers siècles de notre ère, c'est l'omnipotence de l'Etat, l'asservissement de l'individu, de la famille, de la société par l'Etat, absorption rendue plus facile et plus dangereuse par l'avènement de la démocratie, par la souveraineté impersonnelle du peuple substituée à l'empire d'un seul. (p. 415) (1). »

Ce n'est pas non plus un évêque, c'est M. E. Ollivier qui écrit : « Toutes nos libertés sont à la veille de périr. Elles reposent toutes, en dernière analyse sur le droit individuel indépendant de l'Etat. Or ce droit l'obligation le tue... L'obligation règne, gouverne, envahit, nivelle, stérilise ou brise toutes les initiatives qui constituent proprement la liberté... Nous avons déjà le service militaire obligatoire, la laïcité obligatoire... Nous ne sommes pas au bout... les politiques parlent de vote obligatoire, les anarchistes d'adhésion obligatoire... Quel malheur qu'on ne puisse pas rendre également obligatoire le respect des libertés et du droit individuel de chacun ! (p. 427). » Que de textes pareils on pourrait emprunter à M. Jules Simon ! Ce serait trop long. Mais nous ne voulons pas priver le lecteur d'un fait topique cité par M. Canet pour faire toucher du doigt comment, sous l'empire des idées régnantes, on entend aujourd'hui la pratique de la liberté de conscience : « Nous connaissons, dit-il, un professeur de philosophie, homme de grande valeur qui a été déplacé pour avoir réfuté les théories de Darwin dans un discours de distribution de prix. L'inspecteur d'Académie qui avait été chargé de l'examen officiel du discours avait plusieurs fois écrit en marge : *orthodoxie surannée*... (p. 321). » M. Canet n'a-t-il pas raison d'ajouter que si M. Jules Simon était

(1) Leroy-Beaulieu, *l'Empire des Césars et les Russes*, III, ch. v.

aujourd'hui professeur de philosophie, il serait tout au moins relégué à Pontivy pour n'avoir pas cru avec tel ministre de l'instruction publique que la pensée est une sécrétion du cerveau !

Arrêtons-nous là, quelque plaisir que nous aurions encore à analyser, pour le lecteur, les chapitres si intéressants consacrés par l'auteur aux questions pendantes relatives aux rapports réciproques de l'Eglise et de l'Etat. Aussi bien l'ouvrage est-il de ceux qu'il faut lire en entier. Sa place est marquée dans toute bibliothèque sérieuse parce que nulle part, à notre connaissance, on ne trouve cette grande question de la liberté de conscience traitée avec plus de compétence, d'ampleur, de modération dans les idées pratiques, et de rigoureuse orthodoxie.

L. LESCŒUR.

Le Propriétaire-Gérant,

GERVAIS-BEDOT.

L'ACTION DU CLERGÉ

D'APRÈS QUELQUES PUBLICATIONS RÉCENTES

suite

2° Action du Clergé en France.

Abordons maintenant l'examen de la situation du clergé en France. Interrogeons sur cette question si difficile, si complexe, un des penseurs les plus puissants et des observateurs les plus perspicaces de notre temps. Le témoignage de M. Taine mérite d'autant plus l'attention que, si cet écrivain, dont l'influence est si grande sur notre génération, est étranger à la foi, son impartialité et sa loyauté sont incontestables. De ses études récentes sur l'Église de France je ne veux retenir que ce qui a un rapport direct avec le sujet spécial qui m'occupe.

L'impartial critique déclare hautement que le clergé n'a jamais été si exemplaire ni si fervent. Nulle part, en Europe, il ne forme plus de missionnaires, tant de Frères pour les petites écoles, tant de servantes et de serviteurs volontaires des pauvres, des malades, des infirmes et des enfants, tant de vastes communautés de femmes librement vouées par toute leur vie à l'enseignement et à la charité. Comparant entre eux, d'une part les pasteurs protestants et les popes russes, de l'autre les prêtres catholiques, la conclusion de son étude comparative est toute à l'honneur de ces derniers. Il trace un portrait détaillé de l'évêque français contemporain, et affirme qu'au point de vue de l'autorité qu'il exerce et des mérites qu'il possède, il est bien supérieur à celui du siècle dernier. Sortis le plus souvent de

T. XI, 5^e liv., mai 1892.

28

familles pauvres, les chefs des diocèses ont conquis leur situation par leurs efforts. Ce sont, dit-il, des officiers de fortune, de vieux officiers qui ont passé généralement vingt ou vingt-cinq ans dans les diverses fonctions du saint ministère... Ils sont croyants et pratiquants... Les responsabilités de toute espèce, morales, politiques, financières sont si lourdes, l'hostilité des adversaires si acharnée, la surveillance exercée par ceux-ci si continue, la publicité de la presse si redoutable que, pour porter dignement une telle charge, il faut nécessairement posséder ou du moins acquérir de grandes et solides vertus.

De l'état-major passant à l'armée, c'est-à-dire au clergé paroissial, notre critique décrit sa formation au séminaire, énumère les exercices de piété qui remplissent sa vie et s'étonne de l'énergie de croyance et de force morale dont ces exercices sont la source. Pour lui, les quarante mille prêtres français forment la milice la plus disciplinée, la mieux enrégimentée, la plus capable d'opérer avec ensemble sous une consigne et de suivre militairement l'impulsion que ses chefs ecclésiastiques veulent lui donner.

Et ce n'est pas tout. Voici venir de nouveaux bataillons nombreux et disciplinés. Ce sont les trente mille religieux travaillant, eux aussi, au bien de l'humanité, et chez lesquels l'équilibre ordinaire des motifs déterminants est renversé; dans leur balance interne, ce n'est plus l'amour de soi qui l'emporte sur l'amour des autres, c'est l'amour des autres qui l'emporte sur l'amour de soi. Nouvel élément de force au service de l'Église.

Et cependant, s'il faut en croire M. Taine, toute cette puissance dont dispose l'Église de France serait sans efficacité par rapport à la masse de la population. Voici la formule par laquelle il exprime cette pensée désolante : « Le christianisme s'est échauffé dans le cloître et refroidi dans le monde. La foi a augmenté dans le groupe

restreint et elle a diminué de plus en plus dans le groupe large. » Le zèle du clergé et des religieux est stérile. Leur action est des plus faibles, leur clientèle est des plus étroites. Le nombre des vrais catholiques va décroissant chaque jour. Par un recul insensible et lent la grosse masse rurale, à l'exemple de la grosse masse urbaine, est en train de redevenir païenne. La religion n'a pas seulement contre elle la science, elle a aussi l'opinion. C'est plus que du détachement et de l'insuffisance, c'est de la désaffection et de l'hostilité. Parmi les ouvriers boutiquiers et petits employés de Paris, rien de plus impopulaire que l'Église.... Aussi bien, ajoute notre auteur, dans cette paroisse où le curé permanent était jadis, surtout à la campagne, le gouverneur légal et populaire de toutes les âmes, son successeur, le desservant amovible, n'est qu'un garnisaire en résidence, un factionnaire dans sa guérite, à l'entrée d'un chemin que le gros public ne fréquente plus. De temps en temps il crie : Holà ! Mais on ne l'écoute guère ; sur dix personnes, neuf passent à distance par la nouvelle route plus commode et plus large ; ils le saluent de loin ou l'ignorent ; quelques-uns même sont malveillants ; ils l'épient ou le dénoncent aux autorités ecclésiastiques ou laïques desquelles il dépend.... Et M. Taine cite en note les réflexions découragées de l'ecclésiastique qui a écrit la brochure intitulée : *Le Clergé français en 1890*, entre autres celle-ci : « Le clergé et la nation vivent à côté l'un de l'autre, se touchant à peine par certains actes de la vie et ne se pénétrant plus du tout. »

Il y aurait beaucoup à dire sur les observations et les conclusions de M. Taine. M. l'abbé de Broglie et M. l'abbé Méric n'ont pas de peine à relever les erreurs et les exagérations dans lesquelles il tombe. Il oublie certains côtés de la question et il généralise outre mesure certains autres. Son enquête statistique sur la pratique

des sacrements est fort incomplète et les déductions qu'il en tire sont plus que contestables. C'est un spectateur qui veut être sans parti pris. Mais, privé des lumières de la foi, il n'a pas tout vu, et il n'a pas pu, malgré la puissance et l'acuité de son regard, se rendre un compte exact de tout ce qu'il voyait.

Mais il est certain que le clergé de France n'exerce pas dans le domaine intellectuel, moral et social l'action qu'il devrait exercer. Quand on le compare aux clergés d'Amérique, d'Allemagne et de Belgique, on constate avec douleur son infériorité, non pas au point de vue des vertus individuelles, mais au point de vue de la situation et de l'influence vis-à-vis du public. Dans une lettre à son clergé, Mgr l'Évêque de Bayeux écrit qu'il y a dans le public un sentiment énergique, c'est la peur, plus que cela, l'horreur de la domination du prêtre. C'est un préjugé, ajoute le prélat, mais ce préjugé, quelque absurde qu'il soit est un fait incontestable. Les deux ecclésiastiques qui ont répondu à M. Taine reconnaissent à leur tour qu'il y a du vrai dans ses observations.

Il faudrait rester aveugle en face de l'évidence pour ne pas voir l'état équivoque et anormal où se trouve le clergé de notre pays, l'infériorité de sa situation et de son action mises en parallèle avec celles des clergés d'Amérique, d'Allemagne et de Belgique. Sans doute, dans certaines régions surtout, l'autorité du prêtre est grande encore, son ascendant est puissant, son prestige est considérable. Sans doute, elle s'impose encore aux plus indifférents et aux plus sceptiques, l'autorité des prêtres animés d'un réel et vigoureux esprit apostolique, en qui éclatent la sublimité et la force du Christianisme. Mais, dans l'ensemble, le corps ecclésiastique, étant donnés ses mérites et ses services, n'exerce qu'une influence publique inférieure à lui-même, à ses droits et à sa mission. Il y a encore, grâce à Dieu, en France, pas mal d'individus

très chrétiens, mais les institutions, mais les différents corps, à commencer par la famille, le sont de moins en moins. Les éléments de la vie nationale, les lois et les pouvoirs constitués, les mœurs publiques, les sciences et les arts, l'industrie et le commerce, toutes les forces de l'organisme social, tous les rouages de la machine tendent à se mouvoir en dehors de l'action ecclésiastique. Dans les classes populaires, comme parmi les gens qui pensent, l'autorité sacerdotale est tenue en échec. Il y a entre une partie considérable de la nation et l'ordre sacerdotal des malentendus, des méfiances, des contradictions. Ces préventions se rencontrent même chez les meilleurs. Dans un discours récent au Congrès annuel des comités de *la Croix*, M. de Mun n'a pas craint d'affirmer que cette sorte de méfiance vis-à-vis du clergé existe chez d'excellents catholiques.

Quelles sont les causes de cette situation ? Il me semble qu'il y en a de deux sortes, les unes extrinsèques, les autres intrinsèques, les premières qui tiennent au public, et je prends ici le mot public dans son sens le plus large, les secondes qui se rapportent au clergé lui-même.

I. — Le mouvement général des esprits, les entreprises des sectes antichrétiennes, l'attitude des pouvoirs publics, la mauvaise presse sont les principaux facteurs extrinsèques de l'esprit anticlérical qui sévit parmi nous.

Sans entrer dans des détails qui nous mèneraient trop loin, constatons qu'en France, depuis deux cents ans, mais surtout dans ces derniers temps, le mouvement général des esprits est loin d'être favorable à la religion et à ses ministres. L'extrême émancipation de la pensée, l'esprit de critique et de négation, le flottement de toutes les bases intellectuelles et morales, le naturalisme et

le scepticisme sont les signes caractéristiques de l'âme contemporaine. — Ajoutez à cela une immense infatuation de la science. La science est, pour le grand nombre, le nom nouveau de l'éternelle idole d'orgueil qui s'appela jadis la gnose et plus tard la philosophie. Beaucoup sans doute adorent l'idole sans avoir jamais touché le seuil de son temple. Toutefois les manifestations extérieures de cette science, le caractère pratique qu'elle a pris par des applications fécondes aux besoins de l'homme contribuent à la rendre populaire et à lui donner sur la foule un irrésistible ascendant. Une grande partie du prestige qui faisait autrefois la force de la religion et de ses ministres est passé à la science et à ses représentants. M. Taine s'est trompé en affirmant qu'il y a antagonisme irréductible entre la page inspirée écrite par la foi sous la dictée de Dieu, et la page merveilleuse écrite par la science. Mais il a raison de dire que l'idée d'une contradiction entre les dogmes révélés et les notions scientifiques est un préjugé d'une très grande puissance, et une des causes de l'affaiblissement de l'Église dans notre patrie.

Et les volontés ne sont pas moins troublées que les intelligences. L'esprit d'indépendance, de licence, de révolte souffle partout. Notre compatriote Alphonse Daudet, qui mêle, dans ses livres, à des récits trop souvent immoraux, des observations très justes et très fines, parle quelque part de cette longue fêlure qui court du haut en bas de la société moderne et qui l'attaque dans ses principes de hiérarchie et d'autorité.

« Dans la religion, dit M. Taine, le gros public ne voit que ce qui est visible, un gouvernement ; et du gouvernement il en a déjà plus qu'assez au temporel en France ; ajoutez-en un complémentaire pour le spirituel et ce sera plus que trop. A côté du percepteur en redingote et du gendarme en uniforme, le paysan, l'ouvrier, le petit bour-

geois rencontre le curé en soutane qui, au nom de l'Église, comme les deux autres au nom de l'État, lui donne des commandements et l'assujétit à une règle. Or toute règle est gênante, et celle-ci plus que les autres; on est quitte avec le percepteur quand on l'a payé; avec le gendarme quand on n'a pas commis d'action violente; le curé est bien plus exigeant, il intervient dans la vie domestique et privée et prétend gouverner tout l'homme. Au confessionnal et du haut de la chaire il admoneste ses paroissiens, il les régenté jusque dans leur fort intime, et ses injonctions concernent toutes les portions de leur conduite, même secrète, au foyer, à table et au lit, y compris les moments de relâche et de détente, les heures de loisir et de station au cabaret. »

Mais l'action du clergé n'a pas seulement pour antagonistes ces deux puissances impersonnelles qui sont l'infatuation de la science et l'esprit d'indiscipline. Elle a un autre ennemi, ennemi concret et réel, une personne collective, mais vivante, c'est cette sorte « d'Église négative dont parle Taine, qui a ou tâche d'avoir, elle aussi, ses dogmes, ses rites, ses assemblées, sa discipline : faute de mieux, et en attendant, elle a son fanatisme, celui de l'aversion. » Cette Église satanique acharnée à la destruction de l'Église de Dieu est formée par trois éléments, le protestantisme sectaire (1) d'abord : il y aurait beaucoup à dire sur ce premier point. Il y aurait à parler d'Henri Martin, de Quinet, etc., et de leur influence; de la part qui revient à l'esprit huguenot dans la guerre faite au catholicisme. Mais il faut se borner. L'influence israélite a contribué aussi puissamment à cette situation, et M. Drumont en donne des preuves irrécusables dans ses livres. Enfin la franc-maçonnerie joue un rôle capital

(1) Je dis le *protestantisme sectaire* pour mettre hors de cause un certain nombre de protestants vraiment libéraux qui déplorent et condamnent l'esprit jacobin, la rage anticatholique d'un trop grand nombre de leurs coréligionnaires.

dans ce travail de déchristinisation. La lutte contre les croyances de la majorité des Français, dit avec raison l'auteur de la *France juive*, a été, non une revendication de la libre-pensée, mais la persécution de trois religions voulant en opprimer une autre.

Ce qu'il y a de plus lamentable, c'est que les sectes antichrétiennes ont réussi à s'emparer des pouvoirs publics. Elles ont en main toutes les forces de l'État, et les emploient à la satisfaction de leurs passions. Elles ont fait des lois de combat et de haine. Les lois scolaires, par exemple, portent un coup terrible à l'influence du clergé. Par là, la jeunesse, c'est-à-dire la réserve et l'avenir du pays, lui échappe....

Dans tout pays fortement centralisé, le gouvernement dispose d'une puissance énorme. Dans, le nôtre en particulier, l'État est très autoritaire et très absorbant, accapareur, persuadé que ses droits sont illimités, que partout son ingérence est légitime, habitué à gouverner le plus qu'il peut et à ne laisser aux individus que le moins d'action possible. Entre ses mains le Concordat, qui devrait être un garant de paix, devient un instrument de guerre. C'est un appui qu'on n'a pas le droit d'abandonner, dit M. de Broglie, mais c'est aussi une entrave. Nos adversaires répètent sans cesse à la tribune et dans la presse, que le maintien du Concordat est incompatible avec une action militante du clergé dans la vie publique. Erreur sans doute : le caractère essentiel du Concordat n'est-il pas, en effet, de garantir aux catholiques de France la liberté de leur foi et de leur culte ? Donc ceux qui, prêtres ou laïques, en dehors des partis, revendiquent cette liberté par tous les moyens légaux, ne sauraient être accusés de mener une action politique incompatible avec ce pacte solennel. Mais, en fait, il y a là pour le clergé une situation qui gêne la liberté de ses mouvements.

Nul n'a oublié la belle lettre écrite par Mgr Isoard au

Président de la République, le 15 octobre 1891. Il est surtout question dans cette lettre de l'article du Concordat qui dispose que « les Évêques nommeront aux cures, » et que leur choix ne pourra tomber que « sur les personnes agréées par le gouvernement. » — « Ce système d'élimination persévéramment appliqué, dit le vénérable prélat au sujet des retards et des refus d'agrément, doit avoir pour effet de modifier profondément l'esprit du clergé de France..., et d'amoindrir considérablement sa valeur. Car les vertus et les aptitudes que l'Évêque a le devoir de chercher avant tout dans le prêtre qu'il nomme à un poste vacant ayant quelque importance, sont justement celles qui le font écarter par le gouvernement... Ce qu'il (le gouvernement) veut obtenir, par un procédé de sélection calculée, c'est un clergé n'offrant plus que des qualités négatives... » Et plus loin : « On peut donc affirmer que, par la force des choses, les ecclésiastiques appelés par leurs fonctions à diriger les catholiques de France, comme Évêques et comme curés, se trouveront être, dans un délai assez court, des ecclésiastiques que les fidèles n'auraient point souhaités, que les Évêques n'auraient point nommés, que les souverains Pontifes n'auraient point institués et préconisés, s'ils avaient joui de la liberté à laquelle ils ont droit et que leur assuraient soit le texte, soit l'esprit du Concordat. »

Il est enfin une quatrième cause extérieure qui a diminué l'influence, le prestige, la popularité du clergé, c'est la propagande active des mauvais journaux et des mauvais livres. Ce qu'il en est sorti de préjugés, de malentendus et de haines lui a fait plus de mal qu'un siècle de persécution ouverte. Quels ravages effrayants n'ont pas produit dans le peuple ces feuilles à un sou qui pullulent en France et qui font du scandale et de la calomnie un ignoble métier ! Elles donnent aux défaillances les plus légères le retentissement d'une publicité déshonorante. Là, des

sophistes, des intrigants intéressés à fomenter et à exploiter contre nous les plus basses passions, ne cessent de dénoncer le prêtre catholique au mépris et à la haine du peuple. On répète que nous sommes les ennemis des lumières et du progrès, les partisans de l'ancien régime, opposés au nouvel état social qui rend impossible le retour de notre domination et de nos richesses passées. Or la calomnie et l'outrage, sans cesse renouvelés avec des raffinements nouveaux, ont fatalement un effet démoralisateur. Les indifférents eux-mêmes, à force de lire tous les matins des ignominies dans les journaux, finissent par en être impressionnés, d'autant plus que la plupart des gens ne pensent pas par eux-mêmes, n'ont pas le temps de penser, ne savent pas ce qu'ils pensent. Ils ont, comme on l'a dit, un cerveau en papier. Quel cerveau, grand Dieu ! avec des éléments pareils !

II. — Tels sont, pour l'action du clergé, les obstacles, les difficultés qui viennent du dehors. Et maintenant n'existerait-il pas au-dedans de ce corps si vaste et si majestueux certaines causes qui tendent à paralyser son influence extérieure, publique, sociale ? Question très difficile, très complexe, très délicate. Vouloir la traiter *ex professo*, et la résoudre complètement, serait une prétention sans excuse. Il faudrait pour cela une compétence, une expérience, une autorité que je n'ai pas. Je me contenterai de reproduire certaines observations, certains *desiderata* dont j'ai recueilli l'expression dans maintes conversations avec de plus experts que moi et dans les livres qui m'ont fourni les éléments de ce travail.

M. le vicomte de Meaux, ayant à rendre compte de l'état du clergé des États-Unis, parle naturellement de la formation initiale des clercs. Il dit que l'enseignement donné dans les séminaires américains est égal et conforme à celui des séminaires français, trop conforme même selon certains évêques : ils le voudraient plus

dégagé des débats du vieux temps et du vieux monde, plus approprié aux besoins, aux progrès, aux problèmes de la société nouvelle.

Ce *desideratum* des prélats d'Amérique, qui ne l'a souvent rencontré sur les lèvres de beaucoup de membres du clergé et de laïques dévoués à notre cause? Ils pensent que la culture des séminaires est favorable au développement des vertus d'ordre individuel et d'ordre hiérarchique, mais pas assez aux vertus sociales. On en sort prêtre pieux, mais non pas pasteur et conducteur de peuples. Or ces vertus d'ordre privé, que Dieu seul voit dans le secret, sont nécessaires; elles forment la base de l'édifice moral. Mais, à moins d'être portées jusqu'à l'héroïsme, leur influence est restreinte et cachée. Les vertus d'ordre hiérarchique s'imposent également pour l'harmonie et la vigueur du corps tout entier. Elles sont fort édifiantes, très nobles, à la condition de ne pas dégénérer en obséquiosité vile et en flagornerie hypocrite. Mais, pour s'emparer de l'esprit public, pour donner le branle à de grandes œuvres de bien, il faut des qualités intellectuelles et morales qui, par leur caractère public, leur éclat extérieur, imposent à l'opinion, éclairent et entraînent les masses, impressionnent le mouvement et la vie d'un pays.

Sans doute il est nécessaire à un ecclésiastique de savoir le Dogme, la Morale et le Droit canonique. Encore est-il vrai que cette étude ne doit pas se borner à apprendre quelques textes et à faire des exercices de convention, mais consister surtout à se former à des habitudes solides de réflexion, d'analyse et de synthèse. Le capital est d'*apprendre à apprendre*. Mais faut-il se contenter de pâlir sur des questions d'un autre âge et qui n'intéressent plus que les érudits? Pour être à même de faire pénétrer les données du christianisme dans les débats qui remuent les peuples, n'est-il pas

indispensable de connaître l'esprit, les besoins, les misères de son époque, d'étudier à fond les systèmes contemporains qu'on oppose à l'enseignement catholique ? Deux sortes de questions passionnent aujourd'hui l'opinion publique : les questions scientifiques, les questions économiques et sociales. Si on les ignore, comment pourra-t-on s'emparer des aspirations des peuples et les porter vers Jésus-Christ ?

Un des moyens d'action les plus puissants pour le prêtre, c'est la parole, c'est la prédication. Sur ce point particulier, Mgr Bourret, évêque de Rodez, tente en ce moment, dans son diocèse, une curieuse et intéressante réforme, qui lui paraît commandée par le besoin des temps et qui intéresse vivement le jeune clergé. Le prélat, très éloquent lui-même, a estimé que ses curés et ses vicaires obéissaient parfois à une tradition fâcheuse en adressant à leurs ouailles des discours inspirés par la routine et le convenu, sans profit pour personne. La rhétorique vide, plus ou moins retentissante, plus ou moins factice, le poncif, l'ennuyeux, lui ont semblé condamnables en ce qu'ils font le vide autour de la chaire chrétienne. Il veut un renouvellement du genre ; pour l'obtenir, il vient d'écrire et il vient d'agir.

Son instruction au clergé de l'Aveyron mérite de dépasser les limites d'un diocèse : l'apôtre et le lettré se confondent dans ces conseils pratiques donnés avec une entière franchise. Vos auditeurs, dit l'évêque à ses prêtres, vous souhaitent vrais, naturels, personnels, dans vos discours ; ne parlez pas en général, ne parlez pas aux absents, ne parlez pas à un auditoire indéfini. C'est à ceux qui vous écoutent, en effet, qu'il faut vous adresser, simplement mais précisément, vous inspirant de leurs besoins spéciaux et de leur situation particulière, plus que de spéculations théoriques et monotones.

Mais Mgr Bourret ne s'est pas contenté de ces ensei-

gnements si nets et si justes ; il a agi. D'abord , il a ajouté une épreuve nouvelle aux examens de ses jeunes prêtres. Par ordonnance spéciale, ceux-ci, quand ils ont subi les épreuves écrites et les interrogations orales, qui étaient accoutumées, sont astreints aujourd'hui à débiter une improvisation orale sur un sujet fourni, un petit discours qui dure un temps déterminé, et qu'il doivent prononcer soudain devant leurs supérieurs.

Ce n'est pas tout : pour former des prêtres qui parlent, qui parlent aisément et naturellement, il vient de prescrire que, dans les séminaires mêmes, les jeunes gens cesseraient d'être les simples auditeurs des leçons données, prêtant seulement l'oreille et n'y correspondant que par une attention passive. Il veut combattre l'enrouillement des esprits dans une torpeur auditive et développer, par l'effort personnel de l'étudiant, l'originalité des vues, l'activité de la pensée. On comprend que ces mesures locales aient singulièrement éveillé l'attention, non seulement à Rodez mais dans tous le clergé de France et chez tous les laïques qui ont souci de la prédication. La réforme de la chaire se faisant plus vivante, plus *suggestive*, selon le mot à la mode et qui est ici très à sa place, importe à tous, puisqu'elle vise à une action plus réelle sur les masses.

Cette action sur les masses ne serait-elle pas diminuée par une autre cause tenant au fonctionnement de la hiérarchie sacrée ? Il vient de paraître un livre intitulé : *Le Clergé français dans le passé et dans le présent*, livre publié par M. l'abbé de Fontenelles, et qui contient le compte-rendu de conférences tenues sur la frontière de France et de Belgique par des ecclésiastiques appartenant à ces deux pays. On y soutient que si le clergé de France ne marche plus à la tête de la nation, s'il se trouve même à l'extrémité opposée, s'il ne projette plus que de rares et pâles rayons, la cause en est

à la non application des lois canoniques. On cite ces paroles de Mgr Parisis : « Si l'Église ne se reconstituait pas en France comme elle l'est partout sur *son droit canon*, qu'arriverait-il ! Il arriverait, ou qu'elle y resterait, comme elle l'est malheureusement sur beaucoup de points, sans organisation intérieure, ou qu'elle y serait forcément organisée par une puissance étrangère, toujours rivale et souvent hostile. Une reconstitution purement canonique est donc nécessaire à l'Église de France. De plus elle est urgente. »

M. l'abbé Méric dit un mot sur cette question dans son bel ouvrage (1). Il déclare qu'il ne veut rien exagérer, ni se faire l'écho des plaintes égoïstes des ambitieux mécontents. Mais il regrette l'abolition des concours pour les cures, ainsi que des droits et avantages conférés autrefois par les grades théologiques. C'étaient des stimulants pour l'activité intellectuelle des clercs. Il ne reste, ajoute-t-il, aucun vestige de ces souvenirs lointains dans l'organisation actuelle du clergé, créée brutalement et tout d'une pièce par le génie autoritaire de Bonaparte ; les concours n'ont pas été rétablis ; les gradués n'ont reçu ni encouragements ni privilèges ; les sages et traditionnelles prescriptions canoniques, sanctionnées par l'autorité des conciles et par les Papes, ont été trop souvent oubliées, méconnues, et nous avons perdu une partie considérable de notre prestige aux yeux de cette société nouvelle... qui ne sait plus ou ne veut plus, hélas ! s'incliner devant l'autorité nécessaire, mais insuffisante de la vertu séparée de la science. Si vous voulez exercer une autorité autour de vous, dit Mgr Abbeloos, recteur de l'Université de Louvain, soyez aussi savants et plus savants que ceux qui ne croient pas.

(1) *Le Clergé et les Temps nouveaux*, p. 23 et 499.

Sans contester le bien-fondé de ces réflexions, j'attacherais plus d'importance, au point de vue de la popularité et de l'action extérieure du clergé, au reproche que lui adresse par deux fois M. Taine dans son étude sur l'Église de France. C'est d'avoir, pendant les dernières années de la Restauration et les premières du second Empire, fait alliance avec l'État. Chacun des deux pouvoirs aidant l'autre à dominer, ensemble et de concert ils entreprennent de diriger tout l'homme. En ce cas, les deux centralisations, l'une ecclésiastique, l'autre laïque, toutes les deux croissantes et prodigieusement accrues depuis un siècle, s'ajoutent l'une à l'autre pour accabler l'individu ; il est surveillé, poursuivi, saisi, régenté, contraint jusque dans son for intime. Le clergé est apparu alors, c'est toujours M. Taine qui parle, non seulement comme l'organe efficace, mais encore comme le promoteur central de toute répression. De là des rancunes accumulées et qui survivent.

Pendant ces vingt dernières années, la cause du clergé a paru trop intimement liée à celle de la monarchie. Or, la division politique si profonde qui règne aujourd'hui dans les esprits lui fait un devoir de ne se donner à personne pour se dévouer à tous, de garder l'indépendance de son apostolat au milieu des compétitions des partis, de repousser les avances de ceux qui veulent arracher de ses mains la croix qui rapproche et lui imposer le drapeau qui divise. C'est là, du reste, l'attitude de plus en plus accentuée que prend le clergé de France, sous l'impulsion du Souverain Pontife dont l'Encyclique récente vient de rompre les derniers liens entre l'Église et les anciens partis. Nous voyons, grâce à Dieu, le prêtre imiter le « loyalisme constitutionnel » du prêtre américain, réclamer seulement la liberté dont il a besoin pour remplir sa mission religieuse et sociale, et chercher, loin du sol mouvant des opinions politiques,

dans la pierre fondamentale de l'Eglise, le point d'appui de son apostolat.

Le marquis de Castellane vient de faire paraître sur la question religieuse un article dont la thèse générale et plusieurs aperçus particuliers sont fort contestables (1). Mais il y a du vrai dans beaucoup de ses observations. Il affirme que plus le clergé détache sa cause de toutes les causes purement humaines, plus son autorité grandit. Du jour où la religion consent à être elle-même, et à ne plus se réclamer du pouvoir civil, le peuple lui revient. Il ne reste respectueux des choses de la religion qu'à la condition de les savoir indépendantes, c'est-à-dire exemptes de toute attache officielle. La monarchie chrétienne de Charles X avait développé à ce point le respect humain qu'un officier ou un homme du monde n'osait pas entrer dans une église de peur des quolibets de leurs camarades ; on comptait les hommes mûrs qui faisaient leurs Pâques, encore les faisaient-ils comme des « Nicodèmes. » Aujourd'hui les chrétiens vont à la messe simplement et bravement, ils communient de même ; chaque année, à Notre-Dame, ils sont des milliers à donner au monde le spectacle d'un des plus beaux triomphes du Christianisme.

Le même écrivain touche à une autre cause qui a pu exercer une action fâcheuse sur l'esprit du peuple c'est le traitement que le clergé reçoit de l'État. Je sais bien que ce n'est pas là un traitement, que c'est une dette. Mais les paysans et les ouvriers ne raisonnent pas. « Le salaire enlève le prestige, » disait le cardinal Manning. A ce propos, il me vient à l'esprit une réflexion de l'abbé Kannengieser, dans son livre sur les *Catholiques allemands*. L'éminent écrivain parle entre autres choses de la suppression des traitements ecclésiastiques en Prusse, et de la résistance admirable du

(1) *Nouvelle Revue* du 15 janvier 1892, *Laïcisme et République*.

clergé qui ne craignit pas la faim et repoussa avec horreur le denier de la trahison qu'on faisait miroiter à ses regards. Puis il ajoute : « Il se dégage de cet épisode du Kulturkampf une grave leçon qu'il est bon de retenir. Si le clergé allemand avait faibli devant le fantôme de la misère, s'il s'était cramponné au budget des cultes sous prétexte d'éviter de plus grands maux, le catholicisme était perdu en Prusse. Il a fini par triompher de son puissant adversaire parce qu'il a poursuivi la liberté de l'Eglise au prix de toutes les privations. »

LES RÉFUGIÉS FRANÇAIS

EN ALLEMAGNE

(suite et fin)

A côté des joailliers, se distinguent le graveur Barbier, ses trois fils, et leurs élèves Lefèvre, Mercier, Renelle et Gimel. Lefèvre et son meilleur élève Savary acquirent une certaine réputation dans l'art de la ciselure. A Halle, nous trouvons Moïse Guarrigues et Jean Lacoste ; à Magdebourg, Rouvière, Pellet, Harlan, George et Nicolas.

L'horlogerie a pour ainsi dire été introduite à Berlin par les réfugiés. Les horlogers furent réunis aux corps des arquebusiers, serruriers et éperonniers. L'usage des montres était loin d'être répandu alors, car le conseiller de Jarrigues nous raconte qu'au commencement du XVIII^e siècle, il ne se trouvait qu'une seule montre dans la maison qu'il habitait. Elle appartenait au général de Saint-Hippolyte, auprès de qui tous se rendaient pour savoir l'heure. Le gouvernement encouragea beaucoup l'établissement des horlogers. Nous nommerons ici quelques-uns des principaux : Jean Dunan, Louis Le Roy, Petitot, Racine, Labry et Antoine Charles.

L'art de l'arquebusier et du fourbisseur se développa

aussi avec Pierre Formery qui, en 1687, reçut le titre d'arquebusier de la Cour. Pierre Formery avait aussi la fourniture des boutons dans l'armée. La famille Formery conserva ce privilège fort longtemps. Un nommé Hénoul, créa en 1721, une fabrique de boutons à Stettin.

Parmi les réfugiés se distinguèrent comme fourbisseurs Jean Trouillard, Jean Poret et Abraham Burette. Dans l'art du fondeur, il faut citer Pierre Caillot, Jean Rusé et surtout Henri Rollet (originaire des Cévennes). Ce Rollet est le véritable fondateur du corps des pompiers à Berlin. Parmi les taillandiers, citons Isaac Mussey et parmi les fondeurs d'étain, nous trouvons Étienne Teveny en 1700 et plus tard la famille Michaut, à Berlin.

Les perruquiers, d'origine française, firent aussi de brillantes fortunes en introduisant les perruques inventées par l'abbé La Rivière, au temps de Louis XIV. Le sieur Binelle devint coiffeur du Roi, qui ne tarda pas à mettre un impôt de 15 silbergros à 1 thaler sur chaque perruque, d'après la grosseur. Parmi les perruquiers, il faut nommer Jacquier, Michelet, Masson, Hublot, Raussin, etc.

L'industrie apportée par les réfugiés prit un tel essor que Frédéric I^{er} institua dans son pays une maison d'adresse ou de prêt sur gages, destinée à faire des avances aux manufacturiers. A la tête de cette institution furent placés deux réfugiés Pierre Bouchard et Nicolas Ganguet. Elle passa ensuite entre les mains de Robert Jacobé, Charles Humbert, Daniel de Persy, Duncan et Jean Palmié (originaire d'Agde).

Les cuisiniers français étaient très recherchés à Berlin, à cette époque, mais aucun nom de Vatel ne nous est parvenu pour pouvoir le citer.

Les boulangers introduisirent le pain blanc en Brandebourg. Les anciennes listes conservées au Consistoire français contiennent les noms d'un Blunvalet, Toussaint,

George, Richard et Delon (de Nîmes). Ce Delon devint boulanger de la Cour et fournissait au Roi les pains au lait.

Les bouchers français apprirent aux Allemands l'art d'habiller la viande ; ils leur apprirent aussi à connaître, comme une gourmandise, le riz de veau et la fressure de veau, qu'on donnait auparavant aux chiens. Un nommé Braconnier fit à Berlin les premières saucisses, des saucissons, des andouilles et des boudins. Une dame Foucaut, raconte avec un sentiment d'orgueil très prononcé dans un manuscrit, que pendant trois années elle avait eu l'honneur de fournir à la Cour des andouilles. Parmi les confiseurs, dont les apothicaires avaient jusqu'alors rempli les fonctions, il faut faire mention de Jean Leôt, Hazard, Taillefer et Crégut (de Nîmes). Le premier hôtel de Berlin fut créé par un réfugié, Jean Hazard. Il l'appela l'Hôtel des Princes. Un autre réfugié fonda l'Hôtel de la Ville de Paris, qui fut longtemps un des plus achalandés.

Les réfugiés se livraient aussi à un commerce important d'articles de luxe qu'ils faisaient venir de Paris. Ils excellaient dans l'imitation des modèles. Bastide, Housset, et les sœurs Hauchecorne, acquirent là de la réputation et de la fortune.

Avant l'arrivée des réfugiés, le vin français n'était pas connu. Ils eurent l'idée de planter quelques vignes dans la Marche, qui ne produisirent qu'un vin aigre. Ces vignes, du reste, finirent par mourir de froid. On raconte encore aujourd'hui une anecdote qui prouve combien le noble vin de la Sprée ou de l'Havel était peu agréable au palais des Français. Un jour, l'Électeur avait reçu à sa table un officier gascon distingué, et voulut lui faire apprécier les produits de Postdam. *Cadédis !* répliqua le gascon, avec la vivacité de son pays, je crois, Monseigneur, que toutes les grives qui ont mangé des grains de cette vigne sont mortes de la colique. C'est de l'époque de cette anecdote

que date l'introduction des vins de Bordeaux. Les premières maisons de commerce de vin furent celles d'Antoine et Michel Palmié, de Gillet et de Grand, tous originaires du Bas-Languedoc. Aujourd'hui, c'est un nimois, M. Oswald Nier, qui est à la tête de ce commerce à Berlin.

Les premiers livres français furent imprimés dans cette ville en 1688 par Robert Roger. Les frères Dusarrat, Étienne et Naudé fondèrent comme lui des imprimeries.

La librairie française prit à côté de l'imprimerie une grande extension, et Étienne de Bordeaux, Jasperd, Pitra, de la Garde et Petit établirent des librairies importantes ainsi que Le Fèvre et Félix de Serre à Halle en 1703.

Les réfugiés qui avaient introduit les chaises à porteur obtinrent seuls le privilège de cette industrie.

Les maçons réfugiés construisirent aussi le premier pont de Berlin qui liait le quai d'un quartier avec le château royal, à peu près sur l'emplacement du pont actuel de la Königstrasse sur lequel est la statue du grand Électeur. Ce pont s'appela longtemps : Pont Jean Cavalier.

De nombreuses colonies agricoles furent fondées par les réfugiés. Il serait trop long de les citer toutes. Signalons cependant dans le comté de Ruppın, Rheinsberg, fondée par M. de Béville ; près de Berlin, celle de Bucholz, appelée longtemps Bucholtz-le-Français. Mais la plus curieuse colonie devenue un village, est celle de Frédéricksdorff, non loin de Hambourg, dans la Hesse. Je me réserve d'en entretenir mes lecteurs dans le chapitre suivant.

On doit aux réfugiés la culture du tabac dans la Marche. On leur doit aussi l'introduction d'une multitude d'arbres, d'arbustes, de fleurs et de légumes, qui jusque là étaient tout à fait inconnus aux Brandebourgeois, qui mangeaient fort peu de légumes et se nourrissaient surtout de viandes salées ou fumées, de poissons et de racines, de choux verts ou aigres. L'usage des pois verts et

des haricots était si peu connu, qu'à cause de l'emploi qu'ils en faisaient, les Français reçurent le surnom de mangeurs de haricots. Les Français, en revanche, appelaient les Allemands, mangeurs de choucroute. Ils ne purent parvenir à leur faire manger des escargots et des grenouilles. C'est avec le sobriquet d'avaleurs de grenouilles que la jeunesse allemande provoquait au combat la jeunesse française. La soupe ordinaire et la soupe aux herbes n'étaient point en usage chez les Allemands. La salade était inconnue. Ce fut le jardinier du Roi, Dahuron, qui l'introduisit à Charlottembourg près Berlin. Les jardiniers français élevèrent des citronniers et des orangers en serre. Le jardinier Rusé devint célèbre pour sa culture des fleurs dans son beau jardin du faubourg de Kopnicker. Il faisait venir de si belles plantes que les Berlinoises ne pouvaient en croire leurs yeux et prétendaient que Rusé se livrait après minuit, avec sa femme et ses enfants, à la magie, par le doublement et la coloration des fleurs. Parmi les horticulteurs qui s'établirent à Berlin, il faut citer : Pierre Custine, Henri Lefèvre, Daniel Sauvage, Mathieu Boucher, Pierre Sarre, David Rusé, Daniel et Pierre Laval, Paul Ravené, Guillaume Bourguet, Jean Mousson.

En un mot par leur activité, leur intelligence, leur droiture toute française, leur économie, les réfugiés surent gagner l'estime générale.

VII

Les réfugiés français appartenant à la classe ouvrière et agricole ne se sont pas tous disséminés dans le nord de l'Allemagne. Un certain nombre d'entre eux ont même formé des villages, à l'exemple des Wallons protestants et des Vaudois. Tel est le cas de Frédéricksdorff aux environs de

Hombourg, non loin de Francfort-sur-le-Mein. J'ai voulu moi-même visiter en février dernier cet intéressant village français où sur une population de mille cent habitants on compte près de huit cents descendants de réfugiés. Frédéricksdorff est à environ quatre kilomètres de Hombourg, par le raccourci traversant une forêt où je me suis un instant perdu par un affreux temps de neige. C'était un dimanche matin, les fidèles étaient au prêche fait en français par un jeune pasteur originaire de Genève, qui a été pasteur-adjoint à Sommières et qui m'a donné avec la plus grande complaisance toutes sortes de renseignements sur l'origine de cette colonie.

Rien de plus curieux que d'entendre parler français, toute une population en pleine Allemagne, un fort bon français, ma foi, sans mauvais accent, sauf quelques expressions aujourd'hui démodées, qui étaient en usage au temps de Louis XIV. C'est ainsi qu'à Frédéricksdorff, un pruneau a nom *pruniau*, chercher *quérir*, un pic (oiseau) un *grimperiau*, un dévidoir un *guindre*, une chèvre une *cabre*, un fouet une *cacheoire*, un bois de lit un *chalit*, grogner *bertouer*, un cerf-volant un *blanchard*, heurter *buquer*, une lame de couteau une *alumelle*, une habitation une *demeurance*. On dit aussi *derechef* pour de nouveau, *coutances* pour frais, *brulance* pour brûlement, *douceur* pour pour-boire, *estomaquer* pour effrayer, *languisson* pour langueur, *purgeron* pour verrue, *émontée* pour escalier, *cadeau* pour fauteuil, etc.

C'est en 1687 que les premiers réfugiés arrivèrent à Frédéricksdorff dans la Hesse-Homburg. Pour la plupart c'étaient des habitants du Bas-Languedoc, de Champagne, d'Ile-de-France et de Picardie. Le maire actuel de Frédéricksdorff s'appelle Garnier. Les échevins sont tous d'origine française. Le maître de poste est un nommé Rousselet, qui a épousé une Achard. Cette famille Rousselet se fait gloire de ne s'être jamais alliée à des Alle-

mands depuis plus deux cents ans. L'agent de police a nom Roux, le garde champêtre est un Chevalier. Les anciens du Consistoire s'appellent : Garnier, Foucar et Privat; la famille de ce dernier est originaire de Saint-Étienne-de-l'Holm, près Vézénobres. Voici la liste des maires de cette localité depuis 1687. J'ai trouvé cette liste dans les archives :

Ésaïe Rousselet de 1687 à 1690.

Moillet de 1690 à 1706.

Lefaux de 1706 à 1732.

P. Rousselet de 1732 à 1755,

Foucar de 1755 à 1784.

Privat de 1784 à 1798.

Foucar de 1798 à 1820.

Achard de 1820 à 1842.

Rousselet de 1842 à 1848.

Garnier père de 1848 à 1885.

Garnier fils de 1885 à aujourd'hui.

Il y a à Frédéricksdorff quatorze familles Achard, deux familles Arrobin, deux Boutmy, deux Chevalier, trois Désor, deux Dufour, cinq Foucar, treize Garnier, huit Gauterin, trois Guénon, sept Lebeau, trois Piston, treize Privat, huit Rousselet, quatre Roux, deux Verry.

Le jour du second centenaire de leur établissement en Allemagne, un certain nombre d'habitants de Fré. déricksdorff revêtirent, aux cérémonies religieuses et civiles, le costume de l'époque de Louis XIV. Ils ne désirent pas redevenir Français, mais parlent toujours avec admiration de la France, qui a su, après des malheurs sans précédent, étonner le monde par sa vitalité, son énergie et son extraordinaire relèvement. Ils admettent que notre chère patrie est à la tête de la civilisation et a un bon génie qui veille sur ses destinées, malgré toutes les vicissitudes du temps et malgré tout ce que les Français font eux-mêmes pour leur perte. Je rapporte ici textuel-

lement les paroles d'un habitant de cette localité, qui désirerait bien venir habiter la France, mais qui en est empêché par sa femme.

En 1797, l'armée de Sambre-et-Meuse commandée, par Hoche, envahit l'Allemagne, traversa le Rhin et vint camper dans les environs de Francfort. Les habitants de Frédéricksdorff, craignant d'être réquisitionnés et tracassés, s'adressèrent par pétition au général en chef, afin de ne pas subir, en leur qualité de descendants de Français, les lois de la guerre.

Les généraux Hoche, Hatry et Jourdan s'empressèrent de leur faire parvenir une sauvegarde, datée du 19 prairial, an V de la République française une et indivisible, au quartier général à Friedberg. Voici ces documents que j'ai découverts dans les archives de cette commune.

Le général, chef de l'état-major général de l'armée de Sambre-et-Meuse aux maires et échevins de la communauté de Frédéricksdorff.

Citoyens,

Le citoyen Jouvelle, adjoint à mon état-major, m'a remis la pétition que vous lui avez adressée sous la date du 3 juin 1797. Je le charge de vous porter l'assurance que par une exception aux dispositions générales que détermine à votre égard le titre de Français et la cause intéressante de votre retraite en Allemagne où vos ancêtres furent forcés de venir chercher un asile contre les persécutions du despotisme, votre village est dès ce moment exempt de toutes espèces de réquisitions; de plus, je vous annonce au nom du général en chef Hoche que la cote part que vous auriez pu fournir pour la contribution en numéraire levée sur les États de M^{lle} la princesse de Hesse-Hombourg vous sera rendue dès que vous me l'aurez fait connaître. S'il venait par erreur un officier ou tout autre employé de l'armée pour lever des

réquisitions chez vous, l'exhibition de la présente vous servira de sauvegarde. Salut et fraternité
CHÉVIN.

D'après la lettre ci-jointe du général Chévin, le 13^e régiment de chasseurs ou tout autre corps de la 1^{re} division ne devait faire aucune espèce de réquisition dans la commune de Frédéricksdorff.

Hœscht, le 20 messidor an V.

L'adjudant général chef de l'état-major,
Ed. MORTIER.

Les motifs qui ont déterminé le général Hoche, commandant en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse à accueillir la demande des habitants de la commune de Frédéricksdorff, doivent de même me décider à maintenir l'arrêté qu'il a pris à leur égard. Il n'y sera en conséquence levé aucune contribution; elle sera exempte de tout logement de troupes à cheval, et celle qui s'y trouve présentement sera établie ailleurs; si les circonstances le nécessitent impérieusement, il y sera placé de l'infanterie, en nombre moindre que celui de cavalerie qui y est présentement.

Le 26 nivôse, 6^e année républicaine.

Le général en chef de l'armée de Mayence,
HATRY.

Les mêmes conditions qui ont déterminé les généraux Hoche et Hatry à accueillir la demande des habitants de Frédéricksdorff m'ont aussi décidé à maintenir l'exécution de leurs arrêtés. En conséquence, il n'y sera levé aucune contribution. Elle sera exempte de tout logement de troupes, et si la nécessité obligeait d'en mettre, le nombre en sera toujours moindre qu'il sera possible.

A Friedberg, le 16 brumaire an VII de la République française une et indivisible.

Le général chef de l'armée de Mayence,
JOURDAN.

VIII

Les conclusions naturelles qui découlent de cette étude historique sont qu'une des principales causes de la prospérité et de la grandeur de l'Allemagne, est due tout entière aux différentes émigrations françaises, mais surtout à celle des réfugiés de la révocation de l'Édit de Nantes. Le mal qu'ont fait ainsi nos compatriotes à leur pays d'origine, doit constituer pour nous un grand enseignement. La persécution se retourne toujours contre ceux qui la pratiquent. C'est ce qui est arrivé aux Anglais avec l'Irlande, qui a déjà fourni aux États-Unis plus de sept millions d'habitants catholiques ; c'est ce qui pourrait arriver de nouveau à la France, si les ennemis de l'Église, les sectaires et les francs-maçons entreprenaient contre les catholiques une persécution en règle, qui les forcerait à s'expatrier. Les lois contraires à l'esprit de liberté n'ont jamais rien valu au pays qui les a fait.

Il ressort encore de ces lignes, que le génie civilisateur de notre race, est un moteur aussi puissant dans l'œuvre de la civilisation que l'était, dans les temps anciens, le génie de Rome. La race latine n'a-t-elle, du reste, pas acquis les plus beaux titres de gloire dans l'histoire des peuples, par sa puissance artistique, par son esprit de découverte, par ses sentiments généreux. N'est-ce pas l'Espagne qui a avant tous les peuples colonisé l'Amérique, n'est-ce pas la France qui a conquis les Indes, n'est-ce pas le Portugal qui a envoyé les premiers colons européens en Afrique, n'est-ce pas l'Italie qui a illuminé le monde par le génie de ses artistes ? Qu'on ne vienne pas nous objecter que les nations protestantes et d'origine anglo-saxonne sont bien supérieures à celles d'origine latine et aux pays catholiques. On pourrait objecter à ceux

qui soutiennent encore cette thèse que ce sont deux pays catholiques : le Canada et la Belgique qui, sont à la tête des nations, tant au moral qu'au physique, toutes proportions gardées. En Prusse, ce sont les contrées catholiques qui sont les plus riches, sinon les seules riches : la province Rhénane, la Westphalie, la Silésie; les provinces protestantes, la vieille Prusse, le Brandebourg, la Poméranie sont les plus pauvres et fournissent un fort contingent à l'émigration ; dans la province de Prusse, c'est précisément le district d'Ermland, tout catholique, qui est le seul riche. Mais qu'est-ce que cela prouve ? A mon avis la question de la prospérité matérielle ne peut jamais servir de preuve pour ou contre un culte religieux; les catholiques suisses, hollandais ou anglais valent bien, comme intelligence, esprit civilisateur et de travail, leurs compatriotes protestants. La prospérité, le progrès matériel rendent-ils l'homme meilleur ? Voilà le meilleur criterium que l'on puisse prendre pour bien juger une chose. Ni meilleur, ni plus heureux, car la matière, si brillantes que soient les conquêtes que l'on remporte sur elle, ne peut jamais remplir l'esprit et encore moins le cœur. Or c'est surtout avec ces deux éléments que se soutient l'humanité, par eux seuls qu'elle obtient sa véritable grandeur et sa véritable prospérité ici-bas, comme une préparation à la vie mystique de l'éternité, où l'esprit ainsi que l'âme ira sans cesse de lumière en lumière. C'est donc à ce flambeau qu'il faut examiner la prétendue supériorité comme aussi la prétendue prospérité des peuples protestants, mis en parallèle avec les peuples catholiques. La tentative de combattre l'Eglise catholique à coups de formules économiques est tout bonnement absurde.

Si les réfugiés français ont apporté avec eux une force civilisatrice qui a valu à l'Allemagne sa prospérité matérielle, il faut constater aujourd'hui qu'il ne

reste plus rien dans ce pays de la puissance morale de nos compatriotes. L'Allemagne protestante, minée par le socialisme, par le scepticisme religieux, par l'esprit philosophique, semble glisser sur la pente de la décadence. Elle a une armée forte, très forte, c'est vrai, des ressources de toutes sortes, mais l'esprit religieux de la partie catholique ne parviendra pas à la sauver de la décrépitude, de l'abaissement où fatalement elle se laissera aller. La jeune Russie et la vieille France la serreront, comme dans un étau, d'où elle sortira affaiblie, diminuée et ruinée de fond en comble. Ce ne sont pas les excentricités ni le fanatisme de Guillaume II qui la relèveront, loin de là. Un député au Reichstag me disait tristement en parlant de l'Empereur : « Nous avons notre Philippe II. » On sait que le règne de ce souverain d'Espagne a marqué la décadence de l'Espagne, si grande au temps de Charles-Quint. Guillaume II n'aurait probablement pas reçu à bras ouvert les protestants français, comme le fit son aïeul le Grand Électeur. Il déteste profondément les calvinistes et encore plus les socialistes, qu'il invitait naguère à s'expatrier, s'ils n'étaient pas contents de sa façon de gouverner. Il est fort heureux pour nous que la principale cause de faiblesse de l'Allemagne, vienne de son souverain même et des idées qu'il patronne.

Mais ce qui constitue surtout pour l'Allemagne une grande infériorité sur nous, c'est l'indifférence religieuse du peuple. A Berlin, le peuple ne va plus au temple, où rien ne parle à son imagination, tandis que les neuf églises catholiques de Berlin regorgent de monde. Les cérémonies du culte protestant étant, comme on sait, froides et sans pompes, la classe moyenne s'abstient aussi d'y aller. Les fonctionnaires et la noblesse protestants de de la Cour, vont seuls à Berlin aux offices du Dôme, sous peine d'être mal notés. Dans la capitale de l'Allemagne les chiffres sont du reste suffisamment éloquentes : qua-

torze pour cent des enfants ne reçoivent pas le baptême et la proportion augmente tous les ans. Les mariages civils, d'autre part, dépassent la proportion de trente-six pour cent. Dans les mariages mixtes, l'intervention des pasteurs protestants est très rare ; la bénédiction nuptiale et le baptême des enfants issus de ces unions sont le plus souvent donnés par des prêtres catholiques. Comme on le voit, l'esprit protestant apporté par les réfugiés français de la fin du *xvii^e* siècle, s'est complètement éteint, et a été remplacé par un esprit catholique qui date surtout de l'émigration française, à l'époque de la Révolution et du commencement de ce siècle, époque à laquelle le frère du roi de Prusse se convertit au catholicisme et a fondé ainsi la branche catholique des Hohenzollern, dont l'un des descendants habite à Berlin le palais d'un ancien réfugié français.

Je termine cette étude en conviant mes citoyens à tirer profit des moindres points faibles de nos éternels ennemis, à profiter de toutes ses fautes, à prendre comme exemple vis-à-vis des étrangers le caractère hospitalier du Grand Électeur, en ouvrant largement nos rangs à la naturalisation, et surtout à ne plus nous complaire, comme avant 1870, dans une admiration béate de nous-mêmes, à regarder surtout chez nos voisins et surtout chez celui qui nous tient dans une alerte perpétuelle et qui nous a appris une vertu éminemment politique : la vigilance.

Et lorsque nous aurons fait notre éducation à cette école, nous aurons acquis la force nécessaire pour mettre à la raison une nation qui n'est venue à bout de nous, que secondée par une chance incroyable, par nos fautes mêmes et par la supériorité du nombre. Lisons beaucoup l'histoire et n'oublions pas.

ADOLPHE PIEYRE.

UNE TRANSACTION DU XV SIÈCLE

A SAINT-FÉLIX-DE-PALLIÈRES (GARD)

NOTA. — Le désir de nous procurer, même sous forme de critiques, de nouveaux et indispensables documents pour le mener à bonne fin, nous fait livrer au public savant de la *Revue* cette page d'un travail encore incomplet sur Saint-Félix-de-Pallières.

Nous sommes en 1445. Le désordre est partout : à Paris comme à Rome , à Nîmes aussi bien qu'à Uzès et même Saint-Félix-de-Pallières.

Le concile de Florence donne assez de mal à Eugène IV, et Charles VII, malgré les victoires de Jeanne d'Arc, n'est encore pour beaucoup que le roi problématique de France.

A Uzès, deux compétiteurs , le chanoine Guillaume Soyberti et le breton Alain de Coëtivi envahissent l'évêché les armes à la main.

A Nîmes, par ordonnance d'Eugène IV, le cardinal Guillaume d'Estouteville remplace Guillaume de Champeaux en qualité d'administrateur du diocèse. D'Estouteville est à Florence ; absorbé par le concile, il nomme vicaires généraux de Nîmes, Jean Émeri et Jean d'Orchies, qui régiront le diocèse en son absence.

Messieurs les grands vicaires, à leur tour, délèguent leurs pouvoirs à l'official Guillaume Maurel, licencié en droit, précenteur de la cathédrale de Nîmes. Un sous-délégué aura donc sinon tous les honneurs et tous les profits, du moins toute la peine ! Voilà comment le normand d'Estouteville administre l'église de Nîmes !

Saint-Félix-de-Pallières se ressent de toutes ces fluctuations, de tous ces troubles, et, signe caractéristique d'un temps malheureux, dans cette minuscule communauté que son isolement et ses bois devaient protéger et défendre cependant, la chicane s'est introduite, la discorde règne et impose ses lois tout en réclamant l'aide de la justice.

Comme dans presque toute l'Europe, à Saint-Félix-de-Pallières, humble village perdu là-bas dans un pli des Cévennes, hélas ! il y a conflit ! Son prieur, messire Bernard de Codognan et son seigneur, noble Raymond de Claret sont en contestation.

Une fontaine en est la cause !

Et pourquoi pas ? Aussi bien, quand Monsieur de Savoie, appelé Félix V dans son obédience, veut garder pour lui seul la tiare, malgré Eugène IV ; quand l'Anglais insolent dispute à Charles VII la couronne et la terre de France ; quand les hauts barons du clergé se querellent pour la possession des diocèses ou des grasses prébendes, pourquoi une source aux eaux fraîches et limpides ne serait-elle pas l'objet du litige pendant entre le curé et le châtelain de Saint-Pélix-de-Pallières ?

Le bonheur ? Mais quoi de plus relatif ! Et l'homme n'est-il pas le même partout ?... Donc, en l'an de grâce 1445 et le 18 mai, régnant Charles, roi des Français, et révérendissime Guillaume d'Estouteville, cardinal prêtre du titre de Saint-Martin *in montibus*, administrateur perpétuel de l'Église de Nîmes, à Saint-Félix-de-Pallières, paroisse de l'archiprêtré d'Anduze, une source appelée la Grézada, ornement et richesse de ce gracieux vallon, était cause de mésintelligence, dispute et contention entre le prieur Bernard de Codognan et le seigneur Raymond de Claret.

— Mon cher prieur, disait le noble châtelain de Saint-Félix ; il serait urgent de réparer la Grézada !

— A qui le dites-vous, messire ! répondait Bertrand de Codognan....

— Ces réparations vous incombent prieur !

— Pourquoi donc à moi plutôt qu'à vous, plutôt qu'à d'autres ?...

— Parce que vous jouissez seul de la Grézada.

— Seul !..... autrefois, oui ! mais aujourd'hui, messire, vous savez bien que non ! Dites-moi, la communauté, sur la place publique, n'en use-t-elle pas selon son bon plaisir ? Et vous-même, reconnaissez que votre jardin et vos près en profitent volontiers quelque peu !.....

— Des égouts, mon cher prieur, des égouts, rien de plus !

— Égouts, tant que vous voudrez. Ils n'en sont pas moins avantageux pour vos douves et vos terres. M'est avis que les ayants-droit doivent également contribuer à l'entretien de la source !

— Quelle prétention, prieur ! mais vous n'y songez pas !

— Fort bien j'y pense et fort justement, ce me semble, messire !

— Pour moi, je n'en ferai rien !

— C'est ce que nous verrons !

— Parfaitement, c'est ce que nous verrons !

— Et les deux nobles interlocuteurs de se séparer non sans murmurer secrètement l'un contre l'autre.

— Telle, à quelques détails près, n'est-ce pas ? Telle la conversation maintes fois entendue par les vilains de Saint-Félix, sous les ombrages du vallon cévenol !

Et cela durait depuis longtemps. Chacune des parties, de bonne foi sans doute, croyant avoir raison, s'obstinait. Comment sortir de là ?

— Or ça, dit un beau matin de mai, le prieur Bernard au seigneur Raymond, rapportons-nous-en à ce vénéra-

ble et circonspect homme, le seigneur Guillaume Maurel, chanoine précenteur et official de Nîmes ! Le voulez-vous ?

— Très volontiers, répondit Raymond de Saint-Félix, sachant fort bien qu'étant en dispute avec un homme d'Eglise, il ne pouvait guère agir autrement ; ayant d'ailleurs grande confiance dans l'esprit de justice et dans la science juridique de l'official Maurel.

Alors d'un commun accord, librement, les deux parties choisissent G. Maurel pour arbitre suprême et juge en dernier ressort de leur différend.

Elles se soumettent si librement à sa décision qu'elles s'engagent par avance à payer une amende de 25 livres tournois, si elles manquent, un jour ou l'autre, la parole donnée.

La moitié de l'amende infligée à la partie infidèle sera pour l'Évêque de Nîmes, l'autre moitié reviendra à la partie fidèle.

Ces préliminaires posés avec toutes les formules et la sage lenteur de la jurisprudence d'alors, le prieur Bernard et le seigneur Raymond jurent, sur les saints Évangiles, qu'ils approuvent en principe une transaction à l'amiable, et qu'ils en respecteront toutes les clauses.

Sacrés engagements, rendus plus solennels encore par la présence de messire Armand Dracon, prieur de Tornac ; Jean de Claret, camérier de Nant ; Jean de Bonnovillary, bachelier en droit ; de Bernard Constand, prieur d'Aujargues ; de Barthélemy de Fabrica, archiprêtre d'Anduze ; des prêtres Philippe Saurin, Guiraud Bernard et B. Colombet, enfin du notaire épiscopal, impérial et royal Guillaume Gauthier, tous vénérables, sages, religieux et discrets, réunis pour la circonstance dans la maison seigneuriale de Saint-Félix-de-Pallières.



L'official G. Maurel, arbitre choisi et acceptant instruisit promptement l'affaire. Puis, en toute connaissance de cause, muni de pleins pouvoirs, juge habile et impartial il rendit les arrêts suivants :

1^r Puis la Grézada naît dans les terres du prieur de Saint-Félix, Bernard de Codognan est condamné à tenir ladite source dans un tel état que rien ne puisse altérer la pureté de ses eaux ;

2^e Jadis, *originaliter*, après avoir jailli, la Grézada, traversant le jardin du prieur s'arrêtait dans son verger, en un bassin où l'on pouvait puiser, mais depuis on a disposé une place publique (*platea communis*) et les eaux de la Grézada amenées là, y forment comme une seconde fontaine. Le prieur est obligé de tenir couverte, *ad modum de toat*, avec de larges dalles, toute cette canalisation de la source ;

Après avoir servi aux besoins de la communauté sur la place publique, les eaux de la Grézada se jettent en un ruisseau (*rivulus*) et pénètrent, par un trou de muraille, dans une terre de Raymond de Claret, pour descendre bientôt, à travers la dominicature (*per terras dominicature*) jusqu'au pré de l'Église — *usque ad pratum dicte ecclesie*. — Ici le prieur peut à son gré diriger les eaux dans ses terres, sans préjudice toutefois pour son voisin, le seigneur Raymond ;

4^e Pour se rendre dans le domaine de Saint-Félix, la Grézada traverse une terre du seigneur Raymond. Elle pénètre dans cette terre par un trou pratiqué dans le mur et elle en sort de la même manière. Que ces deux issues soient agrandies en forme d'arceau, mais fermées avec des barres de fer posées *per modum crucis*. Les eaux s'écouleront ainsi plus facilement ; une inondation

ne sera pas à redouter, et cependant, grâce aux barreaux de fer, nul ne pourra s'introduire soit dans la terre du Seigneur, soit dans le *infra dictum claustrum*. Que tous les fossés conducteurs soient en général creusés, nettoyés et élargis !

— Aux frais de qui ? L'acte ne le dit pas. Ce paragraphe quatrième est incomplet ;

5° A ses frais, le prieur fera élever un bon mur, à chaux et à sable, s'il vous platt. Ce mur, partant de la poterne (*posterla*) de la cure, face au verger, viendra jusqu'à la porte de la place publique du *dicti fortalicii*, fermé lui aussi naturellement. Ce mur aura une canne ou huit palmes de hauteur. En revanche le prieur pourra, si bon lui semble, faire une porte pour son usage particulier devant celle de la place publique. Cette porte privée, de même dimension que l'autre, ne se fermera qu'en dedans par un verrou ou une barre de fer, *ad securitatem et utilitatem dicti prioris* ;

6° Libre aussi le prieur de percer une seconde ouverture dans ce même mur, au-dessous des portes de la cure, à l'angle de la muraille. Par là, au moindre danger, il pourra entrer dans sa maison close ou en sortir pour se réfugier soit dans l'église, soit dans le fort (*fortalicium dicti loci*), et cela sans opposition aucune du sire Raymond ou de ses successeurs ;

7° Le seigneur Raymond est tenu, lui, de fermer, à chaux et à sable le sentier (*androne*) qui est entre ladite muraille et sa maison. Pour se rendre dans son verger, nous lui permettons une petite ouverture dans ce mur, à la condition qu'elle sera toujours fermée, soit à clé, soit au verrou, en temps de paix comme en temps de guerre, de nuit comme de jour, à cause du danger qui en résulterait pour le prieur et ses gens.

En temps de guerre, le seigneur, s'il ne remplissait pas cette condition, pourrait y être contraint *per censuram ecclesiasticam* ;

8° Dans ce sentier, du côté de la place publique et après l'angle où sera la fausse-porte à l'usage du prieur, noble Raymond peut faire *unum medium parietis, non obstante alio medio quod debet esse in pede dicte androne* ;

9° Le seigneur de Saint-Félix doit assigner *in casalibus suis de la Brossa* (1) au prieur une carrière de pierres. Le transport de ces pierres sera à la charge du prieur. Toutefois, pendant trois jours, le seigneur lui prêterà ses bœufs et son char.

De son côté, le prieur fera enlever les pierres successives et *per ordinem sine electione meliorum usque ad debitum complementum dicte murete* ;

10° Toutes ces réparations seront terminées, de ce jour (18 mai) au 15 août prochain *ad nostram Dominam medii Augusti*. Mais avant tout, qu'on s'occupe de la porte antique de la muraille *dicti fortalicii* ! Qu'on la remette, à chaux et à sable, en sa forme primitive ! Pour cette fermeture comme pour les autres, les paroisiens, *pagesii seu parochiani dicti loci*, fourniront le bois, à savoir, de bonnes, neuves et solides planches, *novas fustas bene ferratas et duplicatas*. Les portes ne seront fermées au verrou ou à clé qu'en temps de guerre, avec faculté pour le prieur d'entrer, soit dans le *fortalicium*, soit dans l'église, *pro divino servitio explendo* ;

11° Les murs de soutènement élevés dans toutes ces propriétés sont à la charge de celui qui possède le sol au dessus, *reedificentur per illum qui habet super dictos parietes*. Quand il y aura un éboulement de pierres ou de terre, le propriétaire lésé réclamera à l'autre qui devra s'exécuter *infra decem dies post requisitionem et hoc sub pena excommunicationis inferius late sententie* ;

(1) Elle existe encore dans les bois, la Broussé, avec sa magnifique carrière de calcaire de lias, mais la maison est fortement endommagée.

12° En ce moment, le prieur, *ratione primitiarum*, jouit de certaines terres et demeures (*mansiones*), mais il ne pourra en exiger désormais qu'une émine et un moyen cartal de froment, attendu que ces terres jadis hermes sont devenus arables par l'industrie et les travaux de noble Raymond. Il continuera d'en percevoir la dîme en plus de l'émine et du cartal de froment que nous lui assignons, pour un bien de paix, à titre de compensation. En outre, une émine de blé à prendre sur le meilleur blé récolté au mas de *Colonicis*, *prout consuetum est* ;

13° Mais si le seigneur Raymond acquiert de nouvelles terres, il payera au prieur de Saint-Félix *primitias et jura consueta* et autres redevances ecclésiastiques dont elles pourront être grevées ;

14° En compensation des pierres provenant des maisons de *Casalibus* sises derrière l'église et possédées par ladite église *sub directo domino ant laudimio*, et employées par le seigneur Raymond, ce dernier en assignera d'autres au prieur, toute cette journée jusqu'à concurrence des pierres qu'il en a reçues ;

15° Le prieur se proposait (*affectabat*) pour sa sécurité, de percer une porte à l'entrée de la place publique devant celle de son verger. Il nous paraît cependant qu'il y aurait là un grave préjudice pour le seigneur, et ce *propter multas rationes quas hic inserere omittimus*.

La sécurité du prieur ne nous est pas moins chère ! aussi lui permettons-nous de poser à l'angle du mur, devant la porte du verger une barre, mais du côté du cimetière, mobile, assurée seulement par un coin, en temps de guerre toujours avec l'assentiment exprès des châtelains de Saint-Félix.

16° Que sur tous ces points, la paix et la concorde règnent entre les deux parties ! — Et si plus tard s'élevait quelque nouvelle difficulté, qu'elles sachent, pour leur gouverne, que l'official sera toujours prêt à les enten-

dre, à Anduze, où il vient de temps à autre... *sive causa assisiarum sive alias causa administrandi justitiam.*

En ayant recours à ses bons offices, elles seront toujours assurées de trouver enfin la paix, la concorde et la justice.

* *

Depuis près de cent ans, la guerre désole la France — Maltres du Gévaudan, les Anglais ont fait plus d'une sanglante apparition dans les Cévennes. Rien de moins assuré que la paix dont on jouit en ce moment ! De là, ce luxe de précautions prises à Saint-Félix-de-Pallières, pour parer aux attaques éventuelles *tempore guerre.*

En ce vallon relativement petit, on voit cependant avec plaisir la vie nationale s'affirmer et s'épanouir dans sa triple forme.

Le prieur a son habitation personnelle, *domus*, avec dépendances closes, pour ses serviteurs *claustrum* ; une église, *ecclesia*, — un patrimoine ecclésiastique comprenant : *dominicatura, pratum, ortus, viridarium*, c'est-à-dire un verger, un jardin, un pré et des terres, mais le tout enclavé dans les propriétés seigneuriales.

Raymond de Claret, de Saint-Félix, a lui aussi sa demeure, *domus sua*, dans ce vallon, et des terres qu'il exploite avec succès, justifiant ainsi les armoiries de sa famille : le blason des de Claret portant trois pelles ou pioches, posées deux et une sur gueules, véritables armes parlantes.

A côté du prieuré et du manoir, il y a un fort *fortalicium*, qui doit être desservi par le seigneur, mais qui abritera en cas de danger, Dieu sait s'il y en a ! le châtelain, le curé et les paroissiens.

Ces derniers, *pagesii seu parochiani*, sont constitués en commune libre. Ils ont droit au fortalicium. Ils ont une place publique embellie par une fontaine, un cimetière,

une église et un curé. Ici, la corvée n'apparaît que sous la forme bénigne de quelques bonnes planches fournies par eux pour les fermetures du fort. Les autres travaux seront aux frais du prieur, *expensis et sumptibus prioris*. La dîme ! C'est le seigneur qui la paye au prieur, parce que ce dernier paraît même plus ancien que lui et possesseur sinon plus ou moins aussi considérable du sol.

*
* *

De ce passé déjà lointain, que reste-t-il aujourd'hui ? Rien, ou peu de chose ! Si le prieur Bernard revenait à Saint-Félix, il aurait, lui surtout, de la peine à s'y reconnaître ! La dominicature vendue en 1791 à M. Roche (faisant pour la marquise d'Axat) au prix de 7500 livres. Le prieuré et le jardin, confisqués en 1793, remplacés depuis 1886, par un groupe scolaire, la mairie et une auberge. L'église seule a survécu ! Encore, par des empiétements successifs, a-t-elle perdue même son chemin de ronde ! Le culte catholique, à Saint-Félix, n'a plus qu'un simple pied-à-terre !

Du *fortalicium* antique ? Moins que rien ! Le château et le domaine seigneurial ont changé de maîtres et de religion.

Des trois ordres, le clergé a été supprimé, là comme ailleurs. Il ne reste plus en face que la noblesse et le peuple. Mais là comme ailleurs, peuple et noblesse n'en sont ni plus tranquilles, ni plus heureux ?

N'y a-t-il pas toujours la Grézada ?

E. DURAND,
Curé de Peyremale.

SCIPION LAROQUE

Épisodes des voyages des quarante montagnards

INTRODUCTION

Humble quand je me considère,

Fier quand je me compare.

(MIRABEAU).

A vous qui avez oublié, peut-être, un demi-siècle d'une renommée européenne, le titre de mon récit ne dit, n'annonce rien.

Vous aimeriez mieux, sans nul doute, voir flamboyer, sur une couverture banale, un en-tête comme celui-ci : *Un mystère en Gascogne*, ou comme cet autre : *Aventures de Un Tel*. Si vous trouvez que *Scipion Laroque* ne vaut pas votre attention et que ce nom sent son terroir provincial et gallo-romain, je vous demanderai s'il eût fallu, pour vous faire plaisir, qu'on s'appelât Kerkadec ou Redgauntlet, Quentin ou Bombonnel, Gasquet ou Tartarin. Et, s'il faut tout vous dire, eût-il fallu, pour mériter vos bonnes grâces, que Scipion ne fût né ni à Sommières ni en Languedoc ?

Il est, je le sais, des provinces privilégiées : la Bretagne, l'Anjou, la Provence, où une sorte de convention tacite a localisé et comme renfermé toute poésie et tout romanesque. Mais d'autres cantons ont aussi leur histoire. Sommières, sous un nom obscur, prosaïque et terne, vaut la peine de vous être présenté.

Cette ville a fait de Laroque le grand artiste que vous avez applaudi, qui que vous soyez, Parisiens, Londoniens, Prussiens, Belges, Autrichiens ou Russes.

Laroque, à son tour, je l'espère, vous fera connaître et aimer Sommières et le Midi.

I. — SOMMIÈRES A VOL D'OISEAU

Sommières, ville de ma nativité.

(ESTIENNE GIRI, *Histoire des deux
Sièges de Sommières*).

Avez-vous jamais senti le charme des rochers et des ruines ternis par une pluie récente et l'opacité grise des nuages qui fuient dans le ciel ? Avez-vous remarqué combien le feuillage des arbres reverdis sous l'averse scintille aux éclairs intermittents du soleil d'automne ? Grossis de mille torrents improvisés dans les ornières des sentiers ou dans les sillons des guérets, les ruisseaux se sont transformés en rivières, et la rivière semble un fleuve. La montagne fume encore, comme si la foudre de tout à l'heure eût jeté le feu dans son sein, et les tours, les clochers, les grands arbres se perdent dans ses vaporeuses émanations. C'est l'heure où la nature apparaît séduisante, prestigieuse, magique.

Le voyageur qui descend le cours du Vidourle en amont de Sommières, placé entre la double perspective des ruines mortes de Montredon et des ruines vivantes du château des Bermond, éprouve un véritable ravissement. Sur une hauteur rivale, l'antique manoir de Villevieille commande l'enceinte fortifiée la mieux conservée de tout le Midi, après Aigues-Mortes. Le beffroi municipal et un modeste clocher d'église émergent seuls de ce vaste horizon de murailles.

Entre la *Ville vieille* et la ville neuve s'étend un riant plateau où mûrit l'olive et où fleurira l'amandier. Une corniche de granit lui fait une bordure naturelle qui vient se confondre avec les constructions géantes du château-fort.

Sommières fut, au moyen-âge, une importante place

de guerre. Commandée par les Bermond, seigneurs d'Anduze, d'Alais et de Sauve, elle fit trembler Pons Raymond, troisième du nom, comte de Toulouse, qui fit raser deux de ses tours et découronner la troisième, en signe de vasselage et par crainte de félonie.

Sous le château s'abrite la ville fermée. La porte du Bourguet offre encore à l'admiration du touriste ses vantaux parfaitement conservés. Elle est le plus bel ornement de la place d'arrivée et de la Grand'Rue qu'elle commande. Le long des remparts s'étendent, d'un côté, le jeu de ballon, et de l'autre, les boulevards, extérieurs débouchant sur le plus beau quai du monde. Un nouveau boulevard ou promenade suit le quai et le prolonge jusqu'au Moulin du Roi.

Le Vidourle coule à pleins bords dans le lit réduit que lui a fait peu à peu l'accroissement successif de la ville. Des dix-sept arches du pont romain sur lequel passait la voie *Domitia*, huit seulement lui ont été laissées. Les autres ont été données à la place Soubteyran et on a suspendu sur ses piles la plus originale des rues. La tour à beffroi, signe d'affranchissement et de liberté, se trouvait autrefois au milieu du pont : elle en garde aujourd'hui l'entrée, abritant la mairie, ancienne maison consulaire de la commune.

Sommières a joui, au moyen-âge, de franchises exceptionnelles, que Guizot a citées, après Cantu et Monteil. Sur son pont siégeait la cour du *Petit-Scel*, en attendant qu'elle fût transférée à Aigues-Mortes d'abord, à Montpellier ensuite, par Philippe-le-Bel. Autour de sa place souveraine, se trouvaient la Cour royale et la Viguerie, dont Montpellier même était justiciable, et, derrière cette place, étaient frappées les monnaies du Roi.

Sous ses Halles, se tenaient le grand marché du samedi, et le second marché du mercredi, aujourd'hui transféré au mardi. Autour du plan Soubteyran s'établissent, pen-

dant les foires, depuis le XIII^e siècle, les « chapeliers, armuriers, pelletiers, lanterniers, paquetiers, merciers, apothicaires, graveurs, épiciers, cédiers, chaudronniers, changeurs ou argentiers, potiers, cordonniers, cuira-tiers, charpentiers canebassiers, etc. » On y vend les plus belles étoffes du Midi, dans des magasins qui rappellent l'ancienne manufacture de laines dont on attribue l'origine aux premiers réformés ou peut-être aux juifs de la juiverie voisine de Lunel.

Sommières a été le rendez-vous des peuples. Une population celtique a vécu sur les flancs de la Coustourelle, à l'ombre du bois sacré et sous la protection de la grotte aux fées qu'on y voit encore. Les Phocéens de Marseille y ont établi une colonie grecque, avec un grenier à sel pour l'approvisionnement des Cévennes. *Salmidrios*, magasin à sel, fut dès lors son nom. Les Volces-Arécomiques y conquièrent peu-à-peu la prédominance qu'ils durent céder bientôt à ce vétéran d'Auguste qui vint y fonder un oppidum romain. Après les Romains, les Visigoths ; après les Visigoths, les Maures se disputèrent un site aussi avantageux qu'agréable. Les Rois de France n'eurent de repos que lorsqu'ils possédèrent Sommières, en partie d'abord, puis en totalité. Saint Louis, Philippe-le-Bel, Louis XIII y sont venus. Ce dernier eut besoin que Condé lui en ouvrit les portes par sa victoire, comme on peut le voir dans l'oraison funèbre du prince par Bourdaloue. De là le mal-fondé de ce dicton injurieux accrédité par les villes voisines : « Tout en passant le Roi prit Sommières. »

Comment la ville de saint Louis était-elle passée aux *gens de la religion* ? Il n'est point malaisé de l'expliquer.

Jusque dans les moindres fissures du château, des reimparts et des tours, se cachent d'innombrables nichées de passereaux, légers, mobiles, audacieux, faciles à ap-

privoiser. Ces moineaux sont devenus, à cent lieues à la ronde, l'image proverbiale des habitants de Sommières. Le Sommiérois est excessivement mobile, en effet, variable dans ses opinions, amoureux de la nouveauté, prompt au changement. Lorsque les pasteurs du désert, et surtout l'illustre Viret vinrent prêcher le nouvel évangile sous les cyprès de la Coustourelle, ils eurent vite fait d'appivoiser ce peuple volage, et de l'enflammer de leurs propres passions. Peu s'en fallut qu'ils n'obtinsent de lui, comme de la population voisine de Calvisson, un acte officiel et collectif d'apostasie. Un vieillard eut, dit-on, plus de sagesse que tout le monde réuni, et conseilla d'attendre.

C'est en vertu de la même mobilité que cette population se laissa retourner tout entière par la prédication de saint François-Régis, l'apôtre des Cévennes, et par celle de l'illustre Père Bridaine.

Mais, durant la crise religieuse de la réforme, que d'excès commis, et que de représailles exercées ! Nous n'irons pas cependant jusqu'à dire, ce qui est littérairement énorme, avec l'historien local, que « le fond de cette histoire est comme assis sur un volcan. »

C'était tout de même un vrai Sommiérois que cet historien qui se vante d'avoir sacrifié « les chances presque assurées d'un brillant avenir sur un autre théâtre » au plaisir de rester auprès de ses concitoyens, notaire, conseiller, bibliothécaire, et, honneur suprême, maire de la ville.

Le Sommiérois croit plus ou moins à son étoile : il se sent bien né. S'il sort de son pays, c'est pour marquer dans le monde : général comme Bruguière, président de cour comme Viger, géologue de renom comme Émilien Dumas, compositeur comme le comte de Montlaur, ou exécutant hors de pair comme Scipion Laroque. D'autres noms illustrent encore Sommières : Étienne Giry,

chroniqueur calviniste ; l'abbé Fabre, prier de Celle-neuve ; le marquis de Villevieille, ami et correspondant de Voltaire ; le pieux abbé Boucarut, vicaire-général de Nîmes, et cette génération des Dax qui a localisé le langage avant Broca, comme nous l'avons démontré dans le *Montpellier médical*.

Ce qui est plus remarquable encore que ces hautes mais rares réputations, c'est la distinction naturelle et native du Sommiérois qui n'est pas sorti de sa ville. Il y a d'abord été élevé dans des établissements qui ne sont pas de dernier ordre. Dès 1660, M. Cohon, évêque de Nîmes, créait auprès de la porte Valescure, le long de la voie *Domitia* et sous la protection du château-fort, l'établissement des Ursulines, selon la règle élaborée par Mme de Sainte-Beuve pour la maison de Paris. En 1780, M. de Massane fonda un collège qui reçut les subsides de la communauté, pour compléter l'éducation des jeunes gens, commencée par le régent municipal. Ces deux maisons subsistent encore. Sommières ne saurait s'en passer. Beaucoup d'entre ses enfants aspirent aux carrières libérales, et préparent leurs baccalauréats dans son collège (1), ou prennent leurs brevets dans son couvent. Les autres y font d'excellentes études professionnelles, et seront des commerçants habiles, des vigneron éclairés, des dames de comptoir parfaites. Et lorsque, aux jours de foire ou de marché, d'innombrables visiteurs sillonneront les cent routes qui conduisent à Sommières, ou se presseront dans les magasins et devant les étalages, ils prendront ici des leçons d'urbanité et de belles manières, là de perfectionnement agricole et d'industrielle activité. Pas un des bourgs de la banlieue ne dispute à Sommières une supériorité incontestable ; pas un des villageois que ses affaires y amènent ne lui refuse ce titre de

(Voir notre brochure : *Une fête scolaire au Collège de Sommières*, 16 et 17 juin 1891. — Nîmes, Gervais-Redot.

ville, si ambitionné en province et cependant si ménagé.

Sommières a tous les attraits des grandes villes. Des promenades ombreuses, des quais mouvementés, et, avec cela, le bien-être et l'aisance qui permettent les longues heures d'indolente flânerie, et y ont développé plus qu'ailleurs la conversation aiguisée, spirituelle, ce merveilleux instrument de plaisir, cette source agréable d'instruction et d'informations. Du matin au soir, des centaines d'oisifs conversent ensemble, échangeant leurs idées, passant au fil d'une discussion acérée les faits locaux ou les événements politiques. L'évêque Fléchier, qui était un beau diseur, se plaisait au milieu de ce peuple, et il venait puiser, chaque année, dans les bocages aujourd'hui disparus de sa villa de Bousquery, sous l'influence de la brise marine et d'une atmosphère épurée, cette finesse d'esprit, cette ténuité des idées et des sentiments qui charmaient le grand siècle.

II. — JEUNESSE DE SCIPION LAROQUE

J'estime que nos âmes sont desnouées à vingt ans, ce qu'elles doivent estre, et qu'elles promettent tout ce qu'elles pourront. Jamais âme qui n'ayt donné, à cet aage là, j'arrhe bien évidente de sa force, n'en donna depuis la preuve.

(MONTAIGNE, Essais, I, ch. LVII).

Jean-Scipion Laroque est le type incarné du Sommiérois d'élite, de l'artiste hors de pair qui joue à la perfection des merveilleux instruments dont la nature a doué tous ses compatriotes.

Il naquit, le 7 mai 1814, de Marc Laroque et de Rosalie Planque, son père exerçait modestement la profession de vinificateur. La nature, qui sait bien ce qu'elle fait, avait doté cet enfant d'une constitution exceptionnellement robuste. Rarement vit-on poitrine plus ouverte et plus

proéminente. Un cou athlétique en sortait, portant cette belle tête dont l'Europe entière devait admirer les puissants contours et les traits énergiques.

A l'âge où l'on aime à courir la campagne avec une chanson sur les lèvres, ou à mêler, sur les quais déserts, la symphonie des voix à la cadence des promenades tardives, ou s'aperçut que Scipion n'était point un chanteur vulgaire, et que jamais pareils accents n'avaient ébranlé les échos des rochers et des tours. Tous furent frappés d'étonnement d'abord, d'admiration ensuite, car, si sa voix le servait bien, Scipion, déjà, savait la diriger d'une manière originale, la ménager d'ordinaire, pour pouvoir par moments la donner sans réserve. Il n'y eut pas d'amateur de salon ou de café-concert qui ne présageât, pour ce gamin, un avenir glorieux.

Pour réaliser cet avenir auquel la ville entière semblait dès lors intéressée, il fallait retirer cet enfant de la rue, et ajouter à d'aussi rares dons naturels, la culture littéraire et les connaissances musicales. Un professeur du collège, M. Clément, l'attira chez lui, et lui fit commencer des études latines qu'un accident douloureux devait trop tôt interrompre.

Les élèves du collège, trompant la surveillance sévère, taquine et armée d'un fouet redoutable, du principal M. Baly, — encore un Sommiérois — avaient l'habitude, pendant l'hiver, de « caler » dans la cour de récréation, des reginglettes à moineaux. Un jour, Scipion fut appelé à tendre un de ces pièges, dont le ressort était très rude. Il s'y efforça, mais, fort mal à propos, il lâcha l'armature de fer avant que d'y être complètement parvenu. Le ressort, se débandant, projeta si violemment le piège dans la figure de l'imprudent, que son œil droit en fut crevé.

Dès lors, plus d'études classiques, mais à leur place l'apprentissage dans un de ces ateliers de tannerie dont la tradition remonte aux anciens corroyeurs maures, ve-

nus de Cordoue. Plus de leçons de musique aussi, mais seulement, le soir, dans les réunions d'amis, tournois agréables de trilles exécutés avec grâce, ou de *contre-uts* puissamment donnés de poitrine. La voix de soprano de l'enfant avait mué en celle de ténor qui devait lui rester.

Les clients du grand café Paul Méry, dit *le Bagasse*, voulurent entendre le jeune Scipion, et l'attirèrent sous les arceaux de la place Souveraine.

C'était l'époque où commençait, en France, l'éducation musicale du peuple. La mélomanie envahissait les petites villes, et devait descendre bientôt jusqu'aux villages. Aux plaisirs de l'intelligence, conversations délicates ou profondes du cercle, lectures en famille, comédies, drames de salon, succédaient les auditions musicales où tout est plaisir, puisqu'il suffit d'y ouvrir les oreilles. La musique populaire et le café-concert, ont tué, avec l'esprit de famille, l'amour des livres, le recueillement du chez-soi, qui faisaient le charme des soirées d'hiver de jadis.

La mode eut vite fait de transformer tout amateur en artiste et tout auditeur bénévole en dilettante passionné. Chacun voulut se faire une réputation. Celui-ci, gros et court, chevelu, barbu, jouait au ténor ; celui-là, long et fluet, gracieux, pommadé et frisé, déroulait en gesticulant les fadeurs d'une romance ; tous visaient, ambition suprême, à la chansonnette comique où l'on est sûr d'être applaudi. L'usage s'en est conservé à Sommières, où tout le monde a de la voix et des prétentions souvent justifiées à l'art.

L'on vit donc, un beau jour, sous les arceaux, au café de Bagasse, Scipion Laroque se lever, valeureux, sans crainte, se camper bravement devant le public et lancer les premières notes d'une complainte connue.

Le silence aussitôt se fit, profond. Tous, immobiles et sans haleine, écoutaient. Ce qu'ils entendaient ce jour-là

courait les rues, et cependant on pouvait dire que jamais ils ne l'avaient entendu.

Tantôt, gazouillant dans la langue du serin, du rossignol ou de la fauvette, Scipion disait le charme des nuits sereines et le mystère des lueurs argentées de la lune, les pas pressés dans la plaine endormie, tandis que soufflent les brises nocturnes embaumées des parfums du soir, et que frissonnent les rameaux des arbres, soupirant comme des cœurs au versant des montagnes sombres. Tantôt, éclatant en joyeux transports, sa voix jaillissait comme le miaulement de l'orfraie sur le bord de sa caverne, ou grondait comme le torrent dans l'abîme. Elle avait des effets de cascade cristalline et de tonnerre répercuté par mille échos. C'était alors l'énergie des passions terribles dont la cantate exprimait les transports brûlants, les douleurs éplorées. C'était la nuit mélancolique avec ses terreurs folles ou ses pressentiments redoutables.

Magie du chant ! puissance de la voix humaine ! Il semblait, dans cette salle enfumée, qu'à la lueur des quinquets huileux, la création tout entière se déroulait aux yeux, splendide et sublime. Tenant à peine sur les banquettes sordides, les auditeurs s'étaient sentis comme soulevés et ravis dans les célestes espaces, par ces flots harmonieux.

Aussi, dès que Scipion eut laissé éclater son finale et l'eut tenu, pareil à un point d'orgue colossal, la salle entière se leva, et l'on crut que la voûte s'effondrerait sous les applaudissements. Tous les cœurs étaient émus ; les yeux étaient mouillés de larmes. On a vu depuis bien des triomphes musicaux à Sommières, jamais on n'y a retrouvé les émotions de cette soirée-là.

De ce jour, il fut décidé que Scipion irait se faire entendre à Paris, et qu'il donnerait à son talent la consécration officielle des diplômes du Conservatoire. La voix

publique désignait le comte de Montlaur comme le protecteur né de l'artiste. Laroque, par son ordre, se rendit à Montpellier, entendit les chanteurs d'opéras, et apprit un morceau pour son entrée au Conservatoire. Le morceau choisi par le comte de Montlaur n'était pas de ceux qu'on met aux mains des débutants. Les maîtres de l'art reculent devant le grand air des *Abencérages*. C'est cependant cet air que Laroque dut apprendre, pour conquérir plus sûrement, pensait-on, les suffrages de l'auteur, l'illustre Cherubini, alors directeur du Conservatoire. Cette tentative était une suprême imprudence. Elle eût été funeste à tout autre qu'à Scipion.

Quand il eut étudié cet air durant trois mois, aidé par des amis comme le déclamateur Léon Gaillard et le violon Recouli, il quitta Montpellier, accompagné des vœux de ses compatriotes, muni de lettres de recommandations pour Mme Pradère, de l'Opéra-Comique, et Mme Hippolyte Colet, compromise, en ce temps-là, par les assiduités de Cousin, et vint frapper aux portes du Conservatoire. C'était en 1835.

Les épreuves d'admission tournèrent à l'honneur de Scipion. Il fut admis, le 23 décembre, dans le cours de solfège de M. Kahn, obtint successivement deux classes de chant, puis fut entendu par MM. Cherubini, Nourrit, Ponchard et Colet, qui le jugèrent digne d'être reçu comme pensionnaire, à la condition toutefois que son œil malade pourrait être guéri. L'oculiste du Conservatoire, le docteur Boissonneau, ayant reconnu l'incurabilité de la blessure, un certificat d'admission fut délivré à Laroque « pour lui servir au besoin », et il reprit le chemin du Midi, non sans avoir reçu du docteur Boissonneau un œil de verre dont il devait se parer toutes les fois qu'il paraîtrait devant le public.

III. — TOURNÉE LYRIQUE.

Que faisiez-vous, au temps chaud ?

.....

Je chantais, ne vous déplaîse.

(LA FONTAINE).

Le découragement, en toutes circonstances, est un mauvais conseiller. Parti de Sommières, le cœur gros d'espoir, et de rêves dorés plein la tête, Scipion y revenait désenchanté, assagi, et reprenait son râcloir de tanneur. Il ne devait pas tarder à entreprendre un nouveau voyage, une véritable tournée lyrique, cette fois.

Il cédait, en partant, à l'impulsion de l'amour fraternel. La loi militaire d'alors admettait les remplacements, et des sociétés s'étaient formées, qui, moyennant une somme relativement modeste, ou *soumission*, versée avant le tirage au sort, s'engageaient à fournir un remplaçant dans le cas d'un numéro partant. Exempté, par son infirmité, du service militaire, Scipion rêva de gagner rapidement de quoi donner un remplaçant à son frère puîné. Aussitôt, faisant ses adieux à sa ville natale, il va droit « en Avignon, » où se tenait la foire d'été.

Une foire n'est plus aujourd'hui exclusivement une réunion d'affaires. Les plaisirs y ont une part prédominante. On y voit moins de commerçants que de simples curieux. A ceux-ci, il faut, pendant le jour, des parades agrémentées de grosse caisse et de boniments, des spectacles, des exhibitions, des tours de force, et, le soir, dans les cafés, de la musique et des chants.

En 1836, un concert en règle était encore un événement, quelque chose de rare et de solennel. Laroque voulut donner un concert. Il s'assura le concours de quelques comparses, entre autres d'un certain Bonneville

et de sa famille. Mais c'étaient là des auxiliaires destinées aux besognes secondaires, plutôt que des associés proprement dits. Laroque ne comptait que sur lui-même pour la recette.

Au fond d'une vaste salle au plafond peint, se dressait une scène enguirlandée et pavoisée, au-devant de laquelle un clavecin remplaçait le piano, aujourd'hui indispensable. Mme Bonneville s'y assit la première, après avoir salué, et se mit à chanter en s'accompagnant. Puis, des pitres en habit de représentation s'annoncèrent comme capables d'imiter, à l'aide de leur voix, le chant de tous les oiseaux, depuis le gazouillement du rossignol, le ramage de la fauvette, le sifflement du merle, jusqu'au cri de la chouette, au roucoulement de la colombe et au croassement du corbeau. C'étaient des hommes-volière. Vint ensuite l'homme basse-cour, qui gloussa comme une poule, chanta comme un coq, et rendit si bien le « pis, pis, » des petits poussins, que beaucoup, dans l'auditoire, crièrent à la supercherie, s'imaginant qu'il y eût de vrais poussins cachés dans les coulisses. Puis vint le violon de Carpentras, un maigre, qui se fit fort d'imiter tous les instruments, de la flûte au tambour, avec son seul violon. La foule applaudit frénétiquement ce violoniste qui jouait de tout sauf du violon.

Mais lorsque Laroque parut dans la splendeur de sa valeureuse jeunesse, et qu'il chanta les vieilles chansons de Sommières, alors, ce ne furent plus des applaudissements, ce fut un vacarme indescriptible. Ce fut aussi une pluie de gros sous dans les aumônières des quêteurs.

On voit où l'élève du Conservatoire en était descendu. Il s'était mis au service de dame Parade, d'origine italienne, comme Gilles et comme Pierrot, digne descendante des Tabarin, des Scaramouche, des Bruscabille. Comment un pareil genre a-t-il pu s'implanter parmi

nous ? Demandez-le à l'esprit gaulois, auquel dame Parade sait donner en pâture expressions grivoises et paysannes, parodies, allusions ridicules, prologues croustilleux, annonces émaillées à plaisir de *cuirs* populaires. Il faut que le bon peuple rie « à gueule ouverte et à ventre déboutonné, » comme le permet l'alléchant programme. Il faut que la foule s'encanaille dans ces orgies scéniques où circule librement un jargon cousu d'exagérations, d'hyperboles, de superlatifs, un style poissard et débraillé, où des gaillardises truculentes se heurtent à force jeux de mots, calembours, facéties, liaisons comiques. C'est le Momus antique avec son cortège de trivialités brutales, grossières et lascives. C'est la farce médiévale qui chante, au son des mirlitons, ses rengaines, ses flonflons victorieux. C'est le plaisir manufacturé par des inventeurs en verve. Une fureur d'amusement enivre une société qui ne sait pas ou ne veut pas raisonner son rire, qui a l'air, tout en écoutant le concert, de se dire, à par soi, avec ce spectateur antique : « Qu'importe que je m'ennuie, pourvu que je m'amuse ! »

Après quelques concerts de ce genre donnés à Avignon, et quinze jours passés à la foire — encore moins rigoriste — de Beaucaire, Laroque avait rempli de beaux écus le bas de laine qui lui servait de bourse.

Sa troupe s'accrut, à Beaucaire, d'un fameux diseur de romances, Merle, d'Avignon. Elle pouvait, dès lors, affronter la scène plus aristocratique du café de l'Évêché, à Alais. Les succès remportés à Alais engagèrent Laroque à visiter le Vigan, et à descendre ensuite à Gallargues, où finalement il congédia ses auxiliaires.

Rentré à Sommières, il vida sur la table de famille le bas aux écus, rançon de son *cadet* ; puis, modeste, il reprit le tablier et le racloir de corroyeur.

IV. — UN CONSERVATOIRE EN BIGORRE.

La Musique est l'expression la plus despotique du sentiment de la nature.

(VICTOR DE LAPRADE).

Avez-vous visité les Pyrénées ? La maladie ou le plaisir vous ont-ils conduit à quelqu'une de ces stations où la vie est si agréable en été, où tout vous charme ou vous retient ? Dans ces rustiques séjours, comme à Sommières, comme dans tous les cantons du Midi, à l'heure où la chute des premières ombres de la nuit donne aux travailleurs des champs le signal de la retraite, des concerts merveilleux éclatent de toutes parts. Chacun rentre au logis au bruit d'une chanson.

Tant que se prolongera la tiède soirée, des chanteurs, isolés ou en bandes, parcourront les rues, les quais ou les promenades. La population entière se mettra aux portes ou aux fenêtres. Bientôt, tous sortiront dans la rue et suivront les chanteurs. Où ? Peu importe : sur les rives du grand Rhône ou de la Garonne ; sur les bords du Vidourle ou de l'Adour. Il suffit à ce peuple d'entendre de beaux chants, de voir des eaux transparentes, un ciel pur, et, à l'horizon, des montagnes bleuissantes.

Si une ville pouvait le disputer à Sommières pour la beauté de son site et la fraîcheur de voix de ses habitants, ce serait la coquette et sévère Bagnères, vrai centre du Bigorre, en dépit de Tarbes.

Bâtie des galets de l'Adour et du marbre des Pyrénées, elle s'étale dans le cadre poétique de ses pics majestueux et de ses riantes vallées, au fond desquelles mugissent des torrents écumants ou cheminent paisiblement de frais ruisseaux. Les habitants joignent aux goûts les plus modestes et aux habitudes pastorales, des sentiments

élevés et nobles. Ils ont le patriotisme d'Henri IV, leur compatriote, et le courage de ces libres aïeux qui chassèrent les Sarrasins toujours envahissants. Ils portent fièrement l'étendard de Bigorre à l'aigle planant. Ils se sont appelés, dans l'histoire, Larrey, Ribes, Laffaye, d'Uzer. Ils ont inscrit sur leur bannière cette devise : *Tout pour la patrie.*

Rudes et énergiques dans l'action, ils sont amis des plaisirs de la paix et des jeux agrestes. Doués de voix fratches et bien timbrées, ils aiment les concerts champêtres, les boléros accompagnés du gracieux babil des castagnettes, ou du murmure étouffé du tambour basque. Leurs chants parlent à l'âme. Ils expriment merveilleusement toutes les émotions : la tristesse, la mélancolie, l'enchantement, l'amour. Légers et gracieux dans la cantilène, ils sont grands et énergiques dans le chœur patriotique. Ignorants des règles musicales, ils atteignent tout tout de même les puissants effets. Leur instinct du beau fait toute leur science. De là leur originalité, leur pittoresque, l'imprévu des émotions que leurs chants procurent.

Une formation classique éteint d'ordinaire toute prétention à l'originalité. La nature pyrénéenne est la seule éducatrice musicale des Bagnerais. L'écho, qui répercute la voix sonore du pâtre, bruyante d'abord, stridente même puis décroissante par degrés, jusqu'à ce qu'elle meure dans un imperceptible murmure, est à la fois leur premier maître et leur unique idéal. Ils s'inspirent aussi de l'harmonie de leur ciel bleu, dans lequel se perdent, s'affaiblissent et se fondent, comme des modulations sublimes dans un accord divin, les nuages vaporeux, blancs flocons qui s'élèvent du flanc des montagnes. Tantôt une brise paresseuse les promène, indolents et lourds, sur les horizons alanguis, et tantôt le souffle orageux des autans les précipite, légers et fantastiques, dans une sarabande infernale.

Tels sont les chants pyrénéens. Telle est la magie de leurs effets, gradués entre le *pianissimo* et le *fortissimo*. On dirait une armée, retour de la victoire. La marche triomphale, entendue de loin, laisse l'âme indécise entre l'espoir et la terreur. Vague, indistincte, elle fuit dans le silence solennel : elle échappe à l'analyse. Puis, tout à coup, sur la colline prochaine éclate la fanfare des trompettes, et, au roulement des tambours sonores se marie la cadence des pas vainqueurs. Transition sublime, [qui est l'un des plus grands secrets de la composition musicale, et le premier élément du beau artistique.

Un homme se rencontra, à qui ces chants de pâtres avaient puissamment parlé. Dans son enthousiaste amour de sa patrie pyrénéenne, il les recueillit dans son âme, comme en un sanctuaire. A les entendre, il rêva des carillons argentins qui vibrent, aux jours de fêtes, dans les tours des basiliques, des flots d'harmonie dont les grandes orgues inondent les vastes nefs, et des concerts de chérubins qu'on doit entendre au ciel. Capter ces harmonies éparses, les grouper en un ensemble savant qu'il avait conçu, les conserver, les répandre, telle fut l'ambition de cet audacieux qui était en même temps un artiste d'un rare mérite. Parmi les pâtres bagnerais qu'il s'était dès longtemps attachés par son aménité et son désintéressement, M. Alfred Roland fit, un jour, une sélection soigneuse, et, à dater de ce moment, le Conservatoire de Bagnères d'Adour était fondé.

Depuis cette époque, que d'orphéons, de chorales, de sociétés mixtes doublées d'une fanfare ont été créées sur tous les points de la France ! Le conservatoire de Bagnères n'a pas été seulement la première institution de ce genre ; il a été, et de beaucoup, la plus glorieuse.

Nous ne nous attarderons pas à en décrire les pénibles débuts, les leçons de musique vocale accessibles aux seuls lettrés, les répétitions, les exécutions modestes dans

l'église ou sur l'esplanade de Bagnères, la création lente d'un répertoire spécial, et enfin le titre des *Quarante Montagnards français* qu'ils reçurent de leurs compatriotes en la journée mémorable du 16 avril 1838. Six années avaient suffi à ce grand initiateur pour pouvoir affronter bravement les périls de la fortune et les caprices de la gloire.

V. — LA MISSION DES MONTAGNARDS

. *De ces astres brillants.*
Les uns, déjà vieillis, pâlissent à nos yeux
D'autres se sont perdus dans les routes des cieux,
 (LAMARTINE, *Secondes Méditations*
poétiques. Les Etoiles.)

Quand une armée se réunit pour une expédition lointaine, les citoyens ne peuvent se défendre d'une pensée de tristesse, en songeant que ces rangs pressés reviendront éclaircis, et que plusieurs de ceux qui s'en vont ne connaîtront pas les joies du retour. Mais l'armée est admirable dans sa tenue martiale, le soldat électrisé par la voix du devoir et enivré par des rêves de victoire, apparaît grandi, surhumain. Plus il est jeune, robuste et fier, plus il semble qu'en lui vibre l'âme de la patrie.

Parmi les *Quarante Montagnards français*, réunis une dernière fois, le 17 avril 1838, sur l'Esplanade de Bagnères, plusieurs ont à peine l'âge de raison. Tendres arbustes qu'on arrache à la vallée et qu'on va transplanter au loin. Pour eux, le trajet de Bagnères à Campan ou à Barèges semblait un voyage impossible. Et on leur a mis au cœur une ambition énorme. Ils partent pour Paris. Après Paris, plus de bornes à leur audace. On veut qu'ils parcourent tous les royaumes, de ville en ville, de cour en cour. Ils verront les bords brumeux de la Tamise et les rives glacées de la Néva. Un vœu les appelle à Rome la

Reine et à Jérusalem la Sainte. Ils chanteront à Bruxelles, à Munich, à Copenhague, à Varsovie, à Moscou, au Caire et aux Pyramides, à Nazareth et au Jourdain, au Mont-Liban et à Constantinople. Empereurs et rois, sultans, czars, pachas, patriarches et papes, Fils du Ciel, Grand Tartare, chefs de peuple en la libre Amérique, ils ont rêvé de tout voir en ce bas monde.

Pèlerins de l'univers, ces pâtres devenus artistes ont leur chansons pour bagage. Leur costume national est toute leur fortune. Ils n'emportent pas même un luth comme Bias et comme Homère. Ménestrels, troubadours, ils n'ont que leur voix. Des fourgons rustiques sont leurs carrosses de voyage. Ils réparent leurs forces au bord des sources pures où à la table des rois. Ils dormiront dans des granges ou dans des palais. Leur course sera rapide et sans trêve. Chanter les repose ; ils chanteront plusieurs fois chaque jour ; le matin, une messe ; au milieu du jour, des séances musicales au collège ou au séminaire ; le soir un concert public. Le lendemain, mêmes séances, pareilles fatigues.

Infatigables, impersonnels, dociles autant que modestes, une convention draconienne les lie aux volontés du maître, les attache pour toujours à ses pas. Ne sont-ils pas ses élèves, ses enfants ? Depuis six ans, n'a-t-il pas ouvert devant leurs yeux des horizons immenses ? Ne leur a-t-il pas démontré leur vocation sublime ? La Providence les envoie à travers les peuples, solliciter la prière grandiose de l'humanité à l'Éternel. Une religieuse pensée leur donne force et courage.

Ils y joignent une mission de bienfaisance. Ils veulent apporter aux riches de la terre des plaisirs inconnus : ils attendent en retour une obole pour les pauvres de là-bas. L'avalanche a effondré la chaumière sur la croupe des monts. La misère a arraché des larmes aux vieux parents. Les malheureux comptent sur eux : ils n'hésitent

plus, ils vont partir, chantant leur *Hymne à la Bienfaisance* :

Esprit de nos chaumières,
 Ange de paix, de charité,
 Inspire aux enfants de Bagnères
 Un chant d'amour par toi dicté !
 O protecteur de nos montagnes,
 Veille là-bas sur tes enfants.

Donne-leur l'abondance au sein de nos campagnes :
 Dans ce but inspire nos chants.

Déjà, le 25 octobre 1835, ils ont porté à la vieille église Saint-Vincent la bannière de leur conservatoire. Ils veulent l'arborer dans tous les sanctuaires du monde. Ils la déposeront sur la dalle du Saint-Sépulcre, l'arroseront de l'eau du Jourdain, la planteront dans le sable de Saint-Jean-du-Désert, et dans les ruines de Nazareth. Ils lui seront fidèles quoi qu'il en coûte. Ils la chanteront sous tous les climats, avec une émotion toujours renaissante.

Sous la lyre d'argent que leurs sœurs y ont brodée, ils ont rêvé de placer des reliques de tous les saints et un morceau de la vraie croix. Ils y ont mis aussi l'écusson que leur maître a adopté pour eux. C'est la croix d'or potencée, accostée de quatre croix de même deux deux, sommée de la couronne royale de Navarre, et soutenue du monogramme A. R. ; le tout accollé de deux palmes bouclées en pointe d'un vannet de Saint-Jacques, et portant en exergue : *Religion, Patrie, Civilisation, Beaux-Arts*.

Elle est là, la bannière aimée. La Terre-Sainte l'attend : il faut partir. Ceux qui doivent conserver en Bigorre la tradition artistique, les sociétaires de la *Philharmonique* ont fait entendre les chants d'adieu.

Depuis notre belle vallée
 Jusqu'à l'autre côté du Rhin,
 Je vois déjà la renommée
 Vous ouvrir partout le chemin.

En Italie, en Allemagne,
On dira les airs de l'Adour.
.
.
.
Sous le bérêt du village
Gardez aussi votre noble fierté.
Et si quelqu'un, de la sainte lumière
Osait ternir l'éclatante blancheur,
O montagnards, soyez sans peur,
Et dites à ce téméraire : « Halte-là !
Les Montagnards sont là ! »

Puis viennent l'étreinte des mères et des sœurs et les fières poignées de mains des montagnards qui restent. Les fourgons s'ébranlent pour leur première étape. Après une longue nuit de marche, on arrivait à Toulouse, et on débutait, au Capitole, par un succès prodigieux.

Ainsi partaient autrefois ces jongleurs nomades, qui s'en allaient, à cheval, parfois à dos de mulet, charmer les bourgs et les châteaux par des récits épiques. La foule les reconnaissait à leur cotte, à leur surcot et à leurs chausses, à leur capuchon rabattu sur les épaules. Elle s'assemblait autour d'eux, nombreuse, pressée, impatiente. La chanson des jongleurs, accompagnée de la vielle, était une mélodie claire et haute, monotone cependant, terminée qu'elle était par une simple chute de voix à la fin de chaque couplet. Besogneux, les jongleurs savaient s'ingénier dans l'art de la réclame. Ils louaient le poète dont ils allaient dire les chants, critiquaient ses rivaux, vantaient la bienfaisance et appelaient toutes les malédictions de leur répertoire sur la tête de l'avare. Puis, la sébile à la main, ils parcouraient les rangs et récoltaient de quoi se donner le gîte et le couvert à l'hôtellerie des voyageurs. Les uns n'étaient que de vulgaires coureurs d'aventures sans principes, vils bohèmes du couplet obscène ou de la cantilène grivoise. Les autres, dignes, sérieux, presque austères, se considéraient comme revêtus d'une mission grave : propager par le

monde les belles actions et les belles prouesses de ceux de leur pays. Comme les Montagnards, ils apportaient des plaisirs purs et distingués aux villes, aux couvents, à la cour des rois. Les uns et les autres, en des siècles différents, ont accompli, sous une forme naïvement ingénieuse, la plus morale, et, à la fois, la plus artistique des propagandes.

VI. — CONCERTS VOCAUX.

*Le matin catholique et le soir idolâtre ,
Déjeunant de l'autel et soupant du théâtre.*

Toulouse, Agen, Auch, Bordeaux, Angoulême, Rochefort, La Rochelle, Niort, Poitiers, Chatellerault, Angers, Tours, Orléans, Paris. Quelles étapes parcourues, et quel quartier d'hiver, féérique, splendide, noblement atteint après des fatigues inouïes.

A Auch, le félibre Loubet les avait salués de vers gascons, et leur avait prédit un enthousiaste accueil à la capitale. Peut-être les Montagnards éprouvèrent-ils une vive déception lorsque, perdus au sein de la grande ville, dépayés, impuissants à attirer l'attention de la Cour bourgeoise de Louis-Philippe, qui ne les applaudit que du bout des doigts, le 26 juin 1839, au palais de Neuilly, ils trouvèrent à peine, pour s'y faire entendre, quelques églises et des théâtres du dernier ordre. Un moment, la nostalgie s'empara des harmonieux enfants du Béarn. Roland se fit l'écho des regrets communs, et parla du retour prochain en Bigorre.

Sous le beau ciel de la Bigorre,
J'en fais serment, je reviendrai.
Heureux pays, toi que j'adore,
A ton appel je répondrai.

Là, près du vallon solitaire,
Qu'une eau limpide arrosera,
Je veux bâtir ma modeste chaumière
Bonheur est là !

Qu'ils secouent sur Paris la poussière de leurs pieds,
ces pauvres incompris. Qu'ils disent, avec un vieux
chansonnier :

Adieu Paris, la grande ville,
Je pars plus ne plus revenir ;
Là-bas dans mon hameau tranquille,
Je m'en vais vivre, et puis mourir.
Loin du pays que je regagne
Je pleurais, pauvre abandonné.
Rien n'est si beau que la montagne
Où je suis né !

Mais, à peine sont-ils hors de Paris, que les Bagnerais retrouvent le succès. Dans les villes de province du Nord et de Belgique, comme dans le Midi et le centre, leurs concerts vocaux firent fureur.

C'était justice. Y a-t-il de plus bel instrument musical que la voix humaine ? Et, avec la voix des pèlerins béarnais, qu'a-t-on besoin d'instruments ? Quel luth, quelle harpe éolienne, quelle mandoline, quel harmonica serait plus doux, plus tremblant, plus *piano*, que leurs gazouillements et leurs murmures ? Quel clairon, quel tonnerre ferait frissonner comme leurs rudes et énergiques éclats ? Les Montagnards excellent dans les *tutti*s. Quarante voix semblent une seule harmonie sortie de la poitrine d'un géant. Ils n'excellent pas moins dans les *decrescendos*. Ils ont pour premier baryton P.-J. Pécondom et pour premier ténor, en attendant Laroque, J.-B. Pégot. Ceux qui connaissent les Pyrénées retrouvent, en les entendant, toute la saveur mystérieuse de l'écho aux voix de marbre et de granit. Ceux qui n'ont pas vu les Pyrénées éprouvent, en entendant ces hommes, des sensations

inconnues. Désormais, la montagne ne leur est plus étrangère.

On avait dit, dans les écoles, que la voix humaine était la plus belle musique qui fût au monde, que l'homme était le roi de la nature par l'harmonie de ses chants, comme il l'est par le droit de sa personnalité intelligente et libre; que le rossignol lui-même, ce mélodieux chanteur des nuits d'été, doit s'avouer vaincu, aussi bien que le cuivre et le bois, par la sonorité du gosier humain. On eut de toutes ces choses une démonstration vivante quand on entendit les Montagnards.

Il est, en musique comme dans tous les arts, un élément esthétique exclusivement humain. Cet élément est prépondérant dans l'analyse du beau. Il en est le premier facteur. C'est l'expression. L'oiseau a la flexibilité de son gosier; le cuivre et l'airain ont la sonorité des souffles puissants qu'ils répercutent : l'homme seul a l'intelligence et la sensibilité. Seul, il enfante un idéal, le sent l'exprime : il crée le beau, le met où il n'était pas, où il n'aurait jamais été sans lui.

Quand ces chanteurs d'élite qu'étaient les Béarnais paraissait sur une scène ou dans un chœur d'église, qu'ils saluaient en portant silencieusement la main à leur béret, et qu'à un léger signal du chef on voyait les poitrines s'enfler, des accents divins remplissaient alors les nefs et les âmes, en attendant qu'éclatassent, après comme les luttes des éléments, les *maestosos* sublimes. Aucun orgue ne les soutenait : c'eût été troubler l'harmonie vocale. Pas même d'archet qui les dirigeât.

Les concerts des Montagnards furent une révolution complète dans les idées de l'époque qui les entendit. Leur succès fut étonnant. Les troupes d'opéras étaient dépassées. On délaissait les chœurs de théâtre parce qu'on savait qu'on les retrouverait demain, et on affluait autour des pèlerins qui ne faisait que passer. Ni le dépit des

uns, ni la surprise des autres n'arrêtaient leur essor une fois pris. Les connaisseurs étaient vite gagnés aux concerts vocaux. Les reporters qui étaient venus en critiques, s'en retournaient convertis en chauds admirateurs. Avant la séance ils cherchaient leurs mots pour dire comment et pourquoi ils s'y seraient ennuyés : en sortant, ils avaient hâte de prendre la plume, et c'était pour tâcher d'exprimer jusqu'à quel point ils étaient ravis.

L'Allemagne, qui est la terre classique des chœurs, et la patrie des Mozart et des Beethoven, leur réservait ses plus enthousiastes hurrahs.

VII. — CAMPAGNE DE RUSSIE.

Hier, la Grande Armée, et maintenant troupeau
(Victor Hugo, *Les Châtiments*).

Dans l'intervalle de leurs concerts parisiens, les Montagnards s'étaient rendus, le 4 janvier 1840, sur le champ de bataille de Waterloo. Pour ces habitants de la vallée, l'homme de brumaire étouffait Napoléon, et Waterloo jetait l'oubli sur Austerlitz. Ni l'abdication, ni Sainte-Hélène n'ont expié le déshonneur infligé au drapeau français dans cette nouvelle bataille des nations Vingt-cinq ans après, Napoléon n'est encore, pour les Bagnerais, qu'un ambitieux vaincu.

Aiment-ils mieux la Monarchie de Juillet ? A leur passage à travers Paris, il leur a paru que Louis-Philippe régnait mais ne gouvernait pas. L'Angleterre relevait la tête, et Thiers lui répliquait en construisant les inutiles fortifications de Paris.

Debout sur le champ de bataille de Waterloo, les pèlerins chantèrent le *Cri Bagnerais*.

Tout pour la patrie !
Du Bagnerais
Telle est la devise chérie.

T. XI, 5^e liv., mai 1892.

31

Puis, ils rentrèrent dans la capitale où ils passèrent le printemps et l'été de 1840. L'accent n'éveillent de sympathiques échos que dans l'âme vibrante de Béranger. Il écrit : « Les chanteurs Montagnards sont venus réjouir mon cœur de leurs admirables chants. Le vieux chansonnier leur en témoigne sa profonde reconnaissance. » Il leur dédie un quatrain :

Par votre charité que nulle autre n'égale,
A chanter dans l'exil vous vous être soumis.
Dieu bénit, grâce à vous, les chants de la cigale ;
Ils attendrissent nos fourmis.

Ils allèrent, en août, chanter à Copenhague. A bord du *Christian VIII*, un jour de tempête, Roland improvisa le couplet suivant :

Sur la Baltique, un jour d'orage,
Désespérés, loin du rivage,
Nous avons vu les matelots
Tristes jouets des flots.

Mais un bon Montagnard a dit : Vierge immortelle,
Sur l'abîme en fureur guidez notre nacelle,
Et sauvez vos enfants quand la mort les appelle,
Quand la mort les attend.... Comme il priait encor,
Le navire soudain s'élança vers le port.

A Notre-Dame-de-Lorette
Nous irons tous en grande fête.

L'hiver ramena les Montagnards en Belgique. L'improvisateur de Pradel et le lettré Charles Planard les complimentèrent en vers dans une séance de l'Académie de Louvain.

Le printemps venu, Roland ordonna à ses élèves de suivre la bannière en Russie, par La Haye, Oldenbourg, Cassel, Darmstadt, Gotha, Sonderhausen, Weimar, Altenbourg, Dresde, Berlin et Stockholm. Rien ne ressemblait

davantage à une campagne. Napoléon et la Grande Armée
revivraient dans ce chœur :

Ah ! Montagnards, le tambour nous appelle :

Marchons !

Ah ! notre cause est si sainte et si belle !

Courons !

Et que sur la frontière,

L'étendard de notre liberté

Par nos mains en ce jour soit planté.

Leur voyage ressemble à une épopée. Groupés, au
Kremlin de Moscou, sous la cloche monstre Zarskj-
Koloken, en présence même du Czar, ils s'écrient :

Liberté, ton nom, tes chants,

Sont l'effroi des tyrans.

Quel contraste avec les monarchiques accents de
l'*Hymne russe* ? Ils célèbrent la Pologne opprimée; tout
comme un simple stagiaire hurlant à la face d'Alexandre II :
« Vive la Pologne, Monsieur ! »

De Poniatouski

Et de Dombrowski

Fêtons la mémoire,

Que tous les Français

Et les Polonais

Marchent en bataille !

Ils mettent une certaine insolence à défier la grande
nation du Nord :

Je suis petit, mais je suis grand de cœur :

Mille kosacs ne me feraient pas peur !

Ils rappellent aux Moscovites les humiliations de 1812 :

Du courage !
 De la Moskowa j'aperçois le rivage !
 Après trente ans, au pied de ces remparts
 Nous revenons planter nos étendards !

Ils sont en maîtres au Kremlin :

France chérie, ah ! reçois mon hommage !
 Sur le Kremlin, je veux graver ton nom,
 Malgré le knout, la verge et le canon.

On raconte que le maître des cérémonies de l'empereur Nicolas, déconcerté par tant d'audace, demanda des explications à Roland, qui lui dit, pour toute réponse :
 « J'ai voulu donner à ces enfants une leçon de caractère et de patriotisme. »

.

(A suivre)

L'abbé E. BOUISSON.

PERSECUTION & GLOIRE

Verbum Dei non est alligatum.

Ils veulent affamer ces bouches courageuses
Qui s'ouvrent pour les foudroyer !
Ils décrètent d'abus, traitent d'audacieuses
Ces voix qu'ils voudraient effrayer !

Ils ne connaissent pas nos Docteurs et nos Pères !
Si nos chefs élèvent leurs voix.
S'ils cèdent aux ardeurs de leurs justes colères,
C'est pour défendre tous nos droits !

Ils ne sauraient jamais, quand le devoir commande,
Se taire, en face du Pouvoir ;
Ni, les décrets d'abus, ni les arrêts d'amende
Ne pourront les faire déchoir !

Ils sont les successeurs de ces chefs héroïques
Qui firent trembler les bourreaux ;
Et de nos jours aussi, comme aux siècles antiques,
Nos Évêques sont des héros !

Vous pouvez les frapper, mais cessez de prétendre
A les forcer d'être muets.
Ne les outragez pas en paraissant attendre
Qu'ils trembleront devant vos fouets !

De Jean le Précurseur vous savez le courage ,
Quand, en face même du roi,
Il osa condamner le scandaleux outrage
Que ses mœurs faisaient à la loi.

Le tyran irrité lui fait trancher la tête :
Seul moyen d'en avoir raison !
Ce meurtre, à quoi sert-il ?... Pour un seul qu'on arrête,
Douze montent à l'horizon !

Jean disait: *Non licet* ! Vous ne pouvez le faire !
Et les Apôtres, à leur tour,
Dirent : *Non possumus* ! Nous ne pouvons nous taire :
Même courage, même amour !

On mit tout à l'essai pour gagner leur silence,
Et jusqu'à les calomnier :
Ils parlèrent toujours, même dans la souffrance,
Trop grands, Dieu ! pour vous renier !

« Il vaut mieux, disaient-ils, obéir au seul Maître
Qui commande à tout l'univers,
Qu'aux hommes, aux tyrans qui voudraient nous soumettre
Au joug de leurs décrets pervers ! »

Ils mouraient eux aussi — D'autres prenaient leur place
Qui savaient parler et mourir.
Dix-huit siècles passés, vit encor cette race
Qu'on peut frapper, mais non tarir !

On entendra toujours ce : *Non licet* terrible
Qui fit rugir tous les tyrans !
Non possumus, criera la phalange invincible
De nos pontifes expirants !

Gloire à vous ! ô Pasteurs ! dont la digne parole
Sait défendre nos libertés.
Oh ! que vous êtes grands, à la hauteur du rôle
Où l'épreuve vous a montés !

Gloire à vous ! Votre tête en ce jour couronnée
Rayonne du plus pur éclat !
La parole de Dieu, qui n'est pas enchaînée,
Sort triomphante du combat.

Et tandis qu'on prétend vous frapper d'impuissance,
Réduire au silence vos voix,
Parlez, parlez encor ! Grâce à votre constance
Triompheront enfin nos droits.

Et vos peuples émus, heureux de votre gloire,
Se hâtent d'accourir vers vous
Pour vous offrir leur dons, chanter votre victoire,
Se prosterner à vos genoux.

Soyez fiers, ô Pasteurs ! de leur reconnaissance
Qui doit venger tous vos affronts.
Leur filial amour est votre récompense :
Quelle auréole pour vos fronts !

13 Mai 1892.

X. F...

CHRONIQUE RÉGIONALE

Nîmes, mai 1892.

Sans grand tapage, la concentration l'a emporté une fois de plus aux élections municipales. Une fois de plus, les vaincus ont maudit le sectionnement, conspué les listes électorales, gourmandé les abstentionnistes, et finalement protesté contre leur défaite. Nous ne disons pas que leurs plaintes soient toutes illégitimes et qu'ils n'aient pas quelque raison plausible de suspecter la sincérité du suffrage universel. Mais que ne se concentrent-ils eux-mêmes ? Ne voient-ils pas que c'est le seul moyen de ramener la victoire sous leur drapeau ?

En attendant que s'opère ce prodige, le soleil des jours d'été monte à l'horizon. Le voici qui brûle déjà boulevards et notre plaine poussiéreuse. Les promeneurs s'abordent d'un pas languissant et en s'épongeant le front, et avant de se saluer ils s'écrient sur un ton de sincérité absolue : Mon Dieu ! Qu'il fait chaud ! L'observation est juste. Il y a beau temps que le mois de mai ne nous avait offert une pareille série de jours sans sans nuage. Les années précédentes, il se montrait au-dessous de sa réputation. Il était fantasque, variable, maussade et laissait au mois de juin l'honneur de l'azur monotone. Il a été cette année d'humeur plus égale. Il ne s'est pas contenté de nous montrer la belle saison ; il nous l'a donnée.

Les premières communions ont profité de ce soleil radieux. Les robes blanches et les brassards aux franges

d'or se sont épanouis en toute liberté, sans avoir à craindre l'orage. On n'a pas vu les brillantes toilettes s'enfouir précipitamment dans les carrosses pour s'abriter de l'on-dée. Elles se sont étalées triomphantes dans les landaus. A dire franchement toute ma pensée, je goûte peu ces exhibitions de première communiant en voiture découverte. Il semble que la mode s'en mêle, je le regrette. Il est si délicat ce parfum de piété qui pénètre l'âme de l'enfant au jour de sa première communion et doit l'envelopper toute entière, qu'il ne peut, ce me semble, résister longtemps à l'âcre poussière de nos boulevards.

Nos boulevards, avouons le, deviennent incommodes à certaines heures du jour. Ils sont envahis par les consommateurs ; il y a foule surtout aux abords des cafés chantants et ceux-ci se multiplient avec une merveilleuse facilité. Pianos, harpes, accordéons, chanteurs attitrés et musiciens de passage, tout cela donne à la fois et rivalise d'harmonie séduisante. Il y en a pour tous les goûts, mais nous doutons que les bonnes mœurs tirent grand profit de ces sortes de distractions.

Quelquefois ces plaisirs d'un goût douteux sont interrompus tragiquement. C'est le vitriol qui paraît subitement sur la scène. De là des émotions qui n'ont rien de factice, et des impressions malheureusement durables et un dénouement qui se poursuit devant la justice. C'est le drame passionnel dont on est si friand, de nos jours, dans les romans, mais qui est chose fort détestable dans la réalité.

C'est que la réalité a son bien vilain côté, et il est bon de la fuir souvent pour monter dans une région plus haute et d'atmosphère plus sereine. Telle est celle que malgré la chaleur accablante, se sont complus à respirer les amateurs de belles-lettres dans la séance publique de l'Académie de Nîmes. Le président de la docte assemblée a parlé du droit des femmes en artiste, en historien et en

philosophe, j'entends en philosophe sage, mais point austère ni chagrin. M. Bondurand a résumé les travaux de l'année écoulée en ne donnant que la fleur de chacun, et Dieu sait s'il en a délicatement assorti les nuances. M. Bardou était rapporteur du concours de 1892. Il s'agissait de travaux d'histoire et d'érudition. Très compétent en ces sortes de sujets, M. le rapporteur a reconnu les qualités et signalé les défauts ou les lacunes des travaux soumis à l'Académie. Il y a mis de l'esprit ce qui plait toujours, de la franchise, ce qui est quelquefois courageux, du savoir ce qui est peu commun. M. Alexandre Ducros a vivement intéressé l'auditoire par ses souvenirs personnels pleins de verve et d'originalité. M. Benoit-Germain a fait entendre, en vers français, des conseils d'une haute moralité :

.... Dictæ per carmina sortes
Et viæ monstrata via est.

La séance s'est terminée, comme d'habitude, par une charmante fable patoise de M. Bigot.

Le prix de l'Académie a été partagé, cette année, entre deux prêtres du diocèse de Nîmes : M. Arnoux, curé de Flaux, auteur d'un mémoire très complet sur la commune de Sanilhac, et M. l'abbé Durand, curé de Peyremalle, auteur d'une notice sur l'hôpital de Rivière de Theyrargues. Ceci fait grand honneur à notre clergé, et montre que les traditions de travail et de science s'y maintiennent sans altération.

Le même jour où l'on couronnait deux de ses membres, ce clergé était éprouvé par une perte cruelle. Dieu rappelait à lui M. le chanoine Dayre, doyen de Lasalle. Il y a quelques années, ce prêtre vénérable célébrait ses noces d'or, sa cinquantaine sacerdotale. Mgr Besson présidait la cérémonie. En présence de la tombe qui se fermait sur M. le doyen de Lasalle, il nous

a été doux de relire l'éloge de ses vertus par l'éloquent prélat. Mgr Besson excellait en ces occasions; mais son âme d'évêque trouva rarement une inspiration plus heureuse qu'en ce jour-là. Avec quelle délicatesse, quelle poésie fraîche et gracieuse, il peignit le presbytère, la paroisse et l'église où vivait depuis trente ans le curé de Lasalle! Comme il sut bien faire ressortir, dans ce cadre vivant, la physionomie du bon prêtre, son zèle à instruire son peuple, à catéchiser les enfants, son assiduité au tribunal de la pénitence, son hospitalité affable à tous, ses égards envers la partie de son troupeau séparée de lui par ses croyances, le désintéressement de sa vie et cette douce auréole dont l'entouraient la vénération de ses paroissiens, la profonde estime de ses supérieurs, et l'affection de tous ses confrères! Ce fut une journée inoubliable pour le bon curé. Plus tard, dans le repos honoré, que seule la conscience de l'affaiblissement de ses forces lui avait fait accepter, il en écoutait encore les échos tout vivants dans son cœur. Ils murmuraient encore auprès de son lit de mort et donnaient à son âme et à ses traits la sérénité du bon serviteur qui va recevoir la récompense légitime de ses travaux. Plus de soixante-dix prêtres ont fait escorte, au jour des obsèques, aux restes mortels de leur vénéré confrère. M. l'abbé Mendre, curé de Saint-Lazare, de Marseille, a chanté la messe des funérailles. Il tenait à rendre ce dernier hommage de sa reconnaissance à celui qui avait été son premier maître.

Quelques jours après, Nîmes avait à regretter la mort de M. Louis-Numa Baragnon, sénateur inamovible. C'est une intelligence d'élite, un grand talent, une puissante parole qui disparaissent ainsi prématurément. La *Revue du Midi* avait ses raisons personnelles de s'associer à ce deuil. M. Numa Baragnon l'appréciait, la lisait; et ses dernières pages ont été pour nous. Nous nous en estimions très heureux et ce nous était une joie d'insérer

en tête de nos livraisons cette prose large, souple et claire, si bien mesurée à la pensée, tranquille et forte dans son développement si régulier. En appuyant un peu à la surface, on aurait bien pu sentir ça et là la pointe fine de l'ironie. Mais cette ironie n'était pas cruelle, pas même méchante.

Elle s'émoussait volontairement. Écrivain, orateur, M. Numa Baragnon a eu à subir la vivacité d'attaques passionnées. Il a riposté avec à propos, avec esprit, mais toujours sans amertume. Comme les intelligences naturellement élevées il cherchait dans tous ceux qui ne partageaient pas ses opinions, à travers les convictions contraires, les préjugés et les préventions, le point de contact par où il les amènerait à lui. Il ne désespérait jamais du triomphe du bon sens et de la raison, estimant que leurs rayons paisibles dissiperait enfin les nuées sans appeler l'orage à leur secours. Était-ce une illusion ? Si c'en est une, il est beau de l'avoir conservée et défendue en dépit des événements contraires. On a pu contester l'idéal politique de M. Baragnon. Ce qu'on ne contestera pas c'est qu'il ait mis au service de sa cause d'éminentes qualités. Ce n'était pas un orateur ordinaire : il voyait de haut et de loin, savait resserrer ses pensées dans un trait vigoureux et les éclairer par d'heureuses et belles images. Si la pénétration de l'intelligence, la générosité du cœur, beaucoup d'esprit, une parole facile, abondante, capable de s'élever jusqu'aux grands mouvements, mais craignant peut-être d'en abuser, eussent suffi à gagner une cause, M. Baragnon eut gagné la sienne.

La ville de Nîmes a fait à M. Baragnon de glorieuses obsèques. Trois discours ont été prononcés sur sa tombe. M. Brunel, bâtonnier de l'ordre des avocats, a redit ses succès au barreau. M. Roux de Larcy a retracé sa vie politique, M^e Ferdinand Daudet a rappelé ce que fut M. Ba-

ragnon dans les assemblées municipales et départementales ; tous les trois se sont exprimés avec une rare distinction de style et de pensées ; tous les trois ont parlé en vrais chrétiens. C'était une belle vision que celle de ces horizons éternels ouverts devant une tombe, revanche des défaites d'ici bas. Cela nous consolait des inepties des conseillers municipaux de Paris confiant à la fosse les restes mutilés de Véry et leur recommandant gravement de ne pas s'inquiéter du lendemain.

FIDELIS.

REVUE BIBLIOGRAPHIQUE

LA PASSION DE JÉSUS, drame en cinq actes et en vers
(deuxième édition), par Antoine CHANSROUX.

C'est encore un méridional qui vient prendre rang dans l'harmonieuse pléiade ; c'est un nouveau venu, mais point un débutant.

Car, depuis longues années, M. Antoine Chansroux rendait à la muse un culte mystérieux. De ses œuvres poétiques déjà nombreuses et si bien inspirées, seuls quelques privilégiés recevaient de temps à autre l'amicale confiance. Si sa modestie cédaient ainsi sans trop de contrainte à l'expansion d'une confiante amitié, l'auteur restait toujours saisi de crainte, à la pensée que cet horizon devrait s'élargir un jour, pour faire place à ce juge, tantôt clément, tantôt sévère, qui se nomme : le Public, les Lecteurs. Aussi, quelle suite d'encouragements, que d'affectueuses sollicitations, il a fallu pour amener enfin le jeune poète à affronter l'épreuve tant redoutée. La vérité servirait au besoin d'excuse à ces détails quelque peu personnels, qui composent après tout — ce qu'on recherche aujourd'hui — comme la genèse de ce premier volume.

Assurément, nous n'avons pas dessein de toucher au beau drame qui se déroule en des pages si intéressantes. L'analyse la mieux intentionnée ne pourrait qu'en affaiblir la trame. Des citations incomplètes, arrachées au courant de l'enchaînement historique, en dépareraient l'ingénieuse ordonnance. Alors, serions-nous peut-être tenté d'en user, comme jadis on en usa envers le fameux panier de cerises de M^{me} de Sévigné : on prit d'abord les plus belles, puis les meilleures restantes, puis encore les plus belles, puis toutes. Ce souvenir, on le comprend, nous sauvera de toute indiscretion. Oserons-nous dire pourtant, qu'au moment littéraire où nous sommes, c'est tout de même un acte méritoire que d'employer son talent à endiguer le flot réaliste qui se dresse pour nous envahir ! Il convient donc de louer M. Antoine Chansroux, d'avoir su

d'un souffle vivifiant, reconstituer le cadre grandiose où, à côté de l'arbre funèbre de la croix, vint se placer le berceau d'une foi immortelle. L'évocation dramatique du poète embrasse les lieux, les événements, en un mot, toutes les circonstances se rapportant au Calvaire sanglant de la Rédemption. Tout se ranime, tout revit sous son vrai jour, sous sa réelle couleur et dans sa saisissante physionomie. Les foules tumultueuses frémissent en proie à leurs passions. Les personnages secondaires, de même que les propres compagnons de Jésus, parlent et s'agitent, chacun suivant sa mission, son caractère, son amour pour le divin Maître, ses craintes ou ses espérances. L'auteur nous les présente dans le plein naturel du langage, de la conduite et de l'attitude.

Si le succès n'était déjà venu, nous l'aurions de grand cœur ambitionné pour cette œuvre si belle et si courageuse. La faveur publique a heureusement devancé nos vœux ; la deuxième édition est là qui porte son témoignage et ses lauriers. Bientôt, nous n'en voulons pas douter, nos écoles libres et chrétiennes, ouvriront leurs scènes respectueuses à la *Passion de Jésus*, où de jeunes interprètes sauront la couronner d'un nouveau triomphe.

Quant à présent, la simple lecture suffira à son succès. Ceux qui aiment la poésie fièrement spiritualiste, les croyants y goûteront toutes les joies de l'âme. Les hommes de goût et les lettrés pourront y admirer l'art du poète en ses gracieux développements.

Albert DELAUBE.

Le Propriétaire-Gérant,

GERVAIS-BEDOT.

Nîmes. — Imprimerie Gervais-Bedot, place de la Cathédrale.

ESPÉRANCE

UN RÉVEIL DE L'IDÉE RELIGIEUSE EN FRANCE

Un volume in-18 jésus. 2 fr. 50

Pour faire connaître ce nouveau travail de l'éminent Recteur et en faire apprécier l'actualité, nous reproduisons la Préface du Livre :

Il y a quelques mois, lorsque je méditais d'écrire ce qu'on va lire, j'avais l'appréhension d'étonner bien des gens quand je leur annonçerais qu'à l'heure présente, en France, dans ce pays et dans ce temps de guerre déclarée à la religion, il se produit chez certaines classes et dans un certain groupe de la libre-pensée, un retour marqué et croissant vers les idées religieuses.

Aujourd'hui ce fait agrandi, il est entré dans le champ de l'observation publique. Et c'est derrière ce fait que je vois se lever l'Espérance qui est l'objet de ces pages.

Ce mouvement de retour, il ne faut pas le chercher, cela est trop évident, dans les régions officielles et gouvernementales. C'est de là que part au contraire le mouvement aveugle et obstinément hostile qui pousse les barbares à la destruction ou au pillage du temple : il n'en peut-être question ici que comme contraste.

Il ne faut pas le chercher davantage, du moins quant à présent, dans les masses populaires, ni même dans les classes bourgeoises : ces classes ne sont pas de celles qui créent un mouvement d'idées : elles le suivent.

Or, dans ce milieu d'élite, qui est aussi le milieu d'où sortira l'avenir de notre société, voici les faits qui se produisent, faits avoués par ceux-mêmes qui, avant de les décrire, les ont personnellement expérimentés et vérifiés, et auxquels je voudrais rendre attentives les intelligences sérieuses de nos jours.

NOTES TRÈS CURSIVES DE VOYAGE

AVANT LE DÉPART. — L'aurai-je ou ne l'aurai-je pas ? Voilà la question. Du sommet de Notre-Dame-de-la-Garde, la mer moutonne, blanchissant à l'infini, mais les bateaux qu'on voit çà et là semblent plus immuables que des écueils. Tant mieux, grand Dieu ! Avec un peu d'anxiété, je me remémore les valse, les chevaux de bois, les bateaux-mouches. Pour me griser, j'ai passé toute la matinée à vaguer par les quais, à humer avec délices les effluves d'épices et de goudron, à m'emplit les oreilles de clameurs, de hélements, d'incomprises syllabes. Par précaution aussi, je m'acquitte d'un repas solide.

— PENDANT. — D'un air aisé, sans forfanterie ni crainte, je me promène sur le pont. L'aurai-je ? avec un si grand bateau ! On entasse les ballots dans les cales ; par les écoutilles je vois s'agiter comme des démons, autour de la machine, les chauffeurs noirs de charbon ou de race. La cloche se démène, le sifflet stride, la sirène mugit. Lentement, lentement, l'énorme masse s'ébranle, gagne le milieu du bassin, puis évolue, toujours avec lenteur. Voici les quais bordés de transatlantiques, les jetées couvertes de spectateurs. En l'air les chapeaux et les mouchoirs ! Nous viron, nous sortons du port. De minute en minute s'accroît la vitesse. Là-bas resplendit Marseille inondée du soleil couchant qui blondit ses collines calcaires sur l'azur déjà sombre ; les coupoles de la Major éclatent comme des pommes d'or. Bonsoir, France, demain soir nous serons en Afrique !

— APRÈS. — Brrr, quel souvenir ! Jusqu'à onze heures du soir tout a bien été. Un dîner, un peu houleux, mais louable, puis une promenade-causerie sur le pont ; quel bon marin je fais ; mais c'est de la plaisanterie le mal de mer ! Vers dix heures et demie, je commence à trouver que « ça ne passe pas. » Qu'ai-je donc mangé de si lourd ? A onze heures... ah ! à onze heures !... et pendant toute la nuit, et pendant tout le lendemain, en avant le branle-bas des cuvettes et des garçons de cabines, et le chloral, encore le chloral ! Un engourdissement, préférable à tout le reste, mais d'où je sors tous les quarts d'heure pour réjouir les poissons scatophages.... heureux poissons !

— L'ARRIVÉE. — Enfin, vers dix heures du soir, mon ami (au fait, vous l'ai-je présenté ? Joseph Chaleil, de *L'Ermitage*) me réveille : *Alger!* Le mot est magique ; je dégringolé de ma couchette, et je grimpe sur le pont, la tête lourde, mais l'estomac rassuré par la stabilité du bâtiment. Nous sommes déjà dans le port. La nuit, en face, trouée par de centaines de points lumineux escadant la ténèbre en triangle dont le sommet s'appâlerait, à la base une rampe régulière comme d'illumination publique ; au-dessus, une quantité de lumières de couleur, avec de longues queues tremblotantes, les fanaux des navires au port ; sous les bastingages, un clapotis plein de cris gutturaux, on dirait d'une bande de chacals qui héléraient notre navire, ce sont les canots des portefaix arabes... Je vais me recoucher dans ma cabine.

— AU SOLEIL LEVANT. — Il fait grand jour, j'ouvre les yeux. Pour respirer dans ma coquille j'enfoncé le hublot, et mes habits sous le bras, je me précipite sur le pont où je finis une sommaire toilette.... Alger ! Voilà Alger,

Alger la guerrière, Alger la blanche, toute irrisée, au soleil levant, de rose, de lilas, de blanc, de bleu, ces mille teintes comme fondues au bain lumineux de l'aurore : sous mes yeux le port avec ses gros navires noirs, puis les quais, le grand mur qui, là-bas, semble supporter une rangée d'énormes bâtisses à arcades, et au-dessus l'entassement délicieux à voir des masures arabes aux couleurs claires, avec les taches frissonnantes des palmiers ; au-delà de la ville l'amphithéâtre des coteaux verts semés de villas s'incurvant jusqu'à la moitié de l'horizon, entre l'azur du ciel et le cobalt de la Méditerranée, spectacle radieux, certes, et d'enchantement à peine soupçonné !... Allons ! nos malles sont hissées, la douane est satisfaite, le canot nous attend, à la découverte de la ville !

— TROIS JOURS APRÈS. — Eh quoi, faut-il déjà partir, ville de rêve, ville adorable où l'on se souhaiterait vivre toujours, amusement des narines, enchantement des oreilles, éblouissement des yeux fermés par force, trois jours, trois jours entiers de flâneries et de courses folles, escalades et dégringolades, siestes d'anéantissement à la méridienne sur quelque fauteuil à la terrasse d'un café, excursions enthousiastes des matins et des soirs, et, dans l'esprit, une ronde d'impressions et de souvenirs dansant comme en un kaléidoscope d'or...

Oh ! l'inattendu que le quartier du vieux-port ! Si déjà la Joliette m'enchanté, que sera-ce de la Pêcherie d'ici avec sa cohue criarde d'arabes, de nègres, de juifs, de levantins et de provençaux, ses quais, ses ruelles, ses salles voûtées s'enfonçant sous le môle, ses paniers de poissons frétilants, et la grisante odeur des fruits de mer, oursins, moules, clovisses, grisante jusqu'à entêter, et à deux pas de là, la mosquée toute blanche, bâtie en croix grecque comme une église justinienne,

plus claire que nos cathédrales mais plus silencieuse, sans orgues, sans hymnes, le bruit des pas étouffé par les nattes, sauf quelques chuchottements à peine de burnous accroupis dans un coin, et des gymnastiques de fidèles, çà et là, contre les piliers nus.

De là, brusquement au marché. Pas de halles, tout en plein soleil, en pleine poussière, un vacarme étourdissant d'appels, de clameurs en arabe, en français, un fouillis de blouses, de burnous, de turbans, de voiles, de chapeaux, des disputes de juifs, des va-et-vient flegmatiques de sergents de ville, contre une borne un arabe en guenilles épluchant gravement une figue de cactus, et se glissant par les groupes, des femmes mauresques, deux à deux, voilées jusqu'aux yeux, mais le regard effronté sous le khol.

Que de prestigieux palais arabes ont dû disparaître pour laisser la place à ces rues, ces jardins publics, ces maisons à quatre étages ! Il en reste pourtant quelques-uns, charmants avec leur cour centrale, leurs salons polyédriques, qu'on a transformés en musée, évêché, palais du gouverneur ; leurs murs n'en doivent pas toujours être étonnés, bâtis qu'ils ont été souvent par des chrétiens rénégats devenus favoris de deys. Avant le crépuscule, j'ai gagné l'îlot, dont Alger naquit, j'ai revu incendié par le couchant la cascade des minarets et des terrasses plates que j'avais vu rosée par l'aurore ; la vieille darse, que l'îlot protège, et d'où sortirent tant de redoutables escadres n'est plus qu'une grande cuvette où les balancelles de pêche trouvent à peine leur tirant d'eau.

Le soir, montée obligatoire à la Kasbah, des ruelles de coupe-gorge où les deux coudes touchent, des couloirs sinistres, des portes basses de cafés maures bondés d'arabes accroupis sur les nattes, des reflexes de terreur qui donneraient envie de se gifler, et tous ces

boyaux obscurs serpentant vers un faite qui recule toujours.... Là-haut, les maisons, toujours les mêmes, comme partout, avec des silences graves d'indigènes et des boucans de soldats en goguette.

Alger est merveilleux, mais ses environs sont plus divins encore. Serrée entre les coteaux et la plage, la ville s'est étirée comme au laminoir. Du côté de St-Eugène, une côte rocheuse, convexe, battue par les lames, et qui serait mélancolique, n'était pas le flamboi du soleil, avec, sur un contrefort prochain, les coupoles d'une grande église; vers le cap Matifou, au contraire, une courbe moelleuse sablée d'or, caressée par des flots d'amour, des paradis de verdure, des jardins immenses peuplés de bambous géants, des coteaux semés de villas, de kiosques, de palais à arcades persanes, toutes les délices humaines... jusqu'aux joies de l'archéologue qui trouve juste à point pour dégringoler de Mustapha une voie romaine, une véritable *via Domitia* aux énormes dalles, certes, bien insoupçonnées la minute d'auparavant.

J'ai voulu revoir de jour les hauts quartiers. J'ai escaladé ces adorables ruelles sordides où grouille une marmaille cuivrée, toute nue, avec des gambades de jeunes singes, murs déjetés, torchis décrépis, toits en surplomb et se baisant au faite, dédales de culs-de-sac, de tunnels truculents, de défilés à recoins, en jambe-de-chien, ces mesures lépreuses trouées parfois de portes laissant voir de riches cours à arcades où des jets d'eau bruissent dans les massifs de verdure. Une demi-heure ainsi d'escalade, et soudain au sortir des murs, le plateau mamelonné jusqu'au rideau des cimes bleuâtres, dans le lointain, et, en se retournant une vue adorable sur Alger : toute la cascade ensoleillée de maisons arabes aux couleurs aveuglantes, çà et là les têtes de palmier, les terrasses, les minarets, les premiers plans cachant les g r

ses bâtisses marseillaises des bas quartiers, et, tout au fond le port dont les grands bras courbes enserrent les gros transatlantiques et les petits barcots de pêche, avec, au delà et à l'infini, l'immense mer de saphir grésillant sous le soleil... Oh ! les douces heures de flânerie coulées là haut sur les talus verts tout près de ces canons bons enfants que gardent nos zouaves d'opéra-comique !

Et, à mi-côte, la craintive, la mélancolique mosquée de Sidi-Abder-Rhaman, champ de deuil et de silence, étroits jardins verts en terrasses suspendues, comme pavés de tombes arabes, petites comme des dalles de bébés, mosquée hautaine, dont le minaret resplendit de loin, et mystérieuse dont l'entrée se dérobe, où dort je ne sais quel saint de l'Islam sous les étendards en trophées qui l'obombrent, gloire sacrée, obscure pour nous mais rayonnante pour eux, les énigmatiques taciturnes dont les burnous nous frôlent et dont les sandales fuient, sans bruit, à deux pas d'un jardin public où éclatent les cuivres d'une musique militaire, au milieu de la cohue endimanchée.

Ville de rêve, ville adorable où l'on voudrait vivre toujours, et dont il faut partir, Alger, te reverrons-nous jamais ?

— DANS LE TRAIN. — De la portière je me penche, longtemps encore, pour voir l'adorable enchanteresse si blanche dans sa coupe de verdure, et qui, suivant les courbes de la voie, se tord coquette au soleil levant. Alger, maîtresse d'un jour, pourquoi t'aimer ainsi ? Voici l'Agha, et Mustapha et Hussein-Dey... Comme la mer est douce ! si méchante au sortir de Marseille, elle n'a ici que baisers et tendresses. Brusquement Alger disparaît, la voie a quitté le littoral et s'enfonce dans la plaine, une plaine immense parsemée de maisons, de bouquets d'arbres,

avec des stations toutes les dix minutes, et qui s'étend à perte de vue jusqu'à des montagnes géantes qui, là-bas, là-bas, grandissent : l'Atlas !

— BLIDAH. — Le soleil monte. De son ahan-ahan toujours égal, la locomotive sans se presser, nous remorque. L'Atlas grandit. Blidah, voici Blidah au pied de l'énorme montagne, dans sa corbeille d'oliviers et d'orangers. A la station un grand diable de policier nègre qui donne la chasse à des gamins moricauds, des groupes kabyles qui se forment cérémonieusement des mains qui se joignent et sont portées deux fois aux lèvres, d'abord unies, puis séparées... A deux ou trois kilomètres, la ville, assez banale, dans sa chemise de remparts récents, mais à ses portes et délicieux vergers, criblés de pommes d'or, des eaux courantes, des fleurs, et le bois sacré avec ses oliviers centenaires qui tamisent l'éclatante blancheur de deux ou trois tombeaux arabes, cubes à coupoles.

— LA CHIFFA. — L'excursion est obligatoire, paraît-il, il faut avoir vu la Rivière-des-Singes. Quant aux singes mêmes, c'est autre chose ; un seul d'aperçu, un énorme macaque, encore était-il en cage, à la porte d'une auberge. Les gorges assez désolées dans leur coloration fauve, leur solitude, et ça et là des ruines de villages arabes, petits murs sans toits de pisé brun, mais point surprenantes pour qui connaît les défilés cévenols ou seulement les croupes des Alpines. Assez haut dans les gorges, l'auberge citée, point terminus des excursions, à la croix de deux ravins. Passé là une heure délicieuse, tout seul, à remonter le lit du plus tourmenté, un pli droit entre deux monts, fouillis de verdure fraîche plein de cascades, d'oiseaux chanteurs et de cabanes forestières, un sourire inattendu et attendrissant dans l'âpreté morne des gorges.

— EN WAGON. — Des plateaux nus, d'une couleur ocre, ondulant à perte de vue, semés, çà et là, sur la crête des plissements, de points blancs qui brillent, marabouts où dorment des saints inconnus, racines mystiques de cette religion la plus tenace de toutes. Ce mamelonnement infini, fertile, dit-on, mais chauve, sans arbres, sans hameaux, sans rivières, désole l'œil habitué aux populeuses campagnes de France. De loin en loin, le train s'arrête à quelque chétive agglomération de fermes, avec des burnous allongés le long des murs, dormant, ou accroupies en cercle ; parfois un arabe assis gravement, les pieds nus touchant presque le sol, sur un petit bourricot qui trotte, et des femmes voilées qui suivent à pied. Je n'ai pas encore vu un seul indigène au travail. Ma songerie, aidée par le bercement du train, s'enfonce en une organisation militaire de ce peuple qui ne semble apte qu'à la guerre, et me voilà à chiffrer avec délices, 3 millions d'arabes peuvent fournir 150.000 soldats, tant de fantassins, tant de cavaliers, pas d'artilleurs, permettant de libérer autant de français de la caserne, ce vampire des cérébres modernes.

— AFFREVILLE. — Un grand village assez pittoresque. En route pour Milianah. On s'entasse dans une vénérable patache avec une cargaison d'indigènes plus graves et plus déguenillés que Don César de Bazan. Quel terrible charabia que le leur ! Sur le siège un loustic intarissable, fort accent marseillais, crible d'amicales injures, françaises et arabes, un vieux moricaud, point de mire silencieux, qui, soudain, lui crie en français : Vieux carcan ! avec un rire qui lui découvre des dents de loups, aigues et blanches. — La nuit est venue, la patache gravit une montée, on entend dégouliner des cascades et l'on devine de grands arbres. Enfin, une paterne, et un galop assour-

dissant sur les pavés, cliquetis des vitres, clic-lac des fouets.

— MILIANAH. — La terrasse domine un panorama immense : à perte de vue dans toutes les directions un immense plateau rouge mamelonné comme une étoffe riche gaufrant à l'infini, toutes ses croupes s'éclairant à l'aurore fauve sans un bruit, sans un chant d'oiseau, sans une tâche de verdure, sans autre vestige humain que les quelques marabouts... je suis resté longtemps accoudé au parapet sous le dais vivant des grands platanes... La descente de Milianah à Affreville, est un enchantement ; la vieille diligence dégringole par les lacets du Zaccar, au soleil levant qui fait chanter les cascadelles et frissonner d'aise les massifs de verdure ; à peine sort-on de la ville qu'on la perd de vue, cachée qu'elle est, là-haut, derrière les grands arbres de son enceinte.

— LE LONG DU CHÉLIFF. — Toujours la morne plaine, nue et fauve, fertile, certes, mais d'aspect désolé en ces jours d'automne, chaleurs subies et moissons faites ; toujours le même ahan du train, les mêmes stations avec les mendiants arabes qui vous tendent à travers la clôture des figues et des raisins. Un jour sans doute, tout ce sol sera blond d'épis, vert de vignes, les côteaux plantés d'arbres, comme au temps où l'on allait, sans quitter l'ombrage de Carthage, aux colonnes d'Hercule, les eaux seront captées et aménagées, les broussailles transformées en forêts, le désert tacheté, criblé d'oasis nouvelles, et de nouveau les hommes pulluleront sur ce sol nourricier où se réunissaient jadis des conciles de trois cents évêques.

— ORLÉANSVILLE. — Dix minutes d'arrêt, en plein midi, impossible de mettre le nez à la portière, si tempétueux est le vent, aveuglante la poussière, torride la chaleur.

Fichue résidence pour M. le sous-préfet !... Je me replonge avec délices dans mes rêveries , l'annexion du Maroc me donne la fièvre. Je suis sur la carte les étapes de la voie ferrée de Lalla-Maghnia à Fez et à Marrakech. Quelle sottise à Ferry de se lier les mains vis-à-vis de l'Espagne, comme si le Maroc ne valait pas trois Tonkinois !...

Plus on s'approche d'Oran , plus les cultures deviennent importantes et les localités nombreuses. Malgré ses grands airs sur la carte, la vallée du Chélif est encore de mince importance ; la petite Macta a une autre valeur, avec son chemin de fer des hauts plateaux, son alfa, ses vignes et ses bourgs, de Saïda à Arzeu.

— VERS ORAN. — Je réfléchis aux énormes dimensions des barrages du Sig et de l'Habra. En résumé, l'eau et le chemin de fer sont les deux grands agents de colonisation en Afrique ; c'est pourquoi la Tunisie n'a pas construit un kilomètre de voie ferrée en dix ans d'occupation, et les travaux hydrauliques d'Algérie ont consisté en un très petit nombre de barrages démesurés, construits juste dans la vallée du fleuve. Aussi, les jolies inondations !... Désillusion ! il paraîtrait que le type des réservoirs latéraux, le lac Moëris, n'a jamais existé.

— ORAN. — Ici, déjà finit l'Algérie. Les burnous blancs sont relégués là-bas dans ce qu'on appelle le village nègre ; les feutres espagnols règnent en ville, comme au temps où le roi catholique sculptait l'écu de Castille que garde encore la porte de la kasbah, et corsetait la ville dans cette crinoline de redoutes, de bastides et de forts qui s'étagent sur les ressauts abrupts du Merdjaïo. Le port est le premier d'Algérie, je crois, mais la ville semble lui tourner le dos ; étrange, d'ailleurs, de par ses quartiers suspendus, ses ravins et ses descentes plus raides que celles de Gênes, mais là manquent encore les grands palais de

marbre et les rues et les églises de la Superbe. Pourtant, des trouvailles imprévues, de jolies perspectives sur la mer, des coins pittoresques du côté de la kasbah, et, au cœur même de la ville si européanisée, la plus délicieuse des mosquées jusqu'ici vues, avec sa cour en demi-lune où rôdent quelques pauvres gandouras sous les arcades de marbre blanc... Adieu mosquées, adieu dévots arabes !... J'indique un article à Joseph Prudhomme : De la supériorité de la bottine sur le soulier lacé, en pays d'Islam.

— CORREO D'ALICANTE.—Je fais la grimace : un méchant petit vapeur espagnol, des matelots pouilleux, toutes les cabines prises, la perspective d'une nuit de pont ou d'entrepont, et nous avons notre billet de transatlantique ! Mais il faut se résigner, le départ est manqué et nous ne pouvons attendre quinze jours. Un dernier regard sur cet admirable pays. Y reviendrons-nous jamais ? Le cœur se serre. Tlemcen ! je regrette surtout de n'avoir pu voir Tlemcen, cette reine qu'on dit enchanteresse, ses palais croulants, ses minarets merveilleux, et la voisine enceinte démesurée où les tours et les courtines ne protègent que des broussailles... Décidément, ce petit vapeur espagnol ne me dit rien de bon : « Pas de danger au moins, *senor capitaine* ? » Le *senor* me rit au nez. Ça me vexe, mais ne me rassure pas.

— AU MATIN. — Bebebebe ! Dire que j'ai geint pour la traversée d'Alger, mais c'était le paradis à côté de celle-ci ! Quelle nuit, grand Dieu, quelle nuit ! Impossible de rester sur le pont, comme nous voulions, à cause du froid et des paquets de mer, et dans l'entrepont, oh ! dans l'entrepont ! La *Citta dolente* ne devait pas être plus gémissante que cette caque où nous nous adjoignîmes à de pauvres diablesses d'espagnoles. Encore avions-nous eu le nez d'acheter à Oran des peaux de moutons qui nous

servirent de matelas ! Remonté de grand matin sur le pont, je fixe un œil désespéré sur cette côte d'Espagne qui ne semble ni grandir, ni s'éloigner. Ah ! grand Dieu, quand donc arriverons-nous ?

— CARTHAGÈNE. — Une baie sinueuse qui s'enfonce entre des collines désolées et hérissées de forts, enfin nous voici dans la rade de Carthagène ! Le *Correo d'Alicante* vient s'arrêter à deux mètres à peine du quai. Les chinoiseries administratives commencent, tous les pays civilisés tenant à honneur de se ressembler. Pour mettre pied sur ce quai où l'on pourrait sauter du bastingage, c'est tout un tremblement de canots, de visites et surtout de pourboires. Mû par un scrupule de délicatesse et aussi par désir de garder sans encombre une boîte de cigares algériens, mon ami s'en va faire sa déclaration au chef douanier, mais le *senor* officier, très noble, ne veut rien entendre ; il fallait faire une première déclaration à Oran avant de s'embarquer ; confisquée la boîte !

De Carthagène, rien à dire ; un grand bourg assez triste, de vilaines casernes, les maisons aux larges croisées espagnoles. Nous lions connaissance avec les tartanes, fiacres du lieu, d'affreux véhicules sans ressorts, dont il nous faut dégringoler au plus vite : ça nous rappelle de trop près le *Correo d'Alicante*.

— SIERRAS Y HUERTAS. — Un simple voyage de Carthagène à Murcie, c'est toute l'Espagne, et presque encore l'Afrique ; Almoravides et Almohades n'ont pas dû trop être dépayés. La banlieue même de Carthagène est d'une sécheresse torride, une côte pelée plus rocailleuse que celle de Marseille, d'une désolation qu'accroît encore la silhouette des forts en ruines, ça et là, sur les mamelons. Mais aussitôt la voie ferrée traverse la huerta de Carthagène, zone de jardins semés de villas, plantés d'aloès, de cactus, de palmiers. Puis, brusquement on s'engage

dans la sierra, un chaos de collinettes abruptes, stériles, tourmentées, sans un ruisseau, sans un arbre, sans une habitation, et de cet affreux désert, subitement, on débouche dans une immense plaine circulaire, paradis d'orangers, de citronniers, plein de parfums et d'eaux courantes, avec des pléiades de hameaux et des villes çà et là, et, au centre de la constellation, une capitale de cent mille âmes, Murcie.

— DU HAUT DU CLOCHER. — Décidément, c'est la vue de cette merveilleuse plaine qui m'enchant, corbeille indéfinie de verdure d'où montent trop fort des effluves d'orangers, avec, au lointain, le cirque des collinettes bleuâtres sauf en un point où la plaine touche l'horizon, brèche grandiose où l'on s'attend presque à voir surgir le tourbillon de cent mille cavaliers sarrazins... L'âme pleine de splendeurs khalifales, je redescends à pas songeurs le plan incliné qui se heurte aux quatre angles de la grande tour. — La cathédrale, envahie par la pénombre, s'enfonce en profondeurs immenses ; dans le cœur clôturé d'énormes grilles en fer forgé, des chants montaient, voix d'enfants, point douloureuses et pourtant poignantes, soutenues par le roulement orangé de l'orgue. — Au dehors, le plein soleil, et en se retournant, une gigantesque façade rococo, ahurissante préface au mystique intérieur, fouillis de consoles, d'anges bouffis, de volutes plus tarabiscoté qu'un boudoir Pompadour.

— MURCIE. — La ville est triste, populeuse mais agricole, sans passants oisifs, sans étalages, sans voitures, sans tout ce que nous sommes habitués à croire joyeux, des rues étroites, quelques jardins publics d'ailleurs déserts, un pont assez monumental avec une place voisine qui est le « punto centrico » de l'agglomération, sinon de l'animation. Mais n'ai-je point tort ici, et le silence n'est-il pas mille fois supérieur au bruit, et parmi

les souvenirs de ce si cursif voyage ne sera-ce pas un des plus doux et du plus intime charme que celui de cette promenade sur la digue, le long de la rivière, avec les bouquets de palmes montant sur le couchant de cuivre, et les belles promeneuses en mantilles noires dévisagées à la rencontre, yeux de velours, cheveux de jais, rires sonores d'amoureuses et moqueuses...

Au cercle, le soir, première rencontre avec la cuisine espagnole, la vraie. A Carthagène, les maitres-coqs sont suspects d'internationalisme. Ici triomphe l'huile ; tout y nage, potage, langue de bœuf ; à la première bouchée, grimace, à la seconde, pause, à la troisième il faut se lever archi-rassasié ; mais, un quart heure après, faim de loup.

— FERRO-CARRIL. — A la guerre comme à la guerre ! Encore une nuit sur des banquettes d'un capiton douteux. Vers le matin il faut se secouer ; le froid gagne les jambes et les bouillottes sont inconnues. Dans un coin, une petite femme qui se réveille, à joli minois entortillé dans de gentils chiffons ; une française ? Justement. Enfin, voici le soleil ; le wagon se réchauffe et les langues se délient. Mon compagnon de voyage, très curieux, s'inquiète auprès de ses voisins d'un habituel juron indigène qui l'a frappé : « Que significa la palabra : pugneto ? » Les voisines se tordent de rire en se charabiant à l'oreille.

— VERS VALENCE. — Depuis mon entrée en Espagne, c'est ce curieux mélange d'ardeur et de gravité qui, chez les passants, me frappe. Que de qualités, et quelles grandes, en ce peuple, et pourquoi cet engourdissement, comme d'un poison bu, depuis trois siècles ? oui, je sais, l'Inquisition, les autos-da-fé, l'expulsion des Morisques, quand aura-t-on fini de nous raser avec ? Serait-ce que la race berbère est fatalement vouée aux splendeurs pas-

sagères, pharaoniques, carthaginoises, musulmanes, espagnoles ? Quel peuple pourtant que celui qui donne Hannon, Hannibal, Tertullien, Saint-Augustin, Ibn-Kaldoun, Averrhoès, Ximènes et Sainte-Thérèse !... Et quel avenir, celui de cette race, pas même aryenne, et qui lèvera haut et peut-être fera vaincre le génie de latinité dans la grande lutte ethnique qui s'engagera un jour entre les Slaves, les Anglo-Celtes, les Chinois, les Hindous, et eux !... Pourquoi faudra-t-il que nous nous brouillions un jour avec eux pour le Maroc ? — Le soleil est haut, nous voici hors des affreux coteaux arides : une large vallée fertile, des fermes populeuses, des cultures, des bosquets, et cet entêtant parfum des orangers, c'est la heurta de Valence, aussi fertile que celle de Murcie et plus vaste encore.

— VALENCE ! — Le cri de marchands d'orangers à Paris qui, ici, n'évoque que splendeurs chevaleresques : Valencia ! Valencia del Cid ! Tout aujourd'hui je n'ai fait que déclamer ces syllabes en zézayant les *c* à la castillane ; tout un jour de galopades vagabondes à travers la ville, sans odieux Bædeker, avec de petits cris d'enthousiasme à la découverte d'une façade chantournée en rocailles et volutes, d'une perspective de murailles à créneaux et machicoulis filant le long d'une allée de grands arbres que les tours des portes dominant ou encore de cette délicieuse Alaméda qui se prélassent luxueusement le long du grand fleuve à sec pour qui semblent donquichottiques les énormes ponts qui le traversent à pas solidement maçonnés.

— MURVIEDRO. — Merveille que ceci, d'autant plus qu'insoupçonnée. Une longue échine de maigres montagnettes, hérissée de fortifications à demi ruinées, chaos de murs, de replis, de casemates, mais qu'on peut pourtant reconstituer en trois forteresses à la file reliées par

des zigzags de courtines et de chemins de ronde fuyant entre les longs murs. Au dedans, une trentaine de misérables miquelets en bourgerons bleus, les sous-officiers en espadrilles, les autres pieds nus, tous bayant au soleil couchant, la cigarette aux lèvres, un seul en armes, la sentinelle d'entrée... De la dernière des redoutes, un éperon formidable qui domine la plaine, on voit à l'horizon une bande d'argent, la mer. Que d'armées ont dû passer par cette plaine ! Le soldat qui nous guide regarde aussi la mer ; il habitait Oran et n'attend que d'avoir fini son service pour y retourner... Sur le flanc de la longue montagnette, des ruines noires, informes, immenses, et tout à coup un théâtre romain avec son proscenium et ses gradins, creusés dans la pente, encore intacts, tout ce qu'il reste de l'antique et héroïque Sagonte, la clé de l'Ibérie, le premier trophée de Hannibal.

— A LA POSADA.— Le Murviedro moderne a sept mille habitants, mais pas un hôtel : heureux pays qu'ignorent encore les touristes ! A la fin, nous dénichons l'unique posada du lieu, mais, complication ! ici on ne parle pas espagnol mais le catalan. Ils sont là cinq ou six basanés roulant des yeux tout ronds quand je lui demande en pur castillan une omelette aux jambons. Sapristi, faudra-t-il en arriver à la pantomime, choquer ses doigts au-dessus d'un chapeau, se taper la cuisse et tomber à quatre pattes en poussant de petits grognements ? J'ai beau crier : Tortilla de huevos con penil ! Eux tous hurlent encore plus fort leur charabia. Pour comble, mon ami se met de la partie en français ; « Nom de Dieu ! du jambon ! du jambon ! » C'est trop fort, je pars d'un fou rire, et vais à la cheminée cuisiner moi-même.

— BARCELONE. — N'est-ce pas ici Marseille ? des gens affairés, d'une animation fort peu espagnole, des tramways, tout le mouvement d'une grande ville en plein

« dans le train » bien mieux, cette Rambla ressemble fureusement au Cours Belzunce et voici même le palais de Longchamps dont on a seulement baissé les ailes... Mais non ce vieux quartier de la cathédrale est de couleur bien médiévale ; sont-elles savoureuses ces ruelles à tourelles d'angle, et ce cloître ruiné presque trop d'opéra, et cet escalier monumental du vieux palais de justice ! Ici rien d'arabe comme à Murcie ou à Valence, tout est austère, mystique et grandiose. De tout cela rien n'approche certes à Marseille où le moyen âge ne s'évoque que par la vieille nef de Saint-Victor.

Un souvenir me restera d'ici, persistant, étrange ; un service funèbre, sans doute d'opulence, à la vieille cathédrale. L'inattendu de cette pénombre mortuaire assombrie encore par d'immenses tentures de deuil jusqu'aux voûtes, le brusque passage du plein soleil vivant à ce brouillard d'encens troué, au loin, par les flammes jaunes des grands cierges, à cet air funèbre peuplé de chants de désolation et de gémissements d'orgues roulant au-dessus d'une foule immense, noire, accablée de douleur, à tout cela, la commotion fut si intense que l'âme bouleversée, les yeux et la gorge malades, je me précipitai hors de l'église, toussant et pleurant et plein de tristesse vague que le grand soleil ne dissipa qu'avec peine.

Ville de terre, d'ailleurs, que Barcelone. Marseille a épousé la mer, toutes ses rues dévalent vers les ports, ses promenades sont des corniches, son pèlerinage un sémaphore, sa cathédrale étincelle de la pleine mer, ses bastides regardent le large, de partout ou aperçoit la radieuse Amphitrite mère de Phocée, aïeule de Massalia ; à Barcelone, on se croirait plus loin de la mer qu'à Tolède, du quai même on ne la voit pas, elle est là-bas derrière les masures de Barcelonette, pour l'apercevoir il faut monter sur les toits.

T. XI, 6^e liv., juin 1892.

33

— **LE RETOUR.** — Depuis cinq heures du matin, la locomotive lentement nous remorque le long de la côte, la plus riche, la plus populeuse, la plus laborieuse de toute l'Espagne. C'est le sol vivace de la Catalogne, sœur de la Provence, cousine seulement de la Castille qu'elle dédaigne, et, un peu, jalouse. Bien des noms pourtant qui rappelle des guerres fraternelles, Girone, Roses, Lérída, Figueras, mais je préfère penser à Muret et à Navas de Tolosas. — Midi, la douane ! Le dernier repas fait en terre espagnole, mais de cuisine déjà française. En wagon pour la France !

Ce que c'est que de nous ! je viens à l'instant, en traversant la voie, d'être frôlé par une locomotive un peu trop silencieuse, comme une hidalgo qu'elle est ; dix centimètres de plus, et... Bah ! un peu plus tôt, un peu plus tard !

La frontière ! Bonjour la France !

HENRI MAZEL.

BROUSSAIS

Personne ne conteste à la Bretagne son intarissable fécondité en illustrations de tout genre, et toute province française s'incline avec raison devant ce cortège imposant de grands hommes dont elle a doté la France à toutes les époques de son histoire ; mais on n'a pas assez remarqué peut-être le caractère distinctif de leur genre. On n'a pas observé ces analogies frappantes, cette étroite parenté intellectuelle qui lie et rapproche ces esprits ardents, tourmentés de la soif des innovations et des réformes, ces hommes venus, les uns pour fonder, les autres pour détruire, mais tous pour accomplir une mission de lutte et de combats ! Essayons de le faire en passant, à propos de Broussais, dont la science déplorera toujours la perte et que la Bretagne revendique à bon droit comme l'un de ses plus nobles fils.

Cette forte et rude terre de la Bretagne qui a des forêts pour chevelure, et pour ceinture l'Océan, nature âpre et sauvage, pays d'éternelle opposition et d'opiniâtre résistance, a toujours été l'orageux berceau des novateurs. En remontant le cours des âges, on la voit enfanter Pélage, Abeilard, ces puissants révolutionnaires des idées. Puis, au ^{xvii}^e siècle, elle dote le monde de Descartes, ce messie de la philosophie, dont Abeilard fut le précurseur. Indépendance et vigueur de génie, hardiesse d'idées, témérité de systèmes, adresse dans l'attaque, vivacité dans la défense, tel est l'abolisseur de l'ancien régime scholastique, tel nous apparaît le breton Descartes. Franchissons ce ^{xviii}^e siècle, âge de sape et de destruction, où la dis-

solvante analyse a pris la place de la forte synthèse , nous trouverons sur le seuil du xix^e , encore un Breton , encore un homme nouveau qui régénèrera la littérature et ouvrira à la pensée des horizons jusqu'alors inconnus. C'est ce noble et chevaleresque Chateaubriand , le poète du christianisme, ainsi que l'a salué l'artiste de l'histoire, qui aborda par les sentiments et les élans religieux du cœur, cette réaction spiritualiste que son compatriote Laménais devait clore par sa foudroyante logique et l'amertume éloquente de sa raison. Mais, ô déplorable avortement d'un génie sublime, véritable chute de l'ange devenu démon ! Laménais, ce prêtre intrépide qui releva le clergé de France, qui sauva le vaisseau de l'Église près de sombrer, n'est plus qu'un Luther enthousiaste et mystique, cet apôtre d'hier, devint le missionnaire de l'erreur, le renégat du catholicisme ! Intempérance d'ambition, insatiable orgueil, fougue de génie , âpreté de caractère , instinct merveilleux de lutte et de destruction, intelligence élevée, fonctionnant au gré d'une volonté forte et tenace. Oui, c'est bien là cette puissante organisation bretonne, à la tête de fer, au cœur de bronze : homme dont la mission, d'abord réparatrice, a subi la plus étrange métamorphose , réduit qu'il a été à un rôle impuissant de désorganisation sociale et religieuse ! Enfin, c'est Broussais, génie de moins forte trempe , il est vrai , mais réformateur hardi de la science médicale, individualité vivace et puissante, humeur franche et soldatesque , cerveau exalté et bouillonnant, énergie vraiment bretonne, qui voulut ressusciter le matérialisme, cette hydre écrasée sous la logique herculéenne des de Bonald et des Joseph de Maistre. D'abord disciple de Cabanis , puis devenu maître à sa manière, on le vit théoricien rogue et disputeur, imposer son idée avec despotisme, puis champion du sensualisme, aguerri sans doute par la vie des camps, matérialisé par les manipulations des cadavres et les aspects

multipliés de l'agonie et de la mort , il eut la prétention orgueilleuse de vouloir essayer sa doctrine physiologique sur l'homme moral ; devenu, pour lors , de bon médecin, mauvais philosophe, on le vit s'efforcer en vain de relever un instant le vieil oripeau du condillacisme, s'acharner sur les psychologues, vomir l'insulte et le sarcasme ; puis, épuisé de la lutte, rentrer dans son camp, furieux de son impuissance contre le Kanto-Platonisme, ce fantôme géant, sur lequel il ne put conquérir un seul pouce de terrain. Lamennais , Broussais ! tous deux génies fourvoyés, tous deux arrivés à l'erreur, quoique partis d'une route différente, l'un conduit par l'étude de l'homme moral au panthéisme le plus vague et le plus alarmant , l'autre amené par l'étude de l'homme physique au plus désolant matérialisme ; l'un élancé du sanctuaire, l'autre sorti des camps : éducation bien différente, initiation à la vie publique tout-à-fait opposée, qui tranche si profondément la doctrine de l'un et de l'autre et influé nécessairement sur le caractère de leurs erreurs.

Mais abstenons-nous d'un rapprochement hasardé peut-être, et tâchons d'apprécier le rôle que Broussais a joué sur le théâtre de la science, d'où nous le suivrons dans sa brusque excursion sur le domaine de la philosophie. Ici, nous demandons grâce pour notre incompetence médicale, qui nous empêche de nous arrêter longtemps, et avec complaisance, sur les travaux immortels du médecin fameux dont le nom a fait le tour de l'Europe ; mais c'est moins sa théorie médicale que le sens et la portée philosophique de cette théorie que nous avons l'intention d'examiner dans ce court aperçu.

Né en 1772, Broussais fut le contemporain de cette génération de grands hommes qu'on dirait s'être donné rendez-vous aux portes du siècle pour refaire la société et constituer l'ordre nouveau. Cet aventureux réformateur de l'art de guérir naissait en Bretagne deux ou trois

ans plus tard que Cuvier , Chateaubriand , Napoléon et Royer-Collard , ces quatre grands reconstructeurs de la pensée scientifique, littéraire, politique et philosophique au xix^e siècle. Dès sa jeunesse, enrôlé sous les drapeaux, précipité dans les camps pour y exercer son art, il eut le rare courage de s'instruire, pour ainsi dire, sur le champ de bataille, et c'est au feu des bivouacs que son esprit s'illumina des vives clartés de la science. Tour-à-tour soldat et marin, parcourant aujourd'hui l'Italie, demain l'Espagne et l'Allemagne, il sut mener de front la fatigue du corps et celle de l'esprit , le rude exercice de son art et les évolutions de la pensée. Aussi quand, plus tard , il traduisit dans ses livres , et surtout dans ses cours , ce qu'il avait pensé sans halte ni repos, à travers les campagnes forcées, à la lueur même des canons, ou le lendemain peut-être de quelque victoire, ce furent des accents durs et belliqueux , une éloquence passionnée et de conquérant, sabrant tout ce qui la bornait et la heurtait, éloquence brutale et provocatrice, aux libres allures , qui explique à elle seule la vogue du professeur et le renom de l'écrivain.

Telle devait être l'influence de l'éducation militaire sur le talent du théoricien fameux dont l'humeur bretonne se prit de colère contre la science d'alors et qui sut innover après Bichat, Cabanis et Pinel. Le principe de l'écossais Brown, qui assignait pour cause à toute maladie un défaut de force vitale et dont l'excitation était le remède souverain, pouvait bien convenir au flegme des insulaires nos voisins, et en cela Brown s'était trouvé merveilleusement d'accord avec le caractère, le tempérament et les habitudes de ses compatriotes. Mais Broussais devait bientôt proclamer l'insuffisance de ce principe et pouvait-il d'ailleurs avec sa vivacité d'humeur et sa fougue de tempérament s'accommoder d'un système exclusif dont l'application se refusait à sa propre personne ? Car il y

avait en lui, sans aucun doute, surexcitation permanente par excès de force, et surabondance de vie, Broussais raya donc la proposition du docteur écossais et il écrivit, au contraire, que les maladies provenant d'un excès d'irritation, il n'y avait d'autre méthode de guérir que la diète et la saignée. Pour lors, plus de stimulants ni d'échauffants. Il y eut une rage de phlébotomie et la lancette devint la base de toute bonne thérapeutique. Ainsi d'une idée vraie en certains cas, comme de celle de Brown, dont elle était la contre-partie, on voulut faire une doctrine dont l'élasticité s'étendait à toutes les maladies et que l'exagération rendit erronée et défectueuse. En effet, est-ce toujours l'irritation par excès de force qu'il faut guérir ? N'est-ce pas aussi souvent l'état de faiblesse, et cet état ne proscriit-il pas la méthode des échauffants ? et s'il est vrai que la surexcitation a lieu par le manque aussi bien que par l'excès de force, n'y-a-t-il pas deux principes à y voir alors, un principe irritant et qu'il faut affaiblir avec Broussais et un principe incapable d'empêcher la surexcitation et qu'il faut accrottre avec Brown ?

Néanmoins, par son attrayante nouveauté et sa simplicité lumineuse, la doctrine de l'irritation qui d'ailleurs épargnait aux jeunes débutants dans la carrière médicale les longueurs de la pratique et les patientes investigations de l'étude, était destinée à acquérir une immense popularité. Le talent incontestable d'exposition et de style et l'éclatante originalité d'un enseignement nouveau par le fond et par la forme répandirent la méthode et propagèrent la théorie. Les jeunes imaginations furent bientôt séduites et la doctrine de l'irritation en médecine eut dans le même temps le même éclat, la même vogue que la doctrine de l'autorité en philosophie. L'histoire des phlegmasies chroniques et l'examen des doctrines avaient soulevé la tempête, et de ces livres devait dater une révolution dans la science médicale. A leur appari-

tion, il n'y eut d'abord de la part des empiriques que jalousie et froideur égoïste. A la suite des préventions et des dédains, de l'orgueil, obstacle éternel et obligé de toute idée nouvelle vint l'examen superficiel de gens qui ne devaient point se laisser convaincre.

Mais, pour Broussais, sa doctrine, c'était lui-même. Frappé du caractère de vérité qu'elle présentait, il se voua à sa défense avec une sorte de fureur, et désormais tout à l'enivrement de son idée et s'identifiant, pour ainsi dire, avec elle, il s'appliqua tout entier à la légitimer, à l'étendre et à l'universaliser. La lutte fut longue et vive. Commencée en 1814, elle finissait avec la Restauration en 1830. C'est ainsi que Broussais, une fois le gant jeté, une fois entré dans la lice, soutint quinze années durant, une guerre opiniâtre où il déploya tout ce que l'impétuosité de son humeur et la chaleur de sa conviction pouvaient mettre d'énergie et de rudesse dans un débat scientifique. Aussi de toutes parts, des disciples nombreux affluèrent au Val-de-Grâce, s'y pressèrent autour de sa chaire retentissante. Sa parole amère maîtrisa, subjuguait, entraîna à ses cours une jeunesse d'élite. Ce n'était pas un professeur au génie paisible et gracieux, proposant des explications, soumettant ses vues à son auditoire avec l'impartialité de la tolérance, discutant les faits de la science avec une familiarité noble et simple, mais un critique âpre et mordant, en enthousiaste amoureux d'une idée pour laquelle il se passionnait, au point d'y voir toute sa science, un véritable chef d'école et d'opposition, égaré par l'esprit de système, ramenant tout à son idée, tançant vertement et rudoyant quiconque n'était pas de son camp, arborant un étendard et frappant sans ménagement quiconque n'avait hâte de s'y rallier.

Sans doute, il était beau de le voir, cet athlète inflexible, ce rude jouëur de la dialectique médicale, transformer sa tribune en arène, et là, faire tomber sous le ridi-

cule et le sarcasme ces médecins retardataires, ces empiriques rétrogrades qui l'apostrophaient grossièrement dans de mauvaises brochures, oubliées depuis, et l'on n'a plus de peine à se rendre compte de cette éloquence abrupte et peu cérémonieuse, de cette acrimonie de ton et de parole, qui caractérisaient l'enseignement du professeur, quand on se rappelle qu'il avait à humilier ces esprits étroits qui, prenant leur intelligence pour mesure de celle d'autrui, semblaient possédés de cette manie absurde qui voudrait immobiliser la pensée humaine en nivelant toutes les intelligences. Mais Broussais sut bien leur prouver que son génie à lui avait une tout autre étiquette et qu'entre eux il n'y avait rien de commun que le nom de médecin.

Après avoir eu le courage d'édifier un système, il sut le défendre avec une obstination victorieuse. Il eut foi à ce système et cette foi ardente qui fut sa vie, le hissa à la taille des grands hommes. Aussi n'hésitons-nous pas à le dire, la doctrine de Broussais fut un progrès. Avec elle, la science fit un pas de plus. Le temps et la réflexion, en amortissant sa lutte devaient en montrer le côté faible et en révéler l'insuffisance, n'admettant qu'une seule classe de remèdes pour guérir l'immense variété de nos maux, elle devait se trouver impuissante à donner l'explication de tous les faits qu'on soumettait tous les jours à son expérience ; mais elle figurait très bien une des phases, par lesquelles passe toute science avant d'arriver au vrai, et il n'est pas donné à toutes les doctrines d'obtenir cette consécration glorieuse qu'ont value à celle de Broussais quinze années de luttes et de combats.

MONTEILS-NOUGARÈDE.

INTERVENTION DU P. ANGE DE JOYEUSE

DANS LES AFFAIRES DU LANGUEDOC (1591-1592)

Cet article est extrait d'une *Histoire des Capucins de Toulouse* actuellement en préparation. L'auteur, en offrant ces prémices aux savants lecteurs de la *Revue du Midi*, se flatte de l'espoir qu'ils daigneront le faire profiter des lumières de leur érudition pour éclaircir plus entièrement des faits à peu près inexplorés jusqu'ici, malgré leur incontestable utilité pour l'histoire de nos régions méridionales.

En juin 1592, le duc Antoine-Scipion de Joyeuse ouvrit, sur la prière des États du Languedoc, une campagne contre les huguenots, et prit plusieurs places aux environs de Montauban, d'où les religieux venaient infester et piller les environs de Toulouse. Les consuls de Montauban appelèrent Thémines (1), leur gouverneur, pour l'opposer à Joyeuse. En même temps passait le duc d'Épernon, se rendant avec une petite armée en Provence, dont le gouvernement venait de lui être donné (2). Thé-

(1) Pons de Lausières-Thémines-Cardaillac, marquis de Thémines. chevalier des ordres du Roi, servit les rois Henri III et Henri IV, et fut fait maréchal de France par Louis XIII, en 1616, en récompense de l'arrestation du prince de Condé. On l'avait vu, en 1592, combattre pour les huguenots ; en 1625, il fit contre eux une glorieuse campagne en Languedoc. Le Roi lui commit ensuite le gouvernement de Bretagne, et il mourut à Aurai, le 1^{er} novembre 1627, à l'âge de soixante-quatorze ans.

(2) Bernard de Nogaret de La Valette, frère aîné du duc d'Épernon, gouverneur de Provence, excellent officier et homme de grande intégrité, avait été tué, le 25 janvier 1592, au siège de Roquebrune, tandis qu'il cherchait à déloger le duc de Savoie, qui avait envahi une partie de la Provence. Un peu avant la mort de Bernard, Jeanne de Batarnay, sa femme, la plus jeune des sœurs de la maréchale de Joyeuse, avait rendu le dernier soupir. Par respect pour la mémoire de son frère Bernard, le duc d'Épernon demanda au Roi la faveur de lui succéder dans son gouvernement ; Henri IV la lui accorda. Il arriva à Mondragon, le 12 août 1592, et passa la Durance peu après.

mines obtint de lui quelque peu d'aide ; mais, comme d'Épernon s'absenta quelque temps pour se reposer au château de Caumont, près de sa mère, qu'il n'avait pas vue depuis longues années, Joyeuse battit ses lieutenants à Montels en Albigeois. Ce fut en ces circonstances que le Père Ange de Joyeuse crut devoir intervenir. Pour expliquer son rôle, nous devons remonter à l'année 1589, et le suivre depuis lors.

Après que Sixte V eût excommunié Henri III à cause de l'assassinat du cardinal de Guise, le cardinal de Joyeuse, protecteur des affaires de France à Rome, crut que l'honneur du pays et du Roi lui faisait un devoir de s'éloigner de la ville éternelle. Il se rendit à Venise. Son frère, le P. Ange de Joyeuse, capucin, y était alors, faisant son cours de théologie sous la direction de l'éminent religieux que l'Église appelle aujourd'hui saint Laurent de Brindes. Le cardinal de Joyeuse, son secrétaire d'Ossat, son ami de Thou (1) et quelques autres personnages de sa compagnie, allaient tous les jours entendre la messe du P. Ange.

Après la mort d'Henri III (1^{er} août 1589), dès que la nouvelle en fut arrivée aux oreilles du cardinal, il comprit que sa place naturelle ne pouvait être que dans ses diocèses de Narbonne et de Toulouse, et il reprit le chemin de la France. Avant les derniers jours de novembre il était dans la première de ces villes, et, le 30 du même mois, les États du Haut-Languedoc, réunis à Lavaur depuis quinze jours, députaient vers lui l'évêque de Lavaur et Daffis, grand-vicaire de Toulouse, pour l'inviter à venir les présider. Il prétexta une fatigue extraordinaire pour ne pas s'y rendre; il se reposa, et rentra dans Toulouse seulement en janvier 1590.

Peu après, mais à une date inconnue, le P. Ange de

(1) Le futur historien et plus tard exécuteur testamentaire des dernières volontés du cardinal.

Joyeuse quitta également Venise. Quelques-uns de ses biographes (1) prétendent qu'il fut envoyé par ses supérieurs en Lorraine, où il eut immédiatement à gouverner un couvent de son ordre, et qu'il y demeura environ quinze mois. D'autres historiens (2), se taisant sur ce séjour en Lorraine, prétendent qu'il reçut de ses frères le cardinal et le duc la mission d'aller les représenter à Rome, pour y soutenir leur intérêts et celui de la Ligue : mission qui lui convenait plus qu'à personne, soit à cause de leurs liens de parenté, soit par l'impossibilité où ils étaient d'y accréditer un agent diplomatique, n'étant pas princes souverains. Quoi qu'il en soit, il est certain que, dans le courant de l'année 1591, en vertu d'une obédience du Général des Capucins, le P. Ange de Joyeuse fut annexé à la province des Capucins de Provence, et qu'il vint l'habiter. Au chapitre de cette province, qui eut lieu dans le couvent d'Avignon le 19 avril 1592, il fut élu gardien du couvent d'Arles, et il gouverna cette maison jusqu'au 23 juin de la même année (3).

(1) Caillière, *Le Courtisan prédestiné*, chap. XIII. — *Annales inédites des Capucins de Paris*.

(2) Aubery, *Hist. du card. de Joyeuse*, citant le mémoire 661 de la bibl. de M. Dupuy.

(3) On lit dans les *Annales inédites des Capucins d'Arles*, année 1592 : « Le R. P. Raphaël Stanço, de Crémone, provincial, cita le chapitre à Avignon, le 17 avril 1592, auquel il fut confirmé (c'est-à-dire maintenu pour un an dans sa charge), et l'on fit gardien de ce couvent le R. P. Ange de Joyeuse, qui, depuis l'année 1591, demeurait en cette province par ordre du R. P. Général... Le R. P. Ange de Joyeuse, gardien, gouverna le couvent depuis ledit chapitre jusques à la veille de S. Jean-Baptiste de la même année 1592, qu'il partit pour aller voir M. Scipion de Joyeuse, son frère, gouverneur de Languedoc... »

Le registre d'*Annales des Capucins d'Arles* est conservé aux archives des Bouches-du-Rhône. Les *Annales*, également inédites, *des Capucins de Provence*, dont il existe, à notre connaissance, quatre copies (Musée franciscain de Marseille, Bibliothèque Méjanes, Archivio di Sato de Milan, notre collection de Paris), confirment en ces termes le fait ci-dessus : « Le R. P. de Joyeuse, l'an 1592, reçut l'obéissance de demeurer en la province de Provence. Au chapitre qui se tint en cette province, au couvent d'Avignon, le 17 avril 1592, il fut gardien du couvent d'Arles, qu'il gouverna avec grande prudence et exemple jusqu'à la veille de

On peut raisonnablement présumer que le Général des Capucins avait envoyé le P. Ange en Provence pour qu'il y pût donner suite aux démarches commencées à Rome. Dans cette nouvelle résidence, il devait être à proximité de son parent le duc de Nemours, gouverneur du Lyonnais, Forez et Beaujolais (1), et de son oncle par alliance Bernard de Nogaret de la Valette, gouverneur de Provence, puis de ses frères le cardinal et le duc de Joyeuse, qui occupaient le haut Languedoc. Or, il s'agissait de former une sorte de fédération qui, en rendant indépendante chacune de ces provinces, les unirait pourtant sous la protection du Pape, en garantissant plus sûrement à celui-ci la possession du comtat Venaissin.

Il semble que le duc de Nemours fût déjà gagné à ce projet ; car, après avoir glorieusement combattu pour la Ligue à Paris en 1590, il s'était retiré dans son gouvernement, y avait entièrement séparé ses intérêts de ceux de la cause qu'il avait précédemment défendue, et il commençait à y agir ouvertement comme un prince souverain (2). Il ne fut pas aussi facile de gagner Bernard de Nogaret, soit à cause de son attachement personnel pour Henri IV, soit à cause du souci que lui donnait l'obligation de tenir campagne contre le duc de Savoie, qui avait envahi une partie de la Provence. Le P. Ange passa quelques jours à Pertuis ; de là il lui envoya des propositions qui n'obtin-

S. Jean-Baptiste, audit an, qu'il en partit pour aller voir M. Scipion, son frère, gouverneur du Languedoc... »

Voilà donc suffisamment démontrée l'erreur de la plupart des historiens, qui font le P. Ange de Joyeuse supérieur des capucins de Toulouse en 1592 : il ne parut dans ce couvent qu'à titre de visite et d'hospitalité.

(1) Charles-Emmanuel de Savoie, duc de Nemours, né en 1567, embrassa le parti de la Ligue, et défendit Paris contre Henri IV en 1590. Revenu en son gouvernement, il continua d'y combattre les intérêts de ce prince, et travailla pour soi-même, voire contre la Ligue, jusqu'à ce que l'archevêque de Lyon, Pierre d'Espinac, ligueur irréconciliable, réussit à s'emparer de sa personne et à le jeter en prison, d'où il ne put s'échapper que l'année suivante. Il mourut en juillet 1595.

(2) De Thou, liv. CVII.

rent qu'une réponse négative (1), et peu après, le 11 février 1592, Bernard de Nogaret fut tué au siège de Roquebrune, tandis que, sans armure, il surveillait l'arrangement de son artillerie. Comme nous l'avons dit plus haut, le duc d'Épernon obtint du roi la faveur de succéder à son frère dans ce gouvernement.

Des autres épisodes du séjour du P. Ange en Provence, nous ne connaissons que son entrevue avec le Vénérable César de Bus, racontée par le plus récent biographe de ce pieux personnage :

« Le R. P. Ange de Joyeuse, religieux capucin, que la naissance, la piété, les talents et d'autres brillants avantages rendaient alors illustre, et que la variété des états par où il passa peut faire regarder comme l'un des prodiges de son temps, vint un jour à Cavaillon. Comme il était extrêmement attentif à tout ce qui pouvait avancer l'œuvre de sa perfection, il voulut voir le serviteur de Dieu, tant pour honorer sa sainteté que pour s'édifier de ses entretiens. »

Le Vénérable put ne pas se sentir moins attiré vers l'illustre religieux. Le P. Ange ne lui était pas recommandable par son mérite personnel seulement, mais par le titre qu'il partageait, avec tous les Capucins, à son affection; car un des premiers français qui eussent revêtu la livrée séraphique dans cette réforme était son frère, appelé en religion P. Jacques de Provence, qui avait consommé par une mort héroïque le sacrifice commencé par sa profession religieuse, prononcée à Paris en 1578. En 1579, la

(1) La ville de Pertuis avait alors pour gouverneur un de ses plus illustres enfants, Jules-Raimond de Solliers, seigneur de Saint-Cannat, qui a laissé un nom honoré parmi les archéologues et les historiens de la Provence. Ce fut lui qui, en 1618, fit à Peiresc le récit du séjour du P. Ange à Pertuis et de ses démarches auprès de Bernard de Nogaret. Suivant sa coutume, l'illustre conseiller au Parlement de Provence mit par écrit ce que le sieur de Saint-Cannat venait de lui raconter (Bibl. Inguimbertaine, tome LXVII de la *Collection Peiresc*, fol. 98), et en fit part à son ami du Puy, auquel Aubery l'a emprunté (Aubery, *Histoire du cardinal duc de Joyeuse*, Paris, 1654, p. 28, 29).

peste s'étant abattue sur la capitale de la France, les Capucins furent appelés au service des victimes de ce fléau, et, tout le premier « Frère Jacques de Provence, frère de M. César, prêtre de sainte vie et grandement affectionné à notre congrégation... Il travailla jusqu'au dernier moment de sa vie pour soulager les pestiférés les plus abandonnés. Frappé lui-même de cette cruelle maladie, il se retira sous la tente (de ceux qui étaient infectés par la fréquentation des malades), derrière la sacristie de notre convent de Saint-Honoré. Il s'y prépara avec une résignation et une ferveur séraphiques à la réception des sacrements. Fortifié du Saint-Viatique et de l'Extrême-Onction, il mourut en paix au milieu de ses frères, en l'an 1580, et son âme alla, comme nous espérons, jouir de la récompense acquise par sa charité. Voilà le premier martyr que fit cette vertu parmi les Capucins de France (1). »

Les voies étaient donc préparées dès longtemps à la plus affectueuse sympathie entre le Vénérable César de Bus et le P. Ange de Joyeuse.

« Aussitôt que ces deux grands hommes se trouvèrent en présence, ils furent saisis d'admiration et prévenus d'un profond respect l'un pour l'autre. César de Bus, se rappelant que trois années de séjour à la cour avaient sensiblement affaibli en lui la crainte de Dieu, et exercé les plus tristes ravages dans son âme, s'humilia devant le P. Ange de Joyeuse, qui, nourri et élevé près des rois, avec tous les séduisants agréments de la fortune, avait persévéré dans la pratique de la piété. Il admira en lui ce courage héroïque qui, des hauteurs de la gloire, l'avait fait descendre dans les abaissements de l'humilité ; qui, pour l'étable ou la crèche de Bethléem, lui avait fait quitter les palais des rois et ses somptueuses demeures. Le saint révéra, dans notre chanoine, un Paul terrassé et

(1) *Chronologie historique des Capucins de la province de Paris*. Bibliothèque nationale, mss., F.F. 25044.

converti miraculeusement par la grâce ; un pénitent qui, dans la carrière de la vertu, avait, par sa ferveur extraordinaire, atteint, surpassé même les plus innocents ; un ecclésiastique dont la mortification rivalisait avec celle des plus austères anachorètes ; enfin un homme dont l'éminente sainteté se révélait à tous les yeux, malgré les précautions que lui suggérait une industrieuse abnégation.

« Le P. Ange, prenant congé du serviteur de Dieu, lui demanda instamment, et à plusieurs reprises, le secours de ses prières. César le lui promit généreusement, et lui dit avec sa naturelle franchise : « Je vous le ferai, car vous en aurez aussi bientôt besoin. » On a toujours cru qu'il avait prévu, dans un esprit prophétique, les événements divers et les vicissitudes nombreuses qui signalèrent plus tard la vie de ce modeste religieux (1). »

Il nous paraît probable que la poursuite du projet de fédération porta le P. Ange à se rendre en Languedoc au moment où il savait devoir y rencontrer son beau-frère, le duc d'Épernon. Celui-ci, après sa nomination au gouvernement de Provence, était parti d'Angoulême le 5 juin, avait pris sa route par le Périgord et le Quercy, conduisant une petite armée, et, sur la prière de Thémines, il avait débloqué Montauban. C'était faire les affaires des huguenots encore plus que celles du Roi : la double parenté d'Épernon avec les Joyeuse ne laissait pas de jeter un caractère assez odieux sur cette conduite. Le P. Ange, parti d'Arles le 23 juin, et arrivé à Toulouse, se hâta de se rendre auprès de lui. Il le conjura de ne pas prêter au marquis de Thémines un aide auquel rien ne l'obligeait. « Il n'oublia ni les respects de la religion ni ceux de l'amitié et de l'alliance pour le gagner ; mais le duc mit à part tous les respects d'alliance et d'amitié, pour rendre ce qu'il devait au service du Roi (2). »

(1) Chanoux, *Vie du Vén. César de Bus*. Paris, 1864, p. 184-185.

(2) Girard, *Hist. de la vie du duc d'Épernon*, 2^e éd., I, p. 328.

« Le service du Roi, » prétexté ici par le panégyriste du duc d'Épernon, n'était pas ce qui préoccupait le plus ce seigneur. Peu après, il se mit en pleine rébellion, et voulut agir en souverain dans la province qui lui était confiée. Ceci obligea Henri IV à l'en faire chasser par Guise et Lesdiguières. Ce dernier le battit sans coup férir, par un habile emploi de la tactique de Fabius Cunctator. Mais il était dans les desseins de Dieu que les Joyeuse honorassent la foi catholique par leurs infortunes autant que par leur dévouement et leurs victoires.

Le duc Scipion, continuant sa campagne, vint, le 10 septembre 1592, mettre le siège devant Villemur. Le 17, il commença de battre les murs avec huit canons, pour ouvrir une brèche. Les assiégés n'auraient point pu lui résister, si Thémynes n'était pas survenu à son insu, introduisant dans la place un renfort considérable, au moyen duquel il repoussa victorieusement l'assaut le 20 septembre, et obligea le duc de Joyeuse à s'éloigner, avec ses troupes, jusqu'à la forêt de Villemur, où il campa, se fortifia, et demeura jusqu'au 18 octobre. Dom Vaissette, s'appuyant sur les *Mémoires de Gaches*, dit ceci : « On assure que le P. Ange, capucin, son frère, s'étant rendu au camp de Villemur quelques jours avant la bataille (du 19 octobre), tâcha de lui persuader de lever le siège, et que le duc lui répondit qu'il ne le quitterait jamais, dût-il y demeurer jusqu'à ce qu'il eût atteint l'âge du feu maréchal leur père, ajoutant que les troupes qu'il avait à combattre étaient la plupart du Bas-Languedoc, et qu'il était accoutumé à les vaincre. Sur cette réponse, le P. Ange se retira après avoir célébré la messe pour la prospérité des armes du parti de la Ligue. »

Le 19 octobre, Thémynes alla surprendre le duc de Joyeuse dans son camp, et le serra entre deux feux. La panique s'empara des ligueurs, qui fuirent en traversant le Tarn, les uns à la nage, les autres sur un pont de

bateaux. Le duc fit des efforts héroïques dans le but de sauver son artillerie ; mais, abandonné des siens, il fut contraint de fuir, lui aussi, à l'aide du pont de bateaux, qui se rompit et le laissa tomber dans le Tarn, où il se noya.

Écoutez maintenant dom Vaissette ; il nous sera d'autant moins suspect, qu'il ne cesse jamais d'être malveillant pour le P. Ange, aussi bien que pour tous les Joyeuse :

« La nouvelle de la mort de ce duc et de la défaite de son armée jeta la consternation parmi les ligueurs de la province, mais surtout parmi les Toulousains, qui lui étaient particulièrement dévoués. Le Parlement s'assembla aussitôt extraordinairement, et, ayant prié le cardinal de Joyeuse de se rendre à l'Assemblée, on l'élut tout d'une voix gouverneur de la province, à la place du feu duc de Joyeuse son frère. Le cardinal s'excusa d'abord d'accepter cet emploi. Il se rendit ensuite ; mais il s'en démit peu de jours après par des raisons de conscience. On jeta alors les yeux sur le P. Ange, leur frère, religieux capucin, actuellement conventuel (*sic*) à Toulouse ; mais il s'excusa aussi, pour de plus grandes raisons, étant prêtre et religieux. On le sollicita d'accepter cet emploi, et, comme il ne se rendait pas, ou faisait semblant de ne pas vouloir se rendre, les chefs des ligueurs qui s'étaient échappés de Villemur, ou qui ne s'y étaient pas trouvés (entre lesquels étaient Montberaud, Honous, Saint-Vensa, Cornusson, Apchier, Clermont de Lodève, Louis de Voisin baron d'Ambres, Hauterive, Moussoulens et quelques autres seigneurs ou gentilshommes, tous attachés à la maison de Joyeuse) allèrent trouver le lendemain le cardinal, et l'engagèrent de persuader au capucin son frère de se mettre à la tête de l'armée. Ils représentèrent au cardinal que, puisqu'il s'excusait d'accepter cet emploi parce qu'il n'avait jamais servi, il n'en était pas de même du P. Ange, son frère, qui autrefois,

sous le nom d'Henri, comte de Bouchage, s'était distingué dans la milice avant que d'embrasser la profession religieuse. Comme les deux frères s'excusaient encore l'un et l'autre, il se fit une assemblée à l'archevêché, composée de quelques évêques, de curés et de docteurs en théologie et en droit canonique ; là il fut décidé, en présence du cardinal, que le capucin son frère devait, sous peine de péché mortel, quitter son habit et sa profession, et accepter le gouvernement qui lui était offert, pour le soutien et la conservation de la religion catholique, en attendant la dispense du Pape, qu'on envoya demander à Rome par Guillaume Maran, célèbre professeur en droit à Toulouse, qui, s'étant embarqué, eut le malheur de tomber entre les mains des Algériens, et d'être fait esclave (1).

« Aussitôt après cette décision, toute la noblesse ligueuse qui était à Toulouse accourt en foule au couvent des Capucins, et arrache le P. Ange de sa cellule. Ce vénérable capucin, s'étant rendu à leurs sollicitations, quitte l'habit religieux, en prend un séculier de deuil, et succéda dès lors, ou prétendit succéder au duché de Joyeuse par la mort d'Antoine-Scipion son frère. Il se rendit ensuite dans la cathédrale de Saint-Étienne, accompagné de toute cette noblesse, et là, s'étant mis à genoux devant le grand autel, il prend une épée nue qui était dessus, et proteste, en la prenant, qu'il ne change d'état que pour la défense de la religion catholique, pour laquelle il est prêt de verser jusqu'à la dernière goutte de son sang. Il reprend, bientôt après, le collier de l'ordre du Saint-

(1) Guillaume Maran, célèbre juriconsulte, élève de Cujas, enseigna le droit pendant une quarantaine d'années à Toulouse, avec distinction et succès. Il mourut en 1621, à l'âge de soixante-douze ans. Il a laissé au monde savant plusieurs ouvrages, imprimés les uns pendant sa vie, les autres après sa mort. Sa captivité en Barbarie dura huit mois, et la liberté lui fut rendue contre une rançon de quatre mille écus.

Esprit, qu'il avait reçu du feu roi, et se sécularise entièrement, sans attendre la dispense du Pape.... (1). »

Il nous paraît nécessaire d'ajouter ici qu'au milieu de l'affliction où tant d'événements douloureux et inattendus jetaient les deux survivants de la maison de Joyeuse, la consolation et la sympathie les plus précieuses à tout cœur chrétien ne leur firent point défaut. Déjà, à la mort d'Anne de Joyeuse, le rude Sixte-Quint avait exprimé le désir qu'au milieu de ses collègues du sacré collège vêtus de deuil pendant les cérémonies de l'Avent, le cardinal de Joyeuse portât la pourpre cardinalice, parce qu'il « devait estre très aise et louer Dieu que son frère eust employé sa vie à défendre une si juste querelle (2). » Après la mort d'Antoine Scipion, Clément VIII, appréciant de la même façon ce nouveau malheur, s'empressa de s'associer à la douleur du cardinal, et de se faire le panégyriste de son frère par un bref du 15 novembre, dont voici la traduction :

« Notre cher fils, salut et bénédiction apostolique ! Rien ne pouvait Nous affliger davantage que la nouvelle de la mort du duc votre frère. Je dis *Nous*, car c'est au milieu de travaux et de combats soutenus pour le triomphe de la religion catholique et pour le salut de la France, que, au plus bel âge de sa vie, il a été appelé à la récompense de ce qu'il avait déjà fait et de ce qu'il était prêt à faire encore, si des jours plus longs lui eussent été accordés. En effet, Dieu rémunère l'intention aussi bien que l'action elle-même, lorsque, pour des motifs qui nous demeurent inconnus, il ne nous laisse pas la faculté

(1) *Histoire générale du Languedoc*, t. V, p. 461. — L'abbé Salvan, dans son *Histoire générale de l'Eglise de Toulouse*, t. IV, p. 203, racontant les événements ci-dessus, se sert des mots « ce vieillard » pour parler du P. Ange. Or, celui-ci, né vers la fin de l'an 1563, pouvait n'avoir pas encore vingt-neuf ans accomplis.

(2) Dépêche du marquis de Pisani, ambassadeur, à Henri III, en date du 8 décembre 1587.

de produire celle-ci : ce qui n'arrive jamais sans que son immense sagesse n'en prévoie d'heureuses conséquences pour ses élus. Heureux est donc le duc de Joyeuse ! Pour Nous, il Nous reste à déplorer ce sort malheureux qui est le Nôtre et celui de l'Église, et à pleurer, en des temps si pleins de maux et de difficultés pour la République chrétienne, l'homme qui était le plus puissant boulevard de l'Église contre les criminels et perfides assauts des ennemis du Christ, qu'il a souvent et en bien des endroits repoussés et vaincus. Il n'y là de malheur que pour Nous ; il procède d'un mystérieux conseil de Dieu, et, pour être sincère, Nous confesserons que Dieu l'a permis à cause des crimes trop nombreux et trop éclatants des hommes. Nous ne doutons pas que la singulière sagesse qui vous distingue n'ait reconnu ces vérités, n'ait fait ces réflexions, et n'ait su trouver, dans le souverain bonheur arrivé à votre frère, la consolation de la perte que vous avez faite en sa personne, et dans sa mort un sujet de regretter et pleurer un désastre qui atteint le public. Et véritablement, bien qu'il soit presque impossible de consoler une pareille douleur, nous devons chercher à l'adoucir en élevant notre pensée vers la divine Providence, et notre espérance vers sa bonté et sa miséricorde, qui ne sauraient abandonner ni la France accablée de calamités, ni la cause de Dieu, ni le salut de ceux qui lui appartiennent. Il faut conjurer cette immense bonté de mettre fin à tant de misères et de maux, d'écarter les hommes qui sont à la fois ses ennemis et ceux de leur patrie, et de rendre à la France sa vieille religion, sa tranquillité, sa gloire et sa prospérité. C'est ce que Nous lui demandons par les prières les plus instantes et les plus assidues. Nous avons la confiance que vous faites la même chose (1). »

(1) Clemens Papa VIII.

Dilecte fili noster, salutem et Apostolicam Benedictionem. Nihil potuit

Nobis tristius nuntiari quam de Ducis fratris tui obitu. Nobis, inquam; nam ille, summo suo tempore, in mediis scilicet laboribus et susceptis pro catholice religionis amplitudine Galliaque salute dimicationibus, vocatus est ad fructum laborum tum præteritorum, tum eorum quos, si diuturnior vita fuisset, sustinere paratus erat. Voluntatem enim remuneratur Deus pro re ipsa, ubi ejus explicandæ nobis facultas adimitur, causa ut sæpe nobis incognita, sic nunquam sine magno Electorum suorum boro ab immensa illius sapientia prævisa. Ille igitur beatus. Nos quid aliud possumus, nisi nostram atque Ecclesiæ vicem mœrere? Ereptum esse nobis tristissimo ac pernecessario Christianæ Republicæ tempore eum virum, in quo maximum Ecclesiæ præsidium situm erat adversus nefarios Christi hostium et perfidiæ plenos conatus, sæpe ac multis in locis ab illo compressos et fractos. Omnis hæc nostra jactura est, occulto Dei consilio, ac si verum fateri volumus, multis nec obscuris hominum criminibus permissa. Hæc te pro tua singulari prudentia agnoscere et cogitare non dubitamus, ac simul privatam jacturam summo fratris bono consolari, publicam misereri ac dolere. Qui quidem, etsi vix est consolabilis dolor, tamen debemus ad leniendum adhibere divinæ Providentiæ cogitationem, et bonitatis ac misericordiæ spem, quæ neque Galliæ calamitatibus, neque suæ causæ suorumque salutis deerit; immensamque illam bonitatem orare, ut miseriarum et plagarum sit finis, utque Galliæ regno universo, ejectis tum patriæ tum suis hostibus, veterem religionem, tranquillitatem, gloriam, amplitudinem restituat. Quod Nos quidem summis atque assiduis precibus postulamus, teque idem facere certum habemus. Cæteris de rebus ex illo cognosces, per quem nos eas scire voluisti, quique tuas Nobis litteras reddidit. Datum Romæ, apud Sanctum Petrum, sub annulo Piscatoris, die 15 novembris 1592, pontificatus nostri anno I.

Ant. Buccapadulius.

Et la suscription est: Dilecto filio nostro Francisco, tituli sanctissimæ Trinitatis in Monte Pincio presbytero, Cardinali Gioiosæ nuncupato.

(Aubery. *Hist. du Cardinal de Joyeuse*. Documents).

P. APOLLINAIRE, Capucin.

LA PERLE DE CAMPAN

Nouvelle méridionale

Un beau jour d'automne, je me promenais dans la vallée de Campan, au milieu des Pyrénées, avec le curé du canton, dont j'avais fait la connaissance pendant mes voyages et chez qui je recevais l'hospitalité.

Le paysage qui s'offrait à mes yeux était d'une beauté sauvage, impossible à décrire ; j'en exprimai mon admiration, et comme j'ai toujours cru à l'influence des climats sur les individus, je témoignai à mon compagnon le désir de connaître un peu les mœurs et le caractère des habitants de ce pays. — Ils ont des cœurs d'or et des volontés de fer, me dit-il. J'ai souvent trouvé chez eux de touchants exemples d'une noble générosité ; ils sont toujours prêts au moment du danger à faire abnégation d'eux-mêmes pour porter secours aux autres. Tenez, pour vous prouver ce que j'avance, regardez cet homme qui vient de notre côté.

C'était un beau garçon de 25 à 26 ans, les traits réguliers, mais le teint hâlé et l'air martial avec ses longues moustaches. Je ne pouvais voir ses yeux, que le bord rabattu de son béret, semblait abriter à dessein contre l'éclat du jour.

Il échangea un salut affectueux avec le curé et continua sa route, suivi d'un grand chien blanc, pourvu d'une épaisse fourrure et de pattes énormes, de cette race des Pyrénées, remarquable par son intelligence et sa fidélité. — Maintenant, dit mon compagnon, je vais vous

conter une histoire vraie dont vous avez vu deux des héros.

Juan Tricoran est né au cœur de ces montagnes, où le paysan n'a le choix qu'entre deux états : celui de berger et celui de chasseur. Juan préféra ce dernier comme son père avait fait avant lui. Il faut que vous sachiez que la chasse est ici une existence pleine de dangers. Non seulement le chasseur des montagnes doit escalader des hauteurs presque inaccessibles et braver les ours et les loups affamés, mais encore il est constamment exposé à être entraîné par un torrent ou enseveli sous une avalanche. Le père de Juan n'a point échappé à ce dernier péril... Ecrasé sous une masse de neige, il périt, ne laissant à son fils pour tout héritage, que son chien et son fusil... avec une grand mère âgée à aider de son travail.

Juan était alors un beau gars de 18 ans. Il aimait tendrement la vieille Gertrude, qui l'avait élevé comme son enfant, et avec un courage et une résolution au-dessus de son âge, il entreprit la lourde tâche de subvenir aux besoins de leur vie commune.

Il avait été de bonne heure formé à la chasse, et le succès couronnait ses efforts. Le nombre d'isards, d'aigles et d'ours qu'il avait tués, était la meilleure preuve de la sûreté de son pied et de la précision de son tir.

Grâce au prix de ces dépouilles, la vieille Gertrude ne connaissait pas la misère ; mais elle tremblait pour la vie de son cher enfant, et souvent elle lui disait les larmes aux yeux :

— Reste à la maison aujourd'hui, Juan. Si tu continues, tu périras un jour ou l'autre comme ton pauvre père... Que ferais-je seule, n'ayant plus personne en ce monde à aimer ?

— Soyez tranquille, mère, répondait le petit-fils, à cause de vous la Providence veillera sur moi.

Deux années s'écoulèrent. Juan revenait un jour de

Bagnères, où il était allé vendre du gibier. On était en hiver ; le vent du nord soufflait ; il faisait grand froid.

Le jeune chasseur marchait d'un pas alerte, sifflant un air de la montagne, lorsque tout à coup, un cri de détresse frappe son oreille. Il ne sut pas d'abord d'où il venait.

— En avant, César, dit-il, connaissant l'instinct de l'animal... Cours, mon chien !

Celui-ci s'élança dans la direction d'un bois de pins où son maître le suivit.

Les cris devinrent plus forts.

Juan reconnut la voix d'une femme. Il redoubla le pas, toujours précédé de son chien.

Enfin, il atteignit un lieu découvert.

Déjà César luttait avec un loup, tandis que sur le sol gisait une jeune bergère qu'une énorme louve cherchait à étrangler. Le jeune homme, poussant un cri, se précipita au secours de la malheureuse.

Au son de sa voix, la bête féroce leva la tête et fixa sur lui deux yeux brillants de rage. Sans hésiter un instant, l'intrépide chasseur mit en joue la louve et l'étendit raide sur le sol. Puis Juan jeta un coup d'œil autour de lui pour voir si son fidèle allié n'avait pas besoin de secours.

Mais l'autre adversaire était aussi étendu mort et le chasseur avait tout le temps de donner ses soins à la pauvre enfant évanouie, à la suite de son affreuse terreur.

Il la leva doucement dans ses bras, écarta les longs cheveux bruns qui lui couvraient le visage.

C'était une jeune fille d'une grande beauté.

Prenant ensuite une poignée de neige, il lui en frotta les tempes et réussit à lui introduire de petits morceaux de glace dans la bouche.

Peu à peu, elle revint à elle et ses paupières s'entrouvrirent.

— Où suis-je ? demanda-t-elle.

— En sûreté avec un ami !

— C'est donc vous qui m'avez sauvé la vie ?

— Dites plutôt que vous devez votre salut à la Providence qui s'est servie de ma main.

Elle la remercia d'un regard plus éloquent que toutes les paroles du monde, avec une confiante simplicité, et comme elle se sentait encore faible, elle demanda au jeune chasseur l'appui de son bras pour rentrer à la maison.

— J'allais à la ville, dit-elle, vendre le lait de mes chèvres, quand ces loups m'ont attaquée, ont renversé ma cruche, et si vous n'étiez pas venu à temps, vous et votre bon chien, je serais devenue leur proie.

La conversation continua.

Juan sut bientôt que Marguerite vivait au hameau de Campan, qu'elle était orpheline et qu'elle n'avait pour tout bien qu'une petite maison, un modeste troupeau de chèvres et quelques poules.

Elle suffisait à sa subsistance et à son entretien par le produit de son travail. Fervente catholique, elle portait toujours sur elle une médaille de Notre-Dame-de-Lourdes ; elle était citée dans le pays comme un modèle de charité et de piété.

La candeur et la beauté de la jeune fille charmèrent le cœur de Juan. Il pensa que, s'il avait tous les trésors du monde, il serait heureux de les déposer aux pieds de Marguerite.

A leur entrée au village, la nouvelle de leur aventure se répandit promptement. Chacun voulait donner à la jeune fille un témoignage de sympathie.

Jeunes et vieux se précipitèrent à sa rencontre. On combla Juan de louanges et de remerciements ; César lui-même ne fut pas oublié.

— Adieu, Marguerite, dit Juan, quand il l'eut accom-

pagnée jusque chez elle. Puis-je venir vous voir quelquefois ?

— A qui ma porte serait-elle ouverte, si elle ne l'était pas pour mon sauveur ? répondit la jeune fille.

Puis elle tendit la main à Juan.

Celui-ci la pressa dans les siennes et s'éloigna.

A son retour, il trouva Gertrude inquiète de son absence prolongée.

— Mon enfant, dit-elle, d'où viens-tu ? Des taches de sang sur ton vêtement ?

Juan sourit.

— Ne vous inquiétez pas, mère, ce sang n'est pas le mien ; c'est celui d'un ennemi que j'ai tué.

Et il lui raconta tout ce qui était arrivé, sans lui cacher les sentiments qu'il avait ressentis pour celle qu'il avait sauvée.

— Dieu soit loué ! mon enfant ; ton choix est tombé sur une jeune fille digne de toi. Souvent j'ai entendu parler de la beauté et de la vertu de Marguerite ; ses voisins l'appellent la *Perle de Campan*.

La grand'mère ne s'arrêta pas un instant à l'idée que la jeune fille pourrait bien être insensible aux attentions de son petit-fils. Marguerite était trop franche et trop innocente pour faire la coquette avec celui qui avait risqué sa vie pour elle.

Gertrude l'avait compris,

Une fois, la demande faite, les préliminaires du mariage durèrent peu.

Le matin qui précédait le jour où les bans allaient être publiés, on entendit le son d'un tambour dans la tranquille vallée de Campan. C'était le tirage au sort. Pauvre Juan !

L'urne ne lui fut pas favorable... Ce fut pour lui un coup terrible. Mais on lui avait appris à faire son devoir ; il n'y avait pas à récriminer.

Quand il fut sur le point de partir, il prit à part sa fiancée et lui dit :

— Écoutez-moi, Marguerite. Vous m'avez donné votre foi, je m'en vais pour quelques années, peut-être pour toujours. Il est juste que vous conserviez votre liberté, je vous rends votre parole.

— Je ne veux pas la reprendre, dit la jeune fille. Que nous nous retrouvions ici ou dans un monde meilleur, je n'appartiendrai jamais qu'à vous !

Le jeune homme pressa silencieusement la main de Marguerite.

— Mais, dit-il enfin, ma mère est vieille, infirme, incapable de travailler pour vivre.

— Votre mère, Juan, reprit Marguerite, n'est-elle pas désormais devenue la mienne ? Aussi longtemps que Dieu me donnera la force de travailler, votre mère ne manquera de rien.

Ils se séparèrent ainsi les yeux pleins de larmes, César suivit son maître à l'armée, et Gertrude, le jour même du départ de son petit-fils, alla vivre auprès de Marguerite.

La vieille femme s'occupait du soin de la maison, tandis que la jeune fille portait les œufs et le beurre au marché. Le soir, quand les deux femmes étaient assises devant leur rouet, la conversation tombait sur Juan.

— Où est-il maintenant ? Que fait-il pendant que nous parlons de lui ?....

De temps en temps une lettre pleine de tendresse et d'espérance venait calmer leurs inquiétudes.

Une fois, elles en reçurent une, portant le timbre d'Algérie, dans laquelle Juan annonçait que son régiment venait de débarquer en Afrique et qu'il allait se mettre en marche sur Zaatcha, où des Arabes insurgés s'étaient retranchés. On s'attendait à un rude combat, parce qu'on savait les rebelles réduits au désespoir.

Dès lors, l'anxiété des deux femmes ne fit que s'accroître, et chaque soir, à son retour de la ville, la première question de Marguerite était :

— Juan a-t-il écrit ?

La vieille femme secouait la tête avec un geste désespéré qui semblait dire : Juan ne nous écrira plus jamais !..

Un jour que Marguerite revenait de Bagnères, un violent orage mêlé d'éclairs et de coups de tonnerre la surprit en route. Il n'y avait pour elle aucun abri jusqu'à la maison, et, les vêtements trempés, les yeux presque aveuglés par la pluie qui lui fouettait le visage, affolée, elle se mit à courir.

La maisonnette, frappée par la foudre, venait de prendre feu, et les paysans terrifiés restaient là, immobiles.

— Mère, cria Marguerite, s'élançant vers la maison, où êtes-vous ?

Un cri d'agonie lui répondit :

— Mère, courage, je vous sauverai !

Avant que les spectateurs pussent la retenir, elle se précipita au milieu des flammes et parut bientôt, traînant son précieux fardeau et lui faisant un rempart de son propre corps. A peine, avait-elle remis la vieille femme dans les bras tendus pour la recevoir, qu'elle s'évanouit.

Quand elle ouvrit les yeux, elle était dans une chambre de mon presbytère, où je l'avais fait transporter. Gertrude et moi, nous avions passé plusieurs jours à son chevet.

La première sensation qu'éprouva Marguerite fut une horrible douleur au visage. Elle y porta la main et le sentit enveloppé de bandages qui ne lui laissaient libres que la bouche et les yeux.

Un cri s'échappa de ses lèvres.

— Oh ! je me rappelle la tempête ; je vois encore les flammes, je suis défigurée pour la vie, n'est-ce pas ?

Nous ne répondîmes point ; ce n'était que trop vrai. Le feu, laissant intact son corps protégé par ses vêtements trempés de pluie, lui avait brûlé le visage.

Sa beauté et la délicatesse de son teint qui lui avaient valu son gracieux surnom étaient détruits.

Jusqu'à l'enlèvement des bandages que le médecin ne jugeait pas encore prudent, on ne pouvait apprécier l'étendue des ravages, mais on en devinait la gravité. Notre silence et nos larmes faisaient connaître à la pauvre enfant son malheureux état.

Elle leva les yeux avec résignation.

— C'est votre volonté, mon Dieu, dit-elle, mais faites que Juan ne me voie pas ainsi.

— Juan, répéta Gertrude, nous l'embrasserons bientôt.

— Il revient donc ?

— Dans dix jours. Voyez vous-même.

Et Gertrude montra à Marguerite une lettre que celle-ci lut avec empressement.

Cette lettre, écrite de la main d'un des camarades de Juan, les informait que, grièvement blessé au siège de Zaatcha, il était maintenant en convalescence à l'hôpital.

Il avait obtenu, en récompense de ses services, la croix d'honneur, un congé illimité et une pension.

Quand elle eut achevé sa lecture, Marguerite tomba dans une profonde tristesse. Ni les caresses de Gertrude, ni mes tentatives de consolation ne purent l'en arracher.

— Oh ! Monsieur, dit-elle enfin, ce n'est pas pour moi, je vous jure, que je souffre d'être défigurée.... mais comment Juan pourra-t-il m'aimer encore, lorsqu'il me verra ainsi ?

A ce moment, le médecin entra et se mit en devoir d'écarter les bandages. Quand ses blessures furent à découvert, Marguerite demanda un miroir.

— Pas encore, mon enfant, pas aujourd'hui, fit le docteur.

Involontairement, nous détournâmes les yeux à la vue de ses traits mutilés et flétris.

Marguerite comprit notre impression.

— N'est-ce pas, Monsieur, me demanda t-elle, qu'il ne pourra plus m'aimer ?

Neuf jours s'écoulèrent. Les blessures, habilement pansées, s'étaient à peu près cicatrisées.

Le dixième jour était celui où l'on attendait l'arrivée du jeune homme ; mais personne n'osait en parler.

Marguerite se leva de bonne heure et se prépara à sortir, disant qu'une promenade au grand air lui ferait du bien. Je m'offris à l'accompagner

— Non, Monsieur, dit-elle, je vous remercie.

Elle s'agenouilla, pria quelques temps à voix basse, puis se retourna vers Gertrude et lui dit en l'embrassant :

— Bénissez votre fille, ma mère, pour la dernière fois ! Vous ne la reverrez jamais !

— Que voulez-vous dire, mon enfant ?

— La vérité ! Je m'en vais ; vous *lui* ferez mes adieux..., vous *lui* direz que c'est mon grand amour pour *lui* qui me force à *le* fuir.

— Mais, ma chère enfant, reprit Gertrude, vous ne connaissez pas Juan, vous ne connaissez pas son cœur. Il vous en aimera davantage quand il saura que c'est en me sauvant d'une mort affreuse que vous avez reçu ces blessures.

— Il a un noble cœur, je le sais, dit la jeune fille. Je sais aussi qu'il m'épouserait, qu'il tâcherait de me rendre heureuse. Mais comment pourrais-je supporter son chagrin et l'horreur que ma vue lui causerait ?... Non, non, seule, je souffrirai beaucoup moins.

Quelques instants après, les deux femmes entendaient un aboiement bien connu et un grand chien blanc parut sortant du chemin des bois.

— César, cria Gertrude, où est ton maître ?...

— Le voici, répondit une voix émue.

Juan s'avança, tenant l'extrémité d'une corde qui était attachée au cou de César.

— Mère, ajouta-t-il, êtes-vous ici ?... Où est Marguerite ? Pourquoi ne venez-vous pas embrasser votre pauvre aveugle ?

— Aveugle !... s'écria Marguerite.

Et fixant ses regards sur son fiancé, elle vit que ses yeux étaient couverts d'un bandeau.

Je ne puis décrire l'émotion de Gertrude et des deux fiancés. Qu'il me suffise dire qu'après de longs embrassements, la vieille femme et ses deux enfants vinrent au presbytère, où ils passèrent la nuit auprès de moi.

Ici, le curé s'arrêta. Je crus son histoire finie.

: Eh ! bien ! demandai-je, je suppose que le soldat aveugle et Marguerite, qui n'avait perdu pour lui aucun de ses charmes, furent bientôt unis.

— Oui, répliqua-t-il, c'est moi qui les ai mariés ; mais, je ne suis pas au bout de mon récit.

Grâce à l'aide empressée des habitants du village, ils purent bientôt rebâtir leur maison et s'y installer. Dès lors, leur situation était assez bonne et Juan supportait son infirmité sans se plaindre. Son amour pour sa femme ne faisait que s'accroître, et cependant Marguerite ne paraissait pas heureuse. Elle était en proie à une tristesse profonde et sa santé s'altérait.

Mon vieil ami le docteur, la visitait souvent et lui prescrivait quelques remèdes, mais ils n'obtenaient aucun résultat.

— L'art n'y peut rien, me disait-il. Son corps souffre, mais le siège de la maladie est dans son esprit. Essayez de découvrir le secret qui pèse sur elle, ou je ne réponds pas de sa vie.

Hélas ! quelles consolations pouvais-je apporter à une pauvre femme qui persistait à me cacher la cause de son

chagrin ?... Un jour elle semblait sur le point de m'ouvrir son cœur, lorsque Juan vint à entrer. Depuis, je ne pus l'amener à parler librement..... Pendant ce temps, son état empirait, et son mari, qui la savait en danger, manifestait une inquiétude plus grande que la mienne.

Un soir que j'étais auprès d'eux, le docteur arriva, et après avoir examiné sa malade, il déclara que, si une puissante réaction ne se produisait, elle était perdue !... Ah ! ce fut un moment terrible que celui qui suivit cette condamnation !... Le pauvre Juan serrait convulsivement la main de sa femme, pendant que de grosses larmes coulaient de ses yeux qui ne pouvaient plus la voir. J'exhortai Marguerite au nom de la religion ; mais quand je vins à lui parler de la clémence de Dieu, elle s'écria :

— Ah ! j'ai besoin de clémence !... Écoutez ! continuait-elle, en s'adressant à nous tous, et dites-moi si je puis espérer mon pardon.

Groupés autour de son lit, étonnés de ses paroles, nous attendions dans un profond silence. Marguerite s'était dressée sur son séant. Ses cheveux étaient en désordre, ses traits amaigris, ses yeux enfoncés dans leur orbite brillaient d'un feu étrange.

Plaçant sa main dans celle de son mari, elle lui dit :

— Juan, te rappelles-tu la promesse que nous nous fîmes, au moment de notre séparation, de rester toute notre vie l'un à l'autre. Tu m'avais donné ton cœur et je t'avais donné le mien. Eh ! bien la crainte de perdre ce cœur me porta à commettre une grande faute.

Je m'imaginai qu'en me retrouvant défigurée tu n'aurais plus pour moi que de la répulsion, et dans le délire du moment, je demandai à Dieu de me rendre ma beauté ou de t'ôter la vue !... Bientôt, je me repentis de la prière égoïste et impie que j'avais faite, j'aurais voulu pouvoir la retirer, mais sans doute, il était trop tard !...

Juan, mon souhait avait été exaucé ! Depuis, je n'ai jamais eu un seul moment de tranquillité.

— Comment ? lui dit son mari, c'est ce secret, Marguerite, qui a mis ta vie en danger ?

— Oui.

— Alors, sois heureuse, ma chère amie, Dieu n'a pas écouté ta prière.

Et déchirant le bandeau qui couvrait ses yeux, il se jeta dans les bras de sa femme et la serra contre sa poitrine dans un long embrassement.

L'habile traitement du médecin notre ami, que Juan avait consulté, lui avait peu à peu rendu la vue. Mais, Gertrude lui ayant témoigné de la douleur qu'éprouverait Marguerite quand il pourrait voir son visage couvert de cicatrices, il avait pris la généreuse résolution de lui cacher sa guérison, au moins pendant un certain temps. Maintenant qu'elle venait de se révéler d'une façon si inattendue était-il trop tard ?

Le docteur nous éloigna tous du lit de Marguerite et prit la main de la malade. Il eut un sourire d'espérance.

— Mon ami, dit-il, se tournant vers moi, le temps des miracles n'a pas encore touché à sa fin. Marguerite est sauvée !

Ici, le prêtre s'arrêta :

— Et Marguerite ? demandai-je après un moment de silence, était-elle vraiment bien défigurée ?

— Vous en jugerez vous-même.

Nous continuâmes notre route et nous atteignîmes bientôt une jolie maisonnette, tapissée de vignes. Une vieille femme filait assise près de la porte; auprès d'elle, sur une chaise basse, une jeune femme allaitait un enfant; ses traits avaient une grâce et un charme particuliers.

Il était facile de distinguer, parmi les cicatrices, les restes d'une grande beauté. Une touchante expression

de tendresse animait son regard lorsqu'elle le portait sur son enfant.

L'amour maternel avait effacé tout sentiment égoïste.

Le curé s'avança :

— Bonjour, Marguerite, dit-il.

— Bonjour, M. le curé, répondit la jeune mère avec un sourire.

— Comment va votre fille aujourd'hui ?

— Aussi bien que possible, dit Marguerite en élevant son nourrisson et en montrant ses joues roses.

— Eh ! bien ! conclut le vieillard prenant l'enfant dans ses bras et l'embrassant, elle vous ressemble tellement votre petite fille que je crois me rappeler ce que vous étiez vous-même lorsque je vous ai baptisée. Non, la vallée de Campan n'a pas perdu sa *perle*, nous la retrouvons en votre petite fille.

Adolphe PIEYRE.

LA PAIX CONCORDATAIRE

1797-1802

Le 18 février 1797 le général Bonaparte signait le traité de Tolentino. Écrivant au pape Pie VII, il disait : « La République française sera, j'espère, une des amies les plus vraies du Pape, » et, le même jour s'adressant au Directoire, il disait aussi : « Rome, une fois privée des « légations ne peut plus exister : cette vieille machine se « disloquera toute seule. »

Le Napoléon de 1800 avait besoin de la vieille machine. Les derniers échos du canon de Marengo se taisaient à peine que Napoléon manifestait le désir de s'entendre avec le souverain Pontife pour le rétablissement officiel du culte catholique en France.

Cette seule démarche était un acte de haute politique, N'était-il pas habile de paraître mener la France où elle allait d'elle-même ? Et peut-être était-ce encore une plus grande habileté de traiter d'égal à égal avec la plus haute puissance spirituelle ! Napoléon laissait les exaltés, flatteurs ou naïfs, rêver d'une religion napoléonienne ; il se contentait de répondre à un promoteur de ce nouveau culte : « Assez, Monsieur, assez, voulez-vous que je me fasse crucifier ? »

On l'entendit un jour répliquer aux observations de Thibaudeau sur ses projets religieux : « Écoutez : c'est « la cloche de Rueil qui sonne. L'entendez-vous, citoyen « Thibaudeau ? Eh bien ! je ne l'entends jamais sans « éprouver au-dedans de moi-même une vive émotion.

« Elle me rappelle l'*Angelus* de mon pays et ma première communion. Croyez-vous que le peuple n'y tienne pas autant que moi ? »

L'homme de la victoire éprouvait donc au-dedans de lui ce sentiment religieux qui, à cette heure, se faisait jour dans la France entière. L'homme politique et l'homme religieux poussaient ainsi le général heureux dans la voie de la réconciliation et de la paix.

Cependant l'entreprise était délicate, et les obstacles surgissaient de divers côtés. C'étaient, à l'extérieur, les manœuvres de l'empereur d'Autriche et du roi de Naples, les intrigues de Louis XVIII et de Maury, devenu le représentant des Bourbons auprès de la cour de Rome ; c'étaient, à l'intérieur, les murmures des Jacobins et les plaintes des philosophes, le mauvais vouloir des ministres et d'un entourage voltairien ; c'étaient les difficultés suscitées par les constitutionnels, leurs menées et leurs prétentions, leur agitation plus encore que leurs conciles ou leurs encycliques ; c'étaient, pour l'acte en lui-même, le bouleversement général qu'il imposait, l'anéantissement complet du passé, la transformation totale pour l'avenir, la question de la propriété des biens ecclésiastiques aliénés, celle des sièges épiscopaux qui avaient deux titulaires l'évêque constitutionnel et l'évêque catholique ; il fallait démolir pour restaurer, transiger pour maintenir ; il fallait sauver l'honneur de l'État et l'honneur de l'Église, mettre à l'aise la conscience des acquéreurs des biens d'Église et les prêtres assermentés.

Après un an de négociations, le pacte définitif était prêt. Le cardinal Consalvi disait à la marquise de Brignole : « Nous en sommes quittes à meilleur marché que nous ne nous y attendions. J'ai pouvoir pour des concessions autrement considérables. » Et Napoléon à qui cette parole fut rapportée dit : « Je sais cela, mais je n'ai aucun avantage à en tirer. Puis-

« que je rétablis la religion en France, c'est pour qu'elle
« soit honorée et respectée. Si j'exigeais de telles conces-
« sions du saint Siège, je déshonorerais le Pape et l'Église.
« L'opinion religieuse en France n'entend pas ainsi le
« catholicisme et prendrait le Concordat en mépris. »

Le restaurateur du culte ne perdait pas de vue le lamentable échec de la Constitution civile du clergé auprès de la majorité des catholiques français. Il n'était pas homme à courir le risque de compromettre en pareille aventure sa fortune politique. Essentiellement pratique, Bonaparte voulait un Concordat utile à sa cause.

Qu'obtenait-il donc et à quoi avaient abouti toutes ses ruses, toutes ses menaces, toutes ses colères et toutes ses comédies ? Faut-il dire comment le Pape, usant de ses pouvoirs illimités, mit à néant les anciennes circonscriptions diocésaines pour se conformer à la division politique de la France, comment il créa de nouveaux sièges épiscopaux et comment il établit de nouvelles provinces ecclésiastiques ?

Faut-il dire comment le Pape demanda aux évêques demeurés fidèles au milieu de la tempête, la démission de leurs sièges, afin de pourvoir librement au rétablissement officiel de la religion catholique en France, et comment trente-six de ces évêques marchandant l'obéissance au Souverain-Pontife formèrent « la petite église ? » Faut-il dire comment le Pape entendait l'intervention du gouvernement dans les nominations aux évêchés et aux cures, ou comment il demanda aux évêques schismatiques des renonciations aux sièges qu'ils tenaient de la constitution civile et comment ces pseudo-pontifes renoncèrent à leurs fonctions entre les mains du premier consul et purent, en partie, survivre à la ruine de leur église ? Dirons-nous enfin comment le Pape déclarait que « ni « lui ni ses successeurs ne troubleraient en aucune manière les acquéreurs de biens ecclésiastiques aliénés, »

comment par cet acte public l'autorité du Pape s'affirmait avec un éclat sans pareil sur l'Église et sur la conscience publique, comment les ordres religieux étaient oubliés, comment l'Église dépouillée devenait prisonnière de l'État ?

Chercherons-nous à pénétrer les mobiles de Napoléon, ou en quoi paraissait, dans cet acte éminemment pacificateur l'esprit philosophique, l'esprit de domination et de querelle, la ferme volonté de réaliser la formule gallicane : « L'Église est dans l'État, et non l'État dans l'Église ? »

La Fayette découvre un calcul d'ambition : « Vous avez envie de vous faire casser la petite fiole d'huile sur la tête, » dit-il à Napoléon, et celui-ci de répondre : « Nous verrons, nous verrons. » Mais ne faut-il pas y voir aussi une adresse de l'ambition éclairée, soutenue par l'esprit philosophique ? Et le signataire du Concordat de 1801 ne préparait-il pas comme une main mise de l'État sur l'Église ?

Autour du premier consul, on n'appréciait pas la sagesse de cette politique de pacification et de fraternité entre les deux pouvoirs. Et Napoléon disant à Volney : « Qui a jamais imaginé de ne pas faire baptiser son enfant ; » n'était pas compris des sectaires. Ce mot disait tout cependant. Pour asseoir sa puissance, l'homme de génie voulait s'appuyer sur les masses et les masses se faisaient baptiser.

Mais au-dessus de la foule et même dans la bourgeoisie il y eut comme une légère secousse de mécontentement, et il courut parmi ceux qui triomphaient de la défaite de la religion comme un frisson de colère.

C'est toujours un mauvais voisinage pour un homme sans foi que l'adoration profonde d'autrui ; c'est toujours une satire piquante pour un homme sans mœurs que l'application d'une morale sévère ; c'est toujours une persé-

cution pour les ennemis du fanatisme que la liberté de l'Église.

Aussi les philosophes, les voltairiens, les révolutionnaires poussent-ils des cris de rage quand Bonaparte signe le Concordat, 15 juillet 1801. Diderot semble se réveiller pour renouveler ses grossièretés et ses malédictions ; Voltaire semble renaitre, moins l'esprit, pour faire éclater encore ses moqueries et ses sarcasmes : mais les larmes ont étouffé le rire qui s'éteint sans écho.

Chez les fonctionnaires des plaintes se font entendre, plaintes naturelles surtout de la part des prêtres mariés, mais la race des fonctionnaires est trop souple pour ne pas s'incliner.

Plus grave pourrait être le mouvement de contradiction qui se produit dans l'armée; le sens politique des militaires, de quelques officiers surtout, est trop altéré par la liberté des camps et par la culture des principes voltairiens, mais la main de Bonaparte réprime vivement et sans éclat la conspiration des généraux.

Les intraitables sont forts dans le Tribunat et le Conseil d'État. Le premier consul démolit la forteresse des intransigeants, le Corps législatif est renouvelé et les nouveaux élus ratifient, le 5 avril 1802, le Concordat auquel Bonaparte vient d'ajouter, de sa propre autorité, les articles organiques destinés à régler la police du culte, ou plus franchement, destinés à river les chaînes d'un nouveau gallicanisme.

Le jour de Pâques, 18 avril 1802, l'Église de France ressuscitait officiellement. Une brillante escorte accompagnait le premier consul à Notre-Dame où la foule se pressait, non sans quelque désordre, — on avait oublié le respect — pour assister au *Te Deum* solennel qui apprenait à l'univers que le temps de l'orgie impie était passé.

Des lazis coururent, des plaisanteries circulèrent :

c'étaient les derniers ricanements d'un moribond rageur. S'il y eut, dans la province, quelques clameurs, quelques tentatives d'émeute, le calme fut promptement rétabli. Le parti révolutionnaire était abattu et pensait déjà à s'atteler au char du triomphateur.

Les politiques furent frappés, au jour du *Te Deum*, de l'allure militaire et monarchique de la fête. On sentait que la proclamation du Concordat créait un nouvel état de choses et concentrait le pouvoir dans les mains de Bonaparte : l'Empire était fait.

Napoléon ne cessait pas de grandir. La révolution domptée, l'Église relevée, il s'appliquait à transformer ces deux puissances en servantes. Des codes allaient encadrer la Révolution ; le Concordat, exploité par les perfides articles organiques, allait servir à lier l'Église. Dans sa défaite le philosophisme trouvait une revanche inconsciente.

Chose remarquable, l'Église, qui, jadis, avait en France, deux forces dans le clerc et dans le moine ; deux bras, le clergé séculier et le clergé régulier, n'a plus qu'une force et, toute radieuse qu'elle soit, elle est mutilée.

De ces deux puissances, le consulat néglige, oublie la seconde — rien ne l'oblige à regretter sa disparition. La première est maintenue, relevée : pensions, traitements, presbytères, églises, cathédrales lui sont accordés ; les prélats prenant possession de leur siège épiscopal sont salués par des coups de canon, l'archevêque précède le préfet, l'évêque le général de brigade.

Pourquoi les religieux sont-ils ignorés ? Est-ce que la société nouvelle n'a pas de place pour eux ? La philosophie dit cela, il est longtemps qu'elle le répète, et la politique y trouve avantage. Portalis n'a-t-il pas écrit :
« Le Pape avait autrefois dans les ordres religieux une
« milice qui lui prêtait obéissance, et était toujours dis-
« posée à propager les doctrines ultramontaines. Vos

« lois ont licencié cette milice, désormais nous n'avons
« qu'un clergé séculier, c'est-à-dire des évêques et des
« prêtres. »

Les moines pouvaient-ils plaire au premier consul ? On sait s'il aimait l'indépendance des autres. Or, à ses yeux, les moines formaient un corps indépendant, ce qui était déjà redoutable, et, de plus, il savait que, dans le passé, l'instruction, l'éducation de la jeunesse leur avait donné une grande puissance, et cette puissance il voulait la réserver à l'État. Ne portait-il pas dans sa tête une organisation nouvelle, séculière, nationale qui, sous le nom d'Université, mettait dans sa main l'éducation de tous les jeunes français ?

Il suffisait d'abord aux plans de Napoléon de rétablir le clergé séculier, resterait ensuite à le façonner à la gallicane. Et qui sait si le grand homme ne doit pas à ses deux conseillers prêtres d'avoir repoussé le schisme ? Mais le schisme en lui donnant plus d'importance peut-être lui aurait-il donné le même éclat qu'une alliance avec Rome ?

Souvenez-vous de sa violente sortie aux derniers jours des discussions relatives au Concordat. Il s'agissait du premier article, et Consalvi refusait de céder sur un « point délicat. » Eh bien ! M. le Cardinal, dit Napoléon « furieux, vous avez voulu rompre ! soit. Je n'ai pas besoin de Rome. J'agirai de moi-même. Si Henri VIII, « qui n'avait pas la vingtième partie de ma puissance, a « su changer la religion de son pays et réussir dans ce « projet, bien plus le saurai-je et le pourrai-je, moi ! En « changeant la religion en France, je la change dans « presque toute l'Europe, partout où s'étend l'influence « de mon pouvoir. Rome s'apercevra des pertes qu'elle « aura faites ; elle les pleurera, mais il n'y aura plus de « remède. Vous pouvez partir, c'est ce qu'il vous reste « de mieux à faire. Vous avez voulu rompre, eh bien !

« soit, puisque vous l'avez voulu. Quand partez-vous donc ? »

Le cardinal Consalvi, rompu à ces tragi-comédies, répond : « Après dîner, général. »

Après dîner le général avait besoin de Rome. Il accepta le rétablissement du culte public « en se conformant aux » règlements de police jugés nécessaires par le gouvernement pour la tranquillité publique. » Il se vengea ou rattrapa en faisant sortir de cette clause les articles organiques contre lesquels Pie VIII protesta vainement. Se permettre un pareil commentaire, c'était donner une interprétation à la fois trop large et trop précise à une formule dont l'utilité reconnue par l'Église engageait d'honneur l'État à ne pas abuser de sa généralité.

Dans l'adjonction des articles organiques, les voltairiens et les matérialistes virent une concession à leurs murmures ; le clergé ne pouvait manquer d'y reconnaître une menace toujours suspendue sur sa tête.

Par ces articles le Consulat faisait d'un acte qui était une œuvre d'apaisement et de liberté, d'un acte qui assurait une union féconde entre l'Église et l'État, sans faire courir les dangers de la confusion ou de la séparation des deux pouvoirs, une arme déloyale contre la société catholique.

Quelques-uns ont prétendu que ces articles organiques n'étaient qu'une ruse de guerre. Ruse ou non d'un Bonaparte, ils sont devenus les armes d'un Napoléon, et ils restent les instruments d'une politique tracassière.

Serait-il possible d'oublier que le général parvenu fut, en même temps que le génie de la guerre, le génie de l'exploitation des hommes et des choses ? Et faudrait-il croire à l'absolue sincérité en face de l'Église, d'un homme que l'histoire montre dévoré d'ambition et d'orgueil, manieur émérite de la duplicité ?

Non — général ou empereur, Bonaparte ~~est~~ exploité

volontiers les âmes comme les hommes. Qu'on se rappelle la brutalité de son langage le jour où Portalis se présente à lui les yeux pleins de larmes. « Qu'avez-vous donc, Portalis, êtes-vous malade? — Non, Sire, mais je suis bien malheureux; l'archevêque de Tours, le pauvre Boisgelin, mon camarade, mon ami d'enfance... — Eh bien! que lui est-il arrivé? — Hélas! Sire, il vient de mourir. — Cela m'est égal, il ne m'était plus bon à rien. »

La Providence avait voulu que l'Église fût bonne à quelque chose pour ce génie brutal. Bonaparte fit le Concordat parce qu'il lui était bon à quelque chose, et il fit, à côté, les articles organiques pour qu'ils lui fussent bons à quelque chose.

Mais pourquoi le triomphateur rêva-t-il de transporter Saint-Pierre de Rome à Paris? Pourquoi rêva-t-il de faire de Paris la capitale du monde chrétien? Pourquoi voulut-il installer le Pape à Paris, près de l'Empereur? Pourquoi, ainsi qu'il le dit plus tard à Sainte-Hélène, aurait-il fait du Pape une idole? Pourquoi? Parce que, nous dit-il lui-même, « Paris serait devenu la capitale du monde chrétien, et j'aurais dirigé le monde religieux ainsi que le monde politique. »

Quand Napoléon chargeait l'Église ou le clergé d'honneurs, c'était à la fois pour le rendre plus haut devant la foule et plus humble devant lui. Mais il voulait laisser tous les dehors de la liberté.

Un jour que Rœderer escomptait devant lui la mort de Pie VII et l'élection présumée de son successeur imposée par Napoléon, celui-ci l'interrompit: « Que dites-vous là, M. Rœderer? Je vous croyais plus fort que cela. Comment, un pape que je ferais nommer — qui serait mon serviteur, dont je ferais ce que je voudrais! Ce ne serait pas un pape; l'Église ne le reconnaîtrait pas; la catholicité ne l'accepterait pas, ce serait un embarras pour moi. »

Certes, Napoléon cherchait un appui dans l'Église, dans le pape ; il avait fait le Concordat pour cela ; mais déshonorer l'Église et le Pape, est-ce que ce n'aurait pas été briser l'appui même qu'il se promettait. L'empereur n'y eût point trouvé son compte, et ni l'Église ni le Pape n'auraient accepté le déshonneur.

Mais l'ambitieux se disait à lui-même : Mes armées protégeront le pape et me garantiront sa bonne volonté ; je nommerai les évêques, puisque je les désignerai ; — les chapitres seront sans influence et n'auront qu'une part inutile dans le gouvernement des diocèses ; les clercs accusés auprès de leurs supérieurs hiérarchiques pourront se défendre, mais ils auront pour juges la conscience et les lumières des évêques qui devront éviter par-dessus tout de faire d'un malheur réparable un scandale qui ne pourrait se réparer ; je ferai de l'évêque un général qui commande en maître, sans oublier qu'il doit rendre compte de ses ordres et de sa conduite, ou que sa solde dépend du maître ; je mettrai les prêtres sous la main des évêques, j'en ferai des soldats, ils obéiront, ils se soumettront ou bien ils seront dégradés ou affamés ; l'État qui fait manger, l'État qui prête l'église, l'État qui loge les ministres du culte trouvera ainsi des serviteurs gagés et fidèles. Quant aux réguliers, aux moines, aux religieux, aux religieuses, ils existeront si je veux qu'ils existent et je pourrai leur dire : « Vous n'avez pas le droit de vivre. »

Ainsi rêvait le potentat, il voulait un pape libre mais soumis, un épiscopat chargé d'honneurs mais dépendant, un clergé renté mais fonctionnaire, attaché à l'Église et à l'État ; tout son plan tenait en deux mots : « Je les « payerai, ils m'obéiront et leur influence me profitera. »

Mais si l'Église de France devient un régiment, si elle a deux chefs, pourquoi cette discipline sévère ne profi-

terait-elle pas à l'un et à l'autre chef? Pourquoi le chef spirituel n'y trouverait-il pas un accroissement, une facilité de puissance et d'autorité? Pourquoi la majesté du Souverain-Pontife lui-même n'en serait-elle pas rehaussée? Est-ce que, sans le vouloir, la philosophie, la révolution, le consulat, l'empire ne serrent pas le clergé autour du Pape? Est-ce qu'ils ne deviennent pas sans y penser les missionnaires de l'ultramontanisme dont Joseph de Maistre va être l'éloquent avocat?

Est-ce que le coup d'autorité même que le général Bonaparte provoque pour l'application du concordat n'élève pas la puissance du pontife romain à une hauteur doctrinale dont on ne voit pas d'exemple? Et ne semble-t-il pas que la Providence a ménagé cet événement prodigieux pour des temps où l'autorité battue en brèche croule de toutes parts?

Faut-il donc que la philosophie, après avoir ruiné tant de pouvoirs, aboutisse à l'exaltation de celui contre lequel elle est d'abord et surtout partie en guerre? Pour faire l'omnipotence de l'État on arrivait à mettre sur le chandelier l'omnipotence du Pape. Ajoutez au prestige d'une autorité toute-puissante, l'auréole de la persécution, et vous voilà bien près de faire de la papauté un objet transcendant de respect et de vénération. Les ennemis de l'Église ont fait cela; le clergé de France a été jeté dans les bras du Pape: le gallicanisme est mort tué par le concordat.

Cependant la marque révolutionnaire reste attachée à l'œuvre de Bonaparte, elle porte le nom de philosophie, et, par des tromperies indignes, elle en réalise en partie les désirs.

Mirabeau avait dit, dans la séance du 13 octobre 1789 :
 « Les membres du clergé sont des officiers de l'État ;
 « le service de l'autel est une fonction publique, et la religion appartenant à tous, il faut, par cela seul, que ses

« ministres soient à la solde de la nation, comme le magistrat qui juge au nom de la loi. »

Vous avez vu (1) comment Diderot conseillait de prendre ses mesures vis-à-vis de l'Église ; Voltaire, de son côté, avait écrit à Schouvaloff (1768) : « Les princes catholiques ne sont pas encore assez hardis pour déclarer que l'Église doit dépendre uniquement du souverain. Il n'y a que votre illustre souveraine qui ait raison. Elle paye les prêtres, elle leur ouvre la bouche et la ferme, ils sont à ses ordres, et tout est tranquille. »

« Le ministre du culte, disait encore Mirabeau, sont des officiers de morale et de religion. »

Pour réduire les prêtres à ce rôle d'officiers de paix quelconque, la Révolution avait supprimé le droit de la propriété dans l'Église ; et Napoléon, fidèle à cet esprit, laissait par les articles organiques, toutes portes ouvertes aux abus du pouvoir envers l'Église, après avoir ramené à la pratique l'idée de réduire, pour un maigre salaire, les prêtres catholiques aux conditions de serviteurs dociles.

Malgré les apparences, et grâce à d'injustes manœuvres, c'est l'Etat indifférent en matière de religion ; l'Église liée par un traité dont on use avec perfidie contre elle ; c'est le clergé régulier oublié sinon exclu du pacte solennel qui préside aux rapports des deux pouvoirs ; c'est l'enseignement arraché pour toujours aux clercs et aux religieux ; c'est la Révolution tendant à l'Église une main hypocrite ; c'est une phase nouvelle de la lutte entre Satan et le Christ.

LOUIS BASCOUL.

(1) Ce détail se trouve développé dans l'ouvrage qui va paraître, sous ce titre : *Etude sur la décomposition de la France*, d'où le présent article est extrait.

LE PETIT ÉCU

Souvent... — Ceci, Monsieur, me sert de préambule —
Le Juif écorche le chrétien,
Mais, il faut l'avouer, ce dernier sans scrupule,
De temps en temps le lui rend bien.

Mon grand-oncle Adrien était... — Pourquoi sourire ?
Est-ce parce que, jadis roux,
Mon poil devient tout blanc ? Mais laissez-moi vous dire
Que j'eus des oncles comme vous.
Je reprends donc : Mon oncle était un bon apôtre
Qui ne songeait qu'à s'amuser.
Dans ce temps-là, Monsieur, fort éloigné du nôtre,
Vous devez bien le supposer,
Les jeunes gens étaient beaucoup moins difficiles
Que leurs illustres descendants,
Sans être pour cela beaucoup plus imbéciles
Que nos *crevés*, nos *décadents*.
Si, pour se divertir, ils faisaient bien des choses
Que nous trouvons de mauvais goût,
Ils ne prenaient du moins ni les airs ni les poses
De nos marmots, lassés de tout.
Ils grimpaient sur les toits ; ils enlevaient la mule
D'une laveuse, d'un meunier,
Et leur montraient plus tard sa tête ridicule
A la lucarne d'un grenier ;
Ils éteignaient, les soirs très noirs, les réverbères,
Vexaient les bourgeois, les manants,
De la bonne police ils rossaient les cerbères,
Se déguisaient en revenants,

Pendaient les chiens, les chats, décrochaient les enseignes,
Epouvantaient les gens peureux,
Se collaient aux maris jaloux, comme des teignes,
Et dérangent les amoureux.
Dans ce genre, mon oncle était un vrai modèle.
Il dormait la moitié du jour,
Le soir, il préparait une farce nouvelle,
C'est-à-dire un atroce tour.
N'ayant jamais le sou, vous pouvez bien le croire,
Pour les créanciers rigoureux,
Il en trouvait toujours pour jouer et pour boire,
Pour être même généreux.

En ce moment, Monsieur, j'ouvre une parenthèse,
Et sans laisser l'oncle Adrien,
J'éprouve le besoin, pour allonger ma thèse,
De vous dire un mot de son chien.
On l'appelait Tonton. Tonton jouait le rôle,
Chez mon oncle, d'un serviteur
Intelligent, doué presque de la parole,
Sans pouvoir être trop menteur.
Raconter tous ses tours, ses exploits, ses rapines,
Serait faire un trop long écrit.
Voici deux traits, qu'un jour les annales canines
Vanteront comme traits d'esprit.
Tonton qui connaissait l'histoire des Horaces,
Savait que l'un de ces héros,
En s'enfuyant, força les pauvres Curiaces
A n'être plus que trois zéros.
Certain jour, qu'on allait faire un dîner champêtre,
Tonton portait haut un panier
Plein de provisions, et précédait son maître;
Soudain, tous les chiens du quartier,
Par l'odeur alléchés, le suivent à la piète,
D'un pas d'abord au sien égal;
Mais quand il s'aperçut que la gent communiste
Demandait sa part du régal,
T. XI, 6^e liv., juin 1892.

Tonton, subitement comme un trait fend l'espace,
Laisse les chiens un peu partout,
Dépose son panier au milieu de la place,
Revient sur l'un d'eux, et d'un coup
De dent bien appliqué, le fait rouler par terre,
Reprend son panier et s'enfuit,
Puis recommence avec un second adversaire,
Et quelque roquet qui le suit,
Tant et si bien qu'alors, sans demander leur reste,
Les chiens effrayés de ce ton,
Emportent, si l'on peut ainsi parler, leur veste,
Laissant le panier de Tonton.
Le second trait, Monsieur, semble à peine croyable,
Et prouve quel était le tact
De ce chien. Il allait, d'un train invariable,
Au même bureau de tabac,
Avec deux sous, pliés dans une tabatière
Aux coins fortement écornés,
Chercher chaque matin l'agaçante poussière
Qu'alors on mettait dans son nez.
Il vint un jour, portant la boîte dans sa gueule,
Il la pose sur le comptoir,
Regarde la marchande, elle n'était pas seule,
Et causait, sans daigner le voir.
Boù, boù, faisait Tonton. — Oui, disait la marchande,
Qui le traitait comme un vrai chien,
Et qui causait toujours. — *Boù* ! seconde demande ;
La marchande ne répond rien.
Tonton, en se voyant traité de cette sorte,
Et fort piqué du peu d'égard
Que l'on avait pour lui, prend la boîte et l'emporte ;
On l'appelle, il était trop tard ;
Tonton ne revint pas. Le soir, à l'ordinaire.
D'un pas précipité, *clic, clac* !
Mon oncle passe ; alors, la joyeuse commère
Lui dit : — Voilà votre tabac,
Monsieur. Tonton n'a pas eu trop de patience
Ce matin, car il est parti

Avant d'être servi. — C'est une erreur, je pense ;
Tonton ne peut avoir menti,
Dit mon oncle ; en effet, j'ai dans ma tabatière
Du tabac au lieu de mes sous.
Monsieur, ce n'est pas moi... — La chose est singulière,
Quelque mystère est là-dessous !
On observa Tonton : Dans une autre boutique
Il allait se faire servir.
La marchande perdit de Tonton la pratique,
Ce qui ne dut pas la ravir.

Je ne sais pas, Monsieur, si vous serez bien aise,
De connaître le chien Tonton,
Mais je ferme à présent ma longue parenthèse
Dont je vous demande pardon.

Mon oncle, un clair matin, s'éveille sans reproches,
Ayant dormi longtemps et bien,
Et pour cause, il n'avait plus un sou dans ses poches,
Dans son tiroir, il n'a plus rien,
Qu'un morceau de plomb qui de son cœur meut les fibres.
Car il avait l'ampleur, le poids,
Sinon l'éclat brillant de l'écu de six livres,
Dont on se servait autrefois.
Flairant dans ce morceau de plomb une ressource,
Sans doute pour se divertir,
Mais pour chasser aussi le diable de sa bourse,
Il prend son chapeau pour sortir.
Tandis que de sa chambre il s'apprête à descendre,
Un vieillard, graissé de son suif,
Loqueteux, s'écria : — N'avez-vous rien à vendre ?
Vous le voyez, c'était un juif.
Ce juif avait des sacs d'écus, une centaine,
Et plus peut-être, disait-on ;
Il acceptait toujours, moyennant une aubaine,
Tout, même les coups de bâton.

Mon oncle le regarde : en voyant qu'il s'approche,
 Il sourit, entoure le plomb
 D'un morceau de papier, met le tout dans la poche
 D'un vieux et très court pantalon ,
 Ou, si vous aimez mieux, d'une vieille culotte,
 Ainsi que l'on disait jadis ;
 Il fait signe à ce juif qui sous le nez se frotte,
 Et grimpe jusqu'à son taudis.

Hélas ! très humblement , Monsieur, je dois vous dire
 Que je suis fort embarrassé
 Pour peindre cette scène, et pour vous bien décrire
 Ce qui s'est entre eux deux passé.
 La culotte était vieille, elle était fort usée,
 Elle ne valait pas dix sous ;
 Le juif la maniait, sa prunelle rusée
 Regardait mon oncle en-dessous.
 — Trois sous ! — Trois francs ! — Cinq sous ! — Voyons ,
 [dit en colère

Mon oncle, de sa grosse voix,
 Finissons ce jeu-là, voulez-vous, mon compère,
 Me voler comme dans un bois ?
 C'est trois francs ! A ce prix, comptant , l'affaire est faite,
 Ou déguerpissez promptement.
 Voyez ce drap !... Il prend la culotte et la jette
 Aux mains du juif , si dextrement,
 Que celui-ci, soudain, ressentit les caresses
 Que lui faisait le dur métal ;
 Il palpe sa rondeur, écoute ses promesses
 Douces, malgré son choc brutal,
 Bref, il crut qu'un écu dormait dans la pochette.
 Mon oncle, certes négligent,
 Pouvait bien oublier de payer quelque dette,
 Il n'oubliait pas son argent.
 — Trois francs ! c'est m'égorger ! dit le juif, qui soupire,
 Sans lâcher l'écu supposé ,
 — Trois francs , ou rien n'est fait ! L'un retient , l'autre tire,
 Chacun dans un sens opposé.

Cela fut rude, allez ! Monsieur, ce qui m'étonne,
Mais dont on ne peut pas douter,
C'est que cette culotte en drap fut assez bonne
Pour ne pas en deux éclater.
Après un long combat où l'on crie, où l'on peste,
Le juif, feignant d'être vaincu,
Donne l'argent ; mon oncle, avec un air modeste,
Empoche son petit écu.
Et le juif s'en alla, content de la victoire
Qu'il eut tort de s'attribuer.
Mais mon oncle disait, en achevant l'histoire ;
« — Si ce juif eut pu me tuer,
Je crois qu'il l'aurait fait si dur fut son visage,
Quand il me vit le lendemain,
Si haineux son regard, si féroce et sauvage
La crispation de sa main ! »
Il ne pouvait se plaindre, et de là sa furie,
Que mon oncle l'avait dupé,
Sans avouer aussi sa propre fourberie :
C'est le trompeur qui fut trompé.
Et pendant quinze jours, mon oncle eut la constance
De se lever au jour naissant.
Pour goûter, avec ses amis, une vengeance
Qui lui faisait tant de bon sang.
Il arrêta le juif et regardait sa hotte
D'un air légèrement moqueur,
Puis il lui demandait si sa vieille culotte
Avait trouvé quelque acheteur...

Quant au petit écu, pris par droit de conquête,
Je sais ce qu'il est devenu :
Il tomba, par hasard, dans la main violette
D'un pauvre enfant à demi-nu.

X.

LES ÉVÉNEMENTS DU MOIS

Les mois se suivent et se ressemblent. Ainsi la République fait-elle mentir même les adages les plus autorisés. Nous n'avons donc pas à nous désoler d'avoir laissé passer le mois de mai sans faire mention des principaux événements qui ont dû le marquer. Voici le mois de juin, avec des faits du même genre, avec les mêmes maladresses, la même haine sectaire, le même parti-pris. C'est toujours la guerre à l'Église ; l'ennemi n'a pas varié : c'est le cléricalisme.

Après les appels comme d'abus dont les Évêques de la province d'Avignon ont été frappés, au mois de mai, il y a eu, au mois de juin, l'appel comme d'abus, infligé à l'Archevêque d'Aix, et des menaces d'appel contre plusieurs autres Évêques, coupables de « catéchismes électoraux. »

L'occasion s'est présentée aussi à M. le ministre Ricard de traiter à la tribune de la question religieuse : aujourd'hui, comme hier, c'est la note aiguë, c'est le mot acerbe, on dirait presque de la rage. M. Ricard ne trouve un peu d'esprit et beaucoup de confiance qu'en lançant ses foudres contre le clergé, contre cette gent cléricale, d'où vient tout le mal.

On l'a bien vu, surtout dans le débat sur l'association de Notre-Dame-de-l'Usine. C'est à n'en pas croire ses yeux, quand on lit, dans *l'Officiel*, tout ce fatras d'insinuations malveillantes, de calomnies grossières, d'épouvantements ridicules dont les colonnes du journal sont remplies, grâce à l'exubérance de parole de nos ministres ou de leurs doublures ! Il s'agissait d'une chose bien simple : d'une association qui a pour but la préservation de l'ouvrier, son amélioration morale : but important qui devrait être l'objet des efforts d'un gouvernement jaloux de se dire le protecteur de l'ouvrier !

C'est précisément cette « jalousie » qui a fait perdre la tête à nos républicains : ils prétendent être les seuls à aimer l'ouvrier, à s'intéresser à sa cause, à lui assurer une protection efficace ; ils veulent faire l'ouvrier comme ils l'entendent, et quand le « cléricalisme » se mêle de cette même mission, quand

il veut « christianiser » l'ouvrier, élever son esprit et son cœur, ah ! il se trouve en face de la franc-maçonnerie, qui lui crie : « On n'avance pas ! »

Toute la question était là. Un gouvernement vraiment digne de ce nom se serait cru obligé d'aider une telle association ; il y aurait vu un excellent auxiliaire pour sortir de la crise sociale que nous traversons. Le gouvernement républicain n'a voulu voir, dans Notre-Dame-de-l'Usine, qu'une prétendue usurpation de l'Église sur ses droits, une soi-disant résurrection de l'omnipotence du clergé, une ingérence coupable du catholicisme dans une affaire qui, d'après lui, ne relève que du « laïcisme ! » Et on a crié : A la persécution ! Peu s'en est fallu qu'on vit apparaître, au sein de la Chambre épouvantée, le spectre hideux de l'Inquisition. Aussi, l'ordre du jour Hubbard et Viau a-t-il été voté d'emblais à une imposante majorité, et ça été le salut de la République !

Nous devons un hommage particulier à l'éloquence de M. Thellier de Poncheville, qui a essayé, mais en vain, de rassurer les énergumènes de la gauche ! Les chiffres étaient là cependant, n'ayant rien de bien alarmant pour le radicalisme : sur 215 usines, employant 28.623 ouvriers, il y en avait seulement 20 qui eussent des Confréries, et encore même celles-ci ne comptaient dans leurs rangs que 4.606 ouvriers sur 5.488 qu'elles emploient ! Où était donc la si grande contrainte ? Qu'était-ce que « cette persécution, » cette violation de la liberté individuelle ? Si le gouvernement de la République respectait autant cette liberté, si elle ne tourmentait pas davantage ses fonctionnaires, quels éloges il mériterait et quelles sympathies il s'attirerait !

Mais violer la liberté, c'est plus qu'un caprice de la République ; c'est un besoin irrésistible, c'est même pour elle une condition *sine qua non*, c'est sa raison d'être : elle ne pourrait vivre si elle ne gênait la liberté de quelques-uns. Voyez les projets de loi qu'elle élabore sur les associations, sur la presse, sur le droit d'accroissement ; elle ne tend qu'à un but : étrangler la liberté.

Elle excelle surtout à frauder le suffrage universel, afin de lui interdire la faculté d'être la libre manifestation de la volonté des citoyens. Nous voudrions pouvoir reproduire la remarquable philippique de M. de Bernis, notre député de Nîmes, contre ces iniquités dont nous venons, nous-même ici, d'être les victimes. Bornons-nous à ces quelques lignes :

« Il faut que cela finisse, disait M. de Bernis dans la séance du 11 juin, sans quoi vous légitimerez toutes les violences que nous sommes les premiers à réprover. Il y a un sentiment qui tend à se développer dans l'esprit des populations qui, après tout, est naturel. On dit : « Si le suffrage n'est qu'une plaisanterie, un escamotage ; si, déjà faussé par cet instrument qu'on appelle le sectionnement — instrument qui peut être légal, comme le disait tout à l'heure M. le Président du Conseil, mais qui est souvent de la plus souveraine injustice. (Très bien ! très bien ! à droite), si déjà le suffrage torturé par ces sectionnements injustes l'est encore par les tours d'escamotage variés qui changent tous les ans sous l'œil bienveillant des préfets, vous trouverez des gens et en grand nombre qui auront des pensées détestables. Souvenez-vous d'ailleurs que lorsque, pendant un certain nombre d'années, un gouvernement a violé le suffrage universel, laissé accumuler les injustices et exécuter les actes les plus coupables et les plus néfastes au point de vue de l'intérêt de tous, il arrive un moment que le parti qui a été trop triomphant se divise en deux camps : ceux qui respectent le suffrage universel et ceux qui s'en moquent. Alors le public finit par dire : On peut être républicain, royaliste ou tout autre chose, mais nous ne voulons pas de ceux qui escamotent nos droits et qui n'ont qu'une seule et unique préoccupation : garder l'assiette au beurre. (Applaudissements à droite. »

Nous aurions beaucoup à redire aussi aux lois qui viennent d'être votées sur les Caisses d'épargne, le Crédit foncier, le Crédit agricole ; quand il s'agit de lois d'affaires, nos républicains n'y regardent pas à deux fois : la cause est vite entendue et le jugement — imposé — n'est pas attendu.

Il n'y a un peu de résistance que pour le renouvellement du privilège de la Banque de France ; mais ceci est un cas particulier ; cet établissement national de crédit est l'objet des plus ardentés convoitises des républicains ; sa puissance excite leur jalousie et ils veulent le lui faire sentir. La discussion continuera encore les premiers jours de juillet, mais le résultat est certain : le renouvellement du privilège sera voté.

Le Sénat a fait peu parler de lui ; aussi bien, n'a-t-il pas beaucoup parlé lui-même. Nous n'avons rien de très important à signaler.

En dehors du mouvement parlementaire, rappelons « l'œuvre » de Nancy. Au moment même où les deux empereurs de

Russie et d'Allemagne « s'entrevoyaient » à Kiel, le grand duc Constantin, cousin de l'empereur Alexandre, se rendait à Nancy, auprès de M. Carnot, pour lui apporter un nouveau témoignage des sympathies du czar. Le croirait-on ? Cette entrevue, tout-à-fait improvisée, et certes bien modeste, a éclipsé l'entrevue impériale de Kiel ! Celle-ci, très calculée et très préparée, devait, dans la pensée de Guillaume II, produire en Europe une grande émotion, peut-être un revirement favorable à la Triplice : toutes ces prévisions ont été trompées, et Kiel a été éclipsé par Nancy. Si la triple alliance est maintenue, l'alliance franco-russe tient bon, elle aussi.

Et il ne dépendra pas du voyage du roi d'Italie à Berlin de donner le change à l'opinion, en Europe. Nous savons ce que peut peser l'Italie, besogneuse et affamée, dans la balance ; la place qu'elle occupe, à côté de l'Allemagne et de l'Autriche, n'est pas si importante qu'elle veut bien le croire, et l'équilibre européen est, à cette heure, celui-ci : d'une part, l'Allemagne et l'Autriche ; de l'autre, la France et la Russie. Réduite à ces termes, la situation extérieure n'a rien qui puisse nous terroriser.

Parlerons-nous du retentissant procès Burdeau-Drumont, dont l'épilogue a été le duel sanglant Mayer-Morès ? Il faut remonter plus haut qu'à des individualités pour établir les responsabilités de si douloureux incidents : c'est notre condition même sociale, c'est l'état moral des esprits qui est responsable, et nous n'en avons pas fini avec cette « irritabilité, » qui est la disposition presque générale de toutes les âmes, à l'heure présente. La crise sociale en arrive à l'état le plus aigu, et qui saurait prévoir quel sera son dénouement ? Les scandales se multiplient, les banques croulent ; les financiers se suicident ; tout craque et tout menace ruine. Jamais, croyons-nous, sauf à l'époque de la Terreur, la France n'eut à traverser des jours plus tourmentés.

Et le désarroi est dans tous les esprits. L'union, qui serait si nécessaire aux conservateurs, leur fait complètement défaut : les plus habiles, les plus avisés ne savent plus ni ce qu'ils doivent dire, ni ce qu'ils doivent faire.

Une parole autorisée aurait pu servir de guide, au milieu de cette confusion : à peine s'est-elle fait entendre, qu'elle a été mal comprise, interprétée de travers, et, par conséquent, très discutée. Cette voix, qui devait être celle d'un sauveur, semble avoir été prise pour la voix d'un ennemi, et l'angoissement n'a fait que croître dans tous les esprits.

Il n'y a malheureusement rien que de très naturel dans cette disposition mentale : l'exagération est fille de la prévention. Il faudrait pourtant mettre ou laisser les choses à leur véritable point. Que réclame-t-on pour faire l'union parmi les conservateurs ? Qu'ils laissent de côté la question constitutionnelle, qu'ils ne s'en occupent pas, et qu'ils donnent tout leur soin à combattre la législation. Certes, la besogne est assez importante pour l'heure et exige le secours de tous. Toute autre question est actuellement oiseuse, et pourquoi voudrait-on perdre inutilement des forces et du temps à discuter des points de doctrine ou des principes dont l'application ne saurait être immédiate ? La maison brûle ; courons tous à la chaîne, sans nous informer de la qualité ou même du nom de nos auxiliaires.

C'est l'exemple que donnèrent en 1870 les monarchistes : sans regarder à la couleur du drapeau, sans tenir compte des opinions et du passé de chefs plus ou moins reconnus, ils n'hésitèrent pas à se porter où la patrie réclamait leurs bras et à mourir sinon pour le salut au moins pour l'honneur de la France. Ce qu'ils firent alors pour combattre l'ennemi du dehors, ils doivent être et ils sont prêts à le faire pour triompher des adversaires du dedans. On ne leur demande pas et on ne peut leur demander davantage. Dans ces conditions l'union est facile à faire : ne tenons aucun compte des interprétations exagérées d'un groupe plus ou moins intéressé à grossir la portée de certains documents, peut être même à dénaturer la pensée de leur auteur.

L'Osservatore romano publiait récemment un article évidemment communiqué et qui exprimait bien exactement la pensée vraie du Souverain-Pontife ; il faut en reproduire les lignes suivantes qui en sont le fidèle résumé :

« Avant tout, dit le journal romain, nous disons et répétons que le Saint-Père a demandé et demande aux catholiques français une seule chose, très simple, claire, évidente, savoir qu'ils acceptent, avec la pleine loyauté de catholiques et de Français, la forme de gouvernement qui est présentement établie en France, et que, sur le terrain constitutionnel qui par elle et en elle est déterminé, ils travaillent par tous les moyens légaux et honnêtes à rendre chrétienne la France, en rendant chrétienne d'abord la législation, pour rendre chrétien ensuite le gouvernement.

« Quand donc, où et comment le Pape a-t-il imposé, comme

on nous l'écrit, de crier : *Vive la République*, contre son sentiment, de se faire contre son gré sectateur d'une république athée et révolutionnaire, et pis encore, a astreint, comme on a eu l'audace de nous l'écrire aussi, les catholiques français à condamner en principe et en théorie l'athéisme de la loi pour ensuite l'approuver, le soutenir et le favoriser en pratique et en fait ? »

Le république athée et révolutionnaire ! Oui, telle est la république française inspirée et conduite par la franc-maçonnerie. Et où nous conduit-elle, avec ces lois scolaires, avec ces folles dépenses, avec ces stériles débats sur les questions ouvrières, toujours discutées, jamais résolues ?

« La criminalité de l'enfance, dit *la Croix* a plus que décuplé pendant ces dernières années. De 1880 à 1890, on a arrêté 4040 mineurs pour mendicité et 13.732 mineures pour prostitution.

L'argent du pauvre, qui devrait être sacré, a été littéralement gaspillé de la façon la plus éhontée : sans parler des récents scandales qui se sont produits dernièrement, à Paris, au sujet des bureaux de bienfaisance, la seule laïcisation de l'hôpital d'Ivry a coûté 300,000 francs de capital et 45,000 francs de revenus, juste de quoi entretenir cent vieillards de plus à l'hospice.

Celle de l'hôpital Cochin a coûté 138,000 fr. de capital, et 18,000 fr. de revenus, avec cela on aurait fondé un hôpital tout entier ; ajoutons que pour faire face à des folies du même genre, on a vendu 15,000,000 du capital des hospices.

On croit rêver quand on lit de pareilles monstruosité, accomplies sous un soi disant régime de fraternité et tout cela... pour mettre des infirmières que le docteur Després, chirurgien de l'hôpital de la charité, dans un rapport public, déclare être souvent le *rebut de l'humanité*, rebut d'une immoralité révoltante, qui corrompt même les internes.

Il n'y a pas jusqu'à notre Chambre qui nous inflige pour son compte la dépense de plus de 18,000,000 par an, c'est-à-dire *quarante fois* plus que la Chambre des députés allemands ! il y a 2,000 francs d'allumettes, 1,750 fr. de savon, 5,300 fr. de médicaments (!), etc., etc., le reste est à l'avenant.

Jamais on ne vit tant de faillites, tant de krachs aux conséquences terribles pour les petites bourses. (Panama, comptoir d'escompte, etc.)

Jamais on ne parla tant de questions ouvrières, et, par un contraste bizarre, jamais il n'y eut tant de grèves, tant d'ou-

vriers sans travail; jamais les salaires ne furent aussi bas et les conditions du travail plus dures: c'est à ce point que le cœur se révolte en compulsant des statistiques qui seront la honte de notre époque.

Heureusement il est des compensations et le cœur se reconforte un peu au spectacle de ces manifestations imposantes que nous donne la ferveur persévérante des pèlerins de Montmartre. Le dimanche, 26 juin, Mgr Richard, archevêque de Paris, consacrait solennellement au Sacré-Cœur, le commerce et l'industrie de France. Cinq mille pèlerins au moins assistaient à cette cérémonie; pendant la messe, en musique, le Père Du Lac a prononcé un sermon sur les rapports qui doivent exister entre les patrons et leurs employés.

Les membres de l'Union fraternelle du commerce et de l'industrie se sont ensuite réunis, à onze heures, au nombre de cinq à six cents, en un banquet qui a eu lieu, à l'abri Saint-Joseph, sous la présidence de M. Léon Harmel, le promoteur de l'Œuvre de Notre-Dame-de-l'Usine. Avant le repas, M. Harmel a prononcé une courte allocution :

« Merci à tous ces qui sont venus de si loin, a-t-il dit, et qui ont compris que notre manifestation était aussi patriotique que religieuse. Notre fête est bien la fête du travail, car c'est vous tous, employés et patrons, qui l'avez organisée et qui en avez rehaussé l'éclat par vos chants. »

M. Harmel a dit ensuite que la basilique du Sacré-Cœur est exposée aux outrages de la bande maçonnique qui traite la France en pays conquis :

« Ces misérables francs-maçons, a-t-il ajouté, ont mis sur les yeux un bandeau; mais la miséricorde divine est si grande, qu'elle touchera les insulteurs eux-mêmes; il faut que l'Église règne; elle régnera malgré nos ennemis. Il faut faire revenir Jésus dans nos ateliers, dans nos usines, dans nos magasins. Il ne faut plus que nos employés soient écrasés par le plafond de nos magasins. Il faut qu'ils voient le ciel au-dessus de leur tête.

« Préparons l'avenir, préparons le règne social du Sacré-Cœur, qui sera le règne de la vraie liberté. Réalisons le programme d'amour fraternel qui est la devise de notre drapeau : Tout pour le Sacré-Cœur ! »

Les socialistes et les libres-penseurs avaient décidé de faire, ce matin-là, une contre-manifestation. Cette contre-manifesta-

tian n'a pas eu lieu, une dizaine de libres-penseurs à peine étant venus au rendez-vous.

L'épiscopat français a fait une nouvelle et douloureuse perte en la personne de Mgr Lamarche, évêque de Quimper : ce vénérable prélat est mort presque subitement, le 15 juin. Né à Paris le 12 mars 1827, Mgr Lamarche fit, comme aumônier militaire, la campagne de Crimée. Sa conduite sur les champs de bataille lui valut, après la campagne, la croix de chevalier de la Légion d'honneur. En 1870, il demanda à nouveau de partir avec nos troupes.

Après la prise de Sedan, il voulut être interné avec nos prisonniers à Breslau, en Poméranie.

Curé de Saint-Jean-Baptiste de Grenelle et plus tard de Sainte-Marie des Batignolles, à Paris, Mgr Lamarche était, le 27 septembre 1887, nommé évêque de Quimper et préconisé le 25 novembre de la même année. Il fut sacré à Notre-Dame de Paris le 29 janvier 1888. En 1888, le gouvernement l'avait envoyé en Allemagne, pour le charger de s'entendre avec les autorités allemandes, afin d'obtenir une concession perpétuelle pour le monument élevé, à ses frais, à nos soldats morts en captivité. Il avait réussi dans sa mission. Mgr Lamarche, très bon, très conciliant, était très aimé dans son diocèse. Son titre d'aumônier lui rendait les relations très faciles avec l'armée et la marine. Il s'est beaucoup occupé de l'œuvre des écoles libres.

L'Église porte encore le deuil du cardinal Theodoli qui a succombé à Rome à l'âge de 73 ans.

Enfin, parmi les personnages illustres qui ont payé tribut à la mort, signalons l'amiral Mouchez, directeur de l'Observatoire de Paris, membre de l'Académie des sciences et du bureau des longitudes ; il est mort presque subitement, à l'âge de 71 ans.

L'amiral qui, en 1870, avait été chargé de mettre le Havre en état de défense, avait conduit en 1875, à l'île de Saint-Paul, l'expédition scientifique chargée d'observer le passage de Vénus. En 1878, sur le refus de M. Faye, il était nommé directeur de l'Observatoire. Pendant ces quatorze ans, d'importantes découvertes furent faites. On parvint à photographier les étoiles, et, sur l'initiative de l'amiral, on commença la construction de la carte photographique du ciel.

30 juin 1892.

NEMAUSS.

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME ONZIÈME

1^{re} Livraison, Janvier 1892

Une nouvelle Année	C. FERRY.....	3
Discours de Mgr de Cabrières.....	M ^{sr} DE CABRIÈRES...	12
Les trois Eglises paroissiales de Lasalle.....	C. FESQUET.....	23
Marguerite	PAULE-MARIE	51
Les Angès roses (suite).....	P. DAX.....	68
Les Événements du mois.....	NEMAUSUS	83
Revue bibliographique.....	BOUISSON.....	93

2^{me} Livraison, Février 1892

Cardinal Mermillod.....	F. CHAPOT.....	97
La guerre aux Jésuites sous Louis XV.	L. BASCOUL	121
L'Esjouissance de Nîmes.....	D ^r PUECH	133
Les Angès roses (suite).....	P. DAX	160
Les Événements du mois.....	NEMAUSUS	181
Chronique régionale : Marseille	E. A. C	190
Les Cloches	THÉO.....	193
Revue bibliographique.....	C. de B.....	194

3^{me} Livraison, Mars 1892

Étude sur le Midi gallo-romain....	G. MAURIN.....	197
Notes sur le fort Saint-André.....	J. CARRIÈRE.....	218
Les réfugiés français en Allemagne..	A. PIEYRE.....	225
Le Chevalier de Ganges.....	D. E	240
Une Messe de mort (poésie).....	THÉO.....	246
Les Angès roses (suite et fin).....	P. DAX.....	249
Les Événements du mois	NEMAUSUS	281
Chronique régionale : Nîmes.....	FONTDAME	291
Revue bibliographique	C. de B.....	296

4^{me} Livraison, Avril 1892

L'Action du Clergé.....	E. SARRAN	301
Les Réfugiés français en Allemagne.	A. PIEYRE	328
De l'Amour de l'Ordre et de son		
Principe.....	C.-C. CHARAUX.....	347
Une partie d'échecs.....	A. DELACROIX.....	365
Les Événements du mois.....	NEMAUSUS	381
Chronique régionale : Nîmes.....	FIDELIS	393
— — — Marseille.....	E. A. C	397
Revue bibliographique.....	L. LESCŒUR.....	399

5^{me} Livraison, Mai 1892

L'Action du Clergé (suite).....	E. SARRAN	409
Les Réfugiés français en Allema-		
gne (fin).....	A. PIEYRE	426
Une Transaction du xv ^e siècle.....	E. DURAND.....	439
Scipion Laroque	E. BOUÏSSON.....	449
Persécution et Gloire	X. E.....	477
Chronique régionale : Nîmes.....	FIDELIS	480
Revue bibliographique.....	A. DELAUBE.....	486

6^{me} Livraison, Juin 1892

Notes très curieuses de voyage.....	H. MAZEL.....	489
Broussaia	MONTEILS-NOUGAREDE.....	507
Intervention du P. Ange de Joyeuse,		
dans les affaires du Languedoc		
(1591-1592)	P. APOLLINAIRE.....	514
La Perle de Campan.....	A. PIEYRE.....	527
La Paix concordataire (1797-1802) ..	L. BASCOUL	540
Le petit écu.....	X.....	552
Les Événements du mois.....	NEMAUSUS	558

Le Propriétaire-Gérant,
GERVAIS-BEDOT.

Nîmes. — Imprimerie Gervais-Bedot, place de la Cathédrale.



UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 07368 3404

